





6

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

A MEAUX, chez **LE BLONDEL**, libraire de la Société.

A PARIS, chez AUGUSTE AUBRY, libraire, rue Dauphine, n° 16.
et chez DUMOULIN, libraire, quai des Augustins, n° 13.

A MELUN, chez M^{me} V^e THUVIEN, libraire.

A COULOMMIERS, chez BRODARD, libraire.

A FONTAINEBLEAU, chez LACODRE, libraire.

A PROVINS, chez LE HÉRICÉ, imprimeur-libraire.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

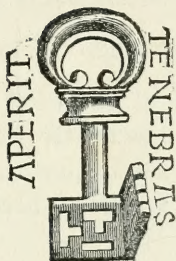
SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Fondée à MELUN, le 16 mai 1864.

SIXIÈME VOLUME

(1869-1872)



MEAUX

TYPOGRAPHIE DE J. CARRO, RUE DE LA JUIVERIE, 1
IMPRIMEUR DU BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

—
1873

A MEAUX, chez **LE BLONDEL**, libraire de la Société.

A PARIS, chez AUGUSTE AUBRY, libraire, rue Dauphine, n° 16.
et chez DUMOULIN, libraire, quai des Augustins, n° 13.

A MELUN, chez M^{me} V^e THUVIEN, libraire.
A COULOMMIERS, chez BRODARD, libraire.
A FONTAINEBLEAU, chez LACODRE, libraire.
A PROVINS, chez LE HÉRICHÉ, imprimeur-libraire.

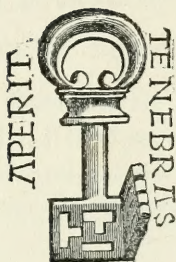
BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Fondée à MELUN, le 16 mai 1864.

SIXIÈME VOLUME

(1869-1872)



MEAUX
TYPOGRAPHIE DE J. CARRO, RUE DE LA JUIVERIE, 4
IMPRIMEUR DU BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

1873

BULLETIN

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, ARTS ET LETTES

DE L'INSTITUT DE FRANCE

PARIS

1887

1887



REUNION DE L'INSTITUT DE FRANCE

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ⁽¹⁾

SIÈGE LÉGAL A MELUN.

BUREAU CENTRAL.

Président, M. Alfred MAURY, C. ✱, de l'Institut.

Vice-Président, M. BRUNET DE PRESLE, ✱, de l'Institut.

Secrétaire général, M. TH. LHUILLIER.

Trésorier central, M. EYMARD.

Archiviste, M. LEMAIRE, ✱.

Président honoraire, M. le marquis Ad. DE PONTÉCOULANT, ✱.

Vice-Président honoraire, M. A. CARRO.

UN COMITÉ CENTRAL,

Composé des membres du bureau dont les noms précèdent. des cinq Présidents de Sections et d'un délégué aussi par Section, est chargé d'administrer la Société.

SECTIONS D'ARRONDISSEMENT.

SECTION DE COULOMMIERS :

Président, N... — Vice-Président, M. le marquis E. DE VARENNES. — Secrétaïres, MM. HÉRON DE VILLEFOSSE, A. VIRÉ.

Délégué près le Comité central, M. Ad. BAYARD.

Membre de la Commission de lecture, M. le comte Eugène DE FONTAINE DE RESBECQ.

Séances trimestrielles.

SECTION DE FONTAINEBLEAU :

Président honoraire, M. Jules DAVID, ✱. — Président, M. le docteur TABOURET, ✱. — Vice-Présidents, MM. CAUTHION, ✱,

(1) Les statuts se trouvent au premier bulletin de la Société ; année 1864, p. 48.

et DOIGNEAU. — Secrétaires, MM. GAÛLTRON et Max. BEAUVILLIERS. — Trésorier, M. BOURGES.

Délégué au Comité central, M. Charles CONSTANT.

Membre de la Commission de lecture, M. le comte de CIR COURT.

Séances le premier lundi de chaque mois.

SECTION DE MEAUX :

Président, M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT, ✱. — Vice-Président, M. BOQUET-LIANCOURT. — Secrétaire, M. le docteur LE ROY. — Vice-Secrétaire, M. LAURENT (Anatole). — Trésorier, M. LE BLONDEL.

Délégué au Comité central, M. DE COLOMBEL.

Membre de la Commission de lecture, M. le vicomte DE PONTON D'AMÉCOURT, ✱.

Séances le troisième jeudi de chaque mois.

SECTION DE MELUN :

Président, M. Félix LA JOYE. — Vice-Président, M. TH. LHUIL-
LIER. — Secrétaire, M. Ernest AUBERGÉ. — Secr.-adjoint,
M. DROUIN.

Délégué près le Comité central, M. POYEZ, ✱.

Membre de la Commission de lecture, M. le comte FRANZ DE
CHAMPAGNY, ✱.

Séances le premier dimanche de chaque mois.

SECTION DE PROVINS :

Président, M. le comte BERNARD D'HARCOURT, O. ✱. — Vice-Président, M. Jules MICHELIN. — Secrétaire-trésorier, M. Auguste
LENOIR.

Délégué au Comité central, M.

Membre de la Commission de lecture, M. BRUNET DE PRESLE, ✱.

Séances trimestrielles.

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES

MEMBRES FONDATEURS ET TITULAIRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE, SCIENCES, LETTRES ET ARTS (1).

Les lettres qui précèdent les noms indiquent les Sections dont les Membres font partie :
C, Coulommiers ; F, Fontainebleau, Mx, Meaux ; M, Melun ; P, Provins.

MESSIEURS,

Mx ANDRIEUX, professeur au collège de Meaux.

F ARMAILLÉ (comte d'), propriétaire au château de La Rivière,
commune de Thomery ; à Paris, rue de la Pépinière, 104.

P ARNOUL (Auguste), propriétaire à Maison-Rouge.

(1) La Société d'Archéologie de Seine-et-Marne a perdu, depuis la publication de son 5^e bulletin, les membres fondateurs ou titulaires dont les noms suivent :

MM. le baron E. de Beauverger, ancien député, à Chevry-Cossigny ;

Bourgoin, tapissier à La Ferté-sous-Jouarre.

Burdel, ancien notaire à Lagny, vice-président de la Section de Meaux ;

Carbonnier, juge d'instruction, propriétaire à Aulnoy ;

Charles (Philartète), professeur au Collège de France, à Paris ;

Charbonneau, directeur de l'École normale de Melun ;

Cuthion père, propriétaire à Fontainebleau.

Chaubard, docteur en médecine, à Donnemarie ;

Chemin, médecin à Saints ;

Dauvergne (Anatole), peintre d'histoire, membre non résidant du Comité
des Travaux historiques, président de la Section de Coulommiers ;

Flamand, propriétaire à Rebais ;

Fournieret, docteur en médecine, à Fontainebleau ;

La Chavignerie (Emile Bellier de), employé honoraire à la Bibliothèque
nationale ;

Parvenchère, notaire à Egreville ;

Lebrun, membre de l'Académie française, à Provins ;

Matignon, propriétaire à Fontainebleau ;

Polignac (le comte de), général commandant le palais de Fontainebleau ;

Prieur, artiste peintre, à Barbizon.

Parmi les membres correspondants, la Société a également à regretter la perte de MM. Camusat de Vauxgourdon, le vicomte A. de Caumont, le docteur P. Chalvet, Charma et l'abbé Gillet de Kervéguen.

- P** ARNOUL (Victor), propriétaire à Provins.
- M** AUBERGÉ (Victor), propriétaire à Melun.
- M** AUBERGÉ (Ernest), docteur en droit, juge au tribunal civil de Melun.
- Mx** AVÈNE DE FONTAINE (baron d'), président de la Société d'horticulture de Meaux, au château de Brinches, commune de Villemareuil, par Trilport (Seine-et-Marne) ; à Paris, rue Tronson-Ducoudray, 5.
- C** AVÈNE DE FONTAINE (le vicomte d'), propriétaire à Coulommiers.
- Mx** BAILLET fils, étudiant à Meaux.
- M** BALLU, docteur en médecine, à Melun.
- M** BANCEL fils, docteur en médecine, secrétaire de la Société d'agriculture, maire de Melun.
- C** BARBIER (L.), conservateur et administrateur de la Bibliothèque du Louvre, à Paris, boulevard Saint-Michel, 95.
- F** BARDOT, ancien chef d'institution à Nemours, professeur à Paris.
- M** BAREILLER (P.), propriétaire à Boissise-le-Roi, par Ponthierry.
- Mx** BARIGNY (Arsène), architecte à Meaux.
- F** BAUDE, propriétaire à Fontainebleau, rue Saint-Merry, et à Paris, 15, place de la Madeleine.
- C** BAYARD (Adolphe), membre correspondant de la Société française de numismatique, à Maisoncelles, par Crécy (Seine-et-Marne), et à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 108.
- F** BEAUVILLIERS (Maxime), officier d'académie, homme de lettres, à Fontainebleau.
- M** BEHU, professeur au collège de Melun.
- BESCHERELLE, aîné, homme de lettres, à Livry, par Melun.
- Mx** BÉCHERET, curé de Monthyon, par Meaux.
- F** BELLOM, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Fontainebleau.
- Mx** BÉNARD, greffier du tribunal civil de Meaux.
- M** BERGERON, docteur en médecine, à Paris, rue de Rivoli, 14.
- M** BERNARDIN (Camille), avocat, secrétaire général des Sociétés d'horticulture de Melun-Fontainebleau et Coulommiers, à Brie-Comte-Robert.
- Mx** BF THEMET, curé-doyen de Dammartin-en-Goëlle.

- P BÉVILLE (le général baron de), ancien aide de camp de l'empereur, à Cerneux.
- P BLANG, notaire à Bray-sur-Seine.
- Mx BLAVETTE (de), propriétaire, maire de Montceaux, par Trilport.
- F BLONDEAU, notaire, membre du conseil général, maire de Voulx.
- M BLOT, artiste sculpteur, membre de plusieurs sociétés savantes, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
- Mx BOQUET-LIANCOURT, propriétaire à Meaux.
- F BONHOMME (Honoré), homme de lettres, à Fontainebleau.
- M BONNEUIL (comte de), membre de la Société française d'archéologie, à Bombon, par Mormant.
- F BOUILLY, président du tribunal de Tonnerre (Yonne).
- P BOURGEAT, juge au tribunal de Provins.
- M BOURGEOIS, docteur en médecine, à Melun.
- F BOURGES (Ernest), imprimeur à Fontainebleau.
- P BOURQUELOT (Émile), adjoint au maire et bibliothécaire de la ville de Provins.
- F BOUTHILLIER-CHAVIGNY (vicomte de), juge au tribunal de la Seine, à Paris.
- Mx BOUVIER, ministre protestant à Meaux.
- Mx BOYER (Henri), propriétaire à Jouarre.
- Mx BRAULT, substitut du procureur de la République à Meaux.
- C BRUÈRE, ingénieur civil, à Coulommiers et à Signy-le-Grand (Ardennes).
- P BRUNET DE PRESLE, membre de l'Institut et de la Société des antiquaires de France, professeur de grec moderne à l'école des langues orientales vivantes, à Paris, rue des Saints-Pères, 61, et à Parouzeau, commune de Vimpelles, par Donnemarie (Seine-et-Marne).
- Mx BUIGNET, maire de Chelles, vice-président de la Société d'agriculture de Meaux.
- Mx BURGER, ancien inspecteur des eaux et forêts, à Meaux.
- Mx BURGUE, professeur au collège de Meaux.
- P BURIN, instituteur à Saint-Just, par Nangis.
- M BUVAL fils, architecte, ancien élève de l'école des Beaux-Arts, à Melun.

Mx CARON, notaire à Meaux.

Mx CARRO (A.), bibliothécaire de la ville de Meaux, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques et de la Société des Antiquaires de France, à Meaux.

Mx CARRO (Jules), imprimeur à Meaux.

P CATTET, propriétaire à Provins.

F CAUTHION, avoué à Fontainebleau.

Mx CAVÉ, propr., au château de Condé-St-Libaire, par Couilly.

P CAVE (Honoré), fondé de pouvoirs de la Recette particulière de Provins.

Mx CÈRE (P.), ancien préfet, propriétaire à Montévrain.

C CHABAUT-SAINT-ANGE (Louis), ancien vérificateur des domaines, à Coulommiers.

M CHAIÉ-FONTAINE, commissaire-priseur à Melun.

M CHAMPAGNY (le comte F. de), membre de l'Académie française, à Trois-Moulins, par Melun, et à Paris, rue Saint-Dominique, 46.

M CHAPU (Henri), artiste sculpteur à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, 34.

Mx CHARRIOU, homme de lettres, ancien instituteur, à Monthyon.

F CHENNEVIÈRE, bibliothécaire de la ville, à Fontainebleau.

M CHÉRON DE VILLIERS, homme de lettres à Paris.

M CHOISEUL-PRASLIN (comte Horace de), député de Seine-et-Marne à l'Assemblée nationale, maire de Maincy, près Melun.

Mx CINOT (Amynthe), membre correspondant de la Société française de numismatique, à Crécy.

F CIR COURT (comte Arthur de), propriétaire, membre correspondant de la Société française de Numismatique, à Fontainebleau ; à Paris, rue Godot de Mauroy, 33.

F CLAVERIE, propriétaire à Fontainebleau.

Mx COCHET, imprimeur-libraire à Meaux.

Mx COLOMBEL (A. de), membre du conseil d'arrondissement, à Annet-sur-Marne, par Claye-Souilly.

F CONSTANT (Charles), avocat, à Fontainebleau, et à Paris, rue Hippolyte-Lebas, n° 1.

Mx CORBET, juge suppléant à Meaux.

- F CORNY (Ethis de), receveur particulier des finances, à Fontainebleau.
- M COSTEAU, notaire à Melun.
- M COTELLE, artiste peintre, à Melun.
- C COURCY (le comte de), maire de Nesles, au château de La Fortelle, par Rozoy ; à Paris, rue Casimir-Périer, 25.
- M COURTOIS, banquier à Melun.
- C CRÉVOT, notaire et maire, à La Ferté-Gaucher.
- M DARNAY, photographe à Melun.
- M DAUDÉ aîné, conseiller municipal, propriétaire à Melun.
- F DAVID (Étienne), ancien ministre plénipotentiaire, membre de la Société française d'Archéologie, à Paris, rue de l'Oratoire, 7.
- F DAVID (Jules), inspecteur divisionnaire des ports, à Paris.
- Mx DECŒUR, propriétaire à Lagny.
- M DECOURBE, artiste peintre à Melun.
- Mx DECRAIS (Albert), préfet à Blois.
- M DÉGOUT (l'abbé J.), aumônier de l'Hôtel-Dieu, à Melun.
- M DELACOURTIE, ancien avoué, à la Planche, commune de Perthes, par Chailly-en-Bière.
- F DELACROIX-FRAINVILLE, propriétaire à Bois-le-Roi.
- M DELAFORGE (l'abbé E.), curé de Saint-Port.
- B DE LA TASSE, propriétaire à Faremoutiers, cant. de Rozoy.
- C DELBET (Ernest), docteur en médecine, à La Ferté-Gaucher.
- C DELBET (Jules), docteur en médecine, à Paris, 5, rue des Beaux-Arts.
- P DELETTRE, propriétaire à Donnemarie-en-Montois.
- P DELONDRE (Paul), conseiller d'arrondissement, maire de La Chapelle-Saint-Sulpice, par Provins.
- M DE LURTIER, propriétaire aux Fourneaux (Le Mée), près Melun.
- E DEMARSY (Arthur), archiviste-paléographe, membre de la Société française d'Archéologie, correspondant de la Société des antiquaires de France, secrétaire de la Société de l'Ecole des chartes, conservateur du musée de Compiègne, et à Paris, boulevard Saint-Germain, 69.
- F DENECOURT, propriétaire à Fontainebleau.
- M DESCHAMPS (Auguste), homme de lettres, conseiller d'arrondissement à Melun.

- M DESPATYS (Octave), vice-président honoraire du tribunal civil, à Melun.
- C DESPOMMIERS (Pierre), vice-président du Conseil général de Seine-et-Marne, à Coulommiers; à Paris, rue St-Dominique-St Germain, 55.
- M DESPREZ (Ed.), docteur en droit, à Melun.
- F DESTORS, maire de Samoreau, membre du Conseil d'arrondissement.
- M DESTOUCHES, licencié ès-lettres, professeur au collège de Melun.
- Mx DETHOMAS fils, avocat à la Cour d'appel de Paris, rue Richer, 15, et à Montigny (Lesches).
- F DOIGNEAU, suppléant du juge de paix, à Nemours.
- F DOMET, sous-inspecteur des forêts à Fontainebleau.
- M DORLIN, licencié ès-sciences, chef d'institution à Melun.
- M DORMOY, professeur de rhétorique au collège de Melun.
- C DOUMERC (Auguste), directeur de la papeterie du Marais, par La Ferté-Gaucher.
- M DROUIN, greffier en chef du tribunal de Melun, licencié en droit, membre de la Société Asiatique.
- M DROUYN DE LHUYS, ancien ministre des Affaires étrangères, à Paris, rue François 1^{er}, 47.
- Mx DUCREST DE VILLENEUVE, ancien sous-préfet de Meaux, préfet de l'Yonne, à Auxerre.
- F DUFAY (Auguste), manufacturier à Cercanceaux, commune de Souppes.
- Mx DUFRAIGNE, docteur en médecine à Meaux.
- M DUGÈS-DELZESCAUTS, propriétaire à Melun.
- F DUMESNIL (Edouard), propriétaire à Nemours.
- F DUPONT-WHITE, économiste, à Paris, rue d'Angoulême-Saint-Honoré, 44.
- M DUPRÉ, pharmacien à Melun.
- C DURVELLE, curé de Pommeuse.
- M DUVAL (Ch.-Latoison), artiste peintre et homme de lettres, officier d'académie, à Lagny.
- M ERCEVILLE (le comte Gabriel d'), membre de la Société française d'Archéologie, propriétaire au château de Chapuis, commune de Machault, par Le Châtelet-en-Brie, et à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 11.

- F** ERCEVILLE (comte Ernest d'), propriétaire à Vulaines-sur-Seine, par Fontainebleau, et à Paris, rue Sainte-Catherine-d'Enfer, 1.
- Mx** ESCUDIER (Léon), maire de Villenoy, par Meaux, et à Paris, rue de Choiseul, 21.
- M** EYMARD, chef de division à la préfecture de Seine-et-Marne, à Melun.
- Mx** FERRI-PISANI, ancien sous-préfet de Meaux.
- M** FICHOT, dessinateur, membre de plusieurs sociétés savantes, à Paris, 39, rue de Sèvres.
- P** FLEURNOY, curé-doyen de Donnemarie.
- M** FONTAINE (de Melun), avocat à la Cour de Paris, rue des Deux-Portes, 1.
- M** FORGEMOL, docteur en médecine, conseiller d'arrondissement, à Tournan.
- M** FOUCHER DE CAREIL (le comte A.), ancien préfet de Seine-et-Marne, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, à Paris, rue François I^{er}.
- M** FOURNIALS, principal du Collège de Melun.
- P** FOURTIER (Alphonse), payeur central du Trésor au ministère des finances, à Paris, rue de Caumartin, 26.
- M** FRAGUIER (le marquis de), maire du Mée, au château du Mée, par Melun.
- P** FRESNE (de), au château de la Boulaye, commune de Clos-Fontaine, par Nangis, et à Paris, rue Bellechasse, 15.
- M** FRÉTEAU DE PÉNY (l'abbé Héracle), à Vaux-le-Pénil, par Melun.
- M** FUSER (Jules), notaire à Melun.
- M** GABRY, manufacturier, conseiller d'arrondissement, aux Fourneaux, commune du Mée, par Melun.
- F** GARCEAU, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Melun.
- Mx** GAST, docteur en médecine à Crécy.
- M** GAUCHER, instituteur-archiviste, à Champdeuil, par Guignes.
- M** GAUDARD, ancien adjoint au maire de Melun.
- M** GARNUCHOT, officier d'académie, professeur au collège de Melun, directeur de l'Ecole professionnelle.
- F** GAULTRON (Hippolyte), propriétaire à Fontainebleau, et à Paris, passage Saulnier, 1.

- F GAULTRY (Paul), notaire, conseiller d'arrondissement à Fontainebleau.
- F GEOFFROY, intendant militaire en retraite, à Fontainebleau.
- M GEORGES, ancien professeur d'histoire au collège de Melun.
- M GILLET DE KERVÉGUEN (Henri), docteur en médecine, à Melun.
- Mx GILQUIN, négociant en meules à La Ferté-sous-Jouarre.
- P GIVELET (Henri), propriétaire au château de Flamboin, commune de Gouaix.
- M GODIN (Auguste), fabricant d'ébénisterie artistique, à Paris, rue du Harlay (au Marais), 7.
- M GODIN (Eugène), sculpteur à Paris, rue Bochard de Saron, 9.
- M GOUJON, curé de Roissy.
- F GUÉRIN, ancien maire de la ville de Fontainebleau, membre du conseil général, à Fontainebleau, et à Paris, rue Laroche-foucauld, 64.
- Mx GUERRIER, professeur de rhétorique au collège de Meaux.
- F GUIBOURG, ancien sous-préfet de Fontainebleau.
- M GUILLAUME, directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, à Paris, et aux Fourneaux, près Melun.
- Mx GUILLON DES BRULONS, propriétaire à Lagny.
- P HARCOURT (comte Bernard d'), ancien ambassadeur à Londres, propriétaire à Melz, par Nogent-sur-Seine (Aube), et 5, rue Vanneau, à Paris.
- P HAUSSONVILLE (le comte d'), ancien député, membre de l'Académie française, à Gurcy-le-Châtel, par Donnemarie (Seine-et-Marne), et à Paris, rue Saint-Dominique, 101.
- P HAUT (Marc de), avocat, membre du Conseil général de Seine-et-Marne à Sigy; à Paris rue de Grenelle-Saint-Germain, 26.
- Mx HÉMAR, propriétaire, membre du Conseil d'arrondissement, maire de Dammartin-en-Goëlle.
- M HENNECART, membre du Conseil général, maire de Tournan, et à Paris, rue de l'Université, 69.
- M HÉRISÉ, imprimeur à Melun.
- M HOCEDÉ DUTRAMBLAY, ancien auditeur au Conseil d'État, propriétaire à Rubelles.
- C HOFFMANN, docteur en médecine, propriétaire du domaine de Cordoux, à Courpalay.

- M HOTTINGUER, à Lésigny, par Brie-Comte-Robert, et à Paris, rue Laffite, 17.
- C HUGUENOT (l'abbé), curé de Voinsles, par Rozoy.
- P HUSSON, propriétaire à Preuilly, près Donnemarie, et à Paris, rue Saint-Honoré, 191.
- M JACQUE (Charles), artiste peintre et graveur, à Annet-sur-Marne, par Claye.
- F JACQUEMIN, fabricant de porcelaine artistique, à Fontainebleau ; à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, 52.
- M JANSSE, avocat, propriétaire à Rubelles, et à Paris, rue Mallesherbes, 39.
- C JOSSEAU, ancien député de Seine-et-Marne au Corps législatif, avocat à la Cour d'appel de Paris, président de la Société d'horticulture de Coulommiers, maire de Mortcerf, canton de Rozoy, et à Paris, rue St-Honoré, 245.
- M JOURNEIL, propriétaire à Melun.
- M KERCKHOFFS, professeur de l'Université, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Melun.
- M LABICHE, père, homme de lettres, propriétaire à Melun.
- Mx LABOUR (Fernand), magistrat à Paris, membre du Conseil général de Seine-et-Marne, maire de Saint-Pathus, canton de Dammartin, et à Paris, rue Taitbout, 9.
- M LAFFITTE (Théodore), artiste peintre à Barbizon, commune de Chailly-en-Bière.
- M LAINÉ (Victor), artiste peintre à Barbizon, par Chailly-en-Bière.
- M LA JOYE (Félix), membre de la Société géologique de France, correspondant de la Société française de Numismatique, à Melun, et à Saveteux, par Le Châtelet.
- F LAMBERT (le baron Tristan), propriétaire à Fontainebleau.
- M LAMBERT (J.), homme de lettres, directeur du pénitencier de Chiavari et des prisons de la Corse.
- Mx LANDRY, propriétaire à Dammartin-en-Goëlle.
- Mx LARABIT, ancien sénateur, ancien député de l'Yonne, à Luzancy, par Saacy (Seine-et-Marne), et à Paris, rue Bellechasse, 21.
- M LASSUS SAINT-GENIÈS (le baron de), ancien préfet du département de Seine-et-Marne.

- C LASTEYRIE (le comte Jules de), député, propriétaire au château de la Grange-Bléneau (Courpalay), par Rozoy ; à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré.
- M LATOUR, receveur municipal, à Melun.
- F LA TOUR (Jos. Albert Léon de), membre de la Société archéologique de l'Orléanais, à Lorris (Loiret).
- F LAURENCEL (de), propriétaire à Fontainebleau.
- Mx LAURENT (Anatole), conducteur des ponts-et-chaussées à Meaux.
- M LAURENT-THOMAS, maire de Saint-Germain-lès-Couilly.
- M LAVALETTE (vicomte de), propriétaire et ancien rédacteur en chef de l'*Echo du Monde savant*, à Paris, quai des Célestins, 6.
- F LAVAURS, propriétaire à Sorques, commune de Montigny-sur-Loing.
- Mx LE BLONDEL, libraire à Meaux.
- M LEBRUN, clerc d'avoué à Melun.
- M LÉCHOPIÉ (Hippolyte), ancien magistrat, à Ablon (Seine-et-Oise), et à Paris, place de la Madeleine, 49.
- F LEFEBVRE (Ch.), propriétaire à Avon, avenue de Valvins.
- C LEFÈVRE (P.), cultivateur aux Aulnois, commune de Saints.
- M LEFÈVRE, architecte à Paris, boulevard Beaumarchais, 34.
- M LEGUAY (Louis), architecte expert, membre de la Société d'Anthropologie de Paris, du Comité d'Archéologie de Senlis et de la Société de Numismatique, à Paris, rue de la Sainte-Chapelle, 3.
- P LE HÉRICHÉ, imprimeur à Provins.
- F LOLOIR, artiste graveur à Fontainebleau.
- C LOLOUP, architecte à La Houssaye.
- M LEMAIRE, archiviste du département de Seine-et-Marne, à Melun.
- P LENOIR (Auguste), conducteur des ponts-et-chaussées, à Provins.
- P LÉPINOIS (E. de), conservateur des hypothèques, à Clermont (Oise), associé-correspondant de la Société des Antiquaires de France.
- M LEROY (Gabriel), archiviste de la ville de Melun, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les tra-

vaux historiques, et de la Société des antiquaires de France, à Melun.

- Mx** LE ROY, officier d'académie, docteur en médecine, à Meaux.
- M** LHUILLIER (Théophile), chef de bureau à la préfecture de Seine-et-Marne, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, à Melun.
- C** LIÉBERT (Eugène), homme de lettres, à Paris, rue Jacob, 26.
- C** LIÉNARD (Eug.), percepteur des contributions à Jouarre.
- F** LITZELMANN (Léon), avocat à Paris, boulevard St-Michel, 16.
- M** MABILLON, greffier de la justice de paix, à Mormant.
- C** MARC (Edmond), propriétaire à Coulommiers.
- C** MARICOT, ancien notaire à Rozoy-en-Brie.
- Mx** MARTIN (Basile), ancien greffier du tribunal de Melun, propriétaire à Meaux.
- M** MASSON, juge à Melun.
- M** MAUREL, juge suppléant au tribunal civil de Fontainebleau.
- P** MAURICE (Charles), propriétaire au château de Toussacq, commune de Villenauxe-la-Petite, et à Paris, passage Stanislas, 2.
- Mx** MAURY (Alfred), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, directeur général des Archives Nationales, à Paris, hôtel Soubise, rue de Paradis au Marais.
- C** MAUSSION (Ludovic de), conseiller d'arrondissement, maire de Coulommiers.
- Mx** MENIER, manufacturier, membre du Conseil général de Seine-et-Marne, maire de Noisiel.
- M** MERSIER, docteur en droit, juge au tribunal de Melun.
- P** MICHAUD, ancien conseiller général, à Provins, et rue de Cligny, 9, à Paris.
- P** MICHELIN (Jules), ancien magistrat, propriétaire à Provins.
- M** MICHELIN (Henri), imprimeur à Melun.
- Mx** MIRET, architecte de la ville de Meaux.
- C** MONTAUT, ingénieur des ponts-et-chaussées, à Coulommiers.
- P** MOULENQ, docteur en médecine à Donnemarie.
- Mx** MOURRE (le baron), procureur de la République, à Meaux.
- C** MOUSSIN, imprimeur à Coulommiers.
- Mx** MOUSTIER (le comte Audéric de), membre du Conseil général de Seine-et-Marne, président de la Société d'Agric-

- culture de Meaux, à La Chapelle-sur-Grécy, par Grécy-en-Brie, et à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 85.
- P MURET (Henri), propriétaire à Noyen-sur-Seine, et à Paris, 8, rue du Louvre.
- C MUX (le marquis de), propriétaire au château de Lumigny, par Rozoy, et à Paris, rue de la Ville-l'Evêque, 27.
- Mx MULLER, principal du collège de Meaux.
- P NOAS (de), propr. au château de la Boulaye, commune de Closfontaine, par Nangis, et à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, 8.
- C OGIER DE BAULNY (Fernand), membre des Sociétés entomologiques de France, de Berlin et de Suisse, correspondant des Sociétés savantes de l'Aube, de l'Yonne, etc., à Coulommiers.
- C OGIER DE BAULNY (Gaston), membre de la Société de l'Histoire de France et du Comité archéologique de Senlis, à Paris, rue Casimir-Périer, 2,
- P OPOIX (Félix), ancien membre du Conseil général, à Donnemarie.
- C ORIOLI, ancien sous-directeur de la papeterie du Marais, à Pontcharre (Isère).
- M PABAN (Adolphe), homme de lettres à Melun.
- Mx PARENT (Auguste), membre de la Société française de Numismatique, au château de Thieux, et à Paris, rue Chateaubriant, 8.
- Mx PARIS, propriétaire à Meaux, quai Napoléon.
- M PÉRIER (J.-A.-N.), ex-médecin en chef de l'hôtel impérial des invalides, président de la Société d'Anthropologie de Paris, correspondant de l'Institut d'Egypte, etc., à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 22.
- Mx PETIT (Clément), ancien receveur particulier des finances, à Meaux.
- Mx PINGEOT, étudiant en droit, à Meaux.
- Mx PLÉ (Henri), peintre-verrier à Meaux.
- C PLESSIER (Victor), membre du Conseil général de Seine-et-Marne, propriétaire à La Ferté-Gaucher.
- Mx PLICQUE (Faron), propriétaire, entrepreneur à Meaux.
- Mx PONTÉCOULANT (Ad. LE DOULGET marquis de), officier d'aca-

- démie, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Bois-Colombe (Seine).
- Mx PONTON D'AMÉCOURT** (le vicomte G. de), conseiller d'arrondissement, maire de Trilport, associé correspondant de la Société des Antiquaires de France, président de la Société française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris, 36, rue de Lille.
- F POU GEOIS** (l'abbé A.), curé-doyen de Moret.
- M POYEZ**, avoué, ancien maire de la ville de Melun.
- P PRESLE**, architecte de la ville de Provins.
- M PRÉVOST**, secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture de Melun, bibliothécaire de la ville, à Melun.
- C PUYO**, curé-doyen à La Ferté-Gaucher.
- M QUESVERS** fils, agréé au tribunal de commerce de Montereau.
- F RATIER**, magistrat honoraire, à Fay près Nemours.
- C RESBECQ** (le comte Eugène de Fontaine de), sous-directeur au ministère de l'Instruction publique, membre de plusieurs sociétés savantes, à Paris, passage Stanislas, 3.
- Mx RÉTHORÉ** (G.) fils, propriétaire à Jouarre.
- Mx REYNAUD**, receveur des contributions indirectes, à La Ferté-sous-Jouarre.
- F RICHÉ** (A.), propriétaire à Vulaines-sur-Seine, par Fontainebleau.
- Mx RIDAN**, propriétaire à Villenoy.
- F RONSIN**, entrepreneur, membre du Conseil municipal, à Fontainebleau.
- Mx ROTHSCHILD** (le baron Alp. de), conseiller général de Seine-et-Marne, au château de Ferrières.
- M ROUSSEL**, docteur en médecine à Paris, 26, rue des Fossés-Saint-Jacques.
- F ROUX**, notaire et maire à Nemours.
- M ROY**, pharmacien à Melun.
- F ROYS** (le comte Richard de), membre du Conseil général de Seine-et-Marne, propriétaire au château de Saint-Auge (Villecerf), maire de Villecerf.
- M SABY**, professeur d'histoire au collège de Melun.
- F SAINT-MARCEL**, artiste peintre à Fontainebleau.
- M SAINT-PAUL** (P.-L. de), avocat, membre de la Société fran-

çaise d'Archéologie, à Rubelles, par Melun, et à Paris, rue d'Aguesseau, 1.

F SAMBUCY, propriétaire à Fontainebleau.

Mx SAVARD fils, architecte, inspecteur diocésain, à Meaux.

M SAZERAC DES ROCHES, ingénieur du chemin de fer des Deux-Charentes, à Angoulême.

M SCHREUDER, capitaine retraité dessapeurs-pompiers militaires de la ville de Paris, président honoraire de la Société des anciens élèves des Ecoles impériales d'Arts et Métiers, à Vaux-le-Pénil, par Melun.

F SÉGUR (comte Louis de), député de Seine-et-Marne à l'Assemblée nationale, à Lorrez-le-Bocage, et à Paris, rue Abbatucci.

M SERTIER, adjoint au maire de Dammarie-les-Lys, par Melun.

M SOLLIER, inspecteur des domaines, à Troyes.

M SYLVA (Miguel da), capitaine du génie, professeur à l'École centrale, à Rio de Janeiro (Brésil).

F TABOURET, docteur en médecine, officier d'académie, à Fontainebleau.

P TEYSSIER DES FARGES (Georges), au château de Beaulieu, commune de Pécy, par Jouy-le-Châtel, et à Paris, rue de Berlin, 14.

F THIBAUT, officier de l'instruction publique, propriétaire à Toulouse.

Mx THOUMY (E.), vérificateur en bâtiments, à La Ferté-sous-Jouarre.

Mx TORCHET (l'abbé), curé de Chelles.

Mx TORCHET, inspecteur des orphéons de Seine-et-Marne, à Meaux.

M TOREL, médecin à Brie-Comte-Robert.

M TRÉMISOT, bibliothécaire-adjoint, à Melun.

Mx TROUBLÉ, receveur des hospices à Meaux.

F VALLOT, propriétaire à Fontainebleau, rue Marrier, 15.

C VARENNES (le marquis Eugène de Goddes de), propriétaire à Coulommiers, et à Paris, avenue de la Reine-Hortense, 9.

Mx VERNOIS, membre de l'Académie de Médecine, au château du Vivier, commune de Goutevroult, et à Paris, rue d'Isly, 17.

M VÉRON (Léon), clerc de notaire à Nanteuil-sur-Marne, par Saacy.

Mx VESSERON (L.) fils, architecte à Meaux.

C VILLEFOSSE (Ant. Héron de), attaché aux musées du Louvre, membre de plusieurs sociétés savantes, au Chanoy (La Ferté-Gaucher), et à Paris, rue de Verneuil, 33.

M VILLEMESANT (H. de), homme de lettres, à Saint-Port, arrondissement de Melun, et à Paris, 21, boulevard Montmartre.

C VIRÉ (L. Achille), clerc d'avoué à Coulommiers.

M WAILLE, officier retraité, au Mée, près Melun.

Mx WERDET, ancien éditeur, homme de lettres, à Champs.

LISTE DES MEMBRES CORRESPONDANTS.

MESSIEURS,

- BARBEY**, archiviste de la Société historique de Château-Thierry.
- BARTHÉLEMY** (Anatole de), membre de la Société des Antiquaires de France, du Comité des travaux historiques et de la Commission de Topographie des Gaules, à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9.
- BERTRAND** (Alexandre), id., conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, à Paris, rue de Tournon, n° 8.
- BRÉAN**, ingénieur, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Gien (Loiret).
- BROCA**, professeur à l'école de médecine, secrétaire de la Société d'Anthropologie, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 1.
- CANÉTO** (l'abbé F.), vicaire général du diocèse d'Auch, directeur de la Revue Archéologique de Gascogne.
- CARLIER** (l'abbé), ancien président de la Société archéologique de Sens.
- CHABOUILLET** (P.-M.-Anatole), conservateur sous-directeur du Cabinet des médailles et antiques, à la Bibliothèque nationale, secrétaire du Comité des travaux historiques (section d'archéologie), rue Boursault, n° 22, à Paris.
- CHALLE**, président de la Société des sciences de l'Yonne, à Auxerre.
- CLAIREFOND** (Marius), ancien élève de l'école des Chartes, membre de plusieurs Sociétés savantes, négociant à Moulins, et à Paris, chez M. Clairefond, 27, rue des Vieux-Augustins.
- COCHET** (l'abbé), correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des travaux historiques, inspecteur des monuments historiques de la Seine-Inférieure, correspondant de la Société des Antiquaires de France, etc., à Dieppe.
- CORTEAU**, juge au tribunal d'Auxerre, membre de la Société géologique de France, vice-président de la Société des sciences historiques de l'Yonne et membre de la Société française d'Archéologie.

COUARAZE DE LAA, professeur de philosophie au lycée de Tarbes.
COURMONT (H. de), ancien directeur de l'administration des Beaux-Arts au ministère de la maison de l'Empereur, à Paris, rue de Berlin, n° 28.

DAMOUR (Léon), ancien conseiller de préfecture, propriétaire à Fontainebleau.

DELESSE, ingénieur en chef des mines, à Paris, rue Madame, n° 37.

DROUET, archéologue, à Château-Thierry.

DUBOIS (A.), chef de bureau à la mairie d'Amiens, membre de la Société des Antiquaires de Picardie, et à Paris, chez M. Grand-homme, 1 bis, rue Scribe.

DU CHATELIER, homme de lettres, à Pont-l'Abbé.

DU MESNIL, chef de division au ministère de l'Instruction publique.

DURAND (Hyppolite), architecte du gouvernement et des édifices diocésains, correspondant du ministère de l'Instruction publique, à Tarbes, et à Paris, chez M. Durand, avenue Victoria, 5.

DURUY (Victor), ex-ministre de l'Instruction publique, à Villeneuve-Saint-Georges.

DURUY (Anatole), ancien chef de cabinet du ministre de l'Instruction publique, id.

DUSEVEL, membre non résidant du Comité des travaux historiques, inspecteur des monuments historiques du département de la Somme, correspondant de la Société des Antiquaires de France, de l'Académie d'archéologie de Belgique, etc., à Doullens, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, 30.

EICHHOFF, correspondant de l'Institut, inspecteur honoraire de l'Université, à Paris, rue Monsieur-le-Prince, 58.

FONTAINE DE RESBECQ (vicomte Léonce), ancien magistrat à Strasbourg.

FONTAINE DE RESBECQ (baron Hubert), attaché aux archives du ministère de la Marine, à Paris.

FORGEAIS (Arthur), archéologue à Paris, quai des Orfèvres.

GIRARDOT (le baron Auguste de), ancien secrétaire général de la Préfecture de la Loire-Inférieure, membre non-résidant du Comité des travaux historiques et des sociétés savantes, correspondant de la Société des Antiquaires de France, à Nantes, et à Paris, chez M. Sensier, rue Neuve-Fontaine-Saint-Georges, 6.

HACHETTE, inspecteur général des ponts-et-chaussées, président de la Société historique de Château-Thierry, conseiller général du département de l'Aisne, à Gland, et à Paris, boulevard Malesherbes 87.

HUMPERT (le docteur), professeur au gymnase de Bonn.

LAISNÉ (Charles), architecte du gouvernement, professeur à l'École des Beaux-Arts, 10, rue Fontaine-Saint-Georges, à Paris.

LANCE (Adolphe), architecte du gouvernement, chargé des diocèses de Soissons et de Sens, membre du Comité des travaux historiques, etc., à Paris, rue Treilhard, 13.

LANCIA DI BROLO (Frédéric), vice-président de l'Académie royale des sciences et lettres de Palerme (Sicile).

LE GRAND DE REULLANT, secrétaire perpétuel de l'Académie archéologique de Belgique, à Anvers.

LEGUAY (Charles), homme de lettres, membre de plusieurs sociétés savantes, à Paris, rue Lafayette, 155.

LONGPÉRIER (Adrien de), membre de l'Institut et conservateur du Musée des Antiques, au Louvre, rue de Londres, 50, à Paris.

MAÎTRE (Jules), inspecteur de l'administration des postes, cité Gaillard, 6, à Paris.

MANNIER (E.), ancien notaire, membre correspondant de la Société des Antiquaires de France, à la Bassée (Nord), et à Paris, rue de l'Université, 8.

MILLET, architecte du gouvernement et des monuments historiques, 103, rue Saint-Lazare, à Paris.

MIMEY, architecte des monuments historiques de Seine-et-Marne, à Paris, rue Blanche, 40.

MONTAIGLON (Anatole de), membre du Comité des travaux historiques au ministère de l'Instruction publique, bibliothécaire à Paris.

NADAULT DE BUFFON (H), avocat général à Rennes, membre de plusieurs Sociétés savantes.

PAILLARD (Alphonse), ancien préfet du département du Pas-de-Calais.

PONTÉCOULANT (le comte Roger de), ministre plénipotentiaire, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 44 bis.

SERVAUX (Eugène), sous-chef de division (travaux historiques et

Sociétés savantes) au ministère de l'Instruction publique, 41, rue du Rocher, à Paris.

SIRAUDIN, vérificateur des poids et mesures, à Bayeux.

TISSERAND (l'abbé), aumônier du lycée de Nice, correspondant du ministère de l'Instruction publique, pour les travaux historiques.

TRAVERS, professeur honoraire de la Faculté et secrétaire de l'Académie de Caen.

VIOLLET-LEDUC, inspecteur général des édifices diocésains, rue de Laval prolongée, à Paris.

WURST, capitaine retraité, secrétaire général de la préfecture, à Bonn.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

1. Le Comité des travaux historiques, au Ministère de l'Instruction publique.
2. Le Comité archéologique de Senlis (Oise).
3. La Société française d'Archéologie, à Caen.
4. La Société d'Antropologie de Paris.
5. La Société archéologique de l'arrondissement d'Avesnes (Nord).
6. La Société des Antiquaires de France, à Paris.
7. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Poligny (Jura).
8. L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse.
9. La Société Éduenne d'Autun.
10. La Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
11. La Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.
12. La Commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen,
13. La Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres et Agriculture de Saint-Quentin.
14. La Société académique de Maine-et-Loire, à Angers.
15. La Société archéologique du Vendômois, à Vendôme.
16. L'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen.

17. La Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.
18. La Société d'archéologie et d'Histoire de la Moselle, à Metz.
19. La Société archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
20. La Société d'études d'Avallon (Yonne).
21. La Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, à Evreux.
22. Le Comité flamand de France, à Lille.
23. La Société d'Agriculture et la Commission d'Archéologie et des Sciences historiques de la Haute-Saône, à Vesoul.
24. La Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.
25. La Société philomatique de Verdun (Meuse).
26. La Société française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.
27. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Meaux.
28. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen.
29. La Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, à Strasbourg.
30. La Société littéraire de Strasbourg.
31. La Société d'Agriculture de Melun.
32. La Société libre d'Agriculture, Sciences et Arts de Provins.
33. La Société académique de Brest.
34. La Société historique et archéologique de Château-Thierry (Aisne).
35. La Société des Sciences de l'Yonne, à Auxerre.
36. La Société historique et archéologique de Langres (Haute-Marne).
37. La Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.
38. La Commission archéologique du département de la Côte-d'Or, à Dijon.
39. Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers (Hérault).
40. La Société archéologique de Rambouillet (Seine-et-Oise).
41. La Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
42. La Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils de la Gironde, à Bordeaux.
43. Le Comité archéologique de Noyon (Oise).
44. La Société archéologique de la province de Constantine (Algérie).

45. La Société d'Histoire et d'Archéologie de la Maurienne (Savoie).
46. La Société archéologique de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer.
47. La Société archéologique de Sens (Yonne).
48. La Société Havraise d'études diverses, au Havre.
49. La Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.
50. La Société du Berry, à Paris, rue Bergère, 20.
51. La Société littéraire, archéologique et artistique d'Apt (Vaucluse).
52. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.
53. La Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie de Chambéry (Savoie).
54. La Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts du département de la Lozère, à Mende.
55. L'Académie Delphinale, à Grenoble.
56. La Société d'émulation des Vosges, à Epinal.
57. La Société des Sciences, Agriculture et Belles-Lettres de Tarn-et-Garonne, à Montauban.
58. L'Académie de La Rochelle.
59. La Société des anciens élèves des Écoles d'Arts et Métiers, à Paris.
60. L'Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.
61. La Société d'Archéologie, Sciences, Arts et Belles-Lettres de la Mayenne, à Mayenne.
62. La Société des travaux littéraires, artistiques et scientifiques, à Paris, rue Folie-Méricourt, 45.
63. La Société libre des Beaux-Arts, à l'hôtel de ville de Paris.
64. La Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise, à Versailles.
65. La Société d'Archéologie lorraine, à Nancy.
66. La Société départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, à Valence.
67. L'Académie du Gard, à Nîmes.
68. La Société d'Histoire naturelle de Toulouse.
69. La Société de Statistique de Marseille.

70. Le Comité central de publication des Inscriptions de la Flandre-Orientale, à Gand.
 71. La Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, à Nice.
 72. L'Institut des Provinces, à Caen.
 73. La Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Aube, à Troyes.
 74. La Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher, à Blois.
 75. La Société polymatique du Morbihan, à Vannes.
 76. La Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.
 77. La Société d'émulation d'Abbeville (Somme).
 78. La Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François.
 79. La Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc.
 80. L'Association scientifique de France, à l'Observatoire de Paris.
 81. La Société académique de Laon.
 82. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.
 83. La Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.
 84. La Société académique de Cherbourg.
 85. La Société d'Histoire naturelle de Colmar.
 86. La Société des Sciences naturelles, des Lettres et des Beaux-Arts de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, à Cannes.
 87. La Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.
 88. La Société historique de Compiègne.
 89. L'Académie de Mâcon.
 90. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon.
 91. La Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau.
 92. La Société Nivernaise des Sciences, Lettres et Arts, à Nevers.
-

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE.



PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES



SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A PROVINS LE 1^{er} JUIN 1868.



La Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Seine-et-Marne se réunit en assemblée générale le lundi de la Pentecôte 1^{er} juin 1868, à Provins, dans la principale salle du collège, — ancien palais des comtes de Champagne et de Brie.

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. le marquis de Pontécoulant ; une quarantaine de sociétaires sont présents. Un public nombreux a pris place dans l'enceinte réservée à cet effet.

Le secrétaire-général rend compte du résultat des élections auxquelles il a été procédé dans les sections, pour le renouvellement du bureau central. Personne n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages pour la présidence et pour la vice-présidence, un second tour de scrutin devra avoir lieu. M. Lhuillier, secrétaire-général, M. Lemaire, archiviste, et les membres des Commissions ayant été réélus à l'unanimité, sont installés. M. Fournials est proclamé trésorier en remplacement de M. Courtois, démissionnaire.

Le Secrétaire donne également lecture d'une lettre dans laquelle M. Alfred Maury, membre de l'Institut, tout en remerciant ceux de ses confrères qui ont pensé à le mettre à la tête de la Société archéologique, déclare que ses travaux et ses fonctions ne lui permettent pas d'occuper utilement le fauteuil de la présidence ; il décline, en conséquence, cet honneur.

M. le marquis de Pontécoulant déclare aussi renoncer à toute candidature, et prie les sociétaires de s'entendre sur le choix du successeur qu'il convient de lui donner à un second tour de scrutin.

L'assemblée confère, par acclamation, le titre de président honoraire à M. de Pontécoulant et celui de vice-président honoraire à M. Carro.

Le Président, dans une rapide allocution, constate l'état prospère dans lequel il laisse la Société, et adresse un souvenir aux membres qu'elle a perdus depuis un an.

Le Secrétaire-général annonce que M. le ministre de l'Instruction publique a accordé une subvention de 300 francs à la Société. Des remerciements sont votés.

La parole est ensuite accordée à M. le comte B. d'Harcourt, président de la Section de Provins, qui improvise une étude sur certaines sociétés d'autrefois, aux titres quelquefois singuliers, plus graves souvent dans leurs travaux et leurs productions que ne le feraient supposer les noms qu'on leur avait choisis. Parmi ces sociétés, M. d'Harcourt rappelle avec à propos l'existence, au siècle dernier, des *Lanterniers de Provins*, dont la bibliothèque publique de cette ville conserve en manuscrit, outre les procès-verbaux, quelques travaux littéraires qui ne sont pas sans mérite.

M. Torchet (de Meaux) donne lecture d'un mémoire sur la musique au temps de Charlemagne, grave sujet rendu attrayant par d'ingénieux aperçus et des anecdotes bien choisies.

A M. Torchet succède M. Félix Bourquelot qui communique les prolégomènes d'une étude sur le patois du pays Provinois ; l'auteur examine tour à tour certaines locutions, tournures, acceptions, prononciations usitées dans le pays, et on peut dire dans toute la province de Brie.

M. Jules David, président de la Section de Fontainebleau, lit un mémoire intitulé : « *La poésie des troubadours est-elle fille de la poésie mauresse ?* »

M. Lhuillier, à propos de l'*Éducation d'un gentilhomme au 17^e siècle*, entre dans quelques détails sur les examens universi-

taires d'autrefois, sur le traitement des professeurs au temps de Louis XIV, sur les frais qu'entraînaient l'examen public pour le diplôme de maître ès-arts, l'impression des thèses, etc.

Le Trésor des Rochottes, par M. Auguste Lenoir, secrétaire de la Section de Provins, termine la série des lectures. Sous ce titre, sont retracées les phases d'un procès suivi, au XVIII^e siècle, contre des particuliers qui, à l'aide de pratiques superstitieuses, espéraient trouver un prétendu trésor enfoui sur le territoire de Lisines-Sognolles. « Peut-être, dit l'auteur en terminant, à défaut de trésor, trouverait-on quelques antiquités et des objets intéressants si des fouilles étaient faites habilement en ce climat des Rochottes, car il est riverain d'une voie romaine et tout voisin d'un emplacement qui a déjà fourni d'importants débris archéologiques. »

La séance est levée à 5 heures (1).

SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A FONTAINEBLEAU LE 17 MAI 1869.

Le lundi de la Pentecôte 17 mai 1869, la Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Seine-et-Marne a tenu sa huitième assemblée générale, à Fontainebleau, dans la salle dite des Élections, mise à sa disposition par l'administration municipale.

(1) Les procès-verbaux des séances générales ont été résumés très-sommairement, afin de laisser une plus large place aux Mémoires dont l'impression a été décidée.

Les compte-rendus des réunions administratives du Comité central ne devant pas être publiés dans ce volume, il convient de faire connaître ici que les élections auxquelles il a été procédé, pour le renouvellement du Comité, au mois d'octobre 1868, ont donné les résultats suivants :

Président de la Société, M. Alfred Maury, membre de l'Institut, directeur général des Archives, à Paris.

Vice-Président, M. le comte B. d'Harcourt, à Melz-sur-Seine.

Secrétaire-général, M. Th. Lhuillier, à Melun.

Trésorier, M. Fournials, à Melun.

Archiviste, M. Lemaire, à Melun.

Membres de la commission des finances : MM. Cauthion, Eymard, de Corny.

MM. d'Harcourt et Fournials n'ayant pas accepté les fonctions auxquelles ils étaient nommés, des élections complémentaires ont amené la nomination de M. Brunet de Presle (de l'Institut), comme vice-président, et celle de M. Eymard en qualité de trésorier.

Aux élections de mai 1870, les fonctionnaires en exercice ont tous été maintenus,

Au bureau, siégeaient : M. Alfred Maury, membre de l'Institut, directeur général des Archives, président ; M. Brunet de Presle, membre de l'Institut, vice-président ; M. A. Carro, vice-président honoraire ; MM. J. David, le comte B. d'Harcourt, Anatole Dauvergne, présidents des Sections de Fontainebleau, Provins et Coulommiers ; M. Th. Lhuillier, secrétaire-général ; M. Eymard, trésorier ; M. Lemaire, archiviste.

Étaient présents : MM. Guérin, le comte de Circourt, le docteur Tabouret, Courtois, Domet, Plessier, Honoré Bonhomme, Hocédé-Dutramblay, Cauthion, Constant, Denecourt, Gaultron, Chennevière, Claverie, Michelin, Sollier, Litzelmann, Maxime Beauvilliers, A. Héron de Villefosse, Thibault, Quesvers, Jacquemin, Tristan Lambert, Aubergé, Ronsin, Multigné, etc.

Les invités, en grand nombre, assistaient à la réunion.

A deux heures, M. A. Maury, président, a ouvert la séance par le discours suivant :

« Il y a cinq ans, un certain nombre de personnes habitant ce département et ayant à leur tête M. le marquis de Pontécoulant, mues par un vif intérêt pour les progrès de l'archéologie, animées d'un esprit d'initiative, trop peu répandu dans notre pays, conçurent la pensée de fonder une *Société d'archéologie, sciences, lettres et arts*. Divers départements possédaient déjà de telles Sociétés. On aurait donc pu se borner à reproduire dans Seine-et-Marne ce qui existait ailleurs, à instituer soit au chef-lieu, soit dans une des villes principales, une Compagnie savante à laquelle eussent été rattachés, à différents titres, les antiquaires et les amateurs ne résidant pas au siège de la Compagnie. Vous n'avez pas voulu, Messieurs, vous condamner à une servile imitation, et vous pouvez dire, comme Périclès le disait aux Athéniens : « Nous « avons une constitution qui n'emprunte ses lois à aucune autre « société, et plutôt que d'imiter autrui, nous servons nous-mêmes « d'exemple. »

« Les fondateurs de la nouvelle association jugèrent plus efficace et plus opportun d'adopter un système qui n'offrirait pas le caractère d'une institution purement locale ou urbaine. Ils voulurent que la Société de Seine-et-Marne, unie par un même lien et mit sur le pied de l'égalité, les divers centres d'études et de lumières du département. On adopta donc la constitution fédérative. On institua ce que nos pères auraient appelé une ligue, et je vous demande la permission de conserver cette expression, car il y a

des ligues pour le bien comme il y en a pour le mal. Dans cette ligue archéologique, chaque arrondissement de Seine-et-Marne conserva son indépendance, tout en se rattachant à un gouvernement commun. On prit soin de n'attribuer à aucune ville la prépondérance exclusive et la direction suprême ; l'on remit à un Comité central, choisi au sein de toutes les sections, la direction des travaux et la gestion des intérêts collectifs. Chaque section devint ainsi une petite Société d'archéologie distincte, ayant son bureau et ses séances particulières, libre dans ses délibérations et ses allures. Une assemblée publique annuelle de la Société tout entière dut se tenir alternativement dans chacun des chefs-lieux d'arrondissement, sous la présidence de son bureau central. Les honneurs attachés au titre de capitale purent ainsi passer, à tour de rôle, à chacune des villes principales de Seine-et-Marne. Nulle ne dut prétendre à gouverner ses sœurs, et la commission centrale, composée d'éléments empruntés à toutes les parties de notre territoire, ne put être accusée de prédilection pour les hommes et les choses de telle ou telle région du département.

« Vous le voyez, Messieurs, les fondateurs de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne ont fait ce qu'avaient fait, il y a cinquante-quatre ans, les fondateurs de la moderne confédération helvétique. Ceux-ci, à côté des grands États européens, fortement centralisés, avaient établi un petit État fédératif, n'ayant ni capitale permanente, ni organisation uniforme. J'ajouterai que comme les plénipotentiaires de 1815, les créateurs de notre association en ont proclamé et fait reconnaître la neutralité. Dans la Société ici réunie, nous nous sommes imposé pour devoir de ne nous ingérer dans aucune des grandes querelles qui agitent parfois les esprits ; nous demeurons étrangers à ces questions irritantes qui divisent les hommes, et mettent les plus gros intérêts en présence ; nous ne prenons part à aucune guerre d'invasion, et nous bornons nos conquêtes à celles, toutes pacifiques, qui n'ont besoin ni de poudre, ni d'engins incessamment perfectionnés, les conquêtes de l'intelligence, de l'esprit et du goût. Aussi entendons-nous que, comme en Suisse, tout le monde fasse partie de l'armée et soit prêt à marcher. Nous avons également deux corps, l'armée active et la réserve : les plus jeunes, les plus laborieux, sont de la première ; les plus âgés, les moins vaillants, de la seconde. Mais nous ne nous opposons pas à garder dans la partie active des volontaires ayant de beaucoup dépassé l'âge mur, même des octogénaires, et nous ne donnons jamais de retraite à qui ne veut pas la prendre.

« Avec une pareille organisation, Messieurs, on ne court point risque de manquer de combattants.

« La comparaison de notre confédération savante et de la confédération helvétique, telle que l'avait faite 1813, ne doit pas être poussée trop loin. Il y a entre elles deux de notables différences. En Suisse, on parlait et on parle encore trois langues : l'allemand, le français et l'italien. Nous n'en avons adopté qu'une seule : c'est la langue archéologique, idiome qui, pour n'avoir pas précisément de grammaire, n'en est pas moins exposé, il faut en convenir, à d'étranges barbarismes et à des solécismes ridicules. Nous devons nous mettre en garde contre ces locutions vicieuses qu'introduit une science de mauvais aloi, et nous attacher à parler d'archéologie, j'allais dire l'archéologie, aussi correctement que possible. Nos débats ne sortent pas de son domaine et de ce qui y confine dans la région des sciences, des lettres et des arts. Nous ne nous interdisions pas pourtant quelques courtes excursions dans le champ de la littérature et de la poésie. L'éloquence n'est déplacée nulle part, et sans un peu de poésie, je vous le demande, Messieurs, que serait ici-bas l'existence, même celle d'un antiquaire !

« Cette année, c'est à Fontainebleau que revient le privilège d'être le siège de nos grandes assises, de ce que je suis tenté d'appeler notre diète fédérale. Fontainebleau ne peut dérouler de si vieilles annales que certaines de ses sœurs du département ; elle ne trouve pas, comme Melun et Meaux, son nom inscrit dans les *Commentaires* de César ; elle ne saurait, comme Provins, dater des Carlovingiens, et prétendre même à une origine gallo-romaine. Mais vous ne l'ignorez pas, Messieurs, il y a deux sortes de grandes noblesses ; les unes se distinguent par l'ancienneté de leurs titres et le long passé de leur histoire, les autres, de création plus récente, suppléent à l'antiquité du blason par l'éclat de leurs services. Or, entre toutes les villes de Seine-et-Marne, il n'en est aucune qui puisse, pour la célébrité, être mise en parallèle avec Fontainebleau, aucune où se soient passés tant de faits importants, où se rencontrent tant de personnages historiques. Si la prosopopée était encore de mode, que de figures illustres je pourrais évoquer !

« Ici Louis VII fait, en 1169, édifier une chapelle consacrée par saint Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry ; Philippe-Auguste vient plusieurs fois résider à Fontainebleau ; le saint roi Louis IX y fonde un hôpital. Son petit-fils Philippe-le-Bel, naît et meurt dans vos murs, et les récents travaux de nos érudits ont

rendu au règne de ce monarque une importance et un éclat qui avaient été méconnus. — François I^{er} reconstruit l'antique manoir royal. Par ses ordres, des artistes éminents, le Primatice et le Rosso, l'embellissent de leurs chefs-d'œuvre. Les Valois et les Bourbons viennent se reposer en ce lieu de la fatigue des affaires et des préoccupations de la politique. Ils se livrent, dans l'admirable forêt qui vous environne, aux plaisirs, ou comme l'on disait alors, aux déduits de la chasse. Ils y laissent épancher leurs secrètes affections au-delà des bords de la coupe, je veux dire des bornes que la morale impose aux inclinations de notre cœur. Les gracieuses figures de la duchesse d'Étampes, de Gabrielle d'Estrées, de mademoiselle de La Vallière, vous apparaîtront dans les vallées solitaires et ombragées de ce parc, non loin des allées plus ouvertes, mais aussi plus tortueuses, où planent encore les ombres de Catherine et de Marie de Médicis. Ces royales figures n'ont pas, elles, besoin du demi-jour, quoique leur réputation se fut mieux trouvée d'un peu d'obscurité. C'est dans cette forêt que la duchesse de Valentinois partagea avec Henri II les amusements de la chasse, dont elle avait la déesse pour patronne. Toutefois, elle se fut certainement montrée moins cruelle envers Actéon. Henri III, Louis XIII, le Dauphin, fils de Louis XIV, ont vu le jour dans cette ville. Louis XV y a épousé Marie Leczinska.

« C'est en 1600 que se tint ici la célèbre conférence sur le livre de Du Plessis Mornay, où le cardinal du Perron brilla par son savoir et par son éloquence. Plus tard, une reine de Suède ensanglanta par sa terrible vengeance une galerie de ce château, et y a laissé à sa mémoire une tache qui n'a pu s'effacer. Une autre femme, qui fut reine sans porter le diadème et devint, dans l'intimité, le conseiller du grand roi, madame de Maintenon a laissé des souvenirs plus respectés. Elle a pourtant aussi sa tache, et nous ne saurions oublier que c'est à Fontainebleau, dans son appartement, que fut signée cette impolitique Révocation de l'édit de Nantes, que la postérité a condamnée. Le pape Pie VII a résidé dans l'ancien Palais des rois, entouré de plus de respect sous le simple habit du prêtre, qu'il n'en avait rencontré sur le trône des Jules II et des Sixte-Quint. Napoléon I^{er} signa, dans ce même Palais, son abdication, et dans la cour, à laquelle la statue jadis élevée par la femme d'Henri IV a valu le nom de cour du *Cheval-Blanc*, il faisait à sa garde ces tristes adieux qui ont laissé à la France de si profonds souvenirs, parce qu'elle semblait alors faire elle-même ses adieux à la grandeur et à la gloire.

« Que d'événements mémorables ! Mais, direz-vous, c'est de l'histoire, non de l'archéologie. Messieurs, la limite entre l'archéologie et l'histoire n'est pas arrêtée, car chaque jour l'histoire s'approche de devenir de l'archéologie, comme vous, jeunes gens ici présents, vous travaillez chaque jour à devenir des vieillards. Il y a d'ailleurs déjà sept siècles qui nous séparent des plus anciens événements que j'ai cités, et les plus récents nous reportent à des temps si loin de nous, que je serais tenté de les appeler aussi de l'archéologie. La France a eu des preuves récentes qu'elle n'a fait divorce ni avec la grandeur, ni la gloire ; elle n'a plus à redouter l'intolérance d'un monarque qui enlève d'un trait de plume, à plus de deux millions de ses sujets, la liberté de conscience ; elle n'a plus à craindre qu'une princesse étrangère viole les lois de l'hospitalité par l'assassinat de son écuyer. Monarques et princes qui viennent dans ce Palais n'y laissent que le souvenir de leur courtoisie et de leur bonne grâce ; ils en rapportent l'impression profonde de l'accueil cordial et des prévenances empressées dont ils ont été l'objet. Le Saint-Père, loin d'être prisonnier, est aujourd'hui protégé dans sa personne par nos armes, et l'acte d'abdication arraché par le malheur à Napoléon I^{er}, n'est qu'un titre de plus à ajouter à ceux que son neveu tient du suffrage populaire.

« Mais quand même Fontainebleau, quand le département de Seine-et-Marne tout entier n'offrirait pas à nos méditations ces pages émouvantes, glorieuses ou terribles, il nous resterait encore un champ bien vaste à explorer. L'archéologie n'a pas besoin de si grands événements pour soutenir son zèle et aiguïser sa curiosité. Elle peut s'en passer, aussi bien que de ces magnifiques édifices à la description desquels elle a déjà consacré tant de labeurs. Elle trouve les sujets d'études, parfois les plus curieux, l'occasion des plus pénétrantes investigations, dans des documents en apparence sans valeur, dans les plus chétifs et les plus minces produits de l'industrie humaine. Les travaux contemporains nous en sont témoins. N'est-ce pas du dépouillement d'une foule de cartulaires, de terriers, d'aveux, d'actes de toute sorte, que l'on a fait sortir, avec sa vie intérieure et sa physionomie propre, le moyen âge, dont on ne connaissait auparavant que les traits généraux ? Ces vieux parchemins si pénibles à déchiffrer, n'offraient pourtant, à la première vue, rien de nature à intéresser l'histoire. N'est-ce pas en déterrants et recueillant quelques silex, imparfaitement taillés, quelques informes débris de poterie, quelques ossements, que l'on a pu reconstituer tout un âge dont l'humanité avait perdu le souvenir ?

« Vous autres antiquaires, vous êtes, nous dira-t-on peut-être, comme ces femmes élégantes et frivoles qui attachent le plus grand prix à des chiffons, à des bibelots, et les paient parfois fort cher, au désespoir de leurs maris ! Eh bien, oui ; mais au lieu de les faire servir à l'ornement de notre personne, à la décoration d'un salon ou d'un boudoir, nous savons donner à ces choses un sérieux et un langage qu'on ne leur aurait pas supposé. Nous avons l'air souvent de nous occuper d'affaires de ménage, quand nous parcourons les vieux comptes de cuisine, les vieux inventaires de garde-robes de nos aïeux, mais nous tirons de cette lecture non des motifs de quereller nos serviteurs ou de réduire nos dépenses ; nous en faisons jaillir un tableau de l'état économique du passé. C'est qu'il n'y a pas pour l'archéologie de monument muet, d'objet insignifiant ; sur le plus infime comme sur le plus magnifique, l'homme a laissé une empreinte qui trahit sa condition, son âge, ses habitudes et fournit la mesure de son intelligence. Le temps donne aux choses les plus vulgaires et les plus futiles un air de sévérité et de distinction qui les ennoblit et qui, comme la patine antique le fait pour le bronze, leur imprime un aspect de majesté et de grandeur qui les élève à la hauteur des plus beaux monuments.

« Telle est la pensée dont étaient pénétrés les fondateurs de cette Société. Ils ne se laissèrent point arrêter par cette considération que notre département est loin d'être un des plus riches sous le rapport archéologique. On n'y rencontre aucune de ces ruines splendides qui enthousiasment les visiteurs, même les moins curieux, aucun de ces vastes dépôts littéraires recélant des trésors paléographiques inexplorés. Mais cependant il y a beaucoup à faire sur notre sol. Le champ le plus stérile rapporte, à celui qui sait le remuer et l'amender, les produits les plus abondants, et je vous dirai, avec le laboureur de la fable parlant à ses enfants :

Un trésor est caché dedans,
Je ne sais pas l'endroit, mais un peu de courage
Vous le fera trouver ; vous en viendrez à bout.
.....
Creusez, fouillez, bêchez, ne laissez nulle place
Où la main ne passe et repasse.

« Comment ne prendriez-vous pas courage, quand nous sommes à une époque si favorable aux études archéologiques ? L'opinion,

longtemps indifférente, vous seconde. Nous avons un Souverain qui, non content d'occuper les loisirs que sait lui créer une infatigable activité à des études personnelles, porte encore un généreux intérêt à tout ce qui se fait autour de lui dans le domaine que nous cultivons ; un Souverain dont la libéralité enrichit les musées et les collections publiques, qui ne craint pas de consacrer sur sa propre cassette, à l'acquisition d'une médaille ou d'un monument, c'est-à-dire d'un joyau de la science, des sommes que les monarques d'autrefois eussent exclusivement réservées à la toilette de leurs épouses ou à l'embellissement de leurs palais. En effet, chacun comprend aujourd'hui que l'histoire ne saurait être une vaine et stérile curiosité des choses passées. Son étude doit nous transporter dans une sphère où nous pouvons juger des événements avec calme et maturité, apprécier les hommes et leurs actes sans passion et sans colère, nous dégager des préventions mesquines et des étroites rancunes ; car, dans cette sphère, notre amour-propre et nos intérêts matériels ne sont pas en jeu. Lorsqu'on a vécu longtemps dans cette atmosphère sereine, on en redescend vers le monde contemporain, adouci et purifié ; l'esprit envisage alors avec plus d'indulgence et d'impartialité les faits dont il est témoin. L'histoire, en un mot, fait notre éducation ; elle nous donne des leçons de modération et d'équité. Plus les événements sont lointains, plus les choses dont nous nous sommes occupés sont éloignées de l'âge où nous vivons, plus notre raison se dégage des préoccupations passionnées, plus l'enseignement de l'histoire devient salulaire.

« Voilà pourquoi, Messieurs, nous vous invitons tous à vous créer par un redoublement d'activité, quelques heures de liberté pour contempler le passé, comme l'homme qui veut se bien porter doit réserver quelques moments de la journée pour respirer le grand air et l'atmosphère rafraîchissante des champs.

« Aussi, dans cette solennité annuelle, appelons-nous ceux-mêmes qui sont étrangers à notre Société, afin qu'ils y apprennent l'intérêt de nos travaux, qu'ils aperçoivent le but élevé de nos efforts et soient tentés de venir grossir notre nombre.

« Vous m'avez appelé, Messieurs, par un choix que je n'avais ni prévu, ni sollicité, à l'honneur de vous présider. Cet honneur, je le place avec reconnaissance à côté de ceux que je dois à la haute bienveillance du souverain et à l'estime de mes confrères de l'Institut. Je le compterais comme un des plus précieux entre ceux qui m'ont été accordés. Je ne puis vous apporter, hélas ! que le

modeste concours d'une expérience de trente-cinq années d'études, que l'expression de la sympathie que m'inspirent vos travaux. Il est d'ailleurs tout naturel que j'éprouve à votre égard des sentiments d'un attachement particulier. Je suis né dans votre département ; j'y ai passé seize années de ma vie ; mon père y a résidé plus de vingt ans ; mon aïeul et mon bisaïeul y ont eu des intérêts. En sorte que je trouve dans Seine-et-Marne comme l'archéologie de ma famille, s'il m'est permis d'user d'une expression qui a le tort d'imprimer un air d'antiquité à des sentiments qui ne sauraient vieillir. Je n'ai point d'instructions à vous donner, encore moins de critiques à vous adresser. Je ne suis qu'un ouvrier comme vous, qui a souvent plus de bonne volonté que de succès dans l'accomplissement de sa tâche, mais que rien ne rebute et ne décourage, qui se remet patiemment à l'œuvre quand le résultat lui montre qu'il avait d'abord mal conduit ses fouilles, qui ne dédaigne le secours, l'appui d'aucun bras, de même qu'il est heureux de prêter à autrui le concours du sien. C'est là ce que j'appellerai la démocratie scientifique, la bonne démocratie, qui pratique la fraternité, non celle qui, sous ce nom, dénigre ou injurie, oublie les services rendus pour ne voir que les fautes. Au reste, il me suffira, Messieurs, de vous prendre pour modèles. Vous n'avez ménagé ni vos efforts personnels, ni vos encouragements, vos appels aux travailleurs. Les uns ont apporté des mémoires, les autres ont fait de fréquentes communications. Un membre de notre Société, qui représentait le département, et que notre association est heureuse de compter dans son sein, M. le baron de Beauverger, en fondant un prix que nous eussions souhaité pouvoir décerner cette année, nous a fourni la preuve que la libéralité individuelle ne fait pas défaut parmi nous pour stimuler les recherches propres à éclairer l'histoire de notre pays.

« Je laisse la parole à ceux de vous, Messieurs, qui veulent bien, en ce jour, nous communiquer le fruit de leurs études. Mais laissez-moi vous dire, avant de terminer, à notre honneur et pour la défense de notre Société, que si l'on a reproché aux discussions scientifiques d'aigri parfois les hommes, notre fondation donne, au contraire, l'exemple d'une institution qui les rapproche. Elle a resserré le lien auparavant un peu lâche qui unissait les divers arrondissements du département. Elle a transformé en une province intellectuelle ce qui n'était antérieurement qu'une circonscription administrative. Elle a fait de Seine-et-Marne le nom d'une patrie véritable dans notre grande patrie, qui est la France.

C'est dans un tel sentiment que vous vous associez, j'en suis sûr, à la douleur que nous a causée la mort d'un des plus éminents fondateurs de cette Association, Félix Bourquelot. Il appartient aujourd'hui à l'histoire des lettres et des sciences dans ce département. C'est à ce titre que vous devriez pieusement consigner son nom dans votre Livre d'or, si la reconnaissance ne l'y avait déjà gravé en caractères ineffaçables.

« Quelque pénible que soit pour nous ce souvenir, je n'ai pas voulu que notre assemblée annuelle eût lieu sans que la perte de Félix Bourquelot fût rappelée. Après les plus belles victoires, avant de célébrer le triomphe, on donne toujours des larmes aux morts. Bourquelot a vaillamment combattu ; il est tombé au champ d'honneur, c'est-à-dire au milieu de ses travaux. Il nous laisse un noble exemple ; il s'était consacré à l'histoire, à l'étude archéologique de son département. Il s'est dévoué pour cette patrie intellectuelle que vous avez créée et dont je suis fier d'être l'un des enfants. »

Ensuite, ont été successivement entendus les mémoires dont l'indication suit :

Étude sur l'ancienne administration de la forêt de Bierre, par M. Domet ;

De la danse, par M. le d^r Tabouret ;

M. le comte d'Harcourt a rendu hommage à la mémoire du regretté M. Félix Bourquelot, et rappelé, en les analysant, ses principaux ouvrages : l'*Histoire de Provins* et l'*Étude sur les foires de Brie et Champagne* ;

Le Rapport de saint Winebault, par M. V. Plessier ;

Fontainebleau et les bailliages de Melun et Moret en 1789, par M. Ch. Constant.

L'Orphéon de Fontainebleau, sous la direction de M. Carion, a prêté gracieusement son concours à la Société d'archéologie, pour cette séance publique.

SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A MEAUX LE 6 JUIN 1870.

Le lundi de la Pentecôte 6 juin 1870, à 2 heures, la Société d'Archéologie tient sa neuvième assemblée générale et publique, à

Meaux, dans le grand salon de l'hôtel de ville, décoré pour la circonstance, et où bon nombre d'invités se sont rendus.

Prennent place au bureau : M. Alfred Maury, membre de l'Institut, directeur général des archives, président ; M. Brunet de Presle, vice-président ; M. Carro, vice-président honoraire ; MM. le vicomte d'Amécourt, président de la Section de Meaux, le comte B. d'Harcourt, président de la Section de Provins ; Th. Lhuillier, secrétaire général, et Eymard, trésorier.

Présents : MM. Courtois, Torché, J. Carro, Saby, Charriou, G. Leroy, d'Le Roy, Laurent, Réthoré, l'abbé Torché, Latoison-Duval, Le Blondel, Bayard, Ant. Héron de Villefosse, Burger, Leguay, Boquet-Liancourt, Baron d'Avène, de Colombel, Faron-Plicque, Ferri-Pisani, Muller, Pingeot, Burdel, etc.

M. Alfred Maury, président, prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne, a adopté l'usage de tenir alternativement son assemblée annuelle au siège de l'une de ses cinq Sections. Elle consacre ainsi l'égalité que son règlement établit entre les petites associations indépendantes de la confédération desquelles elle est formée. Chaque Section donne à son tour l'hospitalité à ses sœurs, qui la reçoivent avec d'autant plus d'empressement qu'elles sont assurées de la payer bientôt de retour. Les chefs-lieux des divers arrondissements de Seine-et-Marne voient se réunir dans leurs murs ce qu'on pourrait appeler une diète archéologique, ou, pour prendre l'expression allemande que ce mot traduit dans notre langue, son *jour solennel* (*reichstag, landtag*). Nous avons donc nos grands jours, assises destinées, non comme les grands jours du Parlement au jugement de quelque coupable, au redressement de quelque injustice, mais dont l'objet est de cimenter davantage notre alliance, et d'établir entre nous un commerce plus étroit de travaux et d'idées.

« C'est la seconde fois que Meaux est appelé, depuis la fondation de notre Société, à l'honneur d'être le lieu de cette séance générale où, accourus des diverses parties du département, nous venons nous communiquer le fruit de nos recherches, le résultat de nos efforts individuels, les soumettre à l'appréciation d'un public éclairé, et, nous aimons à le croire, sympathique et bienveillant.

« La ville qui nous reçoit aujourd'hui dans son palais municipal a des titres particuliers au respect et à l'attention des antiquaires ;

car c'est une de ces villes qu'on peut appeler *archéologiques* ; elle compte un passé déjà long, et son nom a été plus d'une fois mêlé aux grands événements de notre patrie. Un passé, nous en avons tous un, sans doute, Messieurs, et malgré notre goût pour les vieilles choses, combien d'entre nous préféreraient le savoir un peu moins ancien, et n'être pas autorisés à classer leur vie parmi les antiquités. Villes et individus ont toujours leur biographie, mais ils n'ont pas toujours pour cela un passé qui soit du domaine de l'histoire. A force d'investigations, en interrogeant les greffes, des actes privés, les études de notaire, les registres de paroisse, les correspondances intimes, on réussit parfois à recomposer la généalogie d'une maison noble ou bourgeoise, le journal des habitants d'un village ou d'un bourg n'ayant joué aucun rôle politique, demeuré presque étranger au mouvement de l'intelligence et de la société. Les faits ainsi recueillis s'échelonnent et se datent, mais ne se racontent pour ainsi dire pas, car ils n'excitent dans le public ni curiosité ni intérêt. Ce sont des archives de famille utiles souvent à consulter, mais voilà tout. Ces existences muettes n'ont été que des figurants dans le grand drame de la vie des nations ; on n'a pas besoin de les connaître pour savoir si la pièce a été bien jouée. Un personnage, une ville, ne saurait avoir une véritable histoire si son existence passée n'a été marquée par quelque événement important, quelque action éclatante ou extraordinaire, quelque service signalé rendu au pays ou à l'humanité. Qu'un auteur mal avisé dresse les stériles annales de ces localités, ou inscrive les dates principales de l'existence des individus qu'enveloppe une juste obscurité, son livre ira grossir le tas de ces livres inutiles et ennuyeux, qui s'écrivent mais ne se lisent pas.

« Ainsi, vous le comprenez, Messieurs, toute localité n'a pas le privilège d'appartenir à l'histoire, qui n'est pas seulement le passé, mais un passé fait pour nous instruire, nous charmer et nous rendre meilleurs. Ce privilège, le temps l'a octroyé aux uns et aux autres avec une inégale libéralité, et la ville de Meaux n'a pas été une des moins bien partagées.

« Elle était déjà l'*oppidum* des Meldes, que bien des villes actuellement plus peuplées et plus opulentes n'avaient point encore de place sur la carte, ou se réduisaient à quelque chétif amas d'enclos ou de masures. Le nom des Meldes est cité par Strabon, par Pline et par Ptolémée, c'est-à-dire dès les premier et second siècles de notre ère. Peut-être faut-il le reconnaître aussi dans un passage de César, quoique la circonstance où les *Commentaires* le mentionnent

donne à penser qu'il s'agit d'un autre peuple de ce même nom. On peut donc dire que la fondation de la ville où nous sommes se perd dans la nuit des temps, puisque la lumière ne se fait sur notre patrie qu'à l'arrivée des Romains. Ce sont leurs ennemis d'au-delà les Alpes qui ont rendu les Gaulois célèbres, et il est arrivé pour nos ancêtres ce qui arrive à certaines femmes, qui n'ont dû la notoriété qu'à ceux qui travaillaient à les perdre. Hâtons-nous pour- tant d'ajouter que ce n'est pas au prix de leur réputation que les Gaulois ont acheté la célébrité. Ils ont été d'abord la chercher loin de leur patrie, et Rome apprit leur nom quand ils menaçaient ses murs. Le peuple-roi prit, il est vrai, bien sa revanche, et la Gaule qu'il nous a fait connaître est déjà une terre vaincue et soumise par ses armes.

« Ce n'est guère qu'au moment où les Gaulois cessent de s'appartenir qu'il nous est permis de pénétrer dans leur histoire, mais la lumière que les premières relations avec Rome jette sur eux n'est qu'un jour brumeux et vacillant, et dans ce clair-obscur on ne distingue pas la petite population des Meldes. Elle se cache derrière d'autres nations qui la tenaient sous leur tutelle ou l'entraînaient dans leur sphère d'activité. Aucun auteur latin ne prononce même le nom de l'*oppidum*, sur l'emplacement duquel Meaux s'élève aujourd'hui, et sans le géographe grec Ptolémée, nous ne saurions pas qu'il s'appelait *Jatinum*, nom vraisemblablement défiguré en celui de *Fixtinum*, inscrit sur la *Table Théodosienne*, où tant d'autres appellations géographiques ont été altérées par un copiste inintelligent. Ce nom n'a pas laissé de traces dans les dénominations postérieures, et il s'est passé pour *Jatinum* ce qui est advenu pour la plupart des chefs-lieux des cités gauloises, pour *Lutèce* en particulier, le nom du peuple a fini par se substituer à celui de l'*oppidum* principal. *Jatinum* est devenu *Meldæ*, nom transformé peu à peu par la prononciation populaire en celui de Meaux. Mais ce n'est pas là le seul prestige que la petite population gauloise ait laissé de sa présence. L'ancien diocèse dont Meaux était le chef-lieu dessine encore assez exactement le territoire des Meldes. Quand l'Église substitua à l'action de l'administration romaine affaiblie, puis dénaturée par les barbares, sa juridiction morale qui tendait à prendre le caractère d'une juridiction politique, la division par diocèses se modela sur la division administrative de l'Empire ; la capitale de chaque *civitas* gauloise devint le siège d'un évêque, qui avait le gouvernement spirituel de tout le territoire de la cité, et ressortissait d'un métropolitain établi dans la

capitale de la province. Voilà comment Meaux fut un évêché suffragant de l'archevêché de Sens, les Meldes ayant été originairement des clients de la puissante nation des *Senones*, tant de fois citée par César. Aujourd'hui Sens n'a plus guère de restes de sa grandeur passée que ce siège archiépiscopal dont dépendit le diocèse de Meaux jusqu'en 1622, époque à laquelle Paris, érigé en archevêché, reçut l'évêché de Meaux au nombre de ses suffragants. L'Eglise a ainsi conservé, dans la distribution de ses diocèses, les dernières traces de l'administration des Romains, comme elle en a conservé la langue et l'impérissable capitale. Elle s'est faite la gardienne fidèle de la tradition latine dans les institutions, le cérémonial, les usages et jusque dans le costume. A ce titre, l'on peut dire qu'elle a droit à la reconnaissance de l'archéologie. A quelle époque, à quelle date précise remonte la fondation de l'évêché de Meaux ? Nous n'avons, là-dessus, rien de certain. La légende nous parle du *iv^e* siècle ; les monuments authentiques se taisent. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'au *vii^e* siècle Meaux était déjà un siège épiscopal important. Le père de notre histoire nationale, Grégoire de Tours, mentionne plusieurs fois le nom de la ville des Meldes, qu'on trouve associée à divers événements de l'époque mérovingienne.

« Résidence d'un évêque, Meaux semble avoir été, à l'époque qui suivit, plus soumis à l'autorité de son pasteur qu'à celle de son comte. Dans tout siège épiscopal, l'influence ecclésiastique l'emportait sur celle des magistrats commis par le roi, car les populations préféraient le gouvernement pacifique des ministres de Dieu à la domination plus dure et plus exigeante des hommes de guerre. Ce fut au moins longtemps le cas, et cette préférence ne cessa que lorsque les prélats se montrèrent plus préoccupés de leurs intérêts temporels que de l'observation des préceptes de l'Evangile, que lorsque les seigneurs se conformèrent davantage aux principes de la justice. Meaux, durant la première période du moyen-âge, fut donc surtout une ville de dévotion et de retraite. La vie s'y écoulait aussi paisible et aussi calme que le permettaient ces temps souvent agités, où les monastères eux-mêmes devaient être fortifiés pour échapper aux atteintes de la guerre et à la rapacité de ceux qui la faisaient. On ne parla plus de cette ville, et si elle sortit momentanément de l'obscurité dont elle était enveloppée, ce fut à ses dépens. Son nom n'est prononcé, en effet, par les chroniqueurs, qu'à l'occasion des invasions normandes, ce fléau de notre patrie au temps des Carlovingiens, dont le peuple de-

mandait chaque jour à Dieu d'être délivré avec autant de ferveur qu'il l'implorait contre la famine et la peste. Les pirates scandinaves remontaient, comme une grande marée d'équinoxe, nos estuaires et nos fleuves, inondant et dévastant les bords aussi loin à l'intérieur des terres que leurs barques pouvaient s'avancer. Voilà comment Meaux eut à souffrir cruellement des déprédations des Normands qui s'exerçaient de préférence dans les régions dont la richesse et le bien-être leur assuraient un butin abondant.

« Un seul événement, d'un tout autre caractère, se place à la même période dans les annales meldoises : c'est le concile de 845. L'époque carlovingienne a été, pour la France, par excellence celle de ces assemblées destinées à assurer la paix, et qui apportaient quelquefois le désordre. Elles avaient surtout pour objet de rétablir l'observation de la morale et des canons chez un clergé qui se sentait de la barbarie de son temps. On y travaillait à réformer la discipline, édifiante tentative toujours reprise et toujours à reprendre, image de ce que l'ordre politique nous a si souvent offert depuis. Que de réorganisations ont eu pour programme la réforme de l'État, que de révolutions étaient destinées à mettre fin à des dilapidations et à des scandales ! Les abus n'en ont pas moins fleuri comme par le passé. Dans un moment de colère ou d'ardeur on avait fauché les mauvaises herbes, et souvent même avec elles quelques excellents épis. L'ivraie a reparu à la moisson de l'année suivante ; il n'y a eu que les moissonneurs de changés ! Cela nous prouve, hélas ! que les abus sont de tous les temps et de tous les régimes. Qu'on y regarde de près, et on les retrouvera à tous les étages de l'édifice social. Ils tiennent à des faiblesses et à des vices, à des passions et à des convoitises dont nul n'est exempt, qu'on n'abroge pas par un article de loi, et qu'on ne renvoie pas par un ordre du jour motivé. Les institutions se succèdent, nos imperfections, nos défaillances personnelles n'en demeurent pas moins. Voilà ce qu'atteste l'histoire attentivement étudiée. Dans ces grandes rénovations sociales qui se flattent de nous rendre plus sages et meilleurs, l'homme croit changer de peau, il ne fait que changer d'habit.

« L'Église eut toutefois plus de succès dans ses synodes que la société civile dans les siens ; elle finit par redresser la discipline et mettre un terme aux abus les plus criants. Mais ce résultat, il faut le dire, a été plus l'effet de la diffusion des lumières, de l'adoucissement des mœurs, de la conciliation des intérêts que la conséquence de décrets votés dans le désordre d'une discussion

confuse et d'anathèmes qu'il est plus facile de lancer que de faire prendre au sérieux.

« A partir du xii^e siècle, Meaux acquiert une certaine importance politique et devient, ainsi que la plupart de nos cités, une place forte ; les comtes de Champagne y séjournèrent quelquefois. Ses annales présentent, pour cette période, moins de lacunes. Ne vous attendez pourtant pas, Messieurs, à ce que je déroule ici la suite des événements qui se passèrent dans son enceinte ou dans ses environs. Je ne vous dirai rien de cette *Jacquerie*, au dernier acte duquel assista la ville. Je laisse à l'un de nos savants collègues la tâche de vous retracer un des épisodes de ce drame terrible qui s'appelle la colère de Jacques Bonhomme, colère presque aussi furibonde, mais plus concevable que celle du *Père Duchêne*. La population des campagnes ressemblait alors à un malade qui déchire les plaies qui le rongent, pensant mettre ainsi fin à ses souffrances. La *Jacquerie*, comme tant d'autres séditions populaires, ne fit qu'accroître les maux qui lui avaient donné naissance, et servir l'ambition de ceux qui l'avaient excitée.

« Je ne vous entretiendrai pas davantage de ce siège glorieusement soutenu en 1421 et 1422 contre les Anglais, auxquels nos discordes avaient livré la France, dangers contre lesquels le patriotisme déploya plus d'ardeur et de courage qu'il n'avait montré de jugement et de prudence pour les prévenir.

« Je veux jeter le voile sur les actes d'intolérance qui marquèrent à Meaux, comme ailleurs, l'apparition du protestantisme, sur ces fureurs qui furent l'écho de la néfaste journée de la Saint-Barthélemy. Si j'entrais dans ces détails, je ne pourrais, au reste, que répéter avec moins d'autorité et de savoir ce que vous avez lu dans l'intéressant ouvrage de M. Carro, un des hommes qui honorent le plus notre compagnie et ont le plus secondé ses efforts.

« La ville de Meaux fut au moment d'acquérir, dans ce xvi^e siècle, si troublé et si malheureux, une notoriété que lui ravit Orléans, qui n'en avait assurément pas besoin, car lorsqu'on est la ville de Jeanne d'Arc, on peut se passer de tout autre titre de noblesse. Meaux fut, en effet, désigné d'abord pour le lieu de réunion des États-généraux qui se tinrent dans cette dernière ville, en 1560. Le projet fut abandonné, mais le choix qu'on avait fait dans le principe n'en atteste pas moins l'importance qu'on accordait alors à la ville qui nous donne aujourd'hui l'hospitalité, l'étendue de ses ressources et la confiance qu'inspiraient ses habitants.

« Henri IV ramena, après la longue épreuve des guerres religieuses, la prospérité et le calme dans notre pays, et Meaux donna l'exemple à Paris, en recevant plus tôt que sa puissante voisine le Béarnais dans ses murs. Le nom de ce grand roi doit rester cher aux Meldois. Je me rappelle encore la vieille porte Saint-Nicolas, au frontispice de laquelle étaient inscrits deux vers latins, destinés à rappeler l'entrée du bon Henri, et je ne puis m'empêcher de regretter sa démolition. Si ce n'était pas un monument du bon goût de nos aïeux, c'était du moins un témoignage de leur reconnaissance, et je n'aime pas à voir se prescrire une si noble vertu. Qu'importe que les traces de ce que nous devons à Henri IV se soient en grande partie effacées ! la reconnaissance pour l'auteur de ses jours doit-elle s'affaiblir chez le fils avec l'âge parce qu'il se sent plus éloigné du moment où il a reçu le bienfait de la vie. Des gloires nouvelles ont, j'en conviens, quelque peu fait pâlir à nos yeux l'image de ce roi généreux et bienveillant, le seul, au temps de Voltaire, dont le peuple eût gardé la mémoire. D'autres ont produit, par leur génie et leurs victoires, un plus magique effet, et ce n'est pas d'Henri IV qu'a parlé notre immortel chansonnier dans les *Souvenirs du peuple*. Mais notre admiration est-elle donc si exclusive et si avare qu'elle ne puisse s'attacher au vainqueur d'Austerlitz, sans délaisser par cela même le chef des Bourbons ! Notre cœur français ne peut-il soutenir le poids d'une double gratitude ; traite-t-il ses princes comme un amant traite la femme qu'il aime, ne peut-il poursuivre deux amours à la fois ? Puisque nous parlons d'Henri IV, je vous ferai remarquer qu'il n'était pas de cet avis.

« Nos aïeux, les Aryas, cette race vigoureuse dont sont issues la plupart des nations de l'Europe, rendaient un culte assidu à leurs Pitris ou aïeux déifiés, et ne séparaient pas la possession de l'héritage du sacrifice perpétuellement offert à l'ancêtre qui le leur avait transmis. Ne renonçons pas à ce pieux usage, Messieurs, et en songeant à ces exemples de justice, de sage et prudente administration, de tolérance religieuse, de souci des classes pauvres et laborieuses, que nous a légués Henri IV, comprenons que c'est pour nous un devoir d'entretenir sur l'autel domestique le feu destiné à honorer la mémoire d'un si grand roi. Cette mémoire fait partie comme de notre archéologie meldoise. J'aperçois d'ici le coteau sur lequel s'élevait le château de Montceaux, où s'épanchèrent ses bontés comme ses faiblesses, où il tendait la main à Mayenne, longtemps son plus mortel ennemi, ne voulant tirer de

lui d'autre vengeance que celle de lui faire sentir, en l'obligeant à hâter le pas, que pour vaincre il ne suffit pas d'être fort, qu'il faut encore être agile.

« La Ligue abattue, Meaux reprit sa vie paisible et douce dont les couvents, dont il était rempli, offraient l'image fidèle. Il rentra dans l'obscurité qui l'enveloppait sept ou huit siècles auparavant, et y serait bien longtemps demeuré si le grand évêque qui a doté notre langue de tant de chefs-d'œuvre ne s'était chargé de lui donner, par son nom, un lustre que la présence de plusieurs rois n'avait pu lui faire obtenir. Bossuet a été surnommé l'*Aigle de Meaux*, et maintenant que tant d'aigles victorieuses dorment sous la voûte des Invalides, cet aigle, dont le vol date de plus haut, plane encore au-dessus de nos têtes par la puissance de ses conceptions et la vigueur de son génie. Bossuet a opéré la difficile alliance de la raison et de la foi, et montré que quelque étroit que soit le lien qui nous enchaîne à une doctrine révélée, l'intelligence ne saurait être vivante et forte si une part n'est faite à la liberté, et que l'esprit humain ne peut abdiquer ses droits sans s'abdiquer soi-même.

« Ces droits de l'intelligence, vous en êtes, Messieurs, les défenseurs dans certaines branches de la science humaine. Ce sont eux qui vous font exister, et dont l'exercice nous rassemble, car nous venons ici librement exposer nos idées, soutenir nos vues, proposer nos hypothèses, et, dans la contemplation du passé, apprendre à envisager avec plus de sérénité et de justice le temps présent.

« La gloire que nous envions, si toutefois le mot de gloire ne paraît pas trop ambitieux pour nos modestes recherches, est un peu de celle dont Bossuet est si riche. Les victoires qui nous enthousiasment, ce ne sont pas celles qu'on gagne sur les champs de bataille ou dans les arènes de la politique ; elles s'obtiennent sans bruit, mais avec non moins d'efforts. Elles ne parlent pas autant aux yeux, mais plus à l'esprit ; elles n'apportent ni fortune ni honneurs, mais elles fortifient et rassèrent l'âme au lieu de l'enivrer. Les conquêtes auxquelles nous travaillons ont le mérite d'être plus durables que celles de l'épée et de la diplomatie ; elles se jouent des révolutions et n'ont rien à craindre des catastrophes auxquelles sont exposés les plus puissants états ; car elles n'excitent ni la jalousie ni la convoitise, les débuts en sont parfois aussi ignorés que les moyens en sont d'abord bornés et exigus. La science procède, comme la nature, par des actions lentes et conti-

nues ; elle produit de puissants effets à l'aide de forces faibles en apparence, mais qui, s'accumulant avec le temps, finissent par devenir des moteurs irrésistibles. L'archéologie, l'histoire n'agit pas autrement ; elle interroge le passé dans ses moindres manifestations, elle recherche les traces les plus fugitives de l'humanité qui n'est plus ; elle contrôle les témoignages les uns par les autres et réussit de la sorte à renouer la chaîne brisée des siècles. L'histoire est donc, en réalité, l'expérience d'une longue suite de générations mise à la portée des contemporains. Rien ne doit être négligé dans ce travail d'investigations patientes et attentives, parce que tout a sa valeur et sa signification. Quand on scrute l'univers physique, on se convainc que les parties les plus tenues et les plus délicates ont leur rôle indispensable et leur importance comme les plus solides et les plus apparentes. C'est à travers un mince fil de métal que sous la forme d'un courant électrique s'éclanche, avec la rapidité de l'éclair, l'ordre ou la nouvelle qui doit susciter une guerre, amener un traité de paix, bouleverser un empire. Le fil métallique a donc eu sa part dans ces grands événements, et si un accident avait rompu la ligne télégraphique, le retard qui s'en serait suivi aurait pu compromettre la sécurité d'un État ou le succès d'une négociation. La lumière, la chaleur, le son, tous ces grands agents dont la vie ne peut se passer, et dont l'action intervient sans cesse dans notre existence, se transmettent et se propagent par les molécules infiniment déliées de l'atmosphère ou les atomes impalpables de l'éther. Eh bien, un phénomène analogue se produit dans l'ordre politique et moral. Des faits qui semblent tout d'abord insignifiants, des circonstances pour ainsi dire aussi menues, aussi microscopiques que les parties constitutantes du milieu matériel dont nous sommes enveloppés, ont été, sont encore les conditions indispensables à la formation de ces grands événements qui remplissent la vie des nations et composent leurs annales.

« Qu'on ne vienne donc pas nous reprocher, Messieurs, l'insignifiance de nos recherches, qu'on ne traite pas de curiosité puérile le sentiment commun qui nous réunit. N'a-t-on pas, d'ailleurs, bien des fois remarqué que la sagesse infinie du créateur se révèle autant dans le plus fragile organe du plus petit insecte que dans l'appareil le plus compliqué de l'organisme des êtres supérieurs. Même dans cette histoire locale, objet plus particulier de vos travaux, dans ces monuments d'un art grossier que nous retirons du sol, dans ces constructions d'une architecture imparfaite ou mala-

droite si multipliées dans notre département, nous puisons des renseignements et récoltons des résultats souvent aussi instructifs que ceux que nous fournissent l'étude d'un pays tout entier, l'inspection des œuvres du goût le plus exquis et de la main la plus exercée. C'est moins, d'ailleurs, la valeur de ce qu'on étudie que la façon dont on l'étudie qui donne à l'esprit la puissance et l'étendue sans lesquelles il n'y a pas de véritables progrès intellectuels ; la vue superficielle d'un chef-d'œuvre en apprend moins que l'examen persévérant et approfondi d'une œuvre secondaire. Tout peut servir à perfectionner notre intelligence, et c'est là ce qui me fait concevoir l'espérance qu'un jour toutes les professions arriveront à la même considération, et comme à la même noblesse. La science, en pénétrant jusque dans le détail de ce qui n'est encore qu'un métier grossier, qu'une œuvre machinale, fera de celui qui s'y livre une intelligence aussi distinguée, un homme d'autant d'éducation que celui qui exerce une profession dite libérale, et elle achèvera ainsi la réhabilitation du travail sous toutes ses formes, déjà commencée depuis deux siècles.

« Il m'a paru opportun de vous présenter ici cette défense de l'archéologie, en vue de convaincre un public qui n'apprécie guère que sur de trompeuses apparences, et qui juge certaines choses frivoles parce qu'il les traite avec frivolité.

« Quant à vous, Messieurs, je n'avais pas à vous disculper à vos propres yeux. Les efforts que vous poursuivez collectivement, les sacrifices de temps et d'argent que vous vous imposez sont la preuve que vous tenez l'archéologie, l'histoire du département que vous habitez, pour une chose sérieuse et digne d'occuper les loisirs que vous laissent votre profession ou vos affaires. L'homme n'est pas toujours assez généreux pour faire partager à autrui ce qu'il possède, mais quand il songe à mettre ses biens en commun avec ses semblables, c'est qu'il est déjà propriétaire, car je ne pense pas, Messieurs, que vous apparteniez à la catégorie de ces communistes qui réclament la communauté des biens parce qu'ils ne possèdent rien et ne demandent le droit au travail qu'afin de ne pas travailler. Si, préparés déjà par des études historiques et archéologiques, vous avez eu la pensée de vous associer, d'établir un fonds commun dont l'exploitation servirait à tous, c'est que vous teniez l'histoire pour un patrimoine sérieux que votre apport personnel rendrait encore plus productif.

« Avez-vous tiré de ce fonds social le meilleur parti possible ? l'avez-vous fait valoir avec intelligence et habileté ? C'est à vous

de répondre. Faites votre examen de conscience. Jadis, ce n'était pas dans le secret du tribunal de la pénitence que les chrétiens confessaient leurs fautes ; ils le faisaient à haute voix, devant l'assemblée des fidèles. Eh bien, imitons l'exemple des premiers âges de la foi ; reconnaissons en quoi nous avons péché, et entretenons-nous en commun de ce qui peut améliorer nos œuvres et corriger nos défaillances. Des péchés, nous en avons commis beaucoup, mais, j'ai à cœur de vous le dire, aucun ne me paraît mortel. La preuve, c'est que nous vivons encore. Non-seulement nous vivons, mais cette solennité atteste que notre vie n'est ni précaire ni malheureuse. Quoique nous ayons eu à déplorer la perte de plusieurs membres, entre lesquels je dois citer l'excellent M. Anatole Dauvergne, président de la Section de Coulommiers, qui sut associer la culture des arts et de l'histoire, et qui emprunta à cette science le sujet de plusieurs de ses meilleurs tableaux. Sans doute nous avons à confesser bien des péchés d'omission, des péchés véniels, et, Messieurs, qu'est-ce que l'existence de tous les jours, si ce n'est une suite de pareils péchés ! Les Sociétés savantes ne sont pas plus irréprochables que le juste dont parle l'Évangile. Qui dit *mémoires, dissertations, notices, livres même*, dit en même temps *oublis, confusions, erreurs, contre-sens, contre bon sens même*, associés, bien entendu, à d'excellentes choses. Il n'y a de littérature et de science qu'à ce prix, et les auteurs auraient beau se déclarer infaillibles qu'on ne trouverait pas une seule assemblée, un seul écrivain impartial pour sanctionner leurs prétentions. Quand un ouvrage n'offre que quelques taches, c'est un chef-d'œuvre ! Le plus grand nombre des publications, même des plus estimables, ont des parties vulnérables par centaines. Qui veut en faire la critique ne manque pas de moyens de les trouver en défaut. Mais l'ingénieur vraiment habile n'est pas celui qui se charge de démanteler une place de guerre, c'est celui qui la fortifie de façon à rendre le siège difficile. Si l'on mettait au pilon une composition historique, un travail d'érudition, par le motif qu'il n'est point irréprochable, les Sociétés savantes du genre de la nôtre courraient risque de n'avoir dans leurs archives que des registres de papier blanc. D'ailleurs, les recherches d'un confrère corrigent et rectifient celles du confrère qui l'avait précédé. En fait de sciences, comme en fait de lois, le mieux est d'améliorer graduellement, non de détruire pour refaire à nouveau ; car il est impossible d'arriver du premier bond à une perfection relative ; et quand on a la prétention de tout reconstruire, on s'expose à rester, et rester longtemps, en face

des ruines qu'on a faites, jusqu'à ce que le terrain soit déblayé. Aussi, à ceux qui seraient enclins à nous reprocher la faiblesse de quelques-uns de nos essais, nous répondrons comme à ceux qui veulent anéantir l'ordre social, à cause de ses iniquités et de ses vices : Il vaut mieux des institutions imparfaites que de ne point en avoir du tout, et loger dans une maison mal distribuée que coucher à la belle étoile.

« Vous m'avez fait l'honneur, Messieurs, il y a bientôt deux années, de me placer à votre tête. Si votre choix fut pour moi une distinction bien flatteuse, il troubla cependant ma conscience et éveilla en moi de sérieuses appréhensions. Je craignais, si j'acceptais le titre de président, de ne pouvoir m'acquitter convenablement des devoirs qu'il impose. Les instances de plusieurs d'entre vous ont fait violence à mes scrupules, et cependant je n'ai pas tardé à me convaincre que mes craintes n'étaient pas chimériques. Vivant hors du département de Seine-et-Marne, retenu à Paris par des occupations impérieuses et multipliées, je n'ai pu que suivre de loin vos délibérations, et m'associer imparfaitement aux travaux que vous poursuivez. Un autre assurément eut mieux veillé à vos intérêts, dirigé d'une main plus attentive et plus soigneuse vos publications.

« Le seul titre que j'ai eu à vos suffrages, c'était d'appartenir par ma naissance à ce département. Vous aviez voulu former comme une famille de savants nés ou habitant dans Seine-et-Marne ; vous avez pensé que je n'en devais pas être exclu. Puis, cherchant parmi les enfants de cette petite patrie archéologique, que vous aviez constituée, ceux qui avaient le plus témoigné, pour la science, de leur activité et de leur zèle, vos yeux se sont portés sur mon nom, et vous vous y êtes arrêtés sans songer à tout ce qui me manquait. C'est un acte d'indulgence dont je vous remercie, mais qui me confond. Je n'avais rien fait pour vous ; vous ne deviez rien à ma coopération, je ne vous appartenais que par mes antécédents. Le germe de ce que je suis devenu, je l'ai, en effet, comme puisé dans votre sol. C'est ici que j'ai passé les seize premières années de ma vie ; c'est en face des monuments de cette ville, des vieux remparts qui en dessinaient jadis l'enceinte, devant les restes de ce manoir des comtes de Champagne, élevé sur cet emplacement même, à la vue de cette belle cathédrale, création architectonique des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, de cet antique château du Chapitre, intéressant spécimen d'une habitation du ^{xiii}^e, que ma curiosité pour l'histoire s'est éveillée. C'est dans la bibliothèque de cette ville, précieux

héritage de l'abbaye Saint-Faron, et dont je fus, durant mon adolescence, un visiteur assidu, que je pris le goût des études sérieuses, des investigations persévérantes qui ont rempli la presque totalité de ma vie. Je ne saurais, sans émotion, sans une sorte d'attendrissement, me reporter à ces années si pleines d'illusions, où je m'imaginai que rien ne pourrait se dérober à mon insatiable curiosité. La jeunesse est présomptueuse, Messieurs, même celle dont les aspirations sont les plus contenues et les idées les plus sévères ; elle ne mesure pas les difficultés et ne s'effraie pas des entreprises les plus téméraires. L'expérience nous détrompe peu à peu, et, à mesure que nous étendons le champ de nos connaissances, nous nous apercevons davantage de l'immensité du domaine qui nous demeurera inaccessible. Mais si ce retour vers le passé m'inspire une sorte de regret, parce qu'il me montre toute la distance qui me sépare du but que je comptais atteindre, il a néanmoins pour moi un charme extrême, un attrait que je ne saurais exprimer. Ma présence au milieu de vous, dans ma ville natale, me restitue une famille que j'avais perdue, et rappelle à la vie ce qui ne subsistait plus que dans mon reconnaissant souvenir. Il me semble que je rencontre les divers compagnons de mes premières études, dont quarante ans m'avaient séparé. Seulement, je les retrouve mûris comme moi par la réflexion, disciplinés par le travail, éclairés par l'expérience. Ils viennent m'entretenir de leurs labeurs comme je les entretiens des miens. En me rendant à la jeunesse de mes impressions, Messieurs, vous donnez aux sentiments qui m'animent à cette heure toute la vivacité du premier âge, et tout l'élan que j'avais lorsque j'entrais dans la carrière. Mes forces se retrempent, pour ainsi dire, et je serais heureux que leur fraîcheur se communiquât, en ce moment, à vos intelligences et à vos œuvres. »

M. d'Amécourt, président de la Section de Meaux, a ensuite entretenu l'auditoire de la découverte des restes d'arènes romaines dans la rue Monge, à Paris, confirmation d'une tradition longtemps contestée, et trait de lumière ajouté à l'antique histoire de la capitale de la France.

M. le d^r Le Roy a lu un mémoire intitulé : *Du rôle de la chronique à différentes époques, et surtout de nos jours.*

M. Lhuillier a rappelé l'existence de l'*Ancien bailliage et des grands baillis de Meaux.*

M. Carro, père, a traité de *Quelques facéties artistiques du moyen-âge*.

La séance a été très-agréablement variée par l'exécution de plusieurs morceaux de musique classique, due à un excellent orchestre d'amateurs, sous la direction de M. Genty.

PROCÈS-VERBAUX DES SECTIONS.



SECTION DE FONTAINEBLEAU.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1868.

Présidence de M. J. DAVID.

Communications relatives à la présidence générale.

Le temps n'a pas permis à M. David de commencer la lecture de la légende d'Antar.

SÉANCE DU 30 OCTOBRE 1868.

Présidence de M. J. DAVID.

Scrutin ouvert pour la nomination à la vice-présidence de la Société et à la trésorerie générale.

M. David obtient 21 voix, pour la vice-présidence.

M. Brunet de Presle, 2 voix.

M. Courtois, 24 voix sur 24 votants, comme trésorier.

M. David lit la première partie de sa légende d'Antar.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1868

Présidence de M. J. DAVID.

L'ordre du jour portait : Communications diverses. — Lecture, par M. P. Domet, de *l'Aménagement de la forêt de Bierre, pendant l'ancien régime*. — *Recherches sur l'ancien Ferrare, à Fon-*

tainebleau, par M. H. Gaultron. — Suite et fin de la *Légende d'Antar*, par M. David.

M. P. Domet lit son *Mémoire sur l'administration de la forêt de Bierre, avant la Révolution*.

Cette lecture, pleine d'intérêt et de faits jusqu'alors ignorés, a captivé l'attention de l'Assemblée qui, à l'unanimité, a voté la présentation de ce mémoire à la Commission du bulletin. Il résulte des études de M. Domet que sous l'ancien régime la forêt était non-seulement un repaire de mauvais sujets et de braconniers dangereux, mais encore un but d'exploitation générale des populations environnantes, et même des forestiers. En 1800 l'ordre a été rétabli aussi bien dans l'administration des domaines, que dans celle de la forêt, et l'époque actuelle n'a plus qu'une seule chose désirable, c'est que les riverains cessent de croire qu'ils ont plus de droit sur une terre couverte d'arbres que sur un champ couvert d'épis.

M. Gaultron constate, avec regret, le peu de résultat des recherches nombreuses qu'il a faites sur le Grand-Ferrare. Il n'a rencontré que des indications incomplètes et qui ne déterminent en rien quel était le plan de cette splendide demeure de la Renaissance, élevée par le cardinal Hippolyte d'Este, ainsi que les ornements artistiques dont elle était remplie. Par suite d'une étude sur Nicolo del Abbate, il se borne à conclure que c'est à ce maître qu'il faut attribuer les peintures murales de l'ancien hôtel de Ferrare, et non au Primatice.

M. David termine la lecture de la *Légende d'Antar*, véritable conte des *Mille et une Nuits*, qui n'a d'historique que sa couleur, de vrai que les mœurs qui y sont peintes, d'intéressant que le type du héros du désert ; c'est à tort, selon l'auteur du travail, que l'on voudrait traiter d'épopée arabe ce récit excessif et hyperbolique.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1869.

Présidence de M. le docteur TABOURET, vice-président.

Étaient présents : MM. Cauthion, d'Erceville, Domet, Denecourt, docteur Fourneret, Claverie, Thibault, Bourges, Ronsin, Constant, Gaultron.

Le procès-verbal de la séance du 17 mai dernier, qui était la deuxième séance annuelle et publique, depuis la fondation de la

Société, est lu et adopté. La lecture du procès-verbal fournit à plusieurs membres l'occasion de proposer au Comité central de modifier l'usage adopté jusqu'à ce jour, pour les convocations à la séance publique, lesquelles pourraient être faites à l'avenir par les secrétaires particuliers de la Section où se tiendra annuellement chaque séance publique.

M. J. David président, s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour, et exprime aux membres présents son regret de renoncer à cette occasion précieuse de se trouver au milieu d'eux.

M. Paul Domet fait part à l'assemblée des recherches que ses travaux dans la forêt, comme sous-inspecteur, lui ont permis d'exécuter dans l'intérêt de la Société d'Archéologie. Les ruines qui dominent le Mont Saint-Louis, la légende qui s'y rattache, la tradition d'une chapelle desservie par des ermites, et enfin sa destruction, devaient exciter aussi sa curiosité. Les fouilles commencées par lui, lui ont permis de mettre sous les yeux de la Société quelques fragments de sculpture et des monnaies; l'appel qu'il fait d'une commission pour l'examen de ces précieux restes est aussitôt confirmé par le choix de MM. Denecourt, Ronsin, Domet et Gaultron, qui se rendront le 1^{er} décembre sur les lieux, pour en reconnaître l'importance. Un rapport de leur visite sera ultérieurement dressé pour l'une des premières réunions.

M. Constant lit un extrait de la *Revue des travaux anthropologiques en 1867*, par M. le docteur Broca, faisant ressortir la haute antiquité de l'homme et sa place dans la nature. Deux haches en silex trouvées près de Mennecy (Seine-et-Oise), et un jeton de présence de commissaire des guerres sous Louis XIV, très-bien conservé, présentés par M. Constant, sont l'objet d'un examen intéressant.

M. Bourges, trésorier, pour faire connaître la situation financière exacte de la Section, ainsi que l'annonçait l'ordre du jour de la présente séance, demande que l'année soit accomplie entièrement, et que l'examen de son compte général soit fixé à la première réunion. — L'assemblée reporte cet examen à la séance du 18 janvier prochain, et se retire à 4 heures.

SÉANCE DU 18 JANVIER 1870.

Présidence de M. le docteur TABOURET, vice-président, assisté de M. Maxime BEAUVILLIERS, secrétaire.

Etaient présents : MM. Tabouret, Beauvilliers, Bourges, Ron-sin, Constant, Claverie, comte d'Erceville, Paul Domet.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Beauvilliers, secrétaire, donne ensuite communication du résultat du concours archéologique et littéraire ouvert dans le ressort de l'Académie de Paris, comprenant entr'autres départements circonvoisins Seine-et-Marne, Loiret, Seine, Seine-et-Oise, etc., etc.

Quatorze concurrents se sont présentés. Le prix de mille francs a été décerné à M. Mantellier, correspondant de l'Institut, ancien président de la Société Archéologique d'Orléans, président à la Cour impériale de cette ville, pour son *travail sur le cours des marchandises au moyen âge, et sur la navigation de la Loire à la même époque.*

Deux mentions honorables ont été décernées, l'une à M. Le Roy, bibliothécaire de Versailles, pour son *étude sur les antiquités de cette ville*, et l'autre, à M. Jules Loiseleur, bibliothécaire de la ville d'Orléans, pour son travail sur les *Comptes des recettes et dépenses du roi Charles VII, pendant le siège d'Orléans.*

M. Domet fournit de nouveaux détails concernant les fouilles qu'il a commencées dans la forêt de Fontainebleau, sur l'emplacement de l'ancienne chapelle construite par le roi Saint-Louis, près de la route de Melun, à l'endroit appelé la butte Saint-Louis.

Les membres présents engagent M. Domet à poursuivre ses recherches, et le prient de vouloir bien mettre la Section au courant de ses travaux, au fur et à mesure de leur avancement.

M. Bourges, comme trésorier, fait un rapport verbal sur la position financière de la Section de Fontainebleau. Il annonce qu'il a commencé à opérer le recouvrement des cotisations arriérées dues par divers sociétaires. Il espère, d'ici à la prochaine séance, avoir le temps de compléter à peu près tous ses recouvrements, et par suite, être en mesure de chiffrer l'encaisse de la Section de Fontainebleau.

La prochaine réunion est indiquée pour le lundi 14 mars.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 4 heure 1/2.

SÉANCE DU 14 MARS 1870.

*Présidence M. J. DAVID, assisté de M. Maxime
BEAUVILLIERS, secrétaire.*

Étaient présents : MM. J. David, d^r Tabouret, Cauthion, Beauvilliers, Constant (Charles), Tristan Lambert, Ronsin, Claverie.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté. M. Beauvilliers, secrétaire, dépouille la correspondance. Il communique une lettre de M. Domet, portant la date du 5 mars, dans laquelle ce sociétaire propose à la Société d'archéologie de se faire autoriser par le ministre de la maison de l'Empereur, à continuer en forêt les fouilles commencées sur l'emplacement de l'ancienne chapelle de Saint-Louis, dont l'existence est constatée par le Père Guilbert, chroniqueur de Fontainebleau. La Section ajourne toute décision à ce sujet, jusqu'à ce qu'elle ait reçu de nouvelles communications de M. Domet.

Le secrétaire donne également connaissance d'une lettre à lui adressée par M. Dorvet, dans laquelle il adresse sa démission de membre de la Section.

M. Bourges, trésorier, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et ajourne à une prochaine réunion son rapport sur la position financière de la Section de Fontainebleau.

M. Gaultron, secrétaire, annonce que les lectures annuelles de la Sorbonne, par les délégués des Sociétés savantes, auront lieu les 18, 20, 21 et 22 avril, et que le samedi suivant, 23, il sera procédé, sous la présidence de M. le ministre de l'Instruction publique, à la distribution des récompenses. Il engage les membres présents, qui seraient dans l'intention de faire des lectures à la Sorbonne, à déposer leurs mémoires avant le 30 mars prochain, délai de rigueur.

M. David, président de Section, prend la parole. Il rappelle qu'un littérateur distingué, mort depuis peu, et frère du regretté Melesville, M. Duveyrier (Charles), avait conçu le projet de publier les principaux chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Cette vaste collection, que le décès de M. Duveyrier a peut-être ajournée pour longtemps, devait comprendre les poèmes védiques, qui ont précédé Homère de 700 ans.

Entr'autres particularités historiques et littéraires fort attachantes, M. David signale à l'attention de la Section ce fait que

des orientalistes ont récemment trouvé la preuve de l'existence d'une sorte d'Anacréon égyptien, contemporain de l'érection des fameuses pyramides.

La séance est levée à 4 heures et demie, et la prochaine réunion est indiquée pour le 1^{er} juin.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1870.

Présidence de M. le d^r TABOURET, vice-président, assisté de M. Maxime BEAUVILLIERS, secrétaire.

Sont présents : MM. Tabouret, Gaultron, Beauvilliers, Thibault, Chennevière, Cauthion, comte de Circourt, Geoffroy. L'ordre du jour portait convocation pour : 1^o la nomination du président général de la Société et des membres du comité central ; 2^o et diverses communications.

On procède aux élections de la présidence de la Société et des divers membres du bureau central. — Il y a 15 votants. Sont choisis au nom de la Section de Fontainebleau :

Président-général :	M. Alfred Maury, membre de l'Institut, par.	15 voix.
Vice-président :	M. Brunet de Presle, membre de l'Institut	14 id.
Secrétaire-général :	M. Lhuillier (Th.).	14 id.
Trésorier :	M. Eymard	14 id.
Archiviste :	M. Lemaire	14 id.
MM.		
Membres de la Commission des finances :	{ Cauthion.	14 id.
	{ de Corny.	14 id.
	{ Sollier	14 id.
MM.		
Membres de la Commission du bulletin :	{ Brunet de Presle	14 id.
	{ Vicomte d'Amécourt . .	14 id.
	{ Comte de Champagny. .	14 id.
	{ Comte de Resbecq. . .	14 id.
	{ Comte de Circourt. . .	13 id.

Le vote a eu lieu au scrutin secret, et le dépouillement des voix exprimées tant par ceux qui se sont présentés en personne que

par ceux qui ont adressé leurs votes sous plis cachetés, a été fait séance tenante. Le résultat est transmis immédiatement au Comité central.

M. Beauvilliers, secrétaire, à l'occasion de la mort récente et prématurée de M. Anatole Dauvergne, à la fois peintre et archéologue, propose de consigner sur le registre des délibérations l'expression sincère des regrets qu'excite la perte de l'un des érudits fondateurs de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, déjà si fortement éprouvée par la mort de MM. Grésy et Bourquelot. Les membres présents s'associent à cette proposition, qui est adoptée à l'unanimité.

La parole est ensuite accordée à M. le comte de Circourt, qui communique à la Section de Fontainebleau un exemplaire réédité en 1869, des *Élégies* de Jean Doublet, poète dieppois, reproduites d'après l'édition de 1559. Ce volume est précédé de la vie du poète, par Guillaume Colletet. Né en 1528 ou 1529, Doublet était fils d'un bourgeois, propriétaire d'un domaine situé aux environs de Dieppe. Par sa mère, il était petit-fils d'un conseiller du roi, gouverneur de cette ville. — A la page 19 du volume, se trouve une élégie sur Fontainebleau, dans laquelle il est fait mention :

. « De la fontaine vive, »
« Nommant ce lieu du nom de sa belle eau ; »

Et aussi de la fameuse statue de Cléopâtre :

« En bronze ai vu l'Égyptienne dame,
« Antique pièce, et parlai en ce poinct. »

La Section remercie M. le comte de Circourt, à l'occasion de cette communication intéressante pour l'histoire locale de Fontainebleau. Il est ainsi prouvé que vers le milieu du xvi^e siècle on assignait déjà au nom de Fontainebleau l'étymologie qui a le plus généralement prévalu jusqu'à nos jours, — et que la statue si vantée de Cléopâtre, qui a disparu depuis longtemps, ornait alors les jardins du palais.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 4 heures et demie, et la prochaine réunion indiquée pour le 25 juillet.

SÉANCE DU 25 JUILLET 1870.

Présidence de M. le docteur TABOURET, vice-président, assisté de M. BEAUVILLIERS, secrétaire.

Présents : MM. Gaultron, Thibault, Ortmans, Lefèvre, Domet, comte de Circourt, comte d'Erceville, Bourges, C. Constant.

M. Lefèvre, admis comme membre de la Section, donne lecture d'une brochure qu'il publie sur les squelettes des arènes de Paris. Son but en donnant ce travail a été de faire admettre l'hypothèse suivante : Que les squelettes des arènes seraient ceux des victimes de la férocité des Francs qui assiégèrent Paris au v^e siècle, et trouvèrent dans le palais des termes, et aux arènes, un lieu favorable pour enfermer leurs captifs. Il ne croit pas que ces squelettes soient ceux de criminels ou martyrs ensevelis dans l'enceinte même des arènes. Il en explique les motifs et les raisons présumables par les monnaies, les bijoux brisés, les agrafes des femmes et la dispersion des cadavres qui accusent des scènes effroyables.

La seconde partie de cette séance est consacrée à la lecture d'un travail de M. Beauvilliers, ayant pour titre *Pie VII à Fontainebleau, notes et détails sur son séjour*. Ce mémoire conçu sous un point de vue impartial, ajoute des particularités intéressantes et des détails curieux à ce qui a été publié déjà sur le séjour du souverain pontife à Fontainebleau, il forme une sorte d'appendice au cinquième volume du livre de M. d'Haussonville. Ces deux lectures sont renvoyées au Comité central pour prendre place, s'il y a lieu, dans l'un des prochains bulletins.

1870-1872. — Séances interrompues par la guerre et ses suites.

SÉANCE DU 25 OCTOBRE 1872.

Reprise des travaux de la Section. Présents : MM. le docteur Tabouret, le comte d'Erceville, Geoffroy, Claverie, Cauthion, Domet, Ronsin, Bourges, Lefèvre, Constant, Lambert, Gaultron. La Section renouvelle son bureau. M. David que ses fonctions

retiennent à Paris, est nommé président honoraire; M. le docteur Tabouret, président. MM. Cauthion et Doigneau, vice-présidents, MM. Gaultron et Beauvilliers, secrétaires, M. Bourges trésorier, M. C. Constant délégué près le Comité. M. Lhuillier, secrétaire général, qui est venu encourager la reprise des séances mensuelles de la Section lui fait une communication pleine d'intérêt pour l'arrondissement de Fontainebleau; il lit une *notice historique et archéologique sur la commanderie de Beauvais en Gâtinais*, qui doit prendre place au bulletin.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1872.

*Présidence de M. le docteur TABOURET; M. GAULTRON
secrétaire.*

Présents : MM. les comtes de Circourt et d'Erceville, Doigneau, Lefèvre, Ronsin, Constant, Bourges, Domet. Cette séance présente un intérêt particulier par les détails donnés sur la découverte dans la propriété de M. Lefèvre, d'un fragment d'os maxillaire inférieur d'un animal fossile. Ce reste précieux doit remonter à une époque antérieure à la dernière immersion de la mer dans la contrée. Il est destiné à un examen scientifique particulier.

M. Domet communique son rapport sur les fouilles de la butte Saint-Louis, et y joint un plan qui indique le résultat de ces fouilles.

M. C. Constant termine par la lecture d'un travail plein de faits curieux et d'intéressantes recherches sur le séjour de Molière à Fontainebleau. Il fait connaître la salle dite de la Grande Cheminée, où se donnaient sous le grand roi les représentations théâtrales, rappelle son architecture, détruite depuis, mais dont le souvenir a pu être conservé par des dessins. Les comédies de *l'Ecole des maris* et *des Fâcheux* y furent représentées en présence de Molière, ainsi que les derniers ouvrages de Corneille.

SECTION DE MEAUX.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1868 .

Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
Président.

Présents : MM. d'Amécourt, Carro père, Le Roy, Le Blondel, Lefebvre, Laurent, l'abbé Bécheret, Burdel, Torchet, l'abbé Torchet.

La Société reçoit à l'unanimité, au nombre de ses membres, M. le baron Alphonse de Rothschild, qui, à plus d'un titre, y avait sa place marquée ; tous ceux qui ont visité le château de Ferrières, savent que les tableaux, les œuvres d'art, les meubles précieux qui y sont rassemblés, constituent un véritable musée, où toutes les époques de l'art sont rendues comparables et représentées par leurs spécimens les plus remarquables. On doit se rappeler encore qu'à l'Exposition universelle, une salle entière du musée rétrospectif, qu'on aurait pu appeler la salle des Rothschild, était consacrée à l'exposition d'objets de la plus grande beauté et de la plus grande richesse.

La Section propose l'installation, dans la salle de la Bibliothèque publique de Meaux, de vitrines destinées à recevoir les médailles, objets d'art, antiquités, etc., provenant de dons particuliers, et qui formeront le noyau d'un musée appelé à prendre une certaine importance, si l'on en juge par les musées remarquables formés dans des pays qui n'ont ni la richesse, ni l'importance du nôtre.

Une discussion, provoquée par M. d'Amécourt, s'engage sur l'itinéraire suivi par la châsse de sainte Geneviève, quand, après le pillage de Paris par les Normands, elle fut ramenée de Marizy-en-Orxois, où on l'avait portée pour la mettre en sûreté. Les historiens de l'époque mentionnent La Ferté-Milon, Mareuil, Lizy, Monthyon, Trilbardou, localités situées la plupart sur l'ancien chemin de Paris à Reims, comme les stations où la châsse a été déposée à la fin de chaque journée de ce voyage, accompli au milieu de l'affluence des populations.

M. Carro père, avant de la présenter au Comité des Sociétés savantes, qui se réunit en avril à la Sorbonne, donne une seconde

fois lecture de sa notice sur la commanderie de Chevru, près de Coulommiers, dont la propriété est encore entre les mains des descendants du dernier archiviste de l'ordre de Malte. En dehors de l'intérêt pittoresque que, mieux que personne, M. Carro sait mettre en relief, on y trouve plusieurs pages émouvantes sur des meubles de la commanderie de Chevru, ayant appartenu à Louis XVI et à sa famille, pendant leur détention à la tour du Temple.

SÉANCE DU 19 MARS 1868.

Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
président.

Présents : MM. d'Amécourt, Carro père, Le Roy, Lefebvre, Laurent, Torchet et Meignant.

La lecture du procès-verbal ramène la discussion sur l'itinéraire suivi par la chässe de sainte Geneviève dans son retour de l'Orxois à Paris.

Le nom d'Orxois, c'est-à-dire du pays qui environne le cours supérieur de l'Oureq, vient de *orcus*, enfer, et cette étymologie tient probablement à ce que la vallée de l'Oureq, profonde et ombragée par les forêts de Villers-Cotterêts et Montigny, inspirait aux habitants d'alentour les craintes attachées comme à l'une des nombreuses entrées de l'Enfer du paganisme. On retrouve encore des monnaies frappées à l'effigie de Rovèka, divinité locale, qui avait plus particulièrement son culte à Crouy et aux environs. Quant à la chässe de sainte Geneviève, entre Trilbardou et Vincennes, elle passa la nuit à *Rotenum*, station qui pourrait très-bien être devenue Rosny.

L'étude des anciennes routes, comme celle de Paris à Reims et celle qui, à travers la Gaule, conduisait de Fréjus à Boulogne, amène naturellement l'intérêt sur le *Castrum stativum* de la Bauve, situé dans leur voisinage immédiat et qui paraît avoir été un camp permanent d'observation. En 1859, sous la direction de M. Carro, qui apporta dans cette recherche son zèle bien connu, on y fit des fouilles et on mit au jour des substructions qui dessinaient parfaitement les grandes lignes d'un mur d'enceinte, dont les matériaux, comprenant des briques, étaient disposés suivant l'appareil spécialement employé par les Romains du Bas-Empire.

Cette année, les fouilles dirigées par MM. Carro, Lefebvre et Laurent, ont permis de reconnaître les murs avec angles en pierres de taille, de bâtiments intérieurs dont on poursuivra l'examen aussitôt que, la moisson effectuée, le sol sera redevenu libre.

M. Torchet lit ensuite, sous le titre de *Page tirée de la Vie d'un artiste*, une notice à la fois touchante et poétique.

Il s'agit d'Haydn qui, à la fin du siècle dernier, étudiait la musique à Vienne, en demeurant chez un perruquier, Master Keiler, dont les deux filles, la brune Dorecta et la blonde Joanna avaient pour le jeune artiste la plus tendre affection. Un jour, surpris par un orage sous la fenêtre d'une chambre où Gluck improvisait sur le piano, Haydn prend la fièvre et est bientôt sur le point de mourir. Pendant cette maladie, Joanna fait vœu de se consacrer à Dieu si Haydn survivait, et, malgré les prières d'Haydn qui l'aimait tendrement, elle entre au couvent après l'avoir marié avec sa sœur Dorecta. Ce mariage ne fut pas heureux, et quand au bout d'un an, suivant une promesse donnée, Haydn vint trouver Joanna à la grille du couvent, les deux amants s'aperçurent un peu tard qu'après un tel sacrifice le bonheur n'était plus possible pour eux.

SÉANCE DU 10 MAI 1868.

Présidence de M. CARRO, Vice-Président.

Présents : MM. Carro père, J. Carro, de Colombel, Lefebvre, Le Blondel, Guerrier, Meignant, Torchet, Guyot, Andrieux, Le Roy, Decœur et Vesseron.

La lecture du dernier procès-verbal, mentionnant les divers Crouy, du Multien, du Soissonnais et de la Picardie, donne lieu à une explication de M. Lefebvre, relative à Rovèka, divinité gauloise dont l'effigie se trouve sur une monnaie spéciale des Suessiones.

Une hache de l'âge de pierre, non polie et très-remarquable, trouvée dans les travaux hydrauliques de Montceaux, est offerte en don à la Société par Madame Lhuille, en souvenir de son mari. Une pièce de monnaie du Dauphiné et un double tournois de Louis XIII, trouvés dans le voisinage de l'ancienne église Saint-Martin, sont également donnés à la Société par MM. Carre et Carlier; de Meaux.

M. Meignant, de Saint-Soupplets, présente une pyrite de fer, et M. Andrieux, deux fragments de têtes de ruminants fossiles trouvés à Courtablon, dans la vallée du Petit-Morin.

M. Lefebvre, montre un tiers de sou d'or du vi^e siècle, très-curieux, frappé à Troyes et trouvé dans la Varenne de Meaux.

M. Le Blondel, au nom de M. Renaud, de La Ferté, présente différents objets en bronze ciselé, entr'autres les pièces d'un ceinturon d'origine romaine trouvées à Charly, avec la mâchoire inférieure d'un homme. Une discussion à laquelle prennent part MM. Carro, Lefebvre et de Colombel, s'engage à propos de ces objets qui sont analogues à d'autres découverts près de Rouen, et en Champagne sur l'emplacement présumé d'un camp d'Attila.

Enfin, M. Lefebvre, avec les minutes authentiques, lit un travail sur les nouveaux statuts des maîtres pâtissiers, traiteurs et rôtisseurs, ainsi que la date des privilèges accordés aux autres corps de métiers dans la ville de Meaux. Les maîtrises étaient un privilège octroyé au moyen-âge, pour l'exercice des métiers et du commerce, et qui ne fut complètement aboli qu'en 1789; à cette époque, on ne pouvait arriver à l'exercice d'un grand nombre de professions qu'après un apprentissage long et coûteux, le certificat de la religion dominante, certains examens et l'exécution d'un chef-d'œuvre dans quelques cas.

M. Lefebvre, tout en accompagnant sa lecture de piquants détails, sait guider son auditoire au milieu du dédale de ces maîtrises, jurandes et privilèges heureusement abolis.

SEANCE DU 18 JUIN 1868.

Présidence de M. D'AMÉCOURT.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Le Blondel, Lefebvre, Carro père, J. Carro, Bouvier, Laurent et Plé.

L'empreinte extrêmement délicate et en creux, d'un poisson, découverte dans la cassure d'un bloc de grès, extrait à Sablonnières dans la vallée du Petit-Morin, à la base du terrain tertiaire, est présentée par M. Flamant, de Rebais. A ce propos le secrétaire communique l'offre faite par M. Delesse, ingénieur en chef des mines, professeur de géologie à l'école normale et déjà membre de la Société d'agriculture de Meaux, d'être le correspondant de la

Société d'Archéologie, pour tout ce qui regarde la minéralogie, la géologie et surtout la paléontologie. La Section accepte et décide que des remerciements seront adressés à M. Delesse.

Deux écus d'or de l'époque de Charles VII et de François I^{er} sont présentés par M. Lefebvre.

Lecture est donnée d'une notice de M. Le Roy père, sur une plaque en corne appartenant à M^{me} Gosset, de Meaux, et qui, sous l'influence de rayons lumineux, produit par transparence un effet approchant de celui de verres opalins qu'on voit à certaines fenêtres. Cette plaque, assez large, et dont M. Le Roy a tiré deux belles épreuves sur plâtre et sur cuivre, a été obtenue par la pression sur la corne ramollie, d'une matrice dont la ciselure, d'un très-beau travail, date de la meilleure époque du xvii^e siècle. Elle représente au milieu d'un fort beau paysage et sous une forme allégorique, l'institution des Trinitaires, qui avait pour mission le rachat des captifs aux côtes barbaresques. On voit dans un coin du tableau, en même temps que la bannière de Saint-Félix de Valois, fondateur de l'ordre vers 1180, le cerf, porteur d'une croix, buvant à une fontaine, légende rappelant que le premier couvent dont dépendait celui de Meaux, fut fondé à Cerfroy, canton de Neuilly (Aisne). Cerfroy (*cervus frigidus*) veut-il dire cerf trouvé froid auprès d'une fontaine, ou cerf trouvé auprès d'une eau froide, ou plutôt cerf apprivoisé, d'après Ducange, par opposition avec *cervus silvestris*?

SÉANCE DU 16 JUILLET 1868.

Présidence de M. CARRO.

Présents : MM. Carro père, Le Roy, A. Laurent, Le Blondel, Torchet, Burdel, Decœur et Faron Plicque.

M. Carro fait remise à la Section d'une médaille de bronze, envoyée par M. Leplay au nom du Comité de l'Exposition universelle de 1867. Cette médaille est un souvenir accordé à la Section de Meaux pour le concours qu'elle a apporté à l'exposition de l'histoire du travail.

M. Burdel, ancien notaire à Lagny, est nommé vice-président de la Section.

Après une courte lecture du docteur Le Roy sur le peintre Leprince, mort au siècle dernier à Lagny, une conférence à la-

quelle prennent part MM. Carro, Burdel, Decœur, Le Blondel, s'engage sur différents points de l'histoire de Dammartin et de Lagny.

SÉANCE DU 15 OCTOBRE 1868.

Présidence de M. BURDEL.

Présents : MM. Burdel, Carro père, J. Carro, Le Roy, Lefebvre, Decœur, Torchet, l'abbé Bécheret, Plicque et Boyer.

Sont élus membres titulaires, après un vote régulier : MM. Landry, propriétaire à Dammartin-en-Goële, Hémar, conseiller d'arrondissement à Dammartin, et l'abbé Berthemet, curé-doyen de Dammartin, présentés à la dernière réunion.

A l'occasion de nouvelles demandes d'admission, la Section confirme cette résolution déjà prise, que le titre de membre correspondant ne doit être accordé qu'à des personnes domiciliées hors du département.

Il est décidé qu'on continuera les fouilles du castrum stativum de la Beauve. Un double tournoi de Henri IV et une clé ancienne trouvée sous une dalle près d'une poterne de l'ancienne muraille de Meaux donnant sur la Grande-Ile, sont déposés sur le bureau.

M. Carro père rend compte d'une réunion du Comité central tenue le 12 octobre 1868 aux Archives de l'Empire. On y a procédé à l'installation de notre compatriote M. Alfred Maury comme président de la Société, qui compte actuellement 300 membres. Sur le refus de M. le comte d'Harcourt d'accepter la vice-présidence, un scrutin, pour son remplacement, devra avoir lieu prochainement dans chaque Section.

M. Torchet lit une note étendue sur la littérature musicale pendant la période carlovingienne. Au milieu de la multitude de faits qu'il a exhumés de la poussière des bibliothèques et groupés avec art, on remarque les efforts de quelques hommes considérés à juste titre comme les promoteurs du mouvement musical pendant cette période.

Le premier en date est Alcuin, anglais d'origine, confident et ministre de Charlemagne, qui résumait dans sa personne les connaissances littéraires et musicales constituant à cette époque les arts libéraux.

Viennent ensuite Aurélien, Rémy d'Auxerre, Saint-Notker,

Huchalde qui recommandait les suites de quarts et de quintes, et qui composa un traité sur l'organum, enfin Régiron, abbé de Prum, et Odon, le célèbre abbé de Cluny.

Comme produit, la musique d'alors était informe, grossière, rocailleuse, sans la moindre harmonie, et cependant M. Torchet constate que cette ébauche, telle quelle, exerçait un grand charme; il n'y a pas lieu de s'en étonner si on réfléchit que l'oreille ne devait pas être très-délicate dans cette société du moyen-âge vouée à l'action, surtout à l'action physique, sur un sol où elle était plutôt campée que solidement assise. Plus tard, avec la suite des siècles, la vie devint plus sédentaire, les mœurs plus douces, et les progrès de la musique coïncidèrent avec le développement, chez l'homme, du système nerveux et d'un sens nouveau, le sens musical et artistique. On peut même entrevoir le moment où le goût musical sera complètement répandu parmi les classes populaires. Il n'y a pas là un fait particulier à notre époque; car l'histoire démontre que les progrès et le raffinement en fait de musique, s'observent surtout quand les mœurs deviennent plus douces, plus polies, au milieu des sociétés qui vieillissent. On peut perdre le goût de l'action, celui même de la pensée, et rester d'autant plus sensible à l'influence de l'harmonie.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1868.

Présents : MM. Le Roy, Le Blondel, Lefebvre, Laurent, J. Carro, Decœur, Torchet, l'abbé Torchet.

La semence répandue pendant plusieurs années par la Société d'Archéologie au milieu du public sous la forme de séances et conférences publiques, d'excursions, d'articles de journaux, etc., porte ses fruits.

Dans maintes circonstances, des objets d'une valeur variable, des documents précieux pour notre histoire locale, lui sont adressés soit à titre de dons, soit pour en prendre communication.

Ainsi, M. Georgin, marchand épiciier à Meaux, mérite les remerciements de la Société pour le don de trois exemplaires de thèses de droit français et de théologie, soutenues par de jeunes Meldois en 1727, 1770 et 1772, thèses remarquables par les gravures dont elles sont ornées.

M. Rozé, ancien garde-champêtre à Nanteuil-lès-Meaux, chercheur intelligent d'antiquités, dépose sur le bureau trois belles

haches de granit et de serpentine provenant de Chézy-en-Orxois, diverses monnaies gauloises, en bronze, des Parisis, des Bituriges, des Bellovaques, d'autres de Constantin et de Magnence, une monnaie d'or de Justinien, un jeton du Dauphiné, et enfin un vase en terre rougie, assez finement modelée, avec dessins en relief, trouvé à Trilport.

M. Carro père donne communication d'un fragment d'étoffe parfaitement tissée ayant servi à envelopper une momie égyptienne, et d'un parchemin du ^{xiii}^e siècle provenant d'un compte de l'église de Meaux.

L'infatigable M. Lefebvre en présentant un sceau de Barthélemy, clerc de Meaux au ^{xiii}^e siècle, lit une notice pleine d'intérêt sur les clercs, ainsi nommés du mot grec *klerikos*, c'est-à-dire lot bien choisi, parce qu'il avait servi à dénommer le petit troupeau des chrétiens, par opposition aux païens. Le titre de clerc donné d'abord aux gens qui s'occupaient de science et de littérature, puis aux jeunes gens qui se disposaient à l'état ecclésiastique et à l'étude du droit, le fut plus tard aux membres de diverses professions. Jean Rose est traité de clerc dans l'acte constatant la fondation de l'hôpital de Meaux, et le 29 octobre 1593 défense est faite aux clercs et autres personnes de Meaux de porter des armes. Enfin le titre de clergesses est donné par différents auteurs, et par Régnier en particulier, aux femmes qui avaient des prétentions à la science.

L'étude des clercs conduit naturellement à celle de la Bazoche de *Baseuques*, *Basilica* lieu où se tenaient les tribunaux. M. Lefebvre explique la composition de cette basoche qui avait son organisation, ses chefs, ses privilèges.

Peut-être serait-on en droit de regretter, qu'à l'époque actuelle, on ait laissé tomber en désuétude une institution qui offrait l'avantage de maintenir parmi les clercs de solides liens de confraternité, une constante préoccupation du décorum, et certaines habitudes du travail en commun qui devait être profitable à tous.

SÉANCE DU 10 AOUT 1868.

Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
président.

Présents : MM. d'Amécourt, Burdel, Le Roy, Le Blondel, Lefebvre, Laurent, Torché, Meignant, Carro père, J. Carro, d'Avène,

de Colombel, Decœur, Cère, Charriou, Flamand, de Baulny, Pingot.

Le lundi 10 août, sur les neuf heures du matin, se trouvaient réunis, à Dammartin-en-Goële, vingt et quelques archéologues, appartenant aux Sections de Meaux et de Coulommiers. A eux s'étaient joints deux savants éminents : M. Peigné-Delacourt, qui, consacrant aux recherches archéologiques une partie de sa fortune, a fait, on peut dire, de la Picardie, en suivant la trace des Gaulois et des Romains, le théâtre de ses exploits ; et M. Léouzon-Leduc, voyageur et linguiste, livré tout entier à l'étude et à la divulgation des langues Touraniennes.

Sous la conduite de M. Offroy, a lieu la visite de l'église de Dammartin, où l'on voit dans le chœur, entouré d'une belle grille, le tombeau et la statue couchée d'Antoine de Chabannes, contemporain de Jeanne d'Arc, Charles VII, Louis XII et Charles VIII, grand homme de guerre, mêlé aussi à toute la politique de son temps et qui mourut comte de Dammartin.

Déjà la Société avait pu remarquer une statue couchée qu'on rapporte également à ce seigneur, dans une chapelle dépendant du domaine pittoresque du Sépulcre.

La Société émet le vœu que la municipalité fasse relever et placer contre la muraille les pierres tombales qui sont à l'entrée de l'église.

On monte ensuite au vieux château, converti en promenade par un édile, qui n'a pas su deviner combien la conservation plus fidèle des ruines aurait ajouté de charme à ceux qu'offre ce bel endroit. La vue se promène, en effet, sans obstacle, sur une immense plaine, où l'on distingue Ver, l'antique atelier monétaire, Mortefontaine, séjour cher aux Bonaparte, Ermenonville, dernière demeure et tombeau de J.-J. Rousseau, Montmélian, limite de plusieurs provinces, Senlis et son clocher, Montépiloy et sa tour ; enfin, l'horizon est fermé par les hautes futaies de Chantilly, Ermenonville, Compiègne, Villers-Cotterêts.

Puis vint la descente dans les souterrains du vieux château et l'examen de certaines murailles en briques, prétendues romaines, que M. Peigné-Delacourt établit être d'une époque beaucoup plus récente, celle de la féodalité.

A midi, séance publique dans la salle de la justice de paix, en présence de l'élite de la population de Dammartin, et en particulier de M. le doyen Berthemet et de plusieurs ecclésiastiques des environs.

Le président M. d'Amécourt, d'une voix autorisée autant que sympathique, établit que le but des excursions de la Société est de rallier aux études historiques tout ce que l'arrondissement renferme d'éclairé, et de se ménager des correspondants qui puissent la mettre au courant des moindres découvertes locales. Il trace ensuite rapidement l'histoire de Dammartin-en-Goële. Goële, dit-il, et une foule de preuves paraissent le démontrer, ne serait-il pas dérivé de Gallia, pays des Gaëls, Celtes de certains auteurs, par opposition à la Brie, au Soissonnais, etc. ?

Quant à Dammartin, les documents écrits, l'étymologie, la numismatique, établissent d'une manière péremptoire que son nom n'est pas celui d'un lieu anciennement consacré à Mars, mais plutôt comme tous les autres Dammartin, Dommartin, dérivé de *Dominus Martinus*, *saint Martin*, ou plutôt *Monsieur Martin*, suivant une qualification donnée communément, au moyen-âge, à tous les saints.

Dammartin était un lieu d'une certaine importance stratégique ; aussi son histoire, liée surtout à celle des trois grandes familles de Chabannes, de Montmorency et de Condé, ne rappelle-t-elle guère que des scènes de violences.

M. Carro, avec cette parole vibrante et cette verve qui en font l'homme des réunions de ce genre, trace une esquisse descriptive et historique du château de Nantouillet, bâti vers 1533, par le chancelier Duprat. Si la vie du célèbre chancelier ne fut pas toujours précisément exemplaire, les archéologues et les artistes sont disposés à pardonner beaucoup à celui qui leur a laissé ce curieux joyau de la Renaissance architecturale et artistique.

M. Torchet donne un aperçu du séjour que fit Jeanne d'Arc dans notre département, qu'elle traversa du sud au nord (de Bray à Lagny-le-Sec). La pucelle d'Orléans grandit dans notre admiration à mesure qu'on la connaît mieux. En la voyant en butte aux jalousies de la cour, obligée de lutter contre le roi lui-même, qui peu soucieux de sa couronne, ne songeait qu'à aller ensevelir sa mollesse et son incurie dans ses châteaux du bord de la Loire, on comprend le culte qui lui est rendu actuellement, et dont Melun vient de donner ces jours derniers un nouvel exemple.

Mémoire d'un apothicaire de Dammartin, du commencement du siècle dernier : tel est le titre d'une lecture faite par M. Lefebvre. La pièce manuscrite qu'il a présentée, extrêmement plaisante dans la forme, ne pouvait manquer d'exciter l'intérêt, aux dépens des habitudes sociales et des pratiques médicales de nos pères.

La présentation par MM. Carro et Lefebvre, de manuscrits de Bossuet, relatifs à Dammartin, termine la séance, dont l'heureux effet est marqué par le nombre des personnes de cette ville qui demandent en ce moment à faire partie de la Société.

A deux heures, départ de Dammartin, et descente par une jolie route, bordée de vergers, au milieu d'une immense plaine parsemée de villages et limitée à gauche par une ligne de côteaux riants et boisés, qu'avec un peu d'imagination on pourrait prendre pour une chaîne de montagnes. On traverse Saint-Mard, signalé de loin par un clocher moderne assez élégant; bientôt on arrive au-dessus de Juilly, village propre, bien bâti, caché dans une étroite vallée ou plutôt dans une dépression de la plaine : — charmante église toute neuve, bâtie partie en fer, par M. Boileau, d'après un système qui a l'avantage de donner espace et lumière et dont le dernier mot au point de vue décoratif n'est pas encore dit.

On visite le collège, dont les bâtiments, de quelque côté qu'on arrive, frappent les regards par leur masse et le nombre de leurs baies (on montre encore celles d'une chambre où Fouché, professeur de physique, habita avant la révolution et où il aimait à revê nir). Pendant près d'une heure, on parcourt un dédale de cours, de corridors, d'escaliers, de salles d'une architecture d'ailleurs très-simple. Mais tout y est si propre, si bien aéré, si bien fait pour la commodité et l'étude, — par exemple le cabinet d'histoire naturelle et la bibliothèque, — qu'on se prend à peupler l'établissement, par la pensée, de ces philosophes et de ces religieux dont les portraits garnissent la salle des dignitaires de l'ordre des Oratoriens. On revoit à Juilly, de même que les portraits de Mallebranche et de Massillon, une belle statue et plusieurs bustes et portraits du cardinal de Bérulle, fondateur de l'ordre, facilement reconnaissable à l'expression aimable et douce de sa physionomie.

Parloir et réfectoire des étrangers, ornés dans un goût riche et sévère, par d'anciennes et fort belles boiseries sculptées. Tout le monde sait combien est large l'hospitalité de Juilly, et la Société put s'en rendre compte en se trouvant en face d'une collation si gracieusement offerte qu'il fut impossible de la refuser. Le parc est magnifique et ses ombrages sont en réputation. Des fontaines viennent verser leurs eaux abondantes dans une belle pièce d'eau, sur le bord de laquelle un marronnier planté par Mallebranche étend ses rameaux gigantesques. En voyant Juilly, on comprend

l'attraction qu'il exerce sur les visiteurs, et le charme que les anciens élèves éprouvent à y revenir.

Un quart d'heure de voiture et on est à Nantouillet. L'église à un assez beau portail, orné de statues bien conservées, datant du xvi^e ou du xvii^e siècle, car les avis sont partagés; elle renferme les dalles tumulaires du cardinal Duprat et de plusieurs membres de sa famille.

Le château de Nantouillet construit au commencement du xvi^e siècle, à une époque où l'on prenait encore certaines précautions de sécurité, est flanqué de tours en briques, et l'on ne franchit la porte d'entrée richement ornée et surmontée d'une statue assise, qu'après avoir passé sur l'emplacement d'un pont-levis.

Ne pouvant décrire toutes les richesses architecturales ou sculpturales qui existent à l'intérieur du château, il faut se borner à signaler les principales.

Au rez-de-chaussée se trouve une salle servant de cuisine, avec une cheminée en pierre sculptée du plus beau style et surmontée de peintures allégoriques. Un escalier d'honneur dont les parois et le plafond sont sculptés à jour, conduit à une petite chapelle où se voit encore la stalle en bois du cardinal.

Cette chapelle vue du jardin, constitue un édifice en rotonde d'une légèreté et d'une délicatesse d'ornementation remarquables; tandis qu'au rez-de-chaussée la même rotonde est disposée en balcon.

Peut-on concevoir que ce charmant édifice, un des produits les plus purs du style de la Renaissance, serve à l'exploitation d'une ferme! Et combien ne serait-il pas à désirer qu'il soit classé parmi les monuments historiques, et rétabli par le propriétaire sur le pied d'une maison d'habitation.

Viennent ensuite Thieux, village situé dans une plaine déclive, où les eaux pluviales en filtrant à travers un sol gypseux, deviennent sulfureuses. Eglise charmante, ne formant qu'un édifice avec le presbytère, et dont le curé comme celui de Juilly, fait les honneurs avec beaucoup de complaisance. On y remarque des boiseries admirablement et finement sculptées. Ces boiseries sur un des panneaux présentent une tête de Moïse d'une expression indéfinissable; elles proviennent de l'abbaye de St-Denis.

Le retour s'affectue au milieu d'une soirée dont le calme permet à l'esprit de rester avec ces monuments, qui sont encore la poésie de notre pays, après avoir été les témoins de sa gloire.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1868.

Présidence de M. BURDEL, Vice-président.

Présents : MM. Burdel, Le Roy, Le Blondel, Lefebvre, Laurent, Carro père, J. Carro, Torchet.

M. Carro père fait part de la perte éprouvée par la Société, dans la personne de M. Bourquelot (Félix), le rédacteur de ses statuts et son vice-président honoraire, mort à Paris âgé de 54 ans.

M. Bourquelot, originaire de Provins, était professeur à l'école des chartes, c'est dire que sa vie avait été consacrée à l'étude de l'archéologie. On cite en particulier de lui un travail considérable sur les foires de la Champagne et de la Brie au moyen-âge. La Société, en reconnaissance des services rendus par M. Bourquelot, décide que l'expression de ses regrets sera consignée au procès-verbal.

M. Le Blondel fait hommage à la Section d'un exemplaire de son Almanach historique, topographique et statistique de Seine-et-Marne. On ne saurait trop louer dans cette publication périodique, qui a son rang parmi les plus utiles du département, l'heureux choix et l'agréable variété des sujets.

Une obole de Charles VI, un hardi de Louis XII, deux jetons de Louis XIV, et différentes autres monnaies sont présentées au nom de M. Rozé, de Nanteuil-lès-Meaux.

Sur la proposition de son secrétaire, la Section décide que ses membres seront invités à faire alternativement des conférences orales durant vingt minutes environ, sur leurs sujets d'étude les plus familiers. Le nom du membre et le sujet de sa conférence devront être imprimés sur l'ordre du jour.

En même temps que différents objets antiques et un plan détaillé, M. Carro père présente un rapport sur l'état des fouilles exécutées à la Bauve, sous la direction intelligente de M. Laurent, conducteur des ponts-et-chaussées. Déjà au commencement de l'année 1859, la Société d'agriculture, sciences et arts de Meaux, avait alloué des fonds qui permirent de faire sur ce point quelques fouilles; trop tôt interrompues, elles firent néanmoins constater en ce lieu un castrum stativum, ou camp retranché permanent romain. Des postes de ce genre étaient établis auprès de nombre de villes de la Gaule dont ils pouvaient, au besoin, contenir la population, en même temps qu'ils la garantissaient des invasions des Francks, au III^e et IV^e siècles.

Le castrum de la Bauve commandait en outre le passage de la Marne, par la voie romaine de Rome à la Grande-Bretagne, l'embranchement sur celle-ci de la voie de Meaux à Soissons, et d'un chemin de Lutèce à Reims.

Une allocation portée au budget de la ville de Meaux vient de permettre de faire un pas de plus dans une investigation dont l'intérêt s'accroît à mesure qu'un peu de lumière se répand sur ces obscurs débris. Des indications données par M. Martin (Théodore) et basées sur l'infériorité de la végétation en certains endroits, firent d'abord soupçonner des lignes étendues de substructions que les fouilles mirent promptement à découvert. Un ensemble comportant environ 18 mètres de longueur sur 16 de largeur, commence à apparaître, et l'on aperçoit déjà bien délimité le plan de bâtiments dont les fondations ont environ 1 mètre 65 d'épaisseur. Ces constructions ont, sans doute, subi plus d'une vicissitude; ainsi, en certaines parties, on remarque des murs moins épais et d'un appareil plus moderne qui ont dû s'élever sur les mêmes fondations. Des tuiles à rebord, quelques fragments de grossières poteries, — ce qui, du reste, abonde dans l'enceinte, — ont été retirés de terre, ainsi qu'une sorte de poids en pierre et une portion de tête de statue. On a trouvé encore des fragments d'une corniche et d'un chapiteau sculpté, rappelant assez bien le style ornemental de l'église primitive de Saint-Germain-des-Prés, de Paris, bâtie par Childebart I^{er} vers l'an 525. M. Carro expose qu'il y a quarante-cinq ans, M. Josias Martin, propriétaire d'une pièce de terre limitrophe, ayant fait défoncer le sous-sol formé de décombres qui nuisaient à la bonne venue des récoltes, ses ouvriers rencontrèrent à 1 m. 50 ou 2 m. de profondeur, la partie supérieure d'un berceau de voûte. Quelques coups de pioche ne purent entamer cette maçonnerie, dont le ciment était plus dur que les pierres mêmes. La place de cette substruction est connue, et l'on peut espérer qu'elle fera l'objet d'une exploration intéressante pour notre Société, comme pour le passé historique de Meaux. Pour placer dans un espace resserré une assez grande quantité d'hommes et d'abondantes ressources, en prévision d'un siège ou d'un blocus prolongé, tous les anciens postes fortifiés avaient des souterrains, qui, assez ordinairement, longeaient à l'intérieur les murs d'enceinte. Il est probable que quelques portions de ces souterrains ont échappé à la destruction, et qu'elles pourront être retrouvées et explorées.

M. le docteur Le Roy communique une notice très-inté-

ressante, insérée dans les Annales historiques de Château-Thierry, et relative au culte rendu à Orcus, près de Fère en Tardenois. L'auteur de cette notice, M. de Vertus, rappelle le culte rendu par les habitants de la Gaule aux bois, aux pierres, aux ruisseaux, aux fontaines, — culte auquel le christianisme ne parvint jamais à se substituer complètement. La pierre noire de Courmont, à la source de l'Ourcq, était un des objets rattachés par la tradition aux anciennes croyances payennes. Quant aux noms d'Ourcq et Orxois, ils auraient été donnés à la rivière et à la contrée qu'elle arrose, en raison du culte rendu sur cette pierre noire, à Orcus, divinité de l'Olympe, qui, suivant Hésiode, envoyait surtout le mal aux mortels, quand l'un d'eux faisait sciemment un faux serment.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1869.

Présidence de M. BURDEL, vice-président.

Présents : MM. Burdel, de Pontécoulant, Le Roy, Le Blondel, Bouvier, Carro père, J. Carro, Torché, Guerrier, Flamant.

L'heure de la séance a dû être retardée, parce que bon nombre des membres de la Section et le bureau tout entier, assistaient aux obsèques de l'archiviste de la Section, M. Lefebvre-Thiébaud. A ces obsèques, M. d'Amécourt, indisposé, s'était fait représenter par M. de Pontécoulant, qui prit la parole au nom du bureau central, tandis que M. Carro a parlé au nom de la Section. Le savoir, la complaisance et l'exactitude bien connus de M. Lefebvre lui avaient fait décerner dans l'organisation de la Section une place à part ; il était devenu une sorte d'archéologue consultant auquel arrivaient, comme de droit, une grande partie des monnaies, des objets antiques découverts dans l'arrondissement, et dont il possédait lui-même une fort belle collection. Aussi la Section, sur la proposition de M. Carro père, décide-t-elle que l'expression des vifs regrets que lui cause la perte de M. Lefebvre, sera consignée au procès-verbal. On annonce la retraite de M. Sylvain Ridan, de Villenoy, pour cause de changement de résidence.

MM. Muller, principal du collège, Boquet-Liancourt et Charles Testard, propriétaires à Meaux, sont nommés membres titulaires. MM. Hachette, président, Barbey, archiviste, et Drouet,

membres de la Société historique de Château-Thierry, sont, ainsi que M. Lancia di Brolo, vice-président de l'Académie historique de Palerme, nommés membres correspondants. Cette nomination sera soumise à la ratification du comité central.

Un vase antique en terre cuite rougie, à large ouverture, trouvé à la Noël, près des Basses-Fermes, commune de Trilport, est offert à la Société par M. Rozé, de Nanteuil-lès-Meaux. Après une discussion, de laquelle il ressort qu'en certains endroits, et en particulier près de Doue, le sol, sur une assez grande surface, est parsemé de débris de vases pareils, la Société vote des remerciements à M. Rozé.

Conformément à l'ordre du jour, M. Guerrier prend la parole pour une conférence sur l'Agriculture au temps d'Homère.

Après avoir décrit rapidement la disposition générale, l'aménagement et le confort relatif des habitations rurales, l'orateur transporte ses auditeurs en pleine Ithaque. Il montre Ulysse rentrant comme un mendiant dans ce domaine des champs, placé sous la direction d'Eumée, et dont les étables contenaient jusqu'à 700 porcs. Le repos, l'hospitalité donnée à l'étranger et sa rentrée dans l'habitation occupée par les prétendants à la main de sa femme, sont décrits avec de piquants détails. Des scènes empruntées à la description du bouclier d'Achille, font passer sous les yeux de la Section, avec la couleur locale, les principales opérations agricoles : Jachères, fumure, labourage, moisson, battage de gerbes et conservation des grains. Une comparaison exacte des instruments employés à cette époque avec ceux qui le sont chez nous, permet de juger l'étendue des progrès accomplis, progrès auxquels n'ont pas participé les belles contrées parcourues par Homère et Hésiode, encore aujourd'hui réduites ou à peu près au matériel agricole décrit par ces chantres immortels. Mais, ce qu'il est impossible de reproduire ici, c'est le choix des citations, la précision des détails, la richesse des tableaux, retracés dans cette étude, heureuse alliance de la science et de la poésie, et qui, de l'aveu de tous, a été pour le savant professeur l'occasion d'un brillant succès.

L'introduction du protestantisme à Meaux, par des ouvriers en laine, qui paraissent être venus de Metz, devient ensuite le sujet d'une discussion intéressante, à laquelle prennent part tous les membres présents, et surtout M. Bouvier.

SÉANCE DU JEUDI 18 FÉVRIER 1869.

Présidence de M. D'AMÉCOURT, président.

Présents : MM. d'Amécourt, Carro père, Le Roy, Le Blondel, Torchet, Plicque, Guillon des Brûlons, Troublé, Laurent, Laurent-Thomas, Miret.

Avis est donné à la Section d'un vote du conseil municipal de Meaux, qui accorde une nouvelle somme de cent francs pour la continuation des fouilles de la Baue; le bureau est chargé d'adresser, à cette occasion, une lettre de remerciements à la municipalité.

M. d'Amécourt, qui a fait examiner par une commission de sigillographes une brique ancienne, trouvée à Dammartin par M. Offroy, déclare qu'elle paraît dater du commencement du siècle dernier, et que les caractères dont elle porte l'empreinte se rapportent à des noms d'ouvriers, Hirpin et Leclair.

MM. Carro père et Torchet sont désignés pour représenter la Section au Congrès des Sociétés savantes, qui doit se réunir à la Sorbonne la semaine d'après Pâques. M. Carro donne une seconde lecture de sa notice sur Nantouillet, lue à la séance de Dammartin, destinée au Congrès de la Sorbonne.

M. Torchet présente la seconde partie de son travail sur la littérature musicale à l'époque carlovingienne. A partir du commencement de cette période historique du moyen-âge, qu'on a comparée à une longue nuit, la musique, comme les autres arts, comme la littérature, subit l'influence des mœurs violentes de la société nouvelle. Les goûts et les impressions des Barbares étaient, en effet, bien différents de ceux des Romains délicats et raffinés de la décadence. Hommes d'action avant tout, les nouveaux venus ne durent prendre goût qu'à une mélodie simple, mais accentuée, accompagnant des chants poétiques d'une expression énergique; aussi, à côté de la musique d'Église, s'en forma-t-il une laïque, dont il ne nous reste presque rien, et due à de nouveaux bardes préoccupés, avant tout, des besoins d'une société constamment en guerre. Un de ces chants, dont nous avons les textes latin et franco-latin, a rapport à cette grande bataille de Fontenay, qui précéda la séparation complète des diverses parties de l'empire de Charlemagne.

Le musicologue signale aussi comme remarquables : 1° la com-

plainte sur la mort de Charlemagne; 2° la complainte sur la mort de l'abbé Hugues; 3° le chant de Godeschale, moine des abbayes de Fulde et d'Orbais, qui mourut le 3 octobre 868 ou 869, après avoir été condamné comme hérétique.

Ces pièces, qui se trouvent à la Bibliothèque de la rue Richelieu, ont été publiées par le savant M. E. de Coussemaker, dans son histoire de l'harmonie au moyen-âge. L'historien de la musique donne ensuite des détails relatifs à la notation neumatique et il cite plusieurs de ces signes, sur la valeur absolue desquels les érudits ne sont pas encore bien fixés, et qui forment comme un grimoire indéchiffrable.

SÉANCE DU JEUDI 18 MARS 1869.

Présidence de M. A. CARRO.

Présents : MM. Carro père, Le Roy, Le Blondel, Liancourt, Laurent, de Colombel, Muller, Torchet.

M. Anatole Laurent, conducteur des ponts-et-chaussées, est nommé vice-secrétaire archiviste.

M. l'abbé Bécheret fait déposer sur le bureau des fragments d'ossements entourés d'une gangue gypseuse, et provenant des carrières de Monthyon. On y remarque, garni de dents aiguës et tranchantes, fragment d'une mâchoire qui, intacte, pouvait avoir vingt centimètres environ de longueur.

M. Ballet, aide-major aux cuirassiers de la garde, présente, par l'intermédiaire de M. Carro, différents objets tels que couteaux en silex taillé et poli, poids usuels en calcaire, trouvés, les uns dans les carrières siliceuses situées au-delà de l'hospice de Meaux, et les autres dans les fouilles de la Bauve.

La Section décide que des remerciements seront adressés à M. Ballet pour sa communication.

SÉANCE DU JEUDI 15 AVRIL 1869.

Présidence de M. BURDEL, vice-président.

Présents : MM. Carro père, J. Carro, Le Roy, Le Blondel, Laurent, Burdel, de Colombel, Boyer, Torchet et Ballet.

M. Burdel annonce que M. Alphonse de Rothschild met à la disposition de la Section, dont il est membre, une somme de deux cents francs pour fouilles archéologiques, sans désignation de lieu. La Section décide que des remerciements seront adressés à M. de Rothschild.

M. Carro fait part de la mort de M. Drouineau, suppléant du juge de paix à Lizy-sur-Ourcq. M. Drouineau, quoique ne faisant pas partie de la Société, lui avait envoyé, dans le courant de l'année dernière, un travail fort apprécié sur les origines de Lizy et qui avait été jugé digne d'être inséré dans le Bulletin de la Société.

M. Carro donne, au nom de M. Réthoré, de Jouarre, lecture d'une note très bien rédigée sur des fragments et des traces de dolmens, menhirs, cromlechs, situés communes de Saint-Ouen et d'Orly, canton de Rebais, et connus dans le pays sous le nom de ronds, tables et chambres des fées. « Le principal fragment de menhir monolithe en meulière, figurait à sa base
« une ellipse plus ou moins régulière, dont le grand diamètre
« mesurait 10 mètres, et le petit un peu plus de 5. Il s'élevait,
« en affectant une forme conique, à 7 mètres 50 centim. au-
« dessus du sol, dans lequel il pénétrait à une profondeur de
« quatre mètres. D'après ces dimensions, on peut, par approxi-
« mation, évaluer son cube à 148 mètres, et son poids à 145,000
« kilogr. Son attitude n'était pas parfaitement verticale, soit que
« le poids eût produit un tassement du terrain glaiseux sur
« lequel il reposait, soit par suite de toute autre circonstance, et
« il inclinait d'environ 1 m. 50 vers le nord. Enfin, il était exac-
« tement orienté sur le sud, et sa surface nord présentait une
« dépression ou concavité, dont on pouvait se servir comme d'a-
« bri. » La note de M. Réthoré a d'autant plus d'intérêt que, bientôt, ces monuments auront été complètement divisés par le marteau des meuliers. Il est fâcheux que notre siècle laisse disparaître avec tant d'insouciance des monuments qui, à n'en pas

douter, eurent leurs légendes et servirent aux pratiques religieuses des habitants primitifs de notre pays.

M. Torchet, examinant ensuite le principe de la musique dans l'homme, établit, d'abord, d'après les notions linguistiques de Charles Nodier, qu'elle se confond originairement avec la parole, puisque le son vocal, qui ne constitue pas seul la parole, mais qui en est l'élément initial et comme le fond sonore, est aussi l'élément du langage musical. Observant la parole elle-même, il a reconnu qu'elle ne pouvait exister qu'à la condition du concours d'un second élément, au moyen duquel le son vocal, ou l'élément positif du son, c'est-à-dire la *voyelle* s'arrête, se détermine, se limite, et crée le verbe. Ce second élément est la *consonne* ou l'articulation.

Ces principes une fois posés, il démontre que ce qui constitue les tonalités musicales, c'est la série des sons ou des intervalles compris dans l'étendue de l'octave, leur coordination entre eux, leur subordination à l'égard du son producteur, leurs diverses attributions, conques sous différents modes ou manières d'être. Les tonalités, comme les langues, naissent du concours d'une foule de circonstances, telles que les qualités physiologiques distinctives des races humaines, les habitudes de l'oreille, qui expliquent non-seulement la diversité des systèmes, mais encore les caractères différents des écoles sous l'empire d'un même système.

On ne peut douter que chaque langue, du moins chaque langue de première formation, n'ait engendré une tonalité analogue, car l'oreille des peuples est une. Est-ce à dire qu'il y ait autant de tonalités que de langues? Il faut s'entendre. Pour les tonalités comme pour les langues, il en est qui sont plus ou moins universelles; il en est d'autres qui sont circonscrites dans des limites étroites; il est enfin des *tonalités mortes*, c'est-à-dire qui ont été absorbées dans la tonalité régnante. Nous voyons que la tonalité de notre musique moderne est universelle, en ce sens qu'elle est commune à toutes les régions de l'Europe et qu'elle pénètre peu à peu dans les diverses parties du globe. Mais dira-t-on pour cela que chaque région, chaque contrée n'ait pas ou n'ait pas eu une tonalité, la tonalité autochtone? Voyez les parties de l'Europe où la musique est aujourd'hui le plus en honneur : l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, etc. A coup sûr, une même tonalité régit l'oreille chez ces différentes nations, qui parlent néanmoins des langues différentes; mais les grands caractères, les traits saillants qui distinguent la musique italienne, la musique

allemande, la musique française, et qui ont donné lieu à la classification des écoles ne peuvent être considérés isolément des éléments euphoniques propres aux langues française, italienne et allemande. Et nul doute que les éléments euphoniques musicaux de ces trois langues, — débris peut-être d'une tonalité primitive, — ne puissent être trouvés disséminés, éparpillés, dans les chants et les dialectes populaires que l'on recueille si avidement aujourd'hui, parce qu'on sent instinctivement que, pour saisir la physionomie d'un peuple, il faut l'étudier dans les monuments de sa langue, de sa musique, de sa poésie, de ses chants ; car tout cela est un, puisque tout cela forme son langage.

Le terrain à l'exploration duquel s'est appliqué M. Torchet est peu accessible, et la Société l'encourage à persévérer dans des recherches d'autant plus méritoires que le labeur est plus ingrat.

SÉANCE DU 20 MAI 1869.

Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
président.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Laurent, Burdel, Liancourt, Carro père, J. Carro.

Le vice-secrétaire, M. Laurent, après avoir rendu compte de plusieurs fouilles faites à Meaux, dans la rue du Port-Neuf, et à Chambry, où l'on a trouvé un cercueil en plomb contenu dans un autre en pierre, dépose sur le bureau divers objets en terre et en bronze trouvés à Germigny-l'Évêque. Une discussion s'engage à propos de l'étymologie de Germigny, qui paraît à M. d'Amécourt provenir de *Germanicus*, comme Boutigny vient de *Boteniacum*.

A propos de l'itinéraire suivi par la chässe de sainte Geneviève dans son retour à Paris, après la retraite des Normands, la Section s'occupe de la vie de sainte Céline. Cette jeune fille, pour échapper aux obsessions de sa famille et aux poursuites d'un seigneur qui voulait l'épouser, paraît s'être réfugiée à Meaux, dans une maison religieuse, où elle se plaça sous la protection de sainte Geneviève.

M. d'Amécourt annonce la vente, au prix de 436,000 francs, et la dispersion de la belle collection de monnaies et médailles de

la famille Dassy. Ce chiffre de vente prouve que la numismatique, sans cesser d'être la plus noble des distractions, peut devenir un excellent placement de fonds. La rareté de certaines monnaies fait monter leurs enchères à un prix élevé. Ainsi, M. d'Amécourt cite une monnaie de Pépin-le-Bref, vendue 1,350 francs, et un écu d'or de saint Louis, à fleur de coin, du prix de 3,000 fr.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1869.

Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
président.

Présents : MM. d'Amécourt, Burdel, Carro père, Le Roy, Laurent, Liancourt, Torchet,

La Société décide qu'elle tiendra le jeudi 12 août, à Crécy, une séance suivie d'une excursion à La Chapelle-sur-Crécy, La Celle, Faremoutiers, etc. M. le d^r Le Roy et M. Laurent sont chargés, en qualité de commissaires, de présider à tous les détails de l'excursion.

M. Carro présente, au nom de M. Eusèbe Siaut, une monnaie de Caligula, trouvée auprès du tumulus Saint-Faron, et dont M. d'Amécourt donne l'explication suivante : d'un côté la tête de Caligula, à gauche, avec cette inscription : C. CAESAR DIVI AUG. PRON. AUG. P. M. TR. P. IIII P. P. (Caius Cæsar divi Augusti pronepos, Augustus pontifex maximus, tribunitiâ potestate quartâ, pater populi). Sur l'autre face on trouve l'effigie de Vesta, assise à gauche et tenant une patère. Dans le champ S. C. (senatus consules). Moyen bronze.

M. Carro présente également un beau fragment de chapiteau sculpté, des pièces de monnaie et divers petits objets en bronze, recueillis à peu de distance des fouilles de la Bauve. A ce propos, on ne saurait trop recommander aux personnes qui trouvent des médailles ou autres objets antiques, de ne pas les frotter pour leur donner du brillant, et de respecter cette patine verdâtre qui les recouvre, sous laquelle l'amateur sait trouver les détails qui lui importent.

M^{me} Lefebvre, en souvenir de son mari, fait don à la Société d'un certain nombre d'affiches, journaux et autres pièces datant de la fin du siècle dernier et du commencement de celui-ci.

Une de ces affiches invite, au nom de la municipalité, M. Hattin-gais (qui avait dû quitter précipitamment la ville à cause des troubles occasionnés par la cherté des grains) à rentrer dans ses foyers, en l'assurant, de la part de tous les bons citoyens, d'une protection efficace.

La Société décide qu'une lettre de remerciement sera adressée à M^{me} Lefebvre par le président.

Le vice-secrétaire, M. Laurent, présente, avec un plan fort bien dressé à l'appui, une notice sur l'étendue et la direction des substructions découvertes à la Baue, et sur l'appareil employé pour les édifier.

Il paraît, suivant M. Laurent, y avoir eu en cet endroit une habitation de 75 mètres de longueur sur 30 à 40 de largeur, situé au milieu d'un mur d'enceinte de camp retranché, de 250 mètres de long sur 200 de large. Ces murailles, qui ont jusqu'à 1 mètre 65 de largeur et sont recouvertes au même niveau de tuiles à rebord, datent manifestement de l'époque romaine. Plus tard, sous la domination mérovingienne, si l'on en juge par l'état des substructions, une habitation nouvelle aurait été élevée sur les fondations mêmes de la première, mais dans des conditions de solidité tout autres.

Enfin, M. Laurent a reconnu que l'emplacement avait été fouillé à diverses reprises, probablement dans le but de rechercher des trésors qu'on y supposait cachés.

Le d^r Le Roy termine la séance par une conférence sur la nature et la définition de l'espèce, en histoire naturelle, et sur les idées de M. Darwin à ce sujet. Il est difficile, dans un espace restreint, d'élucider une question dont un botaniste éminent a dit : « Énoncer clairement ses opinions sur la nature de l'espèce, est, pour un naturaliste, l'épreuve la plus redoutable de toutes. » Faut-il croire, avec Buffon, Cuvier, Bronn, etc., que le caractère essentiel de l'espèce est la reproduction, avec une grande fixité pendant n'importe quelle suite de temps, des mêmes caractères organiques chez un animal ou un végétal ? Ou bien faut-il admettre avec Bacon, de Maillet, Bonnet, Lamarck, les deux Geoffroy Saint-Hilaire, que les accidents de tous genres, susceptibles de toucher un individu à l'état libre ou sauvage, l'influence des habitudes du milieu ambiant, peuvent, à la longue, amener chez les individus des déviations de leur type primitif, que suit une grande variation

dans l'organisation et la subdivision en espèces de plus en plus nombreuses ?

Ch. Darwin, éminent naturaliste anglais, peut être rangé dans cette catégorie.

Selon lui, toutes les espèces végétales et animales proviendraient d'un très-petit nombre de types ou cellules comparables, par leur simplicité, à ceux qui occupent actuellement le dernier degré de l'échelle organique. Ces types, presque amorphes, auraient bientôt couvert tout le globe d'espèces, qui, grâce à la concurrence vitale et à l'élection naturelle (grande loi mise en relief par M. Darwin), se seraient transformées en cette multitude de végétaux et d'animaux aux organes variés et compliqués, que nous avons sous les yeux.

L'homme lui-même, à la fois poisson et singe transformé, serait un des termes de cette progression, dont le développement ultérieur échappe à notre courte vue. La question de temps n'est rien, bien entendu, pour M. Darwin, qui évalue, si l'on veut, à cent millions d'années la durée actuelle de cette évolution organique. On ne peut dénier au darwinisme d'être un système du monde aussi ingénieux que complet; seulement, la majorité des naturalistes n'admet pas cette variation continue de l'espèce, qui ne paraît pas trouver non plus sa confirmation dans les découvertes paléontologiques.

SÉANCE DU 12 AOUT 1869

TENUE A CRÉCY,

Avec excursion à La Chapelle-sur-Crécy, La Celle et Faremoutiers.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Le Blondel, Laurent, Carro père, J. Carro, Torchet, Cinot, de Moustier, Muller, Lhuillier, Anatole Dauvergne, D^r Gast et Pinget.

Les excursions de la Société d'Archéologie, dans les différentes parties de l'arrondissement, ne laissent pas que d'étonner ceux qui en sont témoins. Comment une population aussi positive que la nôtre, esclave d'un isolement à la mode, et dédaigneuse de toute étude dont le profit n'est point apparent, pourrait-elle con-

cevoir que des individus se déplacent sans autre but que d'étudier l'histoire sur les lieux même et de rechercher le moindre vestige susceptible de combler une lacune de leurs chroniques locales. Ces individus, quoiqu'en petit nombre, se retrouvent cependant toujours au rendez-vous, et s'il y a lieu de s'étonner d'une chose, c'est de la gaieté et du charme que présentent leurs réunions. Il est vrai que toutes prétentions en sont bannies, parce qu'on n'y reconnaît d'autre autorité que le savoir, et qu'une opinion n'y est admise qu'après avoir subi de la part de tous un examen critique.

Dans une réunion de ce genre, tous les goûts peuvent d'ailleurs se produire et trouver leur satisfaction. Tel couché sur les dalles tumulaires fouille les inscriptions, prend des empreintes de copies ; tel autre n'a d'yeux que pour les parchemins, les monnaies, les bahuts, les tableaux dont il fait tout haut l'estimation ; tel autre encore, s'appuyant sur des études spéciales, assigne la date de la construction et de la restauration des édifices. Il en est enfin qui, moins épris du mobilier archéologique, s'occupent des changements que la configuration du sol et l'état social de la population ont subis pendant les diverses phases de notre histoire.

La tâche est du reste rendue facile par l'empressement et la bonne grâce avec lesquels sont reçus les archéologues.

Le possesseur d'objets curieux transmis héréditairement, prend à leur sujet une consultation en règle.

Le maire ou le curé profite de l'occasion pour montrer son hôtel-de-ville ou son église, et exhiber parchemins, bahuts, chasses, etc. Le châtelain a un parc à montrer, des ruines récemment exhumées, ou des tableaux de famille à faire voir. Si c'est à un collectionneur que nos voyageurs ont affaire, l'accueil qui leur est fait peut devenir un embarras, car les infortunés commissaires de l'excursion sont obligés de pousser dehors des archéologues qui oublient que l'emploi de chaque heure a été réglé à l'avance.

Le 12 août au matin, la Section, quittant la vallée de la Marne, à demi plongée dans le brouillard, et traversant des champs où le blé tombait sous la faux du moissonneur, descendait rapidement dans le riant village de Couilly.

Là, on visite l'église qui a recueilli un certain nombre de tableaux de l'abbaye de Pont-aux-Dames (entre autres un mariage mystique non sans mérite). On y remarque encore des statuettes en bois de Jésus-Christ et de Saint-Georges.

De l'abbaye de Pont-aux-Dames, il ne reste que des murs d'enceinte ; on remonte la vallée en suivant le cours du Morin, bordé

de prairies au milieu desquelles la vue se repose sur une suite de fabriques et de moulins.

Halte à l'auberge du pont de Villiers, et visite d'une salle dont les murs ont été décorés par des artistes venus là pour mettre à contribution les sites d'alentour et en particulier la vallée si pittoresque de Misère.

On remarque plusieurs tableaux de genre et des paysages qui reproduisent les environs immédiats de l'auberge d'une manière saisissante.

La petite ville de Crécy, enlacée en quelque sorte par les bras du Morin qui l'exempte de ces murs d'enceinte d'un aspect disgracieux aux abords de la plupart des villes, mérite toujours l'épithète de jolie. De l'ancienne église, il ne reste plus qu'une belle tour. Crécy, qui fut un poste très-fortifié, avait, dit-on, 99 tours formant deux enceintes et un réduit. Quelques-unes de ces tours, dont l'architecture très-simple dénote l'ancienneté, se voient encore sur différents points. Beau portrait du duc de Penthièvre, à l'hôtel-de-ville.

Deux amateurs de la ville, dont les collections sont destinées à se confondre, possèdent une foule d'objets curieux, plus ou moins antiques, tels que faïences, porcelaines, armes, boiseries sculptées et peintures, entre autres de Boucher, Vernet, Bouington, Delacroix.

Les excursionnistes vont visiter la grotte de la mère Rouillane, en gravissant le coteau qui domine Crécy au nord, le hameau de Serbonne au sud, et d'où l'on jouit, sur le cours du Morin, d'un point de vue justement renommé.

A onze heures, déjeuner chez le restaurateur Mongrolle, qui se montre à la hauteur de sa réputation, et digne d'un poste culinaire plus élevé.

A midi et demi, séance publique honorée par la présence d'aimables dames et de notabilités locales, dans une immense salle dépendant de la charmante habitation de M. Cinot.

Le Président, M. d'Amécourt, insiste sur un des buts de l'excursion, — recruter des membres et des correspondants dans chaque canton. Il expose que l'Archéologie n'est pas aussi difficile que beaucoup de personnes le pensent, et qu'elle ne comporte pas seulement l'étude des monuments. En effet, les éléments de l'Histoire locale sont faciles à trouver, soit dans les archives, soit dans les traditions du pays, soit par les objets anciens, vaisselles, sculptures, monnaies, etc., que le hasard des ventes ou des exhu-

mations font découvrir. Souvent même, l'église d'un village résume toute son histoire. M. d'Amécourt termine par la lecture d'une hymne en l'honneur de Saint-Fiacre, attribuée à Fulcoin (xi^e siècle) et contenant l'histoire tout entière du saint.

M. Th. Lhuillier, auquel l'histoire de Crécy est d'autant plus familière qu'il est enfant du pays, passe en revue la réunion du comté à la couronne de France, la prise et reprise de Crécy par les Anglais, avec les phases de misère qui s'en suivirent pour la population, le passage de Jeanne d'Arc par Crécy, et la nomination de Denis de Chailly, comme gouverneur de cette ville. On ne saurait trop louer chez M. Lhuillier la largeur d'idées qu'il apporte dans sa manière d'envisager l'histoire.

M. le comte de Moustier lit un fragment inédit d'une œuvre qui aura son importance, la biographie des hommes illustres de Crécy. Guy le Rouge et Hugues de Crécy, dont il entretient l'auditoire, sont deux seigneurs qui vivaient au plus beau temps de la féodalité, vers la fin du xii^e et le commencement du xiii^e siècle, et qui ne craignaient pas de se liguier avec leurs voisins pour tenir tête au pouvoir royal lui-même.

M. Carro lit une notice charmante sur l'abbaye de Pont-aux-Dames. Après avoir passé en revue les circonstances qui en ont accompagné la fondation, les habitudes locales, l'observation scrupuleuse de la règle qui distingua cet établissement, il termine en donnant quelques détails sur M^{me} du Barry qui sut racheter par la seconde partie de sa vie le scandale qui en avait fait un temps une reine de France de la main gauche.

Sous le titre de Dernier chant d'un musicien-poète à la cour des Médicis, M. Torchet lit le récit poétique des chastes et mystérieuses amours de Poliziano pour une jeune princesse qui, plutôt que d'être unie à un autre que lui, préféra s'ensevelir dans un couvent.

M. Laurent communique quelques pages sur l'abbaye de Faremoutiers. Si l'origine et les commencements du couvent sont méritoires, par contre un historien qui parle devant des dames se trouve embarrassé pour rendre compte de certains dérèglements du personnel qui nécessiteront l'intervention de l'autorité royale, et dont nous ne nous plaindrons pas trop, puisqu'ils nous ont valu le sujet d'un des plus charmants opéras de notre époque.

Le docteur Le Roy fait un examen sommaire des données anthropologiques et ethnologiques acquises sur la Gaule aux époques les plus reculées. Il s'appuie ensuite sur l'examen d'un crâne,

d'armes en silex et sur les recherches de M. le professeur Broca, relatives à la taille humaine, pour conclure que la sépulture ou hypogée découverte à Crécy en 1842 remonte aux premières incursions des Kimris dans la Brie, et que ce sont encore leurs descendants qui habitent cette contrée.

M. Réthoré, de Jouarre, est nommé membre de la Société, à l'issue de la séance, les sociétaires partent pour La Chapelle.

Eglise des ^{xiii}^e et ^{xv}^e siècles. Une inscription et des armoiries dénotent la part prise par les Anglais à sa restauration. Abside admirable. Très-bel autel moderne à cloisonnement et incrustations de couleur, donné par M. le comte de Moustier. L'intervention digne d'éloge de M. de Moustier se remarque encore dans une belle sacristie moderne à la voûte de laquelle il a inscrit (fait unique) l'histoire sommaire des phases par lesquelles a passé l'église. Malheureusement le dallage de ce bel édifice a dû être exhaussé de trois mètres par suite des relèvements successifs du lit du Morin.

Visite au château de La Chapelle. Belle et antique statuette en marbre, curieux bassin en pierre de 3 mètres de diamètre, ayant dû servir à des ablutions manuelles dans une communauté.

Outre qu'il peut, par son ameublement et ses dispositions intérieures, passer pour un type des châteaux modernes français, celui de La Chapelle est surtout remarquable par sa situation à l'entrée d'une petite vallée qui débouche dans celle du Morin, et qui l'entoure en partie de ses plans étagés et couverts d'arbres verts, tandis que dans la partie déclive, de belles pièces d'eau et le clocher de l'église servent de premiers plans, au-delà desquels la vue se perd dans la vallée. La nature secondée par l'art a fait en réalité de ce parc un des plus frais et des plus délicieux coins que l'imagination puisse rêver.

La Société gravit ensuite une côte boisée d'où la vue plonge sur les détours du Morin.

Du haut de cette espèce d'observatoire, de même quand on redescend la route sinueuse de La Celle, on comprend très-bien la constitution stratigraphique de la Brie, immense surface peu inclinée, à sous-sol imperméable obligeant à une culture spéciale, mais par contre sillonnée de vallées profondes de 60 mètres, et dont les coteaux plantés de vignes et d'arbres fruitiers, égayés par la vue de nombreux hameaux, rappellent tout à fait l'aspect des vallées qui traversent le plateau de la Suisse. Quand on suit le fond de la vallée, dans un de ces chemins encaissés entre des pâturages et des vergers, sous une voûte d'arbres à fruits, on com-

prend combien le développement donné à l'exportation de nos produits pour l'étranger peut être avantageux à la population de la Brie, qu'il intéresse à la propriété du sol et à un travail exécuté dans les conditions économiques et hygiéniques les plus désirables.

Les murs d'enceinte du prieuré de La Celle, bordant le Morin, donnent à penser que ce fut un établissement considérable.

M. Anatole Dauvergne date le chevet de l'église, dont un pan de muraille seul est resté debout, de 1275, et le surplus du x^v^e siècle. Au milieu des débris qui jonchent le sol et sous un berceau de noyers, on trouve servant de table une très-belle pierre tombale, avec l'effigie d'un abbé. La tête est admirable de régularité et d'expression.

L'église paroissiale de La Celle renferme une statue en pierre de la Vierge et de l'Enfant, d'une cambrure de taille et d'un style qui la fait rapporter par M. Dauvergne au xiv^e siècle. Châsse en bois assez curieuse, avec peintures.

La journée touchait à sa fin, et le sol en partie dégarni de ses moissons dégageait de tièdes vapeurs, au moment où les excursionnistes montant à Faremoutiers, voyaient accourir sur le passage de leur diligence les vigneron et moissonneurs étonnés.

L'aspect général de Faremoutiers, surtout de la place, diffère de celui des localités environnantes, frappe par un cachet de vétusté qui dénote un bourg formé à l'ombre d'un grand couvent à la vie duquel il participait. Mairie élégante et neuve. Quant à l'ancienne abbaye elle a cédé la place à la superbe habitation de M. de la Tasse, qui s'est élevée sur les fondations de l'ancienne église abbatiale, dont les dispositions de la crypte par assises carrées, sont devenues celles des caves de la maison moderne.

Du monticule verdoyant qui recouvre les substructions de l'abbatiale, on jouit d'une vue magnifique sur un parc admirablement planté, sur une belle pièce d'eau et sur la vallée du Morin.

Belle église communale, qu'une inscription fait remonter à 1538.

En dehors de l'église et mal garanties par des planches sont un grand nombre de dalles tumulaires en plus ou moins bon état, qui devraient être dressées à l'intérieur et qui se recommandent à l'attention de M. le maire de Faremoutiers comme les véritables archives de l'histoire locale.

Le soir, les excursionnistes après un dîner d'auberge impromptu, mais plein d'entrain, prenaient congé des membres venus de Coulommiers et de Melun, et rentraient à Meaux vers 10 heures et demie, en éprouvant ce contentement mêlé de lassitude qui ré-

sulte d'un programme complètement rempli et d'une journée bien employée.

SÉANCE DU JEUDI 21 OCTOBRE 1869.

Présidence de M. de PONTON D'AMÉCOURT.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Carro père, J. Carro, Burdel, Torchet, Liancourt, Faron Plicque et L. Pingéot.

Messieurs Burger, conservateur des eaux et forêts, et Léon Pingéot, étudiant en droit, sont nommés membres de la Section.

Sont présentés les objets suivants : Monnaies romaines et gauloises, du midi de la France ; monnaies en billon de Jean II et Charles V, trouvées sur l'emplacement de l'ancien cimetière Saint-Remi ; clé romaine et fibule ou agrafe mérovingienne, en bronze, trouvées faubourg Saint-Faron, par M. Eusèbe Sciaut, (ces agrafes fort massives pour tenir attaché un gros manteau, rappellent par leur forme en croix, une idée symbolique) ; médaille de Saint-Jean de Matha provenant de l'ancien couvent des Trinitaires, trouvée par M. Faron Plicque.

M. Carro dépose sur le bureau : 1° Un fragment de marbre couvert de caractères arabes ou turcs, parmi lesquels M. d'Amécourt reconnaît la date de l'hégire ; 2° Un vase en terre grise, brut d'apparence, à col étroit, trouvé par M. Cochoix, à 100 mètres de sa maison, dans une couche de sable contenant également des ossements humains (ce mode de sépulture dans une couche de sable, avait déjà été observé par M. d'Amécourt, à Trilport, où les chefs étaient ensevelis à part dans un lit de plâtre) ; 3° Un reliquaire analogue à celui que nos paysannes portaient autrefois au cou, mais doré et richement monté en cailloux du Rhin, trouvé dans la Marne ; 4° Une monnaie de Claude, une autre de Lorraine, frappée à Nancy ; un jeton de Louis XII, un autre de Louis XIV : le tout trouvé dans les travaux de la Ville, et présenté par M. le Maire de Meaux.

M. Torchet lit une notice sur Coincy-l'Abbaye, l'ancien Congiacum, ainsi nommé parce que cette localité assise sur l'argile plastique, posséda de tout temps une fabrique de poteries d'une

dimension usitée. Avec la féodalité s'y éleva un donjon, à l'ombre duquel se forma le bourg. C'était l'époque où l'ordre de Saint-Benoît florissait en France, aussi les comtes de Champagne établirent-ils à Coincy une collégiale, d'où sortirent le pape Urbain II et le poète Gauthier. Un peu plus tard le comte Thibaut II, venu pour consacrer la nouvelle église du couvent, accordait, pendant une fête décrite par les chroniqueurs, en termes pompeux, la liberté à ses serfs remplis d'allégresse. Longtemps aussi dans cette contrée on se rappela le séjour de la reine Blanche de Navarre et ses bienfaits, dont Coincy a conservé une marque, sous la forme d'un lot de bois de chauffage. Après avoir souffert pendant la guerre des Anglais et des Bourguignons, Coincy vit sa splendeur baisser successivement. Un instant encore, il attire l'attention à l'occasion d'un procès entre le couvent et le bourg, au sujet du bruit que faisaient les cloches de ce dernier. Ce n'est plus maintenant qu'un village situé de la façon la plus pittoresque, et pays natal de M. Torchet, qui, après vingt ans d'absence, est allé y chercher ces impressions pleines d'une mélancolique poésie.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1869.

Présents : MM. Carro père, J. Carro, Le Roy, Laurent, Le Blondel, Liancourt, Torchet.

M. le docteur Gast, de Crécy, est nommé membre titulaire.

M. Carro dépose sur le bureau, au nom de M. Ballet, aide-major aux cuirassiers de la garde, qui en fait don à la Société : 1° un grand nombre de haches en silex taillé, plus ou moins entières, trouvées sur le territoire de Meaux, et en particulier au coteau de la Justice ; 2° un fragment remarquable de hache en silex poli, trouvé à Vignely.

M. Le Blondel dépose également, au nom de M. Rozé, ancien garde champêtre à Nanteuil-lès-Meaux : 1° une hache en serpentine polie, et 2° plusieurs monnaies de Constantin, Magnence, etc.

Présentation, par le secrétaire, d'une brochure sur le nom de la famille de Condé, adressée par M. de Vertus, de Coincy-l'Abbaye, et un exemplaire de l'*Almanach de Seine-et-Marne pour 1870*, édité par M. Le Blondel. Ce dernier opuscule, orné de gravures

sur bois, continue une série intéressante et remarquable par l'esprit de suite qui préside à sa publication.

Il est donné lecture d'un travail de M. Réthoré, sur le plateau de Jouarre, sur les événements qu'il a vu se dérouler et la formation des principaux lieux habités.

Passant en revue les voies romaines qui traversaient ce plateau couvert, à l'origine, d'une épaisse forêt, M. Réthoré indique le progrès des défrichements opérés à l'instigation des moines de Jouarre : défrichements qui progressaient ou rétrogradaient suivant l'état de l'agriculture, ou plutôt, suivant les phases de paix ou de guerre civile par lesquelles passait la France. Les nombreux étangs qu'on forma sur le plateau étaient en rapport avec le régime spécial des communautés monastiques, si développées au moyen-âge.

Partant des Villes-neuves royales, de Suger, M. Réthoré étudie les phases par lesquelles passa celle de Choqueuse (Soqueuse, de chacagium, choca, soche, souche), jusqu'au moment où ce petit centre de population fut réuni en un seul domaine qui garde encore la forme quadrangulaire de l'ancienne Ville-neuve.

L'expression de la Noue, les Noues, Noa, terrain ou prairie humide, revient souvent à propos de Jouarre : de même que Tril, abréviation de trajectus, passage, se trouve associé au nom de Trilport, Trilbardou, etc.

M. Laurent donne lecture de la première partie d'une étude sur l'établissement des Trinitaires de Cerfroid.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1870.

Présidence de M. BURDEL.

Présents : MM. Burdel, Carro père, Le Roy, Laurent, Le Blondel, Liancourt, Torché, l'abbé Torché, de Colombel.

La Société, à propos d'un incident soulevé par la question des quittances, émet le vœu que les publications de la Société au lieu d'être annuelles, ce qui entraîne des retards dans leur apparition, soient rendues semestrielles. Le secrétaire dépose sur le bureau : 1^o le compte-rendu des publications de la Société historique de Château-Thierry ; 2^o une brochure in-octavo, offerte par M. le doc-

teur Le Roy, traitant du suicide et des maladies mentales dans le département de Seine-et-Marne, avec points de comparaison pris en France et à l'étranger. Une carte de passe, en papier gaufré, de la Société des sans-culottes de Chelles, datant de la fin du siècle dernier, est offerte par M. le curé Torchét.

En réponse à une circulaire du directeur de la *Gazette des Beaux-Arts*, demandant pour être inséré dans les colonnes de cette Revue, qu'on lui donne connaissance de tous les objets d'art et collections d'objets d'art existant dans la contrée, la Société décide que cette circulaire sera prise en considération, et que, le cas échéant, la Société correspondra avec la Gazette. Il est également donné connaissance d'une circulaire de la Société historique de Château-Thierry, qui se propose, avec le concours de cette ville et du département de l'Aisne, de faire restaurer, sur les plans de M. Viollet-Leduc, la maison natale de l'immortel fabuliste Jean de La Fontaine; mais, pour restaurer, il faut de l'argent, et la ville de Château-Thierry qui a ouvert une souscription, s'adresse à tous les admirateurs du grand homme. La demande reçue à Meaux est renvoyée, avec un avis favorable, au comité central de la Société de Seine-et-Marne.

M. Torchét, continuant le récit de son excursion pittoresque, archéologique et artistique à travers le Soissonnais, raconte ses impressions intimes alors que tout enfant il fut amené, la veille de Noël, pour entrer à la maîtrise de Soissons, qui venait d'être réorganisée avec goût par Monseigneur de Simony. Fère-en-Tardenois, visité en passant par M. Torchét, est une ancienne métairie royale, plus tard château-fort, qui passa successivement de la maison de Châtillon dans celle de Louis d'Orléans, puis dans celle d'Anne de Montmorency. On y voit encore, édifiée probablement par celui-ci, une galerie sculptée à jour avec la Salamandre de François 1^{er} et l'H couronnée de Henri II. Soissons possède dans ses dépendances des camps et autres restes romains, mais par contre, et quoique berceau de la monarchie franque, on n'y trouve rien des Francs et des Carlovingiens.

Outre un musée et une bibliothèque de 23,000 volumes, renfermant des manuscrits curieux, M. Torchét signale à Soissons l'église de Saint-Jean-des-Vignes, une église à transept du style le plus pur, les abbayes de Longpont, de Prémontré, une crypte curieuse de l'ancienne église Saint-Médard, et le cachot où fut enfermé Louis-le-Débonnaire, sur les murs duquel se voient des vers écrits dit-on par lui, mais paraissant être en langue d'Oïl.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1870.

*Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
président.*

Présents : MM. d'Amécourt, Burdel, Le Roy, Le Blondel, Carro père, J. Carro, Liancourt, Bouvier, Bécheret, Réthoré, Torchet.

M. le pasteur Bouvier, reportant l'auditoire à l'époque où les guerres de religion armaient parents contre parents et brisaient la pierre du foyer domestique, dépeint l'état du monastère de Jouarre au milieu d'un pays disputé par les deux religions. Ce monastère jouissait au xvi^e siècle de 100,000 livres de revenu, chiffre correspondant à un capital de 6 millions de francs de nos jours ; aussi sa possession indirecte était-elle convoitée par un duc de Montpensier, de la maison de Bourbon, qui presque converti au protestantisme par sa première femme, était devenu très-catholique sous la seconde et ne parlait que de pendre les réformés.

Ce duc, pour arriver à ses fins, imagina de faire une abbesse de sa fille Charlotte, née en 1547. Charlotte, amenée encore enfant au couvent de Jouarre, eut son éducation dirigée en vue du sort qui lui était destiné ; mais la future abbesse loin de montrer aucun goût pour les devoirs de la vie monastique, protesta jusque pendant la cérémonie de son élévation, contre les violences dont elle était l'objet. A cette époque, l'influence de la réforme, semblable à un fluide subtil, pénétrait partout, et par une nuit de février 1572, Charlotte quittait le couvent de Jouarre, à cheval, avec plusieurs religieuses, pour gagner, à travers mille dangers, d'abord la Picardie, puis Ileidelberg, où elle s'était ménagé un asile auprès de l'électeur Palatin. Deux ans après, notre héroïne épousait Guillaume d'Orange, dit le Taciturne, héros vaincu quelquefois, jamais dompté, de l'indépendance des Pays-Bas. Épouse dévouée à son mari, constamment au milieu d'une situation périlleuse, Charlotte mourut à 35 ans, en 1582, réconciliée avec son père et emportant les regrets et l'admiration de son pays adoptif. Pour terminer son intéressante notice, M. Bouvier montre la sixième fille de Charlotte rentrant dans le sein de l'Église catholique, et venant, détail assez piquant, prendre le voile à Sainte-Croix de Poitiers, couvent de l'ordre des Bénédictines, comme celui de Jouarre.

A cette séance assiste M. Réthoré, qui s'est fait une spécialité de l'étude de Jouarre et de ses environs, et qui après avoir complété sur plusieurs points le travail de M. Bouvier, veut bien entrer dans quelques détails sur les archives du couvent de Jouarre. Ces archives peu importantes, relativement à ce qui a été perdu, consistent en parchemins revenus à Melun, après avoir servi de gargousses, et en un cartulaire important daté de 1277-78-79, et déposé à la Bibliothèque impériale sous le numéro 11,571. Des explications de M. Réthoré, il ressort qu'au commencement du xviii^e siècle, sous l'influence de l'émigration amenée par la révocation de l'édit de Nantes, un grand nombre de hameaux disparurent de la Brie, et en particulier des environs de Jouarre. L'intérêt qui s'attache aux recherches persistantes et heureuses de M. Réthoré est d'autant plus grand que l'érudit chercheur, privé de la vue, ne peut, malgré sa riche mémoire, s'y livrer qu'en s'aidant d'un jeune garçon qui lui sert de secrétaire, et avec lequel il ne craint pas de s'aventurer au milieu des manuscrits du xiii^e siècle.

SÉANCE DU 17 MARS 1870.

Présidence de M. BURDEL.

Présents : MM. Burdel, Le Roy, Laurent, Charriou et Carro père.

Il est donné lecture d'une lettre par laquelle, revenant sur une observation faite par M. Burdel à la dernière séance, M. Réthoré reconnaît que beaucoup de lieuxdits ont des dénominations qui se rapportent à des circonstances datant d'une époque très-reculée.

Ainsi, le camp des Anglais et le ru de la Bourgogne rappellent le passage des Anglais et des Bourguignons sur le territoire de Jouarre au commencement du xv^e siècle. Le champ ou camp des Anglais est situé sur la commune de Saint-Germain-sous-Doue, à l'est de la ferme du Haut-Ménil, non loin des bois de Chantemerle. Ce champ forme un petit plateau, d'une seule pièce de 69 arpents, propre en effet à l'assiette d'un camp, garanti qu'il est par les rus de Croupet, d'Aulnoy et par des bois qui s'étendent jusqu'au ru de la Bourgogne.

M. Laurent lit la suite de sa curieuse étude sur l'établissement des Trinitaires de Cerfroid. L'accroissement de leurs domaines rappelle très-bien cette parole prêtée depuis deux siècles à la maison de Savoie, que l'Italie était un artichaut qu'il fallait manger feuille à feuille. Il en fut de même du bois de Montigny qui, fragment par fragment, tomba dans les mains de la communauté naissante, avec une foule de terres, prés, etc.

Il est vrai que les religieux avec leur tenacité particulière, ne négligeaient aucune occasion d'exciter la générosité des nobles du voisinage, et profitaient habilement des événements comme les croisades, qui rendirent les acquisitions de biens si faciles. Les donations contenaient la plupart du temps la réserve de certains droits ou privilèges susceptibles actuellement de nous faire sourire, mais auxquels on tenait beaucoup à cette époque, et dont M. Laurent a fait une exposition piquante.

SÉANCE DU 18 AVRIL 1870.

EXCURSION A JOUARRE.

MM. Albert Decrais, avocat à la cour impériale, et Buignet, maire de Chelles, sont nommés membres de la Société.

Le secrétaire fait part de la perte éprouvée par la Société dans la personne de M. Anatole Dauvergne, peintre d'histoire, chevalier de la Légion d'honneur, officier d'académie, membre du conseil municipal de Coulommiers et du Comité des travaux historiques, président de la Section de Coulommiers. La personnalité accusée de M. Anatole Dauvergne, sa parole facile, piquante et libre, sa connaissance profonde de la part faite aux arts dans les monuments du temps passé, le faisaient rechercher dans les réunions de la Société, au milieu desquelles plus d'un regrettera de ne pas entendre sa voix vibrante.

M. Réthoré présente à la Section un manuscrit considérable, fruit de longues études, avec plans à l'appui, sur les cryptes de Jouarre. A ce sujet, il entre dans de curieux détails sur les fouilles récentes qui ont fait découvrir, dans le voisinage immédiat des cryptes, le périmètre et la disposition intérieure de l'ancienne église de Jouarre, brûlée par les Anglais.

Pour cette séance une excursion a été faite à Jouarre par 37 ar-

chéologues, auxquels une aimable dame avait bien voulu se joindre.

La Société française d'archéologie et de numismatique avait envoyé MM. Aloïs Heiss, Read, chef de la division des travaux historiques de la ville de Paris, Louis Barbier, administrateur de la bibliothèque du Louvre, H. de Villefosse, Alph. Henriet, Ed. de Fabry, Gust. Millescamp, Hoffman, Regnault, de Laurière, de Liesville, comte de Morval, Regnault fils, Rivière, Taillebois, Michel-Ange Marion, Mimey, comte de Bizemont, vicomte de Rougé, Maurice de Possesse, de Belfort, de Bretagne, docteur Moreau. La Société historique de Château-Thierry était représentée par M. Barbey, la Section de Coulommiers par M. Flamand, enfin celle de Meaux par MM. Carro, le docteur Le Roy, Le Blondel, Léon Pinget, Bourgois, Thoumy, Réthoré, Boyer, et l'abbé Thiercelin.

MM. d'Amécourt, Ant. de Villefosse et de Monneville qui devaient prendre part à l'excursion, en ont été empêchés, reçus qu'ils étaient, le même jour chez l'Empereur, pour l'entretenir de la découverte de l'amphithéâtre romain de Paris.

Favorisée d'un temps admirable, l'ascension de la côte de Jouarre se fit à pied, par un sentier bordé d'aubépine et de violettes en fleurs, surplombant, comme un sentier suisse, la fraîche vallée du Petit-Morin, tandis que les coteaux poudrés à blanc par les arbres fruitiers en fleur qui enserrèrent La Ferté-sous-Jouarre, étalaient aux yeux des excursionnistes ravis un panorama splendide.

L'aspect général de Jouarre, ses habitations contiguës, curieuses par leur ancienneté ou leur ornementation spéciale, et tout à fait impropres aux usages de l'agriculture et de l'industrie, indiquent bien comme à Faramontiers un vieux bourg qui s'est formé lentement à l'ombre d'un couvent, du voisinage duquel il vivait plus ou moins.

A Jouarre on se disperse, et on se rend à l'église, où se voient de curieuses châsses, d'autres à la collection de M. Boyer, d'autres aussi au couvent remarquable par ses lignes sévères, mais dont les grilles s'ouvrent pour montrer une fort belle église presque neuve servant au chapitre abbatial.

Quelques-uns prennent le croquis d'une tour carrée, à demi démantelée, ou de la croix élégante, citée en archéologie, de l'ancien cimetière.

Pendant le déjeuner à l'*Ecu de France*, on débat toutes les actualités archéologiques.

Citons en passant l'assertion de M. Réthoré, que le nom de Jouarre provient, non de Jovis ara, mais de Jora, Joranum; tandis que Jotrense était celui du couvent.

On visite ensuite le lieu des fouilles, où des explications sont données par MM. Réthoré et Thiercelin, sur les substructions découvertes et sur l'emplacement de l'ancienne nef carlovingienne.

Mais la crypte attire bientôt les excursionnistes et leur fournit matière à discussion, par le mode d'emploi varié des matériaux qui ont servi à sa construction. Rangés autour de MM. Réthoré et Thiercelin, les représentants naturels du document écrit ou de la chronique ecclésiastique, l'assistance se partage en deux partis, romain et mérovingien. Ces portions de mur, disent les uns, représentent bien l'appareil réticulé importé en Gaule par les Romains. Comment contester d'ailleurs ces piédroits taillés, antérieurs à la maçonnerie, et cette médaille de Nerva trouvée en fouillant le sol à quelques mètres d'ici; tout cela n'indiquet-il pas un édifice bâti par les Romains peut-être pour servir de temple? — Non, répliquent les autres, ce n'est pas là l'appareil réticulé des Romains, mais une imitation imparfaite employée à l'époque mérovingienne. Et d'ailleurs quand ce serait l'appareil réticulé exécuté avec la perfection romaine, n'y a-t-il pas dans le centre de la France, un millier d'églises construites en appareil réticulé, longtemps après que les Romains eurent quitté la Gaule? Quant aux colonnes de marbre, elles sont très-anciennes; or, comme vous n'avez pas de marbre dans les contrées environnantes, il est probable qu'elles viennent de très-loin, peut-être de Rome. Pour ce qui est des chapiteaux, de l'avis du plus grand nombre, il y en a de toutes les époques, et la pureté de la forme, les détails du travail sont l'indice de l'ancienneté de certains d'entre eux.

Laissant les érudits débattre les questions litigieuses, quelques excursionnistes se contentent d'admirer un magnifique bas-relief récemment mis à découvert avec la tombe qu'il décore, ou bien un tombeau depuis longtemps connu, et sur lequel repose une fort belle statue attribuée souvent à une sainte, mais rapportée avec plus de raison par M. Réthoré à l'infortunée Marguerite d'Ecosse mariée au Dauphin qui devait être Louis XI. C'est cette princesse, morte à la fleur de l'âge, qui voyant ses suivantes s'étonner de la voir baiser le poète Alain Chartier endormi et malgré sa laideur, leur répondit : Je n'embrasse pas l'homme, mais la bouche qui a proféré de si belles choses !

Après une heure et demie d'engagement, les excursionnistes quittaient Jouarre d'où l'heure fixée par le chemin de fer les éloignait à regret.

SÉANCE DU 21 JUILLET 1870.

Présidence de M. BURDEL, vice-président.

Présents : MM. Burdel, Le Roy, Le Blondel, Carro père, J. Carro, Torchet, Laurent.

M. Carro présente :

1° Au nom de M. Guiborat, constructeur de bateaux, qui l'a trouvée dans sa cave au milieu des décombres, une pierre sculptée avec soin et ayant servi, soit de chapiteau, soit de pilastre entre les deux battants d'une porte d'église, peut-être celle de Saint-Thibault, située dans le voisinage.

2° Un vase en terre, trouvé par M. Adrien Bernier, dans les fondations de sa maison, rue des Ursulines ; vase très-simple de 1 décimètre de haut, recouvert d'un enduit grossier sur une partie de sa surface, et qui, en raison de son analogie avec d'autres vases d'une origine connue, peut dater de l'époque Carlovingienne.

A propos des origines de la notation musicale, que Guy d'Arezzo au XI^e siècle, a établie à peu près telle qu'elle est encore actuellement, M. Torchet lit une notice instructive, piquante et aussi touchante que dramatique. Il raconte comment Guy fut amené à établir sa notation et à dénommer les notes d'après les premières syllabes des vers qui commencent l'hymne à saint Jean.

D'après M. Torchet, les phases du travail de ce pauvre moine se trouvaient mêlées à une histoire tragique survenue à Modène, et dont les acteurs avaient été l'empereur d'Allemagne Othon III et sa femme, le duc de Modène et sa femme. En racontant les événements auxquels la vie de Guy d'Arezzo a été mêlée, M. Torchet a exposé la partie technique de son travail et a su faire de l'ensemble une excellente notice.

(Suspension des séances pendant la guerre).

SÉANCE DU 17 AOUT 1871.

Présidence de M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT,
président.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Le Blondel, Laurent, Liancourt, J. Carro, Bouvier, Réthoré, d'Avène, Paris, Torchét, l'abbé Torchét.

Le président félicite ceux de ses confrères qui sont présents, de les retrouver disposés à continuer leurs études archéologiques, après un an d'épreuves supportées si douloureusement, tant par le pays entier que par chacun de nous. Nos désastres, notre appauvrissement sont des motifs de plus pour que la Société se remette au travail, et conserve à l'archéologie française le rang honorable qu'elle occupe en Europe.

S'appuyant sur l'exemple donné par la Société historique de Château-Thierry, le président fait décider par la Section de Meaux qu'elle réunira tous les matériaux tels que récits, notes, comptes des particuliers ou des villes, journaux, affiches, pièces officielles se rapportant à l'histoire de l'invasion dont nous entrevoyons le terme.

La Section décide que sa vie régulière ayant été interrompue pendant un an, il n'y aura lieu de procéder à la réélection du bureau qu'au mois de mai 1872. Malheureusement, deux membres, MM. Burdel, de Lagny, et Bourgoïn, de La Ferté-sous-Jouarre, manquent à cette reprise des travaux. En lisant une lettre de M. Burdel fils, qui lui annonce la mort de son père, due à un accident de chemin de fer, le 26 février, M. d'Amécourt rappelle combien est regrettable, pour la Section, la perte de son vice-président, M. Burdel, licencié ès-lettres et ès-sciences, avocat, longtemps notaire et maire à Lagny. Comme tel, il avait eu occasion de rendre à cette ville des services importants. Son goût pour les pièces curieuses, pour les vieilles chartes, l'ayant fait entrer dans la Société d'archéologie, il était devenu vice-président et avait toujours rempli ses fonctions avec le plus grand zèle et la plus grande bienveillance. Nature franche et loyale, on ne pouvait lui faire qu'un reproche, celui de ne jamais dissimuler sa pensée. La Section décide qu'une lettre de regret sera envoyée à sa famille par le président et le secrétaire.

Dépôt sur le bureau, par le docteur Le Roy, d'une monnaie en argent, de Nimègue, et par M. Liancourt, d'une bulle en plomb, de fragments de bague, et de médailles de dévotion trouvés dans le sable de la Varenne, communément répandu dans les allées de nos jardins. La présence inexplicable, au premier abord, de ces objets ayant plusieurs siècles de date, doit tenir à ce que, perdus dans les boues de la ville, ils ont été transportés dans la campagne environnante.

M. Torchet, de Meaux, mettant à profit les souvenirs d'un témoin de certains actes de la révolution française, fait une lecture intéressante sur le culte des Théophilanthropes, et sur la musique en vogue parmi eux. La proscription de la religion catholique n'avait pu sauver le culte de la déesse Raison et de l'Être suprême, bientôt tombé, autant par suite de l'indifférence publique que sous les coups du ridicule. Néanmoins, comme certains ne faisaient pas aussi bon marché des idées religieuses, un membre du Directoire, Lareveillère-Lepaux, eut, en avril 1797, l'idée de fonder une religion basée sur l'exaltation des sens et de l'âme, au moyen de discours, de lectures choisies, et surtout de musique, de chant, de cantiques, etc. Ce culte, essayé d'abord dans une maison au coin des rues Saint-Denis et des Lombards, ne tarda pas à s'établir dans les églises de Paris.

Le succès fut médiocre jusqu'au moment où Bonaparte, qui voyait d'un mauvais œil tout développement de l'initiative individuelle et de l'esprit de critique, interdit ces réunions. Mais déjà le public avait commencé à verser sur elles le ridicule, en travestissant la dénomination de Théophilanthropes en celle de filous-entraines.

L'ordre du jour de la présente séance mentionnait un projet d'excursion à Chelles. La Section décide qu'elle se réunira dans cette localité le troisième jeudi d'octobre, dans le but d'étudier un projet d'établissement d'un musée mérovingien dans la plaine qui vit le meurtre de Chilpéric. Appel est fait en même temps à toutes les personnes qui posséderaient des objets ou documents inédits relatifs à l'histoire de Chelles. Parmi les faits qui dénotent l'importance de cette localité aux époques mérovingienne et carlovingienne, il faut noter que la plupart des jeunes princesses des maisons d'Angleterre ou d'Allemagne venaient recevoir leur instruction au monastère de Chelles.

SÉANCE DU 19 OCTOBRE 1871,

TENUE A CHELLES.

Présents : MM. d'Amécourt, de Colombel, Le Roy, Le Blondel, Laurent, Carro père, J. Carro, Buignet, l'abbé Torchet, Torchet (de Meaux), Pingeot, Decœur, Barbey (de Château-Thierry).

Le jeudi 19 octobre, quinze membres de la Société d'Archéologie, et à peu près autant de personnes étrangères, se trouvaient réunies dans la salle de la mairie, à Chelles. Ce jour-là, le soleil était radieux,, et Chelles méritait qu'on se demandât si l'étymologie de son nom n'était pas tirée du grec et ne signifiait pas la Belle (*Kalè*). On sait, du reste, que le grec était très-répandu dans la Gaule, où il servait à l'appellation d'un grand nombre de localités et surtout au langage de la société distinguée. Or, si l'on n'admet pas que le nom de Chelles, comme celui de Chailly, provienne du celtique et signifie un lieu récemment défriché, rien n'empêche d'admettre que ce lieu ait reçu son appellation de quelque grand personnage de la famille des Flavius, charmé de la beauté du site. Chelles resta longtemps en réputation, car on y voit Charles V y recevoir son oncle l'empereur Charles IV.

Une localité aussi heureusement située devait plaire aux Francs, grands chasseurs, grands pêcheurs, et surtout pasteurs. Aussi, leurs premiers rois y avaient-ils établi une de ces immenses villas, moitié palais, moitié métairie, où ils emmagasinaient les produits du sol, et on les voyait aller de Braine à Chelles, et réciproquement, suivant que les ressources de l'une ou de l'autre de ces villas étaient épuisées.

Chelles fut le théâtre de maintes scènes tragiques sous les règnes de Chilpéric et de Childéric II. Il semble qu'on voie le roi Chilpéric sortant de la chambre de sa femme Frédégonde, après avoir acquis la preuve qu'elle le trompait. Suivant le récit de De Breul : « Il partit ayant cette puce en l'oreille, et tâcha d'aller à la chasse pour la secouer. » On sait que le soir, en descendant de cheval, il était assassiné.

La première église bâtie à Chelles, par Clotilde, fut consacrée à saint Georges, et peut-être est-ce à Chelles que l'Angleterre doit de l'avoir choisi pour champion. Saint Georges, jeune seigneur de la Cappadoce, voué à la profession des armes, aurait subi le martyre sous Dioclétien, pour avoir arraché les édits de l'em-

pereur ; et, par une coïncidence romanesque, aurait été accompagné au supplice par l'impératrice Alexandre. Bientôt, le jeune comte, représenté sous la figure d'un cavalier bardé de fer, perçant le dragon de sa lance, avait sa légende qui se répandait partout en Orient, associée à la lutte du pouvoir temporel contre le paganisme. Plus tard, les trouvères découvrent qu'il est vénéré jusqu'en Lybie, pour avoir délivré la fille du roi que le dragon allait dévorer. On comprend, dès lors, le lien qui rattachait saint Georges à Clotilde. Pour elle, il est la personnification de Constantin, et celui-ci n'était-il pas le précurseur de Clovis ? Grâce au patronage de Clotilde, la fondation faite à Chelles prospéra jusqu'à l'époque où, sous l'influence d'un autre ordre d'idées, le culte de la Sainte-Croix vint remplacer celui de saint Georges. A l'époque mérovingienne, le monastère de Chelles servait à l'éducation de jeunes princesses anglaises (Bède le vénérable l'affirme), qui retournaient dans leur pays avec l'ambition d'y devenir des Clotilde. Bientôt l'autorité de saint Georges grandit en Angleterre, l'Ordre militaire du pays est mis sous son invocation, il a sa chapelle à Windsor, et Henri VIII bouleverse le culte anglais, sans oser toucher au saint patron.

C'est encore Chelles qui met en lumière saint Géry, puis saint Mildred, que l'Angleterre paraît avoir adopté.

Pendant le moyen-âge on prétendit même que c'était à une vision de la reine Bathilde (Ste Bateur) que Chelles devait son nom de *Scala* (échelle) ; mais bien qu'on retrouve une échelle sculptée sur les restes de l'abbaye, et que, dans la suite, le monastère mit une échelle dans son blason, c'étaient là simplement des armes parlantes dont l'usage se répandit beaucoup à cette époque.

Après le souvenir de sainte Bathilde et de son tombeau qu'il serait peut-être possible de retrouver, n'a-t-on pas le souvenir de Jean de Chelles, le grand architecte qui termina Notre-Dame de Paris ? Aux environs immédiats de Chelles, nous trouvons Champs (*campus duelli*), Gournay dont la forteresse tint plus d'une fois les Parisiens en échec, et dont le pont avait acquis au *xvii^e* siècle une si singulière réputation que quand une jeune fille avait fait parler d'elle, on disait qu'elle avait passé le pont de Gournay.

Telle est l'analyse des récits de M. d'Amécourt. Avec l'art de présider admirablement, il fait trouver jolis des récits qui, dans la bouche des autres, sont simplement intéressants. Faut-il s'étonner après cela qu'on poursuive le projet depuis longtemps

formé de la création d'un musée mérovingien à Chelles? Cette localité, dont le territoire est traversé par des voies romaines, qui a une rue Sainte-Bathilde, un boulevard Chilpéric, dont le moindre pan de mur évoque tout une histoire, deviendra certainement un lieu d'excursion le jour où elle pourra montrer réunis quelques débris d'une époque qui se distinguait par une énergie poussée à l'extrême.

Ce caractère de l'époque mérovingienne a été surtout mis en lumière par la lecture qu'ont faite M. Torchét, de Meaux, et M. l'abbé Torchét, de Chelles, de deux études se rapportant aux règnes du roi Gontran et de la reine Bathilde.

Tous deux ont charmé leurs auditeurs, le premier en employant la forme anecdotique qu'il sait habilement faire servir à l'enseignement de l'histoire, et le second en donnant un aperçu intéressant de mœurs ecclésiastiques.

La nuit surprit les excursionnistes au milieu de la visite de l'église Saint-André et les força au départ, leur laissant le souvenir d'une journée que l'excellent accueil de M. Buignet, maire de Chelles, avait contribué à embellir.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1872.

Présents : MM. Carro père, J. Carro, Le Roy, Liancourt, Torchét et Bouvier.

Le secrétaire présente divers volumes envoyés par les Sociétés Havraise d'études diverses, académique de l'Aube, et historique de Château-Thierry, plus une brochure en allemand, avec plans et gravures concernant Wiesbaden, et envoyée par un docteur allemand en souvenir de quelques bons offices qui lui ont été rendus.

M. Carro présente : 1° un poids, un fragment de meule et une hache en pierre ; 2° des débris antiques de tuiles à rebord ; 3° un fragment de poterie rouge revêtue de sculptures et analogue à celles trouvées à Champlieu, près de Compiègne ; 4° enfin un bloc de pierrailles durcies, offrant dans sa masse comme des filons de verre vitrifié par un violent incendie. Ces objets proviennent de fouilles faites dans le jardin de M. Desportes, au bout du faubourg Saint-Faron ; l'endroit où on les a trouvés, voisin des terrains de l'hôpital, qui en ont fourni jadis d'analogues, se trouve

sur le prolongement d'une rue de Jatinum, la vieille cité gallo-romaine, intermédiaire aux rues actuelles de Chaâge et Saint-Faron, et qui devait aboutir au fanum Martis, maintenant tumulus Saint-Faron.

M. Bouvier lit une note sur l'origine de la Croix ou Pierre Saint-Loup, élevée dans un faubourg de Meaux, à l'intersection de plusieurs chemins : croix d'une haute antiquité, car il en est question dans des titres de 1466, appartenant à l'hôpital.

Après avoir discuté les personnages du nom de Loup, sous l'invocation desquels la croix a pu être érigée, M. Bouvier se décide pour saint Loup, évêque de Troyes, vénéré par les populations pour avoir soustrait cette ville à la fureur d'Attila.

M. Boquet-Liancourt donne communication d'une pièce imprimée existant entre les mains de M. Amédée Dassy. C'est une adresse envoyée par la ville de Meaux à MM. les prévôts et échevins de Paris, pour les engager à se rendre à Henri IV. Celui-ci ayant abjuré le 12 décembre 1593, la ville de Meaux venait de lui faire sa soumission par l'intermédiaire de M. de Vitry, son gouverneur, en prévenant cependant du fait M. de Mayenne, qui déchira la lettre de colère ; en janvier 1594 avait eu lieu à Meaux l'entrée solennelle du roi.

Paris se trouvait livré à la tyrannie des Seize, qui n'étaient eux-mêmes que les instruments de l'Espagne, intéressée à prolonger les déchirements de la France. Dans ces circonstances, les habitants de Meaux jugèrent à propos d'envoyer aux Parisiens une lettre fort bien rédigée, dans laquelle ils les engageaient à cesser une résistance inutile et anti-patriotique.

Sous ce titre de : *Un poète grec, censeur satirique des théories absurdes du communisme*, M. Torchet lit un commentaire intéressant de la comédie d'Aristophane intitulée : *l'Assemblée des Femmes*.

Une des scènes les plus comiques et les plus vraies de cette satire, si sensée, est celle où le poète oppose deux citoyens, l'un, qui, de la meilleure foi du monde, s'empresse de mettre ses biens en commun ; l'autre qui entend être admis au partage, sans porter au trésor public une drachme de ce qu'il possède ; deux types éternellement humains, le niais et l'habile, la dupe et le fripon. En terminant par l'examen de la république de Platon, M. Torchet fait toucher au doigt les obstacles matériels, mais invincibles, contre lesquels viendrait tout d'abord se heurter la décevante idée d'un communisme, pour lequel l'humanité n'est pas faite.

SÉANCE DU 18 AVRIL.

Présidence de M. D'AMÉCOURT.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Le Blondel, J. Carro, Bécheret, Réthoré, Liancourt, Torché et l'abbé Torché.

Comme préface d'un travail indiqué à l'ordre du jour, M. Réthoré fait, sur Jouarre et la contrée environnante, une conférence nourrie de faits recueillis et classés avec amour, et dont il n'est possible de donner qu'une sèche et incomplète analyse.

Les divisions administratives instituées par les Romains restèrent en usage après l'invasion germanique. Ainsi la métropole romaine de Sens correspondait à un territoire qui se subdivisait en *cités* ; le territoire des cités se subdivisait en *pagi* et ceux-ci en *saltus*. Meaux ne fut peut-être pas une cité proprement dite, mais ce fut certainement le chef-lieu d'un *pagus*, le *pagus Meldensis*. Dans des chartes du ix^e siècle, l'expression *pagus Meldensis* désigne une division administrative.

Les subdivisions de ce *pagus* en *saltus* ne nous sont pas toutes connues. Jonas, dans sa vie de Saint-Colomban, écrite vers 645, nous fait connaître les noms de deux de ces subdivisions : le *saltus Brugensis* et le *saltus Joranus* ou *Juranus*.

Des chartes du ix^e siècle emploient l'expression *vicaria* comme équivalent de *saltus*.

Quand les chefs Germains se furent partagé la Gaule, ils donnèrent l'administration des *pagi* à des comtes.

Des officiers de justice relevant des comtes furent établis dans les *saltus* sous le nom de *Centeniers* (Loi de Clotaire II.)

A la fin du vi^e siècle, *Hagneric*, comte de Meaux, possédait de grands domaines dans le *saltus Brigensis* et notamment aux environs de *Pommeuse* (*Pons-Mucra*), où passait la voie romaine de Chailly à Meaux par Saint-Augustin.

Authaire (*Autharius*), proche parent d'*Hagneric*, habitait la villa d'*Wltiacum*, ou *Vultiacum* et *Ultiacum* (*Ussy*). Cette villa dont on a retrouvé les substructions au lieu dit le *Buisson de Teyard*, se trouvait à 600 mètres environ au nord de la Marne, à une faible distance d'une voie romaine venant de Doue, passant à Jouarre, traversant la Marne au *port à Fay*, appelé aussi *Fay-le-Bac*, et se dirigeant vers Cocherel. Authaire fut propriétaire de la majeure partie du *saltus Joranus* ; son fils aîné *Adon*, frère

d'*Audoenus* (Saint-Ouen), après avoir hérité des biens paternels, fonda le monastère de Jouarre et abandonna ses biens à ce monastère.

Si le *saltus Joranus* n'appartint pas en totalité à Authaire, puis à ses deux fils, on peut affirmer sans grande témérité que ce territoire fut possédé presque en entier vers le milieu du vi^e siècle par les ascendants d'Hagneric et d'Authaire, car les coopérateurs d'Adon (*Sainte-Balde, Sainte-Mode, Téodhéchilde, Saint-Agilbert, Sainte-Elbrégisile*), étaient tous proches parents du fondateur de Jouarre et de Saint-Faron, et ils donnèrent aussi leurs biens à ce monastère.

L'ensemble de ces biens, correspondant aujourd'hui à la majeure partie du canton de La Ferté-sous-Jouarre et s'étendant même au-delà dans le Multien, doit représenter le *saltus Joranus* dont la bourgade chef-lieu (le *vicus*) était situé à 500 mètres à l'ouest de Jouarre actuel, ce qu'atteste encore la présence de nombreux vestiges de substructions gallo-romaines.

De la discussion qui s'engage ensuite, surtout entre M. d'Amécourt et M. Réthoré, il résulte que pendant les premiers siècles de la domination franque, les populations élisent comme évêques les hommes les plus distingués, choisis moins comme pasteurs spirituels que pour leur talent reconnu comme arbitres et administrateurs. De même, la reconnaissance publique finit par décorer du nom de saints, les personnes qui, dans les familles maîtresses despotiques de la contrée, avaient eu la conduite la moins irrégulière.

M. Liancourt fait ensuite part à la Société d'une étude sur Dieppe et ses environs, qu'un séjour prolongé dans ce pays lui a permis de connaître parfaitement. L'histoire de la ville et de ses monuments à diverses époques, celle des habitudes dues à son mode de construction et à son assiette, celle des mœurs actuelles de la population, sont esquissées avec beaucoup de goût et de finesse. Combien nous serions plus instruits, si comme l'a fait M. Liancourt, tous ceux qui ont l'occasion de voyager, songeaient dans leur butin de connaissances nouvelles, à faire la part des compatriotes !

SÉANCE DU 20 JUIN 1872.

Présents : MM. Le Roy, Le Blondel, Laurent, Carro père,

J. Carro, Burger, Réthoré, Torchét, Boquet-Liancourt, de Colombel.

Le renouvellement du bureau donne les résultats suivants :

MM. d'Amécourt, président ;

De Colombel, délégué ;

Boquet-Liancourt, vice-président ;

D^r Le Roy, secrétaire ;

Le Blondel, trésorier ;

Laurent, vice-secrétaire, archiviste.

Un projet d'excursion archéologique est renvoyé à l'examen du bureau, auquel est prié de s'adjoindre M. Torchét. La Section préférerait que cette excursion fût organisée par le Comité central, et dirigée sur un point du département non encore exploré.

M. Réthoré fait une lecture sur l'histoire de l'hospice de Jouarre. On comprendra toute l'importance de ce travail, quand on saura qu'outre la communication des titres de l'établissement, l'auteur a eu à sa disposition des documents nombreux transmis par son grand-père M. Ricard, ancien archiviste de l'abbaye.

Inférieure, sous ce rapport, à la Grèce, la domination romaine ne paraît pas avoir donné la même attention à la charité et l'aide pour les malades, les infirmes et les pauvres. Ce soin était abandonné à des groupements ou collèges d'individus associés dans ce but, et qui comprenaient une grande partie des classes inférieures. Il faut arriver aux évêques chrétiens pour voir l'aumône érigée en institution, destinée à subvenir aux misères qui accompagnaient les premiers siècles de la monarchie française. En effet, ce ne fut qu'aux ^x^e et ^{xii}^e siècles que les aumônes paroissiales et les largesses seigneuriales ne pouvant suffire aux besoins des malades et des malheureux, les évêques s'occupèrent d'y pourvoir par la fondation et la dotation d'établissements hospitaliers. Quant aux voyageurs, ils logeaient dans les églises ou les monastères ; mais vers la fin du ^x^e siècle l'affluence des vagabonds, des commerçants et des pèlerins, était devenue telle qu'on cessa de les introduire à l'intérieur de la clôture monastériale, pour les reléguer dans des hôtelleries bâties en dehors des murs de la bourgade ; dès lors aussi, les monastères ne logèrent plus que des personnages de distinction, les religieux, les clercs. Ce court exposé donne une idée des modifications subies par l'hospice de Jouarre, d'abord hôpital maison-Dieu, puis hôtel-Dieu, et enfin, aujourd'hui, maison de retraite recevant des pensionnaires des deux sexes.

M. Boquet-Liancourt lit ensuite une étude sur la vie de Sauvé-

Delanoue. Excellent acteur en même temps qu'auteur estimable, Sauvé-Delanoue mérite, en outre, d'échapper à l'oubli par une existence curieuse à suivre, parfois romanesque, et, en tout cas, mêlée de la façon la plus honorable à celle de grands hommes du xviii^e siècle, et en particulier de Voltaire.

Sauvé-Delanoue, né à Meaux en 1704, de parents pauvres, baptisé sur la paroisse Saint-Christophe, montra une intelligence si précoce que le cardinal de Bissy l'envoya étudier au collège d'Harcourt. Ici se rencontre un point obscur de son existence, car on le voit tout d'un coup abandonner les études ecclésiastiques pour débiter au théâtre de Lyon.

Quoique petit et disgracieux, Sauvé, par l'exactitude et la sûreté de son jeu, ne tarda pas à acquérir une certaine réputation. C'est à ce moment que dans une troupe de province il rencontra une jeune actrice, mademoiselle Gauthier, et qu'entr'eux s'établit, avec des phases de rupture et de raccommodement, cette liaison si spirituellement racontée par Voltaire, dans sa correspondance avec Frédéric, et qui rappelle les infortunes conjugales de Molière. Sauvé est l'auteur de plusieurs pièces de théâtre, tragédies, comédies, ballets, accueillis du public avec plus ou moins de succès, mais qui valurent à l'auteur d'être nommé répétiteur des théâtres de la cour. De ces pièces, écrites dans un genre et dans un style qui ont un peu vieilli, ressortent une tragédie : *Mahomet II*, et une comédie : *la Coquette corrigée*, restée au répertoire du théâtre français.

La Section, après avoir remercié M. Liancourt du soin avec lequel il a mis en lumière la figure originale d'un compatriote, l'encourage à compléter son œuvre, en publiant une biographie complète de Sauvé-Delanoue.

SÉANCE DU 22 AOUT 1872.

Présidence de M. D'AMÉCOURT.

Présents : MM. d'Amécourt, Boquet-Liancourt, Carro père, J. Carro, Le Roy, Laurent, Réthoré, Bouvier, Torchet.

Dépôt sur le bureau : 1^o au nom de M. Ancelin, jardinier, d'un petit poids carré en cuivre, de l'époque de Henri III, et 2^o au nom de M. Honoré Grongnet, d'un denier de billon et d'une petite

monnaie à l'effigie de Roveca (un cavalier bien campé sur son cheval), provenant de l'atelier de Crouy-sur-Ourcq. Cet atelier paraît avoir fourni bien avant l'arrivée des Romains en Gaule, une quantité de monnaies en bronze, argent et or (une de ces dernières, assez rare, vient d'être vendue 500 francs). Quant au nom de Roveca, inscrit sur la monnaie trouvée dans la région qui environne Crouy, c'est celui d'un divinité locale et peut-être aussi celui de la peuplade. Détail curieux, cette monnaie porte une inscription tantôt latine, tantôt grecque, et quelquefois l'effigie de Philippe de Macédoine; on sait d'ailleurs que, en dehors des relations établies par les Phocéens, les Gaulois avaient poussé leurs incursions jusqu'en Grèce, d'où ils avaient rapporté un grand nombre de monnaies à l'effigie de Philippe Alexandre. Les traces de cette appellation et de l'écriture grecque se retrouvent jusque dans la dénomination de certaines localités. Ainsi Meaux, le pays des Meldes, le Jatinum des cartes romaines, paraît avoir eu aussi le nom d'Elpenon, si l'on en croit des monnaies trouvées sur son territoire.

Une discussion s'engage à propos du récent travail de M. Pouvier sur la croix de Saint-Loup ou Saint-Leu. Suivant M. Ancelin, il y aurait à Meaux, en même temps que la croix, une pierre Saint-Loup située sur un coteau, voisin de la voie romaine allant de la ville vers le nord : témoignage corroboré par celui de M. Réthoré, qui a observé une pierre Saint-Loup à 300 mètres au-dessus de l'oppidum de Condé.

Il paraît résulter de là qu'un certain nombre de pierres en grande vénération chez les Celtes, ont reçu ensuite des noms de saints et en particulier celui de Saint-Loup.

A quel Loup rapporter ces pierres et ces croix? Est-ce au comte de Champagne parent de Clotaire II, ou à l'évêque de Troyes qui, comme Saint-Aignan d'Orléans, sut imposer un frein à la fureur d'Attila, ou bien plutôt à Saint-Loup, évêque de Sens, qui avait Meaux dans sa juridiction ecclésiastique et dont la fête célébrée le 1^{er} septembre se rattache à la crainte des convulsions chez les enfants? Quant à l'évêque de Troyes, on sait qu'il alla en compagnie de Saint-Germain-des-Prés, convertir les infidèles de l'Angleterre, où sous le nom de Blaise (non gaulois de Loup) il serait devenu, suivant la tradition, ami de l'enchanteur Merlin. Toujours est-il que celui-ci sur les images populaires est représenté avec un vieux loup à côté de lui. M. d'Amécourt résumant cette intéressante discussion, montre qu'on trouverait sur ce sujet une

ample moisson d'informations en consultant, dans les Bollandistes, les pages consacrées aux miracles des divers St-Loup.

M. Réthoré ramène la Section sur le terrain de Jouarre qu'il a exploré avec tant de méthode. Suivant lui, la fondation de l'hôtellerie de Jouarre remonterait aux environs de 1220. Quant à la chapelle de l'hospice, elle dénote dans son style la fin du XII^e siècle, et paraît avoir été une salle destinée à recevoir des pèlerins jusqu'au moment où, vers le milieu du XVII^e siècle, par les soins de l'abbesse Marie de la Trémouille, elle fut transformée en chapelle. Ces deux édifices répondaient du reste à l'une des conditions essentielles de ce genre de fondation, par leur situation hors la ville et sur le bord d'une grande voie de communication.

M. Torchet, marchant dans une voie peu explorée, avait déjà lu des notices sur la musique sous les Mérovingiens et les Carolingiens. Cette fois il avait pris à partie les Capétiens, et la Société y a gagné une peinture piquante et instructive de la vie féodale et religieuse à l'époque des rois Robert, Henri 1^{er}, et du millénaire. M. Torchet a surtout insisté sur la part considérable du chant Grégorien, dans les répons, proses et antiennes, qui composaient les chants d'église, et montré toute la difficulté que présentaient pour les musiciens de cette époque, l'accord de triton ou ce qu'on appelait encore le *Diabolus in musicâ*.

SÉANCE DU 3 OCTOBRE 1872.

EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE

A CHATEAU-THIERRY, MÉZY, ESSÔMES.

Était-ce la fièvre du pèlerinage qui, le jeudi 3 octobre au matin, entraînait une société d'archéologues meltois sur la route de Château-Thierry? Peut-être oui, si l'on applique l'expression pèlerinage à la recherche passionnée de tous les souvenirs du passé, quelle que soit leur origine. A dire vrai, nos archéologues étaient surtout curieux de connaître la contrée voisine, et de voir s'il n'y aurait pas un réel intérêt à établir des échanges d'idées, de renseignements, de visites.

Les voyageurs étaient attendus à la gare de Château-Thierry,

par une nombreuse députation de la Société historique de cette ville, ayant à sa tête le secrétaire ; après un gai déjeuner en commun, des voitures emportèrent les excursionnistes à travers des campagnes, dont les voyageurs qui les traversent en chemin de fer ne soupçonnent pas les beautés. La route passe à mi-côte au travers de collines boisées ou plantées d'arbres à fruits, semées de charmants villages qui ont nom Chierry, Etampes, Blesmes, Fossoy, tandis qu'au-delà de la Marne vue par échappées, s'étalent sur l'autre côté de la vallée de luxuriants vignobles surmontés de grands bois.

A peine arrivés à Mézy, les voyageurs sont ramenés à des réflexions sur l'instabilité des choses humaines : une petite cathédrale enterrée de plusieurs marches dans le sol de la varenne est devenue église de hameau. En y entrant, l'œil est frappé par la pureté et la simplicité des grandes lignes architecturales du monument. En particulier, la clarté, l'élégance du transept, du chœur et de la grande rose du portail, sont dignes d'admiration. C'est un édifice de la fin du ^{xii}^e siècle, avec triforium et ornementation des chapiteaux dans le goût du ^{xiii}^e siècle. Du reste, peu de choses sont restées de l'histoire de Mézy ; on sait seulement qu'une communauté disparue se trouvait dans le voisinage, et qu'à une certaine époque elle fut rattachée à une communauté de chevaliers de Malte, dont les armoiries se voient encore sur les pendentifs. Il y a plus, des peintures décoratives à fresque ont dû être faites sur les piliers, probablement en vue de quelque cérémonie funèbre. Forcés de borner cette description, nous mentionnerons en passant un tiroir placé sous le tabernacle, exemple presque unique, un lavabo en marbre, de beaux vases en porcelaine, et nous en aurons fini avec cette pauvre église, condamnée à périr par la nature de sa pierre, et qu'avant sa destruction, on voudrait voir surmontée du joli clocher roman de Fossoy.

Dans le cimetière qui entoure l'église, se trouve une croix de pierre reposant sur un autel carré supporté par quatre cariatides, le tout élevé de marches au-dessus du sol et ayant, malgré les ravages du temps, conservé le plus grand air.

A quelle époque faut-il rapporter ce joli spécimen d'ornementation ? C'est d'autant plus difficile à dire que les figures rongées par la pluie, ne présentent plus que des détails difficiles à distinguer. Cependant nous sommes heureux de reconnaître que M. Barbey, de Château-Thierry, en a donné une explication qui

reproduit avec un bonheur d'expression remarquable, tout le symbolisme de cet édicule.

Le retour à Château-Thierry s'effectue par Mont-Saint-Père, Gland et Brasles, c'est-à-dire en ayant la vue des côteaux parcourus à l'aller, et en suivant, à travers de coquets et propres villages, une route connue des touristes : Brasles surtout, situé à l'entrée d'une sorte de gorge, a un moulin du plus pittoresque effet.

La Société historique de Château-Thierry est en séance dans la maison de Jean de La Fontaine, destinée également à servir de musée. Nos excursionnistes sont reçus avec la plus parfaite cordialité, par les sociétaires de Château-Thierry et par leur président, M. Hachette, bien connu des habitants de Meaux, parmi lesquels il a laissé de vifs souvenirs. Avec intention, se trouvait placée dans la salle des séances, une belle gravure de 80 centimètres de longueur sur 60 de hauteur, représentant la marche et montre des chevaliers de l'Arquebuse des villes et provinces de France, assemblés par ordre, tel qu'a eu lieu le défilé dans la ville de Meaux en 1717. On y voit dans les rangs, les *Mianleux* en costume, ayant au sommet de leur bannière, comme emblème, une cage contenant un chat vivant.

Sur la table sont des rapières et des hallebardes datant des guerres de religion, trouvées dans la Marne et encore revêtues d'incrustations ; un crâne brachycéphale et différents objets retirés avec lui d'un tombeau celtique récemment ouvert à Caranda, sur l'emplacement de l'ancienne ville gauloise de Cierges.

Bientôt tout le monde est obligé de prendre part à un engagement général, à propos d'un petit vase en terre noire de dix centimètres de haut, élégamment tourné et retiré du même tombeau. La panse rebondie de ce vase offre une bande garnie de lignes parallèles semées de points et disposées suivant un mode de groupements différents. Est-ce un simple ornement ainsi que les uns le pensent ? Tel n'est pas l'avis du plus grand nombre, particulièrement de M. de Vertus. Pour lui il y a là quelque chose d'intentionnel, qui ressemble aux inscriptions relevées sur les monuments atèques et surtout aux caractères runniques. Dans cette dernière hypothèse, il faudrait voir là comme une formule d'invocation cabalistique gravée en l'honneur du mort.

On examine ensuite le fac-simile d'un sou d'or trouvé dans les environs, et portant l'inscription *Tidiriciaco* (Théodoric). S'appuyant sur ce fait que l'étymologie d'Elampes, commune voisine de Château-Thierry, vient de *stapula* qui veut dire frappeage ;

quelques-uns pensent que Château-Thierry était l'atelier de monnayage des Mérovingiens, atelier supprimé par ordonnance de Charles VII.

M. d'Amécourt qui se trouvait là sur son terrain, commence par établir qu'il s'agit d'un tiers de sou d'or ; les vrais sous d'or mérovingiens sont très-rares. Le nombre des ateliers monétaires a été très-nombreux, car on en connaît 1,200. En outre, ajoute M. d'Amécourt, plusieurs villes étant connues pour avoir frappé des sous d'or à l'effigie de *Tidirciaco*, il est préférable jusqu'à plus ample informé, de réserver la question. Quoi qu'il en soit, reconnaissons que sur tous les points où sa défense était possible, la ville de Château-Thierry trouvait dans M. de Vertus, un champion aussi zélé qu'habile.

La séance terminée, on procède à la visite de la maison de La Fontaine, ouverte au public, grâce à de généreux efforts, mais qui a besoin dans l'intérieur d'être ramenée à sa distribution première. Du temps du fabuliste, ce devait être un confortable hôtel, en état de plaire à un propriétaire qui n'aurait pas eu l'imagination trop vagabonde. La Fontaine a eu le bon goût de ne pas nous faire part de ses petits griels contre sa femme, s'il en a eu ; comme sa femme ne paraît pas s'être plaint de son côté, il n'y a pas beaucoup à regretter une séparation qui nous a peut-être valu notre immortel fabuliste.

Très-près de Château-Thierry est Essômes, qui montre à nos touristes une très-belle église abbatiale et paroissiale du *xiii^e* siècle, provenant d'une abbaye de cent religieux à son apogée. Comment exposer en quelques lignes les beautés architecturales de cet édifice ? Mentionnons ici un beau Christ en ivoire et un superbe portrait d'origine espagnole, dans le genre de Zurbaran. Mais la perle d'Essômes, ce sont les stalles de son chœur, stalles à dais dont certains datent du *xiii^e* siècle, tandis que d'autres sont du *xvi^e* siècle. Parmi les sujets que représentent ces boiseries sur lesquelles M. Barbey a fait une fort bonne étude, il en est un qui a le don d'égayer les excursionnistes. Il représente deux figures symboliques finement sculptées, Adam et Eve si l'on veut, se fustigeant pour châtier en eux la chair ; du reste, les interprétations varient.

La nuit approchant, on visite en courant l'église de Château-Thierry, car il faut avoir un aperçu et du vieux château et de l'admirable panorama qu'on découvre du haut de sa plate forme. Ici, les excursionnistes sont sous la direction incontestée de M. Mor-

saline, l'architecte de la ville. Successivement il expose le plan des divers édifices et des fortifications, qui se sont élevés en ce lieu, — d'abord un donjon mérovingien du ix^e siècle, puis une forteresse du xii^e, d'aspect formidable à l'entrée.

En attendant leur pèlerinage en Seine-et-Marne, les excursionnistes de Meaux ne se sont pas séparé des archéologues de Château-Thierry sans les remercier sincèrement pour le dévouement dont ils ont fait preuve à leur égard pendant cette journée, particulièrement M. Moulin, secrétaire, M. Barbey, archiviste de la Société historique, et M. Morsaline, architecte de la ville.

SÉANCE DU 17 OCTOBRE 1872.

Présidence de M. D'AMÉCOURT.

Présents : MM. d'Amécourt, Le Roy, Carro père, J. Carro, Boquet-Liancourt, Torchet et Muller.

M. Basile Martin, ancien greffier du tribunal civil de Melun, est nommé membre titulaire.

Revenant sur la question de la croix ou pierre Saint-Loup, de nouveau visitée par une commission spéciale, la Section reconnaît qu'il existe à Meaux deux endroits parfaitement indiqués, paraissant d'après les auteurs, les contrats de vente et la tradition, en possession du titre de croix ou pierre Saint-Loup.

M. d'Amécourt exhibe une médaille frappée à Paris par quelques particuliers, un peu avant la dernière guerre et en l'honneur de la paix.

M. Boquet-Liancourt dépose sur le bureau un sabre en fer, à poignée en cuivre, presque complètement enveloppé d'incrustations pierreuses. Cette pièce curieuse trouvée en draguant dans la baie de la Hogue, près de l'extrémité de la presqu'île du Cotentin, paraît provenir du combat naval livré en cet endroit par les flottes de l'Angleterre et de la Hollande à la flotte de l'amiral Tourville, qui fut complètement brûlée ou prise.

Sous ce titre *la Diane au Croissant*, et en la présentant modestement comme une bleuette, M. Boquet-Liancourt a donné lecture d'une œuvre d'imagination écrite avec un goût parfait, et qui rappelle un chef-d'œuvre connu, la *Vénus d'Ille* de Mérimée. C'est

une esquisse dont on regrette que l'auteur n'ait pas voulu accuser davantage les contours et les teintes.

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1872.

Présidence de M. D'AMÉCOURT.

Présents : MM. d'Amécourt, Boquet-Liancourt, Le Roy, Le Blondel, Carro père, J. Carro, Torchet.

M. Baillet fils, étudiant en droit, est nommé membre titulaire, et membre correspondant M. Du Châtelier, connu par de nombreux travaux d'archéologie et d'histoire.

M. Le Blondel fait hommage à la Société d'un exemplaire de son *Almanach de Seine-et-Marne* et du diocèse de Meaux, treizième année de la publication. C'est faire l'éloge de ce recueil que de citer les noms des deux principaux rédacteurs, MM. Lhuillier et Gabriel Leroy. Cette année *l'Almanach de Seine-et-Marne* est de plus illustré de piquantes vignettes dues au crayon d'un artiste Meldois, M. Blondeau.

M. Torchet donne lecture d'un mémoire sur les origines du *Dies iræ*. Le *Dies iræ* a-t-il été composé par un moine Espagnol durant la nuit qui précéda son supplice ordonné par l'inquisition ? A-t-il pour auteur saint Grégoire-le-Grand, ou saint Bernard, ou d'autres hommes distingués qui ne firent que réunir des fragments dont la sombre poésie était en parfait accord avec les tendances de l'église à cette époque ? L'auteur ou les auteurs paraissent n'avoir fait que couler en strophes, d'une grande unité de style, des chants qui étaient déjà dans toutes les bouches. Un chant d'une si grande beauté appelait une belle musique ; aussi combien de compositeurs ont tenté d'attacher leur nom à la mise en musique du *Dies iræ*. A part Mozart dont on connaît le *Requiem*, il suffit de citer dans le nombre Palestrina, Jomelli, Cherubini, Berlioz. Néanmoins la conclusion de M. Torchet est que le plain-chant actuel du *Dies iræ* est encore son accompagnement le plus imposant.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1872.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT.

Présents : MM. Boquet-Liancourt, Le Roy, Le Blondel, Laurent, Carro père, J. Carro, Bouvier, Martin Basile, Torchet.

MM. Ducrest de Villeneuve, sous-préfet de Meaux, et Bénard, greffier près le tribunal civil, sont nommés membres titulaires.

Des documents relatifs aux inscriptions des cloches de May, Jaignes, Tancrou, sont fournis par M. Plé.

M. Torchet lit un travail plein d'érudition sur les conditions d'une royauté au moyen-âge. Obéissant à une inspiration généreuse, deux ménestriers, Lappe et Huet, fondent en 1328 dans la rue Jehan Paulée, sur un terrain concédé de 36 toises seulement, un hospice placé sous l'invocation de Saint-Julien et de Saint-Génois. Le local devait servir en même temps aux réunions de la confrérie des ménestriers (du latin : *ministerium*) ; ce qui, à l'époque actuelle correspondrait au siège d'une association des artistes musiciens. Une fois organisés, les ménestriers élirent un roi qui, sous Philippe-le-Bel, n'avait vraisemblablement dans ses attributions que la police de ces corps, de la même manière que le roi des ribauds avait le commandement des sergents de la garde. M. Torchet rapporte avec détails les faits et gestes des principaux monarques de la musique dont l'autorité, primitivement, ne dépassait guère les environs de Paris, et dont les fonctions consistaient à délivrer, après examen, aux aspirants ménestriers, des brevets de divers degrés. Au seizième et au dix-septième siècle on trouve ces rois préoccupés, avant tout, d'étendre leurs prérogatives à toute la France. Le dernier qui porta le titre de roi des violons, lutte jusqu'en 1742 contre l'exercice libre de la profession musicale ; finalement cette liberté fut reconnue par un édit de 1776.

SECTION DE MELUN.

SÉANCE DU 5 JANVIER 1868.

Présidence de M. LA JOYE, président.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. Aubergé, Ballu, Buval, Courtois, De-

courbe, Gaudard, Kerkhoffs, Labiche, Lemaire, Lhuillier, Poyez et Saby.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Il est donné connaissance d'une lettre de M. Léon Damour, par laquelle ce sociétaire donne sa démission de membre titulaire de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, démission qu'il motive par sa nomination récente aux fonctions de conseiller de préfecture à Bourg (Ain), et son empêchement d'assister aux séances de la Section.

M. le président annonce qu'une demande d'admission, comme membre titulaire de la Société, est faite par M. George, professeur d'histoire au collège de Melun. Les présentateurs sont MM. Lambert et Saby. Il sera statué sur cette demande, dans la prochaine réunion, conformément au règlement.

Suivant la décision prise dans la précédente séance, il est procédé à un vote, au bulletin secret, sur la demande d'admission de M. Chéron de Villiers, propriétaire à Verneuil. Présentateurs : MM. La Joye et Courtois. Ce vote donne les résultats suivants :

Votants. 11.

Pour l'admission. . . . 11.

L'admission de M. Chéron de Villiers, comme membre titulaire de la Société, sera soumise au comité central.

A la suite de ce vote, M. Lhuillier donne lecture d'une notice intitulée : *l'École centrale et l'École militaire de Fontainebleau*. M. Lhuillier annonce que cette notice est destinée à l'*Almanach-annuaire de Fontainebleau*, mais tous les membres présents insistent pour que, sans en priver complètement cette publication, le bulletin de la Société soit gratifié, lui aussi, d'un travail si intéressant et si consciencieux sur les deux Écoles spéciales qui existèrent à Fontainebleau au commencement du siècle actuel.

M. G. Leroy communique le *Répertoire archéologique de l'arrondissement de Melun*, qu'il a rédigé d'après le programme arrêté par la Société. Il donne lecture d'un résumé indiquant la forme suivie et diverses particularités sur les antiquités, monuments et objets d'art de l'arrondissement. — A la suite de cette lecture, M. La Joye, président, fait observer que l'objet de la communication de M. Leroy rentre dans la catégorie des travaux pouvant prendre part au concours institué par le ministère de l'instruction publique entre les Sociétés savantes des départements.

Il propose d'envoyer à ce concours, au nom de la Société de Seine-et-Marne, section de Melun, le *Répertoire archéologique* rédigé par M. Leroy, et que ce sociétaire vient de soumettre à la Section.

La proposition de M. La Joye, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité. Le secrétaire est chargé d'en suivre l'exécution.

M. Labiche donne lecture des pièces de poésie suivantes :

La marguerite et le faucheur, fable.

Le dernier chant d'amour, poésie légère.

La communication de M. Labiche est renvoyée au comité central.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à trois heures.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1868.

Président M. LA JOYE, secrétaire M. G. LEROY.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. Aubergé, de Choiseul-Praslin, Dorlin, Garnuchot, Gaucher, Hocédé, Labiche, Latour, Lhuillier, Saby, Schreuder, Sertier et Roussel.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance : — M. le marquis de Pontécoulant, président de la Société, annonce que le cinquième Bulletin est à l'impression. M. le baron Fréteau de Pény envoie sa démission de membre titulaire fondateur. M. le baron de Beauverger fait parvenir à la Section le programme du nouveau prix qu'il a fondé, lequel programme est ainsi conçu : « Retracer l'histoire des lettres, des sciences, des arts et de l'instruction, dans les contrées correspondant au département de Seine-et-Marne, depuis l'époque Gallo-romaine jusqu'à la création de la Société d'Archéologie. Le prix sera une médaille de la valeur de 250 francs. Cette médaille sera décernée dans une des réunions de la Société, à Melun ou à Fontainebleau. » M. le président de la Société de géographie annonce que M. Gustave Lambert, qui projette une expédition scientifique au pôle nord, a l'intention d'entreprendre une série de conférences dans toutes les villes de France, afin d'exposer les raisons qui permettent d'affir-

mer le succès et de faire ressortir l'importance de cette expédition toute française. Déjà diverses Sociétés savantes ont bien voulu spontanément offrir leur concours et ont organisé des comités locaux pour favoriser la réussite de ces conférences. — L'association scientifique de France adresse son bulletin hebdomadaire qu'elle échangera contre les publications de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne. — M. Hérissé, membre de la Section de Melun, fait hommage de la brochure suivante qu'il vient de réimprimer : « *Les étranges effets du tonnerre arrivés en la ville de Melun la veille de Penthecoste 1656.* » M. G. Leroy, secrétaire de la Section, fait hommage d'une publication intitulée : « *Historique sommaire de l'enseignement à Melun, du 12^e au 19^e siècle;* » broch. in-8° de 46 pages.

La Section statue ainsi qu'il suit sur ces différentes communications : — Elle apprend avec intérêt que l'impression du cinquième bulletin est commencée et manifeste le désir qu'elle s'accomplisse aussi promptement que possible. La démission de M. le baron Fréteau de Pény est acceptée. Des remerciements sont adressés à M. le baron de Beauverger, au sujet du nouveau prix qu'il vient de fonder. La Section coopérera par les moyens en son pouvoir à l'organisation des conférences sur l'expédition au pôle nord, pour le cas où M. Gustave Lambert viendrait en faire à Melun. Enfin, les publications échangées avec l'association scientifique de France, et les brochures offertes par MM. Hérissé et G. Leroy, seront déposées dans les archives de la Société.

M. le président annonce qu'il doit être procédé à un vote au scrutin secret sur l'admission comme membre titulaire, de M. George, professeur d'histoire au collège de Melun, dont les présentateurs sont MM. Lambert et Saby. Le scrutin donne les résultats suivants : Votants 13, pour l'admission 13. — M. George, ayant réuni l'unanimité des suffrages, sera présenté au Comité central pour être admis en qualité de membre titulaire de la Société.

M. Lhuillier dépose sur le bureau sept médailles de bronze offertes à la Société par M. F. Bescher, graveur, rue Royale-St-Honoré, 8, à Paris. Ces médailles sont à l'effigie de Vitruve, Charlemagne, Machiavel, Henri VIII, Charles XII, Frédéric-le-Grand et Louis-Napoléon, prince impérial. Des remerciements sont adressés à M. Bescher, pour son offre généreuse. La Section décide que les médailles ainsi données seront déposées au musée de Melun.

M. G. Leroy communique au nom de M. le docteur Forgemol, membre titulaire de la Société, l'empreinte d'un cachet du xvi^e siècle trouvé à Châtres, portant un écusson avec ces mots : *Jaques Hémar*. Des remerciements sont adressés à M. Forgemol pour son intéressante communication.

M. G. Leroy, donne lecture d'une note intitulée : *Charles-Quint à Fontainebleau et à Melun*.

M. La Joye, président de la Section, continue ses intéressantes études géologiques et donne des détails circonstanciés sur l'anéantissement ou la conservation de certaines espèces animales.

M. Lhuillier fait un *rapport analytique sur plusieurs ouvrages offerts à la Société d'Archéologie de Seine-et-Marne par des sociétés correspondantes*.

M. Dorlin lit un mémoire sur la suite de ses *Observations météorologiques*.

Enfin M. Labiche donne lecture d'une fable intitulée *l'Acrobate*.

Toutes ces communications et lectures, qui méritent à leurs auteurs des approbations sympathiques, sont renvoyées au Comité central pour prendre place dans le Bulletin de la Société, à moins qu'avant la publication de ce Bulletin les auteurs n'en disposent autrement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à trois heures.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1868.

Président M. F. LA JOYE, Secrétaire M. G. LEROY.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. Aubergé, comte de Choiseul-Praslin, Decourbe, Garnuchot, Gaucher, Gaudard, George, Gillet, Hocédé, Dutramblay, Journeil, Kerckhoffs, Labiche, Lambert, Lemaire, Lhuillier, Prévost, Saby et Sollier.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Le secrétaire procède au dépouillement de la correspondance.

Il donne lecture d'une circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique portant que la distribution des récompenses

accordées aux Sociétés savantes des départements, à la suite du concours de 1867, aura lieu à la Sorbonne, le samedi 18 avril prochain, à midi. Cette distribution sera précédée de quatre jours de lectures publique les 14, 15, 16 et 17 avril.

M. le vicomte de Caumont, membre correspondant de l'Institut, directeur de l'Institut des provinces et de la Société française d'Archéologie à Caen, fait hommage à la Société d'Archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, dont il est membre correspondant et qu'il considère comme une des dix sociétés les plus laborieuses de France, des publications suivantes, savoir :

1° 16 volumes contenant les travaux du congrès scientifique de France, pour les sessions tenues à Marseille en 1846, à Auxerre, en 1858, à Limoges en 1859, à Cherbourg en 1860, à Bordeaux en 1861, à Chambéry en 1863, à Troyes en 1864 et à Rouen en 1865 ;

2° Le compte-rendu des séances du congrès archéologique de France tenues à Senlis, Aix et Nice en 1866, un volume ;

3° La statistique monumentale du Calvados, par M. de Caumont, 5 volumes ;

4° Le tome 1^{er} des mémoires de l'Institut des provinces de France, un volume in-4° ;

5° Rapport sur les travaux et les publications académiques des provinces pendant l'année 1860, par M. Chaalle, un volume ;

6° Actes de la session tenue à Apt en 1862, publiés par M. Roux, un volume.

7° Du mouvement des études scientifiques et littéraires en province, par M. Chatellier, un volume ;

8° Rapport verbal fait à la Société française d'Archéologie sur divers monuments par M. de Caumont, un volume ;

9° Essai sur la topographie géognostique du Calvados par le même, un volume ;

10° *A manach de l'Archéologie français*, in-12°.

Ensemble 29 volumes ou brochures.

Par acclamation, des remerciements sont votés à M. le vicomte de Caumont, pour son offre si importante et si généreuse. Les 29 volumes donnés seront déposés dans les archives de la Société.

Le secrétaire communique en outre une circulaire relative aux congrès des délégués des Sociétés savantes dirigé par l'Institut des provinces qui aura lieu à Paris, en 1868, le lundi 20 avril. M. de Caumont, qui adresse cette circulaire, prie la Société de s'y faire représenter. La Section prenant en considération la libéralité dont elle vient d'être l'objet de la part de M. le directeur de l'Institut

des provinces, en considérant d'ailleurs qu'il est impossible de se maintenir au courant du mouvement intellectuel et académique quand on reste en dehors de ses réunions annuelles, décide qu'elle se fera représenter par un délégué de son choix au congrès des délégués des Sociétés savantes dirigé par l'Institut des provinces. Le trésorier de la Section est autorisé à acquitter la cotisation qui pourra être due pour cette cause.

M. Dorlin, qui s'était fait porter à l'ordre du jour pour la lecture d'un bulletin météorologique, informe M. le président que des circonstances imprévues l'empêchent de remplir sa promesse. La Section, regrettant ce contre-temps, espère recevoir communication du travail de M. Dorlin dans une séance ultérieure.

M. Latour fait déposer sur le bureau le rapport de M. Drouyn de Lhuys, membre titulaire de la Société, sur le concours relatif au prix Halphen. Des remerciements sont adressés à l'auteur de ce document qui sera déposé dans la bibliothèque de la Société.

Le secrétaire constate la réception du bulletin hebdomadaire de l'association scientifique de France, qui sera également déposé dans notre bibliothèque.

M. Saby remet à M. le président une demande signée de douze membres de la Société, ayant pour but d'apporter la modification suivante au règlement de la Section : « A l'avenir, la tenue des séances sera fixée à deux heures. » Les signataires sont MM. Decourbe, Fournials, Garnuchot, George, Hocedé Dutramblay, Hérissé, Kerckhoffs, Labiche, Lambert, Lhuillier, Leroy et Saby. Conformément à l'article 27 du règlement particulier de la Section, il est décidé qu'il sera statué, sur la modification demandée, au scrutin secret et à la majorité absolue des membres présents, dans la prochaine séance et que mention spéciale en sera faite dans l'ordre du jour.

A la suite de ces différentes communications, M. Gaucher donne lecture d'une notice historique, statistique et topographique sur la commune de Champdeuil.

M. Lemaire communique la copie de pièces originales conservées à la bibliothèque de la ville de Chartres et se rattachant à différents événements qui s'accomplirent sous le règne de Charles IX.

M. Saby donne lecture d'un mémoire intitulé : *De quelques cérémonies chez les anciens*.

M. G. Leroy, parle de la découverte récente d'un hypocauste Gallo-romain dans un terrain situé à Melun, avenue Saint-

Ambroise, découverte qui se rattache à celle de même nature faite dans une propriété voisine en l'année 1844.

Enfin, M. Labiche donne lecture de deux fables ayant pour titres, la première : *Le Curieux, l'Astronome et le Pape* ; et la seconde *les Charlatans*.

Toutes ces communications, qui intéressent vivement la Société, sont renvoyées au Comité central pour prendre place, s'il y a lieu, dans le Bulletin de la Société. Sur la proposition d'un membre, la Section engage M. Saby à donner lecture de son mémoire sur *les Cérémonies des anciens*, dans les séances de la Sorbonne qui précéderont la distribution des récompenses à la suite des concours de 1867. M. le président dit à ce sujet que les Sections de Meaux et de Fontainebleau devant être représentées à ces séances par des lectures de MM. Carro et David, il est désirable que la Section de Melun le soit également. Ce soin sera parfaitement rempli par le travail de M. Saby.

M. Hocédé Dutramblay propose de communiquer dans la prochaine séance différentes antiquités qu'il a rapportées d'un voyage en Italie.

M. le président annonce qu'il a reçu une lettre de M. Courtois, membre de la Société, sur des mesures à prendre en vue du prochain renouvellement du bureau. Attendu l'absence de M. Courtois, la Section décide de reporter à la prochaine séance la délibération qu'il pourra être nécessaire de prendre après avoir entendu les explications de l'honorable sociétaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à trois heures.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1868.

Président M. Fcl. LA JOYE, Secrétaire M. G. LEROY.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. Aubergé, Cluël-Fontaine, Cotelle, Courtois, Darlin, Dupré, Eymard, Gaudard, George, Gillet, Hérissé, Hocédé Dutramblay, Journell, Kerckhoffs, Labiche, Lemaire, Lhuillier, Prévost, Saby, Schreuder et Sollier.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance.

M. Duruy, ministre de l'Instruction publique, annonce à M. le président de la Société que le Comité des travaux historiques, chargé d'examiner les mémoires envoyés pour le concours de 1867, vient de lui soumettre le résultat de son appréciation. Le travail présenté sous les auspices de la Société de Seine-et-Marne, par M. G. Leroy et intitulé : *Répertoire archéologique de l'arrondissement de Melun*, a été jugé digne d'une récompense consistant en une médaille de bronze. Une semblable médaille sera déposée dans les archives de la Société.

M. Carro, vice-président de la même Société, communique à M. La Joye, président de la Section de Melun, une lettre de M. de Pontécoulant, contenant sa démission de président général de la Société de Seine-et-Marne et sa résolution de refuser la candidature aux élections prochaines. — « Approchant moi-même de l'âge de M. de Pontécoulant, ajoute M. Carro, fatigué et cédant à une nécessité vraiment impérieuse de repos, je viens à cette occasion vous prier de vouloir bien aussi communiquer ma démission de vice-président dans les mêmes termes, c'est-à-dire en conservant mes fonctions jusqu'à l'élection ; puis également ma résolution de ne point accepter de candidature. »

La Section apprend avec regret la détermination de MM. de Pontécoulant et Carro, dont le zèle et le dévouement dans l'accomplissement de leurs fonctions ont puissamment aidé à la prospérité de la Société. Elle décide que mention en sera faite au procès-verbal.

M. Lambert, atteint d'une indisposition, exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

Deux demandes d'admission comme membres titulaires sont présentées : premièrement, par M. Roy, pharmacien à Melun, qui a pour présentateurs MM. Journeil et Gillet ; deuxièmement, par M. Bescherelle aîné, homme de lettres à Livry, dont les présentateurs sont MM. Courtois et Leroy.

Une demande du titre de correspondant, présentée par MM. Lhuillier et Leroy, est faite par M. Léon Damour, conseiller de préfecture à Bourg (Ain), dont les fonctions et l'éloignement ont motivé la démission comme membre titulaire.

La Section décide qu'il sera statué sur ces demandes, dans la prochaine séance, au scrutin secret et à la majorité des suffrages, conformément à l'article 24 du règlement.

L'ordre du jour porte ensuite sur la demande de modification

du même règlement en ce qui concerne l'heure d'ouverture des séances, que M. Saby et onze autres membres nommés dans le précédent procès-verbal, proposent de reporter à deux heures après-midi au lieu d'une heure. Cette proposition est mise en délibération. M. Lemaire, dans le but de concilier différents intérêts, soumet à la Section l'idée d'adopter le terme moyen d'une heure et demie. A la suite de la délibération à laquelle prennent part MM. Eymard, Hocedé Dutramblay, La Joye, Lemaire, Saby, Schreuder et Sollier, il est procédé à un vote au scrutin secret qui donne les résultats suivants :

Votants.	20
Pour l'adoption de deux heures	15
Pour le maintien d'une heure	4
Pour l'adoption d'une heure et demie . .	1

Par suite de ce vote, M. le président annonce que l'article 4 du règlement est ainsi modifié : « La Section de l'arrondissement de Melun se réunit le premier dimanche de chaque mois, à deux heures précises, à l'hôtel de ville, etc. »

Sur la proposition de M. G. Leroy, la Section délègue M. le marquis de Pontécoulant, pour la représenter au congrès des délégués des Sociétés savantes dirigé par l'Institut des provinces, qui aura lieu à Paris, rue Bonaparte, 44, sous la présidence de M. de Caumont, le 20 avril prochain et jours suivants. M. de Pontécoulant sera prié d'accepter cette mission.

Une proposition de M. Courtois, relative au prochain renouvellement du bureau central est mise en délibération. Après une discussion à laquelle plusieurs membres prennent part, il n'est pas donné suite à cette proposition.

La Section apprend avec regret la détermination prise par M. Courtois de ne plus être continué dans ses fonctions de trésorier général de la Société. Un surcroît de travaux est la cause de cette résolution.

Dans le cours de la séance, les lectures ou communications suivantes sont faites, savoir :

M. George donne lecture d'un mémoire intitulé : *De l'économie rurale chez les anciens*.

M. Dorlin communique le *Tableau météorologique moyen des mois de janvier et de février dernier, avec notes à l'appui*.

Ces communications, accueillies avec un vif intérêt par la Section, sont renvoyées au Comité central.

M. Hocédé Dutramblay fait hommage à la Société d'une série de photographies dont il est l'auteur, comprenant :

1^o Une vue de l'hôtel de ville de Compiègne, monument du xiv^e siècle ;

2^o Et les vues suivantes prises en Italie, durant un voyage de l'honorable sociétaire, en 1863 :

La Tour penchée de Pise.

Le Baptistère de la même ville et le dôme.

La Porte du dôme.

Le Campo santo.

Le Palazzo vecchio à Florence.

La Cour des offices.

Le Ponte vecchio.

La Porte méridionale du Baptistère de Florence.

Deux vues du forum romain.

L'arc de Septime Sévère à Rome.

L'arc de Constantin.

Trois vues du Colysée.

Le Temple de la Paix.

Et le Temple de Vesta.

La Section manifeste à M. Hocédé Dutramblay ses remerciements et sa reconnaissance pour le don qu'il vient de faire à la Société.

En raison de l'heure avancée, M. Hocédé Dutramblay propose de reporter à une autre séance la communication d'antiquités et de curiosités par lui rapportées de son voyage d'Italie.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 3 MAI 1868.

Président, M. F. LA JOYE ; secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Ballu, Cotelle, Decourbe, Eymard, Gaudard, Gillet, Hocédé Dutramblay, Journeil, Labiche, Lemaire, Lhuillier, Roussel, Saby, Sertier, Sollier et Torel.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance.

MM. Hennecart, Hérissé et Kerchhoffs expriment leurs regrets de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Dans une première lettre adressée à M. le président de la Section, M. le marquis de Pontécoulant après avoir rendu compte d'une réunion du Comité central de la Société le 18 avril dernier, propose d'adopter la résolution suivante ou toute autre conçue dans le même sens : « Vu les changements demandés dans le mode d'élection et « dans la durée des fonctions du bureau central, et le temps faisant « défaut pour discuter et adopter les candidats, la Section est « d'avis de retarder le renouvellement du bureau central et de « prier les démissionnaires de continuer leurs fonctions jusqu'à « leur prochain remplacement. » M. de Pontécoulant ajoute : « Tout en remerciant mes confrères de la marque de confiance qu'ils ont bien voulu m'accorder en me demandant d'accepter encore la présidence pour cette année, je ne saurais adhérer à leur demande. Quand, à mon âge, on prend une résolution, ce n'est qu'après y avoir mûrement réfléchi et cette détermination ne saurait être changée. Ayant donné ma démission, je ne saurais être candidat sans la retirer et ce serait un enfantillage indigne et de moi et du respect que je porte à la Société. »

M. le président annonce que la proposition de M. le marquis de Pontécoulant sera mise en délibération dans le cours de la séance.

Dans une seconde lettre, M. de Pontécoulant annonce que l'assemblée générale annuelle de la Société aura lieu, cette année, à Provins, le 1^{er} juin, lundi de la Pentecôte.

La Société havraise d'études diverses, correspondante de la Société d'Archéologie de Seine-et-Marne, fait savoir qu'une Exposition internationale maritime doit avoir lieu au Havre du 1^{er} juin au 31 octobre prochain. Les sociétés savantes sont spécialement invitées à adresser à cette Exposition la collection de leurs travaux.

La Société littéraire, scientifique et artistique d'Apt, également correspondante de la Société de Seine-et-Marne, adresse le programme du concours qu'elle ouvre en 1868.

M. le président fait savoir qu'en vertu d'une décision du Comité central une médaille de vermeil a été remise à M. le maire de la ville de Melun, pour être offerte, au nom de la Société, aux lauréats du concours musical qui doit avoir lieu le 10 mai.

L'ordre du jour portant indication du renouvellement du bureau de la Section, en conformité de l'article 9 du règlement, un scrutin, au bulletin secret, est ouvert à cet effet. Il est décidé que le

dépouillement n'aura lieu qu'à la fin de la séance, pour permettre à un plus grand nombre de sociétaires de déposer leur vote.

Il est ensuite procédé à trois scrutins successifs, à bulletins secrets, pour l'admission : 1^o comme membres titulaires, de M. Roy, pharmacien à Melun, présenté par MM. Journeil et Gillet ; et de M. Bescherelle, aîné, homme de lettres à Livry, présenté par MM. Courtois et Leroy ; 2^o et, comme membre correspondant, de M. Léon Damour, conseiller de préfecture à Bourg (Ain), présenté par MM. Lhuillier et Leroy.

Le dépouillement de ces scrutins donne les résultats suivants :

Admission de M. Roy,

Votants 18. — Pour l'admission 18.

Admission de M. Bescherelle,

Votants 18. — Pour l'admission 16. — Contre 1. — Bulletin blanc 1.

Admission de M. Damour,

Votants 18. — Pour l'admission 18.

Ces résultats seront soumis au Comité central conformément à l'article 55 des statuts.

M. Lhuillier propose de conférer le titre de membre correspondant à M. Nadault de Buffon, avocat général près la Cour impériale de Rennes, auteur de travaux historiques estimés, dont quelques-uns ont été offerts à la Société. La Section décide qu'il sera statué sur cette demande dans la prochaine séance.

La proposition de M. le marquis de Pontécoulant, au sujet de l'ajournement des élections du bureau central, est mise en délibération. Après une discussion à laquelle prennent part MM. La Joye, Lhuillier et Saby, la résolution suivante est adoptée à la majorité de 18 voix sur 19 votants. « La Section regrette que les articles 19 et 20 du règlement général ne puissent se concilier avec la prise en considération de la proposition qui lui est soumise et passe à l'ordre du jour. »

A la suite de ces diverses opérations, des lectures et communications sont faites dans l'ordre ci-après :

M. Lemaire présente une lettre autographe du prince Eugène de Savoie-Carignan, récemment acquise par les archives de Seine-et-Marne à la vente de la collection de M. Eugène Grézy. Il accompagne sa communication de notes biographiques sur ce personnage et discute la tradition qui le fait naître à Blandy-lès-Tours, dans le château de son aïeule maternelle.

Sous le titre « *L'éducation d'un gentilhomme au 17^e siècle, — Ce que coûtait un diplôme de bachelier ès-arts,* » M. Lhuillier donne d'intéressants détails sur Jean-Baptiste-Pierre de la Martelière, seigneur d'Amillis, Dagny et autres lieux, près Coulommiers; sur le mode d'obtention des grades universitaires au temps de Louis XIV, le traitement des professeurs, etc.

M. La Joye, président de la Section, rappelle dans une agréable improvisation, la visite récemment faite par d'éminents géologues, nationaux et étrangers, au tracé de la dérivation des eaux de la Vanne et dans le bassin de la Seine aux environs de Paris. Il signale plusieurs découvertes intéressantes pour la géologie et pour l'histoire de l'homme aux temps anté-historiques.

M. G. Leroy lit une *note sur quelques dalles funéraires* qui existent dans le département de Seine-et-Marne, et sur la nécessité d'en assurer la conservation en les soustrayant à l'action destructive qui résulte pour elles de leur insertion dans le pavage des églises.

M. Leroy communique aussi une chanson autographe et inédite de l'abbé de Voisenon, intitulée *le Cousin*.

Enfin, M. Cotelle présente une méandrine ou polypier, fortuitement trouvée dans le climat des Mézereaux, territoire de Melun.

Les communications et lectures faites par MM. Lemaire, Lhuillier, La Joye et Leroy seront soumises au Comité central, pour faire partie, s'il y a lieu, des publications de la Société.

Le dépouillement du scrutin pour le renouvellement du bureau de la Section, donne les résultats suivants :

Votants 20, majorité absolue 11.

PRÉSIDENT.

M. La Joye.	19 voix.
M. Gillet.	1

VICE-PRÉSIDENT.

M. Labiche.	17
M. de Champagny.	1
M. Eymard.	1

DÉLÉGUÉ AU COMITÉ CENTRAL.

M. Poyez	13
M. Gillet.	4
M. Sollier	2
M. Hocédé Dutramblay.	1

MEMBRE DE LA COMMISSION DU BULLETIN.

M. de Champagny 18

SECRÉTAIRE.

M. Leroy. 19

M. Saby. 1

SECRÉTAIRE-ADJOINT.

M. Lhuillier. 19

En conséquence ont été proclamés membres du bureau de la Section de Melun, pour l'année 1868-1869, savoir : *président* M. F. La Joye ; *vice-président*, M. Labiche ; *délégué au Comité central*, M. Poyez ; *membre de la Commission du Bulletin*, M. le comte de Champagny ; *secrétaire*, M. G. Leroy ; *secrétaire-adjoint*, M. Lhuillier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 1½.

SÉANCE DU 7 JUIN 1868.

Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Cotelte, Courtois, Decourbe, Journeil, Kerchhoffs, Lambert, Latour, Lhuillier, Saby et Sertier.

Après la lecture qui en est faite par le secrétaire, le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance : M. La Joye, président de la Section, se trouvant atteint d'une indisposition, exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance. M. le marquis de Béthisy manifeste de semblables regrets.

M. Lhuillier, dépose sur le bureau les publications ci-après indiquées, offertes à la Société par leurs auteurs, savoir : — *Entrées royales et princières dans Amiens pendant les 15^e et 16^e siècles*, par M. A. Dubois, chef de bureau à la mairie d'Amiens, correspondant de plusieurs sociétés savantes, notamment de la Société d'Archéologie de Seine-et-Marne ; — *Bembo, Romard et Gassion*, étude antique par M. Couaraze de Laa, professeur de

logique au lycée impérial de Tarbes ; *les chants du Béarn et de la Bigorre*, par le même ; *étude historique sur la charité dans la Bigorre*, par le même.

M. Lambert dépose également deux brochures offertes à la Société par M. Challeton de Brughat, leur auteur, sur *Les armes à l'Exposition universelle de Paris* ; — *Des armes se chargeant par la culasse*.

Ces publications seront conservées dans les archives, et la Section décide à l'unanimité que des remerciements seront adressés aux personnes qui en ont fait hommage.

M. Labiche annonce que le Conseil municipal de la ville de Melun est dans l'intention de donner le nom de Jeanne d'Arc à la rue du Miroir ; il demande officieusement l'avis de la Société d'Archéologie sur l'opportunité de cette mesure. Après une discussion à laquelle prennent part plusieurs membres, notamment MM. Courtois et Leroy, la Section admet en principe que quelle que soit la rue à laquelle la municipalité se propose de donner le nom de Jeanne d'Arc, elle ne saurait qu'approuver une mesure qui consacre un acte de patriotisme et de reconnaissance ; la suppression du nom que porte actuellement la rue du Miroir ne saurait soulever aucune objection ni exciter de regrets, attendu que ce nom, qui tire son origine d'une enseigne de maison particulière, ne rappelle aucun souvenir historique.

Un scrutin est ouvert sur l'admission, comme membre correspondant, de M. Nadault de Buffon, avocat général près la Cour impériale de Rennes. Ses presentateurs sont MM. Lhuillier et Leroy. — Pour faciliter à un plus grand nombre de sociétaires la possibilité de prendre part au vote, il est décidé que le dépouillement de ce scrutin n'aura lieu qu'à la fin de la séance. M. Kerchhoffs lit un extrait d'un rapport fait à la Société d'encouragement au bien sur la récompense honorifique décernée par cette société à M. Nadault de Buffon, dans sa séance du 1^{er} juin courant.

M. Lhuillier, auquel la parole est accordée, fait part à la Section, au nom de M. Camille Bernardin, qui ne peut assister à la séance, de la découverte récemment faite dans la chapelle Notre-Dame de l'église de Brie-Comte-Robert d'une dalle funéraire recouvrant originairement la sépulture de « Noble homme Jehan « Le Picart, sieur d'Atilly et de Haubervilliez-le-Grand, de la « Fleur-de-Lys et de Breye, qui décéda le dimanche dixième jour « d'aoust 1582, » et de sa femme morte en 1603. — Par les soins

de M. Bernardin cette dalle sera conservée et rétablie dans l'église de Brie.

M. G. Leroy donne lecture d'un mémoire intitulé : *Recherches sur l'ancienne corporation des maîtres pêcheurs de Melun*. Il entre à ce sujet dans des détails sur l'origine probable de cette corporation, sur les règlements auxquels elle était soumise et sur les faits qui amenèrent son extinction.

M. Courtois présente une serrure de la fin du xv^e siècle, et M. Latour fait passer sous les yeux des sociétaires un petit bronze à l'effigie de Constance, trouvé à Voisenon, un double blanc de Charles VIII et un jeton du xviii^e siècle.

M. Labiche donne successivement lecture des trois fables suivantes : *Le renard et l'éléphant*, *La grive et la vigne*, *Le lierre et le saule*.

Tous les travaux historiques ou littéraires communiqués dans la présente séance sont renvoyés au Comité central, pour être insérés, s'il y a lieu, dans le Bulletin de la Société.

A la suite d'observations émises par M. Courtois et auxquelles répond M. Lhuillier, la Section décide que le nouveau trésorier général siégera au bureau, s'il cumule, comme le faisait son prédécesseur, les fonctions de trésorier particulier de la Section.

Le dépouillement du vote sur l'admission, comme membre correspondant, de M. Nadault de Buffon, donne les résultats suivants :

Votants 12. — Majorité absolue 7. — Pour l'admission 12.

Ce résultat sera transmis au Comité central, conformément à l'article 5 des statuts de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 5 JUILLET 1868.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Cotelle, Courtois, Dupré, Eymard, Gaudard, Garnuchot, Gaucher, George, Gillet, Journeil, Labiche, Lambert, Lemaire, Prévost, Roy et Saby.

Après la lecture qui en est faite par le secrétaire, le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance.

M. le président annonce que des observations lui sont faites au sujet des lenteurs que met le Comité central dans les opérations qui doivent le compléter. Il communique certains passages de lettres émanant de MM. le docteur Le Roy (de Meaux), Beauvilliers et Bourges (de Fontainebleau), Plessier (de Coulommiers), dans lesquelles ces sociétaires insistent sur la nécessité de procéder à un nouveau tour de scrutin pour l'élection d'un président et d'un vice-président de la Société.

M. G. Leroy obtient la parole pour communiquer la proposition suivante signée de plusieurs membres ; il demande à M. le président de vouloir bien la mettre en délibération.

« La Section de Melun invite MM. les membres du Comité central, actuellement en exercice, à fixer le plus promptement possible l'époque de l'élection du président et du vice-président qui doivent compléter ce Comité.

« A défaut de le faire avant la fin du mois, la Section, attendu l'urgence, exprime l'avis que M. le secrétaire-général se charge d'office de ce soin et prenne lui-même l'initiative de cette mesure.

« Il importe aux intérêts de la Société que les fonctions de président et de vice-président soient très-prochainement remplies. »

Cette proposition prise en délibération, est adoptée par les membres présents. Le secrétaire de la Section est chargé de la transmettre à qui de droit.

Dans une lettre dont il est donné connaissance, M. Lhuillier exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. le vicomte de Valmer, membre titulaire de la Société, écrit que l'état de sa santé et ses fréquentes absences ne lui permettant pas de prendre part à ses travaux, il est dans la nécessité de donner sa démission.

La Section, consultée par M. le président, arrête qu'elle ne tiendra pas de séance dans le cours du mois de septembre prochain, époque à laquelle elle fixe ordinairement le temps de ses vacances.

A la suite de ces différentes décisions et communications, il est successivement donné lecture des notices et travaux suivants, savoir :

Par M. Lemaire, *De la mort du marquis Jean de Monaldeschi et des lettres qui ont été le prétexte de son assassinat*, notice qui contient, en outre, des détails sur la sépulture de ce personnage dans l'église d'Avon et sur la restauration de la galerie des Cerfs au palais de Fontainebleau, dans laquelle il fut assassiné.

Par M. Saby : *L'assassinat de Monaldeschi*, notes extraites du *Journal de Paris*, avec analyse et commentaires.

Et par M. Lambert : *Jeanne d'Arc*, scène lyrique.

Tous ces travaux, qui intéressent vivement la Section, sont renvoyés au Comité central, pour être insérés dans le Bulletin de la Société, s'il y a lieu.

M. Courtois propose d'offrir à l'administration municipale de la ville de Melun une somme de 150 francs, qui serait destinée à la mise en musique et à l'exécution de l'œuvre de M. Lambert, pour donner plus d'éclat à l'inauguration du médaillon de Jeanne d'Arc, au chevet de l'église Saint-Aspais, qui doit avoir lieu le 9 août prochain.

Après une discussion à laquelle prennent part plusieurs membres, la proposition de M. Courtois est soumise à un scrutin qui donne les résultats suivants :

Votants, 18. — Majorité absolue, 10.

Pour l'adoption 10.

Contre 8.

Bulletin blanc 1.

En conséquence, la proposition de M. Courtois est adoptée. M. le président de la Section se charge d'en informer M. le maire de la ville de Melun, et de lui transmettre le manuscrit de l'œuvre de M. Lambert.

M. Courtois communique une lettre de M. Chapu, membre titulaire, lui annonçant que la fonte de son médaillon de Jeanne d'Arc a très-bien réussi, et que ce médaillon arrivera très-prochainement à Melun. M. Chapu s'excuse, en même temps, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. le docteur Gillet présente deux monnaies romaines, — moyen bronze de Nerva, et petit bronze du Bas-Empire, — trouvées dans la plaine de la Varenne de Melun.

M. Dupré dépose sur le bureau : un peigne, à l'usage des femmes de la Nouvelle-Calédonie, et une hache en pierre polie, munie de son système d'emmanchure, provenant également de la Nouvelle-Calédonie. M. Dupré annonce qu'il fait hommage de ces objets au musée de Melun. Des remerciements lui sont adressés pour sa libéralité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 2 AOUT 1868.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Bescherelle, Cotelle, Courtois, comte de Choiseul-Praslin, Dorlin, Eymard, Gaudard, Hocédé Du-tramblay, Kerchhoffs, Labiche, Lhuillier, Lemaire, Saby et Sertier.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu par le secrétaire.

M. Kerchhoffs, qui demande et obtient la parole, exprime le regret que dans cette séance la Section ait cru devoir procéder à un vote concernant une question budgétaire, qui n'avait pas été indiquée à l'ordre du jour. Les questions de cette nature se rattachant particulièrement à la prospérité de la Société, l'honorable membre pense qu'il serait bon que tous les sociétaires en fussent informés d'avance par une mention spéciale dans la convocation aux séances. Il exprime le vœu qu'à l'avenir il soit procédé de la sorte.

Plusieurs membres font observer que rien, dans le règlement, ne prescrit expressément la marche à suivre à ce sujet, mais que, cependant, l'observation de M. Kerchhoffs doit être prise en considération.

Sous le mérite de cette observation, le procès-verbal est adopté.

Le secrétaire donne lecture d'une lettre adressée à M. le président, par M. Lambert, membre titulaire, dans laquelle l'honorable membre dit que ne jugeant pas à propos de donner suite au vœu émis par la Section relativement à l'exécution, lors de l'inauguration du médaillon de Jeanne d'Arc, de la scène lyrique qu'il a lue dans la précédente séance, il retire son manuscrit. Les membres présents manifestent les regrets que leur fait éprouver la détermination de M. Lambert.

MM. Kerchhoffs communique le programme du congrès archéologique qui doit se tenir à Bonn (Prusse), dans le courant du mois de septembre prochain. Il annonce qu'étant dans l'intention de faire un voyage dans cette partie de l'Allemagne vers l'époque indiquée, il se trouverait très-honoré d'être délégué à ce congrès par la Société archéologique de Seine-et-Marne.

La Section, se rendant au désir manifesté par M. Kerchhoffs,

lui donne acte de sa proposition, qui ne peut être résolue que par le Comité central, auquel elle sera soumise, en exprimant le vœu qu'elle soit favorablement accueillie.

Une demande d'admission comme membre titulaire est faite par M. Sazerac, ingénieur du chemin de fer des Deux-Charentes. Les présentateurs sont MM. Kerchhoffs et Dupré. Après en avoir délibéré, la Section décide qu'il sera statué sur cette demande dans la prochaine séance, conformément à l'article 24 du règlement.

M. Courtois, ancien trésorier de la Section, présente un état financier jusqu'au jour de la cessation de ses fonctions. Il en résulte que la Section est en possession d'un actif net de 239 fr. 85 c. En outre, une somme de 144 fr. 22 c. reste disponible sur les fonds qui ont servi à l'exécution des fouilles de la place Notre-Dame, en 1865. Cette dernière somme recevra l'emploi qui sera ultérieurement indiqué.

Sur la proposition de M. le président, la Section vote, à l'unanimité, des remerciements à M. Courtois pour son excellente gestion, et le dévouement qu'il a toujours apporté dans l'exercice des fonctions de trésorier, qu'il remplit depuis la fondation de la Société.

M. Saby exprime le désir qu'une seconde séance générale, prévue d'ailleurs par les statuts généraux, soit tenue au mois d'octobre prochain, pour l'installation du nouveau bureau central.

M. Lhuillier fait observer que le Comité central s'est déjà préoccupé de cette question, mais que pour plusieurs motifs, dont le principal est un besoin d'économie dans les finances de la Société, il n'a pas cru devoir lui donner une solution en rapport avec le désir exprimé par M. Saby. La tenue d'une seconde séance générale annuelle, prévue, en effet, par les statuts, est suspendue depuis deux ans, pour éviter les frais qu'elle entraîne.

A la suite de ces différentes communications et décisions, il est donné lecture des notices et travaux dont l'indication suit, savoir :

Par M. Dorlin : *Exposition des phénomènes météorologiques les plus remarquables des mois de mars, avril, mai, juin et juillet 1868.*

Par M. Leroy : *Comptes de la maison du roi Henri IV, pendant le séjour de ce monarque à Melun, les 13 et 14 février 1594.*

Et par M. Labiche : *Les Bossus*, fable.

Ces travaux sont renvoyés au Comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans le Bulletin de la Société.

M. Courtois présente un fragment d'os de pachyderme, trouvé

à 7 mètres de profondeur, dans la propriété de M^{me} Bigot, sur le territoire de Dammarie, près le chemin de fer. Cet os a été donné au musée de Melun par M^{me} Bigot.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 4 OCTOBRE 1868.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, comte de Champagny, Chaié-Fontaine, Gillet, Labiche, Lambert, Lemaire, Lhuillier, Roy, Schreuder, et marquis de Pontécoulant.

Le procès-verbal de la précédente séance, dont le secrétaire donne lecture, est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance : — M. Hocédé Dutramblay, membre titulaire, qui avait offert de communiquer, à la séance de ce jour, différentes antiquités qu'il a rapportées d'Italie, se trouve dans l'impossibilité d'assister à la séance. Il en exprime ses regrets. — La Société d'émulation des Vosges et la Société académique de Saint-Quentin adressent le programme des sujets qu'elles mettent au concours pour l'année 1869.

M. le président annonce que la Société de Seine-et-Marne a été représentée aux Congrès archéologiques de Norwich (Angleterre) et de Bonn (Prusse), par MM. Carro, de la Section de Meaux, et Kerchhoffs, de la Section de Melun. Chacun de ces honorables membres se propose de rendre compte, dans une des séances de leur Section, de leur assistance à ces réunions scientifiques.

M. le marquis de Pontécoulant demande et obtient la parole. L'honorable sociétaire dit que, déchargé désormais des fonctions de président général de la Société, il désire se rattacher à la Section de Melun, comme membre titulaire, dans l'intention de prendre une part active à ses travaux.

M. La Joye, président, répond que la Section de Melun est honorée de la détermination de M. de Pontécoulant, et que son nom sera inscrit sur la liste des membres de cette Section.

M. de Pontécoulant fournit des renseignements sur la découverte de sépultures celtiques, qui vient d'être faite au lieu dit la

Montagne des Crayats, commune de Montigny-Lencoup, arrondissement de Provins. Il discute l'opinion émise par M. Delettre, membre de la Société, qui croit reconnaître un signe de servitude dans les colliers de bronze, trouvés avec les squelettes. Il lit, à ce sujet, une note contenant des extraits de plusieurs auteurs compétents, d'après lesquels, au contraire, ces colliers étaient une marque honorifique, un signe de commandement. Les observations de plusieurs membres, notamment de MM. Chaié-Fontaine, comte de Champagny et Lemaire, confirment l'opinion de M. de Pontécoulant.

M. La Joye donne lecture d'un travail géologique sur les éruptions du Vésuve et de l'Etna, la formation du *Monte-Nuovo* et des *Monts-Rossi*. Ce travail de M. La Joye donne lieu à des observations de MM. Gillet et Labiche sur la théorie des soulèvements, et de M. Lambert sur les éruptions de l'Etna, notamment sur la destruction de la ville et du port de Catane.

M. Lemaire communique le procès-verbal des premières constatations faites par le juge de paix du canton nord de Melun, à la suite de l'assassinat du courrier de Lyon, près de la Fontaine-Ronde, territoire de Vert-Saint-Denis, en 1794. Il accompagne ce document, qui est conservé aux archives de la préfecture de Seine-et-Marne, de différentes notes relatives à cet événement.

M. Leroy lit une notice intitulée : *Le Monastère de la Visitation, de Melun*.

Enfin, M. Labiche donne lecture d'une fable ayant pour titre : *Les deux Anes*.

Tous les travaux communiqués ou lus dans la présente séance sont renvoyés au Comité central, pour être insérés, s'il y a lieu, dans le Bulletin de la Société, à moins toutefois que les auteurs n'en disposent autrement.

Avant la clôture, il est procédé au dépouillement du scrutin ouvert pour l'admission, comme membre titulaire, de M. Sazerac, ingénieur du chemin de fer des Deux-Charentes, ancien élève du collège de Melun, dont les présentateurs sont MM. Kerchhoffs et Dupré. Ce dépouillement donne les résultats suivants :

Votants, 12. — Pour l'admission, 12.

En conséquence, l'admission de M. Sazerac sera soumise au Comité central, conformément aux statuts.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 8 NOVEMBRE 1868.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Dorlin, Eymard, Garnuchot, Gillet, Kerchhoffs, Labiche, Latour, Lhuillier, Roy (Gustave), Sollier et Saby.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance :

La Société littéraire, scientifique et artistique d'Apt, adresse les résultats du concours qu'elle a ouvert en 1868.

La Société, pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, envoie le programme de la publication, qu'elle prend sous son patronage, de chroniques et mémoires concernant l'histoire de cette ancienne province.

M. Lhuillier, secrétaire général de la Société, rappelle à ses confrères le nouveau concours ouvert sur cette question : « Rechercher, dans les contrées correspondantes au département de Seine-et-Marne, depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à la fondation de la Société d'archéologie (1864). » Un prix de 250 francs, offert par M. le baron de Beauverger, membre de la Société, sera décerné au lauréat. Le programme de ce concours est distribué à tous les membres présents ; il sera inséré dans les journaux du département et dans différentes Revues scientifiques et littéraires.

M. le président annonce qu'une demande d'admission, comme membres correspondants, est faite par M. le docteur Rumpert et M. le capitaine Wüerst, de Bonn (Prusse). Les présentateurs de cette demande sont MM. Kerchhoffs et Leroy. — La Section, se reportant à son règlement particulier et aux statuts généraux de la Société, décide qu'il sera statué dans la prochaine séance, sur l'admission de MM. Rumpert et Wüerst.

M. Kerchhoffs rend compte du congrès archéologique de Bonn (Prusse), qui s'est tenu au mois de septembre dernier, et auquel il a assisté en qualité de délégué officiel de la Société de Seine-et-Marne. Il signale les principaux points mis en discussion dans la Section dont il faisait partie, et se loue particulièrement de l'excel-

lent accueil qu'il a reçu de MM. Rumpert et Würst, organisateurs du congrès.

Les faits anté-historiques, ou constatés chez les peuples primitifs, dont parle M. Kerchhoffs dans son rapport, donnent lieu, de la part de M. La Joye, à quelques observations sur les habitations lacustres.

M. Lhuillier dépose sur le bureau :

1°. Au nom de M. Peigné-Delacour, de Noyon, une brochure intitulée : « *Les Normands dans le Noyonnais* ; »

2°. Au nom de M. Nadault de Buffon, correspondant de la Société, une autre brochure, ayant pour titre : « *L'homme physique chez Buffon, ses maladies, sa mort.* »

Des remerciements sont votés à MM. Peigné-Delacour et Nadault de Buffon, pour l'hommage de ces publications, qui prendront place dans les archives de la Société.

M. G. Leroy soumet aux membres présents plusieurs autographes, faisant partie de sa collection : lettres de Bossuet, du cardinal de Bérulle, de l'empereur Napoléon 1^{er}, etc. Il présente aussi une variété de la médaille commémorative de la pose de la première pierre de la colonne départementale de Seine-et-Marne, sur la place Saint-Jean de Melun, le 25 messidor an VIII (14 juillet 1800).

M. Dorlin développe le sujet suivant : L'Hygromètre à condensation de Regnault, perfectionné et rendu réellement pratique et économique. L'honorable membre expose les modifications par lui apportées dans l'appareil de l'inventeur, et il fait à ce sujet d'intéressantes expériences.

M. Labiche donne lecture d'une fable intitulée : *Henri IV, le bailly et l'âne.*

Tous les travaux lus ou communiqués à la présente séance sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 6 DÉCEMBRE 1868.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Ballu, Delacourtie, Dorlin, Ey-

mard, Gaudard, Georges, Gillet, Journeil, Kerchhoffs, Labiche, Lambert, Lemaire, Lhuillier, Roy et Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance.

La Société d'émulation des Vosges, qui a pris l'initiative de l'érection d'un monument à la mémoire de dom Calmet, dans l'église de Senones, fait appel à toutes les associations scientifiques, pour lui venir en aide dans l'accomplissement de son œuvre.

— La Section, répondant à cet appel, manifeste son désir de coopérer à cette œuvre au moyen d'une souscription qui pourra être jointe à celle des autres Sections, et adressée sous le nom de la Société archéologique de Seine-et-Marne, soit à M. le secrétaire perpétuel de la Société d'émulation des Vosges, soit au secrétaire de la commission municipale de Senones.

Une proposition, faite par un libraire de Paris, de coopérer, au moyen d'une souscription, à la réimpression des anciens livrets de peinture de 1673 à 1800, n'est pas accueillie par la Section.

M. Aubergé, membre titulaire, communique au nom de M. Mannier, correspondant, un acte du 11 juin 1413, concernant particulièrement la ville de Coulommiers. Par cet acte, les principaux habitants, au nombre de 100 environ, et dont quelques-uns ont encore des représentants dans la localité, renoncent à un droit d'usage dans un bois appartenant aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, près de Maisonneuve, moyennant cinquante écus d'or du coin du roi, lesquels devaient être employés « *à faire édifier et ordonner à tousiours en ladicte ville ung gros reloge à cloche.* »

M. La Joye, président, parle « de la condition des terres dans la Gaule aux temps mérovingiens et carlovingiens. » A l'aide d'exemples choisis dans le département de Seine-et-Marne, M. La Joye montre que certaines grandes propriétés n'ont subi aucune modification depuis l'époque reculée où elles furent démembrées du domaine royal, — qui avait succédé au fisc impérial, — pour être accordées soit à de grands feudataires de la couronne, soit à des établissements religieux.

M. Dorlin, membre titulaire, présente l'ensemble des faits les plus saillants de l'année météorologique 1867-1868. Des variations extrêmes ont été constatées durant cette année qui restera célèbre dans les fastes météorologiques. Dans la nuit du 7 au 8 janvier, le thermomètre marqua, à Melun, 15 degrés au-dessous de zéro ;

dans le courant de juillet, il s'éleva à 33 degrés au-dessus.

M. Labiche lit une fable intitulée : *Le Renard et le Chien*.

Tous les travaux lus à la présente séance sont renvoyés au comité central pour être insérés, s'il y a lieu, dans le bulletin de la Société.

M. le docteur Gillet communique : 1^o une hache en silex taillé et poli, mesurant 21 centimètres de longueur, et trouvée sur le territoire de Vaux-le-Pénail, entre la ferme de Germenoy et les tertres dits du Châtelet ; 2^o et un dé en cuivre, d'une époque ancienne, trouvé à Crouy-sur-Ourcq, arrondissement de Meaux, en 1852, dans le voisinage d'une fontaine dite de Sainte-Hélène, au milieu de substructions anciennes, avec des monnaies romaines dont les plus récentes se rattachaient à l'époque des Constantin (iv^e siècle).

M. G. Leroy fait hommage à la Société et aux membres présents d'une brochure qu'il vient de publier sous ce titre : *Recherches sur la corporation des maîtres pêcheurs de Melun* ; in-8^o de 20 pages, Melun, imp. Hérissé, 1868.

Il présente aussi l'empreinte d'un triple sceau servant à sceller les actes émanant de la collégiale de Champeaux au xvii^e siècle.

Avant de lever la séance, le bureau procède au dépouillement du scrutin ouvert sur la demande du titre de correspondant par M. le capitaine Würst et M. le docteur Rumpert, de Bonn. Cette opération donne le résultat suivant sur chacune des demandes :

Votants, 15. — Pour l'admission, 15.

L'admission de MM. Würst et Rumpert, en qualité de membres correspondants, sera soumise au comité central, conformément aux statuts généraux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 3 JANVIER 1869.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Eymard, Gillet, Labiche, Lemaire, Lhuillier, Saby et Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance : — M. Emile Bourquelot, membre titulaire de la Société, adjoint au maire de Provins, écrit à M. le président de la Section de Melun, pour le remercier des témoignages de sympathies et de regrets qu'il lui a manifestés à l'occasion de la mort prématurée de M. Félix Bourquelot, son frère, professeur à l'école des Chartes, membre de la Société des Antiquaires de France, vice-président honoraire de la Société archéologique de Seine-et-Marne, chevalier de la légion d'honneur, décédé à Paris, le 13 décembre dernier. La Section s'associant aux sentiments exprimés en son nom par M. La Joye, son président, décide que l'expression de ses regrets sera consignée au procès-verbal.

M. Roy, conducteur des ponts-et-chaussées à Melun, adresse sa démission de membre de la Société. M. Lhuillier, au nom de M. Le Blondel, libraire à Meaux et membre fondateur, dépose sur le Bureau un exemplaire de l'Almanach historique, statistique et topographique du département de Seine-et-Marne et du diocèse de Meaux, pour la présente année. Des remerciements seront adressés à M. Le Blondel. La Société havraise d'études diverses fait parvenir le programme des prix des concours qu'elle ouvre pour l'année 1870. Le congrès celtique international envoie le programme de la session qu'il tiendra le 20 septembre prochain, à l'hôtel-de-ville de Brest. Enfin, M. Hucher adresse un prospectus de l'ouvrage qu'il se propose de publier sous ce titre : *L'art Gaulois ou les Gaulois d'après leurs médailles*,

MM. Kerchhoffs et Saby remettent entre les mains de M. le président une demande d'admission comme membre titulaire, faite par M. Charbonneau, directeur de l'école normale primaire de Seine-et-Marne, à Melun. La Section renvoie à la prochaine séance pour statuer sur cette demande, conformément à son règlement particulier et aux statuts généraux de la Société.

M. G. Leroy soumet à la Section quelques observations sur le dé, présenté par M. le docteur Gillet dans la séance précédente. Ce dé est taillé à quatorze pans ; sur sept d'entre eux sont marqués des points de 1 à 7 ; sur les sept autres il existe des capitales romaines et des caractères qui paraissent se rapprocher de ceux des diplômes carlovingiens. Des antiquaires ont pensé que cet objet curieux et rare ne pouvait remonter au-delà du X^e siècle.

Dans une notice sur *Alferi et la comtesse Albany*, M. Saby esquisse le tableau de la Société lettrée de la fin du XVIII^e siècle, d'où il fait ressortir ces deux personnages fameux à plus d'un titre.

Il rappelle les faits principaux de leur existence agitée et l'impulsion féconde imprimée par l'épouse du dernier des Stuarts aux travaux du poète.

Sous ce titre *l'abbé Cottereau, esquisse biographique*, M. Lhuillier retrace l'existence peu connue de l'abbé Cottereau du Coudray, poète né à Tours en 1697, curé de Donnemarie-en-Montois, membre de l'Académie royale des sciences et des beaux-arts de Villefranche-en-Beaujolais.

M. La Joye trace brièvement *l'histoire du château de Chenonceaux*, en Touraine, bâti par Thomas Bohier, chambellan de François 1^{er}, et successivement possédé par Diane de Poitiers, Catherine de Médicis, les ducs de Vendôme et le fermier général Dupin.

Une note de M. G. Leroy, sur le *passage de l'ambassadeur de Perse à Melun, en 1715*, suit cette communication.

M. Labiche donne lecture d'une fable intitulée : *Le Cerf et le Cheval*.

Tous ces travaux sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans le bulletin de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1869.

Présidence de M. LABICHE, vice-président.

La Section de Melun, de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, se réunit à 2 heures, à l'hôtel-de-ville, sous la présidence de M. Labiche, vice-président.

Sont présents : MM. Labiche, Leroy, Kerchhoffs, Journeil, Sertier, Gillet, Eymard, Lhuillier, Schreuder, comte de Choiseul, Georges, Gaucher, Ballu.

M. Félix La Joye, qui est souffrant, s'excuse de ne pouvoir présider la séance.

Le procès-verbal de la réunion du 3 janvier 1869 est lu par M. Leroy, secrétaire, et adopté.

Il est procédé au dépouillement de la correspondance : M. le comte de Champagny exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance. Le secrétaire général de la Société fait connaître la décision de M. le ministre de l'instruction publique, qui

fixe l'époque et les conditions des assises scientifiques de la Sorbonne en 1869. Les lectures publiques auront lieu les 30, 31 mars, 1^{er} et 2 avril ; la séance présidée par le Ministre, et dans laquelle seront distribuées les récompenses aux Sociétés savantes des départements, est fixée au 3 avril. La Société d'archéologie de Seine-et-Marne est invitée à s'y faire représenter. Les manuscrits destinés aux lectures publiques et les demandes de cartes, pour les délégués, doivent être adressées au ministère avant le 10 mars.

M. l'abbé Tisserand, aumônier du lycée de Nice, originaire de Melun, demande, en raison de son éloignement et de l'impossibilité d'assister à nos séances, d'échanger son titre de membre titulaire de la Section de Melun, contre celui de membre correspondant. Cette demande est prise en considération ; il sera voté, dans la prochaine réunion, sur la présentation de M. l'abbé Tisserand, comme membre correspondant. Ses présentateurs sont MM. Decourbe et La Joye.

M. Schreuder offre à la Société un exemplaire de l'*Almanach des Sapeurs-pompiers, pour 1869*, qui renferme notamment l'historique de l'institution des pompiers, par M. Leroy, et diverses notices dont M. Schreuder est l'auteur. Des remerciements sont exprimés pour l'hommage de cet opuscule, qui sera déposé à la bibliothèque de la Société.

Les Sociétés académiques de Maine-et-Loire et d'Apt (Vaucluse) adressent les programmes des prix qu'ils se proposent de décerner en 1869 ; il est donné connaissance de ces programmes aux membres présents.

Conformément à l'ordre du jour, il est ensuite voté sur la présentation, comme membre titulaire, de M. Charbonneau, directeur de l'École normale de Melun, qui a été faite à la séance de janvier, par MM. Kerchhoffs et Saby.

Votants, 12. — Pour l'admission, 12.

M. Charbonneau, ayant obtenu l'unanimité des suffrages, est déclaré membre titulaire de la Section de Melun, sauf ratification du Comité central.

M. Eymard analyse une ordonnance de Henri IV, dont il présente une expédition sur parchemin, signée du roi ; elle est datée de 1603, et relative à la réformation des anciens édits sur le fait des mines et minières en France.

M. Kerchhoffs propose ensuite d'accorder le titre de correspondante et l'échange des publications à la Société rhénane d'histoire et d'archéologie de Bonn, avec laquelle il s'est trouvé en relations

lors de sa présence au Congrès archéologique tenu dans cette ville en 1868.

M. le docteur Gillet présente une hache polie, en calcaire (silicate de chaux), de 19 centimètres de longueur, et d'une belle conservation, trouvée à Savigny-le-Temple.

M. Gaucher présente des boutons anciens, notamment des volontaires nationaux du district de Meaux.

M. Leroy informe la Section que la ville de Melun, en adjugeant les restes à démolir de l'ancienne église Saint-Sauveur, — qui doit disparaître pour satisfaire aux exigences de la voirie, — s'est réservée tous les objets d'art, fragment de sculptures, tombes, etc., qui seraient rencontrés dans les démolitions et pourraient offrir quelque intérêt.

M. Labiche termine la séance par la lecture d'une fable intitulée : *les deux Marchands*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 1/2.

SÉANCE DU DIMANCHE 7 MARS 1869.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. LHUILLIER.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Charbonneau, Chéron de Villiers, Courtois, Delacourtie, Eymard, Gaucher, Gillet, Georges, Labiche, Lemaire, Saby et Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté.

Dépouillement de la correspondance : M. Leroy, empêché par un deuil de famille, et M. Kerchhoffs, appelé pour un voyage urgent, s'excusent de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Le secrétaire rappelle que l'assemblée des délégués des Sociétés savantes de France, doit avoir lieu à la Sorbonne. Plusieurs membres manifestent le désir d'assister à la séance générale, qui sera tenue sous la présidence de M. le ministre de l'instruction publique.

M. le Président déclare que le scrutin est ouvert, en conformité de la décision prise dans la séance du 7 février dernier, pour conférer à M. l'abbé Tisserand, aumônier du lycée de Nice, qui en

a fait la demande, le titre de membre correspondant de la Société, en échange de celui de membre titulaire, qui lui avait été accordé sur la proposition de la Section de Melun. Les présentateurs de cette nouvelle demande sont MM. Decourbe et La Joye. Ce scrutin sera dépouillé à la fin de la séance.

La parole est donnée à M. Georges, membre titulaire, qui fait lecture d'une traduction en vers français de la troisième ode d'Horace : *Navis Virgilium Athenas*.

M. Chéron de Villiers communique, en les accompagnant de certaines réserves et de réflexions, plusieurs fragments d'un ouvrage inédit de Lepelletier de Saint-Fargeau, sur César, dont il prépare la publication ; l'honorable sociétaire annonce, pour une séance prochaine, la communication de lettres inédites de Charlotte Corday, avec notes et commentaires.

Sous ce titre : *L'École militaire de Rebais*, M. Lhuillier trace l'histoire du collège fondé à Rebais, par les Bénédictins, en 1760, et qui devint, seize ans plus tard, une succursale des écoles royales militaires de La Flèche et de Paris.

Dans une intéressante dissertation sur les monuments celtiques du Grand-Pressigny, M. La Joye développe des idées basées sur ses observations personnelles, au sujet des diverses périodes anté-historiques.

M. le docteur Gillet présente une hache polie, en calcaire, d'une longueur de 27 centimètres, trouvée au rocher de Vert-Saint-Denis, près Melun.

En soumettant à l'examen de la Section une monnaie féodale en argent, qui appartient à la Champagne et remonte au XI^e ou au XII^e siècle, M. Lhuillier entre dans quelques détails sur la découverte qui a eu lieu, le 16 février dernier, près du village de Diant, canton de Lorrez-le-Bocage, d'une quarantaine de pièces baronales, qu'on a pu recueillir, grâce aux soins de M. Desfiennes, maire de Voulx. L'exemplaire présenté par M. Lhuillier paraît être une monnaie de Provins, classée parmi les incertaines du moyen-âge, par Lelewel, dans sa *Numismatique du moyen-âge*, t. I, p. 174, et de nouveau décrite par M. Duchalais, dans sa *Dissertation sur les anciens vicomtes de Melun* (Bibliothèque de l'École des Chartes). La communication de cette monnaie à la Section de Melun est due à l'obligeance de M. Marx, ingénieur en chef du département.

M. Labiche donne lecture d'une fable intitulée : *Minos et la Vestale*.

Toutes les lectures faites à la présente séance sont renvoyées au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans le bulletin de la Société, à moins que les auteurs n'en disposent autrement.

Le dépouillement du scrutin ouvert sur la demande de M. l'abbé Tisserand donne les résultats suivants :

Votants 14
Majorité absolue 8

Pour l'admission comme membre correspondant . 13
Contre. 1

L'admission de M. l'abbé Tisserand, en qualité de membre correspondant de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, sera soumise au comité central.

La distribution des récompenses aux membres des Sociétés savantes, le 3 avril prochain, devant coïncider avec la séance d'avril de la Section de Melun, cette dernière réunion n'aura pas lieu.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 2 MAI 1869.

Président, M. LA JOYE, — Secrétaire, M. G. LEROY.

Sont présents : MM. Aubergé, Charbonneau, Courtois, Eyraud, Gaucher, Gaudard, Gillet, Hocédé Dutramblay, Journeil, Kerchhoffs, Labiche, Lemaire, Lhuillier, Roy, Saby, Schreuder, Sertier et Sollier.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Dépouillement de la correspondance : MM. Delacourtie et Fontaine, membres titulaires, expriment leurs regrets de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Une demande d'admission, en qualité de membre titulaire, est faite par M. Adolphe Paban, fils, homme de lettres à Combs-la-ville ; les présentateurs sont MM. Lhuillier et Leroy.

M. le Président ouvre le scrutin pour le renouvellement annuel des membres du bureau de la Section, en conformité de l'article 9 du règlement. Le dépouillement sera fait avant la clôture de la séance.

M. le Président annonce que deux membres de la Société, — M. le comte de Champagny et M. le comte d'Haussonville — viennent d'être élus membres de l'académie française. Il est heureux de faire part à la Société de la distinction dont ces honorables sociétaires viennent d'être l'objet.

La Section, s'associant aux sentiments exprimés par M. le Président, décide qu'une lettre de félicitations sera adressée à MM. de Champagny et d'Haussonville. Le secrétaire est chargé de ce soin.

M. Leroy, secrétaire, donne lecture d'une note concernant l'état financier de la Section :

A la date de ce jour, 2 mai, le montant de l'actif net, de la Section, existant entre les mains du secrétaire, est de. 104 fr. 10

De son côté, M. Courtois, précédent trésorier de la Section, possède un reliquat actif de 183 85

Ensemble. 287 95

En outre, sur le compte particulier des fouilles de la place Notre-Dame, il reste disponible une somme de 144 fr. 22 c., qui est également entre les mains de M. Courtois, pour recevoir la destination qui sera ultérieurement indiquée.

M. Courtois donne des explications sur le résultat de son compte général, comme ancien trésorier de la Société et de la Section de Melun. Il propose de soumettre ce compte à l'examen des membres du bureau, et à cet effet, rendez-vous est pris pour le mardi 4 mai courant.

Les détails d'ordre administratif étant terminés, M. le Président annonce qu'il va être procédé à l'audition des travaux et communications des membres de la Société :

M. Charbonneau donne lecture d'un mémoire intitulé : *Considération sur la méthode en logique et en pédagogie*. En raison de l'importance de ce mémoire, M. Charbonneau en lit seulement une partie et propose de renvoyer la suite à la prochaine séance.

M. Gaucher communique un compte de recettes et dépenses faites par les marguilliers de l'église Saint-Martial de Champdeuil, pendant l'année 1553-1554, et s'appliquant particulièrement à la dédicace de cette église par un évêque *in partibus infidelium*. M. Gaucher a joint à ce compte une suite de notes explicatives.

M. Lemaire lit un *travail historique sur la ville et l'église de*

Montereau-Faut-Yonne, rédigé à l'aide de documents authentiques, conservés dans les archives municipales de Montereau, dont M. Lemaire vient de faire le classement.

M. Labiche donne lecture d'une fable de sa composition, ayant pour titre : *Le Dogue*.

Sur la proposition de M. le Président, ces travaux et communications sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans la publication de la Société.

M. Lhuillier dépose sur le bureau, au nom de M. Paban, qui en fait hommage à la Société : *Les Souffles, poésies, Aigues-Marines*, sonnets normands, *Wolf*, conte fantaisique, 1 vol. in-12.
— *Mes Tablettes, 1858-1856*, 1 vol. in-12.

M. Eymard dépose, au nom de M. le docteur Pierre Chalvet, membre correspondant, qui en fait hommage à la Société : *Physiologie pathologique de l'inflammation*, thèse soutenue au concours pour l'agrégation.

Remerciements aux auteurs de ces dons.

M. Courtois présente une esquisse du projet de décoration, que la fabrique de l'église Saint-Aspais de Melun se propose de faire exécuter par M. Schopin à l'abside de cette église.

Tous les membres présents prennent part au scrutin ouvert pour la nomination des membres du bureau de la Section de Melun, pendant l'année 1869-1870; M. le Président procède au dépouillement.

Votants. 20

Majorité absolue. . . . 11

MM. La Joye, Labiche, Poyez, de Champagny, Leroy et Lhuillier, ayant obtenu la majorité absolue pour les fonctions, dont ils sont actuellement en possession, sont proclamés :

M. La Joye, *président*, M. Labiche, *vice-président*, M. Poyez, *délégué au comité central*, M. le comte de Champagny, *membre de la Commission du bulletin*, M. Leroy, *secrétaire*, M. Lhuillier, *secrétaire-adjoint*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 4 JUILLET 1869.

*Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire,
M. LEROY.*

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Charbonneau, Eymard, Gillet, Journeil, Lhuillier et Prévost.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance : MM. La Joye, de Choiseul-Praslin et Gaucher expriment leurs regrets de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour. MM. de Champagny et d'Haussonville, membres titulaires, remercient la Section des sentiments qu'elle leur a fait exprimer par l'organe de son secrétaire, à l'occasion de leur récente élection à l'Académie française. L'Académie du Gard et la Société littéraire de Strasbourg adressent le programme des prix qu'elles ont fondés et qui doivent être décernés en 1870 et 1871. M. le Vice-Recteur de l'Académie de Paris invite la Société à faire connaître le délégué qu'elle a choisi pour faire partie du jury appelé à décerner le prix fondé par le décret impérial et l'arrêté ministériel des 30 et 31 mars dernier. M. Lhuillier explique à ce sujet que le comité central ne s'étant pas réuni dans les délais voulus pour faire ce choix, M. Maury, président général, s'est chargé de représenter la Société.

Les pièces de la correspondance seront déposées aux archives.

M. le Président annonce que la vote est ouvert sur l'admission, comme membre titulaire, de M. Adolphe Paban, homme de lettres à Combs-la-Ville. Les présentateurs sont MM. Lhuillier et Leroy. Le dépouillement sera fait à la fin de la séance.

M. Lhuillier donne lecture d'un rapport qu'il a rédigé au nom de la commission chargée d'entendre le compte de M. Courtois, trésorier, en ce qui concerne la Section de Melun. La Section adopte à l'unanimité les conclusions du rapport de M. Lhuillier. En conséquence, des remerciements sont votés à M. Courtois, pour son excellente gestion, et le reliquat actif de son compte est ainsi fixé :

Somme revenant à la Section	183 fr. 85
Reliquat du compte des fouilles de la place Notre-Dame, devant recevoir telle destination qui sera déterminée . . .	144 22
Ensemble.	<u>328 fr. 07</u>

quo M. Courtois a été autorisé à remettre à son successeur.

Plusieurs membres désirent connaître le degré d'avancement des travaux d'impression du bulletin. M. Lhuillier, secrétaire général, répond que ces travaux, retardés par les élections, suivent maintenant un cours régulier.

M. Charbonneau reprend la lecture de son mémoire intitulé : *Considérations sur la méthode en logique et en pédagogie*. La Section entend avec beaucoup d'intérêt la lecture de ce mémoire dont la suite figurera à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. Leroy communique des documents inédits sur la généalogie de la famille de Jacques Amyot au xvi^e siècle.

M. Labiche lit une fable intitulée : *Le Jardinier*.

Tous ces travaux sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

M. le Président donne connaissance d'une lettre qui vient de lui être adressée par M. Courtois, membre titulaire, empêché d'assister à la séance. M. Courtois soumet à la Section la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de faire des fouilles dans les fossés de l'ancien château de Blandy, avant qu'ils ne soient comblés entièrement. Il pense qu'il serait possible d'y retrouver quelques débris d'armes et armures qui ne seraient pas dénués de tout intérêt.

Après quelques observations présentées par plusieurs membres, et en raison de l'heure avancée, l'examen de cette proposition est renvoyé à la prochaine séance.

M. Lhuillier dépose sur le bureau un double blanc de François I^{er}, trouvé à Crécy, et une statuette d'évêque en bois, paraissant représenter Saint-Nicolas, trouvée par M. Chamaillé, entrepreneur à Voisenon, dans la démolition d'une maison, à Rubelles. M. Chamaillé fait hommage de cette statuette à la Société. Des remerciements lui sont votés.

Dépouillement du scrutin ouvert sur la demande d'admission de M. Paban.

Votants	9
Majorité absolue	5
Pour l'admission	9

L'admission de M. Paban, comme membre titulaire de la So-

ciété d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, sera soumise au comité central.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 3 OCTOBRE 1869.

Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Aubergé, Charbonneau, Eymard, Gaucher, Gillet, Hocédé Dutramblay, Journeil, Kerchhoffs, Lhuillier, Schreuder et Sertier.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Un scrutin est ouvert sur l'admission, comme membre titulaire, de M. Ch. Latoison-Duval, artiste peintre à Lagny. Les présentateurs sont MM. Lhuillier et Leroy.

Dépouillement de la correspondance :

M. La Joye, président de la Section, fait savoir qu'une indisposition l'empêche de présider la séance de ce jour ; il exprime les regrets qu'il en éprouve.

Il est fait hommage à la Société :

Par M. l'abbé Pougeois, curé de Bourron, d'un ouvrage qu'il vient de publier sous ce titre : *Vansleb, vicaire de Bourron, sa vie, ses voyages et ses œuvres* ; un vol. grand in-8°.

Par M. Paban, membre titulaire : *Voix des grèves*, poésies, *Bibliographie et mélanges*.

Et par M. Labiche, vice-président de la Section : *Napoléon I^{er}*, ode.

Cet hommage est accepté avec reconnaissance, et la Section décide que des remerciements seront adressés aux donateurs.

Après en avoir délibéré, la Section renvoie au Comité central les deux propositions de souscriptions dont il a été parlé dans une précédente séance, pour l'érection de la statue de Ronsard, à Vendôme, et la restauration du tombeau de dom Calmet, dans l'église de Sénones. Il en est de même d'une proposition analogue concernant la statue de Lamartine, à Mâcon.

La Section renouvelle les regrets qu'elle a déjà exprimés au

sujet du retard apporté dans l'impression du bulletin. Le secrétaire est de nouveau chargé d'écrire à l'imprimeur.

M. Schreuder lit un mémoire intitulé : *Courtes réflexions sur l'influence du chant dans les exercices corporels*. Ce mémoire, entendu avec beaucoup d'intérêt, est renvoyé au Comité central.

M. Kerchhoffs présente plusieurs monnaies et médailles trouvées l'été dernier dans le grand bras de la Seine, à Melun, près du pont suspendu. Il convient de citer une monnaie gauloise, à l'effigie de Dumnorix, chef des Éduens, mentionné par César ; plusieurs monnaies des Carnutes et des Éburovices ; des rouelles en plomb, etc. Cette découverte est importante pour l'histoire locale. M. Kerchhoffs présente également une médaille juive, contemporaine de Judas Macchabée.

M. Gaucher soumet à ses confrères un moyen-bronze de Domitian trouvé dans la Marne, à Nanteuil, canton de La Ferté-sous-Jouarre.

M. G. Leroy donne lecture de : *Notes sur une découverte de haches gauloises en bronze, à Verneuil, et sur quelques monuments artistiques du canton de Mormant*. Il dépose sur le bureau deux haches en silex taillé et poli, trouvées au Mée, lieu dit les Pleux et dans la rue du Cimetière ; elles sont données au musée de Melun, par M. Patillaud, entrepreneur de maçonnerie. Enfin, M. Leroy présente un cachet du ^{xiv}^e siècle, trouvé dans la Seine, et paraissant avoir servi à l'ancienne corporation des mariniers melunais.

M. Lhuillier rend compte de l'excursion archéologique, faite par la Section de Meaux, dans les cantons de Crécy et de Coulommiers, au mois de septembre dernier. Une excursion analogue pourrait être faite, dit-il, l'année prochaine, dans l'arrondissement de Melun. Il dépose sur le bureau deux dessins des ruines de l'ancien monastère de La Celle-sur-Morin, exécutés en 1838 par M. Ch. L. Duval (de Lagny). Ces dessins sont d'autant plus intéressants que les ruines pittoresques de La Celle viennent de disparaître presque entièrement.

Une fable de M. Labiche, intitulée : *L'âne révolutionné*, est renvoyée au Comité central.

Le dépouillement du scrutin ouvert sur la demande d'admission de M. Ch. Latoison-Duval donne les résultats suivants :

Votants. 13.

Majorité absolue. 7.

Pour l'admission : 13.

L'admission de M. Latoison-Duval sera soumise au Comité central.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close à 4 heures.

SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1869.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : MM. La Joye, président ; Labiche, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire adjoint ; Aubergé, Ballu, comte de Champagny, Eymard, Gaucher, Gaudard, Journeil, Lemaire, Saby et Schreuder.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance : M. Latoison-Duval, de Lagny, manifeste ses remerciements à la Section de Melun, qui l'a admis au nombre de ses membres titulaires. MM. Poyez et Courtois, empêchés d'assister à la réunion de ce jour, expriment leurs regrets.

Lecture est donnée de trois lettres adressées à M. Courtois, par M. Eugène Godin, membre titulaire de la Section, et M. Jules Tartarin, sous-chef retraité au ministère des finances, dans lesquelles il est fait mention du don, au musée de Melun, par M. Tartarin, d'un portrait de la religieuse connue sous le nom de la Mauresse de Moret. Le portrait que le donateur tient pour authentique passe sous les yeux des sociétaires. Quelques membres font remarquer qu'il présente beaucoup d'analogie avec une peinture conservée à la bibliothèque de Sainte-Geneviève, de Paris, et citée dans la notice de M. Sollier, sur l'ancien couvent de Moret. Le portrait donné par M. Tartarin lui vient de sa mère, élevée au couvent de Moret, laquelle le tenait elle-même d'une vieille religieuse, qui avait été l'amie de la Mauresse. La Section accueille avec intérêt cette communication, à raison de laquelle elle adresse des remerciements à MM. Godin et Tartarin.

M. Lemaire donne lecture d'un travail intitulé : *Notes sur l'église de Montereau-faut-Yonne, et les travaux qu'on y a faits au XVI^e siècle*. Ce mémoire fournit d'intéressants renseignements sur le salaire des ouvriers, le prix des matériaux, etc.

M. La Joye communique une note de M. Amy Boué, secrétaire

perpétuel de l'institut de Vienne, sur la découverte d'habitations lacustres anté-historiques en Souabe; ensuite, il donne lecture d'un important travail ayant pour titre : *Observations sur la céramique antique*, et présente, à cette occasion, un vase en terre rouge, dite de Samos, orné de figures allégoriques de divinités païennes, et portant le nom du fabricant Censorinus. Ce vase, trouvé à Melun, dans la plaine de la Varenne, appartient à M. de Thierry, directeur de la station télégraphique.

M. Leroy lit quelques pages intitulées : *Détails inédits et authentiques sur la prise de Melun par Henri IV, le 7 avril 1590.*

Le Corbeau, le Hibou et l'Étourneau, fable par M. Labiche, termine la série de lectures faites à la séance de ce jour.

Toutes ces communications sont renvoyées au Comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans le Bulletin de la Société.

Objets divers, soumis à l'appréciation de la Société :

1° Au nom de M. Poyez, maire de Melun et membre titulaire : clef en bronze, de l'époque gallo-romaine, et amulette en ivoire du même temps, trouvées dans le square de l'église Notre-Dame ;

2° Au nom de M. de Thierry : clef antique, trouvée dans la Seine, à Melun ;

3° Au nom de la famille de M. Mangeon, ancien architecte du département de Seine-et-Marne : chapiteau byzantin, colonnette et débris de corniches antiques ;

4° Par M. Lhuillier, jeton de Lorraine ;

5° Et par M. Gaucher, salière historiée, en pierre, portant la date de 1559, trouvée dans la fouille d'une cave, à Citry-sur-Marne, canton de La Ferté-sous-Jouarre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 5 DÉCEMBRE 1869.

Présidence de M. LABICHE. — Secrétaire, M. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Labiche, vice-président, G. Leroy, secrétaire, Lhuillier, secrétaire-adjoint, Aubergé, Charbonneau, Courtois, Eymard, Gillet, Journeil, Lemaire, Poyez, Roy, Saby et Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance :

Des demandes d'admission, comme membres titulaires, sont faites :

Par M. Maurel, juge suppléant à Melun ; Présentateurs MM. Saby et Leroy ;

Et par M. Delurtier, propriétaire aux Fourneaux ; présentateurs MM. Gabry et Kerchhoffs.

Il sera statué sur ces demandes dans la prochaine séance, conformément au règlement.

M. H. de Choiseul-Praslin, retenu à Paris par les travaux du corps législatif, fait parvenir ses regrets de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

Le secrétaire annonce que M. l'abbé Mothéré, curé de Perrigny, à Auxerre, légataire de M. l'abbé Duru, fait hommage à la Société archéologique de Seine-et-Marne d'un ouvrage intitulé : « *Bibliothèque historique de l'Yonne*, ou collection de légendes, « chroniques et documents divers, pour servir à l'histoire des « différentes contrées qui forment aujourd'hui ce département ; » 2 vol. in-4°, par M. l'abbé Duru, chanoine honoraire de Sens, etc. Ce don a été obtenu par l'intermédiaire de M. Quesvers, membre titulaire de la Société, résident à Montereau-Faut-Yonne. — Sur la proposition de M. le Président, des remerciements sont votés à MM. Mothéré et Quesvers ; les deux volumes offerts seront déposés dans la bibliothèque de la Société.

Il est également fait hommage d'une *Notice Biographique sur M. Mangeon*, ancien architecte du département de Seine-et-Marne à Melun, par M. Emile Trélat. Dépôt à la bibliothèque, et remerciements au donateur.

M. Lhuillier, portant la parole en qualité de secrétaire général, fait part de la démission adressés à M. Maury, président de la Société, par M. La Joye, de ses fonctions de président de la Section de Melun, que son état de santé ne lui permet plus de continuer.

Les membres présents apprennent avec regret cette détermination de M. La Joye. Ils espèrent que sur le désir qui lui en sera manifesté par le bureau, il voudra bien, dans l'intérêt de la Section, conserver encore des fonctions qu'il a remplies avec savoir et dévouement. Le bureau est chargé de lui transmettre leurs regrets et leur espoir. M. La Joye trouvera toujours dans l'honorable vice-président de la Section, un auxiliaire empressé à le

seconder dans l'accomplissement de ses fonctions, si, contre toute attente, son état de santé ne lui permettait pas d'assister régulièrement aux séances.

M. Saby donne lecture d'un mémoire intitulé : *Quelques pages d'histoire locale au temps de la Fronde*. — L'auteur appréciant les troubles de la Fronde autrement que la généralité des historiens s'est plu à le faire jusqu'à présent, envisage les tristes conséquences qu'ils eurent pour le peuple, et, particulièrement pour les populations rurales de la Brie et des environs de Paris. Il se livre à des considérations d'un ordre élevé, écrites avec talent et habilement présentées.

Dans une notice portant ce titre : *Recherches sur le séjour d'artistes et de littérateurs à Saint-Sauveur-sur-Ecole et Boissise-la-Bertrand*, M. Lhuillier tire un excellent parti des laborieuses investigations auxquelles il s'est livré pour raviver le souvenir d'artistes et d'écrivains qui se rattachent, à différents titres, à ces deux communes ; Mansart à Saint-Sauveur, Chalumeau, Marillier, le curé Parent, d'autres encore, à Boissise-la-Bertrand, apparaissent sous un aspect nouveau, dans leur séjour à la campagne, et leur biographie s'enrichit de notes des plus intéressantes, grâce aux recherches de M. Th. Lhuillier.

M. Leroy retrace *les doléances d'un cultivateur Briard, au XVII^e siècle*, épisode du passage des troupes de Turenne et de Charles IV, duc de Lorraine, dans la Brie, en 1652.

M. Labiche, lit une fable intitulée : *Les Deux Fous*, prouvant que « tous les fous ne sont pas logés à Charenton, » et dont la morale porte qu'en toutes choses, il faut savoir garder un juste milieu, et se tenir à égale distance de ceux qui voient tout en noir et des autres qui voient tout en rose.

Ces communications et lectures sont renvoyées au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

M. Courtois annonce qu'un cercueil en pierre tendre, renfermant quelques ossements, a été trouvé sur le territoire de Melun, dans la plaine de la Varenne, non loin de l'embranchement des routes de Pontthierry et de Dammarie, sur l'ancien emplacement de la nécropole de Melodunum, qui paraît avoir subsisté en cet endroit jusqu'à l'époque des invasions normandes, aux ix^e et x^e siècles. Il se propose, du consentement de M. Barthel, propriétaire du terrain, de faire transporter ce cercueil au musée de Melun.

M. Leroy présente un vase en poterie grise, de l'époque gallo-

romaine, appartenant à M. de Thierry et provenant aussi de la plaine de la Varenne.

M. Charbonneau pense que, dans l'intérêt de la Société, il conviendrait d'accélérer la publication du Bulletin, de donner aux sociétaires la légitime satisfaction de voir imprimer leurs travaux, et au public la faculté d'en prendre connaissance.

Enfin, M. Poyez fait observer qu'il serait intéressant d'organiser à Melun des séances ou conférences littéraires, auxquelles les membres de la Société archéologique pourraient prêter leur concours.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 9 JANVIER 1870,

Tenue le deuxième dimanche de janvier, en raison des fêtes du jour de l'an.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. La Joye, président ; Labiche, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Charbonneau, Gaudard, Gillet, Kerchhoffs, Lemaire, Roy, Saby et Schreudér.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

M. le Président rappelle que des demandes d'admission, comme membres titulaires, sont faites :

1° Par M. Maurel, juge suppléant à Melun. Présentateurs, MM. Saby et Leroy ;

2° Et par M. Delurtier, propriétaire aux Fourneaux, commune du Mée. Présentateurs, MM. Gabry et Kerchhoffs.

Conformément à la décision prise dans la précédente séance, le scrutin est ouvert sur chacune de ces admissions. Le dépouillement en sera fait après l'épuisement de l'ordre du jour.

Correspondance : M. le comte Horace de Choiseul, membre titulaire, exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la réunion. — M. Gabry, l'un des présentateurs de M. Delurtier, fait parvenir de semblables regrets et fournit des renseignements sur le nouveau membre dont il patronne l'admission.

Plusieurs membres manifestent de nouveau leur regret du

retard apporté à la publication du bulletin de la Société, retard provenant du fait de l'imprimeur, et qui peut devenir préjudiciable à la prospérité de l'Association archéologique de Seine-et-Marne. A la suite d'une discussion à laquelle prennent part MM. La Joye, Gillet, Labiche, Charbonneau, Lhuillier, Saby et Leroy, les membres présents adoptent la motion suivante :

« La Section voit avec un nouveau regret que l'impression du « Bulletin ne s'exécute pas avec toute la diligence désirable. Elle « ne peut dissimuler que cet état de choses est préjudiciable aux « intérêts de la Société. S'il devait se continuer, la Section se « trouverait dans la nécessité d'exprimer au comité central un « vœu tendant à choisir un imprimeur plus expéditif. »

Cette motion devra être transmise au comité central par les soins du bureau.

La Section entend ensuite une série de communications et lectures :

M. G. Leroy signale une découverte d'anciennes sépultures à Blandy, canton du Châtelet, dans le courant du mois de décembre dernier, et qu'il croit devoir faire remonter à l'époque franque. Il fonde son opinion sur la structure de différentes armes qui accompagnaient les squelettes. — Sur sa proposition, la Section vote des remerciements à M. Hébert, adjoint au maire de Blandy, qui a recueilli soigneusement, pour être soumis à la Société, les différents objets provenant des fouilles.

Les découvertes faites à Blandy fournissent à M. La Joye l'occasion de rappeler l'histoire du château-fort dont on admire encore les ruines sur la principale place de la commune. Successivement possédé par la maison de Melun, par les Tancarville, les d'Harcourt, etc., cet édifice, où l'on trouve des traces de l'architecture des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, fut fortifié, comme il est aujourd'hui, dans le cours du ^{xiv}^e siècle ; il reçut de profondes modifications dans ses formes architecturales au temps de la Renaissance. Le ^{xviii}^e siècle fut témoin de son abandon et de sa ruine par la volonté intéressée du duc de Villars.

Dans un mémoire très-détaillé, M. Th. Lhuillier présente la généalogie des principaux membres de la maison de L'hospital-Vitry, en y joignant des renseignements biographiques empreints de toute l'authenticité désirable et généralement inédits. Il suit les L'hospital dans leurs résidences de Nandy, Coubert, Vitry, — dont ils prirent le nom, — et il complète son récit par des faits et anecdotes empruntés à des chroniques contemporaines.

La Section regrette que ce travail soit destiné à une publication autre que le bulletin de la Société, dans lequel elle l'aurait vu figurer avec plaisir.

Dans quelques-unes des séances de la Section, plusieurs membres ont signalé la plaine de la Varenne de Melun comme devant recéler, à une certaine profondeur, des débris d'animaux anté-diluviens. Le fait vient d'être confirmé par deux découvertes récentes dans cette partie du territoire melunais. — Au lieu dit la Plaine du Lys, près le Clos Saint-Louis, on a trouvé un fragment de membre antérieur du mammouth (*elephas primigenius*), dont l'espèce a disparu de notre globe depuis plusieurs milliers d'années; ce fragment, dont il a déjà été question dans une séance de 1868, a été offert au musée de Melun par M^{me} veuve Bigot. Au lieu dit l'ancien chemin de Bellombre, non loin du magasin des fourrages militaires, il a été trouvé, à une profondeur de sept mètres environ, un fragment d'omoplate et une molaire supérieure du même animal, qui ont été recueillis par M. le docteur Gillet. En présentant ces différents objets à la Section, M. le docteur Gillet donne quelques explications à l'appui.

M. Labiche lit une fable intitulée : *La Fable*.

M. Leroy présente, au nom de M. Cotelle, membre titulaire, un denier de Jean I^{er}, dit le Roux, duc de Bretagne (commencement du xiii^e siècle), trouvé à Melun, faubourg des Carmes.

Tous les travaux écrits, lus à la présente séance, sauf, pour le motif sus-indiqué, le mémoire de M. Lhuillier, sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans le bulletin de la Société.

Le dépouillement de chacun des scrutins ouverts sur la demande d'admission de MM. Maurel et Delurtier, donne le résultat suivant :

Votants, 12. — Pour l'admission, 12.

L'admission de MM. Maurel et Delurtier, en qualité de membres titulaires se rattachant à la Section de Melun, sera soumise au comité central, conformément aux statuts généraux de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 6 FÉVRIER 1870.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. La Joye, président, Labiche, vice-président, G. Leroy, secrétaire, Lhuillier, secrétaire-adjoint, Aubergé, Charbonneau, Delurtier, Eymard, Gaudard, Gillet, Journeil, Latour, Lemaire, Roy et Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente réunion, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance :

Lettre de M. Carro, en réponse à la décision prise par la Section, dans sa précédente séance. Notre honorable confrère, dégagé du souci de travaux importants et d'une grève d'ouvriers, se propose de donner toute la célérité désirable à l'impression du bulletin de la Société. La Section prend acte de cette bonne nouvelle.

M. le ministre de l'instruction publique fait savoir, par l'intermédiaire de M. l'Inspecteur d'académie, que la distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes des départements, à la suite du concours de 1869, aura lieu à la Sorbonne le samedi 23 avril prochain. Cette solennité sera précédée de trois jours de lectures et conférences publiques, les mercredi 20, jeudi 21 et vendredi 22 avril.

M. le secrétaire de l'Académie du département de la Somme, adresse le programme du concours ouvert par cette académie, pour un prix d'éloquence à décerner en 1870. Le sujet est : *Etude sur M. Boucher de Perthes.*

M. le docteur Emile Le Roy, de Meaux, membre titulaire de la Société, fait hommage d'une étude sur le suicide et les maladies mentales dans le département de Seine-et-Marne; — 1 vol. in-8°; Paris, V. Masson, éditeur. — Remerciments à l'auteur, et dépôt de l'ouvrage dans la bibliothèque de la Société.

Ce dépouillement opéré, M. le docteur Gillet expose qu'il serait utile que les Sections fissent l'échange de leurs procès-verbaux, pour se tenir au courant de leurs travaux respectifs. — Le secrétaire répond qu'il lui sera facile de se rendre à ce désir qui a déjà été manifesté et exécuté dans les premières années de l'existence de la Société; l'échange a cessé par défaut de réciprocité de la part des autres Sections.

M. La Joye fournit des renseignements sur la nature et la date

de plusieurs armes envoyées à la Société par M. A. Collot, instituteur primaire à Isles-les-Meldeuses, près Meaux. Cet envoi comprend : 1^o une épée d'homme d'armes, et deux fers de piques, pouvant être attribués au xiv^e siècle, et trouvés à Isles-les-Meldeuses ; 2^o une épée antique en bronze, à l'usage des légionnaires romains, trouvée à Saint-Dizier (Haute-Marne). — La Section décide que ces objets seront réunis aux collections analogues, déjà possédées par le musée de Melun. De plus, elle vote à l'unanimité des remerciements à M. Collot, donateur, ainsi qu'à M. Saby, membre titulaire de la Société, par l'intermédiaire duquel les armes en question ont été obtenues.

Un document intéressant est produit par M. Lemaire, c'est une copie de l'acte de mariage du duc d'Orléans, fils du régent et grand-père du roi Louis-Philippe 1^{er}, avec madame de Montesson, baronne de Saint-Port. Ce mariage, dont l'existence a été niée par quelques historiens, figure sur les registres de la paroisse Saint-Eustache, à Paris, à la date du 23 avril 1773. Le duc, âgé de 48 ans, était veuf de Henriette de Bourbon-Conti, il mourut à Sainte-Assise, paroisse de Saint-Port, le 18 novembre 1785. Son cœur et ses entrailles, reposent dans l'église de cette commune. — M. Lemaire annonce qu'il doit la communication de cet acte de mariage à l'obligeance de M. l'abbé Delaforge, curé de Saint-Port et membre titulaire de la Société.

Le nom de Bourbon-Conti, évoquant le souvenir du prince de ce nom, qui habita Melun en 1790, M. La Joye émet l'idée de rassembler les faits se rattachant à ce séjour ; l'honorable président ajoute que le prince logeait dans une maison sise quai des Fourneaux, dans laquelle se trouve actuellement la direction des contributions directes. — M. Leroy répond qu'il doit à la tradition, un renseignement sur ce sujet : pour empêcher l'émigration du prince, il avait été soumis à la surveillance des autorités de la commune, et à certains jours, il devait se présenter à la municipalité, pour attester sa présence à Melun. Cette mesure était blessante pour la dignité et le caractère de celui qui s'y trouvait assujéti. Pour s'en affranchir, il eut recours à un moyen assez ingénieux, qui lui évitait toute démarche, et qui, dit-on, n'était point désagréable aux officiers municipaux. Aux jours de visite obligatoire, le prince les invitait à dîner. La réception de l'amphitryon leur permettait ainsi de constater sa présence.

M. Leroy donne lecture d'une *note descriptive des vitraux de l'église Saint-Aspais de Melun*. Ces vitraux qui, pour la plupart,

datent du xvi^e siècle, sont dus à des familles bourgeoises du temps, à des confréries locales et à la maison d'Orléans-Longueville, branche collatérale de la famille des anciens vicomtes de Melun.

A la suite de cette lecture, MM. La Joye et Delurtier, fournissent d'intéressants détails sur l'origine et la fabrication des vitraux au moyen-âge.

La séance est complétée par une fable de M. Labiche, intitulée : *Le Chat converti*.

Tous les travaux écrits, lus à la présente séance, sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 6 MARS 1870.

*Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire,
M. G. LEROY.*

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Labiche et Leroy ; Lhuillier, secrétaire adjoint ; Aubergé, Charbonneau, Eymard, Gaucher, Gillet, Hérissé, Lemaire et Saby.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté sans observation.

Dépouillement de la correspondance.

Lecture est donnée d'un compte-rendu analytique des séances récemment tenues par les sections de Meaux et de Fontainebleau.

La Société littéraire, scientifique et artistique d'Apt adresse le programme du concours qu'elle ouvre en l'année 1870.

M. Charbonneau communique un extrait de son travail intitulé : *Considérations sur la méthode en logique et en pédagogie*, extrait qu'il se propose de lire aux réunions de la Sorbonne, des 20, 21 et 22 avril prochain. Conformément à la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique, un scrutin est ouvert sur l'opportunité de cette lecture à la Sorbonne. Le dépouillement donne les résultats suivants : Votants, 40. Pour la lecture, 40. — En conséquence, le travail de M. Charbonneau sera transmis à M. le Pré-

sident de la Société qui le fera parvenir, dans les délais voulus, à M. le ministre de l'instruction publique.

Revenant sur le séjour du prince Louis-François-Joseph de Bourbon-Conti à Melun, en 1790, M. G. Leroy présente un portrait lithographié de ce prince, et une gravure allégorique à l'occasion de son mariage avec la princesse de Modène, lequel fut célébré dans le château de Nangis, le 27 février 1759.

Le même sociétaire lit une notice se rattachant aux conditions dans lesquelles le commerce s'exerçait en France au ^{xiv}^e siècle. Pour assurer l'approvisionnement de la capitale et la sûreté du transport des marchandises par la voie de la Seine, le dauphin, depuis Charles V, rendit, à la date du 4 novembre 1338, une ordonnance qui confiait la protection de la navigation de la Seine et, particulièrement, la garde des marchandises passant par Melun, à des gens d'armes, archiers et arbalétriers. La solde de ces troupes, que le régent qualifiait du nom peu rassurant de « brigans, » fut mise à la charge des marchands. Un droit de péage supplémentaire fut alors établi au pont de Melun.

M. Lemaire soumet à l'examen de ses confrères une monnaie d'Auguste, trouvée dans les environs de Melun.

De son côté, M. Gaucher présente diverses monnaies gauloises, romaines et modernes, recueillies dans plusieurs localités, notamment dans l'arrondissement de Meaux.

M. Labiche donne lecture d'une fable intitulée : *L'Origine des aumônes*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à trois heures et demie.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1870.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents : MM. La Joye et Leroy ; Labiche, vice-président ; Lhuillier, secrétaire adjoint ; Aubergé, Courtois, Delurtier, Decourbe, Eymard, Gaucher, Lemaire, Poyez, Roussel, Sertier.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Dépouillement de la correspondance :

La Société d'archéologie lorraine, dont le siège est à Nancy,

fait hommage à la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, avec laquelle elle échange ses publications, des bulletins qu'elle a publiés en 1866, 1867, 1868 et 1869. Ces bulletins prendront place dans la bibliothèque de la Société, et des remerciements seront adressés à la Société d'archéologie lorraine.

M. Abel Hovelacque fait hommage de sa publication intitulée : *Racines et éléments simples dans le système linguistique indo-européen* ; Paris, Maisonneuve et C^{ie}, éditeurs, 1869. Remerciements au donateur et dépôt dans la bibliothèque de la Société.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance tenue par la Section de Meaux le 17 mars dernier.

M. Delurtier présente des spécimens de produits céramiques de la manufacture de M. Gabry, membre titulaire de la Société, aux Fourneaux, commune du Mée. Ces produits ont été décorés par M. Delurtier, à l'imitation des anciennes faïences de Nevers et de Rouen. Les membres présents s'intéressent aux différents objets qui leur sont soumis, ils en remarquent l'excellente exécution, qui fait honneur à leurs auteurs, et ils ne doutent pas que si les premiers essais de MM. Gabry et Delurtier recevaient un plus grand développement, cette fabrication, appréciée par les amateurs, ne tarderait pas à faire la réputation de ceux auxquels on la devrait et du pays où elle s'exercerait.

M. Delurtier prie la Société d'accepter l'hommage des spécimens qu'il présente. Cet hommage est accueilli avec reconnaissance et les objets donnés seront déposés au musée.

M. Courtois fait passer sous les yeux de ses confrères une hache en pétro-silex, emmanchée sur bois de renne, trouvée à Limoges-Fourches, canton de Brie, sur les terres de la ferme exploitée par M. Chanteclerc, auquel cet objet intéressant appartient.

Dans l'impossibilité de pouvoir le conserver au musée, la Société, sur la proposition de M. Courtois, exprime le désir qu'il en soit fait un fac-simile aux frais de la Section de Melun.

Une petite hache en serpentine, recueillie dans les environs de Moret, est offerte à la Société, par M. Lhuillier. Remerciements au donateur et dépôt au musée.

M. Courtois communique une lettre de M. le docteur de Man, de Middelburg (Pays-Bas), concernant la découverte, dans cette localité, d'un vase de terre présentant de l'analogie avec un autre conservé au musée de Melun, et provenant des tombeaux antiques de la plaine de la Varenne. Le même sociétaire fait hommage à la bibliothèque de la Société du catalogue des collections

numismatiques du musée de Middelburg. Des remerciements lui sont votés. Il présente aussi un moyen bronze de Philippe, jeune, trouvé dans les bois de La Rochette, et un encrier portatif en plomb, datant du moyen-âge, décoré d'une grande fleur de lys, et trouvé dans la Seine sous le pont de Melun.

M. Poyez dépose sur le bureau différentes monnaies et jetons trouvés dans les travaux du square de la Reine-Blanche, comprenant notamment quelques doubles-tournois et liards de Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. Les mieux conservées de ces monnaies seront déposées au musée.

M. Gaucher communique un écu de trois livres à l'effigie de Louis XIV enfant, trouvé à Champdeuil, et une pièce de 12 sols à l'effigie du même monarque, trouvée à Champigny, canton de Mormant.

Ces différentes communications sont suivies des lectures ci-après indiquées :

M. La Joye, président, donne connaissance d'une notice intitulée : *Des biens et prérogatives de l'évêque et du chapitre d'Auxerre*. L'auteur rappelle dans ce travail les richesses considérables du chapitre et de l'évêque, les droits dont ils jouissaient, notamment le droit de portage que l'évêque pouvait exiger du roi et des plus grands seigneurs de la localité, le jour de son entrée épiscopale dans Auxerre ; il décrit la cathédrale dans laquelle se trouve le tombeau de Jacques Amyot, notre célèbre compatriote. M. La Joye présente à ce sujet un vitrail du xvi^e siècle figurant les armoiries d'Amyot.

M. Leroy annonce que M. l'abbé Tisserand, membre correspondant de la Société, a rédigé une notice biographique sur l'abbé Edme Mallet, qui naquit à Melun, le 29 janvier 1713, et mourut jeune, après avoir écrit dix volumes d'œuvres diverses et 5483 articles dans l'encyclopédie. M. l'abbé Tisserand place cet ouvrage sous le patronage de la Société. M. Leroy en commence la lecture qui sera continuée dans les séances ultérieures.

Une fable de M. Labiche : *Henri I^{er} et le bûcheron*, termine la séance de ce jour qui est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 4^{or} MAI 1870.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. La Joye et Leroy ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Aubergé, Courtois, Delurtier, Eymard, Fournials, Gaudard, Lemaire, Maurel, Poyez, Roy, Saby et Schreuder, membres titulaires.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté sans observation.

M. le comte de Choiseul s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion.

M. le Président annonce que les pouvoirs du bureau de la Section allant expirer, il y a lieu de procéder à une nouvelle élection, en conformité des articles 9 et 28 du règlement. Il déclare le scrutin ouvert.

M. le Président fait part de la mort de M. Anatole Dauvergne, président de la Section de Coulommiers, et accorde un juste tribut d'éloges à la mémoire de cet honorable collègue, distingué à différents titres, l'un des douze archéologues qui, réunis à Melun le 16 mai 1864, jetèrent les bases de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne. La Section s'unissant à M. le Président, décide l'insertion au procès-verbal, de l'expression des regrets que la mort prématurée de M. Dauvergne lui fait éprouver.

Des monnaies trouvées à Melun sont déposées sur le bureau, par l'intermédiaire de M. Poyez. Les mieux conservées ou les plus intéressantes sont un moyen-bronze de Néron, contremarqué des initiales S. P. Q. R. (*Senatus Populusque Romanus*) ; un méreau de Nélalon-sur-Noumes, portant cette légende : *Le : jetoir : as : clercs* ; deux doubles tournois de Henri III et Louis XIII. Des remerciements sont votés au donateur, et ces monnaies seront ajoutées aux collections du Musée.

M. Courtois appelle l'attention de la Section sur deux vases étrusques, donnés au Musée par M. le marquis de Bethisy, conseiller général de Seine-et-Marne, et membre titulaire de la Société. Le donateur pense qu'ils datent du v^e siècle avant l'ère chrétienne. L'un d'eux est décoré de deux figures de femmes, groupées autour d'un autel, et offrant, l'une un léopard, l'autre une colombe, ce

qui permet de croire qu'il s'agit d'un double sacrifice à Bacchus et à Vénus. Le second vase représente un éphébo, couché sur un lit et entouré de palmes. Cette libéralité de M. de Bethisy mérite au donateur la sympathique approbation des membres présents.

La Section vote la continuation de sa cotisation annuelle au congrès archéologique de France, dirigé par M. de Caumont, qui se tiendra cette année à Arles (Bouches-du-Rhône), le mardi 26 septembre prochain.

M. le Président annonce qu'une demande d'admission, comme membre titulaire, est faite par M. E. Drouin, greffier en chef du tribunal de première instance de Melun, licencié en droit, membre de plusieurs Sociétés savantes. Les présentateurs de cette demande sont MM. Kerchhoffs et Leroy. Conformément au règlement, il sera statué dans la plus prochaine séance.

M. La Joye donne lecture d'une notice intitulée : *Considérations sur la céramique moderne*, dans laquelle, après avoir rappelé l'antiquité de l'art céramique, il expose brièvement l'importance de la fabrication des anciennes fayences de Rouen et de Nevers, et signale les imitations qu'on en fait aujourd'hui. Il parle des essais auxquels se livre l'un des membres de la Société, M. Delurtier, qui, avec la coopération de M. Gabry, également sociétaire et propriétaire de la manufacture de fayence des Fourneaux, s'exerce à l'imitation des anciens produits céramiques rouennais et niver-nais.

Sur la demande de M. La Joye, M. Delurtier présente des spécimens de ses œuvres, peintes *sur cru et cuites au grand feu*, à l'instar des fayences anciennes. La Section remarque des vases de grande dimension, plusieurs plats, des assiettes de formes et de dessins des plus variés. Dans un plat, se trouve reproduit le portrait de Charles VII, roi de France, qui figure sous le numéro 653 dans la collection du Louvre. Ces produits, dont on ne saurait trop encourager l'exécution, font honneur à MM. Delurtier et Gabry.

M. Courtois présente un plat en fayence de Montereau, orné par M. Schopin, père, d'un remarquable sujet de genre. Cette pièce importante, cuite sous cazette, d'après les procédés employés pour la porcelaine de Sèvres, est la première de cette nature à laquelle M. Schopin a consacré son talent artistique ; elle sort de la manufacture de Fontainebleau.

Le secrétaire soumet à la Section un fragment d'épithaphe, donné au musée par M. Andoque, marbrier à Melun, -- épithaphe

autrefois conservée dans l'église de Saint-Liesne, et rappelant les libéralités faites à cette église par Claude Nivert, hôtelier à *l'Écu de Rostaing*, décédé le 29 juillet 1669, et par Avoye Dupuis, sa femme. Des remerciements sont votés au donateur.

Le secrétaire reprend ensuite la lecture du travail de M. l'abbé Tisserand, membre correspondant, sur la vie et les ouvrages de l'abbé Mallet, melunais, vivant au XVIII^e siècle. Cette lecture sera continuée à la prochaine séance,

M. G. Leroy lit une notice intitulée : *De quelques droits du roy de France et du vicomte de Melun*.

Les lectures et communications faites à la séance de ce jour, sont renvoyées au comité central pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

A la suite du dépouillement du scrutin ouvert pour le renouvellement des membres du bureau, et en conséquence des résultats constatés, M. le Président proclame membres du bureau de la Section de Melun, pour l'année 1870-1871 :

Président, M. La Joye ; *vice-président*, M. Labiche ; *délégué au comité central*, M. Poyez ; *membre du comité de lecture*, M. le comte de Champagne ; *secrétaire*, M. Leroy ; *secrétaire-adjoint*, M. Lhuillier.

La Société devant se réunir en assemblée générale à Meaux, le lundi de la Pentecôte, 6 juin, la Section de Melun ne tiendra pas de séance avant le premier dimanche de juillet.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 3 JUILLET 1870.

Président, M. LABICHE. — *Secrétaire*, M. G. LEROY.

La séance est ouverte à deux heures.

Sont présents : MM. Labiche, Leroy, Aubergé, Charbonneau, Delurtier, Fontaine, Gaudard, Georges, Gillet, Journeil, Kerchoffs, Lemaire, Lhuillier, Roussel, Schreuder et Sertier.

Après lecture faite par le secrétaire, le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Dépouillement de la correspondance : MM. La Joye, Poyez, de Choiseul, Courtois et Saby expriment leurs regrets de ne pouvoir assister à la séance. M. Saby rappelle que la Section de Melun a

l'habitude de décerner une médaille en argent à l'élève du collège qui obtient le plus de succès dans l'étude de l'histoire nationale. Il espère que cette tradition sera conservée cette année. M. le Président dit qu'il sera fait comme précédemment, rien ne motivant un changement dans les dispositions prises et votées par la Section, dès les premières années de son existence.

Un scrutin est ouvert sur la demande d'admission, comme membre titulaire, de M. Drouin, greffier en chef du tribunal civil de première instance de Melun, licencié en droit, membre de plusieurs Sociétés savantes. Les présentateurs sont M. Kerchhoffs et Leroy.

Des demandes d'admissions, en la même qualité, sont faites par MM. :

Piéri, conseiller de préfecture à Melun ;

Béhu, professeur de physique au collège de Melun ;

Lebrun, principal clerc d'avoué à Melun.

Il sera statué sur ces demandes dans la prochaine séance, conformément au règlement.

M. Andoque, marbrier à Melun, présente à la Société des fragments de sculptures qu'il destine au musée et qui proviennent de l'ancienne ferme seigneuriale des religieux de Saint-Jean de Jérusalem, à Savigny-le-Temple. Ce sont des figurines d'angelots, des grotesques et des modillons dans le goût du *xvi^e* siècle. Ces curiosités artistiques n'ont pas trouvé grâce devant le propriétaire qui en a ordonné la destruction, lors de travaux récemment faits à sa ferme. — Des remerciements sont adressés à M. Andoque.

Le secrétaire communique une lettre adressée par M. Forgeais, archéologue à Paris, à M. Courtois, directeur du musée de Melun. M. Forgeais propose l'acquisition d'enseignes de pèlerinage en plomb, trouvées dans la Seine à Paris, et concernant des saints vénérés dans la Brie et le Gâtinais, saint Fiacre, saint Faron et saint Mathurin de Larchant ; le secrétaire ajoute que le musée possède d'excellentes reproductions, en terre cuite, de ces intéressantes curiosités. La proposition d'acquérir n'étant pas faite à la Société, il n'y a aucune suite à donner à cette communication.

M. Georges, membre titulaire, donne lecture d'une notice intitulée : *Frédéric II administrateur*. L'honorable sociétaire retrace dans ce travail, la vie du monarque qui se donna mission de faire de la Prusse un des principaux états de l'Europe. Il rappelle ses qualités, sa sollicitude pour l'industrie, le commerce, l'agriculture, et les transformations qu'il apporta à la constitution de son armée.

A côté de l'éloge qu'il fait de ce prince, M. Georges qui tient à être exact, signale les griefs que l'histoire et la postérité lui reprocheront éternellement pour sa conduite envers la malheureuse et héroïque Pologne.

Le secrétaire continue et termine la notice biographique sur l'abbé Mallet, melunais, par M. l'abbé Tisserand, membre correspondant.

M. Labiche donne lecture d'une fable, intitulée : *la Réception*.

Tous ces travaux sont renvoyés au comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

M. Lhuillier, présente, au nom de M. Souchet, employé à Melun, des jetons et monnaies modernes, recueillis à Blandy.

M. Labiche soumet à la Section un fragment de hache en silex, trouvée dans son jardin, quartier Saint-Barthélemy. Il présente aussi des fossiles provenant de la vallée de la Loire, et appartenant aux séries des mollusques céphalopodes, des acéphales et des échinodermes.

Le dépouillement du scrutin ouvert sur la demande d'admission de M. Drouin, donne les résultats suivants : — Votants 16. — Pour l'admission 16.

Ce résultat sera transmis au comité central.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 8 AOUT 1870.

*Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire,
M. G. LEROY.*

La séance est ouverte à deux heures.

Étaient présents : MM. Labiche, faisant fonctions de président en l'absence de M. La Joye ; Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Aubergé, de Champagny, Delurtier, Eymard, Fournials, Gillet, Maurel, Poyez, Saby et Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

MM. Courtois, Journeil, Gaudard et La Joye, ont fait savoir à M. le président qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité d'assister à la séance de ce jour. Ils expriment leurs regrets, qui seront mentionnés au procès-verbal.

M. le président annonce qu'une demande d'admission, comme

membre titulaire de la Société, est faite par M. Waille, officier supérieur d'infanterie en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, propriétaire au Mée. Conformément au règlement, il sera statué sur cette demande dans la plus prochaine séance.

M. le président annonce également qu'il y a lieu de statuer aujourd'hui, sur les demandes d'admissions formulées dans la séance du 4 juillet dernier, savoir :

Par M. Piétri, conseiller de préfecture à Melun. Présentateurs : MM. Saby et Maurel.

Par M. Béhu, professeur de physique au collège de Melun. Présentateurs : MM. Saby et Leroy.

Et par M. Lebrun, principal clerc d'avoué à Melun. Présentateurs : MM. Saby et Leroy.

Le scrutin, successivement ouvert sur chacune de ces demandes d'admission, donne ce résultat :

Votants : 13. — Pour l'admission 13.

En conséquence M. le président déclare que l'admission de MM. Piétri, Béhu et Lebrun, en qualité de membres titulaires de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, section de Melun, sera soumise au Comité central.

M. le président remet à M. Fournials, principal du collège de Melun, la médaille que la Société a l'habitude de décerner, chaque année, à l'élève qui a obtenu le plus de succès en histoire.

M. Fournials invite la Société à assister à la distribution des prix du collège, qui sera faite incessamment.

Sur la proposition de plusieurs membres, justement émus par la nouvelle des malheureux événements qui viennent d'avoir lieu à la frontière, il est sursis à la lecture des travaux indiqués à l'ordre du jour.

La séance est levée à trois heures, et les réunions de la Société sont renvoyées à une époque qui sera ultérieurement indiquée.

SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 1871.

Président, M. LA JOYE. — M. G. LEROY, secrétaire.

L'an 1871, le dimanche 5 novembre, à deux heures du soir, la Section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et

arts de Seine-et-Marne, a repris le cours de ses séances, interrompues depuis le 8 août 1870, par le fait de la guerre et de l'invasion. Elle s'est réunie, suivant la coutume, dans une des salles de l'hôtel de ville de Melun.

Présents : MM. La Joye, président ; Labiche, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Aubergé, Ballu, Bancel, Béhu, Bernardin, Cotelte, Courtois, Decourbe, Delurtier, Drouin, Eymard, Garceau, Garnuchot, Gillet, Hérissé, Journeil, Lebrun, Maurel, Paban, Roy, Saby, Schreuder et Sertier.

M. Plessier, de la Section de Coulommiers, est également présent.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté.

M. le marquis de Pontécoulant a fait parvenir à M. le président l'expression de ses regrets de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. le président annonce que depuis la réunion du 8 août 1870, la Section a perdu deux de ses membres titulaires : M. Charbonneau, directeur de l'École normale primaire de Melun, et M. Prieur, artiste peintre à Barbizon. Il rappelle quelques-uns des traits et des mérites qui distinguaient chacun d'eux, et l'assemblée s'associe à ses paroles de regrets sur la mort des deux honorés confrères.

La Section est appelée à voter sur la demande d'admission, en qualité de membre titulaire, de M. Waille, ancien officier d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, propriétaire au Mée, dont les présentateurs sont MM. Delurtier et Leroy. Le scrutin est ouvert.

Des demandes d'admission sont faites par :

M. Ernest Aubergé, docteur en droit, juge au tribunal de première instance de Melun ;

M. Bourgeois, docteur en médecine à Melun ;

M. Dugès-Delzescauts, propriétaire à Melun ;

Et M. Guillaume, directeur de l'École des beaux-arts, membre de l'Institut, aux Fourneaux, commune du Mée.

Il sera statué sur ces demandes à la plus prochaine séance.

M. le président communique les lettres et circulaires qui lui ont été adressées, afin d'obtenir le concours de la Société pour la reconstitution des bibliothèques de l'hôtel de ville et de la préfecture de police de Paris, de la ville de Bourges et de la Société d'archéologie lorraine, récemment incendiées. Ces lettres et circu-

lares sont renvoyées, avec avis favorable, au Comité central.

A la suite de ces diverses communications, les lectures ont lieu dans l'ordre suivant :

Sous le titre *Remarques historiques et philologiques sur la langue anglaise*, dont la première partie seule est lue, M. Drouin retrace l'origine et la formation de cette langue, en présentant le tableau des idiomes successivement apportés en Europe, puis en Angleterre par les migrations des peuples de l'extrême Orient et du Nord. Il montre comment ces différents idiomes, disparaissant, s'altérant ou se confondant avec d'autres idiomes ou langues, firent place au saxon et au franco-normand, d'où est sorti l'anglais actuel. Le travail de M. Drouin fixe l'attention de la Section, qui en ordonne le renvoi au Comité central, pour prendre place dans les publications de la Société.

M. Paban lit deux pièces de vers qui lui ont été inspirées par la dernière guerre : *Les Héros* et *la Mort d'Ernest Baroche*, poésies empreintes de patriotisme et rendant un juste hommage à la mémoire de braves qui sont morts pour la défense de la patrie.

Le peintre Doyen à Rubelles, notice par M. Lhuillier sur le séjour que le célèbre peintre G.-F. Doyen fit dans le village de Rubelles, peu de temps avant la Révolution. Après avoir rappelé la biographie de l'artiste, M. Lhuillier expose comment Doyen fut amené à posséder une maison de campagne dans le voisinage de Melun, et les péripéties qui signalèrent sa possession de cette maison, jusqu'au jour où elle fut vendue au district, après que le peintre, parti pour Saint-Pétersbourg, eût été inscrit sur la liste des émigrés.

Deux agréables poésies de M. Labiche : *Le Papillon*, — *La Rose et le Destin*, terminent la série des lectures.

Les communications de MM. Paban et Labiche sont renvoyées au Comité central, avec celle de M. Drouin ; il en serait de même du travail de M. Lhuillier, si l'auteur ne déclarait le réserver pour une publication particulière.

Dépouillement du scrutin sur la demande d'admission de M. Waille :

Votants : 24. — Pour l'admission : 24.

M. le président annonce que l'admission de M. Waille sera soumise au Comité central.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1871.

*Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire,
M. G. LEROY.*

Présents : MM. Labiche, vice-président ; Gabriel Leroy, secrétaire ; Théophile Lhuillier, secrétaire adjoint ; Aubergé, Béhu, Delurtier, Drouin, Eymard, Garceau, Gillet, Kerchhoffs, Paban, Roussel, Roy, Waille.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

M. La Joye fait savoir qu'une indisposition l'empêche d'assister à la séance, et adresse à la Société l'expression de ses regrets.

Un scrutin est ouvert sur l'admission, comme membres titulaires, des personnes ci-après nommées, dont la candidature a été annoncée lors de la réunion du 5 novembre :

M. Ernest Aubergé, docteur en droit, juge au tribunal civil de première instance de Melun. Présentateurs : MM. Bancel et Drouin.

M. Bourgeois, docteur en médecine à Melun. Présentateurs : MM. Bancel et Drouin.

M. Guillaume, statuaire, membre de l'Institut, directeur de l'École des beaux-arts. Présentateurs : MM. La Joye et Kerchhoffs.

M. Dugès-Delzescauts, propriétaire à Melun. Présentateurs : MM. Lemaire et Garceau.

Le dépouillement du scrutin aura lieu à la fin de la séance.

M. le président annonce qu'une demande d'admission, comme membre titulaire, est faite par M. Vellaud, avocat, docteur en droit, conseiller général, à Samois. Les présentateurs de cette demande sont MM. La Joye et Saby.

Conformément à l'art. 24 du règlement de la Section, il sera statué sur cette admission lors de la prochaine réunion.

Lectures et communications :

M. Drouin donne lecture des 2^e et 3^e parties de son mémoire intitulé : *Remarques historiques et philologiques sur la langue anglaise.*

M. Paban continue la communication des poésies qu'il a écrites pendant la guerre. Il lit deux pièces : *Les Oiseaux du Nord* ; — *À la France.*

M. Roussel fait hommage à la Société d'une brochure dont il

est l'auteur, intitulée : *Énumération des champignons récoltés par M. T. Husnot, aux Antilles françaises, en 1868* ; — Caen, imp. Le Blanc-Hardel, 1870. — En faisant cet hommage et en expliquant comment il a été appelé à déterminer les espèces de champignons rapportés des Antilles par M. Husnot, M. Roussel fait ressortir l'importance et les avantages de la botanique. C'est une science peu connue, peu étudiée, dit-il ; elle est extrêmement utile pour l'agriculture et pour l'alimentation. Il espère que cette science se vulgarisera, que son étude se propagera, à Melun notamment, où plus tard, peut-être, un jardin botanique, confié aux soins d'une personne spéciale, pourra être créé.

Des remerciements sont adressés à M. Roussel pour le don de sa brochure, qui sera déposée aux archives de la Société.

M. Th. Lhuillier donne lecture d'une notice intitulée : *L'arrière-ban du bailliage de Meaux, au XVII^e siècle*.

M. Labiche lit deux pièces de poésies intitulées : *Le Chat et le Loup* (fable) ; — *Obéissons à nos désirs* (poésie légère).

Tous les travaux lus à la présente séance sont renvoyés au Comité central.

Dépouillement du scrutin :

Volants : 14. — Chacun des candidats a obtenu l'unanimité des suffrages exprimés.

Attendu ce résultat, M. le président annonce que l'admission de MM. Ernest Aubergé, Bourgeois, Dugès-Delzescouts et Guillaume sera soumise au Comité central.

La séance est levée à 3 heures 1/2.

SÉANCE DU 7 JANVIER 1872.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. G. LEROY.

L'an 1872, le dimanche 7 janvier, à deux heures, la Section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne s'est réunie en séance ordinaire mensuelle, dans une des salles de l'hôtel de ville.

Présents : MM. La Joye, président ; Labiche, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire adjoint ; Ernest Aubergé, Béhu, Decourbe, Drouin, Dugès-Delzescouts, Delurtier, Eymard, Garceau, Gaudard, Gillet, Journeil, Latour, Lebrun, Lemaire, Poyez, Prévost, Roy, Saby, Schreuder et Sertier.

Le procès-verbal de la précédente séance, lu par le secrétaire, est adopté.

M. le Président annonce que le scrutin est ouvert sur l'admission de M. Vellaud, proposée dans la séance du 7 janvier ; le dépouillement du vote aura lieu, conformément à l'usage, après épuisement de l'ordre du jour.

Un membre ayant présenté un bulletin de vote au nom d'un sociétaire absent, la Section, consultée, décide que ce bulletin ne peut être reçu. Sa réception serait contraire aux dispositions de l'article 24 du règlement particulier, et d'ailleurs, jusqu'à présent, le vote par correspondance n'a été autorisé dans la Société que pour l'élection des membres du Comité central seulement.

M. La Joye donne lecture d'un travail sur les *Retraits*, ou lieu de prières qu'on trouvait autrefois dans les anciens châteaux et dans les hôtels royaux ou autres du moyen-âge. Il signale notamment les retraits des hôtels Saint-Paul et de Sens, à Paris, et celui du château de Lorrez-le-Bocage, dans Seine-et-Marne.

M. Lhuillier continue la lecture de son travail sur la levée de l'arrière-ban dans les anciens bailliages de Champagne et de Brie. Cette lecture porte sur les levées qui eurent lieu dans le bailliage de Melun en 1633 et dans le bailliage de Provins en 1693.

M. G. Leroy lit une notice intitulée : *Détails inédits et authentiques sur la prise de Melun par Henri IV, le 7 avril 1590.*

Trois pièces de poésie de M. Labiche : *La Grive et la Vigne* (fable), — *A Caron*, — *Le Rossignol et l'Abeille* (poésies légères) complètent la série des lectures.

Le dépouillement du scrutin sur l'admission de M. Vellaud, donne les résultats suivants :

Votants, 24. — *Pour*, 10. — *Contre*, 12. — *Bulletins blancs*, 2.
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1872.

Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire
M. G. LEROY.

Présents : MM. Labiche, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Victor Aubergé, Ernest Aubergé, Drouin, Eymard, Lebrun, Paban, Poyez et Schreuder.

Après lecture du procès-verbal de la précédente séance, ce procès-verbal est adopté.

Il est successivement donné lecture, savoir :

Par M. Lebrun, d'un travail intitulé : *Essai historique sur la Basoche*.

Par M. Paban : *Aux Dames de France*, poésie ; — *Le Pays*, sonnet.

Par M. Leroy : *Note sur l'ancien hameau et la ferme de Germeuoy*.

Et par M. Labiche : *Le Pinson et le Hibou*, fable ; — *La Goutte de rosée et le Scarabée* ; — *Le Sultan et le Visir*.

Tous ces travaux sont renvoyés au Comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures.

SÉANCE DU 3 MARS 1872.

Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire, M. G. LEROY.

Le 3 mars 1872, à deux heures après-midi, la Section de Melun s'est réunie au lieu ordinaire de ses séances.

Présents : MM. Labiche, vice-président ; G. Leroy, secrétaire ; Victor Aubergé, Ernest Aubergé, Béhu, Bourgeois, Drouin, Dugès-Delzescouts, Gaucher, Gaudard, Journeil, Lebrun, Paban, Schreuder.

M. Poyez s'excuse, par lettre, de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu par le secrétaire. M. Drouin fait observer qu'à l'exemple de ce qui se pratique dans beaucoup d'autres sociétés, il serait utile d'analyser très-sommairement chaque mémoire dont il est donné lecture, au lieu de se contenter d'en indiquer le titre. Plusieurs membres appuient la motion de M. Drouin. Sous le mérite de ces observations, auxquelles il sera fait droit dorénavant, le procès-verbal est adopté.

M. Drouin donne lecture d'un fragment de *Mémoire sur l'origine et la formation des racines dans les langues indo-européennes*,

d'après les travaux récents de Max Muller. G. Curtius, Schleicher et le journal de Kuhn. — Les racines sont les éléments constitutifs et irréductibles du langage, et avant toute structure grammaticale il a dû nécessairement y avoir un état où la langue ne se composait que de racines. C'est leur étude, ainsi que l'histoire de leur formation, que M. Drouin a eu pour but dans le mémoire qu'il présente. Au milieu de détails techniques, quelques pages s'appliquent aux caractères généraux de la formation des langues. Ce sont celles relatives notamment à la division des langues en langues *isolantes*, *agglutinantes* et à *flexions*, trois termes qui correspondent aux trois états successifs, aux trois couches par lesquelles ont passé ou passeront les divers idiomes du globe. Les langues aryennes qui sont à flexion et qui nous représentent ainsi l'état le plus parfait et le plus compliqué, ont été d'abord monosyllabiques ou isolantes, puis agglutinantes. Les langues tartares et dravidiennes et les langues de l'Amérique ne sont encore qu'au second degré, c'est-à-dire à la période agglutinante. Les langues chinoises, anamites, etc., nous représentent la première couche, c'est-à-dire l'isolement. A cet égard, l'étude récente des dialectes chinois a fait connaître des phénomènes particuliers de décomposition qui porteraient à croire que le monosyllabisme actuel n'a pas continuellement existé, et qu'il a passé, au moins pour un certain nombre de sons, par l'intermédiaire agglutinatif. La question de l'origine des langues aryennes et sémitiques se trouve également effleurée dans le mémoire de M. Drouin, qui paraît rejeter, quant à présent, du moins, l'hypothèse d'une communauté d'origine entre ces deux groupes de langues si distincts, faute de documents suffisants sur le sémitique primitif.

M. Paban lit trois sonnets intitulés : *Sous les Bois*; — *Inter opes inops*; — *Incantation*. La difficulté d'analyser ces poésies en autorise en quelque sorte ici la reproduction partielle. Dans son sonnet *Sous les Bois*, l'auteur, qui rêvait sous les grands arbres, est troublé par le passage d'un couple mondain en splendide équipage :

Rien qu'à les voir, l'abeille avait quitté la fleur,
Les chants d'oiseaux mouraient au fond du nid siffleur,
Les sources regrettaient leur phrase interrompue ;

Tandis que sous les troncs, en ordre linéal,
Au bord des verts fossés, pleins de menthe crépue,
J'allais, suivant mon rêve, et cherchant l'idéal.

M. Ernest Aubergé, entretient la Section de *l'Organisation de la justice dans le bailliage de Melun, avant 1789*. Il esquisse sommairement la composition et le fonctionnement des grandes cours souveraines, puis il montre comment la justice était organisée dans les bailliages et sièges présidiaux, à Melun, par exemple. Il entre ensuite dans quelques développements sur les justices seigneuriales. En faisant ressortir la dignité et l'intégrité des magistrats composant les tribunaux supérieurs de l'ancien régime, l'auteur signale, à titre de contraste impartial, les abus des justices féodales que le jurisconsulte Loyseau appelait des *mangeries de village*. En outre des tribunaux de justice proprement dits, M. Aubergé dit aussi quelques mots sur les juridictions spéciales anciennement connues sous les noms de : cour des aydes, élections, eaux et forêts de France, table de marbre, capitaineries, etc.

M. Leroy lit une notice intitulée : *Monuments et souvenirs de la Brie ; — Crisenoy*, dans laquelle se trouvent consignées différentes particularités historiques et archéologiques concernant les localités de Genouilly et de Crisenoy, notamment des détails sur les sépultures des sires de Genouilly, dans l'église de Crisenoy, aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles.

M. Labiche donne lecture de deux pièces de poésie intitulées : *Le Fabuliste et sa Muse*, fable ; *A la Fontaine la Reine*, poésie légère.

Tous les travaux communiqués dans la présente séance sont renvoyés au Comité central, pour prendre place, s'il y a lieu, dans le bulletin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1872.

*Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire,
M. G. LEROY.*

Présents : MM. Labiche, vice-président ; G. Leroy, secrétaire ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Aubergé (Victor), Aubergé (Ernest), Drouin, Eymard, Latour, Lebrun, Lemaire, Paban, Prévost.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Dépouillement de la correspondance :

MM. de Béthisy et Poyez, membres titulaires, s'excusent de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

L'Académie de Mâcon, Société des sciences, arts, belles-lettres et d'agriculture, décernera une médaille d'or de la valeur de 300 francs à l'auteur de la meilleure histoire critique des moyens employés jusqu'à ce jour pour préserver les mineurs des gaz méphitiques, et principalement du grisou.

La Société d'émulation de Cambrai adresse le programme des questions qu'elle met au concours pour 1872.

L'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen envoie la liste des prix qu'elle se propose de décerner en 1872, 1873, 1874 et 1876.

M. Leroy fait hommage à la Société et aux membres présents de deux opuscules qu'il vient de publier :

La Légende de sainte Osmane, d'après un ancien vitrail de l'église de Féricy-en-Brie ;

Un ancien fief de village (Beaudéduit, paroisse de Vaux-le-Pénil).

Communications et lectures :

M. Ernest Aubergé complète son *Étude sur l'ancien bailliage de Melun*. Il montre comment y fonctionnait la justice civile, commerciale et criminelle. A Melun, outre la prévôté et diverses justices seigneuriales qui s'exerçaient dans les faubourgs, le présidial et le châtelet siégeaient au Grand-Châtelet, situé dans la paroisse Saint-Aspais, à l'entrée du pont aux Fruits. Le prévôt rendait ses sentences dans le Petit-Châtelet, qui s'élevait en avant du pont aux Moulins, paroisse Saint-Étienne. L'étendue du ressort, la connaissance des causes de ces différentes justices et des assises qui se tenaient deux fois l'an, la nature des fonctions des commissaires enquêteurs et examinateurs, du prévôt, du lieutenant-général et de police, leurs attributions, sont successivement l'objet de développements intéressants. Les recherches de l'auteur permettent d'apprécier exactement ce qu'était l'organisation judiciaire sous l'ancien régime, et notamment au moment où elle fut modifiée par la révolution de 1789.

M. Paban lit deux charmantes pièces de poésie intitulées : *La Poésie. — A Combs-la-Ville*.

M. Labiche communique une piquante moralité intitulée : *Le Dervis qui cherche le bonheur*.

Sous le titre : *Un épisode de l'invasion*, M. Lebrun retrace une scène de désolation comme il y en eut tant durant la dernière

guerre. Une famille de cultivateurs de la Beauce fuit devant l'invasion ; à son retour au pays, son habitation n'est plus qu'un monceau de ruines.

M. Leroy lit quelques pages d'une *Notice historique et archéologique sur l'église Saint-Aspais de Melun*.

M. le président annonce qu'une demande d'admission, en qualité de membre titulaire, est faite par M. Dormoy, professeur de rhétorique au collège de Melun. Ses présentateurs sont MM. Drouin et Lhuillier. — Il sera statué sur cette demande dans la prochaine séance, conformément au règlement.

M. Lhuillier dit que M. le vicomte d'Amécourt a obtenu de la propriétaire des restes de l'ancienne abbaye de Jarcy l'autorisation, pour les membres de la Société, de les visiter quand bon leur semblera, et notamment le moulin du même nom dans lequel se trouvent des dalles funéraires intéressantes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 5 MAI 1872.

Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire, M. LHUILLIER, secrétaire-adjoint.

Le 5 mai 1872, à 2 heures après-midi, la Section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, se réunit au lieu ordinaire de ses séances.

Présents : MM. Labiche, vice-président ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Aubergé (Victor), Aubergé (Ernest), Béhu, Courtois, Drouin, docteur Gillet, Hérissé, Decourbe, Journeil, Latour, Lebrun, Lemaire, Roussel, Paban, Saby, Schreuder, Sertier.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. Leroy s'excuse, par lettre, de ne pouvoir assister à la réunion ; il ajoute qu'ayant besoin de repos, il désire n'être pas continué dans les fonctions de secrétaire de la Section.

M. Labiche, en faisant connaître que l'ordre du jour appelle le vote pour le renouvellement du bureau, conformément à l'art. 9 du règlement de la Section de Melun, exprime aussi sa détermination de refuser toute nouvelle fonction.

Plusieurs membres proposent d'ajourner l'élection à la séance mensuelle de juin, et de former une Commission qui présentera

des propositions à la Section, pour faciliter la reconstitution du bureau. Cette proposition est adoptée, et il est procédé à la désignation de 5 membres pour composer la Commission. Le vote amène les résultats suivants :

Votants 19.

MM. E. Aubergé.	14 voix.	Lemaire. .	7.
Gillet. . . .	13.	Schreuder.	6.
Lhuillier . .	13.	Saby . . .	6.
Journeil. . .	12.	Labiche. .	6.
Drouin . . .	10.	Paban. . .	3.
		Latour . .	3.

La Section exprime ses regrets pour la démission de M. La Joye, et de la détermination prise par MM. Labiche et Leroy, qui sont priés de vouloir bien continuer leur fonctions jusqu'à l'élection, ajournée au 2 juin,

Il est ensuite procédé au vote sur l'admission de M. Dormoy, professeur de rhétorique au collège de Melun, présenté par MM. Drouin et Lhuillier. Le dépouillement donne ce résultat : Votants 14, pour l'admission 14. — M. Dormoy est déclaré membre titulaire de la Section de Melun, sauf ratification du comité central.

M. Paban donne lecture de plusieurs pièces de poésie intitulées : *Le Garde Chasse*, — *Loin du But*, — *Un Tartufe*, — *A une Dame*. M. Paban fait hommage aux membres présents d'un volume qu'il a publié sous le titre de *Sonnets fantaisistes*.

M. le docteur Gillet communique une monnaie romaine, à l'effigie de Gordien, parfaitement conservée, trouvée récemment aux environs de Melun.

La séance est levée à 3 heures 1/2.

SÉANCE DU 2 JUIN 1872.

Présidence de M. LABICHE, vice-président. — Secrétaire,
M. LHUILLIER, secrétaire-adjoint.

Présents : MM. Labiche, vice-président ; Lhuillier, secrétaire-adjoint ; Aubergé (Victor), Aubergé (Ernest), Ballu, Courtois, Dormoy, Drouin, Dugès, Eymard, Gaudard, Gillet, Journeil,

Kerchhoffs, Gaucher, Latour, Lebrun, Lemaire, Paban, Poyez, Schreuder.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. Journeil, président de la Commission nommée pour étudier la question de renouvellement du bureau, rend compte de ses démarches et fait connaître les propositions de la Commission.

Conformément à l'article 9 du règlement de la Section et à la décision prise dans la réunion du 5 mai dernier, le scrutin est ouvert pour la nomination des membres qui doivent composer le bureau pendant une année. Il sera procédé au dépouillement avant la clôture de la séance.

M. Destouches, professeur au collège de Melun, est présenté comme membre titulaire, par MM. Drouin et Bourgeois. — Il sera statué sur cette présentation dans un mois, conformément aux statuts.

La parole est donnée à M. Drouin, qui communique une note fort intéressante sur un cimetière oriental appartenant à M. Courtois. Cette arme, en vieil acier des Indes, porte, sur la lame, quatre inscriptions arabes, dont M. Drouin donne l'explication, accompagnée d'un savant commentaire.

M. Lhuillier lit une notice historique sur Fresnes, commune de l'arrondissement de Meaux, dont le château a disparu maintenant. Ce château, successivement habité par les Forget, les d'O, les Guénégaud, les d'Aguesseau, avait une chapelle, chef-d'œuvre de Mansart, détruite également depuis une cinquantaine d'années. L'auteur communique une série de gravures anciennes représentant le château de Fresnes aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles.

M. Paban lit ensuite une pièce de vers intitulée : *La mort de la poésie*.

M. Courtois communique à la Section un dessin à la plume, artistement exécuté par M. Émile Auger, de Saint-Méry ; c'est la reproduction d'une pièce datée de 1739, représentant l'abbaye du Jard, près Melun. Le dessin de M. Auger est offert au Musée.

Avant de lever la séance, il est procédé au dépouillement du vote pour l'élection annuelle des membres du bureau ; cette opération donne les résultats suivants :

Volants. 21.

Pour la présidence	M. La Joye, 13 voix.
	M. Courtois, 4.
	M. Poyez, 1.

	M. de Bonneuil, 1.
Pour la vice-présidence.	M. Lhuillier, 20.
	M. Labiche, 1.
Pour les fonctions de secrétaire. .	M. Aubergé, 13.
	M. Paban, 4.
	M. Drouin, 1.
— secrétaire adjoint	M. Drouin, 19.
	M. Paban, 1.
	M. Dormoy, 1.
— délégué au Comité central.	M. Poyez, 19.
	M. Lemaire, 1.
— membre de la commission du bulletin	M. le c ^{te} de Champagny, 20.
	Bulletin blanc, 1.

La séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1872.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. E. AUBERGÉ.

Présents : MM. La Joye, président ; Lhuillier, vice-président ; Aubergé (Ernest), secrétaire ; Drouin, secrétaire adjoint ; Aubergé (Victor), Béhu, de Bonneuil, de Champagny, Courtois, Decourbes, Eymard, Gaucher, Gaudard, Latour, Lebrun, Lemaire, Leroy, Poyez, Roussel, Roy, Schreuder, Waille.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu par M. Lhuillier et adopté.

M. le président annonce que le scrutin est ouvert sur l'admission de M. Destouches, licencié ès-lettres, professeur au collège de Melun, présenté à la dernière séance par MM. Drouin et Bourgeois. Le dépouillement du vote aura lieu, conformément à l'usage, après l'épuisement de l'ordre du jour.

M. Mercier, docteur en droit, juge au tribunal de Melun, est présenté comme membre titulaire de la Société par MM. Aubergé (Ernest) et Drouin. Il sera voté sur cette présentation dans la prochaine séance, conformément aux statuts.

A propos d'une monnaie géorgienne, communiquée par un membre de la Société, M. Drouin lit une notice sur la numisma-

tique caucasienne, précédée d'un court historique des dynasties qui ont successivement régné à Tiflis, depuis Stéphanos II le Khosroien (639 de J.-C.), le premier souverain qui ait frappé monnaie, jusqu'à l'époque de la réunion de la Georgie à l'empire russe. La pièce de monnaie qui fait l'objet de la communication appartient à cette dernière période. Elle porte, en langue géorgienne, la mention de la valeur monétaire, de la date et du lieu de fabrication : « 400, Téthris de Karthouli, Tiflis, 1831. »

M. Leroy, dans un mémoire intitulé : *Une ancienne habitation bourgeoise de Melun*, fait connaître l'hôtel Leconte, situé à Melun, rue Neuve. Il en donne la description et signale les principaux personnages auxquels cet hôtel appartenait, avant de devenir la propriété de la Ville, qui y a établi, — en le transformant, — l'école communale des filles et la maison de charité dirigées par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

Antoine Leconte, conseiller du roi, lieutenant de l'élection de Melun, fit édifier cette riche habitation entre les années 1622 et 1633. Son fils, Louis Leconte, prévôt de Melun, fit faire la décoration intérieure, notamment des peintures imitées de Francisque Millet, et des boiseries sculptées portant ses initiales et celles de sa femme, Madeleine Ligne.

Après une possession de 130 ans, l'hôtel Leconte sortit de cette famille en 1769.

M. La Joye donne ensuite lecture d'une note sur les généalogies comparées des deux familles des Babou et des Courtenay.

Philibert Babou, maître d'hôtel du roi, fils d'un notaire de Bourges, au milieu du xv^e siècle, eut pour arrière petite-fille la fameuse Gabrielle d'Estrées, trisaïeule elle-même, par les Vendôme et les Mercœur, de Victor-Amédée-François, duc de Savoie et roi de Sardaigne, lequel eut pour petit-fils Louis XV.

Les Courtenay, riches et puissants dès l'an 1000, accompagnent Guillaume de Normandie à la conquête de l'Angleterre, où ils deviennent la souche des comtes de Devon. Une Courtenay épouse Pierre de France, fils de Louis VI le Gros ; plusieurs membres de cette maison deviennent princes régnants en Palestine, et trois d'entre eux ceignent la couronne impériale de Constantinople. Mais vers le milieu du xviii^e siècle, la décadence a succédé à cette grande fortune, et les Courtenay disparaissent sans laisser de traces.

L'auteur fait ressortir dans cette double généalogie le contraste frappant de ces deux familles, dont l'une, sortie des rangs obscurs

de la bourgeoisie, s'élève jusqu'au trône, tandis que l'autre, noble et ancienne, princière et impériale, finit par tomber dans l'oubli.

L'Assemblée décide que les divers travaux dont il vient d'être donné lecture seront soumis au Comité central, pour l'insertion au bulletin de la Société.

M. le président communique à l'assemblée une lettre de M. le maire de Melun, le priant de demander à la Société d'archéologie de vouloir bien voter une somme nécessaire pour décerner en son nom une médaille à l'une des Sociétés chorales et d'harmonie qui seront couronnées lors des fêtes qui doivent avoir lieu à Melun, le 21 juillet, à l'occasion du concours régional. M. le maire rappelle dans cette lettre qu'une médaille a été votée par la Société, dans les mêmes circonstances, en 1868.

Après en avoir délibéré, les membres présents décident qu'il sera pris sur le fonds commun la somme nécessaire pour affecter une médaille de vermeil à la destination sus-indiquée, et confient à M. Lhuillier, qui veut bien s'en charger, le soin de la faire frapper d'après le coin de 1868.

Il est procédé au dépouillement du vote sur l'admission de M. Destouches. Ce dépouillement donne pour résultat 22 *oui* sur 22 votants. En conséquence, M. le président déclare M. Destouches membre de la Société, sous réserve de ratification par le Comité central.

La séance est terminée par la lecture que fait M. Labiche d'une pièce de poésie intitulée : *Les Rois et la Liberté*. Cette lecture prouverait, si besoin était, aux auditeurs qui ont le plaisir de l'entendre, que la veine poétique de M. Labiche n'a pas été épuisée par la publication récente de son volume de fables ; elle permet d'espérer qu'il continuera d'apporter à la Société le tribut de ses charmants apologues, en droit — comme l'un de ses prédécesseurs, Arnault, — de dire de lui-même :

« Amis, dans la riente plaine,
Qu'Ésope ensemença jadis,
J'ai ramassé quelques épis,
Après Phèdre, après Lafontaine. ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 4 AOUT 1872.

Président, M. LA JOYE. — Secrétaire, M. E. AUBERGÉ.

Sont présents : MM. La Joye, vice-président ; Aubergé (Ernest), secrétaire ; Drouin, secrétaire adjoint ; Aubergé (Victor), Béhu, Decourbe, Delurtier, Eymard, George, Labiche, Lebrun, Schreuder.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Des-touches, admis à la dernière séance, remercie la Société, et s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour ; — et d'une autre lettre, par laquelle M. Poyez s'excuse également de son absence.

Le scrutin est ensuite ouvert sur l'admission de M. Mersier, juge au tribunal, présenté par MM. Aubergé (Ernest) et Drouin. Suivant l'usage, le dépouillement de ce scrutin aura lieu à la fin de la séance.

M. Lebrun lit une étude historique et juridique sur le jeu : — Si le jeu était demeuré ce qu'il était à l'origine, un divertissement innocent, ou bien un exercice utile au développement du corps ou de l'esprit, le législateur n'aurait pas eu à s'en occuper. Mais, sous les formes diverses que la soif de l'or et la tentation du hasard lui ont données, comme il est devenu l'une des passions les plus dévorantes et les plus funestes à l'humanité, les lois ont dû chercher à en modérer l'usage, à en réprimer les excès. M. Lebrun passe en revue les documents législatifs nombreux qui existent sur cette matière, depuis le sénatus-consulte attribué à Septime Sévère, jusqu'à la législation actuelle (art. 1904, C. c., et 410, 473, 477, C. p., d'après laquelle toute action en justice est refusée pour réclamer une dette née du jeu, ou pour en répéter le paiement, et d'après laquelle aussi ceux qui font métier de donner à jouer des jeux de hasard sont passibles d'amende et d'emprisonnement.

M. Drouin, dans une notice sur la parallaxe du soleil, fait ressortir l'intérêt que va présenter, la conjonction éclipique de Vénus avec le Soleil, qui doit avoir lieu le 8 décembre 1874. L'observation de ce phénomène, dont la première remonte à 1639, sert aux astronomes pour calculer l'angle maximum sous lequel quelqu'un supposé placé au centre du soleil verrait le rayon du globe terrestre. C'est ce qu'on appelle parallaxe solaire. Et c'est avec

cet élément angulaire qu'on détermine ensuite la distance de la terre au soleil et la masse de la terre.

Déjà l'Assemblée nationale a voté des fonds pour les frais d'observation de ce phénomène. Espérons que les observateurs de 1874 seront plus heureux que l'astronome Legentil qui, envoyé pour le même objet, en 1761, à Pondichéry, n'arriva pas à temps par suite du retard de la traversée. Il se décida alors à rester dans l'Inde pour observer un nouveau passage de Vénus sur le disque solaire, qui devait avoir lieu huit ans plus tard, et cette fois, les nuages empêchèrent toute observation.

Ces divers travaux sont renvoyés au Comité de lecture pour l'insertion au Bulletin, s'il y a lieu.

M. George donne lecture de la traduction en vers de l'ode d'Horace : « *Solvitur acris.* » Une traduction en vers est toujours difficile ; celle d'Horace l'est plus que toute autre, aussi le succès d'une pareille entreprise est-il particulièrement flatteur. C'est véritablement œuvre de poète, et ainsi s'expliquent les efforts si souvent tentés à l'égard d'Horace. L'échantillon que M. George présente à la Société, de sa traduction des Odes, donne le désir qu'il en fasse connaître d'autres. Il n'est guère possible, en effet, de serrer le texte en vers plus élégants et mieux frappés.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée délibère sur la question du recouvrement des cotisations arriérées de 1869, 1870, 1871 et 1872, dont le montant a été réduit par le Comité central à la somme de 24 francs, en raison des funestes événements qui ont empêché la tenue des séances pendant une partie de cette période.

Le recouvrement serait nécessaire pour permettre l'impression du bulletin. Aussi, après discussion, le secrétaire trésorier est-il prié, par l'Assemblée, de s'en occuper activement, et autorisé à employer le concours d'un agent, auquel il pourra allouer une certaine rémunération, soit pour toucher à domicile les cotisations des membres demeurant à Melun, soit pour recevoir les paiements ou les mandats des personnes domiciliées hors la ville, auxquelles une lettre circulaire devra être adressée.

M. Labiche donne lecture d'une fable intitulée : *Grégoire et son curé*, qui captive, comme d'habitude, l'attention de l'assemblée.

Le Secrétaire fait connaître succinctement, par analyse et par extraits, deux volumes récemment adressés à la Société : 1^o le Bulletin de la Société historique, instituée en 1868, à Compiègne ;

2° l'Annuaire de 1870, de l'Association des anciens élèves des Écoles nationales d'arts et métiers.

La séance est close par le dépouillement du scrutin sur l'admission de M. Mersier, lequel donne pour résultat 12 *oui* sur 12 votants. M. Mersier est, en conséquence, déclaré membre de la Société, sauf ratification par le Comité central.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 1872.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire, M. Ernest AUBERGÉ.

Sont présents : MM. Lhuillier, vice-président, faisant fonctions de président ; Ernest Aubergé, secrétaire ; Gaudard, Labiche, Journeil, Gaucher, Waille, Lemaire, Gillet, Delurtier, Drouin, Leroy, Lebrun, Garnuchot, Dugès-Delzescouts, Mercier, marquis de Pontécoulant, Eymard.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président communique une lettre par laquelle M. de Bethisy donne sa démission de membre de la Société.

Le secrétaire-trésorier fait part de l'état des recouvrements : une somme de 996 fr. 40 c. a déjà été versée à M. Eymard, trésorier général, indépendamment d'une somme de 332 fr. 10 c. demeurée entre les mains du trésorier de la Section, pour le quart formant la portion revenant à cette dernière, et les recouvrements continuent.

La parole est donnée à M. de Pontécoulant, qui, dans une lecture, accompagnée d'explications orales, fait connaître l'emploi ancien et moderne des carreaux en terre cuite, pour le pavage des églises. La nécessité de refaire un certain nombre de pavés d'églises, détruits ou détériorés par l'invasion prussienne, donne à ce travail un intérêt particulier d'actualité.

On sait que c'est surtout à partir du *xiii^e* siècle que cet usage spécial des carreaux en terre cuite se répandit. On passa successivement des carreaux unis aux carreaux vernis et émaillés. Les églises d'Andlot, de Saint-Pierre-sur-Dive, de Sens conservent des dallages de ce genre et de diverses époques. Souvent, les carreaux sont assemblés en forme de labyrinthes, ou présentent soit des effigies de personnages, soit des figures géométriques, avec des

images de châteaux, d'armoiries ou d'animaux. Les dessins sont habituellement jaunes sur fond noir ou noirs sur fond jaune. Depuis quelques années, l'emploi de ce mode de dallage a repris faveur, grâce surtout à la fabrique de carreaux de M. Boulanger, près Beauvais. M. de Pontécoulant présente plusieurs modèles sur papier, et donne la préférence aux carreaux non émaillés. Il cite les églises de Noyon, Beauvais, Creil, comme offrant une heureuse application de ces carreaux modernes, et aussi l'église de Villenoy, dans Seine-et-Marne, que M. l'abbé Petithomme a fait paver d'après ce système.

M. Ernest Aubergé lit un fragment d'étude sur Pierre Le Pesant de Boisguilbert, lieutenant général au présidial de Rouen, à la fin du règne de Louis XIV, et auteur de divers écrits dont les principaux sont le *Détail* et le *Factum de la France*. Ces écrits furent inspirés à Boisguilbert, comme la *Dîme royale* à Vauban, par le spectacle navrant de la misère publique et par le désir d'être utile au pays, en signalant les abus énormes qu'offraient l'assiette et la perception des impôts. Comme Vauban, aussi, il fut récompensé de son patriotisme par la disgrâce, et ses projets de réforme ne furent pas même écoutés. Précurseur des économistes modernes, citoyen dévoué au bien public, il mérite, à ce double titre, d'être sauvé de l'oubli.

M. Leroy fait à la Société une communication au sujet d'une dalle funéraire du xiv^e siècle qui, après avoir primitivement recouvert le tombeau d'un administrateur, à l'hôpital Saint-Jacques, de Melun, après avoir ensuite, — depuis la suppression de cet hôpital, — servi de table à l'autel de la Vierge, dans l'église Saint-Aspais, se trouve maintenant, — par suite des travaux exécutés dans l'église, — chez un entrepreneur de la ville.

Il propose de faire dresser cette dalle, représentant une croix, dans l'intérieur de Saint-Aspais, aux frais de la Société d'archéologie.

L'assemblée désigne pour examiner cette dalle et faire un rapport sur la proposition de M. Leroy, une commission composée de MM. Leroy, Gillet et Lhuillier.

M. Gaucher lit une note où il expose l'utilité qu'il y aurait pour le département, spécialement pour l'instruction primaire, à posséder un dictionnaire des communes de Seine-et-Marne, renfermant, sous une forme simple et concise, des renseignements complets sur l'histoire, la géographie, la statistique locale. Plusieurs départements, notamment celui de l'Aisne, possèdent des ouvrages de ce genre. Il existe, en ce qui concerne Seine-et-Marne,

plusieurs livres sur la matière, mais ils sont incomplets, trop volumineux, et arriérés. M. Gaucher propose à la Section de Melun de se charger de la rédaction et de la publication de ce dictionnaire.

L'assemblée, tout en reconnaissant l'utilité d'un pareil travail, auquel elle serait disposée à s'associer, est d'avis qu'il appartiendrait à la Société entière d'en assumer les frais. La proposition de M. Gaucher sera, en conséquence, soumise au Comité central.

M. le docteur Gillet présente à la Société une hache celtique en silex, trouvée à Vaux-le-Pénil. Cette hache est remarquable par sa petite dimension.

M. Labiche donne lecture de deux pièces en vers, dont la grâce se dérobe à l'analyse, une fable intitulée : *L'Écureuil qui amasse des noisettes*, et une poésie légère intitulée : *La Femme et la Vigne*.

MM. Drouin et Delurtier présentent, comme membres titulaires, M. Auguste Deschamps, propriétaire, conseiller d'arrondissement, et M. Daudé aîné, propriétaire, conseiller municipal, demeurant tous deux à Melun. Il sera voté sur leur admission dans la prochaine séance.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 3 NOVEMBRE 1872.

Présidence de M. Lhuillier, vice-président. — Secrétaire, M. Ernest Aubergé.

Le dimanche 3 novembre 1872, à 2 heures, la Section de Melun se réunit à l'hôtel de ville.

Sont présents : MM. Lhuillier, vice-président, faisant fonctions de président en l'absence de M. La Joye, titulaire ; Ernest Aubergé, secrétaire ; Eymard, Garnuchot, Béhu, Lebrun, Leroy, de Champagny, Drouin, Delurtier, Dormoy, Destouches, Gillet, Roy, Gabry, Waille, Labiche, Gaudard, Gaucher, Aubergé Victor, Journeil.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le scrutin est ouvert, par bulletins distincts, sur l'admission de MM. Auguste Deschamps et Daudé aîné, présentés à la dernière séance par MM. Drouin et Delurtier. Il sera, suivant l'usage, procédé au dépouillement des voix, après l'épuisement de l'ordre du jour.

La séance commence par la lecture, faite par M. Lhuillier,

d'une notice sur les anciennes enseignes de Provins, dont l'auteur est M. Alphonse Fourtier, membre de la Section de cette ville. L'interruption des séances de cette Section nous vaut cette lecture intéressante, remplie de détails particulièrement curieux pour le pays provinois. L'usage des enseignes, emprunté à l'ancienne Rome, fut entièrement répandu en France, tant que l'absence de numérotage des maisons rendit ce signe distinctif utile même aux particuliers et presque indispensable à certaines industries. Pour éclipser leurs voisines, elles prenaient parfois des dimensions si gênantes, que des règlements de police durent les restreindre. A Provins où les foires attiraient les négociants de l'Europe entière, c'étaient spécialement les hôtelleries nombreuses et importantes alors, qui brillaient par le luxe et l'énormité de leurs enseignes.

M. Lhuillier lit ensuite une notice historique et archéologique sur l'ancienne commanderie de Beauvais en Gâtinais, dont il est l'auteur. La Brie et le Gâtinais possédaient un assez grand nombre d'établissements religieux militaires, que l'auteur fait succinctement connaître. Celui qui portait le nom de Beauvais existait dès le moyen-âge sur le territoire de Grez, canton de Nemours. Divers chartes et documents originaux permettent de tracer l'histoire de cette commanderie depuis le ^{xii}^e siècle, et de montrer l'accroissement successif des seigneuries, des biens et droits féodaux, dont jouirent tour à tour les Templiers et les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem dans le Gâtinais. Vendu, comme propriété nationale, en l'an iv, au district de Nemours, le domaine de Beauvais disparut bientôt après.

Dans le cours de cette intéressante notice, M. Lhuillier décrit les anciens édifices de la commanderie de Beauvais, son église, ses tombes, et donne l'énumération de ses revenus. Il fournit aussi divers détails sur plusieurs localités de la contrée, notamment sur une villa royale fortifiée par Louis-le-Gros, dont les ruines remarquables existent encore dans le village de Grez, et termine par la liste chronologique des commandeurs de Beauvais, de 1260 à 1793. Cette liste offre des noms illustres tels que ceux des Bourbon, des Villiers l'Isle-Adam, des Challemaison, des Villeragnon, des La Mothe Houdancourt, des Fraguier. Le dernier des commandeurs fut Guy de Valory, natif d'Étampes, qui, après avoir disparu pendant la tourmente révolutionnaire, revint finir ses jours dans notre département.

M. Leroy donne ensuite lecture d'une notice intitulée : *Essai généalogique sur les seigneurs autochtones de Van-le-Pénil, du*

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1872.

*Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire,
M. E. AUBERGÉ.*

Sont présents : MM. Lhuillier, E. Aubergé, Deschamps, Lemaire, Destouches, Labiche, Schreuder, Gaudard, Victor Aubergé, Drouin, Lebrun, Eymard, Poyez, Leroy, Delurtier, Daudé, Decourbe.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Leroy fait hommage à la Société, au nom et de la part de M. La Joye, son président, de trente photographies représentant des meubles anciens en bois sculpté, de sa collection. Ces photographies exécutées, les plus anciennes par M. Louviot, et les plus récentes par M. Duranty, sont, pour la plupart, fort bien réussies et permettent, par leurs assez grandes dimensions, de se rendre compte de la valeur artistique des originaux. La Société regrette de ne pouvoir témoigner à M. La Joye, en personne, sa reconnaissance pour le don qu'il veut bien lui faire, et décide que ces photographies — lorsqu'elles auront été complétées, ainsi que M. Leroy l'annonce, — seront réunies en album et conservées aux archives de la Société.

M. Leroy, au nom de la commission composée, avec lui, de MM. Gillet et Lhuillier, fait son rapport sur la pierre funéraire du xiv^e siècle, qui recouvrait autrefois, dans l'hôpital Saint-Jacques, la tombe de messire Raoul, administrateur de cet établissement et qui, après avoir servi depuis, de table à l'autel de la Vierge dans l'église Saint-Aspais, se trouve en ce moment chez un entrepreneur de la ville. Les empreintes à la mine de plomb, que M. Leroy a prises de l'inscription, d'un beau gothique, et des animaux emblématiques gravés sur cette pierre avec une finesse remarquable, sont mises sous les yeux des membres présents.

La Commission, après avoir obtenu le consentement du maire et du curé, propose de faire appliquer cette dalle dans l'église Saint-Aspais, sur la muraille de la chapelle sise à droite de l'entrée principale. Une plaque de pierre avec inscription indiquerait la date et les circonstances de cette érection, dont les frais sont évalués à 65 francs environ.

Les Sociétaires présents approuvent les conclusions du rapport

et autorisent le prélèvement de cette somme sur les fonds particuliers de la Section.

Lecture est ensuite faite par M. Leroy, d'une notice sur un livre de l'abbaye du Jard, du xiii^e siècle, conservé à la bibliothèque de Melun. Ce manuscrit latin contient, entre autres documents intéressants, la liste des bienfaiteurs de l'abbaye pour lesquels des messes étaient célébrées. Sur cette liste figurent les donateurs de missels, bibles (en latin de l'époque *bibliotheca*), et autres manuscrits, au nombre en tout de dix-sept. Ce petit nombre des livres qui, suivant l'opinion de M. Leroy, devaient composer à peu près toute la collection de l'abbaye du Jard (communauté peu considérable et peu lettrée), atteste, par la reconnaissance qu'ils valaient à leurs donateurs, le prix et la rareté des livres à cette époque.

M. Drouin donne lecture d'une étude analytique et critique sur une nouvelle grammaire grecque publiée par M. Bailly. L'auteur de cette grammaire a mis à profit les recherches modernes de la philologie et de la grammaire comparée; c'est ce qui fait son mérite distinctif et sa supériorité sur la méthode de Burnouf, déjà si supérieure à celles qui l'avaient précédée. Sur ce terrain, comme sur celui des armes, nous avons une lutte à soutenir contre l'Allemagne, où la science philologique est si prospère, et une revanche pacifique à prendre, — qui ne doit pas faire oublier l'autre.

M. Ernest Aubergé lit un extrait de son étude sur Le Pesant de Boisguilbert, économiste du xvii^e siècle, dont il a lu l'introduction à la séance du 6 octobre dernier. Boisguilbert, dans ses divers opuscules, a émis sur la circulation, la consommation, la liberté du commerce, la monnaie, des idées neuves de beaucoup en avance sur son temps, voué au culte de la balance du commerce. Mais c'est surtout à l'étude des impôts qu'il s'est appliqué. L'injustice et l'arbitraire qui présidaient à l'assiette et à la perception de la taille, des aides, des douanes (sans parler de l'odieuse gabelle), fournissaient une matière abondante à ses critiques et à ses projets de réforme, qui ne furent point goûtés de Louis XIV et de ses ministres.

M. Labiche termine agréablement la séance en lisant d'abord une fable intitulée : *L'Abeille et la Fourmi*, dont la morale : « on prend les gens pour ce qu'ils ont, et non pour ce qu'ils sont, » ne trouve que trop souvent son application ; puis, une poésie légère intitulée : *Mon Paradis*, datée de l'époque de sa jeunesse, où il chante les plaisirs « qui réjouissent le cœur, sans abrutir les sens. »

La séance est levée à 4 heures.

TRAVAUX.

CHELLES AUX TEMPS MÉROVINGIENS

PAR M. L'ABBÉ TORCHET

Membre titulaire (**Section de Meaux**).

L'histoire particulière de Chelles est intimement liée, surtout à son origine, avec l'histoire générale de la France. Aussi, pour composer cette monographie, avons-nous dû consulter les annales du berceau de la nation.

Cependant, nous possédons de précieux manuscrits qui nous fournissent d'autre part de curieux renseignements.

Quatre cartulaires de l'abbaye de Chelles sont à la bibliothèque de la ville de Meaux.

Les deux premiers, fort remarquables, non-seulement par les pièces qu'ils contiennent, mais encore par une calligraphie soignée sur parchemin, ont été composés, avec le troisième, moins intéressant, par les soins de l'abbesse Magdeleine de Chelles, en 1530. Le quatrième, qui sert de supplément, est dû à Jacqueline Amignon, abbesse en 1547.

Par malheur, la grande Révolution, en détruisant le monastère, a détruit aussi les mémoires de Madame de Beaux-Ongles (1629-1693), continués par Mesdames de Moucy et de Chastenay de Lantzy, sous les gouvernements de Madame de Villars et de la princesse Louise-Adélaïde d'Orléans. Ces pièces intéressantes pour notre histoire ont sans doute servi d'aliment, avec d'autres trésors bien autrement précieux, au feu de joie qu'on alluma en 1793, pendant trois jours, sur la montagne de Chelles.

Toutefois deux manuscrits nous restent encore, qui ont été composés sur ces mémoires incendiés.

Le premier est un abrégé, fort concis et incomplet, de l'histoire de l'abbaye, depuis sainte Bathilde jusqu'à Madame de Villars (1707).

Le second, composé sur le premier, contient trois volumes. L'histoire est beaucoup plus détaillée ; elle commence à sainte Clotilde et se termine à Madame de Clermont. Le style, l'ordre et la clarté laissent beaucoup à désirer. Nous devons ce travail à Dom Placide Porcheron.

La Bibliothèque du grand séminaire de Meaux possède ces deux manuscrits.

Quelques copies d'un petit ouvrage, contenant la nomenclature de nos abbesses avec un exposé très-succinct et fort imparfait des principaux actes qui se sont passés sous leur administration, se trouvaient, il y a quelques années encore, entre les mains d'anciennes familles du pays. Ces copies ont-elles échappé aux ravages de nos récents malheurs ? Je l'ignore. La perte, du reste, serait peu regrettable, puisqu'elles ne contenaient rien de nouveau, si ce n'est le détail des blasons de plusieurs abbesses, que je conserve d'ailleurs dans mes notes sur notre histoire locale.

Le nom de Chelles, Kala, tire son origine du mot celtique Kal qui signifie : « Lieu défriché et escarpé, abattis d'arbres. » Cette étymologie nous indique l'antiquité de Chelles ; antérieure déjà au règne de Clovis. Cependant la villa Regalis n'a pu être construite que par ce prince ou l'un de ses fils, car le *pays Chellois* étant situé entre la Seine, la Somme et l'Aisne, appartient aux Romains jusqu'à la défaite de Siagrius.

Depuis cette époque, Chelles devint la résidence de nos rois pendant les chasses, et fut qualifié par nos historiens nationaux de « *villa Regalis, Cala civitatis, Parisiæ villa, villa Calensis*, dit saint Grégoire de Tours, *que distat ab urbe parisiacâ quasi stadiis centum.* » Ce qui signifie que Chelles est à quatre lieues de Paris.

C'est là que Clotilde, l'illustre épouse de Clovis, la marraine de la France aux fonts baptismaux de Reims, choisit une retraite pour prier en faveur de sa filleule. Elle fit construire un petit monastère de vierges, avec une église sous le vocable de saint Georges. On adopta la règle de saint Césaire : clôture, pauvreté, abstinence de viande, habit blanc et travail des mains. On peut en lire tous les articles dans un manuscrit authentique, très-curieux, conservé à la Bibliothèque de la ville de Meaux et provenant de l'abbaye.

La reine Clotilde ne mourut pas à Chelles, mais à Tours où elle

s'était retirée après l'horrible massacre de ses petits-enfants. Saint Grégoire fixe sa mort à l'an 537. Ses dépouilles furent ensevelies en grande pompe dans l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul de Paris, à côté de celles de Clovis et de Sainte-Geneviève.

« Elle fut pleurée, disent nos annales, du peuple, comme la mère de tous les Français, du clergé, comme sa protectrice, et des religieuses de Chelles comme leur auguste fondatrice. »

Ces pieuses filles vivaient heureuses dans leur humble retraite, loin du monde et de ses scandales, quand leur solitude fut troublée par la nouvelle d'un grand crime dont les alentours de leur monastère venaient d'être le théâtre sanglant.

C'était en l'année 584, Chilpéric, petit-fils de sainte Clotilde, habitait sa résidence de Chelles avec toute sa cour. « Un jour, dit le saint évêque de Tours, revenant de la chasse, sur le soir, comme il descendait de cheval, en s'appuyant d'une main sur l'épaule de son serviteur, un homme s'approcha et le frappa de deux coups dans le flanc. Tout son sang s'épandit par cette double blessure ainsi que par sa bouche, et il rendit son âme inique, *iniquum fudit spiritum*. »

Quel est l'auteur de cet assassinat ? Est-ce Brunehaut, est-ce Frédégonde ? Nul ne le sait. Le roman s'est emparé du fait pour en tirer une scène tragique, dont le premier acte se serait passé au palais, dans la chambre même de Frédégonde, et le dernier dans notre prairie ; mais jusqu'ici l'histoire n'a pu lever le voile qui couvre cette mort. (L. IV. *Hist. des Francs* par M. Peyronnet).

A la nouvelle de la sanglante aventure, toute la cour frappée de stupeur quitta Chelles avec précipitation, laissant le cadavre du roi abandonné sur le bord de la voie romaine.

Cependant l'évêque de Senlis, nommé Mallulle, qui était à Chelles depuis trois jours pour demander une audience au roi, voulut lui rendre les derniers devoirs. Après avoir fait transporter le corps dans une salle du palais, il le lava, le couvrit de vêtements et passa la nuit en prières auprès du lit funèbre. Le lendemain, le charitable prélat fit déposer le cadavre dans une barque sur la Marne pour le conduire à Paris.

Les dépouilles du roi ont été ensevelies dans l'église de Saint-Vincent, aujourd'hui Saint-Germain-des-Prés.

Pendant ce tragique événement, Childebert son neveu, roi d'Austrasie, se trouvait à Meaux. Les trésoriers lui apportèrent les richesses nombreuses que son oncle avait amassées à Chelles ; parmi les pièces d'orfèvrerie, on remarquait un magnifique bassin

d'or, enrichi de pierreries, pesant 50 livres. Chilpéric avait fait fabriquer cette pièce curieuse, dans l'intention, disait-il, de montrer aux étrangers que les Français ne le cédaient en rien, ni en richesse, ni en magnificence même aux Empereurs.

Cette vanité pourra passer, mais ce qui ne passera pas, c'est la voix populaire qui a stigmatisé Chilpéric de cet épouvantable surnom : « L'Hérode et le Néron de son siècle. »

Une pierre oblongue en forme de colonnette, plantée au milieu de la prairie, entre la gare actuelle du chemin de fer et le Bourg, dans le voisinage de la grande route, s'appelle Croix de sainte Beateur ou de sainte Bathilde; mais une très-ancienne tradition a prévalu, qui désigne cette pierre comme un monument expiatoire et commémoratif de l'assassinat de Chilpéric. Cette tradition rencontre des contradicteurs. L'abbé Lebeuf dans son ouvrage sur le diocèse de Paris pense, sans donner aucune preuve à l'appui, que cette croix aurait été plantée par le maréchal de Biron, lorsqu'il vint en 1590, camper à Chelles pour s'opposer à l'armée de la Ligue, qui voulait reprendre Lagny; mais l'un de nos savants collègues, M. Carro, dans une petite notice sur *la Pierre de Chelles dite de Chilpéric*, a montré en s'appuyant sur le texte de saint Grégoire de Tours et sur celui de l'auteur inconnu du *Gesta Francorum*, et d'après la description même des lieux, que toute présomption est en faveur de la tradition populaire.

Le fils de Chilpéric et de Frédégonde n'oublia pas la résidence de son père. Le souvenir du sang paternel, dans ces temps barbares où l'assassinat se passait en famille et presque sans remords, n'empêcha pas Clotaire II de donner à Chelles des fêtes et des chasses bruyantes. Pendant qu'il y séjournait, saint Géry, évêque d'Arras et de Cambrai, vint l'y trouver, vers l'an 600, *in villâ quæ Cala dicitur*, » disent les actes du saint, pour solliciter la délivrance de plusieurs fidèles de ses deux diocèses retenus dans les prisons de Chelles. Landry, maire du palais, se chargea de présenter lui-même la supplique du prélat; mais déjà la grâce avait prévenu la démarche de Landry, et celui-ci se trouva fort surpris de rencontrer l'évêque célébrant les saints mystères, au milieu de tous ses captifs délivrés, *dans une des églises du lieu*.

Ce trait d'histoire, dit l'abbé Lebeuf, qui désigne une pluralité d'églises à Chelles, fait voir que cet endroit était dès lors devenu célèbre. Il y avait déjà l'église Saint-Georges pour le monastère; d'autre part, la maison du roi ne devait pas être sans oratoire. On prétend, non sans fondement, qu'il y avait une basilique sous le

vocable de Saint-Martin, à laquelle succéda une chapelle dédiée au même saint et dont on voyait encore les restes au ^{xvii}^e siècle. Une petite niche, contenant la statue de saint Martin, placée dans le mur de la rue qui porte son nom, indiquait récemment encore l'emplacement de cette chapelle. Ce mur clôt une propriété dite le Palais des Tournelles. Une respectable tradition rapporte que deux petites tours, dont on peut voir encore les assises, étaient les vestiges du palais de Chilpéric. Mais ce qui paraît certain, c'est que la villa royale était placée en ce lieu, derrière la clôture de l'abbaye, vers le levant. Enfin les paysans qui vivaient dans le village pour les travaux de la campagne, ou dans les bois voisins, devaient avoir également une église presbytérale ; et il n'y a point d'inconvénients à considérer comme telle celle de saint André rebâtie plusieurs fois depuis.

Cette célébrité de Chelles s'accrut encore par les bons exemples que donnait le petit monastère. Sa réputation passa même le détroit, et l'on vit de pieuses princesses dégoûtées du monde, de son faste et de ses débauches, abandonner leurs palais somptueux, pour venir du fond de la Grande-Bretagne enfermer dans le cloître leur jeunesse et leurs espérances.

L'histoire nous a conservé, parmi ces héroïnes chrétiennes, le nom d'Hereswithe, fille d'Héréric, prince des Northumbres. Mariée en premières noces à un prince dont on ignore le nom, elle épousa en second lieu Anne, roi d'Estanglie, et eût pour fils Adolphe qui monta sur le trône des Anglais orientaux.

Cette princesse, ayant entendu raconter les merveilles de la vie sainte que l'on menait à Chelles, fut éprise du désir d'y venir consacrer à Dieu le reste de ses jours. Elle s'en ouvrit à sa famille, qui applaudit à sa généreuse pensée. Aussi ne fut-elle pas seule à accomplir ce lointain voyage. Plusieurs princesses la suivirent ; les unes pour trouver l'éducation chrétienne qu'elles cherchaient, les autres pour éprouver le secret de leur vocation.

La reine seule y demeura. Hilde, sa sœur, après avoir appris les mystères de la vie religieuse, retourna en Angleterre fonder plusieurs monastères, entre autres celui de Strénéchal où elle mourut en odeur de sainteté.

Sédrice et Etelberge, ses filles, passèrent au monastère fondé par sainte Fare au diocèse de Meaux, ainsi qu'Erkingothe, sa nièce, honorée sous le nom de sainte Aubierge, et sa petite-nièce sainte Artongathe.

Cette dernière était petite-fille de Caribert, roi de Paris, dont la fille Berthe avait épousé le roi de Kent.

Le nombre des religieuses s'accroissait de jour en jour, et les bâtiments du monastère étaient trop restreints. Il fallut les agrandir.

Il y avait alors sur le trône de France, l'une de ces héroïnes chrétiennes, qui jouèrent un rôle sublime dans nos destinées nationales.

Belle, pieuse, réservée dans ses paroles, prudente et modeste dans ses actes, répandant autour d'elle comme un parfum d'honnêteté, et ajoutant aux charmes du visage, une démarche pleine de dignité, une jeune vierge, trouvée parmi les esclaves d'Archambaut, maire du palais, avait été présentée à son prince Clovis II. Le Mérovingien en avait fait une reine.

C'était la sagesse qui entraînait dans un palais où devait hélas ! pénétrer bientôt après la plus triste des infirmités : la folie !

La jeune reine devint la régente du royaume pendant la minorité de ses fils. Sa politique fut toute nationale et toute chrétienne.

« Elle mit la main à toutes les grandes choses de son temps, dit un savant cardinal français ; au clergé qu'elle rend à la régularité, à l'épiscopat qu'elle glorifie par des saints, aux monastères qu'elle fonde et qu'elle relève, au peuple qu'elle nourrit, soulage et affranchit, à la royauté qu'elle affermit en concentrant son prestige et sa force ; elle touche à l'Italie, à l'Espagne par ses ambassadeurs, à l'Angleterre par ses captifs, à l'Allemagne par les moines missionnaires, à la France par les évêques, et par les Francs au monde. Dans les jeux du blason, on lui a donné pour emblèmes un aigle aux ailes éployées, portant le rameau d'olivier avec ces mots : *« Pax in virtute. Paix et force. »* Ce signe n'a rien de trop ambitieux pour cette humble femme qui, sur les ailes seules de la foi, souleva la France naissante comme l'aigle emporte ses aiglons au soleil. »

Tel est le portrait de cette noble princesse. Elle fut reine à Paris et religieuse à Chelles, elle est aujourd'hui sainte au ciel. Bathilde est son nom. Généreuse envers tous les monastères qu'elle fonda ou qu'elle releva, elle fut magnifique envers Chelles. Par ses ordres royaux, de nouveaux cloîtres s'élevèrent majestueux avec une splendide basilique, aux pieds de cette montagne du Montchalat, d'où selon les chroniques du vieux temps « s'ouvre la plus belle vue du ciel. »

La pieuse reine fit faire elle-même la dédicace du nouveau temple, en l'année 662.

On y voyait trois autels : le premier sous le titre de sainte Croix qui devint le vocable de l'église, le second sous l'invocation de saint Georges, et le troisième sous celle de saint Etienne, premier martyr. Des dessins représentant, dit-on, cette basilique sont parvenus jusqu'à nous.

Afin de donner plus de vie au nouveau monastère, Bathilde députa saint Genès, archevêque de Lyon, son aumônier, auprès de l'abbesse de Jouarre pour lui demander des religieuses de sa maison et implanter à Chelles la règle de saint Colomban. Bertille, l'une de ces religieuses, fut placée à la tête de la colonie en qualité d'abbesse, et l'illustra de tant de vertus qu'elle fut élevée plus tard à la dignité de Sainte.

La reine voulut mettre son monastère à l'abri du besoin. Elle le dota richement par une charte signée de sa main et de celle de chacun des princes, ses enfants. Elle enrichit l'église de plusieurs reliques précieuses, entre autres du chef de saint Eloi, dont elle aurait voulu rapporter chez nous le corps entier, et plaça dans son trésor le beau calice d'or du saint évêque de Noyon, cette merveille de richesse et d'art antique que la dernière révolution a brisée pour la jeter dans le creuset et la transformer en un vil lingot !

Cependant Bathilde, fatiguée des grandeurs humaines et des discussions intestines du royaume, aspirait au moment de se reposer de ses travaux et de s'enfermer dans l'asile qu'elle s'était fait construire. Un dernier crime perpétré par les gens de la cour, le meurtre de son conseiller Sigebert, évêque de Paris, fixa sa résolution. Son fils Clotaire était d'ailleurs parvenu à l'âge d'adulte, et Dieu lui parut ainsi marquer pour elle l'heure de quitter le palais. De même qu'elle y était entrée sans désirs, elle en sortit sans regrets, ou plutôt avec bonheur pour aller, dépouillée des parures de la royauté, prendre l'habit de bure, se mêler aux pieuses vierges, pratiquer comme la plus humble la loi de l'obéissance, se soumettre à la direction de l'abbesse, ainsi qu'une fille à sa mère, et combattre jusqu'au dernier souffle, dans les exercices du jeûne et de la prière, les nobles combats du Christ.

Quatre années ne s'étaient pas encore écoulées depuis sa retraite que son jeune fils Clotaire mourait à la fleur de l'âge, sous le coup imprévu d'une fièvre terrible. La mère ne voulut pas se séparer

de son enfant. Elle le fit inhumer à Chelles, dans l'église de l'abbaye.

On voyait encore au siècle dernier, dans la chapelle de saint Eloi, son cénotaphe de pierre qui pouvait remonter, d'après le style du monument, à quatre cents ans de date.

Magdeleine de La Porte, célèbre abbesse de Chelles au ^{xvii}^e siècle, dont le souvenir des vertus vit toujours dans le pays, voulut ouvrir ce tombeau et chercher ce que le temps en aurait conservé. On ne trouva qu'un morceau de parchemin qui ne devait pas même remonter au temps du cénotaphe.

On y lisait :

« Cy dessous, en cette vouste, gist le corps de Clotaire, Roy de
« France, sixième Roy chrétien, troisième de nom, fils du Roy
« Clovis II et de Sainte Beaudour, laquelle fonda cette église en
« l'honneur de *Notre-Dame*, et y mit vierges religieuses pour Dieu
« servir, et y donna grandes terres et plusieurs privilèges qui
« furent confirmés par les saints Pères de Rome, par Saint
« Charlemagne et autres Roys de France, et régna ledit Clotaire
« quatre ans et trespassa l'an de grâce 666. »

Sainte Bathilde demeura quatorze ans dans le monastère, donnant à toutes ses sœurs les soins et les attentions les plus humbles avec l'exemple de toutes les vertus. Sa dernière maladie fut cruelle, mais adoucie par une ravissante extase où elle aperçut, comme Jacob, cette échelle mystérieuse qui devint plus tard le signe du blason de Chelles. Sainte Bertille reçut son dernier soupir avec celui de la petite Radegonde qui mourait en même temps, et à côté de sa marraine, à l'âge de sept ans. Ces deux saintes âmes marquées, l'une au sceau de la vertu des héros, l'autre au sceau de l'innocence du baptême, s'envolèrent ensemble au ciel, pour recevoir la récompense des élus, l'an 680.

« A l'instant, dit un vieil auteur de la vie des saints, il s'épandit une grande lumière par toute sa chambre, avec une splendeur si éclatante qu'il semblait que le paradis y fut. Devant son trespas, elle avait prié l'abbesse que l'on céléât sa mort à tout le monde, hormis aux prestres qui seraient nécessaires pour la cérémonie de son enterrement ; en outre que l'on ne s'amusât point tant à se lamenter de sa mort, mais qu'on s'arrêtât à prier Dieu pour elle, qu'on l'enterrât le plus simplement que faire se pourrait, comme la plus petite religieuse du couvent : ce qui lui fut promis et accordé. »

On plaça en effet les deux corps saints dans un même cercueil

de pierre; les funérailles s'accomplirent sans pompe extérieure. Quelques prêtres, des vierges, des pauvres composèrent tout le cortège de ces dépouilles royales. Elles demeurèrent ignorées sous le sol de la basilique jusqu'à l'époque où elles furent transférées avec pompe, dans la nouvelle église bâtie par Gisèle, sœur de Charlemagne, au ix^e siècle, puis placées sur nos autels, deux siècles plus tard par le pape Nicolas II.

Après la mort de sainte Bathilde, Bertille continua de gouverner le monastère avec la plus grande sagesse et la plus éminente piété. L'Angleterre y envoya de nouvelles princesses de haut rang, entre autres sainte Mildrède, qui reçut à Chelles les leçons de perfection chrétienne et mourut dans son pays abbesse de Menstre.

A la requête de plusieurs rois Saxons et Anglais, Bertille leur envoya des prêtres religieux, dont elle possédait une maison à Chelles, pour le service de la communauté et qui en dépendaient. C'est à l'un de ces prêtres que nous devons une vie de sainte Bathilde et une autre de sainte Bertille. La mort de cette dernière y est racontée avec intérêt. Elle arriva vers l'an 702.

On voyait encore, il y a cent ans, la crosse de sainte Bertille dans le trésor de l'abbaye. Une petite plaque d'argent doré, attachée à cette crosse portait, en caractères du ix^e siècle, l'inscription suivante : « *Onus onerum.* »

A l'exemple des religieuses qui recevaient dans leur couvent des jeunes filles pour les former à la science et à la vertu, les prêtres du second monastère s'occupaient de l'éducation des jeunes gens de la noblesse. C'est ainsi que l'un de nos rois dits fainéants, Thierry, fils de Dagobert III, fut envoyé chez ces maîtres réputés, en l'année 715. Mais le jeune prince ne fit honneur ni au couvent ni à Chelles dont il porta le nom, car il mourut en 738, tout aussi obscurément qu'il avait vécu, après avoir porté dix-sept ans le titre de roi, avec une parfaite résignation au néant, ou, peut-être aussi avec une si complète impossibilité d'agir sous l'omnipotence de Charles Martel que, de lui, pas un historien ne raconte un seul geste. (*Hadr. vol. franc. t. III, l. XXIV.*)

Après sainte Bertille, nous trouvons dans le catalogue de nos abbesse, les sept noms suivants : Sigisle, Vilcôme, Ermengrade, Clémence, Asseline, Sigille II et Marsille.

Ici nous pouvons répéter ce que nous venons de dire à propos de Thierry de Chelles : de ces sept abbesse, pas un historien ne raconte un seul geste.

Cependant il est constant que ce fut de leur temps que Sonichilde, nièce d'Odilon duc de Bavière, et deuxième femme de Charles Martel, fut enfermée dans l'abbaye en 780.

Voici le fait, et c'est en le rapportant que se terminera cette première partie de notre histoire.

La princesse Sonichilde, d'un esprit fort remuant, désirait faire parvenir au pouvoir le prince Griffon qu'elle avait eu de Charles Martel. Deux autres fils d'une première femme, Pépin et Carloman s'y opposaient. Elle tenta de les perdre ou du moins de les réduire pour laisser une plus belle part à son fils, mais les deux princes n'étaient pas d'humeur à se laisser battre. Ils se défendirent, prirent l'offensive à leur tour, et capturèrent la mère et le fils. Griffon fut enfermé dans le château de Neuschâtel aux Ardennes, et Sonichilde dans le monastère de Chelles dont elle reçut tous les revenus pour sa dépense.

Bientôt Pépin se déclarait roi.

Tandis que ce chef d'une nouvelle race royale va illustrer le trône de France, une nouvelle abbesse, la princesse Gisèle, sa fille, va tirer le monastère de Chelles des ténèbres des derniers temps, et lui rendre son ancienne splendeur.

NOTE

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES CRYPTES DE JOUARRE

ET

SUR LES FOUILLES FAITES EN AVRIL 1870

Aux abords de ce monument,

PAR M. G. RÉTHORÉ

Membre titulaire (**Section de Meaux**).

Les cryptes de Jouarre ont été maintes fois étudiées au point de vue archéologique par des savants dont le nom fait autorité; mais jusqu'ici on ne s'était guère enquis de leur histoire. J'ai tenté de combler cette lacune dans un travail que j'ai communiqué le 18 avril dernier à la Section de Meaux.

N'ayant pas destiné à l'impression ce travail très-ample bien qu'encore incomplet, j'ai cru néanmoins devoir en transmettre le résumé à mes collègues de la Société d'archéologie pour leur témoigner combien j'attache de prix à les tenir au courant de mes recherches.

Lessavantsbénédictins doms Yepes, Mabillon, Duplessis, et après eux Mgr Allou, ont considéré les cryptes de Jouarre comme un édifice indépendant, comme un oratoire ou une chapelle cémétériale datant dans toutes ses parties de la fin du ^{vii}^e siècle. Selon des traditions locales rapportées sans objection par Yepes et Duplessis, les cryptes auraient été élevées sur l'emplacement d'un temple de Jupiter, si toutefois la crypte dite de Saint-Paul n'était pas le temple lui-même. Ces allégations sont au moins hasardées, elles me paraissent inexactes, et je vais essayer de le démontrer.

Prenant pour base les faits résultant de l'étude directe des éléments architectoniques des cryptes, les renseignements fournis par les fouilles faites en 1843, 1864 et 1869 tant à l'intérieur qu'aux abords du monument, enfin les documents historiques en petit nombre qui s'y rattachent, j'ai pu établir les hypothèses suivantes, lesquelles confirmées par les fouilles de 1870 constituent maintenant l'histoire des cryptes.

1° Antérieurement à l'établissement du premier monastère de Jouarre par Adon, frère de saint Ouen, de 630 à 634, l'emplacement occupé par la crypte était vraisemblablement un lieu consacré à quelque divinité gauloise; peut-être y avait-il là un menhir où la population venait accomplir certaines pratiques du culte, mais jusqu'à présent rien n'autorise à supposer qu'il ait existé en ce lieu un temple dédié à une divinité quelconque à l'époque gallo-romaine. Les fouilles, en effet, n'ont mis à découvert aucun vestige caractéristique de l'art romain et de construction romaine. On ne saurait même guère garder l'espoir d'en rencontrer, car en maints endroits les fouilles ont atteint la terre franche. Elles ont permis de reconnaître le sol végétal romain, mais rien de plus.

2° Les deux cryptes : l'une dite de Saint-Paul, l'autre dite de Sainte-Ebrégisile, diffèrent par la date de leur érection, par leur destination et par leur ornementation.

La plus ancienne, celle de Saint-Paul, remarquable par ses colonnes de marbre antique et par ses tombeaux, nous représente un magnifique spécimen de l'art mérovingien sous Dagobert. En outre, les fouilles récentes ont démontré conformément à mes conjectures que cette crypte faisait partie intégrante de l'église du principal monastère construit par Adon, pour la communauté des femmes dont sainte Telchilde (*Theodlecheldis*) fut la première abbesse.

Cette église dont les fondations ont été mises à découvert, formait un rectangle mesurant 26 m. sur 9 à l'intérieur. Son sanctuaire correspondait aux dimensions de la crypte; sa nef s'étendait sur 19 m. de longueur et avait pour dallage de petites briques carrées de 8 à 10 cent. de côté, reposant sur une couche de béton jaunâtre d'environ 20 à 25 cent. En contre-bas de ce dallage, à 70 cent., on a retrouvé sept tombes en pierre et six en plâtre représentant une partie des inhumations faites dans cette nef.

3° L'état primitif de la crypte différait sensiblement de l'état actuel : la paroi occidentale était ornée de cinq pilastres saillants décorés de moulures gallo-romaines et surmontés d'une frise de même style. Entre les pilastres, la muraille était revêtue d'un appareil réticulé très-curieux, imitation de l'art romain. Le sol, originairement formé d'un béton très-dur, fut rencontré à 35 cent. au-dessous du piédestal des colonnes, ce qui prouve que celles-ci ont été surélevées. Par suite, on doit conjecturer que, selon l'usage mérovingien, le plafond de la crypte était en bois et qu'il reposait sur la frise régnant autour de l'édicule et sur des architraves

reliant les colonnes entre elles. Ces colonnes au nombre de six avaient des fûts de même dimension, tandis qu'aujourd'hui les fûts des colonnes de l'estrade montrent une différence de longueur très-sensible. Cette crypte, destinée à la sépulture des divers membres de la famille d'Adon qui, avec lui, concoururent à la fondation du monastère, ne fut point décorée tout d'abord de tombeaux apparents et sculptés. Les diverses tombes des personnages inhumés dans ce sanctuaire restèrent enfouies sous le sol jusqu'au ix^e siècle.

4° Le monastère de Sainte-Telchilde, construit en bois, selon l'usage le plus fréquent de l'époque, fut détruit par un incendie vers la fin du viii^e ou le commencement du ix^e siècle. J'ai retrouvé en 1843 des traces irréfragables de cet incendie. C'est à cette catastrophe qu'il convient d'attribuer un fait signalé par la tradition, à savoir que le monastère d'Adon ayant été créé double à l'origine, les religieuses allèrent occuper l'habitation des hommes et donnèrent à ceux-ci la leur, en échange.

5° Au viii^e siècle, la discipline monastique subit à Jouarre, comme ailleurs, un grand relâchement. Les moines vécurent en séculiers et les religieuses elles-mêmes n'observèrent plus qu'imparfaitement la règle : le monastère, comme tant d'autres, tomba dans la dépendance du pouvoir royal. Une charte de 839 nous prouve qu'il se trouvait sous la protection de Louis-le-Débonnaire. Cette protection impliquait, pour le souverain, le droit de conférer le gouvernement de l'abbaye à des personnes de son choix, même séculières ; en outre, on devait lui rendre compte de l'administration des biens, comme s'ils eussent dépendu du domaine royal. Par contre cette protection valut au monastère de Jouarre le titre de royal, qu'il porta jusqu'en 1789.

Louis-le-Débonnaire, antérieurement à 839, avait conféré le monastère à Hermentrude, fille du comte Vodon, l'un des grands personnages de la cour. En 842, Hermentrude épousa Charles le Chauve et continua à gouverner nominalement son ancienne abbaye, concurremment avec celle de Chelles.

Cette circonstance attira certainement sur Jouarre les libéralités du monarque. Elle nous explique d'abord le privilège qu'eût le monastère de frapper une monnaie portant son nom, et ensuite comment la reine-abbesse Hermentrude put faire entreprendre simultanément la reconstruction du couvent qui, sous le titre de Notre-Dame de Jouarre, subsista jusqu'à 1792 ; puis, l'érection de la crypte dite de Sainte-Ébrégisile destinée à servir d'église collégiale aux chanoines, enfin l'édification d'une église paroissiale de-

vant donner satisfaction aux besoins religieux de l'importante population groupée autour du monastère.

On ne saurait prétendre qu'Hermentrude acheva complètement des travaux aussi considérables avant l'époque de sa mort, arrivée en 869 ; mais quelle que soit la date postérieure de leur achèvement, il convient de faire remonter leur origine à l'intervention de cette reine.

La crypte d'Ebrégisile se distingue de celle de Saint-Paul par sa plus grande dimension en longueur et par sa division en deux parties : un sanctuaire réservé aux prêtres et une nef destinée aux fidèles. Ses éléments architectoniques présentent dans leur ensemble les caractères distinctifs du style byzantin en décadence : entre autres des chapiteaux imités de la crypte voisine, des colonnes de marbre empruntées à des monuments anciens et un spécimen curieux de la symbolique chrétienne à cette époque.

Tandis que l'on bâtissait la nouvelle crypte, on entreprenait la restauration de celle dite de Saint-Paul, qui avait dû beaucoup souffrir de l'incendie dont j'ai parlé plus haut. On surélevait les colonnes, on les reliait par des arcs doubleaux, on établissait un dallage en briques vernissées de diverses couleurs au niveau représenté actuellement par la base des piédestaux des grandes colonnes ; enfin, on pratiquait l'élévation des tombes des fondateurs auxquels la tradition accordait les honneurs de la sainteté.

Au-dessus des deux cryptes on construisit l'église paroissiale, en utilisant ce qui restait des fondations de l'église mérovingienne.

Il résulte des fouilles faites en avril 1870, par M. l'abbé Thiercelin, que cette église carlovingienne consistait dans un rectangle formé par des murailles de 80 cent. d'épaisseur, mesurant en dehors d'œuvre 28 m. de longueur sur 18 m. 50 de largeur. Pour pénétrer aux cryptes on établit une galerie souterraine partant de la porte d'entrée de l'église, traversant la nef, et aboutissant à la crypte Saint-Paul, à la place où se trouvait l'escalier mérovingien qui y donnait accès. Dans l'arcature méridionale, aujourd'hui supprimée, on ouvrit une porte destinée à communiquer de la première crypte dans la seconde. Le sol de la nef de cette église nous est représenté par le niveau de l'extrados des arcs doubleaux des cryptes, d'où il suit que le sol de l'église mérovingienne fut remblayé d'environ 4 m. 30, et qu'il fallait gravir un certain nombre de degrés pour atteindre le porche ou narthex de l'église.

6° Au XI^e siècle, les cryptes subirent une restauration importante qui dut consister principalement dans le remplacement du

plafond en bois par des voûtes en pierre et à arcs d'arête, — dans l'établissement de l'estrade de la crypte Saint-Paul, — dans la confection des six chapiteaux coniques en pierre tendre, portant à leurs angles des crochets à peine épannelés et des figures macaroniques ; enfin, dans la superposition à l'ancien dallage en briques vernissées, d'un dallage en briques émaillées, décorées de fleurs, d'enroulements et de figures d'animaux.

7° L'église paroissiale carlovingienne fut réduite en cendres en 1427, par les Anglais et les Bourguignons qui s'étaient rendus maîtres du bourg et de l'abbaye. Par suite de cette destruction qui rendait l'édifice impropre à une convenable célébration du culte, l'abbaye, les chanoines et le peuple de Jouarre, quoique bien cruellement éprouvés par la guerre, durent s'unir pour construire une nouvelle église paroissiale, qui est celle que nous voyons aujourd'hui. Cet édifice, commencé vers la seconde moitié du xv^e siècle ne fut achevé qu'en 1530.

8° En vue de protéger les cryptes contre les intempéries, on laissa subsister jusqu'en 1632 une partie de l'ancienne église paroissiale à laquelle on donna le nom de chapelle Saint-Martin ; mais en 1632, l'abbesse Jeanne de Lorraine fit démolir, jusque dans les fondations, toute la partie occidentale de cette ancienne église ; elle fit retrancher 6 m. sur la longueur de la crypte Ebrégisile, et enfin établir dans son ensemble l'état des choses que nous voyons aujourd'hui.

Les fouilles exécutées par M. l'abbé Thiercelin, en avril 1870, avec le concours pécunier de la Société française d'archéologie, n'ont pas seulement servi à confirmer mes hypothèses, elles ont encore amené la découverte d'un certain nombre d'objets intéressants pour l'histoire locale : de tombeaux en pierre et en plâtre, de vases funéraires et de quelques monnaies. Un rapport sur ces fouilles avec plans et dessins à l'appui, doit paraître dans le *Bulletin monumental* que dirige M. de Caumont.

Quand ce travail aura été livré au public, j'ai tout lieu de croire que je serai autorisé à me servir des dessins de M. l'abbé Thiercelin, ou plus exactement des planches exécutées pour le *Bulletin monumental*. Alors il me deviendra possible de publier une étude complète des cryptes, description et histoire.

ESQUISSES BIOGRAPHIQUES.

GUY ET HUGUES DE CRÉCY

PAR M. LE COMTE A. DE MOUSTIER

Membre titulaire (**Section de Meaux**) (1)

Lorsque l'archéologue fait des moindres débris du passé l'objet de ses laborieuses investigations, il ne poursuit pas la satisfaction d'une vaine curiosité ; il cherche des jalons pour dresser ou rectifier les grandes lignes de l'histoire. Ecrire l'histoire, une histoire vraie ; mettre à la disposition de la génération présente ce trésor d'expérience qui fera sa force si elle sait en profiter, voilà le couronnement de son œuvre et le but élevé, le but utile où elle vise.

Aussi ai-je pensé que vous ne me sauriez pas mauvais gré de placer à côté des savantes dissertations de mes collègues, quelques pages d'histoire proprement dite, quelques biographies d'hommes qui ont eu sur les affaires de leur temps une action sérieuse et dont les noms se trouvent intimement liés à celui de notre petite cité, de la ville de Crécy-en-Brie ; je voudrais justifier ainsi la marque d'intérêt que vous lui donnez en la prenant aujourd'hui pour théâtre de vos travaux.

Son nom figure de bonne heure dans l'histoire, il est porté par des personnages importants.

Les successeurs de Charlemagne ont laissé le pouvoir souverain s'évanouir dans leurs faibles mains ; leurs officiers, chacun sur la portion du sol dont l'administration lui était confiée, sont devenus de petits princes héréditaires ; nous sommes en pleine féodalité.

Mais la France ne peut pas tomber ainsi en poussière : la puissante famille qui comptait Paris parmi les villes de son domaine et possédait le pays que nous habitons a été investie de la dignité royale dans l'assemblée de Noyon en 987.

Alors commence ce travail lent qui doit, après bien des siècles, aboutir à la forte constitution de notre unité nationale.

(1) Mémoire lu dans la séance tenue à Crécy, par la section de Meaux, le 12 août 1869.

Au début, le roi est bien peu de chose. Non-seulement les grands vassaux : les ducs de Gascogne, d'Aquitaine, de Normandie, de Bourgogne, les comtes de Champagne, de Flandre, de Toulouse, sont aussi puissants que lui ; mais, dans son propre duché de France, il est entouré de barons qui versent leur sang tour à tour en défendant sa bannière ou en lui résistant audacieusement.

Le nom de chacune des villes ou des gros bourgs des départements voisins de Paris rappelle celui d'un de ces barons.

Crécy était échu à la branche cadette de la maison de Montmorency, celle des seigneurs de Montlhéry, par le mariage de Guy de Montlhéry, comte de Rochefort, surnommé le Rouge, avec Elisabeth de Crécy, veuve d'un comte de Corbeil.

Guy-le-Rouge tenait le premier rang à le cour du roi Philippe I^{er} ; il était sénéchal, c'est-à-dire qu'il avait le commandement de l'armée royale, transféré plus tard au connétable, sous le règne de Philippe-Auguste.

Il se démit de ces fonctions en 1097. Le pape Urbain II venait, au concile tenu à Clermont, de confirmer solennellement l'institution de la trêve de Dieu, premier pas fait dans ces voies pacifiques où le monde moderne a, de génération en génération, fait de lents progrès, et de prêcher la croisade contre les Turcs.

A sa voix, aux appels chaleureux de Pierre l'Ermite, toute la chrétienté s'ébranlait. Les barons pour s'équiper et pourvoir aux frais de l'expédition, mettaient leurs terres en gage, concédaient à prix d'argent des franchises à leurs sujets.

« A cette époque, dit le chroniqueur contemporain Guibert de Nogent, et avant que les peuples se fussent mis en mouvement pour cette grande expédition, le royaume de France était livré de toutes parts aux troubles et aux plus cruelles hostilités ; on n'entendait parler que de brigandages..... Bientôt les esprits se trouvèrent entièrement changés d'une manière inconcevable tant elle était inattendue (1). »

Guy-le-Rouge céda facilement, on peut le croire, à ces élans d'enthousiasme qui entraînaient toutes les classes de la société ; il partit sans doute avec Hugues, comte de Vermandois, frère du roi, qui avait reçu le commandement du contingent fourni par la France ; et, bien que les annalistes ne nous aient pas fourni le détail de ses exploits, nous pouvons nous le représenter au siège de

(1) Guizot, *Mémoires relatifs à l'histoire de France*, t. IX, p. 58.

Nicée, aux batailles de Dorylée et d'Antioche, rivalisant de vaillance avec Hugues-le-Grand.

Celui-ci mourut, percé de deux flèches, dans une seconde expédition.

Quant à Guy-le-Rouge, il était revenu de Jérusalem, au dire de Suger (1), couvert de gloire et chargé de richesses.

On le voit, en 1107, reprendre ses fonctions de sénéchal et s'employer de toutes ses forces, dit Suger, pour la défense du royaume (2).

Un grand honneur et une amère déception l'attendaient quatre ans après : le fils de Philippe I^{er} qui devait bientôt régner sous le nom de Louis VI, dit le Gros, fut fiancé à sa fille Lucianne.

La satisfaction que pouvait lui causer cette alliance dura peu, car, avant que le mariage ne fut consommé, un empêchement fondé sur la parenté fit rompre cet accord, ce qui prouve que Guy tenait déjà par les liens du sang à la maison royale.

Toutefois cette rupture fut pour lui l'objet d'un vif mécontentement ; il se démit de sa charge et se retira dans ses domaines.

Les princes n'ont jamais aimé ceux qui fuient leur cour. Mais la bouderie de Guy-le-Rouge prit, semble-t-il, un caractère particulièrement agressif puisque Louis-le-Gros crut devoir entrer en campagne contre lui et venir en personne s'emparer de son château de Gournay-sur-Marne, sous prétexte de déprédations commises par le commandant de cette forteresse, Hugues de Pomponne. Hugues défendit vaillamment le bien de son seigneur et Louis-le-Gros « le chevalier le plus actif et le plus guerroyant de cette époque » comme l'a appelé M. Guizot (3), ne déploya pas moins de valeur : son historien nous a laissé une narration de ce siège (4).

Guy, qui pendant ce temps était peut-être à Crécy, accourt pour dégager Gournay ; un combat s'engage, mais, au rapport de Suger, « les habitants de la Brie, énervés par une longue paix, ne purent résister aux Français endurcis par des guerres continuelles, (5) » ils lâchèrent pied bientôt ; Guy lui-même prit la fuite et s'en retourna chez lui. « Le bruit de cette victoire, ajoute l'historien, se répandit par toute la terre. » Il est permis d'espérer que la décon-

(1) Guizot, *Mémoires relatifs à l'histoire de France*, t. VIII, p. 23.

(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 24.

(3) *Histoire de la civilisation en France*, t. IV, p. 108.

(4) Guizot, *Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France*, t. VIII, p. 39.

(5) *Ibid.*, p. 43.

venue des Briards n'eut pas un tel retentissement ; depuis lors, du reste, ils ont eu le temps et l'occasion de conquérir une meilleure réputation.

Quant à Guy-le-Rouge, il survécut peu à sa défaite et mourut en 1108.

Son second fils, Hugues, hérita de la seigneurie de Crécy, et c'est sous le nom de Hugues de Crécy qu'il est connu dans l'histoire, avec la réputation d'un des plus grands agitateurs de ces temps agités.

Il avait bien débuté cependant ; Suger le traite de jeune homme capable et brave guerrier, et il avait mérité de recevoir du roi Philippe I^{er} l'épée de sénéchal, en 1107, lors de la démission de son père. Il la garda un an à peine ; plein de rancune par suite de la perte du château de Gournay, il ne cessa, pendant dix ans, de se mêler à toutes les révoltes de vassaux de la couronne dont l'énergique répression a fait la gloire de Louis-le-Gros.

Il en voulait à Eudes, comte de Corbeil, son frère utérin, qui ne lui avait pas prêté secours pour la défense de Gournay ; il le surprit à la chasse, l'enleva et le retint prisonnier dans le château de La Ferté-Beaudoin.

Les habitants de Corbeil vinrent supplier le roi de délivrer leur seigneur. Louis monté récemment sur le trône, envoya d'abord Anseau de Garlande, beau-frère de Hugues, mais qui devait en être fort mal vu, puisqu'il venait d'être nommé sénéchal à sa place.

Anceau se laissa prendre maladroitement par les assiégés et alla partager la captivité du comte de Corbeil. Heureusement pour lui, Hugues n'était pas à La Ferté, et quand il chercha à y pénétrer déguisé en jongleur, le roi avait déjà investi la place qui fut prise en peu de jours ; fuyant seul, il ne put échapper à ses ennemis qu'en criant partout sur son passage qu'il était un des chevaliers du roi poursuivi par des émissaires de ce scélérat d'Hugues de Crécy, et il invitait les gens à les arrêter. Il faut lire dans Suger le récit de cette scène où la comédie se mêle au drame (1).

Nous ne conduirons pas plus loin le récit des gestes souvent fort peu louables d'Hugues de Crécy, cherchant en vain à s'emparer de Montlhéry, domaine sorti de sa famille, et devenu l'apanage d'une branche de la maison royale ; plus tard faisant périr traitreusement son cousin Manassès, vicomte de Meaux. Toutes ces expéditions ont le même caractère et, quand il s'agit d'un siècle où

(1) Guizot, *Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France*, t. VIII, p. 50.

les documents historiques manquent presque entièrement, on doit renoncer à fournir de ces détails qui font de coutume le charme d'une biographie.

Au moyen-âge les passions sont vives, l'homme se montre presque toujours excessif dans les voies du vice comme dans celles de la vertu ; les grands repentirs succèdent brusquement aux grands déportements. Il ne faut donc pas nous étonner de voir Hugues de Crécy jeter tout d'un coup loin de lui ses armes, teintes d'un sang qu'il aurait dû respecter, et se faire en 1118, moine dans un couvent de l'ordre de Cluny. Laissons-le pleurer ses péchés et descendons le cours de l'histoire.

Mais, messieurs, c'en est assez pour une séance si courte et si remplie.

Quand l'occasion s'en présentera, je vous demanderai la permission de vous parler d'autres personnages dont la vie, plus rapprochée de nous, vous offrira sans doute un intérêt plus saisissant que n'a pu le faire le souvenir de Guy et d'Hugues de Crécy.

Sur le moindre théâtre la marche de la civilisation est intéressante à étudier ; les enseignements que nous trouvons à notre portée, unis aux souvenirs des générations qui ont vécu là-même où nous vivons, sont les plus frappants pour nous.

En parcourant l'histoire de nos pères, nous voyons de grands exemples à suivre, de grandes fautes à éviter ; sans nous engouer du passé, nous apprenons à les juger avec impartialité, et c'est dans cette disposition d'esprit calme et réfléchi que nous fortifions en nous l'amour de notre patrie et de notre temps.

UN CHAPITRE D'HISTOIRE LOCALE.

CRÉCY AU XV^e SIÈCLE

PAR M. TH. LHUILLIER

Secrétaire général de la Société (1).

Invité par mes excellents confrères de la section de Meaux, à me joindre à eux lorsqu'ils viennent dans ma ville natale tenir une de leurs intéressantes séances, où l'étude de l'antiquité, de nos monuments, de l'histoire locale s'allie à la culture des lettres, des sciences et des arts, j'ai facilement cédé à leurs instances. Il était moins aisé pour moi d'aborder, dans cette réunion, un sujet en quelque sorte improvisé, pour le développer devant vous et le rendre intéressant après les mémoires que vous venez d'entendre.

Pourtant, et bien que l'histoire locale se trouve intimement liée, dans les provinces voisines de Paris, à l'histoire générale, je vais essayer de jeter un coup-d'œil sur Crécy, en remontant à quatre cents ans de distance. J'ai pensé qu'au milieu de concitoyens et en les entretenant du passé de notre petite ville, ma modeste étude avait chance d'être accueillie avec indulgence.

C'est une époque assez triste sans doute, tourmentée, calamiteuse pour la Brie, que ce xv^e siècle dont je vais vous parler ; mais le bon vieux temps offre, hélas ! à l'histoire plus de mauvais jours que de bons.

Vous savez ce qu'était Crécy au moyen-âge, je n'ai pas à entrer dans de longs détails sur ce point : château fort, double enceinte, fossés, défense sûre, retraite protectrice pour le seigneur comme pour les vassaux, alors que les guerres intestines troublaient si profondément les populations, et que les troupes et les bandes armées, composées pour la plupart de gens sans aveu, ruinaient les pays qu'elles parcouraient.

Passé des comtes de Champagne aux rois de France par le mariage de Jeanne de Navarre avec Philippe-le-Bel, Crécy offrait en-

(1) Communiqué à la séance publique tenue à Crécy, par la section de Meaux, le 12 août 1869.

core une résidence assez agréable, un château assez confortable et bien entretenu pour qu'on puisse y constater la présence dans le cours du ^{xiv}^e siècle, de Philippe-le-Bel, Charles-le-Bel, Philippe VI, Jeanne d'Évreux et Blanche, fille de Charles-le-Bel. Plusieurs ordonnances et des lettres royales sont datées de ce château ou de ceux de Becoiseau, Egrefin et Crèvecœur, qui dépendaient du comté.

A côté du manoir, — qui était véritablement l'âme de la cité, il y avait le clergé, — chanoines et chapelains de la collégiale, — et les bourgeois, gens de robe, marchands, artisans et laboureurs, composant cette partie de la population qui devait constituer le tiers-état.

Si l'aspect était tout autre, bien que la configuration de la ville — limitée de toutes parts — n'ait pu être modifiée, il n'y avait guère plus d'habitants. Toute l'importance de la place était dans sa muraille et son château. Autres temps, autres mœurs ! — Les officiers de justice, avocats, procureurs, sergents au bailliage et à la prévôté étaient relativement très-nombreux ; la tannerie était le commerce florissant, — et à cette époque où l'on voyageait à petites journées, où les seigneurs attiraient tout une suite de conseillers, d'écuyers, de gens d'armes, varlets et courtisans, des quartiers entiers se composaient d'hôtelleries. L'usage était d'ailleurs aux enseignes, et il ne faudrait pas toujours prendre pour une auberge telle maison qu'on retrouve sur les censiers deux cents ans plus tard ayant conservé sa vieille enseigne. Dans la seule rue de Dame-Gille et sur la place de la Halle (aujourd'hui du Marché), pendaient les images (comme on disait volontiers) de Saint-Georges, de Saint-Fiacre, de Saint-Pierre, des Trois-Mages, de Sainte-Fare, de Notre-Dame, des Anges, de la Rose, du Cerf, du Grand-Gournaut, du Pélican, de l'Épée-Royale ; les enseignes des Frallins, du Pilier-Vert, du Commodo, des Quatre-Vents, du Palais-Royal, de la Couronne, etc.

Au début du ^{xv}^e siècle, la rivalité du duc de Bourgogne Jean Sans-Peur, — le plus riche prince de la chrétienté, — avec Louis, duc d'Orléans, frère du roi, qui s'était vanté d'avoir eu les bonnes grâces de la duchesse de Bourgogne, fit éclater des calamités sans nombre. Cette lutte ne devait pas tarder à attirer les Anglais au cœur du pays, désolé déjà par des troubles religieux dont mainte église du diocèse de Meaux a conservé un douloureux souvenir.

Le 5 juin 1404, à l'occasion du prochain mariage de Charles, duc d'Angoulême, — le poète qu'on a appelé le Béranger de son temps, — avec Isabelle de France, reine d'Angleterre, la terre de

Crécy avait été accordée par Charles VI au duc d'Orléans, son frère, en accroissement d'apanage, sous la réserve du douaire assigné à Isabeau de Bavière, tant sur ce château que sur Melun, Moret, Pont, Meaux et Nemours.

L'année suivante, le 12 mai 1403, le duc de Gueldre épousa la fille du comte d'Harcourt. Le roi avait résolu de faire célébrer ce mariage à ses frais, au château de Crécy-en-Brie, mais son état de démençe qui s'aggravait par instants, l'obligea d'y venir seul, vers la fin d'avril ; « il s'y livra, dit la chronique, au plaisir de la chasse à courre et à l'oiseau. »

On venait de signer un traité de paix. Mais qu'était-ce alors que ces traités ? un morceau de parchemin, rien de plus, ou bien peu de chose...

Le duc d'Orléans est assassiné par son rival le duc de Bourgogne, en 1407. La guerre se rallume aussitôt et la Brie est la première à en souffrir : Melun, Meaux, Lagny, Coulommiers sont ravagés tour à tour par les Armagnacs et les Bourguignons. Ces derniers qui s'étaient emparés de Crécy, ne tardèrent pas à se rendre maîtres de plusieurs places autrement importantes.

Le château de notre ville, rentré au domaine de la couronne et délaissé, avait en quelques années perdu notablement de sa valeur. Aussi une ordonnance du 23 mai 1413 réduit-elle de 100 livres à 40 livres tournois seulement les gages de son capitaine ou gouverneur.

Pour donner une juste idée de la valeur de ces gages, disons ici que vers le même temps un muid de plâtre valait 15 sols, le loyer d'un cheval 2 sols 6 deniers par jour, et que la paire de souliers des religieux de Saint-Fiacre coûtait de 2 sols 6 deniers à 3 sols (1410-1490).

Un compte présenté à l'abbé de Saint-Faron de Meaux en 1479 (cité par M. Dubarle dans sa *Statistique du département*) porte la journée d'un maçon à 3 sols et celle d'une ouvrière à 10 deniers.

A la fin de l'année 1415, le duc de Bourgogne Jean Sans-Peur, voulant se rendre compte de l'état de la défense dans la Brie, vint à Crécy, le 8 décembre, se dirigeant sur Coulommiers, puis retourna à Lagny, où il avait comme son quartier-général. Les habitants se mettent sur leurs gardes et travaillent à la restauration des parties démantelées du châtel et de l'enceinte du quartier du bourg, qui remontait au xii^e siècle ; quant aux tours et remparts du marché, un peu moins anciens, ils étaient en meilleur état.

« Item, dit le *Journal d'un bourgeois de Paris sous Charles VI*

(publié dans la collection des mémoires de Michaud et Poujoulat), le dimanche 21^e jour d'aoust 1418 fut fait en Paris une grant esmeutte... car rien ne pouvoit plus venir qui ne fust rançonné deux fois plus que ne valloit... par les faulx-bandéz qui tenoient maintes bonnes villes d'autour comme Sens, Moret, Melun, Meaux-en-Brie, Crécy, où ils faisoient tous les maux qu'on peut faire ne penser. »

Le 10 septembre de l'année suivante, le duc de Bourgogne tombait sur le pont de Montereau, poignardé par les seigneurs de la suite du Dauphin, depuis Charles VII ; ce meurtre, comme on sait, fut suivi de sanglantes représailles.

Les deux autorités, l'Eglise et l'Etat, étaient divisées entre elles, et, selon l'expression de M. Michelet, chacune d'elles en soi.

Le fils de Jean Sans-Peur, Philippe-le-Bon, prend parti pour les Anglais et leur livre Paris. Henri V, roi d'Angleterre fait signer par Charles VI, privé de raison, le traité de Troyes qui lui donne une de ses filles en mariage et la succession au trône de France. La reine Isabeau de Bavière, dame de Crécy par son douaire, signe ce traité. L'histoire doit flétrir ce forfait politique ; mais Isabeau mérite-t-elle autre chose que le mépris et la pitié?... Comment accuser cette femme vulgaire d'avoir foulé aux pieds les nobles inspirations du patriotisme, si un tel sentiment dépassait l'humble portée de son esprit et l'étroite capacité de son cœur ? Isabeau vit dans le traité de Troyes une revanche des coups que lui avait portés une faction rivale ; elle y vit le châtiment des torts de son fils, un riche établissement pour une fille qui lui restait ; tout au plus y calcula-t-elle une égoïste sûreté pour elle dans l'avenir. (Vallet de Viriville).

Pendant de longues et malheureuses années, le pays demeura au pouvoir de l'étranger et fut le théâtre de combats, d'assauts, d'incendies et de pillages. Le sort des habitants des campagnes était déplorable ; rançonnés tour à tour par l'un et par l'autre parti, la fidélité leur coûte aussi cher que la rébellion ; ils s'enfuient à l'approche des troupes, les champs restent incultes et la population est décimée par la misère autant que par les armes. A Ville-neuve-le-Comte, par exemple, il ne reste que quelques habitants ; les anciens comptes du domaine royal de Crécy constatent le même fait dans tout le voisinage, prouvant, avec autant d'exactitude que de laconisme, la ruine des maisons, l'abandon des terres, la fuite des villageois. En regard de chaque article de redevance, on lit ces annotations sinistres : « Néant, pour la guerre ; nul ne tient les terres ; ruiné et abandonné. »

« Ainsi, dit Juvénal des Ursins, la Brie fort se dépeuplait, les uns s'en allant en pays lointains, où il n'y avait point de guerre, les autres mourans de faim et tombans entre les mains des brigands qui faisoient des courses dans toute la province. »

La guerre mène à la famine, la famine à la peste, qui à son tour ramène la famine.

On en était là en 1421, quand les Anglais parvinrent à s'emparer de Meaux. Leurs soldats infestaient les villages et les chemins d'alentour, — et cela devait durer des années encore.

Un compte des domaines de Meaux, Crécy, Provins et Montereau, pour les années 1423-1424, constate qu'il n'est fait aucune recette pour les moulins de Prémol et de Rézy, « parce qu'à l'occasion de la guerre, ils ont été rompus. » La rente en grains assignée sur les moulins de la chàtellenie de Crécy, « pour l'anniversaire du feu roi Charles et de la reine Jeanne », est perçue en entier sur les moulins de Villiers.

A peine les moulins Arnoult, Revault et Lassault produisent-ils les redevances en grains dues à l'église de Pont-aux-Dames, à la maison-Dieu des Marais, au temple de Montaigu, au prieur de Coutevroult et au curé de Couilly. « Au cas où les moulins ne vaudraient tant, dit le rendant compte, l'église du Pont a droit de prendre le blé sur tous les autres moulins que le roi notre sire possède en la rivière de Morin... »

En maints endroits les commissaires royaux envoyés afin de procéder à certaines enquêtes ne trouvaient plus d'habitants pour obtenir les renseignements dont ils avaient besoin. (M. Lemaire; — Notice sur Crèvecœur et Becoiseau).

Le château royal de Crèvecœur, qui dépendait du comté de Crécy, et le village lui-même, disparurent à peu près complètement. L'ordonnance de 1413, que nous avons déjà citée, supprime le capitaine de cette place anéantie, et 75 ans plus tard les comptes nous apprennent que les cens ne se paient toujours pas : « le chastel et la ville de Crèvecœur étant de longtemps en ruine, de nulle valeur et n'y demeurant personne. (1) »

En 1428, les soldats anglais s'avancent de Meaux jusqu'à Crécy, qu'ils prennent malgré la résistance désespérée des habitants. Devant le nombre des assaillants, Coulommiers subit le même

(1) Compte de l'année finissant à la Madeleine 1487, cité par M. Lemaire. — En 1620, le compte de Faron Chalemot reproduit à peu près cette annotation.

sort. C'est alors que Jeanne d'Arc releva la France, en délivrant Orléans et faisant sacrer Charles VII à Reims.

De ce jour nos populations respirèrent. La garnison étrangère était poursuivie et souvent chassée de ses postes.

Le roi, au retour de Reims, semble marcher triomphalement et voit s'ouvrir devant lui les portes de Crécy, comme on avait arboré le drapeau français à son passage à Provins et à Coulommiers. Partout la population, qui s'est soulevée avec enthousiasme, se porte au devant avec un dais. La courageuse jeune fille accompagne le faible monarque, qui marche avec confiance; ils sont suivis du chancelier Renauld de Chartres et de Jean Aubert, doyen de l'église de Paris.

Charles était à Soissons lorsqu'il reçut la nouvelle de la reddition à son obéissance de Château-Thierry, Provins, Coulommiers et Crécy (*Mémoire anonyme sur la Pucelle, Collect. de mémoires*), où il s'empressa de mettre des officiers.

Les Anglais dont le nombre diminuait, accusaient une certaine faiblesse. Bedford, fils d'Henri V, avait appelé d'Angleterre le jeune Henri VI, et tandis que Charles VII entre à Troyes et à Reims, Paris est en alarme; Bedford mène à son secours le duc de Bourgogne, qui lui remet quelques soldats picards avec 20,000 livres pour leur solde; encore fallut-il, ajoute M. Michelet, qu'en retour on lui engageât la ville de Meaux.

Sur ces entrefaites, le plus riche prince et plus grand bénéficiaire du monde, le cardinal Winchester, débarquait avec une armée dans l'intention de faire sacrer Henri VI à Paris, où il y entrait en effet le 25 juillet. Le roi de France était sacré depuis neuf jours.

Le 8 août Charles VII, qui avait couché la veille à Coulommiers, arrive à Crécy. C'est là, nous apprend un poète contemporain, Martial d'Auvergne, que le monarque est informé de la nouvelle invasion des troupes anglaises vers Mitry, et il se met aussitôt à leur poursuite.

Le duc de Bourgogne si puissant par lui-même, seconde les Anglais, comptant sur leur faiblesse pour conserver quelques places qu'il prendrait en Picardie. Le comte de Flandre lui prête la main et, en revanche, l'étranger remet à celui-ci, entr'autres villes importantes, Meaux et Paris.

Jeanne d'Arc venait de tomber au pouvoir d'un de ses vassaux.

On sait comment, trahie et livrée à nos ennemis, l'héroïne de Domrémy fut par eux accusée de sorcellerie, jugée et, à leur honte éternelle, brûlée vive sur la place publique de Rouen.

Le respect du peuple, ses adorations et ses croyances avaient tourné contre la Pucelle. Regardée comme sainte à son passage dans la Brie, on avait voulu lui faire opérer des miracles : à Lagny, on l'avait priée de ressusciter un enfant.

Quand les Anglais commencèrent le procès de Jeanne, ils perdaient considérablement de terrain ; les villes revenaient d'elles-mêmes au parti du roi de France : Coulommiers et Melun secouaient le joug de l'étranger presque en même temps.

En 1432 pourtant, Provins subit un nouvel assaut et le faubourg de Triangle, à Coulommiers, est occupé encore par les Anglais, bientôt repoussés vigoureusement.

Charles VII est réduit aux emprunts pour continuer la conquête de son royaume. Le 2 mars 1433, Denis de Chailly, puissant seigneur Briard, possesseur des châteaux de Sigy, de la Motte Nangis, de Beauvais, de Bourron, de Montanglost, et l'un des anciens compagnons d'armes de la Pucelle, reçoit la ville de Crécy en garantie d'une avance de 2,000 livres qu'il a faite pour ravitailler Lagny. (*Arch. Nat. J. 56, 57, 58.*)

Alors apparaissent ces bandes d'aventuriers connues sous le nom d'écorcheurs, conduites par les bâtards de Bourbon et de Chabannes, qui continuent les exactions de l'étranger, des Navarrais, des routiers, des Bourguignons, des grandes compagnies...

Les Anglais qui ne s'étaient pas éloignés, en profitent pour entrer à Paris.

En 1435, Lagny et Brie-Comte-Robert sont occupés par les royalistes, et l'année suivante, huit cents Anglais de la garnison de Meaux — qui était retombée en leur pouvoir — s'avancent jusqu'à Crécy qu'ils reprennent par escalade, ainsi que Jouarre et Faremoutiers.

A cette époque où les armes à feu étaient peu communes, on fait parvenir à Crécy des canons et des coulevrines, avec des tailleurs de pierre pour préparer les boulets, et les habitants parviennent à chasser l'ennemi.

C'est alors aussi que prirent naissance, en dehors de la garde bourgeoise, les compagnies de francs archers et d'arquebusiers formées de l'élite de la population, qui rendirent des services, signalés et dont nous retrouvons comme un souvenir dans les associations de chevaliers du jeu d'arc, encore nombreuses dans la Brie.

A la fin de cette même année 1436 de nouvelles troupes, se dirigeant de Montereau sur Coulommiers, livrèrent un assaut et se

rendirent encore maîtres de notre ville. Quant à Coulommiers, également assailli, sa résistance fut plus heureuse.

A défaut de garnison, chacun prit les armes et une fois de plus on put constater le patriotique élan des habitants de Crécy pour chasser de leurs murs les soldats ennemis.

Trois ans plus tard, en 1439, il fallut de nouveau recourir à ces canons primitifs, qui servaient de terreur et d'épouvante, sinon d'engins efficaces d'attaque et de destruction. Au siège de Meaux, toutefois, il paraît que Jean Bureau fit l'essai de ses idées sur l'artillerie et commença à tirer bon parti des veuglaires et bombardes.

Quand le canon cessa de résonner, Crécy eut d'autres épreuves à subir : pendant les années de calme, on imposait de lourdes contributions, tantôt pour l'entretien de cette artillerie (1450) ; tantôt pour restaurer les murailles, outre la taille qui venait d'être rendue annuelle (1445), l'établissement de la gabelle, le don gratuit et maints subsides qui portaient les noms les plus variés.

Par une charte du 10 avril 1440, le roi récompensa plus amplement Denis de Chailly de sa loyauté, des biens qu'il avait perdus, de l'aide qu'il avait donnée à la reprise du châtel de Crécy, etc ; — il le dota de l'office de garde et capitaine de cette ville, avec la jouissance, sa vie durant, des revenus et émoluments de la seigneurie. (*Archives Nationales ; — Mémoires de la chambre des comptes ; reg. K. f.º 6, vº*). Ce capitaine en jouissait encore en 1455 ; il était alors bailli de Meaux, gouverneur de Provins, de Moret et des châteaux du Montois. Nous le voyons à la même date percevoir les droits de quint et requint dus par Andry Courant, à l'occasion de l'achat de la terre de Tigeaux, dans la mouvance du comté de Crécy. (*Arch. de Seine-et-Marne*).

A la mort du sire de Chailly, ce comté fit retour au domaine royal.

Lorsqu'en 1463 Louis XI envoya des commissaires pour convoquer les Etats, les seigneurs mécontents demandaient la Normandie pour le duc de Berry ; le roi offrait la Champagne et la Brie, excepté seulement Meaux, Melun et Montereau, mais ces propositions n'eurent pas de suite.

La ligue aristocratique du bien public (1465) dont le jeune duc de Bourgogne était l'âme, se fit bientôt sentir ; Meaux, Crécy, Lagny, Provins livrèrent passage aux troupes bourguignonnes, auxquelles s'étaient joints des Bretons. Il était d'ailleurs impossible de résister : les fortifications se trouvaient en ruine, le château

abandonné avait été démantelé, et le roi n'envoyait ni gens de guerre ni artillerie.

L'année suivante, par lettres patentes du 12 janvier 1466 (avant Pâques, c.-à.-d. 1467) on engagea à titre d'échange à Antoine de Chabannes, comte de Dammartin-en-Goëlle, qui avait partagé les exploits de Jeanne d'Arc et, disons-le aussi, partagé les dépouilles de l'argentier Jacques Cœur, lors de sa disgrâce, « tout le domaine et souveraineté du roi ès-villes de Gonesse, Gournay et Crécy. » (*Chroniques de J. de Troyes. — Petitot, tome XIII, p. 338*).

Déjà on se réjouissait des douceurs de la paix, quand la peste vint à son tour en 1476 et 1477 exercer ses ravages.

Trois ans plus tard, le corps municipal complimentait Louis XI de passage à Crécy, avec l'abbé de Conques, et lui offrait les présents d'usage. En même temps, le roi (*Lettres du 7 septembre 1480*) ordonnait de faire payer au collège de Navarre 2,000 livres de rente sur le comté de Champagne; pour parfaire ce chiffre, on affecta une partie des recettes de Meaux, de Coulommiers, du tabellionage de Meaux, « et 70 livres à prendre sur le domaine de Crécy, tenu par le comte de Chabannes. »

A peine la tranquillité renaissait-elle que l'agriculture reprenait son essor, les corporations de métiers s'organisaient et recevaient des règlements, les foires et les marchés se rétablissaient, les maladreries fondées aux siècles antérieurs recevaient d'abondantes aumônes; les seigneurs relevaient leurs fourches de justice; le doyen de Meaux usait de son privilège de nommer à Crécy un maître des écoles; on restaurait les édifices ravagés par la guerre.

Louis XI, en réduisant la puissance des grands vassaux et réprimant sévèrement les courses des bandes indisciplinées, avait ramené la sécurité intérieure et procuré la paix au peuple qui en avait tant besoin. Il mourut le 30 août 1483. La même année eut lieu l'assemblée des états-généraux à Tours, où le tiers-état fit entendre en liberté de sages et énergiques remontrances. Parmi les députés du bailliage de Meaux à cette assemblée, nous devons citer Morlet de Lernes, qui était seigneur du fief des Perdrietz à Vaucourtois.

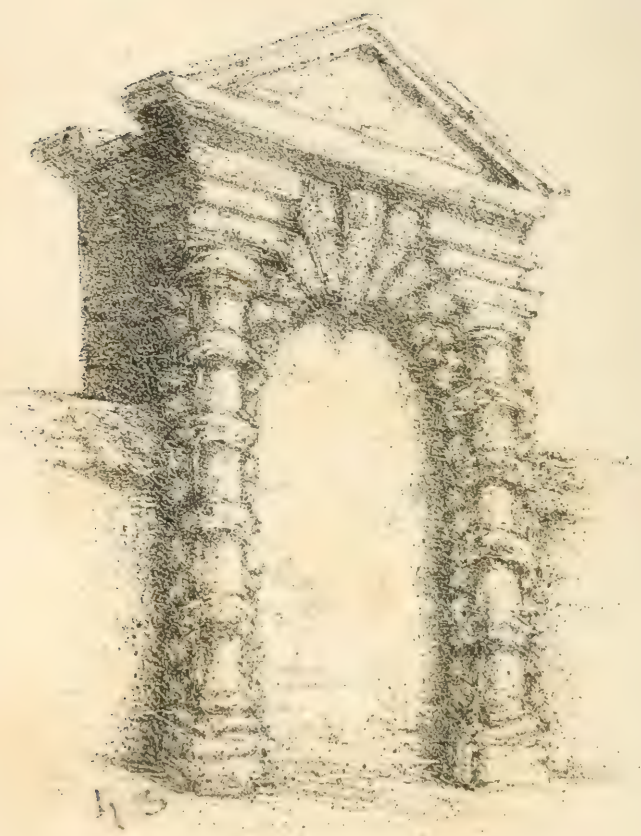
Sous Charles VIII et Louis XII s'acheva paisiblement ce x^ve siècle, si agité à son début, si tourmenté, si singulièrement rempli d'enseignements historiques.

Nous avons raconté les faits, sans chercher à en rendre le récit attrayant. Nous aurions craint de fatiguer votre bienveillante attention par des descriptions ou par des considérations qui eussent pu nous entraîner trop loin, ou de laisser prendre ces pages pour

une œuvre d'imagination lorsqu'elles reposent tout entières sur l'histoire et sur des documents authentiques.

Une simple réflexion en terminant :

Ces vicissitudes, ces oppressions, ces misères, ces exactions royales, féodales et militaires, dont la Brie eut à souffrir au xv^e siècle, on les retrouve à peu près les mêmes avant et après. En présence d'un tel tableau on se demande comment nos pères ont pu résister à tant de maux accumulés et conserver un amour du sol natal aussi puissant, aussi grand... Mais, on l'a dit avant nous, cette existence du peuple, en dépit de ses souffrances, c'est le miracle perpétuel de la confiance, du patriotisme et du sentiment de la liberté.



PORTE DU GRAND FERRARE

aujourd'hui murée 1870.

HOTEL DU GRAND FERRARE, A FONTAINEBLEAU

PAR M. HIPP. GAULTRON,

Secrétaire de la section de Fontainebleau.

Parmi les recherches archéologiques et historiques que notre Section s'était promis de faire dans la ville de Fontainebleau, une entre autres, à raison même de la disparition totale de ses restes, avait excité notre curiosité.

Tout proche du château, à côté des chefs-d'œuvre que ce dernier possède, que tous les jours nous pouvons admirer, ou de ceux qui, disparus, pourront se retrouver dans la précieuse collection de gravures dont j'ai demandé ici la conservation, se voyait l'hôtel de Ferrare, construit à la même époque de Renaissance que son royal voisin, décoré par les mêmes artistes et qui devait assurément en montrer aussi la nouveauté et l'originalité.

Cet hôtel dont l'entrée faisait face au château, était connu dans la topographie de la ville sous le nom du *Grand Ferrare* ; il possédait, dit Guilbert (Tome 11, p. 140), « entre autres décorations, une salle de bains ornée sur son plafond de riches peintures pareilles à celles de la voûte de la galerie d'Ulysse. »

Il avait été construit au milieu des jardins. Une porte, murée aujourd'hui, de style florentin, est le seul vestige du passage des trois hommes qui l'avaient élevé et embelli, et qui ont laissé là le souvenir de leur noms.

Le premier, son fondateur, fut Hippolyte d'Este, cardinal de Ferrare. Il habitait depuis longtemps la France, y possédait d'immenses bénéfices, et il a été le trente-sixième abbé d'un puissant monastère du diocèse de Senlis, de l'ordre de Saint-Benoît, l'abbaye de Châalis (*Caroli Locus*), fondée en 1136 par Louis-le-Gros, en souvenir et pour le repos de l'âme de son frère Charles.

Le deuxième, Serlio, fut son architecte. Né à Bologne, retiré à Rome sous le pontificat de Paul III, il y avait par la publication des matériaux recueillis dans ses voyages, attiré l'attention de François I^{er}. Le roi en l'engageant à venir en France, l'avait nommé architecte de Fontainebleau et surintendant des bâtiments de la couronne. C'est ici qu'il mourut en 1552.

Le troisième, le Primatice, fut son décorateur, assure-t-on, et, à cet égard, nous émettrons plus loin un doute. Le Primatice

pourtant a laissé ici les magnifiques peintures de la salle de bal de Henri II.

Nous comptons, par l'importance de cette demeure, en retrouver les souvenirs.

Nos premières investigations ont été d'abord faites auprès de M. Champollion, bibliothécaire du château, qui n'a pu autour de lui rencontrer aucun renseignement.

A la Bibliothèque de la rue Richelieu, nous ne vîmes que les seules indications de l'emplacement du Grand Ferrare, aux abords du château, partout énoncé sur les plans des bâtiments et des jardins, sans que rien en rappelât la forme ni l'étendue.

Aux Archives Nationales, le savant M. Campardon, assisté d'un de ses collègues chargé spécialement de tout ce qui a trait aux dépenses, ne put non plus nous satisfaire ; aucun dépôt dans la ville de Paris, nous fut-il répondu, ne paraît conserver l'image de ce passé.

Nous vîmes alors frapper à la porte de nos archives départementales de Melun ; là, notre confrère, M. Lemaire pût nous montrer le dossier de la vente nationale de cet hôtel, mais il ne contenait que les indications suivantes :

Vendu le 14 messidor an VII, au profit du citoyen Daniel Lombard, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, 44, moyennant 677,000 livres. (En papier, bien entendu, car la mise à prix qui était de 32,000 livres a été portée à 300,000 livres pour la première enchère !)

Peu de temps après, Lombard cédait ses droits à Louis Provost, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache.

La vente porte bien la désignation des bâtiments, jardins, etc., mais aucun objet d'art ne s'y trouve décrit. Une mention s'y rencontre cependant : « L'immeuble en question appartenait ou plutôt avait appartenu au duc d'Orléans, Philippe-Égalité. »

Ce dernier indice, nous renvoyait rue de Varennes ; il nous fut répondu par M. Bocher, administrateur des biens de la famille d'Orléans, que depuis janvier 1852, les archives historiques avaient été transportées en Angleterre, et que là les recherches étaient très-difficiles ; que cependant déjà, dans un intérêt de propriété seulement, des renseignements avaient été demandés, et que l'on n'avait trouvé aucun titre, aucune pièce se rapportant à cet hôtel de Ferrare.

Vous le voyez, messieurs, notre espoir a été déçu. Mais tel est l'attrait des choses de l'archéologie, que nous croyons en l'aide d'un heureux hasard qui nous permettra un jour de replacer sous

vos yeux dans son enceinte qui, seule, se fait partout reconnaître cette demeure pleine du caractère qui nous enchante dans la cour Ovale du château et sous la porte Dorée.

Après le court exposé de ces poursuites, mais que nous devons vous faire connaître, nous avons pensé qu'il serait de toute justice, de signaler à votre attention, comme le véritable auteur des décorations qui ornaient cette maison, Nicolo del Abbate, et non le Primatice.

La réputation de ce dernier, son génie puissant, attira tout à lui, et peu à peu on s'habitua à lui attribuer l'honneur de l'école de Fontainebleau, et à ne plus célébrer ses compagnons qu'en deuxième ordre. Tout fut colligé sous son nom. Cette erreur que la bibliothèque de la rue Richelieu a reconnue, doit se rectifier par un classement particulier des œuvres des maîtres italiens.

Le premier des motifs sur lesquels nous appuyons notre opinion est la note écrite par Guilbert et citée plus haut, désignant les peintures de la salle des bains de l'hôtel de Ferrare, « pareilles à celles de la voûte de la galerie d'Ulysse » malheureusement détruite au siècle dernier.

Or, cette galerie était tout entière de la main de Nicolo del Abbate. Elle lui laisserait donc l'honneur d'avoir accompli celles de l'hôtel de Ferrare.

La seconde raison est dans sa présence et son travail à l'abbaye de Châalis pendant la durée des fonctions abbatiales du cardinal d'Este. La protection qui lui était accordée par ce grand seigneur, pour la décoration de l'église et de la chapelle qui seule existe (et est aujourd'hui la propriété de M^{me} de Vatry) ne prouve-t-elle pas que Nicolo l'avait suivi à son retour à Fontainebleau? En effet, cette protection s'accordait à sa juste renommée et à l'éclat des travaux que le peintre avait déjà exécutés.

Quelques lignes encore suffiront pour vous rappeler les plus connus.

En 1537, à l'âge de vingt-cinq ans, il aide Alberto Fontana dans l'exécution des fresques qui ornent les Boucheries de Modène, où il était né. En 1546 il peint encore, en compagnie du même artiste, le Palais public. Mais cette fois, les rôles étaient intervertis, car Fontana ne peignait que les ornements, et Nicolo était chargé des tableaux principaux. En 1547 à Modène, il exécute le fameux tableau des *Martyres de saint Pierre et saint Paul* qui passe plus tard dans la galerie d'Este. On cite de sa main des décorations importantes dans plusieurs villes et bourgs du duché.

Quelques peintures détachées de la muraille sont conservées dans le palais ducal et sa réputation le fait appeler à Bologne ; les fresques des palais Boggi et Torfanini lui font grand honneur, elles sont admirées et étudiées par les Carrache. Appelé en France par le roi Henri II (et ce fut au Primatice qu'il dut cet honneur, 1552), il fait le portrait du roi et de la reine.

Dès lors, il couvre de ses fresques d'immenses pans de muraille, et devient le bras droit du maître italien.

Dans la description de ces peintures, le père Dan dit à chaque instant (*Merveilles de Fontainebleau*) : « Peint à frais par Messer Nicolo sur les dessins du Primatice. »

Les comptes du temps nous parlent de ses salaires, du prix accordé à ses ouvrages. Il recevait annuellement 4,000 livres : Le Primatice 1,200. En témoignage de satisfaction, il est accordé à l'ouvrier une chaîne d'or de 300 écus.

Parmi les décorations de Fontainebleau, les ouvrages particulièrement attribués à Nicolo del Abbate, soit d'après les comptes, soit d'après les traditions, soit aussi d'après les écrivains, sont trop nombreux pour être énumérés ici. La plupart sont inventés et dessinés par le Primatice, exécutés par Nicolo.

Outre celles qui nous restent sous les yeux et celles qui ont disparu, à Fontainebleau, on connaît de lui les peintures du château de Fleury en Bière, de l'ancien pavillon de Meudon, de l'hôtel de Guise agrandi par celui de Soubise. Dans la chambre de Madame, Sauval (t. II, p. 105) nous apprend que l'on voyait quelques peintures de Messer Nicolo. L'hôtel de Montmorency, rue Sainte-Avoye, l'hôtel de Toulouse, ont leurs galeries peintes par lui. Il en existe une suite d'estampes. Chantilly, Chaâlîs, la maison des Bernardins (au conseiller Le Tellier) avec les métamorphoses d'Ovide, le château de Beauregard, près Blois etc., ont longtemps gardé les traces de ce génie fécond.

Le temps a détruit la plupart des tableaux de moindre dimension qu'il a dû exécuter pour la cour de France, les portraits à l'huile et à la détrempe entr'autres « suivant la cour et mis sur les cheminées. » La plupart étaient des compositions empruntées au paganisme, et souvent aussi offrant des sujets un peu libres. On prétend qu'Anne d'Autriche, à son avènement à la régence, en 1643, fit brûler à Fontainebleau pour plus de cent mille écus de peintures qui choquaient, disait-elle, la décence. Bien des ouvrages de l'illustre maître auront péri dans cet auto-da-fé.

Un seul existant aujourd'hui, et que nous retrouvons dans le

palais, est sûrement de Nicolo, par la limpidité du ton, la facilité du contour, par l'analogie frappante que présente la figure tout entière avec celle du tableau d'Alexandre et de Roxane dans l'appartement de Madame d'Estampes. Sans doute l'aurez-vous remarqué comme nous : c'est une figure de Diane debout, de grandeur naturelle, une légère draperie voltige autour de son corps nu, la main droite armée d'une flèche, la main gauche tient l'arc ; un levrier blanc marche à côté de la déesse.

Nicolo del Abbate avait donc acquis une réputation méritée lorsqu'il mourut à Fontainebleau en 1571 ; il y résidait ordinairement, comme le prouvent les registres paroissiaux d'Avon sur lesquels il signa plusieurs fois en qualité de parrain.

Aussi en lui attribuant les travaux décoratifs de l'hôtel du Grand Ferrare, n'est-ce que rendre plus complet le droit de cité qu'il avait si noblement acquis parmi nous.

RESTAURATION DE L'ÉGLISE PAROISSIALE

DE MONTEREAU-FAUT-YONNE

Au XVI^e siècle,

PAR M. LEMAIRE

Archiviste de la Société (**section de Melun**).

L'intérêt que m'a paru présenter un compte des dépenses occasionnées par la restauration d'une partie de l'église de Montereau-faut-Yonne, m'a déterminé à vous entretenir de cet édifice. Encore bien que le document dont il s'agit ne remonte qu'au milieu du xvi^e siècle, j'avoue cependant avoir éprouvé une certaine satisfaction lorsqu'il m'est tombé sous la main. Je n'ai pas d'ailleurs la prétention d'avoir fait une découverte, puisqu'il se trouvait parmi de volumineux papiers que j'avais à classer.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, jusqu'en 1865, époque où deux de nos confrères MM. Quesvers et Lecat ont eu la bonne pensée de commencer à mettre en ordre d'anciens documents auxquels personne n'avait songé depuis quatre-vingts ans, et qui restaient comme lettre morte dans les archives de la ville de Montereau, ces papiers étaient considérés plutôt comme un embarras que comme pouvant offrir d'utiles renseignements pour l'histoire locale.

En effet, en 1857, j'avais demandé quelques indications sommaires sur ce qui pouvait se trouver dans les dépôts communaux; voici, en ce qui concerne Montereau, la note contenue dans l'état adressé le 20 mars 1858 à la préfecture par M. le sous-préfet de Fontainebleau : « Papiers, registres, titres, etc., le tout non classé » et en assez mauvais état ; mais les uns comme les autres, comme pulsés et examinés, n'offrent aucun intérêt ; aucuns documents généraux ne s'y trouvent, presque tous sont spéciaux à l'administration communale. »

Je n'ajouterai qu'un mot, c'est que les papiers dont il s'agit ont été classés et que j'en ai fait l'objet de trois cent trente-huit analyses qui ne laissent pas d'exciter l'intérêt des chercheurs.

Ceci dit en passant, je reviens à l'église de Montereau dont je n'ai pas l'intention de faire la description. Un archéologue d'une haute intelligence et d'un grand savoir, M. Aufauvre l'a faite avec talent dans son bel ouvrage sur les *Monuments de Seine-et-Marne*.

Je ferai seulement remarquer qu'on trouve dans cette église quelques restes d'architecture romane, mariés au style ogival, et qu'à ces deux types déjà si différents est venu se joindre celui de la Renaissance, le seul dont j'aie à m'occuper aujourd'hui, en ce qui touche l'exécution de certains travaux de restauration. Au surplus il y a lieu de supposer que les restes d'architecture romane qu'on y remarque sont dus à des emprunts faits à un monument primitif. Ce qui paraît donner de la consistance à cette opinion, c'est que les futs de colonne et les chapiteaux antérieurs au ^{xii}^e siècle se trouvent à l'entrée intérieure, tandis que, plus généralement, je le crois, dans les églises construites sur l'emplacement d'autres édifices religieux, c'est plutôt vers le chœur qu'on en retrouve les débris.

L'église de Montereau était à la fois collégiale et paroissiale : au premier titre elle était placée sous l'invocation de la Vierge et desservie par un collège de chanoines qui, d'après des pièces d'archives que j'ai classées, menèrent à certaine époque une conduite peu édifiante.

La paroisse était une simple chapelle ayant saint Loup pour patron.

Le compte dont j'ai l'intention de donner communication commence en 1549 et se termine en 1566 : c'est assez dire qu'il se rapporte précisément à la partie de l'édifice que distingue le style de la Renaissance. Ce compte a été rendu devant Charles Guillard, conseiller du roi, lieutenant ordinaire du bailliage de Provins, au siège de « Monstereau où Fault-Yonne, par honorables hommes « Michel Jolly, Pierre Barbin, maître Pierre Carpeau et Etienne « Poinçot, marguilliers et prouiseurs de la fabrice de l'église paroissiale de dudict Monstereau. »

Les travaux entrepris en mars 1551, pour la réfection du portail qui offre une si grande anomalie avec le surplus de l'édifice, ont été continués pendant onze années.

A partir du vingt mars 1551, Jehan, Simon et Joseph Desergonnes, Pierre Viellart, maçons, Edme Henriet, voiturier par eau, ainsi que les ouvriers et manœuvres « besongnant » pour eux, ont été payés de leurs salaires le dimanche de chaque semaine. Les dépenses se sont élevées à la somme totale de 4,228 livres 6 deniers tournois, répartie en deux cent cinquante-quatre articles, y compris quelques fournitures de plâtre, de chaux, etc., vingt-six tonneaux de pierre achetés en 1554 et une partie beaucoup plus considérable en 1560, dont le coût a dépassé 300 livres. A ce

chiffre de 4,228 livres 6 deniers, il convient d'ajouter une somme de 203 livres 15 sous 3 deniers dépensée en dix-neuf semaines, depuis le 5 avril 1562 jusqu'au 20 janvier 1564, année où la réforme du calendrier a été appliquée.

Les onze premières années employées à la restauration de l'église de Montereau devraient donner cinq cent soixante-douze semaines; mais il est à remarquer que plusieurs de ces années sont portées en masse dans les comptes, et qu'en général les travaux étaient suspendus pendant les mois d'hiver. Du reste, ils étaient conduits très-irrégulièrement, si l'on en juge par la dépense de certaines semaines comparée à d'autres. Ainsi on voit ces dépenses hebdomadaires s'élever de 4, 7, 8, 9, 10 et 11 livres jusqu'à 38 livres. A ce dernier taux les ouvriers devaient être nombreux puisque leur salaire ne peut guère être évalué à plus de 6 sous, prix des journées de Jehan Desergonnes, tailleur de pierres (sculpteur) et maçon. Les autres ouvriers et les manœuvres gagnaient probablement 2, 3 et 4 sous. Or, si l'on prend ce dernier chiffre comme moyenne, on verra qu'en divisant la somme de 38 livres, équivalant à la plus forte dépense hebdomadaire, il a dû y avoir sur les chantiers jusqu'à cent quatre-vingt-dix ouvriers; mais que souvent aussi ils n'étaient que vingt, trente, quarante, etc.

Dans le cours des dix-neuf semaines de 1562-64, les travaux n'étaient pas conduits d'une manière plus régulière : ainsi le 17 mai 1562, il a été payé aux ouvriers une somme de 34 livres 6 sous, et le 15 novembre suivant 12 sous seulement.

Il est entré dans la restauration de l'église de Montereau environ 1,000 tonneaux de pierre, soit 14,000 pieds cubes (480 mètres), la plupart dite de Saint-Leu et fournie par les nommés Turpin, Jehan Delatable, Antoine Polay, Pierre Mercier et Olivier Maillet, marchands carriers à Paris. Ces 1,000 tonneaux de pierre ont coûté 2,661 livres 9 sous. Le pavé, en pierre de Beaumoulin, paroisse de Souppes, a été acheté de Guillaume Defert et autres, moyennant 66 livres la toise.

Au compte rapporté textuellement ci-après figurent aussi les dépenses relatives à la charpenterie, la serrurerie, la plomberie, ainsi que les sommes payées aux peintres-verriers.

Extrait du compte des recettes et dépenses pour l'église paroissiale de Montereau-Faut-Yonne, pendant les années 1539 à 1565.

Mises (dépenses) faictes par les marguilliers pendant le temps des-

dictes seize années, touchant les bastimens et aultres frais faictz en ladicte église; lesquelles ils requièrent leur estre allouées, ainsi qu'il s'en suit :

Premièrement, par la recolection et extraict du papier journal faict par escript par chacune sepmaine desdictes seize années, se trouue que lesdicts marguilliers ont frayé le dimanche 3^e jour de novembre 1549, la somme de 21 solz tournois pour 7 bichets de plâtre fourniz et employés en ladicte église, par Jehan Harmeau, maçon en plastre, demourant audict Monstereau, pour ce

XXI sols tournois.

Plus a esté payé audict Harmeau, pour deux journées de luy et de son seruiteur

XX s. ts.

Plus payé audict Harmeau pour 4 bichets de plastre et 4 journées de luy et de son seruiteur

XXVII s. ts.

A ung tailleur de pierre qui auroit reffect ou réparé le bras de l'ymage de Notre-Dame, a esté payé la somme de

XII s. VI d.

A esté baillé audict Harmeau trois bottes (de) latte, ung millier de clou à latte et une liure de grant clou, vallant le tout ensemble

XVIII s. VI d.

Aux maneuvres besongnant en ladicte église, a esté baillé et fourni ung sceau vallant cinq solz tournois et deux paelles de douze deniers tournois pour les maçons, pour ce

VI s. ts.

A Simon Desergonnes, maistre maçon de pierres, besongnant en ladicte église, a esté baillé deux feuilles de papier de cartes pour faire des moules, vallant la somme de

III s. ts.

A maistre Jehan de La Vastine, l'ung des marguilliers, a esté baillé une main de papier pour escrire des affaires de la Fabrice, 4 bottes de latte delmoy; au valet dudict Harmeau, avec ung millier de clou à latte et une liure de vieil-oings, vallant ensemble la somme

XXIII s. ts.

Au charron qui a faict le camion de

l'église a estéourny une liure de viel-oings et deux happes baillé au mareschal, et troys douzaines de clou à bande pour mettre aux roues dudict camion, pour ce

XV s. VI d. ts.

Audict Harmeau a esté baillé au temps que les deulx voultres de la nef furent faictes, douze bottes de latte et troys milliers de clou a latte et ung sceau aux manœuvres, vallant le tout ensemble la somme de

LXV s. ts.

A Thomas Vincent, mareschal, a esté baillé troys barres de fert pour faire une ambature pour les roues du camion pour arriuer les pierres de l'église, poisans lesdictes barres ung cent vingt-troys liures, vallant la somme de

III L. XIX s. ts.

Plus onze douzaines de clou à bandes pour ambatre lesdictes roues, deulx happes et demy liure de viel oings, vallant la somme de

XLVII s. VI d. ts.

A Jehan Jolly, charron, pour une paire de grosses roues par luy faictes pour ledict camion, a esté payé la somme de

L s. ts.

Au vallet dudict Harmeau, six bottes de latte pour couvrir sur la nef et deulx milliers de clou, vallant la somme de

XXXIII s. ts.

Pour une liure de viel-oings baillée aux manœuvres, pour gresser l'engin faict pour monter les pierres du bastiment de ladictéglise, a esté payé la somme de

III s. ts.

Le dimanche 15^e décembre audict an 549, a esté payé audict Harmeau, une journée et demye de luy et de son seruiteur

X s. ts.

Le dimanche 24^e février audict an, a esté payé audict Harmeau pour quatre journées de luy et de son seruiteur, la somme de

XXXVI s. ts.

Le 15^e jour dejuing a esté payé audict Harmeau pour ung bichet de plastre et

pour une journée de luy et de son serui-
teur la somme de

XXIII s. ts.

Le 29^e jour dudict moys de juing a esté
payé audict Harmeau, la somme de 18
solz tournoys pour troys journées pour
auoir mis du plon aux goutières de l'é-
glise et 24 solz tournois pour ung septier
de plastre mis aux goutières, pour ce

XLII s. ts.

Le 6^e jour de janvier audict an, a esté
payé audict Harmeau, tant pour avoir
nétoyé les goutières et recouuert les chap-
pelles, que pour 5 bichets et deulx jour-
nées employées aux goutières de l'église,
la somme de

XXXVI s. ts.

Le dernier jour de juing 551, a esté
payé a Jehan Beaujoy et Jehan Garsault,
maçons demourant audict Monstereau,
pour deulx poutres de boys, de 6 toises
de long, acheptées pour servir en ladicte
église

X L. ts.

A Pierre Lamy, charpentier, pour son
sallaire d'auoir leué et conduict lesdictes
poutres depuys le chasteau jusques à l'é-
glise dudict Monstereau a esté payé la
somme de

XX s. ts.

Le dimanche 5^e jour de juillet audict
an, a esté payé à Louis Carré, bourrellier,
pour auoir fourny ung bauldrier à la clo-
che du guet, et pour ung aultre baul-
drier pour l'une des petites cloches; et
pour ung manourier qui auroit curé
du..... qui estoit derrière ladicte église,
pour ce

XIX s. ts.

Le dimanche 6^e jour de septembre au-
dict an, a esté payé à Anthoine Rebours,
chartier, pour auoir amené du lieu de
la poterne neufue jusques à l'église, en-
semble pour ung manouvrier quy luy au-
roit aydé à charger et a décharger, la
somme de

XVIII s. ts.

Ledict jour a esté payé à Edme Hen-

riet, voicturier par eaue, demourant audict Monstereau, a esté payé pour troys toises de liers (liais) par luy amenez de la ville de Paris jusques audict Monstereau, pour reffaire la vielle tour de ladicte église, pour ce jcy

XVI l. XII s. ts.

Au mois d'octobre audict an a esté payé a.... Mussot et à des maneuures, au nombre de huict, pour leurs journées d'auoir déchargé la pierre arriuéee pour ladicte église, la somme de 64 solz 8 deniers tournois, ainsi qu'il appert par le menu, par le papier journal de ladicte fabrice, pour ce

A Vincent Henrisson, serrurier, pour auoir reffect la cloche

LXIII s. VIII d.

X s. ts.

Le dimanche 15^e jour de nouembre audict an 551, a esté payé à Gervais Monroquoypour auoir arrivé de la pierre pour ladicte église

LV s. ts.

Le dymanche 7^e jour de féburier a esté payé à Jehan Roger, notaire, pour l'escripture de deulx legz testamentaires contre Pierre Crosle et aultres, ensemble pour le grossoyé déliuré par le tabellion le 14^e jour dudict moys

XX s. ts.

Le dymanche 13^e jour du moys de mars audict an, a été payé à Jehan Harmeau, maçon pour 4 bichets de plâtre, et une journée d'auoir nestoyé les gouttières de l'église; à Vincent Maugcart, pour la ferrure d'une fenestre estant au pignon de ladicte église; à Thomas Saulteux, menuisier, pour auoir fait une fenestre, et à Edme le verrier, a esté payé la somme 67 solz 6 deniers tournois, selon les parties escriptes audict papier journal

LXVII s. VI d.

Le dymanche 20^e jour dudict mois de mars audict an, a esté payé à Jehan Desergonnes, maistre tailleur et maçon en

pierre audiet Monstereau pour besongne faicte en ladicte église

XXX s. ts.

Le dymanche 27^e jour dudict moys a esté payé audiet Desergonnes, pour auoir besongné en ladicte église

XL s. ts.

Le dymanche 3^e jour d'apuril audiet an a esté payé audiet Desergonnes et à Pierre Viellart, maçons, pour avoir besongné en ladicte église

LX s. ts.

A Jehan Manchon, chartier, a esté payé pour huit voyes de sablons employées en ladicte église,

IIII s. ts.

Le dimanche 10^e jour dudict mois d'apuril audiet an 554, avant Pasques a esté payé à Simon Desergonnes et aultres ouuriers et maneuvres qui ont besongné en ladicte église, la somme de 41 liures 15 solz 6 deniers tournois, ainsi qu'il appert, et pour les causes contenues par le menu par le papier journal, jcy assemblées en ung seul article (a).

XIIII L. VI d.

Le 18^e jour d'apuril 552, après Pasques, a esté payé à Pierre Viellart, maçon et aux maneuvres nommez aux parties, en personnes, et pour les causes contenues audiet papier journal, la somme de

IIII L. X s. ts.

Le dymanche 24^e jour dudict mois d'apuril a esté payé aux personnes et pour les causes contenues audiet papier journal,

VII L. V s. ts.

Le mesme jour a esté payé aux personnes et causes comme dessus,

LXIIII s. ts.

Le dymanche 1^{er} jour de may audiet an, a esté payé comme dessus, aux personnes nommez audiet papier journal, la somme de

IIII L. I s. ts.

Le dymanche 8^e jour dudict moys de may a esté payé audiet Pierre Viellart

(a) Cet article a été augmenté de 2 livres 5 sous, lors de l'examen du compte.

et aultres ouuriers nommez audict papier journal, la somme de

Le 15^e jour dudict moys de may a esté payé la somme de 8 liures 14 solz tournois, pour les causes contenues audict papier

Le 22^e jour dudict moys a été payé la somme de 10 liures 1 sol tournois à Jehan Desergonnes et aultres ouuriers et maneuvres nommez et pour les causes dictes audit papier, pour ce,

Le dymanche 29^e jour dudict moys de may a esté payé aux ouuriers et maneuvres pour les causes déclarées par le menu audict papier

Le dymanche 5^e jour de juing audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres nommez audict papier, la somme de

Le dymanche 12^e jour dudict moys de juing a esté payé aux ouuriers enommez ès parties dudict papier la somme de

Le dymanche 24^e jour de juillet audict an a esté payé à Adam Daulni pour la croye (craie) faicte pour ladite église.

Le dymanche, dernier jour dudict mois a esté payé à François Daulni pour avoir faict de la croye pour ladicte église, la somme de

Le dymanche 7^e jour d'aoust a esté payé audict Daulni et Phylippes Guérard pour la croye faicte pour ladicte église,

Le dymanche 14^e jour dudict mois, a esté payé ausdicts Daulni et Guérard, pour les causes que dessus,

Le dymanche 21^e jour dudict moys d'aoust a esté payé aux manoeuvres nommez et pour les causes contenues audict papier

Le dymanche 28^e jour du moys d'aoust audict an, a esté payé à Edme Henri

VII L. IIII s. ts.

VIII L. XIII s. ts.

X L. I s. ts.

X L. X s. ts.

IX L. XV s. ts.

VIII L. VII s. VI d.

XXX s. ts.

XL s. ts.

XXX s. ts.

XXX s. ts.

IIII L. XIII s. ts.

et à des personnes nommées par le menu
audict papier journal,

XXI L. IX s. IX d.

Le dymanche 9^e jour d'octobre audict
an, a esté payé audict Adam Daulni et à
des manœuvres nommez audict papier,
la somme de

VI L. XVIII s. VI d.

Le dymanche 6^e jour de novembre au-
dict an, a esté payé à Jehan Brière,
chauffournier, pour troys queues de
chaulx, et à Jehan Jousset pour l'auoir
estaincte, la somme de

CXII s. ts.

Le dymanche 27^e jour dudict moys de
novembre audict an a esté payé audict
Brière pour vente et déliurance de dix
queues et demye de chaulx, ensemble
pour l'estaindre, la somme de

XIX L. IX s. IX d.

Le dymanche 19^e jour de february au-
dict an, a esté payé à Simon Deser-
gonnes, maçon, ensemble aux manœu-
vres nommez audict papier escript ledit
jour, la somme de

VIII L. III s. ts.

Le dymanche 26^e jour dudict moys de
february, a esté payé à Joseph Deser-
gonnes et aultres personnes nommez au-
dict papier, la somme de

VI L. XIX s. VI d.

Le dymanche 5^e jour de mars a esté
payé aux personnes nommées audict pa-
pier, pour besongne faicte en ladicte
église, la somme de

VIII L. VII s. VI d.

Le dymanche 12^e jour dudict mois
de mars a esté payé aux ourriers qui ont
besongné audict temps en ladicte église,
dénommez audict papier, la somme de

XIII L. ts.

Le dymanche 19^e jour du moys de
mars a esté payé à Simon Desergonnes
et aultres personnes nommées audict
papier, la somme de

IX L. IX s. ts.

Le 24^e jour dudict mois de mars a
esté payé à Gilles Romain et aultres
ourriers et manœuvres nommez audict

papier journal escript dudict jour, la somme de

X L. V s. III d. ts.

Le samedi, veille de Pasques, 1^{er} jour d'apuril (1552) audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures nommez et pour les causes contenues audict papier journal, la somme de

XIII L. XVIII s.

Le dymanche d'après Pasques, 3^e jour dudict mois d'apuril 1553, a esté payé a deulx maneures qui ont besongné en ladicte église, la somme de

XXV s. ts.

Le dymanche 9^e jour dudict mois d'apuril audict an, a esté payé aux maneures et ouuriers qui ont besongné la sepmaine en ladicte église, la somme de

IX L. XII s. VIII d.

Le dymanche 16^e jour dudit mois d'apuril audict an, a esté payé aux ouuvriers et maneures qui ont besongné la sepmaine en ladicte église, la somme de

XIII L. VI s. IX d.

Le dymanche 23^e jour dudict mois d'apuril audict an, a esté payé aux ouuriers et manœuvres qui ont besongné la sepmaine, en ladicte église, la somme de

XII L. XIII s. ts.

Le dymanche dernier jour dudict mois d'apuril audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, la somme de

XIII L. XII s. III d.

Le dymanche 7^e jour de may audict an a esté payé aux ouuriers et manœuvres qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

VII L. XVIII s. ts.

Le dymanche 14^e jour dudict mois de may audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, la sepmaine, la somme de

XI L. III s. X d.

Le samedi 20^e jour dudict mois de may a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

XIII L. X s. III d.

Le dymanche 28^e jour dudict moys de may audict an a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

VI L. IIII s. VIII d.

Le dymanche 4^e jour de juing audict an 553, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église, la sepmaine, la somme de

XII L. II s. ts.

Le dymanche 11^e jour dudict moys de juing audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné la sepmaine, en ladicte église, la somme de

XIII L. XI s. X d.

Le dymanche 18^e jour dudict moys de juing audict an 553, a esté payé aux ouvriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

XVII L. VI s. ts.

Le dymanche 25^e jour dudict moys de juing a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

VIII L. XIII s. XI d.

Le dymanche 2^e jour du moys de juillet audict an 553, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besogné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

VIII L. XVI s. ts.

Le dymanche 9^e jour dudict mois de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église,

XVIII L. XIII s. X d. ts.

Le dymanche 16^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

X L. VIII s. ts.

Le dymanche 23^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte sepmaine, la somme de

IX L. XV s. ts.

Le 30^e jour dudict moys de juillet a

esté payé aux ouuriers qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

VIII L. ts.

Le dymanche 6^e jour d'aoust audict an 553, a esté payé aux ouuriers et manevres qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

VIII L. X s. ts.

Le dymanche 13^e jour dudict moys d'aoust audict an, a esté payé aux ouuriers et maneunres qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

IX L. XVI s. VIII d.

Le dymanche 20^e jour dudict moys d'aoust a esté payé aux ouuriers et manevres qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

X L. ts.

Le dymanche 27^e jour dudict moys d'aoust a esté payé aux ouuriers et manevres qui ont besogné en ladicte église, la somme de

VII L. XIII s. VI d.

Le dymanche 3^e jour de septembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

IX L. III s. ts.

Le dymanche 10^e jour dudict moys de septembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besogné ladicte semaine en ladicte église, la somme de

VIII L. XV s. ts.

Le dymanche 17^e jour dudict moys de septembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besogné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

XV L. ts.

Le dymanche 24^e jour dudict moys a esté payé aux maneuvres qui ont besogné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

IX L. ts.

Le dymanche 1^{er} jour d'octobre audict an 553, a esté payé aux ouuriers et ma-

neuures qui ont besongné ladicte sep-
maine en ladicte église, la somme de XI L. V s. ts.

Le dymanche 8^e jour d'octobre audict
an, a esté payé aux ouuriers et mane-
vres qui ont besongné en ladicte église,
ladicte sepmaine, la somme de IX L. XV s. ts.

Le dymanche 15^e jour dudict moys
d'octobre audict an, a esté payé aux ou-
uriers et maneuvres qui ont besongné
ladicte sepmaine, en ladicte église, la
somme de XVI L. XIII s. VI d. ts.

Le dymanche 22^e jour dudict moys
d'octobre a esté payé aux ouuriers et ma-
neuures qui ont besongné ladicte sep-
maine, en ladicte église, la somme de VI L. I s. ts.

Le dymanche 29^e jour dudict moys
d'octobre audict an, a esté payé aux ou-
uriers et maneuvres qui ont besongné
en ladicte église, ladicte sepmaine, la
somme de VIII L. V s. IX d. ts.

Le dymanche 19^e jour de novembre
audict an, a esté payé aux ouuriers et ma-
neuures qui ont besongné ladicte sep-
maine, en ladicte église la somme de XI L. XV s. X d. ts.

Le dymanche 26^e jour dudict moys au-
dict an, a esté payé aux ouuriers et ma-
neuures qui ont besongné en ladicte é-
glise, ladicte sepmaine, la somme de XI L. XV s. ts.

Le dymanche 3^e jour de décembre au-
dict an, a esté payé aux ouuriers et ma-
neuures qui ont besongné en ladicte
église, ladicte sepmaine, la somme de XII L. X s. X d. ts.

Le dymanche 17^e jour dudict moys de
décembre audict an, a esté payé aux ou-
uriers et maneuvres qui ont besongné
ladicte sepmaine, la somme de X L. ts.

Le 14^e jour de januiier audict an, a esté
payé aux ouuriers et maneuvres qui ont
besongné en ladicte église, ladicte sep-
maine, la somme de LIX s. ts.

Les dymanches 21 et 28^e jours dudict moys de januiet audict an, a esté payé à Simon Desergonnes pour auoir besongné en ladicte église, la somme de

VI L. X s. ts.

Le dymanche 18^e jour de feburier et 4^e jour de mars, a esté payé audict Desergonnes pour ses journées qu'il a besongné en ladicte église, la somme de

LXX s. ts.

Le lundy 19^e jour dudict mois de mars a esté payé à Zacharie Roulland, voicturier par eaue, demourant à Sens, pour arriuage par luy faict des gargouilles et dalles mises et employées en ladicte église, pour ce icy

VIII L. XVI s. ts.

A esté payé audict temps audict Desergonnes et aux maneures qui ont deschargé ladicte pierre

LII s. VI d. ts.

Le mardy 27^e jour de mars audict an a esté payé audict Desergonnes pour besongne faicte en ladicte église, mentionnée en l'article

IIII L. X s. ts.

Plus a esté payé audict Desergonnes pour auoir chargé de la pierre à Paris et pour l'arriuage faict par Anthoine Rebour

XXX s. ts.

Le 4^e jour d'april 1554, a esté payé au paueur qui a paué à l'entour des fonds de l'église,

VI s. VI d. ts.

Le dymanche 20^e jour de may audict an, a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneuvres qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église,

VIII L. XV s. ts.

Le dymanche 3^e jour de juing audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

IX L. XVII s. VI d. ts.

Le dymanche 10^e jour dudict moys de juing a esté payé audict Desergonnes et à des ouuriers et maneures qui ont be-

songné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

X L. XVIII s. ts.

Le dymanche 17^e jour dudict moys de juing a esté payé audict Desergonnes et a des ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine en ladite église, la somme de

X L. XII s. VI d. ts.

Le dymanche 24^e jour de juing audict an, a esté payé audict Desergonnes et a des ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

XII L. XIII s. ts.

Le dymanche 8^e jour de juillet audict an 554, a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

VIII L. VI s. ts.

Le dymanche 15^e jour dudict moys de juillet, a esté payé audict Desergonnes et a des ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

III L. XIII s. ts.

Le dymanche 22^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

XII L. VI s. ts.

Le dymanche 29^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

IX L. II s. ts.

Le dymanche 5^e jour d'aoust a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

XV L. ts.

Le dymanche 12^e jour dudict moys d'aoust a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

XIII L. ts.

Le dymanche 19^e jour dudict moys d'aoust a esté payé audict Desergonnes et aultres ourriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

CXIII s. ts.

Le dymanche 26^e jour dudict moys d'aoust a esté payé aux ourriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

VI L. XVIII s. VI d.

Le dymanche 2^e jour de septembre, a esté payé aux ourriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte septaine, ensemble pour 26 tonneaulx de pierre, baillez par Edme Poussin, la somme de

LXVII L. VIII s.

Le dymanche 9^e jour dudict moys de septembre audict an 554, a esté payé aux ourriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

VIII L. ts.

Le dymanche 16^e jour dudict moys de septembre audict an, a esté payé aux ourriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

X L. XVII s. ts.

Le dymanche 23^e jour dudict moys de septembre audict an, a esté payé audict Desergonnes et aultres ourriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

XIII L. XVII s. ts.

Le dymanche 30^e jour dudict moys a esté payé aux ourriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

XV L. XIX s. IX d.

Le dymanche 7^e jour du moys d'octobre audict an 554, a esté payé aux ourriers et maneures qui ont besongné, en ladicte église, la somme de

III L. II s. X d.

Plus a esté payé ledict jour à aultres maneyres et ourriers qui ont beson-

gné ladicte sepmaine, en ladicte église la somme de

Le 15^e jour dudict moys d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 21^e jour dudict moys d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 28^e jour dudict mois a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église

Le dymanche 4^e jour de novembre audict an 554, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

Le dymanche 11^e jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 18^e jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 25^e jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 2^e jour de décembre audict an 554, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 9^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et ma-

XVII L. V s. VI d.

XVI L. III s. ts.

VIII L. VII s. III d.

XX L. XVII s. VI d.

XIII L. V s. ts.

XVII L. II s. VI d.

XX L. VII s. IX d.

XV L. IX s. ts.

XV L. XII s. II d.

neuures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 16^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le jour saint Estienne 26^e jour dudict moys audict an, a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneuvres qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église

Le dymanche 5^e jour de januiet audict an 534, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le 21^e jour dudict moys de januiet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besongné en ladicte église ladicte sepmaine, la somme de

Les dymanches 19 et 26^e jours dudict moys de januiet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besongné en ladicte église, lesdictes sepmaines, la somme de

Le dymanche 3^e jour de feburier a esté payé audict Desergonnes et aultres ouuriers et maneuvres qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 24^e jour dudict moys de feburier audict an, a esté payé audict Desergonnes et à des ouuriers et maneuvres qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine la somme de

Le dymanche 3^e jour de mars audict an, a esté payé ausdits ouuriers et maneuvres pour auoir besongné en ladicte église, la somme de

Le 3^e jour d'apuril audict an 554, auant Pasques a esté payé aux ouuriers et ma-

XIII L. XI s. VIII d.

X L. XI s. VIII d.

VII L. VII s. VI d.

LIII s. VII d. ts.

VII L. VII s. ts.

VII L. I s. ts.

XIII L. IX s. IX d.

CHIII s. VI d. ts.

XXXV s. ts.

neuures nommez ès articles dudict papier journal, la somme de

Le dymanche 21^e jour d'apuril 1555, après Pasques, a esté payé aux maneures qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

Le dymanche 28^e jour dudict moys d'apuril audict an a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

Le dymanche 6^e jour de may audict an a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 12^e jour dudict moys de may audict an a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 19^e jour dudict moys de may audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 26^e jour dudict moys, audict an, a esté payé aux ouuriers qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 2^e jour de juing, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine, la somme de

Le dymanche 9^e jour dudict moys de juing, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 16^e jour dudict moys de juing, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 23^e jour dudict moys

XII L. III s. ts.

VIII L. V s. ts.

XV L. ts.

X L. II s. ts.

X L. XVI s. ts.

XI L. VII s. ts.

XIX L. XVIII s. ts.

IX L. VI s. ts.

VIII L. XVIII s. ts.

XVIII L. XIII s. ts.

de juing audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche dernier jour dudict moys de juing audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 7^e jour de juillet, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 14^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 21^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 28^e jour dudict moys de juillet audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 4^e jour d'aoust audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 11^e jour dudict moys d'aoust audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

Le dymanche 18^e jour dudict moys d'aoust, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont beson-

XIX L. XV s. VI d.

XI L. VIII s. ts.

XXII L. I s. VI d.

XIX L. II s. VI d.

XXV L. VII s. ts.

IX L. XI s. ts.

XIII L. III s. ts.

XI L. XI s. ts.

gné ladicte sepmaine, en ladicte église,
la somme de

IIII L. IX s. ts.

Le dymanche 25^e jour dudict moys
d'aoust audict an, a esté payé aux
ouuriers et maneures qui ont beson-
gné ladicte sepmaine, en ladicte église,
la somme de

XII L. IIII s. VIII d.

Le dymanche 1^{er} jour de septembre
audict an, a esté payé aux ouuriers et
maneures qui ont besongné ladicte
sepmaine, en ladicte église, la somme
de

XIII L. ts.

Le dymanche 8^e jour dudict moys de
septembre audict an, a esté payé aux
ouuriers et maneures qui ont beson-
gné ladicte sepmaine, en ladicte église,
la somme de

XX L. XVII s. ts.

Le dymanche 15^e jour dudict moys
de septembre audict an, a esté payé
aux ouuriers et maneures qui ont be-
songné ladicte sepmaine, en ladicte
église, la somme de

X L. VI s. ts.

Le dymanche 22^e jour dudict moys
de septembre audict an, a esté payé
aux ouuriers et manœuvres qui ont be-
songné ladicte sepmaine, en ladicte
église, la somme de

XIX L. II s. VI d.

Le dymanche 29^e jour dudict moys
de septembre audict an, a esté payé,
etc., la somme de

IX L. XII s. VI

Le dymanche 6^e jour d'octobre audict
an, a esté payé aux ouuriers, etc., la
somme de

XI L. III s. ts.

Le dymanche 13^e jour d'octobre au-
dict an, a esté payé aux ouuriers et
maneures, etc., la somme de

XVIII L. IIII s.

Le dymanche 20^e jour dudict moys
d'octobre audict an, a esté payé aux
ouuriers, etc., la somme de

VIII L. ts.

Le dymanche 27^e jour dudict moys

d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dymanche 3^e jour de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dymanche 10^e jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dymanche 17^e jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dymanche 24^e jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dymanche 1^{er} jour de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 8^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dymanche 15^e jour dudict moys de décembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le 29^e décembre et 4^e janvier audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné et pour plastre et journées

Le dymanche 8^e jour de mars audict ana esté payé aux carriers, picqueux et maneures qui ont baillé la pierre pour faire pauer, prinse à Beaulx-molins, pour charger la pierre et icelle picquer pour employer à ladicte église, la somme de

Le dymanche 15^e jour dudict moys de mars a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné en ladicte église pour décharger le paué mentionné en l'article précédent, la somme de

En l'année commençant le 6^e jour d'apuril 1556, a esté payé et frayé par lesdicts marguilliers, la somme de huit

XIII L. ts.

IX L. XV s. ts.

XIX L. X s. ts.

XII L. XII s. ts.

XV L. XIII s. ts.

XI L. XIII s. ts.

IX L. XVIII s. ts.

XV L. VIII s. ts.

VI L. XV s. ts.

LXVII L. V. s. ts.

LVI s. VIII d. ts.

vingts dix-huict liures quinze solz dix deniers tournois, pour les causes plus amplement contenues et portées ès comp-tes par le menu en cinq feuillets du papier journal signé de la main de celluy qui a faict les frais, pour ce, requièrent leur estre taxé pareille somme de

VIII ^{ss} XVIII l. XV s. X d. ts.

En la mesme année a esté frayé la somme de huict liures quinze solz six deniers tournois pour les causes plus à plain contenues en ung feuillet du papier journal escript de la main de l'un desdits marguilliers, que l'on a voullu icy transcrire par le menu, non plus que en l'article précédent, pour obuier à prolixité du compte, et que anciennement l'on eust faict ; pour ce requièrent leur estre taxé et alloué pareille somme de

VIII l. XV s. VI d.

En l'année 1557 lesdicts marguilliers ont frayé pour les menuez affaires de ladite église la somme de trente solz dix deniers tournois ainsi qu'il appert par le feuillets subséquent dudict papier journal. Pour ce icy

XXX s. X d. ts.

En l'année 1558 lesdicts marguilliers ont frayé la somme de cinquante ung solz tournois pour menuez affaires d'icelle église déclairez en fin dudict papier journal, pour ce

LI s. ts.

En la mesme année 1558 a esté frayé par lesdicts marguilliers, la somme de cinquante sept liures quatre solz cinq deniers tournois pour les affaires de ladite église, plus à plain déclarées ès-parties contenues en l'autre papier journal sur ce faict, commençant au jour de Pasques audict an 1558, escript de la main de deffunct maistre Jehan Perart, en son viuant l'un des marguilliers d'icelle église. Pour ce, requièrent leur estre alloué pareille somme de

LVII l. III s. V d. ts.

En l'année commençant au jour de Pasques 1559, lesdicts marguilliers ont frayé la somme de 60 liures 5 solz 8 deniers tournois pour les affaires et besongne de ladicte église selon qu'il appert plus amplement par les parties escriptes par le menu audict papier journal, pour ce

LVII L. VI s. VIII d.

En l'année 1560, commençant au mois d'april, a esté payé et frayé par lesdicts marguilliers tant en achapt de pierres que sallaies d'ouuriers et maneuures qui ont besogné en ladicte église la somme de 333 liures 2 solz 6 deniers tournois ainsi qu'il appert plus au long et par le menu ès parties du papier journal escript en ladicte année, pour ce

III^e XXXIII L. II s. VI d. ts.

Le dimanche 5^e jour de may audict an 560, a esté payé aux ouuriers et maneuures qui ont besogné en ladicte église, la sepmaine, la somme de

XV L. III s. ts.

Le dymanche 12^e jour du moys de may audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXIII L. V s. ts.

Le dymanche 19^e jour dudict moys de may, audict an, a esté payé aux ouuriers etc., la somme de

XVIII L. XIX s. X. d.

Le dymanche 26^e jour dudict moys de may, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XVIII L. VIII s. ts.

Le dymanche second jour de juing audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIX L. III s. ts.

Le dymanche 9^e jour de juing audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

IX L. VIII s. ts.

Le dymanche 16^e jour de juing audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuures, etc., la somme de

XVI L. XVI s. VI d.

Le dymanche 23^e jour dudict moys de

juing audict an, a esté payé aux ou-
uriers, etc., la somme de

XIX L. II s. ts.

Le dymanche dernier jour dudict
moys de juing audict an 560, a esté
payé aux ouuriers, etc., la somme de

VII L. X s. ts.

Le dymanche 7^e jour de juillet audict
an, a esté payé aux ouuriers, etc., la
somme de

X L. IIII s. ts.

Le dymanche 14^e jour dudict moys
de juillet audict an, a esté payé aux
ouuriers, etc., la somme de

XXIII L. VII s. VI d.

Le dymanche 21^e jour dudict moys
de juillet audict an, a esté payé aux ou-
uriers, etc., la somme de

XII L. ts.

Le dymanche 28^e jour dudict moys
de juillet audict an, a esté payé aux ou-
uriers, etc., la somme de

VII L. VII s. ts.

Le dymanche 4^e jour d'aoust audict
an, a esté payé aux ouuriers, etc., la
somme de

VIII L. V s. ts.

Le dymanche 11^e jour dudict moys
d'aoust, audict an, a esté payé aux ou-
uriers, etc., la somme de

XXV L. VIII s. VI d.

Le dymanche 18^e jour dudict moys
d'aoust, audict an, a esté payé aux ou-
uriers, etc., la somme de

XX L. III s. ts.

Le dymanche 25^e jour dudict moys
d'aoust, audict an, a esté payé aux ou-
uriers, etc., la somme de

XX L. XV s. VI d.

Le dymanche 1^{er} jour de septembre,
audict an, a esté payé aux ouuriers,
etc., la somme de

XVIII L. XIX s. ts.

Le dymanche 8^e jour dudict moys de
septembre audict an, a esté payé, etc.,
la somme de

XXI L. XIII s. VI d.

Le dymanche 15^e jour dudict moys de
septembre audict an, a esté payé, aux
ouuriers, etc., la somme de

XVII L. II s. III d.

Le dymanche 22^e jour dudict moys de
septembre audict an, a esté payé aux
ouuriers, etc., la somme de

XVIII L. VI s. VI d.

Le dymanche 29^e jour dudict moys de septembre audict an, a esté payé aux ouuriers etc., la somme de

XXIII L. VIII s. ts.

Le dymanche 6^e jour d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers etc., la somme de

XXIII L. XVI s. ts.

Le dymanche 13^e jour dudict moys d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers, la somme de

XVIII L. VII s. VI d.

Le dymanche 20^e jour dudict moys d'octobre, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besogné ladicte sepmaine en ladicte église, la somme de

XXV L. III s. ts.

Le dymanche 27^e jour dudict moys d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers, la somme de

XXIII L. XVII ts.

Le dymanche 3^e jour de novembre audict an, esté a payé aux ouuriers etc., la somme de

XV L. V s. ts.

Le dymanche 10^e jour dudict moys de novembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, la somme de

XXVIII L. VII s. VI d.

Le dymanche 17^e jour dudict moys de novembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XX L. IX s. VI d. ts.

Le dymanche 1^{er} jour de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures, etc., la somme de

IX L. X s. ts.

Le dymanche 8^e jour dudict moys de décembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

VI L. XV s. ts.

Le dymanche 15^e jour dudict moys de décembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XI L. XIX s. ts.

Le dymanche 22^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

VIII L. V s. ts.

Le dymanche 29^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

III L. I s. ts.

Le dymanche 3^e jour de januiet, audict an, a esté payé au ouuriers, etc., la somme de

VI L. XV s. ts.

Le dymanche 12^e jour dudict moys de januiet, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc, la somme de

XII L. XV s. ts.

Le dymanche 19^e jour dudict mois de januiet audict an, a esté payé aux ouuriers, etc, la somme de

IX L. XII s. ts.

Le dymanche 26^e jour dudict moys de januiet audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

X L. V s. ts.

Le dymanche second jour de feburier audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXI L. XV s. ts.

Le dymanche 9^e jour dudict moys de feburier, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIX L. XIX s. ts.

Le dymanche 16^e jour dudict moys de feburier, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIIII L. XIIII s. ts.

Le dymanche 23^e jour dudict moys de feburier, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures, etc., la somme de

XV L. IIII s. IX d. ts.

Le 1^{er} dymanche de mars; audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIIII L. I s. ts.

Le dymanche 9^e jour dudict moys de mars audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures qui ont besongné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

X L. IIII s. ts.

Le dymanche 16^e jour dudict moys de mars, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XV L. XVII s. ts.

Le dymanche 23^e jour dudict mois de mars audict an, a esté payé aux ouuriers, la somme de

XX L. V s. IX d.

Le dymanche 30^e jour dudict moys de mars, audict an, a esté payé aux ouuriers etc., la somme de

XIX L. XV s. ts.

Le dymanche 6^e jour d'apuril 561, a esté payé aux ouuriers et maneuures, etc., la somme de

XXV L. XI s. VIII d.

Le dymanche 13^e jour d'apuril, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XV L. VI s. VI d.

Le dymanche 20^e jour dudict moys d'apuril audict an, 561, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXXV L. X s. VI d.

Le dymanche 27^e jour dudict moys d'apuril audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIX L. VII s. ts.

Le dymanche 4^e jour de may audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuures, etc., la somme de

XII L. II s. ts.

Le dymanche 11^e jour dudict moys de may, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XVIII L. XVII s. III d.

Le dymanche 18^e jour dudict moys de may, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIX L. XVIII s. VI d.

Le dymanche 25^e jour dudict moys de may, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXIII L. XIII s. ts.

Le dymanche 1^{er} jour de juing, dudict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIX L. IX s. ts.

Le dymanche 8^e jour dudict moys de juing, audict an, a esté payé aux ouuriers, la somme de

XX L. III s. ts.

Le dymanche 15^e jour dudict moys de juing, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXXV L. XII s. II d.

Le dymanche 22^e jour dudict moys de juing, audict an 561, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXVIII L. III s. ts.

Le dymanche 29^e jour dudict moys de juing, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XVII L. XII s. VI d.

Le dymanche 6^e jour de juillet, audict an, a esté payé aux ouuriers et ma-

neures, etc., la somme de

XXIII L. X s. ts.

Le dymanche 13^e jour dudict moys de juillet, audict an, a esté payé aux ourriers, la somme de

XXII L. XII s. VI d.

Le dymanche 20^e jour du moys de juillet, audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XXIII L. XVIII s. VIII d.

Le dymanche 27^e jour dudict moys de juillet, audict an, a esté payé aux ourriers et maneuures qui ont besogné ladicte sepmaine, en ladicte église, la somme de

XV L. XVIII s. ts.

Le dymanche 3^e jour d'aoust, audict an, a esté payé aux ouvriers et maneuures, etc., la somme de

XXXVIII L. XVIII s.

Le dymanche 10^e jour dudict moys d'aoust audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XXIII L. XIX s. II d.

Le dymanche 17^e jour dudict moys d'aoust, audict an, a esté payé aux ourriers et maneuures, etc., la somme de

XXV L. XIII s. ts.

Le dymanche 24^e jour dudict moys d'aoust, audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XXIX L. XV s. ts.

Le dymanche dernier jour dudict moys d'aoust, audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XXIII L. XIX s. VI d.

Le dimanche 7^e jour de septembre audict an, a esté payé aux ourriers et maneuures, etc., la somme de

IX L. VIII s. VI d.

Le dymanche 14^e jour dudict moys de septembre, audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XIII L. VII s. VI d.

Le dymanche 21^e jour dudict moys de septembre, audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XXIII L. XV s. ts.

Le dimanche 28^e jour dudict moys de septembre, audict an, a esté payé aux ourriers, etc., la somme de

XXIII L. XI s. VI d.

Le dimanche 3^e jour d'octobre, audict

an, a esté payé aux ouuriers et manneures, etc., la somme de

Le dimanche 11^e jour d'octobre audict an, a esté payé aux ouuriers et manneures, etc., la somme de

Le dimanche 19^e jour dudict moys d'octobre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 26^e jour dudict moys d'octobre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche second jour de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc. la somme de

Le dimanche 9^e jour dudict moys de novembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc.

Le dimanche 16^e jour dudit mois de novembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 23^e jour dudict moys de novembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche dernier jour dudict moys de novembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 7^e jour de décembre, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 14^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 21^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 28^e jour dudict moys de décembre audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

Le dimanche 4^e jour de janaier audict an 561, a esté payé aux ouuriers et manneures, etc., la somme de

XI L. XVII s. VI d.

XXVII L. XVII s. ts.

XVII L. IX s. ts.

XVIII L. XV s. ts.

XV L. XI s. ts.

XIX L. I s. ts.

XVII L. II s. VI d.

XXI L. VII s. IX d.

XXIII L. X s. ts.

XVIII L. XII s. ts.

XVI L. XII s. VI d. ts.

XV L. IX s. VI d.

XVIII L. VIII s. ts.

III L. ts.

Le dimanche 11^e jour dudict moys de janvier, audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXIII L. XI s. III d.

Le dimanche 18^e jour dudict moys de janvier audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXV L. V s. ts.

Le dimanche 25^e jour dudict moys de janvier audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXV L. V s. ts.

Le dimanche 25^e jour dudict moys de janvier audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIII L. XVIII s. ts.

Le dimanche 1^{er} jour de feburier, audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures, etc., la somme de

XVI L. VII s. ts.

Le dimanche 8^e jour dudict moys de feburier audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIII L. XIX s. ts.

Le dimanche 15^e jour dudict moys de feburier audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XV L. ts.

Le dimanche 22^e jour dudict moys de feburier audict an, a esté payé aux ouuriers et maneures, etc., la somme de

XIII L. XVI s. VI d.

Le dimanche 1^{er} jour de mars audict an 561, a esté payé aux ouuriers et maneures, etc., la somme de

XXIII L. III s. ts.

Le dimanche 8^e jour dudict moys de mars audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXV L. II s. ts.

Le dimanche 15^e jour dudict moys de mars audict an, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XXV L. I s. ts.

Le dimanche 22^e jour dudict moys de mars audict an a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XX L. IX s. ts.

Le dimanche 29^e jour dudict moys de mars 1562, après Pasques, a esté payé aux ouuriers, etc., la somme de

XIII L.

Somme du présent chapitre 4,228 li-ures 6 deniers tournois.

Autres mises faictes par lesdicts comptables touchant plusieurs fraiz par eulx faictz pendant et durant le temps desdictes seize années, non contenues es papiers journaulx, lesquels seront vérifiez par quitances selon les dattes qui ensuiuent :

Premièrement a esté payé par lesdicts marguilliers aux commissaires de l'arcevesché de Sens la somme de cinquante liures tournois à laquelle la fabrice de l'église dudict Monstereau a esté cottisée en l'année 1552, ainsi qu'il appert par la quitance signée desdicts commissaires, en datte du 19^e jour de juing audict an 1552. Pour ce requièrent lesdicts comptables estre alloué pareille somme de

L L. ts.

A Anthoine Turpin, marchand à Paris, a esté payé la somme deulx cens trente quatre liures tournois pour vente et déliurance de cent quatre tonneaulx de pierre de saint Leu, délivrés par ledit Turpin, ausdicts marguilliers pour employer à la réparation du bastiment de ladicte église, ainsi qu'il appert par quitance signée Boucher, en date du 5^e jour de novembre 1554, pour ce requièrent leur estre taxé pareille somme de

II^e. XXXIIII L.

Plus a esté payé audict Turpin, la somme de cent solz tournois pour l'achat d'une gargouille de pierre de liers par luy vendue et liurée ausdictz marguilliers, ainsi qu'il appert par quitance signée dudict Turpin, en datte du 6^e jour de décembre 1564, cy-rendue. Pour ce requièrent leur estre taxé et alloué pareille somme de

C s. ts.

Plus a esté payé audict Turpin la somme de quarante-neuf liures 14 solz

tournois pour pierre de saint Leu, vendue et liurée ausdicts marguilliers, ainsi qu'il appert par cédulle de Michel Jolly, l'un d'iceulx, en datte du dernier jour de feburier 1554, et quittance signée Roger, du 7^e jour d'aoust 1556. Pour ce requièrent leur estre alloué pareille somme de

XLIX L. XIII s. ts.

A Claude Duboys l'aisné, marchand, demeurant à Monstereau, la somme de seize liures tournois, pour vente et déliurance par lui faicte ausdicts marguilliers de cordages plus à plain déclairés en la quittance par luy passée pardevant Jehan Roger, notaire royal audict Monstereau le 24^e jour de janvier 1555, cy rendue. Pour ce requièrent leur estre alloué pareille somme de

XVI L. ts.

A Guillaume Dufert, Jehan Tiédu, maçons, tailleurs de pierres demourants à Nemoux, et Pierre Boytard, maçon tailleur demourant audict Monstereau, a esté payé la somme de soixante-six liures tournois tant pour la vente et déliurance faicte par ledict Dufert ausdictz marguilliers de la quantité de 22 toises de pavé de pierre de Beaumolins, que pour auoir par lesdicts Dufert, Thiédu et Boytard, taillé ledict pavé suiuant le marché sur ce faict, ainsi qu'il appert plus au long par la quittance sur ce passée pardevant ledict Roger, notaire, le 8^e jour de mars audict an 555. Pour ce requièrent leur estre alloué pareille somme de

Néant, parce qu'elle a esté payee cy-devant.

A Anthoine Polain, marchand demourant à Paris, a esté payé la somme de cinquante-troys liures dix sols tournois pour vente et déliurance de pierres, ainsi qu'il appert plus au long par la cédulle sur ce faicte par lesdits marguil-

liers, en datte du 28^e jour d'april audict an 555, et quictance endossée sur ladicte cédulle escripte et signée dudict Palain, en datte du 13^e jour de juillet audict an. Pour ce requièrent leur estre alloué pareille somme de

LIII L. X s. ts.

A Edme Gassot, painctre et verrier demourant audict Monstereau, a esté payé la somme de huict vingtz liures tournois pour auoir par luy faict et assis quatre verrières au droict du cueur de l'église, et en ce faisantourny à ses despens le verre, plomb et aultres matières, ainsi qu'il appert plus au long par la quictance sur ce passée, signée Roger, en datte du 25^e jour de janvier 1555. Pour ce requièrent leur estre alloué et taxé pareille somme de

VIII ^{xx}. L. ts.

A esté payé par lesdictz marguilliers à ung nommé (le nom n'a pas été rapporté) pour auoir raccordé et reffect les orgues et soufflectz d'icelles, la somme de huict liures tournois, ainsi qu'il appert par la quictance cy rendue pour ce

VIII L. ts.

A Jehan Mallet, marchand mercier, demourant à Monstereau, a esté payé la somme de vingt huict liures tournois pour auoirourny ung millier et demy de lattes à l'ordinaire, avec une paire de roues ferrées, pour seruir à ladicte église ainsi qu'il appert par quictance dudict Mallet, en datte du 12^e jour de may 1560, pour ce

XXVIII L. ts.

A esté payé à Jehan Delatable, marchand et bourgeois de Paris la somme de deulx cens soixante et quinze livres tournois pour la vente et déliurance de cent seize tonneaulx de pierre de Saint-Leu, faicte ausdictz marguilliers, pour employer au bastiment de ladicte église

ainsi qu'il appert par leur cédulle signée d'eulx, en datte du 15^e jour d'aoust mil cinq cens soixante-cinq, et par les quictances escriptes sur le doz de ladicte cédulle signée dudict Delatable. Pour ce requièrent leur estre alloué pareille somme de

II^e. LXXV L. ts.

A esté payé à Jehan Lebrun, facteur desdicts marguilliers, et à Oliuier Maillot, carrier, demourant à Saint-Marcel-les-Paris, la somme de trente-quatre liures tournois pour vente et déliurance de quatre-vingtz-dix-sept pieds de pierre de Saint-Leu, ainsi qu'il appert par la quictance dudict Maillot, en datte du second jour de novembre 1560, passée par deuant deulx notaires du Chastelet de Paris, laquelle quictance est en par-chemin, cy-rendue, pour ce

XXXIII L. ts.

A Jehan Dubois, marchand cordier demourant à Monstereau, a esté payé la somme de vingt-quatre liures dix-neuf solz quatre deniers tournois, pour les cordes par luy fournies pour ladicte église, en l'année 1560, ainsi qu'il appert par les parties et quictances dudict Dubois, en datte du 28^e jour de novembre audict an 1560, ladicte quictance de luy signée et cy-rendue, pour ce

XXIII L. XIX s. III d. ts.

A Toussaincts Mitrac, chauffournier demourant à Montigny-Lencoup, a esté payé la somme de huict liures quinze sols tournois pour vente et déliurance de vingt queues de chaulx employées à la réparation de ladicte église, ainsi qu'il appert par la quictance signée Boucher, en datte du 18^e jour de novembre 1554, cy rendue, obmise à coucher cy-devant, pour ce

VIII L. XV s. ts.

A Vincent Mengeart, serrurier, demourant audict Monstereau, a esté payé

la somme de quarante-quatre liures tournois, pour plusieurs besongnes de son mestier faictes en ladicte église, plus à plain déclarées en la quittance sur ce passée, signée Roger, en date du 28^e jour de feurier 1555, obmise à coucher cy-deuant, comme la précédente, pour ce

XLIIII L. ts.

A esté payé à Blaise Chauffour, fermier, en l'année 1560, de la ferme de trois creue et cuylte(?) à Monstereau, la somme de vingts solz tournois pour labouraige, par lesdictz marguilliers audict fermier, pour les causes plus à plain contenues en sa quittance du 15^e jour d'april 1560, après-cy rendue, pour ce

XX s. ts.

A Thibault Thibault, painctre et verrier demourant audict Monstereau, a esté payé la somme de quatre liures tournois pour une verrière par lui fournye en ladicte église en la chapelle de Saint-Antoine, ainsi qu'il appert par quittance du 15^e jour de janvier 1562, pour ce...

IIII L. ts.

A esté payé à Jehan Delatable, marchand demourant à Paris, la somme de quatre cens neuf liures quinze solz tournois, pour vente et déliurance par luy faicte ausdictz marguilliers, de 164 tonneaulx de pierre de Saint-Leu, ainsi qu'il appert par la cédulle sur ce faicte audict Delatable le 13^e jour de juing 1561, pour ce

IIII^e IX L. XV s.

Plus a esté payé audict Delatable, la somme de soixante et sept liures et quinze solz tournois pour vente et déliurance de 27 tonneaulx de pierre de Saint-Leu, faicte ausditz marguilliers au moys de septembre ensuiuant, audict an 1561. Pour ce

LXVII L. X s. ts.

Plus a esté payé audict Delatable la somme de deulx cens vingt troys liures

quinze solz tournois pour vente et déliurance de quatre-vingtz-neuf tonneaulx sept piedz et demy de pierre de Saint-Leu, d'une part; et encore la somme de deulx cens quatre-vingtz six livres tournois, pour vente de 114 tonneaulx cinq piedz de pierre de Saint-Leu, faisant lesdictes sommes ensemble cinq cens neuf liures quinze solz tournois, ainsi qu'il appert plus au long par les parties, céduilles et quictances dudict Delatable, cy rendues. Pour ce

V^e IX L. XV s. ts.

Plus a esté payé audict Delatable, la somme de cens seize liures cinq solz tournois pour vente et déliurance par luy faicte au moys de may 1561, de 46 tonneaulx 2 piedz troys quartz de pierre de Saint-Leu, ausdicts marguilliers, pour employer au bastiment de ladicte église, ainsi qu'il appert par les parties et quictances cy rendues. Pour ce

CXVI L. V s. ts.

Plus a esté payé audict Delatable, la somme de deux cens liures tournois, pour vente et déliurance de pierre de Saint-Leu par luy faicte, ainsi qu'il appert par cédule du 28^e jour de janvier 1561, et quictance dudict Delatable du 10^e jour de novembre 1564, cy-rendues. Pour ce

II^e L. ts.

A esté payé à Thibault Thibault, painctre et verrier demourant audict Monstereau, la somme de cinquante cinq liures tournois pour auoir rediffyer et relect les paneaulx de la verrière des trois roys attachés au cueur de ladicte église. Ensemble pour auoir doré et painct la croix et plomberie estant sur le cueur de ladicte église; ainsi qu'il appert par quictance dudict Thibault, en datte du 15^e jour de janvier 1561, cy-rendue. Pour ce icy

LV L. ts.

Plus a esté payé par lesdicts marguilliers audict Thibault, la somme de huict vings liures tournois pour auoir mis et attaché en gros plomb en ladicte église quatre croisées de verre blanc, garnyes de bordure de couleurs, le tout selon le marché sur ce faict et passé, signé Bureau, en date du 20^e jour d'april 1561, et qu'il appert par les quictances dudict Thibault, cy-rendue. Pour ce

VIII ^{xx} L. ts.

Plus a esté payé audict Thibault, la somme de dix liures pour auoir par luy réparé de son mestier de painctre et verrier, les verrières de ladicte église estant rompues et gastées, selon qu'il appert par quictance signée Bureau, en datte du 9^e jour de mars 1563, cy-rendue. Pour ce

X L. ts.

A esté payé à Pierre Mercier, demourant à Paris, la somme de troys cens sept liures cinq solz tournois pour vente et déliurance par luy faicte ausdictz marguilliers, de la quantité de six-vingt deulx tonneaulx de pierre de Saint-Leu employez en ladicte église, ainsi qu'il appert par quictance signée Bureau, en datte du 1^{er} jour de juillet 1562. Pour ce

III^c VII L. V s. ts.

A esté payé à Claude Morin, voicturier par eaue demourant audict Monstereau, la somme de trente huict liures tournois pour la voicture par luy faicte de cinq cens pierre de paué amené en ses bateaulx depuis le port de Beaumolins jusques au port dudict Monstereau, ainsi qu'il appert par quictance signée Roger, en datte du 8^e jour d'april 1556 après Pasques, obmise à coucher cy-deuant. Pour ce

XXXVIII L. ts.

Somme du présent chappitre deux mille huict cens une liure dix-sept solz quatre deniers tournois.

*Aultres mises faictes par lesdictz marguilliers pour le bastiment de la
• croppe du cueur de ladicte église, tant
en plomberie, fert, boys carré, ar-
douaire, or, azu (azur), latte, con-
trelatte, clou, et aultres matières con-
uenables audict bastiment, auquel a
esté besongné en ladicte année 1561,
ainsi qu'il s'en suit :*

Premièrement a esté payé la somme
de cent-dix sept liures dix solz tournois
pour l'achapt d'une poultre de 6 toises
de long, une esguelle (aiguille) de 5 toi-
ses de long, six arrestiers de 5 toises de
long et trente-six cheurons de 5 toises
de long pour mettre sur la croppe de
ladicte église. Ensemble du boys pour
faire la croisée, platte forme, les jam-
bettes et liens des armoises ; le tout re-
venant à la quantité d'un cent soixante-
huict pièces de boys carré, au prix de
soixante et dix liures tournois le cent.
Pour ce

CXVII L. X s. ts.

A esté payé la somme de quatre vingt-
cinq liures tournois pour l'achapt d'un
saulmon de plomb poissant 1,432 liures,
au prix de 6 liures tournois le cent.
Pour ce

III ^{xx} V L. ts.

Plus a esté payé la somme de trente-
troys liures tournois pour l'achapt de
troys tables de plomb pour enfester, poi-
sant 440 liures, au prix de sept liures
dix solz tournois le cent. Pour ce

XXX L. ts.

A esté payé la somme de dix liures
dix-huict solz tournois, pour l'achapt de
six barres de fer poissant 218 liures, bail-
lées et déliurés à Vincent Henrison,
serrurier, demourant audict Monstereau,
pour mettre et employer dedans les bez
(baies) des deulx verrières d'icelle église

deuers la maison de feu Simon Chardon, ainsi qu'il est contenu au papier-journal des besongnes de ladicte année. Pour ce

X l. XVIII s. ts.

Plus a esté payé la somme de onze liures six solz tournois pour l'achapt de six aultres barres de fert, poisans 226 liures, baillées et déliurées audict Henrisson, serrurier, pour employer aux bez de deux aultres verrières de ladicte église, du costé deuers la maison de maistre Anthoine Lelong, chanoyne en ladicte église. Pour ce

XI l. VI s. ts.

Plus a esté payé la somme de cent dix-sept solz tournois pour l'achapt de troys barres de fert poisans ung 117 liures, déliurées et employées par ledict Henrisson, en la bée de la verrière des troys roys, au cueur d'icelle église, pour ce

CXVII s. ts.

Plus la somme de sept liures troys solz tournois pour l'achapt de troys barres de fert carré, déliurées audict Henrisson, pour faire les barreaux de la plomberie de l'enfeistaige de la croppe de ladicte église, et qui sont enueloppéz dedans le plomb. Pour ce

VII l. III s. ts.

Plus la somme de soixante six solz tournois, pour l'achapt de deulx barres de fert plat, déliurées audict Henrisson, pour faire des ailles à la croix pour la clouer à l'esgueille de la cha(r)penterie ; poisans lesdictes deulx barres, 66 liures. Pour ce

LXVI s. ts.

Plus a esté payé la somme de cent onze solz tournois pour l'achapt de trois carrez de fert pour les trauer-sins quy tiennent la plomberie dez couronnemens du feste de la croppe poisans cent onze liures. Pour ce

CXI s. ts.

Plus la somme de soixante et dix solz

tournois pour deux barres de fert poissans 70 liures, baillées et déliurées audict Henrisson, pour faire des liens pour mectre à l'esguelle et au feste de la plomberie, selon que plus au long contiennent les parties escriptes ausdictes parties. Pour ce

LXX s. ts.

A esté payé la somme de soixante solz tournois pour l'achapt de 6 milliers de clous à latte,ournys par lesditz marguilliers à Pierre Sallé, coureur en ardouaire et plombeur, demourant à Monstereau, pour employer à la couuerture d'icelle église. Pour ce

LX s. ts.

A Jehan Mallet, marchant mercier, demourant audict Monstereau, a esté payé la somme de dix-huict liures tournois, pour auoirourny ung millier et demy de latte à ardouaire, déliurés audict Pierre Salé, ainsi qu'il appert par le papier journal. Pour ce

XVIII l. ts.

A esté payé pour l'achapt de huit milliers de clou à latte, deliurés au filz dudict Pierre Salé, pour employer à la couuerture de ladicte église, la somme de quatre liures tournois, ainsi qu'il appert par ledict papier. Pour ce

III l. ts.

A esté payé la somme de douze liures dix solz tournois pour l'achapt de sixvingts toises de contre-latte pour contrelatter, ensemble le boys, pour la faire, selon qu'il est contenu audict papier journal. Pour ce

XII l. X s. ts.

A esté payé la somme de quinze solz tournois pour ung millier de clou baillé au filz dudict Pierre Salé, pour clouer la dicte contrelatte; et encorres soixante solz tournois pour six milliers de clou(s) à latte. Pour ce

LXXV s. ts.

A esté payé la somme de quatre livres tournois pour deux cens de gros

orourny pour dourer la croix et le coq
plantés sur la croppe de la dicte église,
déliuré à Thibault Thibault, painctre
demourant audict Monstereau. Pour ce

III L. ts.

A esté payé la somme de six liures
tournois pour douze milliers de clou(s) à
ardouaire fournys pour ladicte église.
Pour ce

VI L. ts.

A esté payé la somme de quinze solz
tournois pour six liures de gros clou
baillées et déliurées audict Pierre Salé,
pour clouer la plomberie du feste de la
dicte église. Pour ce icy

XV s. ts.

A esté payé la somme de huict liures
tournois pour l'achapt de quatre cens
de gros or pour dourer les arrestiers de
la croppe de ladicte église. Pour ce

VIII L. ts.

A esté payé la somme de six liures
tournois pour l'achapt de douze milliers
de clou(s) à ardouaire, baillé(s) et déli-
uré(s) au fils du dict Pierre Salé. Pour ce

VI L. ts.

A esté payé la somme de trente six
solz tournois pour l'achapt d'une barre
de fert baillée à Vincent Henrisson,
serrurier, poisans trente six liures, pour
faire des crampons pour faire tenir le
plomb avec le feste de ladicte église.
Pour ce

XXXVI s. ts.

A esté payé la somme de douze liures
tournois pour l'achapt de six cens de
gros or qu'il a conuenu fournir et bailler
à Thibault Thibault, painctre, pour
dourer la plomberie du feste de la croppe.
Pour ce icy

XII L. ts.

Plus a esté payé pour quatre onces
d'azu baillé audict Thibault, quinze solz.
Pour ce

XV s. ts.

Plus pour l'achapt de deulx liures
mine de plomb fourny(es) et baillé(es)
audict Thibault, quinze solz tournois.
Pour ce

XV s. ts.

Plus six solz tournois pour une liure
de plomb déliuré(e) audict Thibault.
Pour ce

VI s. ts.

Plus huict solz tournois pour l'achapt
de demye liure de verd de gris aussi
déliuré(e) audict Thibault. Pour ce

VIII s. ts.

Plus la somme de huict liures tour-
nois pour quatre cens (de) gros or, bail-
lé audict Thibault pour dourer la
pomme de dessoulz la croix planté(e) sur
la croppe d'icelle église. Pour ce

VIII l. ts.

Plus a esté payé la somme de seize
solz tournois pour l'achapt de deux liures
de mariguot fourny(es) pour la besongne
de ladicte église. Pour ce

XVI s. ts.

A esté payé la somme de vingt liures
tournois pour l'achapt de six vingtz
douze pieds de pierre de liers, acheptés
à Paris, pour faire des goutières sur les
chapelles et pour faire des gargouilles.
Pour ce

XX l. XVI s. ts.

A Edme Henriet, marchant voicturier
pareaue, demourant audict Monstereau,
a esté payé la somme de douze liures
tournois pour auoir chargé, en la ville
de Paris, ladicte pierre, et icelle arriuée
audict Monstereau. Pour ce

XII l. ts.

A esté payé la somme de six liures
tournois pour six milliers de clou(s) à
ardouaire, baillé(z) au filz de Pierre
Salé, pour la besongne de lad. église.
Pour ce

VI l. ts.

A esté payé la somme de trente cinq
solz tournois pour l'achapt de deulx
pièces de boys fournyes pour faire deulx
goutières pour mectre sur le feste pour
soustenir la plomberie. Et chacune pièce
de dix piedz de longueur, et de huict à
neuf poulces de grosseur, compris la
façon. Pour ce

XXXV s. ts.

A esté payé la somme de quatre

liures tournois pour l'achapt du charbon, boys et aultres matières ; ensemble pour la façon d'un mouille pour gecter le plomb en table. Pour ce

III L. ts.

A esté payé la somme de sept liures quatre solz tournois pour l'achapt de vingt-quatre liures estaing doulx qu'il a conuenu auoir et fournir pour faire les souldures de la plomberie du bastiment de ladicte église. Pour ce icy

VII L. III s. ts.

A esté payé la somme de soixante sept liures neuf solz six deniers tournois pour achapt d'or, d'azu et plusieurs aultres matières qu'il a conuenu auoir et recouvrer pour bailler à Thibault Thibault, painctre et les employer aux voultres du cueur de ladicte église, selon qu'il appert plus au long par le menu, ès vingt-quatre articles du papier journal desdicts marguilliers et quictances ou certifications dudict Thibault. Pour ce

LXVII L. IX s. VI d.

A esté payé à Pierre Salé, couvreur en ardouaire et plombeur, demourant à Montargis, la somme de sept vingtz dix liures tournois tant pour fournissement d'ardouaire, que de façon et besongnes faictes de son mestier, en la couuerture de ladicte église, ainsi qu'il appert par quittance dudict Salé, signée Bureau, en datte du 23^e jour de septembre 1561.

Pour ce jcy

VII ^{xx} X L. ts.

A esté payé la somme de sept liures deulx solz tournois pour l'achapt de trois barres de fert pour faire les monstans des verrières du cueur, poisans lesdictes deulx barres quarante deulx liures, baillées à Vincent Henrisson, serrurier. Pour ce jcy (a)

VII L. II s. ts.

(a) Il y a là erreur dans le poids, le fer n'étant compté partout qu'à raison d'un sou la livre. C'est évidemment 142 livres de fer qu'il faut lire.

Plus soixante huict solz tournois pour deulx barres de fert poisante huict liures, baillées audict Henrisson, pour employer ès dictes verrières. Pour ce

LXVIII s. ts.

A esté payé la somme de six liures quatorze solz tournois pour trois barres et demye de fert poisans ung cent trente quatre liures, baillées audict Henrisson, serrurier, pour faire les barreaulx des deulx verrières données à ladicte église par feu Thomas Poncet, sa femme, et par la femme de honorable homme Simon Chardon, marchant bourgeois de Monstereau. Pour ce

XI L. XIII s. ts.

Plus a esté payé la somme de trente deulx solz tournois pour l'achapt d'une barre de fert, baillée audict Henrisson, du poids de trente liures, pour faire des clouettes aux verrières. Pour ce

XXXII s. ts.

A esté payé la somme de quarante deulx solz tournois pour l'achapt de six bottes (de) lattes et deulx milliers de clou(s) à latte, pour couvrir, sur les chapelles de saint Nicolas et saint Michel, fondées en ladicte église. Pour ce

XLII s. ts.

Plus a esté payé la somme de quarante huict solz tournois pour achapt de douze bottes (de) lattes délivrées à Claude Lemoyne, serviteur dudict Carré; trente six solz tournois pour troys milliers de clou à latte, doulz liures de clous à chanlatte, à six sous tournois, et quarante deulx solz pour six bottes de latte et ung millier de clous à latte, montant ensemble (à) la somme de six liures douze solz tournois. Pour ce jcy.

VI L. XII s. ts.

A esté payé la somme de quatre liures dix solz tournois pour l'achapt et arriuage d'un millier de thuilles fourny par Jacques Deschallatz, thuillier, pour ladicte église. Pour ce

IIII L. X s. ts.

Somme du présent chappitre six cens cinquante sept livres treize sols six deniers tournois.

Aultres mises faictes par lesdicts marguilliers comptables pour les besongnes qu'il a conuenu faire en ladicte église en l'année 1562, qu'ils requièrent leur estre allouées ainsi qu'il s'en suit :

Premièrement, a esté payé et frayé la somme de treize liures cinq solz six deniers tournois pour achapt de matières et salaires de maneuvres qui ont besongné pour ladicte église, et ausquelz a esté faict le payement le dymanche 5^e jour d'apuril audict 562, ainsi qu'il appert plus au long par le papier journal sur ce faict, auquel est renuoyé la vérification du présent article, pour obvier à prolixité et escripture, selon que souuent est dict au présent compte. Pour ce

XIII L. V s. VI d.

A esté payé le dimanche 12^e jour dudict mois d'apuril audict an, la somme de neuf liures seize solz tournois, pour le salaire des maneuvres et ouuriers qui ont besongné en ladicte église, ladicte sepmaine. Pour ce

IX L. XVI s. ts.

Le dymanche 19^e jour dudict mois d'apuril audict an, a esté payé aux ouuriers et maneuvres qui ont besongné en ladicte église la somme de douze liures huict solz tournois, ainsi qu'il appert plus au long par ledict papier journal. Pour ce

XII L. VIII s. ts.

Le dymanche 3^e jour de may audict an, a esté payé la somme de vingt huict liures tournois, pour achapt de pierres et salaires d'ouuriers et maneuvres, selon qu'il est escript plus au long au-

dict papier journal. Pour ce jcy

XXVIII L. VI s. ts.

Le dymanche 17^e jour dudict moys de may, audict an, a esté payé aux ourriers en plastre qui ont besogné en ladicte église, la somme de trente quatre solz six deniers tournois. Pour ce

XXXIII s. VI d. ts.

Le dymanche 25^e jour du moys de juillet, audict an, a esté payé par lesdits marguilliers la somme de dix-sept liures six solz six deniers tournois, mentionnée en la quittance de Jehan Dubois, cordier, en datte du 22^e jour dudict moys de juillet, pour l'achapt des cordes qu'il a conuenu auoir en ladicte église, ensemble pour salaires d'ourriers qui ont besogné en ladicte église. Pour ce

XVII L. VI s. VI d.

Le dymanche 2^e jour d'aoust, audict an, a esté frayé la somme de soixantedix-huit solz trois deniers tournois pour salaires d'ourriers qui ont besogné ladicte semaine en ladicte église. Pour ce

LXXVIII s. III d. ts.

Le dymanche 23^e jour dudict moys d'aoust, audict an, a esté payé la somme de quatorze liures seize solz tournois pour les frais au long déclairés par le menu audict papier journal. Pour ce

XIII L. XVI s. ts.

Le dymanche 13^e jour de septembre, audict an, a esté frayé la somme de cent six solz neuf deniers tournois, pour matières et salaires d'ourriers, à plain déclairez audict papier journal. Pour ce

CVI s. IX d. ts.

Le dymanche 11^e jour du moys d'octobre, audict an, a esté payé à Jehan Harneau, maçon en plastre, pour plastre par luyourny et journées employées pour ladicte église, la somme de vingt solz tournois, ainsi qu'il appert plus au long par ledict papier journal. Pour ce

XX s. ts.

Le dimanche 8^e jour de novembre, audict an, a esté payé la somme de douze

solz tournois pour salaires d'ouuriers mentionnez audict papier journal dudict jour. Pour ce

XII s. ts.

Le dimanche 8^e jour de décembre, audict an, a esté payé aux ouuriers et pour matières plus à plain contenues au papier journal dudict jour, la somme de quatre liures treize solz tournois. Pour ce

III L. XIII s. ts.

Le dimanche dernier jour de feburier 1562, a esté payé la somme de trente-sept solz troys deniers tournois aux manneures et personnes dénommées ès troys articles dudict papier journal. Pour ce

XXXVII s. III d. ts.

Somme du présent chapitre cent quatorze liures dix-neuf solz trois deniers tournois.

Aultres mises faictes par lesdicts marguilliers en l'année commençant au jour de Pasques 1563, qu'ils requièrent leur estre allouées ainsi qu'il s'en suit :

La première sepmaine d'icelle année se trouve auoir esté frayé, par lesdictz marguilliers, la somme de quinze liures neuf solz tournois, selon le contenu des parties escriptes au papier journal du temps. Pour ce

XV L. IX s. ts.

Le dimanche 23^e jour de may, audict an, a esté payé à maistre Simon Desergonnes, maçon, la somme de soixante et dix solz tournois pour besongnes faicte de son mestier pour ladicte église, selon l'article du papier journal dudict jour. Pour ce

LXX s. ts.

Le dimanche 4^e jour d'aoust, audict an, a esté payé treize solz tournois à Jehan Carré, maçon en plastre, pour trois bichetz de plastre employez à réparer la fenestre de la vieille tour d'icelle église. Pour ce

XIII s. ts.

Le dimanche 5^e jour de décembre, audict an, a esté frayé la somme de cent six solz tournois aux ouuriers nommez et pour les causes contenues ès troys articles escriptz au papier journal dudict jour. Pour ce

CVI s. ts.

Le dimanche second jour de janvier, audict an, a esté frayé par lesdicts marguilliers la somme de neuf liures onze solz tournois aux ouuriers nommez et pour les causes contenues en troys articles escriptz au papier journal dudict jour. Pour ce

IX L. XI s. ts.

Le dimanche 23^e jour dudict moys de janvier audict an 564, a esté frayé la somme de cent quinze solz six deniers tournois, pour achat de thuille et pour la monter, selon le contenu des articles couchez audict papier journal dudict jour. Pour ce

CXV s. VI d. ts.

Somme du présent chappitre quarente liures quatre solz six deniers.

Aultres mises faictes par lesdicts marguilliers, en l'année 1564, ainsi qu'il s'en suit :

Premièrement, ont frayé la somme de vingt liures dix solz six deniers tournois pour besongnes faictes en ladicte église par les personnes denommées et pour les causes plus à plain contenues en ung feuillet de papier que l'on n'a voullu transcrire par le menu pour obuier à prolixité de compte, selon que souuent a esté dict cy-deuant en pareil cas. Pour ce icy

XX L. X s. VI d. ts.

Suivent diverses dépenses étrangères à l'église, et notamment celles qui ont été faites pour réparer une maison advenue à la fabrique et « qui souloit appartenir à feu Jehan Desages, en son

viuant marchand demourant à Monstereau, assise audict lieu, faisant le coing, par bas, de la rue Couuerte, vulgairement appellée la maison du coing des Pastriceats, laquelle estoit redeuable en grosses rentes et arréraiges enuers ladicte fabrice. Et pour ce qu'elle estoit en ruyne auroit convenu ausdicts marguilliers de faire en icelle plusieurs réparations nécessaires et utiles...»

Aultres mises faictes touchant les salaires et vacations desdicts marguilliers comptables, pour le temps desdictes seize années.

Fault noter que, en l'année 1549, lesdicts comptables ou aucuns de ceulx subrogez au lieu des déceddez se seroient employez en l'exercisse de la charge et office de marguilliers, et en ce faisant auroient vagué aux affaires ordinaires et extraordinaires de la fabrice d'icelle église non seulement en l'église et au dedans de la ville, mais oultre en plusieurs aultres affaires extraordinaires qui se sont présentéz pendant et avant le temps desdictes seize années. Pour ce faict se seroient transportez ès villes de Paris, Sens, Nemoux, au port de Beaumolins pour achepter et faire charger les pierres de Saint-Leu et liers employez aux bastimens de ladicte église, ainsi que plus au long appert par le présent compte; par la lecture duquel est facile de juger et congnoitre les grandes vacations faictes en ladicte église. Pour lesquelles requièrent leur estre taxé la somme de quatre cens liures tournois. Pour ce

IIII c. l. ts.

En somme, la dépense totale s'élève à 8,263 l. 15 s. 7 d.

NOTE SUR LA DÉDICACE DE L'ANCIENNE ÉGLISE DE CHAMPDEUIL

PAR M. GAUCHER,

Membre fondateur (**Section de Melun**).

Peu de communes possèdent des archives aussi intéressantes que celle de Champdeuil, canton de Mormant. Parmi les documents qu'elles renferment, il est un compte de fabrique entre autres qui, croyons-nous, mérite à plus d'un titre d'être connu. C'est le compte particulier dressé au sujet de la dédicace de l'ancienne église : il se trouve compris dans le compte général rendu « par Pierre « Georget marg^{lier} de l'église parrochial mons^r Saint-Marcial de « Champdeur, le VIII^e may V^e cinq^{te} cinq, des receptes et mises « par luy faictes depuis le vingt-sixiesme jour du moys d'april « mil cinq cens cinquante troys jusques à pareil jour mil cinq cens « cinquatze. » (*sic*).

Nous donnons ci-après la copie littérale de ce compte, ainsi que quelques détails que nos recherches nous ont permis d'y joindre.

I.

Aultres mises faictes par ledict Rendant des fraiz par luy faiciz pour la dédicasse de lad^e église.

Et premièrement,

A esté payé a mons^r le doyen de Meleun pour son salaire d'auoir parlé a leuesque qui a dedié la dicte eglise, faict les memoires et baillé les instructions aud. Rendant en qu'elle sorte il se debuoit gouverner au faict de lad. dedicasse : La somme de vingt deux solz six deniers tourn[—] p^{er} ce

XXII s. VI d. tz.

Item pour le salaire et despen[—] dudict Rendant destre allé expres aud. Meleun par troys jours pour parler aud. euesque (1) : La somme de quinze solz tourn[—]

(1) Louis II, comte de Bourbon, occupait alors le siège archiépiscopeal de Sens. Il est mort le 17 mars 1556.

pour ce Alloué X s. tz.

Pour deux aultres journez dud Rendant qui seroit allé parler aud euesque affin destre certain du jour qui voudroit dedier lad église et pour marchander au pintre qui auroit faict les rondeaulx de lad. eglise La somme de quinze solz tourn[—] po^r ce Alloué X s. tz.

Pour deux aultres journez aud Rendant qui seroit allé dud lieu de Champdeur au lieu de Machau po^r parler aud euesque et savoir de luy quant Il viendroit dedier lad eglise La somme de quinze solz tourn[—] po^r ce XV s. tz.

Pour une aultre journée dud Rendant qui auroit esté de reche faud lieu de Machau avec le curé dud Champdeur pour parler aud euesque La somme de sept solz six deniers tourn[—] po^r ce VII s. VI d. tz.

Pour deux aultres journées dud Rendant qui seroit allé avec ung harnoyz aud Meleun le mercredi et vendredi pour faire f^{re} des sallieres pour mettre des Reliques aux autelz et demander les chappes a saint-père La somme de quinze solz tourn[—] po^r ce XV s. tz.

A esté payé par ledict Rendant le jo^r de vendredi deuant la dedicasse, en poisson morue saulmon maqueraulx fraiz sallez et deux maqueraulx fraiz pour le disné et souppé dud euesque et ses gens La somme de vingt ung solz neuf deniers tourn[—] po^r ce XXI s. IX d. ts.

Ledict jour pour une manequynée de febues en gousse a esté payé IIII s. tz.

En guynes et serises led jour XVI d. tz.

Po^r le souppé de samedi en morue saulmon et maqueraulx La somme de X s. tz.

Pour quatre petites sallieres destain qui ont esté achesptées par led Rendant pour mettre des saintes Reliques aux

autelz de lad. eglise la somme de dix solz tourn[—] po^r ce

X s. tz.

En saintures et ruben pour mectre a des amys pour seruir a ladicte eglise La somme de cinq solz tourn[—] po^r ce

V s. tz.

Pour une journée et despen[—] dudict Rendant, destre venu en ceste ville de Meleun pour querir les chappes de Saint Père, de la vesselle et de la viande pour le jo^r de ladicte dedicasse La somme de sept solz six deniers tourn[—] po^r ce icy

(En marge : *Nihil gratis*)

A esté payé par ledit Rendant pour le disné dudict euesque le mardi premier jo^r quil arriua aud Chandeur tant en vng oison, deux pouletz, vne liure de lard que pain et vin. La somme de douze solz tourn[—] po^r ce icy

XII s. tz.

Jtem auroit esté payé par ledict rendant le jeudi de deuant la dedicasse pour le soupe dudict euesque en poulletz oisons lard pain et vin. La somme de quinze solz tourn[—] po^r ce icy

XV s. tz.

Plus a esté payé pour du sucre pour ledict euesque, La somme de deux solz six deniers tourn[—] po^r ce

II s. VI d. tz.

Pour quatre douzenne dœufz qui ont esté despensez tant le samedi dymanche que lundj de lad dedicasse. La somme de huict solz neuf deniers tourn[—] pour ce icy

VIII s. IX d.

Pour six liures et demye de lard pour larder la viande ledict jour de la dedicasse, au pris de deux solz tourn[—] pour liure, qui est en somme

XIII s. tz.

Pour la chair de beuf qu'il auroit conuenu auoir pour le disné led jo^r de dymanche, La somme de vnze solz six deniers tourn[—] po^r ce

XI s. VI d. tz.

Pour vng veau entier qui auroit esté achepté pour led jour

XXXVII s. VI d. tz

Pour vng mouton La somme de trente-sept solz six deniers tourn[—] po^r ce

XXXVII s. VI d. tz.

Pour quatorze boisseaulx de bled froment qui ont esté conuertiz en pain et despensez en faist lad dedicasse, La somme de quatre liures six deniers tourn[—] po^r ce

III t. VI d. tz.

Pour vng muy et demy de vin qui a esté beu tant par led. euesque, sés gens que par les paroissiens dud Champ-deur au faict que dessus La somme de sept liures deux solz six deniers tourn[—] po^r ce icy

VII t. II s. VI d. tz.

Pour cinq pintes et choppine de vin que ledict Rendant enuoya querir au lieu de Guignes en deux foys par le comend^t dud euesque, avec vng petit pain blanc, La somme de huict solz neuf deniers tourn[—] po^r ce icy

VIII s. IX d. tz.

Pour vng quarteron de foing pour les chevaux tant dud euesque que de troys personnes estant avec luy La somme de vingt solz tourn[—] po^r ce

XX s. tz.

Pour douze boisseaulx dauoyne quil a conueni auoir pour lesdictz chevaux La somme de trente-six solz tourn[—] po^r ce

XXXVI s. tz.

A este payé audict euesque pour son salaire dauoir dedié ladicte église et pour la consecra^{on} des troys autelz (1) La somme de seize liures dix-huict solz tourn[—] po^r ce icy

En marge : *Affirmé vray par led mguilier.*

XVI t. XVIII s. tz.

Au clerc dudict euesque pour son salaire La somme de dix-sept solz six deniers tourn[—] po^r ce icy

XVII s. VI d. tz.

Au p^{bre} qui a veillé ladicte église La somme de vnze solz quatre deniers

1, Grand autel, celui de la Sainte-Vierge et celui de saint Blaise.

tourn po^r ce icy

XI s. III d. tz.

A Maistre Pierre Meusniers, greffier du doyen de Meleun et a vng chantre de l'egl^e n^{re} dame de Meleun pour leurs sall^{re} dauoir aydé a f^{re} le seruice et tenu chappe le jour de lad dedicasse La somme de trente cinq solz tourn po^r ce icy

XXXV s. tz.

A esté payé a vng chantre de Machau qui auroit aydé a veiller lad église et tenu chappe ledict jour de lad dedicasse, La somme de dix solz tourn po^r ce

X s. tz.

A esté payé a vng Religieux de st Magloire pour avoir aydé a f^{re} le seruice et tenu chappe par le comend^t dud euesque, La somme de vingt troys solz tourn po^r ce

XXIII s. tz.

A vug homme deglise qui auroit chanté messe le jour de lundi lendemain de ladicte dedicasse la somme de trois solz tourn po^r ce icy

III s. tz.

A Fiacre Daud la somme de sept solz six deniers tourn pour cinq poulletz par lui forniz pour le disné et souppé du jo^r de lad dédicasse po^r ce icy

VII stz. VI d. tz.

A Guill^e Barbet pour quinze poulletz par lui fourniz pour les causes que dessus six solz tourn po^r ce icy

VI s. tz.

Audict Rendant la somme de vingt vng solz tourn pour cinq oisons et vng poulllet par luy acheptez et forniz tant pour le dymanche que pour le lundi, po^r ce icy

XXI s. tz.

Pour six liures de beurre quil a conuenu auoir tant pour le vendredi, samedi, dymanche que lundi au pris de deulx solz tourn la liure po^r ce

XII s. tz.

A Pasquier Moireau, pour des febues vertes et des guignes

XV d. tz

Pour une poulle

III s. IX d. tz.

A vng cuisinier qui auroit habillé et

accoustré les viandes cy-dessus decl^{ez}, le
vendredi, samedi, dymanche que lundy
a esté payé la somme de vingtsolz tourn
po^r ce icy

XX s. ts.

Pour six aulnes de thoille siree pour
seruir a ladicte dedicasse pour mectre
sur les autelz, la somme de quarante solz
six deniers tourn — po^r ce

XL s. VI d. ts.

A Nicolas Lambert la somme de soi-
xante-quatorze solz dix deniers tourn —
pour plusieurs marchandises par luy
fournyes à plain contenues es décl^{on}
en ses partyes cy rendues, po^r ce icy

LXXIII s. X d. tz.

Pour le salaire des personnes qui se-
roient venuz en ceste ville de Meleun tant
pour querir les chappes de labbaye de
St Pere, porter la vesselle et viende aud
lieu de Champdeur, a esté payé par
ledict Rendant la somme de sept solz six
deniers tourn — po^r ce

En marge : *Nihil gratis.*

Pour le salaire de Blaise Desbordes
qui auroit ramené du lieu de Champdeur
lesd. chappes et vesselle et remmené du
plastre par plus^{rs} foys, ensemble la fer-
raille des portes de lad eglise, a esté
payé par ledict Rendant la somme de
quinze solz tourn — , pour ce icy

En marge : *Nihil gratis.*

Item pour troys sçacs de charbon
quil a conuenu auoir pour faire du feu les
jo^r et nuict de lad dedicasse, a esté payé
la somme de troys solz neuf deniers
tourn — po^r ce icy

III s. IX d. ts.

Item au barbier de Songnolles pour
auoir faict la barbe dud euesque a esté
payé par led Rendant la somme de

V s. tz.

Item a esté payé a Pasquier Moireau
pour auoir faict vng pourpoint audict
euesque et racoutré son manteau la
somme de cinq solz tourn , po^r ce icy

V s. tz.

Item, a Estienne Villers pour son salaire dauoir faict des rondeaulx et croix pintes en ladicte église, a esté payé par ledict Rendant la somme de six liures douze solz six deniers tourn[—] comme appert par quitan[—] dud. Villers, cy rendue, po^r ce jcy

VI l. XII s. VI d. ts.

Pour la dépen[—] dud. Villers pendant le temps quil a faict lesditz rondeaulx ; tant en pain, vin q^e autre viende, a esté payé par ledict Rendant la somme de vingt six solz tourn[—], po^r ce jcy

XXVI s. tz.

Item pour cinq fromaiges qui ont esté acheptez et fourniz par ledict Rendant au faict que dessus, a esté payé la somme de neuf solz huict deniers tourn[—], pour ce

IX s. VIII d. tz.

A esté payé a Anthoine Helye pour six journées quil a faictes a seruir a lad. eglise la somme de dix-huict solz tourn[—] po^r ce jcy

XVIII s. tz.

A esté payé a Jehan Desbordes dict Bordis pour cinq aultres journées quil a faictes a seruir a la dicte eglise la somme de quinze solz tourn[—] po^r ce

XV s. tz.

A esté payé a ung maçon pour quatre journées et demye quil a vacquées a remasonner les murailles du cymetière, la somme de treize solz six deniers tourn[—] po^r ce jcy

XIII s. VI s. tz.

A esté payé a Fiacre David pour auoir aydé au macon vne journée la somme de deux sols six deniers tourn[—] po^r ce

II s. VI s. tz.

A esté payé pour troys mynes de chaulx qui ont esté employées ausd. murailles la somme de dix solz tourn[—] po^r ce jcy

X stz.

Pour troys mynes de plastre pour employer a lad. église, a esté payé

XII s. tz.

Pour huict voyes de sablon quil a co[—]uenue auoir tant pour mectre dedans

leglise que pour massonner, a esté payé par ledict Rendant la somme de vingt-cinq solz tourn[—] po^r ce jcy

XXV s. tz.

Pour troys cordons de boys et vng demy cent de fagotz qui ont esté bruslez pendant lad dedicasse a esté payé par ledict Rendant la somme de quarante sept solz tourn[—] po^r ce

XLVII s. tz.

Pour larrivaige desditz troys cordons et fagotz de boys a esté payé par ledict Rendant la somme de huict solz tourn po^r ce jcy

VIII s. tz.

A esté payé par ledict Rendant a Blaise Desbordes pour deux grandes voyes de sablon pour servir a ladicte eglise la somme de six solz tourn[—] pour ce jcy

VI s. tz.

Item a Estienne Fallatre pour sa journée dauoir aydé au mason a porter des pierres, a esté payé par ledict Rendant la somme de quinze deniers tourn[—] po^r ce jcy

XV d. tz.

Pour vne porte que ledict Rendant a fait faire, seruant a passer pour aller à la procession, estant pres le presbytaire, a esté payé par ledict Rendant la somme de

L s. tz.

Pour deux lessiues que ledict Rendant a fait faire, assauoir lune deuant ladicte dedicasse et lautre après, pour blanchir le linge tant de lad eglise que celluy que lon auroit emprunté po^r servir à lad. eglise, a esté payé par ledict Rendant la somme de douze solz tourn. po^r ce

XII s. tz.

A Laurent de Lage et ses compaignons, pour la closture faite alentour de ladicte eglise de Champdeur, a esté payé la somme de soixante troys solz tourn^s po^r ce jcy

LXIII s. tz.

Audiet de Laage pour plus^{rs} jonées

par luy faictes tant à la dédicasse que depuis icelle, de son estat de maçon, a esté payé par led. Rendant la somme de trente solz tourn[—] po^r ce jcy

XXX s. tz.

Audict de Laage pour son salaire dauoir recherché la tour de lad eglise avecques le presbitaire, et aussi recherché la granche dud presbitaire, a esté payé par ledict Rendant la somme de quatorze solz tourn[—] po^r ce

XIIII s. tz.

Pour vne myne de plastre que ledict de Laage a employée q^e pour larrivaige, a esté payé par led Rendant la somme de cinq solz tourn[—] pour ce

V s. tz.

Total

IV^{xx} IIII l. XVI s. VIII d. tz.

A ce compte, nous croyons indispensable d'ajouter les articles suivants, extraits du compte annuel ordinaire, et regardés comme y ayant été indûment inscrits. Ils devaient être portés avec la dépense à laquelle a donné lieu la cérémonie de la dédicace qui fait l'objet de cette note.

Item, pour vng chandelier de fer a mettre le sierge benist, a esté payé la somme de troys solz tourn^s, po^r ce jcy

III s. tz.

Item a esté payé a ung charpentier pour auoir faict des portes a leglise, la somme de douzeliures tourn[—] po^r ce jcy

XII s. tz.

Item pour auoir faict ferrer ces portes et pour les chandeliers dalentour de ladicte eglise. La somme de quatorze liures douze solz tourn[—] po^r ce jcy

XIII l. XII s. tz.

Item a esté payé a Fiacre Daud pour auoir faict la quantité de dix-huict aulnes de thoille, marqué deux nappes et douze seruiettes, La somme de vingt solz tourn[—] po^r ce jcy

XX s. tz.

Item a esté payé a Jehan Peronny tant pour auoir couppé le boys des arbres du cymetière que pour auoir racoutré les balenciers des cloches, La somme de cinq solz tourn[—] po^r ce jcy

V s. tz.

Plus audict Peronny pour vng cent

et demy de thuille pour recouvrir ladicte
eglise, La somme de dix solz tourn po^r
ce jcy X s. tz.

Pour du clou a chantignolle et dautre
moyen clou pour racotrer tant les clo-
ches que les auvens dalentour de lad
eglise, La somme de troÿs solz tourn[—]
po^r ce jcy III s. tz.

A esté payé pour le deuidaige du fillet
de ladicte eglise, tant chanure que lin (1),
La somme de quatre solz tourn po^r ce IIII s. tz.

A esté payé a ung nomme Vignon
pour auoir depessé vne piece de thoille
apparten^t a ladicte eglise la somme de
deux solz six deniers tourn po^r ce II s. VI d. tz.

Total général (2). . . . CXIII l. XVI s. II d. tz.

II.

Dédier une église, une chapelle, n'était pas cérémonie absolu-
ment rare dans les siècles passés, où les pratiques religieuses
étaient scrupuleusement observées.

Eusèbe fait remonter l'origine de la dédicace des églises au
règne de Constantin, et le cardinal Bona dit que cette fondation
est apostolique. Nous n'insisterons pas sur leurs dissertations,
car nous ne voyons-là que l'imitation de la dédicace du Temple
de Salomon, ainsi que nous en ferons plus loin le rapproche-
ment.

De nos jours, on ne va généralement pas plus loin que la béné-
diction ; sans être aussi importante, cette cérémonie ne laisse
pas de se célébrer avec pompe, au milieu d'un grand concours de
fidèles.

La solennité de la bénédiction de la nouvelle église de Champ-
deuil est encore toute présente à la mémoire des habitants ; mais
combien a dû être grande et imposante, pour leurs pères, celle de
la dédicace de l'ancienne !

(1) Ce fil provenait de deux faits par les personnes qui venaient invoquer saint
Blaise, pour le mal de gorge ; elles passaient un écheveau de fil autour du cou de
la statue de ce saint (Notice lue à la séance du 1^{er} mars 1868).

(2) Cette somme représenterait aujourd'hui plus de 500 francs.

L'évêque seul, dans son diocèse, a qualité pour dédier une église ; il peut aussi les bénir ou déléguer, à cet effet, tel membre du clergé qui lui convient. Les instructions à suivre et les prières à réciter pour cette dernière cérémonie sont indiquées au rituel, qui reste muet lorsqu'il s'agit d'une dédicace.

Les églises consacrées se distinguent intérieurement de celles qui ne le sont pas, par douze croix gravées aux murailles ou aux piliers s'il en existe (six de chaque côté). Le plus ordinairement, elles sont peintes sur un fond d'azur *carré* ou *rond* plutôt que gravées, ainsi que nous l'avons remarqué dans plusieurs églises, notamment dans celle de Crisenoy, notre voisine.

Les croix peintes dans des *rondeaux* sur la muraille de l'église de Champdeuil, malgré leurs trois siècles passés, se voyaient encore, lors de la démolition de l'édifice, en 1860 (1). Nous pensons que les *six livres douze sols six deniers* payés au peintre Villers qui les a faites, suffisent pour démontrer clairement que leur nombre, à onze sous et un demi denier chacune, était de douze. Les chandeliers s'y trouvaient également.

La dédicace d'une église est suivie d'une octave, et chaque année on célèbre son anniversaire.

Depuis le concordat de 1802, l'anniversaire de toutes les églises de France se fête le dimanche après l'octave de la Toussaint. Cette solennité fut établie par le cardinal Caprara, légat de Pie VII, pour rendre grâce à Dieu du rétablissement du culte catholique et consacrer de nouveau les temples qui, presque tous, avaient été profanés pendant la révolution (2).

Au milieu ou au bas de chacune des croix peintes, dont nous avons parlé, est une broche ou pièce de fer qui supporte le chandelier destiné à recevoir un cierge allumé le samedi, après les vêpres, veille de la dédicace (3).

Cet usage était scrupuleusement observé ici. Nous trouvons au compte de fabrique de 1565 la dépense ainsi constatée :

« Item, payé à Nicoll^r Lember, mercier, dem. à la Croix-
« Blanche, faubourg de Melleun, pour liure de cire, conuertie en
« pointe, pour le jour de la dédicace, la somme de dix sols
« tournois icy X s. ts. »

A la secrète de l'office de la fête anniversaire, les mots entre

(1) L'église actuelle a été reconstruite sur le même emplacement.

(2) Dictionnaire encyclopédique.

(3) Bref ou ordo de Meaux, suivant le rit romain, année 1860.

parenthèse ne sont prononcés que dans les églises consacrées (1). Le missel de Sens, édition de 1715, ne fait pas cette distinction. Aux vêpres, dans beaucoup de paroisses, l'usage serait d'encenser les croix, on a dit quelquefois les piliers.

Les églises consacrées sont donc, ce jour-là, l'objet d'un culte particulier. Celle de Champdeuil a vu varier trois fois les formes de ce culte : suivant Sens jusqu'en 1842, Meaux (1858) et Rome (1860).

Nous remarquons, par ce qui a été servi aux divers repas de l'évêque : fèves vertes, guignes, cerises, voire même les maquereaux frais, dont la pêche se fait de mai à juillet, que la consécration de l'ancienne église de Champdeuil eut lieu en 1553, incontestablement, et pour la fête patronale Saint-Martial, premier juillet.

Il est probable que la nouvelle église de Champdeuil ne recevra jamais l'honneur de son aînée : pourtant une semblable cérémonie serait suivie avec intérêt dans ces temps où, de tous côtés, on se plaît à faire revivre le passé.

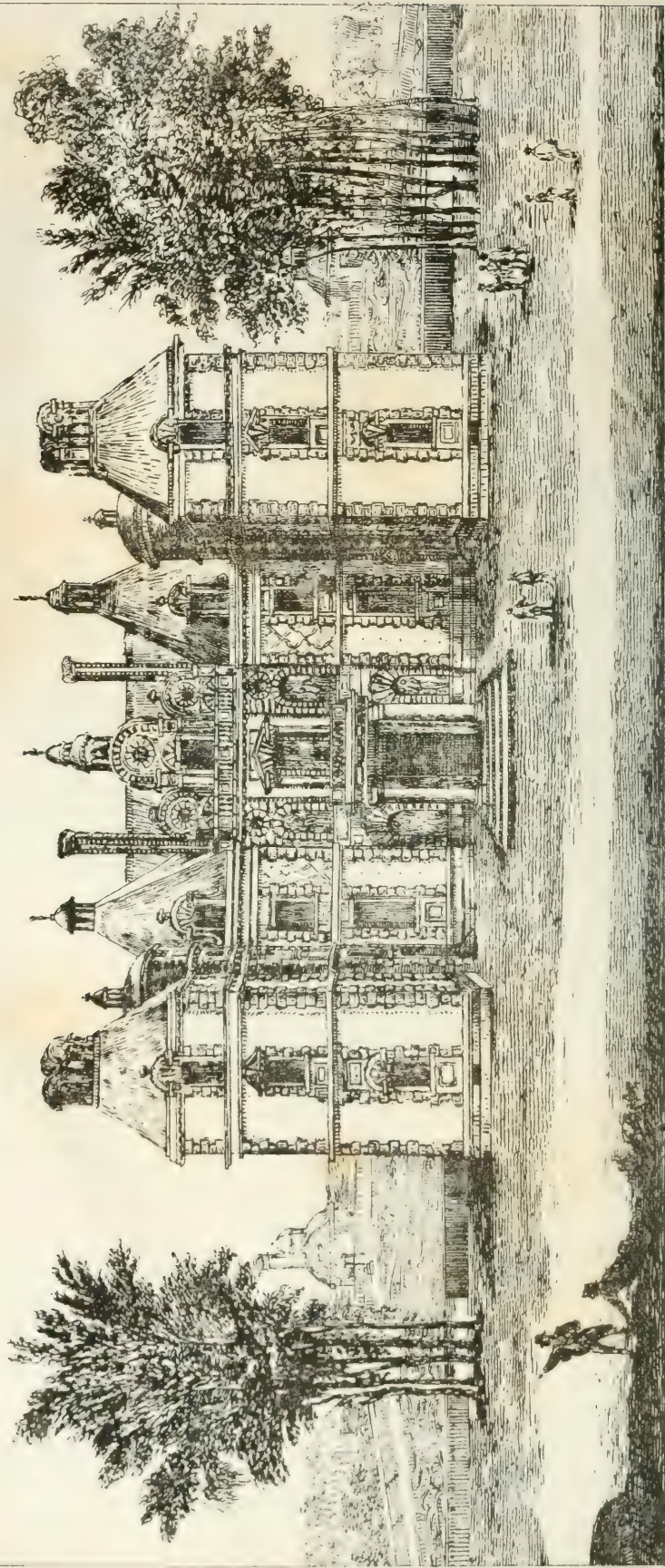
La Bible, au 3^e livre des rois, décrit la dédicace du Temple que Salomon fit élever au vrai Dieu. Comme cette cérémonie, la dédicace de l'église de Champdeuil dura sept jours entiers en prières et en sacrifices : du mardi, arrivée de l'évêque, au lundi suivant. Tout le charbon et le bois brûlés dans cet espace de temps, ne saurait avoir eu d'autre objet que les sacrifices.

Combien de démarches, que de préparatifs aussi pour arriver à donner à cette solennité toute la pompe qu'elle comportait ! Des reliques, des ornements prêtés, surtout par l'abbaye de Saint-Père de Melun, — parce que l'abbé est le décimateur et le collateur de l'église, — sont apportés avec empressement. Des travaux d'appropriation sont exécutés à l'église, au cimetière, au presbytère, rien n'est négligé.

Une plume plus compétente que la nôtre aurait, nous le savons, dit davantage sur l'ensemble de cette cérémonie. Mais cette note n'a d'autre but que de donner une idée du prix des journées, des charrois, des denrées, des ouvrages et de certaines marchandises ; enfin, de ce qui se faisait et se disait en telle circonstance, au milieu du xvi^e siècle. Le menu des repas servis à l'évêque, peut nous faire remarquer qu'il n'eût du bœuf à sa table que le dimanche et qu'une sorte de légume. Enfin nous voyons que le

(1) Bref de Meaux.

pourpoint continuait à être de mode, que la barbe n'était pas portée par le prélat Sénonais, à l'exemple de notre illustre compatriote Jacques Amyot, et, qu'à défaut de bons chemins, c'était encore le temps de chevaucher.



CHATEAU DE FRESNES. 1620.

NOTICE HISTORIQUE SUR FRESNES

Canton de Claye, arrondissement de Meaux,

PAR M. TH. LHUILLIER,

Secrétaire général de la Société.

On passerait sans s'arrêter devant Fresnes, modeste commune du canton de Claye, à l'aspect pittoresque pourtant, au territoire bien cultivé et baigné par la Beuvronne, par la Marne et par le canal de l'Ourcq, si cette petite localité ne réveillait le souvenir d'un grand nom.

Là s'élevaient autrefois un château superbe, une chapelle chef-d'œuvre de Mansart ; et ce château, cette chapelle ont appartenu à l'une de nos gloires nationales les plus pures, au chancelier d'Aguesseau.

En faut-il d'avantage pour captiver l'attention, pour inspirer l'idée de rétablir un instant le passé oublié de ce village de moins de 400 âmes ?

Paroisse de 50 feux à peine au dernier siècle, elle s'étendait sur onze cents arpens et se rattachait au bailliage de Meaux sous le rapport judiciaire, au doyenné de Claye pour la juridiction ecclésiastique ; ses dîmes se partageaient entre le seigneur, la fabrique et le curé du lieu, le grand prieur de France de l'ordre de Malte, (à cause des dépendances de Choisy-le-Temple) et les grands chapelains de la cathédrale de Meaux.

La terre seigneuriale de Fresnes, agréablement assise à trois lieues de Meaux, vers l'ouest, et à sept lieues seulement de la capitale, était recherchée si nous en jugeons par la qualité et la richesse de ses possesseurs. Ce qui la recommandait surtout, c'était la beauté du château, l'ordonnance de ses constructions, l'agrément de ses jardins descendant jusqu'à la Marne, des sinés avec goût, abondamment arrosés et ornés de plantations séculaires.

Tour-à-tour châtellenie, baronnie, comté, marquisat, pendant les trois derniers siècles, le château de Fresnes conférait à son possesseur tous droits de justice dans une circonscription étendue, sauf appel au châtelet de Paris.

A côté du château s'élevaient modestes, mais assez régulièrement alignées, les maisons des vassaux, heureux sans doute sous des seigneurs comme d'Aguesseau, et l'église paroissiale dédiée à St-Sulpice, chétif monument moderne, desservi aujourd'hui par un pasteur voisin, le curé d'Annet. Le clocher carré, présentant de tous côtés ses ouïes béantes, s'annonce dans le paysage par des ornements en briques rouges qui tranchent sur le reste de l'édifice. Cette église a remplacé un monument, sinon remarquable, du moins de style ogival du ^{xiii}^e siècle, car un titre de 1250 en fait mention. L'église de *Frawini* est également citée dans le pouillé du diocèse de Meaux dressé en 1363.

Dès la fin du ^{xii}^e siècle Drocon ou Dreux de Fresnes et Mario d'Ozoir cèdent, avec Henri de Berron, écuyer, et Mathieu de Compans, à l'Hôtel-Dieu de Paris, des biens et des dîmes qui leur appartiennent à Thieux, Compans et Villeneuve-sous-Dammartin. Peu de temps après, au mois de décembre 1201, Dreux de Fresnes vend encore au même établissement hospitalier moitié de sa dîme de Thieux, amortie par Guillaume d'Aulnoy, sénéchal de Dammartin. (1)

En 1253 un Jean de Fresnes est cité par Dom Duplessis, historien du diocèse de Meaux.

Ici l'on perd de vue, pendant une certaine période, cette petite localité, qui fut alors dotée de son premier château féodal, remanié et agrandi dans la suite.

Au ^{xv}^e siècle le manoir de Fresnes est mentionné dans un testament reçu par le curé du lieu, François Leclère, qui, cent ans plus tard, eut pour successeur une célébrité. La réforme prenait naissance dans le pays Meldois, et l'évêque Guillaume Briçonnet attirait autour de lui des prêtres instruits, distingués, habiles prédicateurs, mais tolérants en face de l'éclosion des idées nouvelles; Pierre Caroli, l'un de ces prêtres, chanoine de Sens et savant théologien, fut placé successivement à la cure de Fresnes, puis à celle de Tancrou.

Caroli avait obtenu dans les églises de la capitale des succès oratoires « *malgré les puissances*, » selon l'expression consacrée par l'auteur de l'histoire de l'église gallicane; dans le diocèse de Meaux, sa parole ne déplut pas moins au clergé séculier qui intrigua contre l'évêque et les nouveaux prédicants. Des démêlés graves s'en suivirent, et, à la suite d'un procès en forme, Caroli, Jacques Le-

(1) Arch. de l'Hôtel-Dieu de Paris.

febvre, Girard Roussel et quelques-uns de leurs confrères furent décrétés de prise de corps en 1525. François I^{er}, alors prisonnier en Espagne et néanmoins informé de ces démêlés, n'y prit part que pour contenir le zèle du parlement, il ordonna de suspendre la procédure, et Caroli, maintenu en liberté, dut pourtant quitter le pays Meldois.

En 1547 le seigneur de Fresnes qui possédait aussi la terre d'Isles-lès-Villenoy et le fief Le Boulanger, dans la prairie de Condé-S^{te}-Libiaire, rendit hommage de ce dernier fief à Jean Thiboust, seigneur de Voulangis ; trois ans après, le 10 juillet 1550, Henri II, lui fit l'honneur de s'arrêter dans son château, où les rois ses successeurs devaient revenir à plusieurs reprises dans la suite. (1)

Fresnes appartenait alors à Florimond Robertet, conseiller d'État et des finances du royaume.

Bientôt, Marie Robertet, sœur de Florimond et épouse d'André Guillard, lui succède ; dans l'hommage qu'elle rend au roi, le 14 octobre 1574, de sa terre et haute justice de Charmentray, elle est qualifiée dame de Fresnes. (Archives nationales, P. 16 ; 402^e pièce).

La ligue et les troubles qu'elle fit naître dans la contrée se mêlent douloureusement à l'histoire du village dont nous nous occupons.

Les ligueurs et les royalistes viennent tour-à-tour envahir les maisons et mettre les habitants à contribution ; les premiers s'emparent du château, arrachent les armoiries de France de la chapelle qu'il souillent odieusement. « Les soldats, au rapport de Dom Duplessis (histoire de l'église de Meaux, p. 388), n'eurent point d'autre privés pendant le temps de leur séjour. »

L'Estoile raconte aussi le fait avec quelques détails. D'après lui le chevalier d'Aumale, Claude de Lorraine, abbé commendataire du Bec et de Saint-Faron de Meaux, ligueur effréné, colonel général de l'État et couronne de France, qui joignait le caractère religieux à des habitudes de débauche, se rendit, au mois de février 1589, de Poissy au château de Fresnes, appartenant à M. d'O, l'un des plus zélés partisans de la royauté. Là, il fit tuer en sa présence huit soldats et ordonna un pillage complet des meubles qui s'y trouvaient. Etant entré dans la chapelle enrichie de beaux orne-

(1) Itinér. des rois de France. — Pièces fugit. pour servir à l'histoire de France : Paris, 1759.

ments, des armes du roi et de tableaux des plus grands maîtres, il aida à mettre tout en pièces, et ses satellites ne se retirèrent qu'après avoir souillé la chapelle de leurs immondices (1).

C'est là que se trouvait en effet le chevalier d'Aumale, à la tête d'une troupe de ligueurs, quand il apprit que son secrétaire Simon Poncet, poète satirique, originaire de Melun, se faisait condamner à la potence, — dit encore le chroniqueur L'Estoile (2), pour les voleries et pilleries auxquelles il s'était livré au nom de son maître. D'Aumale tenait à son secrétaire, il prit la poste, de façon à gagner Paris le 27 février, assez à temps pour sauver Poncet, qui put, dans la suite, livrer à la publicité un petit recueil de ses vers, aujourd'hui recherché des curieux.

De 1589 à 1605, Jacques et Philippe Canaye prennent le titre de seigneurs de Fresnes, à raison de certains fiefs, tout à fait secondaires, mais ils ne possédèrent pas le château, qu'habitait en 1589-1594 François, marquis d'O, seigneur de Maillebois, maître de la garde-robe de Henri III, gentilhomme de la chambre, surintendant des finances, gouverneur de Paris et de l'Île-de-France.

Celui-ci fit à Fresnes des travaux importants, et nous voyons par une gravure de Claude Chastillon qu'il appelait son domaine Fresnes d'O (3). Israël Silvestre, au pied d'une de ses estampes, attribue même la construction du château à François d'O. Ce seigneur, qui portait « d'hermines au chef dentelé de gueules, » mourut au

(1) *Mém. de L'Estoile*. — M. Chautard; *Notice sur Claude de Lorraine dit le chevalier d'Aumale*; Nancy, 1872.

(2) *Journal du règne de Henri III*. — *Preuves de la satire Ménippée*, édition de 1752, t. 3, p. 333.

(3) On connaît un certain nombre de gravures anciennes se rattachant à Fresnes; nous citerons :

I. Fresnes — Dav (d'O) maison magnifiquement bastie, gravée par Claude Chastillon.

II. Veüe du château de Fresnes, bâti par Messire Francois d'O, chevalier des ordres du roi, gouverneur de Paris, et appartenant à présent à M. Hennequin, conseiller au Parlement; gravure d'Israël Silvestre.

III. Château de Fresnes, deux gravures de Mérian, du XVII^e siècle.

IV. Veüe et perspective de Fresnes, du côté du jardin, appartenant à M. de Guénégaud; — Pérelle, fecit (grand in-8^o en largeur, avec blason).

V. Fresnes, veüe et perspective du côté des jardins; gravure d'Israël.

VI. Plan de la chapelle du château de Fresne, à Mgr d'Aguesseau; Mariette, excudit.

VII. Coupe et profil de la chapelle; Chevotel, del.; Blondel sc. (2 planches).

VIII. Coupe et profil id.; par Mariette.

IX. Chapelle de Fresne (très-petite gravure avec plan au-dessous).

mois d'octobre 1594, sans laisser d'enfant légitime. Sa terre passa à Jacqueline d'O, fille de Charles, seigneur de Baillet, laquelle épousa en premières noces Pierre de Morais, et en secondes noces, le 11 avril 1609, Charles d'Harcourt, comte de Croisy. Dès les premières années du xvn^e siècle, sans doute à la mort de Pierre de Morais, Fresnes fut vendu à Jean Forget, baron de Maflée, président à mortier au parlement de Paris, qui le laissa à Pierre Forget, son frère cadet, s^r de Veret et du Fau, chevalier des ordres du roi.

Puissant par sa position et maître d'un honnête fortune, ce dernier entreprit dès 1608 de reconstruire son château, et fit preuve d'un goût et d'un luxe peu communs. Il réédifia aussi l'église paroissiale, mais avec autant de simplicité qu'il avait mis de magnificence à décorer sa propre habitation.

P. Forget était un homme habile, généreux, estimé. Généalogiste de l'ordre de Saint-Michel, secrétaire des finances, ambassadeur en Espagne, puis secrétaire d'État et intendant des bâtiments, il aimait les lettres, les arts qu'il protégeait, et cultivait même la poésie avec succès. Henri IV l'ayant chargé de rédiger le fameux édit de Nantes, c'est dans sa demeure de Fresnes qu'il s'y consacra de concert avec le ministre protestant David Chamier. Forget recevait grande société; le 25 août 1596, il célébra dans l'église de Fresnes le baptême de sa fille Gabrielle, dont le parrain fut son allié Honorat de Beauvilliers, comte de Saint-Aignan, et la marraine « noble dame Gabrielle, marquise de Montceaux. » (Registres de l'Etat civil de Fresnes). Au mois de septembre suivant, on baptisait encore chez lui une fille de Messire Etienne Forget, conseiller du roi, trésorier général de l'artillerie; cette enfant eut César de Vendôme, fils légitimé de Henri IV, pour parrain, et pour marraine encore la belle Gabrielle d'Estrées, représentés cette fois par Philippe de Campagnol et Isabelle Babou, marquise d'Escoubleau de Sourdis.

Un autre baptême inscrit en 1606 sur les registres de la paroisse nous donne le nom de noble homme Jacob... trésorier général de la maison de Messire Pierre Forget, secrétaire de la chambre du roi.

Le seigneur de Fresnes mourut le 22 avril 1610, à 66 ans, du chagrin que lui fit éprouver le meurtre du Béarnais. Pierre L'Estoile, dans son Journal, constate l'inhumation de Pierre Forget, le samedi 24 avril 1610. « Il est mort riche de trois cent mille écus, remarque le chroniqueur, contre l'opinion de la plupart qui ne pensaient pas, vu la grande despense qu'il faisoit, estant excessif

en tout et si somptueux en meubles qu'il avoit des lits tout d'ébène, qu'on lui en dût trouver la moitié. Mais des gens de son mestier, on n'en voit pas mourir pauvres. » (1).

Sa veuve, Anne de Beauvilliers de Saint-Aignan, conserva la jouissance de la châtellenie de Fresnes et, par contrat du 24 février 1628, fonda une chapelle dans l'église paroissiale avec une messe basse hebdomadaire pour le repos de l'âme de son époux.

Cinq ans plus tard, Anne de Beauvilliers fit don de son domaine, en y joignant la terre d'Olivet, à François de Beauvilliers, pair de France, lequel laissa ses biens, trois ans après, à François, son fils, qui fut aussi pair de France, devint premier duc de Saint-Aignan et mourut le 16 juin 1687.

Dans cette période se produisent incidemment un vicomte et un baron de Fresnes : Henri-Catherine Bazin, chevalier, vicomte de Fresnes, rend hommage de son fief de Breuil à l'abbé de Lagny ; il était bailli de Soissons et avait épousé une fille du gouverneur de Meaux, Vespasien Grangier, gentilhomme ordinaire, seigneur de Montceaux, Chalifert et Jablines. En 1656, nous voyons un des seigneurs de Gesvres, Bernard Potier, se qualifier baron de Montjay et de Fresnes, seigneur engagiste de Dammart.

La terre de l'ancien secrétaire d'Etat fut achetée, à la mort du duc de Saint-Aignan, par Henri de Guénégaud du Plessis, marquis de Plancy, comte de Rieux et de Montbrison, s^r du Plessis-Belleville, qui signala son passage par l'adjonction de deux ailes et de pavillons au superbe château élevé par Pierre Forget.

Guénégaud marié à Elisabeth de Choiseul du Plessis-Praslin, le 23 février 1642, devint également secrétaire d'Etat. C'est chez lui que, le 9 décembre 1653, Louis XIV s'arrêta pour dîner, se rendant de La Ferté-sous-Jouarre à Paris (2). Par son testament (7 septembre 1672) Guénégaud a légué 100 livres par an à la fabrique pour les deux messes fondées par Anne de Beauvilliers, et dont les revenus ne se payaient plus.

Roger de Guénégaud, son parent, mestre de camp au régiment de Royal-Cavalerie, mourut le même jour 7 septembre 1672, au château de Fresnes, alors dans toute sa splendeur et que nous essayerons de décrire.

On y arrivait par une avenue de plus de 1,500 toises, plantée de quatre rangs d'arbres, aboutissant au grand chemin de Meaux

(1) Collection Petitot, t. 48, p. 413.

(2) Itin. des rois de France.

d'un côté, à la Marne de l'autre ; aux deux tiers de l'avenue, dit d'Argenville (Voyage aux environs de Paris), se trouvaient deux gros pavillons et une belle allée avec deux terrasses, pour entrer dans une avant-cour entourée de murs, séparés par des grilles donnant sur les potagers et sur d'autres avenues qui sillonnaient le parc à perte de vue.

La droite de l'avant-cour se trouvait occupée par les basses-cours et par un potager de 20 arpents, planté d'espaliers, parmi lesquels un seul au midi prenait une étendue extraordinaire. A gauche étaient le jardin, les bosquets et quinconces, le parc où des points de vue avaient été ménagés, avec une étoile de huit allées au milieu. Ce parc, de près de 300 arpents, bordé au levant par l'avenue d'arrivée, au midi et au couchant par des canaux et des terrasses, était circonscrit au nord par la Beuvronne et par une pièce d'eau de 3 arpents couronnant le grand parterre. Des bassins à fleur de terre l'entouraient, accompagnés de cinq cloîtres de pré plantés d'arbres séculaires.

A la jonction des fossés du château avec ces pièces d'eau, deux nouveaux canaux s'ouvraient à droite et à gauche ; l'un d'eux, de 500 mètres, reportait ses eaux à la rivière, à l'extrémité du domaine. Sur la droite du parterre tournait un moulin ; au-delà, une garenne de 45 arpents et des plaines parsemées de remises variaient le paysage.

Les bâtiments seigneuriaux et les parterres occupaient une île, baignée de fossés revêtus et de ruisseaux factices alimentés par la Beuvronne.

La cour, formée d'un corps de logis avec six pavillons, dont quatre dûs à François Mansard, était vaste, accompagnée de grandes ailes terminées par deux autres pavillons.

Le château, d'après la description donnée par l'almanach de Meaux quelques années avant la révolution, était décoré de trois ordres d'architecture. Deux colonnes doriques s'élevaient de plusieurs marches sur le perron, au milieu s'ouvrait une porte, accompagnée de deux figures sculptées, placées dans des niches.

Les deux côtés de la fenêtre principale étaient ornés d'une colonne et surmontés d'un petit fronton, avec entablement coupé. Sur ce second ordre rustique régnait une balustrade de pierre, interrompue par cinq piédestaux. La fenêtre décorée de deux pilastres surmontés d'un grand fronton en arc, se terminait par un campanille.

Les deux gros pavillons qui s'avançaient aux ailes du château,

étaient flanqués à leur extrémité d'une tour ronde engagée dans le vif du bâtiment.

Enfin, les deux petits pavillons, aux angles rustiques, s'avancèrent plus que les tours.

A l'intérieur :

Le vestibule se faisait remarquer par ses colonnes doriques, au fût chargé de listels, rappelant celles des Tuileries. A droite se trouvait l'escalier, à gauche une salle à manger d'où l'on sortait par un autre vestibule sur une terrasse, suivie d'un grand parterre terminé par une allée en trompette. Cette allée, plantée de quatre rangées d'arbres, se poursuivait sur 500 toises jusqu'à un rond-point réunissant les deux terrasses et fermant le parc du côté du midi.

Les cuisines, l'office, les salles du commun et les caves occupaient l'étage souterrain.

Au premier étage, un grand appartement régnait sur la moitié du château. On y entrait par une salle des gardes et une seconde antichambre, suivie d'une galerie tenant à l'aile gauche du bâtiment et aboutissant à un salon orné de glaces. Les plafonds en dôme étaient enrichis d'arabesques. A droite de l'antichambre, le grand salon d'hiver avait sa cheminée surmontée d'une glace *en enfilade de la galerie*, dans laquelle venaient se reproduire les paysages de l'extérieur.

Le surplus du château renfermait vingt-six appartements de maîtres, des mieux disposés et décorés par des artistes, au nombre desquels on ne connaît guère aujourd'hui que François Périer, dit le Bourguignon, mort en 1650.

Nous arrivons à la chapelle, substituée à l'un des pavillons, et qui passait à juste titre pour un chef-d'œuvre d'architecture. D'Argenville l'a décrite tout particulièrement. On sait par quelle circonstance François Mansard, qui avait déjà construit le château de Gesvres dans le voisinage, fut amené à produire la magnifique chapelle de Fresnes. Choisi par Anne d'Autriche pour exécuter le Val-de-Grâce, à Paris, dont il prépara les plans, puis remplacé lorsqu'il eût élevé cet édifice jusqu'à la grande corniche intérieure, il voulut mener à fin sa conception. Piqué de la préférence que la reine accordait à ses compétiteurs, l'artiste résolut de faire ressortir à la fois son propre talent et l'insuffisance de ceux qui l'avaient supplanté, en réalisant à Fresnes la construction qu'il avait conçue pour le Val-de-Grâce. Il l'exécuta en effet, en 1647, au tiers de la grandeur de son premier projet et avec un succès qui fit accorder

à la chapelle de Fresnes une supériorité marquée sur l'édifice parisien.

La décoration intérieure n'était pas moins soignée.

L'autel représentait le tombeau de la Vierge ; de chaque côté, ajoute une ancienne description, un ange debout, bien drapé, tient une corne d'abondance destinée à recevoir les cierges. Sur l'autel, un baldaquin soutenu par des colonnes composites, surmonte quatre apôtres qui regardent dans le tombeau et paraissent surpris de le trouver vide ; l'un d'eux indique du geste que la mère de Dieu est montée au ciel. Le baldaquin était chargé de trois anges tenant une guirlande de fleurs, deux autres plus élevés accompagnaient la croix. Toutes ces figures, modelées par Girardon, auraient été reproduites en marbre si la disgrâce de Henri de Guénégaud n'eût mis obstacle à la réalisation de ce projet.

« L'ordre corinthien, continue l'auteur de la description que nous suivons, règne dans l'intérieur du dôme, dont les pendentifs reproduisent quatre tableaux de Lebrun : David jouant de la harpe, Notre-Seigneur au jardin des Oliviers, saint Mathieu et une sybille. Dans la coupole, au-dessus de l'autel, la Vierge s'élève vers le ciel et le Père Éternel étend les bras pour la recevoir.

Sur l'entablement porté par des consoles accouplées, sont encore placées, à l'aplomb des pendentifs, quatre groupes d'anges tenant des fleurs.

Le dôme jusqu'à la calotte forme un attique orné de pilastres accouplés, et les quatre petites tribunes ménagées dans les piliers servant de supports charment par leur bon goût, leurs proportions et la délicatesse de leur sculpture. »

Deux arcades de la petite nef précédant la coupole ne le cédaient en rien à celles du Val-de-Grâce, non plus que les petits plafonds des chapelles auxquelles elles servaient d'entrée.

Au-dessus de la porte était une table surmontée de deux lions pour accompagner un œil de bœuf.

Plus haut, enfin, un aigle au milieu d'une coquille, soutenait une petite tribune en voussure.

Tels étaient en détail les édifices qui s'élevaient à Fresnes au temps de Henri de Guénégaud, alors que Louis XIV s'y arrêta une seconde fois, le 29 juin 1659, allant coucher à Claye. Enveloppé en 1661 dans la disgrâce du surintendant Fouquet, dont il était l'ami, Guénégaud vint oublier dans son domaine les injustices de la Cour et mourut le 16 mai 1676 ; quinze mois plus tard

(9 août 1677) sa veuve le suivit au tombeau et la terre de Fresnes passa aux mains de l'opulente famille Hennequin.

C'était une bonne maison de Paris, à propos de laquelle on rapporte un dicton qui n'admet pas de « pauvres Hennequin, » mais qui ajoute aussi qu'ils étaient « plus fols que coquins. »

André, l'un d'eux, marquis d'Ecquevilly, Fresnes, Bonafle, s^r de la Muette, Vérigny et Presle, se qualifiait capitaine-général des toiles de chasse, tentes et pavillons du roi en 1688.

Vint ensuite Pierre Hennequin, conseiller au parlement, marquis de Fresnes, que la chronique présente comme une espèce de fou, donnant ainsi raison au dicton ; marié à Marie-Elisabeth Girard du Tillay, il aurait cédé sa femme à un corsaire nommé Gendron, si l'on en croit la méchante langue de Tallemant des Réaux. Gendron, qui se fit moine dans la suite, eut lui-même d'autres aventures singulières dont Sandras des Courtils a agrémenté ses *Mémoires du marquis et de la marquise de Fresnes*. Mais avons-nous besoin de le dire, il ne faut attacher qu'une médiocre créance aux récits du romancier Sandras des Courtils ; ce qui est plus positif, c'est que Hennequin s'empressa de vendre Fresnes au duc de Nevers, Philippe-Julien Mancini-Mazarini.

Les mémoires de l'abbé Ledieu sur Bossuet nous apprennent qu'en 1693 ce nouveau seigneur fit les honneurs de son château à Madame de Montespan, retirée de la cour et se rendant à Germigny chez l'illustre prélat, avec sa sœur l'abbesse de Fontevrault. Le duc de Nevers et la duchesse, nièce de l'ancienne favorite, accompagnèrent les deux visiteuses.

Ce neveu de Mazarin, bel esprit qui devait surtout au crédit de ses deux sœurs la faveur dont il jouissait à la cour, mourut à Paris le 8 mai 1707.

Le 7 avril 1708 le futur chancelier d'Aguesseau (1), alors avocat général, acquit Fresnes de la succession du dernier possesseur ; il y vint coucher pour la première fois (d'après l'abbé Ledieu) le samedi 28 avril suivant, pour en repartir le 2 mai. L'acquéreur joignit à cette terre le comté de Compans, le marquisat de Vinc-

(1) Le chancelier signait Daguesseau, sans apostrophe, quoique son nom fut réellement d'Aguesseau, comme l'écrivait son père, Henri, intendant de Bordeaux. Le petit-fils, dernier du nom, signa sous la révolution Daguesseau ; j'ai cependant vu aussi des signatures portant : le marquis d'Aguesseau (1815-17). M. Jal (*Dictionnaire critique d'histoire et biographie*) a fait cette remarque qu'à l'acte d'inhumation de l'épouse du chancelier, dressé à Autueil le 1^{er} décembre 1733, les quatre fils signèrent sans apostrophe *Daguesseau*.

Manœuvre, la seigneurie de Précy et plusieurs fiefs voisins. Il se plaisait dans ce lieu retiré, aux grands ombrages, aux spacieux appartements qui abritèrent tour à tour les illustrations de deux grands siècles.

Dès la fin de mai d'Aguesseau y était installé avec sa famille; Ledieu y rencontra M. d'Ormesson, intendant de Soissons, l'abbesse du Pont-aux-Dames, sœur de Madame d'Aguesseau, Madame la présidente de Quincy et d'autres encore.

Ailleurs, l'ancien secrétaire de Bossuet nous montre le cardinal de Bissy, devenu évêque de Meaux, visitant le procureur général et le recevant assez fréquemment au palais épiscopal (19-20 septembre 1708, 16 juin 1709, 31 mars, 16 août 1712, etc).

Louis Racine, le fils de l'auteur d'Athalie, protégé par d'Aguesseau, le suivit à Fresnes en 1718. Alors y vinrent aussi Gros de Boze, Maupertuis, ami des enfants du chancelier, et Romieu, leur précepteur. C'était l'heure de la disgrâce.

Dans cette retraite, comme Guénégaud, le chancelier revint deux fois exilé de la cour sous la Régence, pour s'être opposé au système de Law et pour avoir disputé la préséance du conseil au cardinal Dubois; c'est là qu'il put méditer et composer à loisir ses instructions à ses enfants et quelques autres écrits remarquables (1718-1722) (1).

Jurisconsulte éminent, magistrat modèle, homme d'Etat aussi intègre qu'habile, aussi instruit que modeste, excellent orateur, écrivain élégant, économiste, philosophe, érudit : on s'étonne que la vie d'un seul homme ait pu suffire à acquérir tant de connaissances; le caractère de d'Aguesseau n'était pas moins remarquable, et sa vie privée fut aussi noble que sa vie politique. On l'a appelé le Harlay et le Malesherbes de son siècle.

En 1718 et 1719, pendant son premier exil, on voit le chancelier et sa fille Claire-Thérèse tenir, sur les fonts de baptême de Fresnes, les enfants des gens au service du château; au mois de juillet 1719, le chancelier signe l'acte d'inhumation de son valet de chambre. A diverses reprises, en 1719, 1727, 1731, il offre des ornements d'église à la paroisse, et le curé prend soin de constater ces libéralités sur son registre.

D'Aguesseau appelait le temps de son séjour à Fresnes les beaux jours de sa vie. Ce fut là, en effet, comme le remarque le

(1) Voir la correspondance inédite de d'Aguesseau, publiée par D.-B. Rives, à l'imprimerie royale en 1823, 2 vol. in-8°, et presque toute datée de Fresnes.

docteur Pascal (*Histoire de Seine-et-Marne*), que tout ce qui excellait dans les lettres, dans les arts et dans les sciences vint rendre hommage à l'illustre exilé et puiser ses conseils ; en franchissant le seuil, le nonce Quirini, faisant allusion à l'attachement bien connu du maître pour les libertés de l'église gallicane s'écria : « Voici donc le lieu où se forgent les foudres contre le Vatican ! »

Les bibliophiles connaissent un discours sur la vie, la mort, le caractère et les mœurs de d'Aguesseau, conseiller d'Etat, écrit par le chancelier son fils, et imprimé à 60 exemplaires dans les bâtiments mêmes du château de Fresnes, en 1720 ; c'est un rare opuscule in-8° dont la bibliothèque de la rue de Richelieu possède un exemplaire en réserve.

Henri-François de Paule d'Ormesson, appelé au conseil pendant la retraite du chancelier, son beau-frère, venait lui demander ses inspirations. Un jour, le Régent ayant exprimé devant la cour le désir de connaître l'avis de l'exilé sur une affaire importante, tout le monde gardait le silence et tremblait de paraître lié avec un homme disgracié. M. d'Ormesson se leva et ne craignit pas d'annoncer qu'il partait le soir même pour Fresnes ; les courtisans virent là une grave imprudence, mais le régent qui s'en aperçut ajouta immédiatement : « J'aime mieux la franchise de M. d'Ormesson qu'une fausse prudence et de la dissimulation ; le caractère de M. d'Aguesseau, exilé ou non, est au-dessus de toute atteinte. »

Saint-Simon, dans ses mémoires, parle des visites qu'il rendait régulièrement deux fois dans l'année au seigneur de Fresnes. En 1722, il passa trois jours dans ce village et sa visite souleva des rumeurs à la cour, mais le noble duc s'en consola en songeant qu'elle avait fait « au chancelier un plaisir sensible » (tome xix, p. 303). Le chroniqueur admire chez d'Aguesseau les talents, la vertu, le caractère, mais il signale aussi des faiblesses, il relève des défauts... « Avec un des plus beaux et des plus lumineux esprits de son siècle, dit-il, profondément savant, fait exprès pour être à la tête de toutes les Académies et de toutes les bibliothèques de l'Europe, et pour se faire admirer à la tête du Parlement, nul n'était plus incapable en fait de finance ; il n'entendait rien aux affaires d'Etat et n'avoit nulle connaissance du monde... Méticuleux, irrésolu, il ne savait pas prendre à propos une décision prompte. Une correction, une perfection trop curieusement recherchée dans tout ce qu'il vent qui sorte de sa plume, naturellement excellente, décuple son travail et tombe dans la puérité... Il épuise l'art académique et se consume en des riens, tandis que

l'expédition des affaires en souffre toutes sortes de préjudices. »

Mais qui peut se flatter ici-bas d'approcher de la perfection ? Quel tableau n'a ses ombres, quelle planète n'a ses taches ? La réputation du grand homme n'a rien à souffrir des confidences de Saint-Simon qui montrent simplement l'humanité telle qu'elle est, en faisant justice de cet idéal dont le temps se plaît à entourer certaines figures hors ligne.

D'Aguesseau ne fut pas de l'Académie française. Arsène Houssaye a pu le faire figurer dans sa charmante fantaisie littéraire intitulée *le 41^e fauteuil* ; il n'a eu garde de l'oublier. « A distance encore, quel charme grave prend l'âme dès qu'on vient à parler de cette gloire sérieuse, délicate et d'un utile exemple, qui reste comme le commun patrimoine de la magistrature et des lettres françaises ! Magistrat et lettré, voilà tout le portrait de d'Aguesseau, l'ami de Racine, de Boileau, de Valincour, séduits par son infatigable ardeur d'apprendre, étonnés par son goût judicieux, qu'il va puiser aux sources mêmes de la meilleure antiquité.. »

Fontenelle, — raconte A. Houssaye, — fut consulté un jour par une dame fort en peine d'un précepteur pour son fils ; elle demandait que le maître put enseigner toutes les langues découvertes et à découvrir, et la métaphysique, et l'histoire, et la poésie, et l'algèbre et le reste. Fontenelle après avoir cherché longtemps, lui assura que le chancelier d'Aguesseau seul pourrait être un précepteur convenable pour un écolier qui en voulait tant apprendre.

En 1725, d'Aguesseau vivait dans sa retraite de Fresnes, et son fils aîné l'engageait vainement à faire quelques démarches auprès des princes. M^{lle} de Clermont, sœur du premier ministre, allait passer, avec une suite nombreuse, sur la route qui conduit à Meaux ; il eût pu la saluer au passage, et même la recevoir chez lui ; on lui fit des ouvertures à cet égard. — « Non, répond-il à son fils, dans des occasions pareilles il faut tout ou rien. Tout ne convient nullement à ma situation présente..... Je m'engagerais par là à faire les mêmes offres à tous les princes et princesses du même rang qui passeront par le grand chemin de Meaux. Il est vrai que M. le duc d'Orléans, qui y passera mercredi, va en poste ; mais, à la rigueur, cela me dispenserait-il de me trouver sur sa route ou de lui faire un compliment semblable à celui qu'on me propose ? Mme la duchesse d'Orléans passa l'année dernière, elle s'arrêta à Meaux et à Claye, sans entendre parler de moi. Suis-je assez bien traité par M. le duc pour mettre de la différence entre M^{lle} de Clermont et M^{me} la duchesse d'Orléans ? Il me semble

donc, comme à M^{mo} la chancelière, que le seul bon parti est de ne point offrir ce que je ne suis pas en état de tenir et qu'il ne conviendrait pas même que je voulusse tenir... Qu'on fasse sentir à M. le duc et à M^{lle} de Clermont que ma situation m'oblige à garder le silence et à ne rien faire en cette occasion que de demeurer dans l'état obscur où l'on m'a mis. » (Lettre datée de Fresnes, le 20 juillet 1725).

Henri-François d'Aguesseau, né à Limoges, s'éteignit à 83 ans, le 9 février 1751 (1), laissant ses biens à son fils, Jean-Baptiste Paulin, doyen du conseil d'Etat, auquel succéda plus tard Henri Cardin-Jean-Baptiste d'Aguesseau, marquis de Fresnes, qui termina sa carrière le 22 janvier 1826, après avoir représenté la noblesse du bailliage de Meaux aux États-généraux, et rempli dans les temps les plus difficiles de modestes fonctions administratives à la satisfaction des populations briardes.

En 1775, Cardin d'Aguesseau n'ayant que 22 ans et déjà revêtu des titres de conseiller du roi en tous ses conseils et d'avocat général au Parlement, épousait Marie-Catherine de Lamoignon-Bâville; son père lui donnait en mariage la seigneurie de Fresnes, avec la ferme et les fiefs en dépendant, la grange dixmeresse, plus « tous les tableaux et meubles du château, » la terre de Précy, celle de Compans, la ferme du Coq à Mitry, le marquisat de Vincy et Manœuvre. L'épouse apportait une dot de deux cent mille livres. Au bas du contrat furent apposées les signatures du comte de Provence, du comte et de la comtesse d'Artois, de Mesdames sœurs du roi, celles de Louis XVI et de la reine. (*Archives de Seine-et-Marne. Insinuations*).

Nous devons, en passant, rectifier une erreur devenue en quelque sorte traditionnelle. Les biographes font naître au château de Fresnes, dont il prenait le nom, le dernier des d'Aguesseau; nous regrettons de ne pouvoir le revendiquer comme notre compatriote car c'était un personnage distingué : tour à tour ambassadeur, président du tribunal d'appel de Paris, sénateur sous l'Empire et pair de France sous la restauration, il faisait aussi partie de l'Académie française depuis 1788. Son père, à la vérité, s'était marié deux fois dans ce village de Fresnes : le 1^{er} mars 1736 à Anne-Louise-Françoise Dupré, de La Grange-Bléneau, et le 17 avril 1741 à Marie-Geneviève Le Bret, fille de l'intendant de Pro-

(1) Le 29 septembre 1749 était mort à Fresnes M. de Chastellux, petit-fils du chancelier.

vence (1). Cardin lui-même affectionnait ce séjour tranquille, où se conserve le souvenir de ses libéralités (2); mais il était né à Paris, paroisse Saint-Jean en Grève, le 25 août 1753. Son acte de baptême que nous nous sommes procuré lève le doute à cet égard (3).

Deux fiefs principaux existaient à Fresnes, à côté du château; réunis presque toujours dans la main du seigneur, il n'y avait qu'une seule justice, à la tête de laquelle siégeait un prévôt.

L'église paroissiale très-modeste, est dédiée à Saint-Sulpice; la première pierre en fut posée solennellement et bénite le 9 juillet 1608, par l'évêque de Meaux, M. de Vieupont, qui revint célébrer la dédicace le 1^{er} mai 1615, ainsi que nous l'apprend Dom Duplessis. Il y a quarante ans se voyaient, à l'intérieur, des blasons, aujourd'hui effacés, restes de litres funèbres des d'O, des Beauvilliers, des Guénégaud, des d'Aguesseau : « d'hermines au chef dentelé de gueules, » — « fascé de six pièces, argent et sinople, l'argent chargé de six merlettes de gueules posées trois, deux et une, » — « de gueules au lion d'or, » — enfin, « d'azur à deux fasces d'or accompagnées de six coquilles d'argent, trois, deux et une. »

Les deux chapelles qui existaient au xvii^e siècle, dans l'église, étaient dédiées l'une à la Vierge, l'autre à Saint-Pierre; la première, réunie en 1711 à la cure pour augmenter son revenu, fut

(1) Reg. paroiss. de Fresnes.

(2) La marquise laissa également une petite rente pour favoriser l'instruction primaire dans ce village. Testament du 1^{er} février 1824.

(3) *Extrait des actes de naissance de la paroisse Saint-Jean-en-Grève.* — « L'an mil sept cent cinquante deux, le jeudi vingt-quatrième jour du mois d'août, a été baptisé Henri-Cardin-Jean-Baptiste, né le jour précédent au soir, fils de haut et puissant seigneur Jean-Baptiste-Paulin d'Aguesseau, chevalier, co^{er} d'Etat ordinaire, comte de Malligny, comte de Compans-la-Ville, seigneur de Fresnes et autres lieux, et de haute et puissante dame Marie-Geneviève-Rosalie Le Bret, son épouse, dem^r rue du Grand Chantier, de cette paroisse. Le perein Cardin-François-Xavier Le Bret, chevalier, co^{er} du Roi en son conseil d'Etat et son avocat gnal au parlem^t, oncle maternel, dem^r rue Pavée, psse S^t André des Arts. La mareine haute et puissante dame Catherine Delabourdonnaye, épouse de haut et puissant seigneur Henry-François de Paule Lefèvre d'Ormesson, chevalier co^{er} d'Etat ordinaire et au conseil Royal des Finances, Intendant des finances, dem^r place Royale, psse S^t Paul, qui ont signé et autres. »

« Le Bret, de la Bourdonnaye-d'Ormesson, d'Aguesseau de Fresnes, d'Aguesseau de Compans, Daguesseau, Le Bret de Celle, Le Bret-Méliand, Malloin, vicairie. »

Il est trop tard, hélas! pour vérifier de tels faits à Paris; les vicendaires de 1871 ont détruit tous les actes anciens de l'état civil de la capitale. En faisant quelques recherches dans ce précieux dépôt, nous avons été assez heureux pour y recueillir certains renseignements utiles sur des personnages se rattachant à la Brie. Que n'avons-nous poussé nos recherches plus loin lorsqu'il en était temps encore!

abandonnée à cet effet par l'évêque d'Agen Poncet de la Rivière qui en était titulaire; la seconde, à gauche du chœur, était celle qu'Anne de Beauvilliers de Saint-Aignan, veuve de Pierre Forget avait fondée en 1628. Cette dernière chapelle, à la présentation du seigneur, fut pourvue d'un titulaire jusqu'en 1790.

La cloche n'est pas ancienne; elle porte l'inscription suivante :

« L'an 1761, j'ay été bénite par Mgr l'évêque de Meaux et nommée Anne par très-haut et très-puissant seigneur, Mgr J. B. Paulin Daguesseau de Fresnes, chevalier, conseiller d'Etat ordinaire, seigneur de Fresnes, et par très-haute et très-puissante dame madame Gabrielle-Anne de La Vieuxville, son épouse. M. Augustin Dalivost, curé; Antoine Dabyé, marguillier, M. Plamart, receveur fiscal (1).

A la veille de la révolution, le marquis d'Aguesseau ornait encore sa demeure. Au mois de janvier 1788 il sollicite du directeur général des bâtiments du roi des copies en plâtre de deux statues exécutées aux frais du gouvernement par Goys et par Berruer, l'une représentant le chancelier de L'hospital, l'autre le chancelier d'Aguesseau. Le directeur présente la demande au roi le 20 janvier, en faisant observer que ces copies, destinées à la pièce principale du château de Fresnes, existent chez les deux sculpteurs et qu'il s'agit simplement de les perfectionner, c'est-à-dire d'une dépense de 2,000 livres. (*Archives nationales*, O 1. 1924). Nous ignorons la décision de Louis XVI.

Plus heureux que beaucoup d'autres, le château de Fresnes triompha de la révolution, sans avoir couru de sérieux dangers. Parmi les documents de l'époque que nous avons compulsés figure une délibération de l'administration du district de Meaux, du 8 frimaire an II, ainsi conçue :

« Considérant que la maison du citoyen Daguesseau est de moderne construction, sans pont-levis ni créneaux, mais que l'étendue des bâtiments et leur forme fastueuse, contraire à l'égalité républicaine, ne pourrait que rappeler l'affreux souvenir de la féodalité, estime que les deux pavillons de l'avenue, sur la route, seront rasés, avec la tour à l'angle du potager et les deux pavillons de l'avenue de face, à moins que le citoyen Daguesseau ne préfère en supprimer les combles, etc... le saut de loup sera rempli, les quatre pavillons en saillie seront abattus, etc. Le propriétaire

(1) Note due à l'obligeance de M. Charles Debeauvais, instituteur, qui m'a fourni plusieurs renseignements utiles.

fera mettre à part les métaux provenant de cette démolition, pour être employés au service de la marine et des armées de la république... »

On sent, à cette lecture d'un document contemporain de la Terreur, que les mesures de rigueur sont prises ici pour la forme et que les expressions mêmes sont adoucies par le respect qu'inspire le nom du possesseur.

En effet, tandis qu'à Auteuil on portait une main sacrilège sur la sépulture de sa famille, le marquis d'Aguesseau ne fut pas inquiété au milieu de ses anciens vassaux. Le 27 janvier 1793 il vendait la terre de Compans, mais son château existait encore intact il y a moins d'un demi-siècle, lorsqu'il le laissa, en mourant, à sa fille aînée mariée à M. le comte de Ségur.

La destruction de cette élégante demeure ne se fit guère attendre. Vendue à des spéculateurs, on commença en avril 1828 à démolir les bâtiments d'habitation, la chapelle, puis on fit disparaître les magnifiques dépendances du domaine. Ce triste ouvrage dura deux ans. La pierre servit aux constructions locales ; à peine quelques ornements sculptés furent-ils recueillis par les voisins, et peut-on montrer deux belles cariatides au presbytère de Dammartin, deux bas-reliefs en stuc dans l'église de Jablines, représentant, dit-on, les cérémonies de la consécration de la chapelle édifiée par Mansart. C'est tout ce qu'on a sauvé.

Ainsi, le dernier jour du château suivit de près la chute de la seigneurie ; comme le reste, la magnifique chapelle est tombée sans pitié sous le marteau : les d'Aguesseau ont passé, mais il y a là un souvenir, Fresnes a un blason indestructible.

Un honorable compatriote constatait, il y a quinze ans, où en était la ruine des derniers vestiges de cette belle propriété : nous n'avons plus que l'allée de tilleuls de la principale entrée, écrit-il, un pavillon octogone et les murs de clôture de l'ancien parc de 150 hectares — où passe aujourd'hui la charrue ; des basses-cours on a fait une ferme ; dans les murs — alors encore couverts de lierre, démolis depuis, — on voyait s'ouvrir sur les diverses routes de grandes portes monumentales...

Plus rien ! Et pourtant on s'y rend toujours avec respect, on visite curieusement cette place déserte.

M. Victor Offroy avait raison : que la ruine envahisse le village de Fresnes, que l'abandon l'isole, peu importe ; pour ces lieux privilégiés qu'un d'Aguesseau illustra, le souvenir reste inaltérable quand le monument a disparu ; le temps qui s'est joué de l'homme

respecte sa mémoire, le village où il vécut conserve toujours une sorte de prestige et l'on y revient comme pour contempler l'auréole qui s'attache à son nom.

COMPTES DE LA MAISON DU ROI HENRI IV
PENDANT LE SÉJOUR DE CE MONARQUE A MELUN
LES 13 ET 14 FÉVRIER 1594,

PAR M. G. LEROY

Membre fondateur (**Section de Melun**).

L'historien de Thou rapporte qu'après une tentative sur La Ferté-Milon, Henri IV, qui avait de plus grands desseins que la prise de cette petite ville, en fit lever le siège le 4 février 1594, et se retira à Melun (1). Ce séjour dans notre ville « du seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire » est confirmé par Lestoile dans son *Journal*. — « Le dimanche 13 février, dit-il, le Roi, étant au lit, reçut à Melun les bonnes nouvelles de la réduction de la ville de Lyon en son obéissance, par lettres expresses du capitaine Alphonse Corse. Le Roi les aiant leues, se leva aussitôt, et, ayant demandé sa robe de chambre, se prosterna à genoux pour en remercier Dieu; le manda à M. de Vic et partout, avec injonction et mandement exprès d'en faire chanter le *Te Deum*, et en faire feux de joye. » — Cette circulaire, sur la réduction de Lyon, datée de Melun « le xiii^e jour de febvrier 1594 » est insérée dans le *Recueil des Lettres missives de Henri IV*, publié par M. Berger de Xivrey (2).

Dernièrement, au moment de la dispersion de l'importante collection de notre regretté confrère M. Grésy, il m'a été donné de recueillir deux pièces originales, qui se rattachent particulièrement au séjour de Henri IV à Melun, dans les circonstances que je viens de rappeler, et qui, avec la constatation de la durée de ce séjour et des dépenses qu'il occasionna, donnent aussi des renseignements sur la maison du monarque, sur ses officiers de bouche, sur le mode d'approvisionnement et le prix des denrées (3).

(1) *Histoire universelle*, de J. A. de Thou, livre CVIII, t. 12, page 113, édition de Londres, 1734.

(2) Tome IV, p. 95, *Documents inédits sur l'Histoire de France*, publication du Ministère de l'Instruction publique.

(3) J'ai déposé ces deux pièces aux Archives départementales, pour être ajoutées à celles de même nature qui s'y trouvaient déjà.

Ces documents, intéressants pour l'histoire de la vie privée des anciens rois, se rencontrent assez fréquemment à partir du règne de Henri II. Les archives départementales de Seine-et-Marne en ont acquis une certaine quantité à la vente Gréssy, touchant le séjour de plusieurs rois et reines à Fontainebleau et dans quelques autres châteaux de la Brie. Il faut espérer qu'un jour notre érudit confrère, auquel est confiée la garde de ces archives, nous initiera aux faits contenus dans ces documents.

Pour moi, je n'ai d'autre intention que de dire quelques mots sur les deux pièces que j'ai eues en ma possession.

Ces originaux se nomment *écrous*. Ils sont toujours écrits sur des feuilles de parchemins taillées dans la hauteur et percées d'un trou qui servait à les relier, pour être gardés à l'appui des comptes rendus par la Chambre aux deniers. Cet usage, dit M. Pinard, auquel j'emprunte ces détails (1), se trouve clairement indiqué dans un compte de l'Hôtel, de l'an 1421, où se lisent ces mentions à l'article DÉPENSES : — « *Pour lacer pour la dicte Chambre (aux deniers), pour enfiler les escroes* » ; Et un plus loin : — « *Pour cordes à lier les escroes des VI offices* » (2).

Les écrous contiennent toujours cinq articles : Panneterie, Echansonnerie, Cuisine, Fruiterie et Fourrière, c'est-à-dire ce qui constituait avec l'Écurie, dont il n'est pas question ici, *les six offices de l'Hôtel*, expression par laquelle il faut entendre les six départements se partageant l'administration de la Maison du Roi (3).

Les offices, avec le nombreux personnel qu'ils comportaient, datent des premiers temps de la monarchie. Leur existence est attestée par des ordonnances de saint Louis, de Philippe-le-Bel et de plusieurs successeurs de ces monarques. Charles V fut le premier qui mit plus de faste dans sa maison. Les événements du xv^e siècle obligèrent Charles VII à faire des réformes ; mais, plus tard, sous les Valois d'Angoulême, la maison-bouche prit une très-grande importance. En se mettant en campagne pour la conquête de son royaume, Henri IV, dénué d'hommes et d'argent, n'avait qu'un personnel restreint, qu'il put cependant augmenter quelques années plus tard, comme le témoignent les écrous qui font la base de cet article.

(1) *Revue archéologique*, 8^e année, 10^e livraison, n^o du 15 janvier 1852.

(2) *Archives de l'Empire*, K., reg. 50, f^o X verso, et XI.

(3) M. Pinard, article précité, dans la *Revue archéologique*.

Le premier de nos écrous porte en tête :

« *Dimanche, treziesme jour de Febvrier mil V^e quatre-vingts quatorze, le Roy disne à Rosoy, soupe et giste à Melun.* »

Le premier article est relatif à la *panneterie* :

« Au Boullanger, po^r la bouche, six XII^{nes} de pain. 1 escu xxx^s.

» A Luy, pour le comm. cinq^{te} une XII^{nes} pain. XII escus XLV^s.

» Ensemble XIII escus XV^s ».

Les dépenses, dites de bouche, s'appliquaient spécialement à la table du Roi, et celles dites commun, aux gens de sa maison. On peut remarquer, d'après ce premier article, que le pain s'achetait à la douzaine. Le prix de chaque pain étant d'environ 4 deniers (1); on peut en conclure que le volume correspondait à celui des petits pains actuels, ce qui justifie la quantité de 688 ou 57 douzaines consommées en un jour par Henri IV et sa suite.

Dans le deuxième article, figurent les dépenses suivantes :

« *Eschanconnerie.* — A Rolland Salladin de Meaulx, po^r III S (setiers) II q^{tes} (quartes) vin clairet. III escus XXII^s VI^d.

» A Claude Grandin, po^r x S, vin clairet. V escus LV^s »

» A luy, pour les autres vin, suite et comm. XVIII escus XVII^s III^d.

» A la dame du *Sauvage* de Rozoy, po^r xxxiii^s q^{te}, p^{te} (pinte) vin comm. IX escus LVI^s »

» Ensemble : xxxvii-xxx^s IX^d.

Il n'échappera à personne que cette dame du *Sauvage de Rozoy*, n'était autre que la maîtresse d'une auberge en renom, qui existe encore dans la localité.

Le troisième article, concernant les *cuisines*, fournit le détail des mets qui parurent sur la table royale. Il prouve que tout en guerroyant, Henri IV n'était pas insensible aux séductions de la bonne chère, et que la pénurie de son trésor, souvent rappelée dans sa correspondance et dans celle de Sully, n'apportait néanmoins aucune restriction à ses dépenses journalières. Dans son *Histoire de la vie privée des Français*, Legrand d'Aussy rapporte que Henri IV éprouva pendant longtemps une grande détresse (2).

(1) Ces quatre deniers équivalent à la valeur nominale du sou actuel.

(2) *Histoire de la vie privée des Français*, par Legrand d'Aussy, tome III, édition de 1815.

« Ses finances étaient si courtes, disent les Mémoires du duc d'Angoulême, que souvent sa table manquoit et qu'il se trouvoit « contraint d'aller manger chez quelqu'un de ses serviteurs. » — Cependant, lorsque par sa valeur et ses victoires, le monarque eut conquis et pacifié son royaume, il montra qu'un roi de France, quand il le veut, « peut faire la guerre et faire toujours bonne « chère en même temps ». C'est le témoignage que lui rend Brantôme.

Ce compte du 13 février 1594 nous prouve qu'il était alors dans ces conditions. La variété et la recherche des mets y sont, pour l'époque, aussi complètes que possible. Si quelques-uns de ces mets — comme, par exemple, certain plat de *trippes de bœuf* — semblent d'un goût douteux sur une table royale, c'est qu'on oublie que les fins soupers de la Régence n'avaient pas encore introduit dans la cuisine française toutes les délicatesses et tous les raffinements qui en ont fait la première cuisine du monde. Le service royal, tel qu'il fut fait à Melun, à cette date du 13 février, est la consécration des usages décrits dans les meilleurs Traités culinaires du temps. Belon, écrivain contemporain, rapporte ainsi l'ordre du service sur les tables princières : « Pour « entrées, nous avons mille petits déguisements de choix, comme « potages, fricassées, hachis, salades. Le second service est de « rôti, de bouilli, de diverses viandes, tant de boucherie que de « gibier. Pour issue de table, choses froides, comme fruitages, « laictages et douceurs, rissoles, petits-choux tout chauds, petits « gâteaux baveux, ratons de fromages, marrons, pommes de « capendu, salade de citrons ou de grenades » (1). On peut voir que la maison-bouche de Henri IV suivait, à la lettre, ces excellentes traditions :

« Aux marchans pourvoieurs pour la bouche, est-il dit dans ce troisième article, II p^{es} (pièces) bœuf de service XLVIII s. — demy veau I é. — II moutons III é. — I chapon gras XXX s. — I faisant I é. XV s. — X chapons II é. XXX s. — IX poulletz XL s. VI d. — IIII perdриз I é. II bécasses XXX s. — VI pluviers LIIII s. — IIII ramiers XXXVI s. — XII grives XXXVI s. — XII allouettes XV s. — demyes costelettes de porc XV s. (2) XII

(1) Legrand d'Aussy, tome III, page 335.

(2) On doit entendre ici ce que les gens du métier appellent « un carré de côtelettes. »

piedz mouton IX s. II é. — gresse de bœuf XV s. — demy quarteron dœufz IIII s. VIII d. — XX l. lard II é. XXX s. — Cy bouche XLl é. XLVIII s. II d. »

La nature et la quantité du gibier figurant dans cette partie du compte méritent l'attention de ceux qui au point de vue historique ou autrement, s'intéressent aux produits cynégétiques de nos localités. Le gibier se retrouve pareillement dans la partie du même compte s'appliquant au commun, et, de plus, il figure encore, avec la même abondance, dans la dépense du lendemain. On peut donc en inférer que nos plaines et nos bois possédaient toutes les espèces qui les peuplent aujourd'hui, faisans, perdrix, bécasses, grives, allouettes, et en outre les pluviers qui, à présent, y sont presque inconnus. Cet oiseau était alors très-recherché et il s'en faisait un commerce considérable. Suivant Champier, il était infiniment prisé par les grands seigneurs. « Il arrive aux marchés « de Paris tant de pluviers, dit Belon, qu'on peut en remplir des « charrettes entières. Lorsqu'on met cet oiseau à la broche, « ajoute-t-il, l'usage est de ne point le vider, et c'est ce qu'on « fait aussi pour la bécassine et pour les petits oiseaux de rivière. » (1).

Un autre gibier, servi sur la table du roi, mérite également une observation. Je veux parler de l'unique faisan qui apparut au milieu de cette énorme quantité de viandes de toutes sortes. Son isolement prouverait sa rareté, si son prix ne l'attestait davantage. Il coûta 1 écu 15 sols, c'est-à-dire un prix supérieur à celui d'un demi veau. Or, de nos jours, on ne trouverait personne qui consentirait à échanger un veau contre deux faisans, fussent-ils même de la Chine. Ce point de comparaison, aussi judicieux que possible, me semble plus facile à saisir qu'un rapport mathématique entre la valeur de l'argent en 1594, et celle du même métal à notre époque. Le faisan devait à sa rareté de jouir, sur les tables de l'ancienne monarchie, des mêmes honneurs que le paon. On le servait avec la même pompe, recouvert de sa peau et de ses plumes. Oiseau noble par excellence, on prêtait sur lui des serments solennels, de même que sur le paon. Ce fut sur un faisan qu'en 1453 le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, jura d'entreprendre une croisade contre Mahomet II qui se préparait à l'attaque de Constantinople.

(1) *Traité des Oiseaux*, par Belon. — Legrand d'Aussy, tome II, page 27.

L'abondance de gibier sur la table de Henri IV, le révèle comme amateur de cette nourriture savoureuse et de haut goût, et si l'on rapproche de ce fait sa passion pour la chasse, on s'expliquera peut-être, sans toutefois les justifier, les trop rigoureuses pénalités qu'il édicta contre les braconniers.

Sans m'arrêter autrement à ces considérations, je continue l'analyse de notre compte :

« Pour le commun I bouillon et III livres gresse de bœuf XXX s. — XII p^{rs} bœuf de service III é. XLVIII s. — X moutons I quartier XV é. XX s. VI. — III veaulx VI é. — II cochons (1) I é. — II poules d'Inde II é. XXX s. — II chappons gras I é. — XVIII pluviers II é. XLII s. — XV poules II é. XV s. — IX chappons II é. XV s. — VIII perdrix II é. — III beccassines XXII s. VI d. — I quarteron dœufz IX s. III d. — I ventre de bœuf XXIII s. — II dizaines de saucisses XLV s. — II l. beurre XVIII s. — LII l. lard VI é. XXX s. — XXVI l. chandelles III é. XV s. — Cy commun LII escus VI sols III deniers et pour bouche et commun, LXVIII é. LIII s. VI d. »

Cette partie du compte prouve que la nourriture des gens de la maison du roi était aussi variée et presque autant recherchée que celle du monarque lui-même.

Les articles complétant le chapitre cuisine sont les suivants :

« A Lescuyer bouche (2) p ^r verdure et autres fournitures.	I é. XXX s.
« Au paticier pour ouvrages de four.	III é. XXXVIII s.
« Au verdurier pour verdure au commun.	I é. XX s.
« A Lescuyer commun pour sel et autres fournitures.	I é. XIII s.
Ensemble	LXXVI é. XXXV s. VI d.

FRUICTERIE.

« Aux officiers de panneterie bouche, fruit p ^r le Roy.	II é. XXXIII s.
--	-----------------

(1) Il s'agit probablement de cochons d'Inde.

(2) Chaque office avait ses officiers, écuyers et valets.

« A ceux de fruicterie p^r le
fruit des tables I é. XLII s. —
XXXIII l. II quarts çire jaulne
XVI é. LII s. VI d. — et pour dé-
chet d'un mortier V sols, cy

Ensemble

XVIII é. XXXIX s. VI d.

XXI é. XII s. VI d.

FOURRIÈRE.

« Aux sieurs d'Espalmigne de
Gouaix et Xpofle maîtres d'ostel.

III é. XX s.

« Au Franc et Pinault controlleurs.

I é.

« A deux medecins servans,

I é.

« Au lavandier du corps de cui-
sine bouche,

I é. XX s.

« A celluy de panneterie bouche,

XXX s.

« A celluy de panneterie comm,

I é.

« A celluy de cuisine comm.

XXV s.

« Aux portiers bouche pour char-
bon.

XVI s.

« Aux cappitaines du Charroy
pour l'entretienement d'Icelluy.

X é.

« A l'hoste du logis du Roy de
Rozoy pour c. f. (fagots).

III é. VX s.

« A Adam Rousselets pour cent
fagots.

II é. XXX s.

« A Jehan Adam, de Melun, pour
LII f.

II é. X s.

« A Lhoste du commun pour LII f.

I é. XXII s. VI d.

« A Louys Roussignol pour II c.
f. et C. f. (1)

VIII é. XX s.

« Au sieur de Biest pour L bottes
de paille.

I é. XL s.

« Aux valletz de fr^e (fourrière) pour
leurs devants.

XV s.

« A Chambre aux deniers qui a

(1) Près de cinq cents fagots furent brûlés à Melun en cette seule journée du 13 février 1594. Il ne faut pas oublier, devant cette quantité considérable de combustible, qu'on était en hiver, et que d'ailleurs il fallait bon feu pour cuire à point les victuailles indiquées d'autre part.

payé pour desroy (1) audit Rozoy.

I é.

« Ensemble,

XXXIX é. XXVIII s. VI d.

« *Somme du jour neuf vingtz neuf escuz deux solz trois deniers tournois.*

(Signé : D'ESPALMIGNE. J. DU TILLET.

Cette somme de neuf vingt neuf écus deux sols trois deniers ou 189 écus, correspondant approximativement à 567 livres tournois, représenterait aujourd'hui environ 1,560 francs. (2) A ce compte, il fallait à Henri IV, pour les dépenses de sa maison, une liste civile annuelle d'environ 600,000 francs de notre monnaie. En ajoutant à cette somme les autres dépenses du monarque, à peu près équivalentes, ou même doubles, si l'on veut, on reste en dehors de toutes proportions avec certaines listes civiles contemporaines dans le total comporte de nombreux millions (3).

Le compte de la journée du 14 février est intitulé : « *Lundy quatorzième jour de febvrier mil cinq cens quatre vingts quatorze, le Roy disne à Melun, soupe et giste à Fontainebleau.* » Son total, un peu moins élevé que le précédent, est de neuf vingt sept écus cinquante huit sols cinq deniers. Son détail étant presque semblable à celui de l'autre compte, il serait oiseux de le reproduire ici ; ce sont les mêmes articles, les mêmes frais généraux et s'il est possible d'y constater quelques différences, elles sont peu importantes. Signalerai-je, par exemple, un plat de « *trippes de bœuf* » qui parut ce jour sur la table du roi, l'absence de faisan, etc. ?

Un fait principal ressort des documents que je viens signaler, c'est un témoignage authentique de l'ordre qui régnait à la cour des rois de France et de la régularité des services. Si l'on y joint l'intérêt de ces mêmes documents au double point de vue de l'administration et de l'économie domestique on admettra volontiers que leur étude offre un plus grand mérite que celui d'une simple et vaine curiosité.

(2) On appelait *des roy d'offices* ce qui avait été consommé ou gâté pour les offices.

(3) Sous Henri IV, le marc d'argent valait 20 livres 5 sols 4 deniers (*Art de vérifier les dates*).

(4) Ceci était écrit en 1868. Il est bien entendu que l'auteur avait en vue la liste civile du ci-devant empereur Napoléon III.

DOCUMENTS SUR LA FAMILLE DE JACQUES AMYOT

PAR M. G. LEROY.

Membre fondateur (**Section de Melun**).

Généralement la vie des hommes illustres comprend deux parties distinctes : l'une, toute rayonnante, voit apparaître, comme dans la nature à l'automne, les fruits d'un labeur immense et des méditations de l'étude ; l'autre, obscure et inconnue, est l'époque du recueillement et des veilles prolongées, la période pénible de l'éclosion du talent et des préludes de la gloire.

La partie de l'existence des grands hommes durant laquelle leurs mérites s'affirment devant leurs contemporains, appartient à l'histoire. L'autre échappe aux investigations, et c'est à peine si des recherches, heureuses autant que téméraires, écartant un voile épais, laissent deviner, plutôt qu'entrevoir, quelques incidents d'une vie que le travail absorbe toute entière. Leur jeunesse reste ignorée, souvent même leur origine s'enveloppe d'épaisses ténèbres. Il est de l'existence de ceux que la gloire a touchés au front, comme de ces grands fleuves dont on est réduit à admirer le cours majestueux dans les plaines voisines de leur embouchure, sans pouvoir remonter jusqu'aux sources qui leur ont donné naissance.

Si, jetant les yeux autour de moi, je recherche dans les illustrations locales la preuve de ces faits, je la trouve dans la biographie du plus célèbre des enfants de Melun, de Jacques Amyot lui-même.

Quelles incertitudes sur sa première jeunesse !.. Quelles suppositions ! Quelles fables aussi !.. Tandis qu'on le suit pas à pas à partir de son début dans le professorat au collège de Bourges, jusqu'au jour où, comblé d'honneurs et de richesses, il revêt les ornements épiscopaux dans la cathédrale d'Auxerre ; tandis qu'on assiste à ses triomphes quand il fait revivre, par ses savantes traductions, les chefs-d'œuvres de la littérature antique, ou qu'il publie ses œuvres personnelles dans ce vieux français du XVI^e siècle, tout à la fois si naïf et si gracieux, on ignore où se formèrent ses premiers pas, comment se développèrent en lui les

germes de l'étude, et dans quelles conditions il acquit à un si haut degré la connaissance et l'esprit du langage qu'avaient parlé Périclès et Démosthène, Tite-Live et Cicéron. On ignore, ou du moins on ignorait encore il y a peu de temps, les noms exacts de ses père et mère, leur profession, leur position dans cette ville de Melun qui devait s'enorgueillir de les avoir comptés parmi ses habitants.

Et que n'a-t-on dit, grâce à cette ignorance? — Du père on a fait un boucher, un corroyeur, d'autres fois un coutelier ou un marchand de bourses et d'aiguillettes. Le nom de la mère a été dénaturé. L'enfance du fils a donné naissance à des fables que les anas ont répétées à plaisir, témoin, pour ne citer qu'un exemple, ce prétendu legs de 12,000 livres fait par Amyot à l'hospice d'Orléans, à titre de reconnaissance de 12 sols qu'il en aurait reçu dans un temps d'adversité.

Des documents contemporains ont fait justice de ces erreurs : La famille Amyot, étudiée aux lieux mêmes où elle avait vécu, a été mieux connue ; les testaments de notre compatriote ont démontré l'inexactitude du legs en faveur de l'établissement hospitalier d'Orléans, et dès lors l'invraisemblance de la fugue de jeunesse qui l'aurait porté à fuir la maison paternelle pour aller presque mourir sur un chemin, non loin de la cité orléanaise. Les anciens registres de l'état-civil, les vieilles minutes de notaires ont révélé plusieurs particularités se rattachant à la famille Amyot. L'ensemble de ces faits a permis d'apprécier plus équitablement ce qu'elle fut, et d'établir avec certitude sa généalogie inconnue jusqu'alors. — (*Voir le tableau ci-contre*).

Jacques Amyot naquit à Melun le 30 octobre 1513. Son père se nommait Nicolas Amyot et sa mère Marie ou Marion Lamour. Nicolas Amyot exerçait la profession de « marchand mégissier » qualification qu'on lui donne dans plusieurs actes où il comparait, passés devant Loys Violet, notaire à Melun, les 31 octobre 1527, 1^{er} février 1535 et 30 septembre 1538. (1)

Le premier de ces actes constate qu'avant d'épouser Marie Lamour, Amyot père avait été marié avec Jaquette Andouze, morte antérieurement au 16 janvier 1511. De ce mariage était

(1) Etude de M^e Pujol, notaire à Melun. Je me plais à rendre ici témoignage de reconnaissance à cet honorable officier ministériel qui m'a autorisé à faire de fructueuses recherches dans son minutier.

né un fils unique, Nicolas, qui exerça la profession paternelle, épousa Anne Picard, et mourut avant le 24 juillet 1538, laissant une fille nommée Marion Amyot.

Il est à propos de rappeler que ce Nicolas Amyot, fils du premier mariage, avait recueilli dans la succession mobilière de sa mère, une somme de six vingts dix sept livres cinq sols tournois dont son père fut laissé en possession, comme il est porté en l'acte précité du 31 octobre 1527. Cette somme de six vingts livres cinq sols, autrement dit 137 livres 5 sols, constituait à l'époque un pécule, si l'on réfléchit qu'alors un arpent de bonne terre, dans les meilleures plaines de la Brie valait environ 60 livres tournois.

En secondes noces, Amyot père épousa, après un veuvage de peu de durée, Marie ou Marion Lamour, fille de « honorable homme Edmond Lamour, marchand et bourgeois de Melun, et de Françoise Vaussard. »

Quatre enfants naquirent de ce mariage :

Philippe Amyot,

Jacques Amyot,

Jean Amyot,

Et Jeanne Amyot, femme de Jean Desbournaux.

On s'est beaucoup occupé de la position de fortune des père et mère d'Amyot. Lui-même dit qu'il était né de parents plus honnêtes que riches. Ce fait est vrai. Leur fortune immobilière paraît avoir consisté dans des propriétés situées à Melun et à Chartrettes, d'une valeur relativement peu importante.

Dans un acte du 1^{er} février, 1535, dressé par Violet, notaire à Melun, les héritiers d'Edmond Lamour et Françoise Vaussard, au nombre desquelles était Marion Lamour, mère de Jacques Amyot, procédèrent au partage des biens immeubles dépendant de leurs successions.

La mère d'Amyot recueillit une portion de foulerie située à Chartrettes, et 78 perches et demi de terre et vigne dans l'étendue de cette paroisse. Elle eut aussi partie d'un jardin situé en la ville de Melun, sur le pavé de Saint-Père, attenant au cimetière Saint-Aspais. (Emplacement du Marché-au-Blé actuel).

Un autre acte passé devant le même notaire, le 30 septembre 1538, fait savoir que Nicolas Amyot possédait en commun, avec Jehan Rigault, mercier à Melun, une maison contenant deux chaas, sise en cette ville, rue de Boissettes. La maison fut partagée; Amyot en prit une partie, à la charge de payer à Rigault, une soulte de douze livres tournois, dont il s'acquitta immédiatement.

Enfin, un dernier contrat passé devant Godeffroy, notaire à Melun, le 24 janvier 1546, (1) indique que Nicolas Amyot et Marie Lamour, tous deux morts avant cette date, avaient possédé une maison sise à Melun, Grande-Rue et paroisse Saint-Aspais, d'une valeur de 600 livres tournois. C'est la maison qui porte aujourd'hui un marbre commémoratif de la naissance de Jacques Amyot (2).

Telles étaient, d'après les divers actes retrouvés jusqu'à présent, l'importance et la valeur des propriétés appartenant à Nicolas Amyot, qui, il faut le dire à son éloge, n'en fit aucune aliénation, et les transmit intactes à ses enfants à titre d'héritage patrimonial.

La famille Amyot, qu'il faut rattacher à la classe moyenne de la société du vieux Melun, jouissait de l'estime publique. Edmond Lamour avait été choisi pour représenter les habitants et soutenir leurs intérêts dans une affaire litigieuse en 1525 ; de plus, il avait été marguillier de Saint-Aspais. De son côté, Amyot, père, figure en qualité de conseil, concurremment avec un chanoine de la collégiale Notre-Dame, dans un acte concernant Geneviève de Hémarl, femme de noble homme Georges de Guerchy, seigneur de Vaulx-le-Pénil, le 29 mars 1535 (3). Enfin, cette même famille était dans une situation pécuniaire qui exclut l'assertion avancée par des écrivains, que Jacques Amyot, dans son enfance, fut aux prises avec la misère.

Ces faits demeurent acquis à l'histoire des premières années de notre compatriote et ajoutent à ce qu'on en savait. D'autres découvertes pourront compléter la vérité et satisfaire la curiosité de ceux qui aiment à faire marcher de pair la connaissance de la vie des grands hommes avec l'étude de leurs œuvres.

Le nom d'Amyot disparaît des registres de l'état civil de Melun, dès la fin du xvi^e siècle. Les petits-fils du marchand mégissier de la rue Saint-Aspais, annoblis et devenus riches, grâce à leur oncle Jacques Amyot, abandonnèrent le berceau de la famille pour aller jouir ailleurs des dons de la fortune, et peut-être aussi — sacrifiant à un travers inhérent à l'espèce humaine — pour ou-

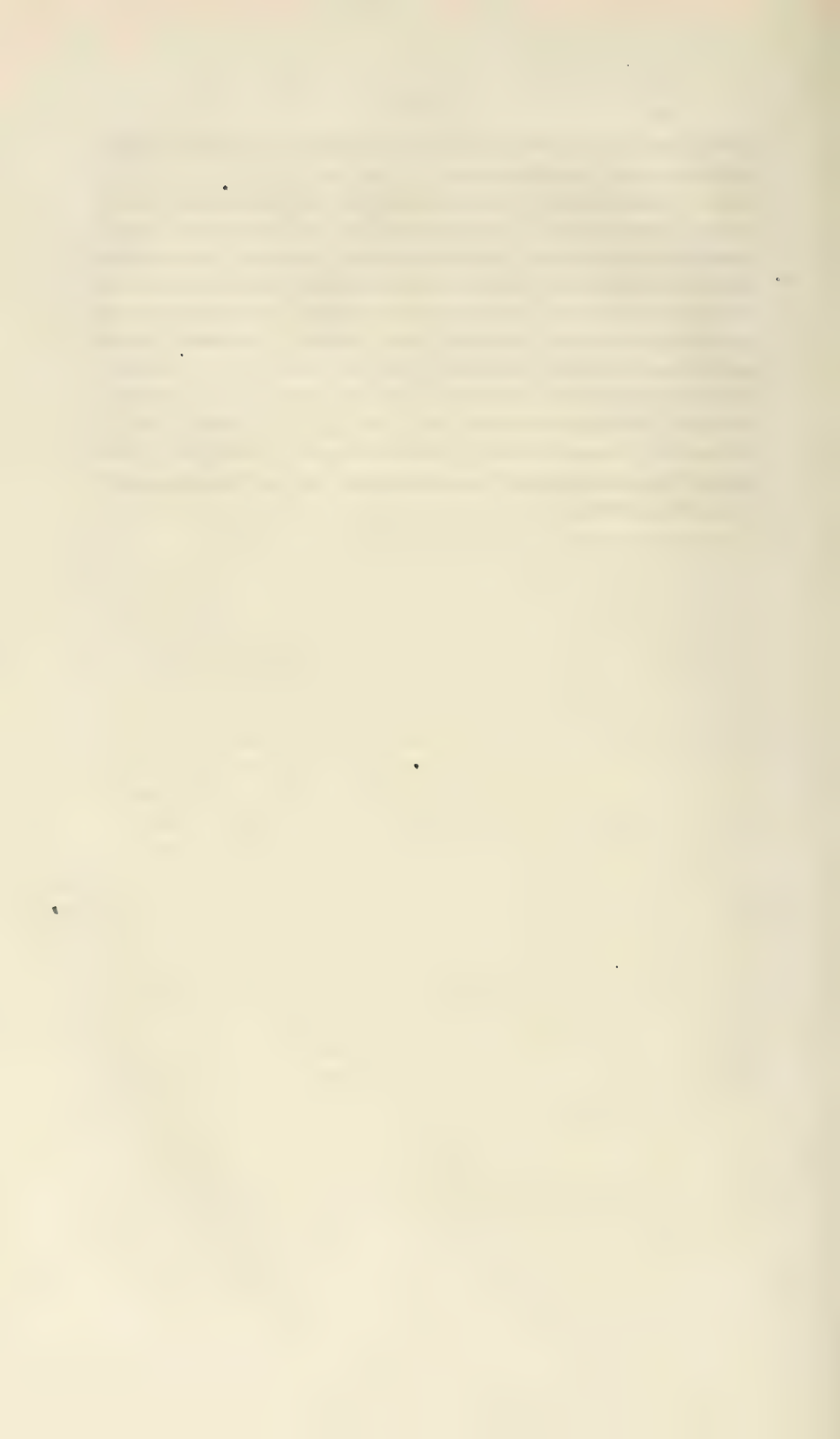
(1) Etude de M^e Desprez, notaire à Melun. Comme M^e Pujol, M. Desprez m'a ouvert son minutier. Je lui en témoigne ici ma vive reconnaissance.

(2) Numéro 32 de la rue Saint-Aspais (Voir ma notice : *Recherches sur la maison patrimoniale de Jacques Amyot*).

(3) Etude de M^e Pujol.

blier la condition modeste de leur ancêtre. Ils se dispersèrent, et Melun ne les revit jamais dans ses murs.

Leur descendance n'est pas éteinte, dit-on. Plusieurs familles, se glorifiant du nom d'Amyot, revendiquent des liens de parenté avec le savant évêque d'Auxerre. A ce titre, quelques-uns de leurs représentants ont assisté à l'inauguration du monument érigé par la ville de Melun, le 20 mai 1860. Des renseignements généalogiques ont été produits pour justifier l'honneur de cette revendication. Mais, intéressants à divers titres, ces renseignements sont en défaut sur un point capital. On n'y voit point apparaître le lien qui les rattache avec certitude à la famille Amyot, telle qu'elle existait à Melun dans le cours du xvi^e siècle; il est donc permis d'en dire qu'il sont comme une chaîne dont un anneau serait rompu.



DE QUELQUES DROITS DU ROI DE FRANCE ET DU VICOMTE DE MELUN

PAR M. G. LEROY

Membre fondateur (**Section de Melun**).

Parmi les impôts auxquels les populations du moyen-âge étaient assujetties, il en est un qui pesait particulièrement sur le commerce. C'était le droit de péage, c'est-à-dire la perception de certaines sommes au profit du roi ou de quelque autre seigneur pour le passage des bestiaux et marchandises sur un pont, chemin et rivière, ou à l'entrée d'une ville, d'un bourg ou de tout autre lieu.

Cette perception offrait de l'analogie avec celle des droits d'octroi actuels, et, comme elle, l'industrie, le commerce et l'agriculture l'assaillirent de leurs réclamations. Plus de péages ! plus de douanes intérieures ! est-il écrit dans tous les cahiers de 1789. C'est qu'en effet les impôts sont souvent moins à charge aux populations par leur quotité que par leur mode de perception. Sans parler des retards qui en sont la conséquence, les recherches et les soupçons auxquels les voyageurs sont soumis, les irritent assez facilement. Dans les griefs qu'on articule aujourd'hui en vue de la suppression de l'octroi, celui-là y entre pour une large part, de même qu'on le produisit jadis contre le péage, autrement dit impôt de circulation.

Les péages qui ont subsisté jusqu'à la Révolution n'étaient pas une invention des temps modernes. Les Romains, pour subvenir aux dépenses de l'Etat, prélevaient un tribut général sur toutes les marchandises que l'on transportait d'un lieu en un autre. Cet impôt, introduit dans la Gaule, tomba en désuétude durant les troubles qui signalèrent la plus grande partie du règne des rois des deux premières races. La royauté, rétablie sur de nouvelles bases à l'avènement des Capétiens, et la féodalité, alors toute puissante, firent revivre à leur profit la plupart des anciens péages. J'ajouterai qu'ils n'éprouvèrent aucun scrupule à en établir de nouveaux.

Dans l'origine, ces droits avaient eu pour prétexte la compen-

sation des frais de création, d'entretien et de réparations des chemins et des ponts. Mais le développement de la féodalité, qui morcela le pouvoir entre les mains d'une multitude de seigneurs, liés en droit par le vasselage, mais en fait plus ou moins indépendants; le besoin, pour la plupart de ces seigneurs, de se créer des ressources par tous les moyens, amenèrent de nombreux abus dans le système des impôts de circulation.

Au roi seul appartenait le droit d'établir des péages. Les seigneurs ne se faisaient pas faute de l'imiter dans l'exercice de ce droit. La royauté laissait faire. Que pouvait-elle, en effet, contre des feudataires qui contrebalançaient sa puissance? Ainsi, par leurs exactions souvent renaissantes, ces derniers donnaient aux seigneurs de moindre importance, le triste spectacle de l'arbitraire dans l'exercice d'un pouvoir illimité. On sait comment plus tard l'abus de ce pouvoir exempt de toute modération, concourut à hâter la chute du régime féodal. Ce dénouement auquel nulle puissance dépourvue de contrôle pondérateur ne saurait se soustraire, est un fait — devenu en quelque sorte un axiome social, — dont l'histoire, dans ses précieux enseignements, nous offre, à toutes les époques et de nos jours surtout, de nombreux et éclatants exemples.

Certains péages établis en Gaule par les Romains, continuèrent à subsister après les invasions des peuplades d'outre Rhin; ils reçurent une consécration nouvelle soit du pouvoir royal, soit du pouvoir féodal. Ils avaient été créés dans les lieux de passage les plus fréquentés par les négociants et les marchands. On les trouvait surtout au passage des ponts, et cela se conçoit aisément. Dans un temps où les transports par terre avaient peu d'importance, à cause de l'état d'imperfection des routes et des moyens de locomotion, la circulation des marchandises était plus active sur les cours d'eau que sur les chemins publics.

Il serait téméraire de dire, à défaut de documents certains, qu'un semblable impôt existait à Melun sous la domination romaine. Mais on l'y trouve établi sous les premiers Capétiens et perçu dans différentes proportions par le roi et le vicomte. Le lieu était bien choisi. Par sa situation sur la Seine et à la jonction de deux pays fertiles, la Brie et le Gâtinais, la ville de Melun fut de tout temps un passage extrêmement fréquenté.

César parle de cinquante grands bateaux, pris au port de Melun par Labiénus, son lieutenant, pour transporter des troupes à Paris. Plusieurs inscriptions, des *ex-voto*, des statues prouvent

que Mercure, dieu du commerce, était l'objet d'un culte particulier dans l'île de Melun aux premiers siècles de notre ère. (1) Une charte de Louis VII, en l'an 1178 et une ordonnance de Charles V, alors régent, datée du 4 novembre 1358, contiennent des dispositions en faveur du commerce Melunais et du passage des marchandises sous la maîtresse arche du pont. (2) Tous ces monuments sont autant de preuves de l'importance des transactions locales et aussi de la fréquentation active des passages par eau et par terre de la ville de Melun.

Le roi et le vicomte possédaient en outre un autre péage dans le voisinage de la même ville, sur une route qui servait à l'approvisionnement de Paris. Il était établi à Ponthierry où passe une voie antique empruntée en partie par la route actuelle de Paris à Lyon par le Bourbonnais. Le roi prenait les deux tiers du produit et le vicomte un tiers.

De semblables droits étaient perçus au profit de quelques seigneurs dans plusieurs autres localités de la Brie et du Gâtinais, à Coulommiers, à Nemours, à Larchant, à Saint-Mammès, etc., où leur existence est démontrée par des actes authentiques des XII^e et XIII^e siècles.

Ce n'est qu'à partir de cette dernière époque qu'apparaissent les documents certains sur le péage de Melun. Le vicomte Adam II, ayant fait un don à l'abbaye du Jard pour la célébration de son anniversaire, son fils Guillaume assura cette célébration par une rente annuelle de vingt sols à prendre sur le produit de son péage de Melun. L'acte qui contient cette stipulation est daté du mois de mars 1220 (3).

Dans un registre conservé aux archives nationales, intitulé : *Coutumes de Paris*, et paraissant dater de la fin du XIII^e siècle ou du commencement du XIV^e, se trouve un accord entre les marchands et les voituriers pour l'acquit des péages du pont de Melun, qu'ils devaient payer chacun par moitié. (4) Cette intéressante convention est ainsi conçue :

« C'est la coutume de ce qui paisera le pont de Meleun. Il est

(1) *Antiquités gallo-romaines de la place N.-D. de Melun*. Rapport présenté à la société d'Archéologie par G. Leroy en 1865.

(2) Voir ma notice : *Le Commerce et l'Industrie avant 1789*.

(3) Fonds de l'abbaye du Jard. Archives municipales de Melun.

(4) *Livre des Métiers d'Étienne Boileau. Documents inédits sur l'Histoire de France*, publication du ministère de l'Instruction publique.

« accordé que l'en paiera de chacun toniau de vin qui vendra de
« dessouz Meleun II deniers.

« Item, le grenier de quelque marchandise que ce soit paiera
III sous.

« Item, chascune navée de busche paiera II den.

« Item, chascune charretée de plastre paiera II den.

« Item, chacun tornel de sel paiera II den.

« Item, chacun tonel de harenc paiera II den et la queue I den.

« Chacun flael de harenc paiera obole.

« Item, chacune navée de foin III sous.

« Item, si l'on amène fer ou moles, la navée en paiera III
« sous.

« Item, chacune queue de miel paiera autant comme le tonnel
de vin.

« Item, se gibe (1) de dras ne dautre marchandise se vient aval
« lieaue, le gibe paiera XII den. et le Troussel III den. et se
« autre marchandise venoit qui nest ci-dessus nommée la navée
« en paiera III sous.

« Et de toutes les coutumes ci-dessus nommées les marchans en
« paieront la moitié et li voiturier l'autre. Et cète ordonnance est
« fête por le commun profist de la marchaendise. »

Cette nomenclature, qui est loin d'être complète, reçut, dans la suite des temps, d'importantes modifications, dans son taux et dans son mode de perception. Ainsi vers le xvi^e siècle, le tarif contenu dans les aveux et dénombrements de la vicomté est spécial à plus de quatre-vingts articles de marchandises et denrées de nature différente. Les modifications au tarif primitif sont en outre attestées par l'insertion de clauses concernant le papier *destiné aux imprimeurs et les cartes à jouer*, cas qui ne purent être prévus qu'aux xiv^e et xv^e siècles. Si le péage fut étendu à certaines marchandises de fabrication nouvelle, d'autres denrées en furent affranchies. Pour indemniser le vicomte de l'abolition de l'impôt sur le sel passant sous le pont de Melun, il lui fut octroyé 400 livres d'argent et quatre minots de sel à prendre sur les gabelles de la ville, droit qui lui fut confirmé par sentence judiciaire du 17 juin 1669.

Quelques particularités se rencontrent dans la perception du péage; par exemple « *le droit d'esbat*, » c'est-à-dire le droit de

(1). La charge à dos d'homme

jeu sur la grosse de cartes, qui était pour grosse une paire de cartes.

Le papier qui était aux imprimeurs et gens privilégiés, ne devait *que d'esprit*, c'est-à-dire moralement, ce qui n'empêchait pas le vicomte, pour sauvegarder son honneur, de prendre une main de papier. Malgré l'exigence de ce dernier droit, il convient de signaler en passant cette reconnaissance de la féodalité en faveur d'un produit qui servait à la manifestation des œuvres intellectuelles.

Sur un millier d'œufs on prélevait une *omelette* de sept œufs.

En général, les péages étaient donnés à ferme à des particuliers qui les faisaient valoir à leur profit, sous la charge d'une redevance annuelle envers le possesseur du fief. Pour éviter des exactions trop souvent renouvelées, le fermier était tenu d'afficher, à l'endroit le plus apparent du passage, une pancarte du tarif pour le règlement des contestations. A Melun cette pancarte était placée à l'entrée du Pont-aux-Moulins, sur un tableau portant les armes royales et celles du vicomte. Une note écrite de la main même de Fouquet, sur le registre du revenu de son domaine en 1660, porte que le péage par eau de la maîtresse arche du pont, valait 3,200 livres (1).

Les Tribunaux avaient été souvent appelés, paraît-il, à prononcer sur des difficultés soulevées par la perception du péage melunais. Une révision générale de leur pancarte, faite le 24 octobre 1667, fut confirmée par sentence rendue le même jour par la Chambre du Trésor du Palais à Paris. En 1722, le 29 septembre, le Conseil d'Etat fut appelé à interposer son autorité pour assurer l'équité de la perception du même droit.

Les contrevenants devaient 60 sols parisis d'amende, entraînant la contrainte par corps. A défaut de paiement ils étaient saisis et renfermés dans la prison de la Vicomté, disposée dans un gros pavillon situé dans l'île Saint-Etienne, à l'entrée du Pont-aux-Moulins.

On trouvera ci-dessous, la longue nomenclature des droits exigés par le roi et le vicomte, tant à Melun qu'à Ponthierry. Rien n'échappait au péage. Le blé, l'avoine, les autres céréales, les vins de Bourgogne, de Tournon, de Nevers, de Saint-Pourçain, les bestiaux, les productions naturelles, les matières premières ou manu-

(1) Ce registre qui fit partie de la collection de feu M. Eugène Grézy appartient aujourd'hui à M. Horace de Choiseul, qui l'a acquis à la vente de notre regretté et savant confrère.

facturées, la marée, le poisson d'eau douce, etc., etc., tout était soumis à l'impôt de circulation.

Les anciens aveux et dénombrements de la Vicomté de Melun, montrent aussi qu'indépendamment de ces droits, le roi et le vicomte en percevaient d'autres qui étaient essentiellement féodaux, c'est-à-dire plutôt honorifiques que lucratifs, et dont il faut probablement rechercher l'origine dans les conditions d'affranchissement des personnes. Ils étaient perçus sur les boulangers, les patisseries, les cordonniers, les merciers, les mégissiers ou corroyeurs, et les *filles d'amour*.

De tous ces droits, le dernier est à remarquer. Qu'est-ce, en effet, que « *l'estendue* » exigée sur les filles d'amour qui ne peuvent acquitter quatre deniers parisis, pour exercer librement leur métier honteux ? N'est-ce pas là quelque chose d'analogue à ce fameux droit du seigneur, nié par quelques auteurs et attesté par d'autres ? — Cette opinion assez probable, mérite cependant confirmation.

TARIF des droits de péage perçus par le roi et le vicomte de Melun, sur toutes les marchandises passant sur et sous les ponts de Melun et à Ponthierry :

« Au péage par terre d'icelle ville de Melun, appartenant au roy nostre dict seigneur, avons, et au sieur de la Borde, au lieu de Monsieur le marquis de Rothelin, aussy vicomte de Melun, prenons et avons accoustume et droict de prendre les droicts et proffitz cy-après déclarez du péage tant par eue que par terres sur toutes les danrées, marchandises, batteaux et choses passans et repassans tant par dessus que par dessoulz les ponts et destroictz du dict Melun et à Ponthierry, dont en auculnes choses, prenons la totalité, et autres ung dernier avant le roy et le tiers au demeurant, et autres marchandises et danrées, le tiers à prendre avecq le roy nostre dict seigneur, selon et suivant les antiens adveus et pancartes de ce faisans mention : »

Premièrement, le droict de péage par terre, pour la charge d'alun menée en charette : La première charge menée en charette doit treize deniers, esquelz, nous et le dit sieur de la Borde, vicomte, prenons un denier avant le roy, et le tiers au demeurant ; et toutes les autres charges doivent chacune quatre deniers,

dont le dit sieur de la Borde, vicomte, et nous, prenons la tierce partye pour péage.

Toutes autres marchandises menées en charettes ou sur sommes dehors la chastellenye de Melun doibvent cinq deniers où nous prenons avec le dict vicomte ung denier avant et le tiers au demeurant.

Le charriot à quatre roues menant marchandises doibt dix deniers où nous et le dict vicomte prenons deux deniers avant et le tiers au demeurant.

Ceux de la chastellenye de Melun qui mènent marchandises en charettes ou sur sommiers de quelques marchandises que ce soit, la charette doibt ung denier et le sommier aussy ung denier à nous et au dict vicomte, tant seulement sy la charge a esté faicte en la dicte chastellenye ou si elle gist en la franchise.

Le bœuf que le marchand hors de la chastellenye mène en trespasant hors de la dicte ville de Melun doibt deux deniers obolles de péage.

La vache trois obolles,

Le porcel trois obolles.

Et de toutes icelles bestes, nous et le dict vicomte prenons obolle avant, et le tiers au demeurant.

Le mouton et la brebis doibvent chacun trois poitevines (1) où nous et le dict vicomte prenons poitevine avant en chascune beste et le tiers au demeurant.

Ceux de la chastellenye de Melun, qui mènent bœufz, vaches et pourceaux sy les ont acheptez pour vendre et les mènent en leurs franchises où ilz les ayent prinses doibvent de chascun obolle à nous et au dict vicomte tant seulement.

Les marchans de dehors la chastellenye de Melun, qui amènent vendre grandz chevaux d'armes, ou en trespasant parmy la dicte ville de Melun, treize deniers, où nous et le dict vicomte prenons ung denier avant, et le tiers au demeurant.

Les palfroys, en cette manière, doibvent dix deniers, où nous et le dict vicomte prenons ung denier avant, et le tiers au demeurant.

Les marchans de la Chastellenye, en la manière de chacun des chevaux dessus dictz, doibvent ung denier à nous et au dict vicomte seulement, s'ils les passent ou mènent en sa franchise, et est assavoir que toutes les choses dessus dictes doibvent la cous-

(1) Poitevine ou pitte, très-petite monnaie du Poitou qu'on regarde comme équivalant à la moitié d'une obole et d'un quart de denier.

tume dessus nommée , et s'ils passent les pontz de Melun , et s'il advenoit que marchants de dehors de la dicte chastellenye chargeassent danrées prises en la paroisse Saint-Aspais , en allant vers Paris ou vers Provins ou vers la Brye, sans passer les ponts de Seyne, ils ne doibvent que quatre deniers pour la charetée , et huict deniers pour le charriot, et quatre deniers pour le sommier, où nous et le dict vicomte prenons le tiers, et le Roy, nostre sire, les deux parts.

Et sy marchans de dehors chargent danrées en la paroisse Saint-Ambroise de Melun en allant vers Sens, vers Orléans, vers le Gastinois ou vers la Beausse , sans passer les pontz de Seyne , en cette forme, ils doibvent quatre deniers, où nous et le dict vicomte prenons le tiers partout , et en cette manière paient ceux qui chargent en la paroisse Saint-Aspais, pourvu qu'ilz ne soient de la dicte chastellenye, et qu'ils ne passent les deux pontz de Melun.

Les marchans de la chastellenye s'ils chargent esdictes paroisses de Saint-Ambroise et Saint-Aspais, sans passer les pontz , ne doibvent rien au Roy, nostre sire, ny aux dictes personnes.

Le péage de Ponthierry est au Roy, notre diet seigneur, à nous et le dict vicomte, la tierce partye.

La charette paye quatre deniers.

Le charriot, à quatre roues, huict deniers.

Sommier, menant marchandises, quatre deniers.

Et les autres marchandises, à raison des présentes.

La coustume de l'arche de Melun , en laquelle nous prenons la sixiesme partye, est prise et a coustume de prendre en la manière qui s'ensuict ;

C'est assavoir :

Le muid de bled , mesure de Braye et de Champagne, douze deniers.

Le muid d'avoine, à la dicte mesure, huict deniers.

Le muid de grain, mesure de Montereau, huict deniers.

Le muid de grain, mesure de Moret et de Melun, six deniers.

Le tonnel de vin françois de Bourgogne, quatre deniers.

Le tonnel de vin de Tournon , de Nevers ou de Saint-Pour-san (1), les trois queues, huict deniers.

(1) Il est fait mention de ce dernier vin sous le nom de « Saint-Pourceint » dans l'ordonnance du 4 novembre 1358.

- Le tonnel de cendre, pour teinturiers, douze deniers (1).
La queue d'huile six deniers, et la somme deux deniers.
La queue de miel six deniers, ou le caque deux deniers (2).
La queue de sain (3) six deniers, et le caque deux deniers.
Le bacon de lard (4) deux deniers.
Le fardeau de chanvre et tous fardeaux quatre deniers.
La gippe de draps seize deniers et la demye gippe huit deniers. (5)
Le muid de chenevis douze deniers.
Le muid de noix et de chatignes douze deniers.
La somme ou charge de fer quatre deniers. (6)
Le cent de faucilles deux deniers.
La pièce d'oing (7) obolle.
Le cent de suif quatre deniers.
Le cent de cire quatre deniers.
Le cent d'avoir de poids quatre deniers. (8)
Le cent d'alun quatre deniers.
Le millier ou caque de harengs ung denier. (9)
Le cent de poisson sallé deux deniers.
Le poisson d'eaue douce doit pour millier un poisson de les-

(1) Il faut entendre ici la *cendre gravelée*, c'est-à-dire la calcination de la lie de vin. Cette substance, recherchée des teinturiers, qui s'en servaient comme matière colorative, figure dans des documents du *xiii^e* siècle.

(*Histoire des foires de Champagne*, 1^{re} série, page 292. — *Livre des Métiers*, de Boileau, page du Petit-Pont, p. 284).

(2) L'accord entre les marchands de Melun et d'Auxerre, porte : « Chacune « queue de miel paiera autant comme le tonel de vin. » — Le vin payait 11 deniers. — Ainsi, il devient évident que les coutumes portées en l'aveu et dénombrement du *xvi^e* siècle existaient déjà au *xiii^e*, et, très-probablement à une époque antérieure.

(3) Graisse fondue, saindoux.

(4) Cette expression figure dans les actes et documents du *xiii^e* siècle (*Livre des Métiers*, d'Etienne Boileau).

(5) L'accord précité, porte : « Item, se gibbe de dras, ne dautres marchaandises se vient aval lieaue, la gibbe paiera XII den. et le troussel III den. et d'autre marchaandise venoit qui n'est ci-dessous nommée la navée en paiera III sous,

(6) Le même document porte : « selon amene fer ou moles, la navée en paiera III sous.

(7) Lard.

(8) On entendait autrefois par ce nom des objets qui se vendaient au poids, et qui étaient particulièrement employés comme remèdes en médecine, comme condiments, comme matières colorantes, etc.

(9) L'accord du *xiii^e* siècle, précité, porte : « item chaque tonnel de harenc paiera II den. et la queue I den. Chacun flael de harenc paiera ob. »

chantillon dont il est, s'il est à marchant et non gentilhomme ou clercs et gens privilégiés, ou chascune botte douze deniers.

Le millier de souches trois deniers.

Une brouette quatre deniers.

Une charette huit deniers.

Une chambre (?) quatre deniers.

Le cent darrain, estaing, plomb ou de potin quatre deniers.

Le fardel de potterye neufve quatre deniers.

Le sacq de laine quatre deniers.

Le lot de cuirs à poil montant à vingt livres, quatre deniers, et quant le lot nest du tiers chascun cuir doit obolle.

Le comble de foing douze deniers ou la batellée douze deniers. (1)

Le hairnois à armer ung homme, le premier doit treize deniers dont le Roy nostre sire ne prend que les huict deniers, et les autres doivent chascun onze deniers de paye, aultant ung casque, ung gantellet et une autre pièce seulle, comme faict ung hairnois entier.

Le grenier doignons qui faict cent bouchées paye quatre deniers, et le muid, quand ils sont égrenez, douze deniers.

La queue de quandelle six deniers.

Le cent de seaux ferrez seize deniers.

Le cent de poix quatre deniers.

La pierre percée (meulière) six deniers.

La pierre non percée (Souppes et Château-Landon) quatre deniers.

La batellée de bûches trois deniers, dont nous avons la moietyé, et le dict Vicomte l'autre moietyé (2)

La batellée de sel six minots non subjectz à aucun droict de gabelle. (3)

Le muid de fromages d'Auvergne douze deniers.

La pannerée de fromages six deniers.

La caisse doranges, grenades et autres fruitz du païs estrange dix deniers.

Le cent de morue à teste six deniers.

Le cent de morue sans teste quatre deniers.

Touttes autres marchandises qui se vendent au poids doivent pour cent pezent quatre deniers.

(1) Ce même document dit : « Item, chacune navée de fein III sous.

(2) L'accord du XIII^e siècle porte : « Item, chacune navée de buches paiera III sous.

(3) Item, chacun tounel de sel paiera II deniers (Idem).

La douzaine de vans douze deniers.

Le cent de futailles six sols quatre deniers.

Le millier de cerceaux ou cercles doit pour chacun millier à nous et audict Vicomte seulement six deniers.

La fuzée de fil de chanvre douze deniers.

La gibbe ou fardeau de linge de six à sept pièces quatre solz. Sy la gibbe est de draps de lin doit pour chascune douzaine de draps de lin quatre deniers.

Le caquebray douze deniers.

La grosse de cartes doit le droict desbat qui est pour grosse une paire de cartes à nous et au dict vicomte seulement.

Pareillement doit la grosse de dez.

Le fardeau de papier doit quatre solz sy ce nest pour les imprimeurs et gens privilégiez. Sy le dict papier estoit à gens privilégiez ne doit que despry (moralement ?) avec la main de papier pour l'honneur du vicomte.

Le ballot de querlet quatre deniers.

Le millier d'œufs nous doit et au dict vicomte lomellette qui est pour millier sept œufs.

Le flot de bois trois deniers.

La balle de liège deux sols.

Le cent de cuir tanné cinq solz.

La douzaine de cuirs de mouton quatre deniers.

La douzaine de cuir de plain quatre deniers.

Le caque de saulmon douze deniers.

Le millier de brezy (?) quatre solz quatre deniers.

La tonne meravye meslée quatre solz. (?)

Le muid de meravye deux solz.

Le caque de maquereau trois deniers.

Lá balle de fer à tondre deux solz.

Le tonneau escharny cinq solz.

Le muid de baleine deux solz.

La menue meravye cinq solz.

La grande tonne de morue trois solz.

Et sy les danrées et devoirs dessus dictz ne nous sont paieez et acquittez, nous pouvons poursuivre et faire poursuivre les défail-lants et débiteurs de payer et sur eux prendre soixante solz parisis damande pour nostre droict non acquitté.

Aultres coustumes prinses par le Roy, nostre dict seigneur, nous et le dict vicomte.

C'est assavoir :

Aux fenestres à pain dedans les vielz murs de Melun, avons à prandre nous et ledict vicomte six solz parisis à trois termes, cest assavoir : A la Thoussainct, à la Chandeleur et à l'Assention.

Item, plus sur les dictes fenestres à pain, par toute la ville de Melun, avons à prendre ung pain ou vingt deniers la veille de la Thoussainct et Noël.

Item, les pâtissiers doibvent à chascune des dictes deux festes une poictevyne ou ung gasteau.

Item, les cordonniers de Melun nous doibvent aux termes de Thoussainct, Chandeleur et Assention nostre Seigneur, chascune des d. festes seize deniers parisis.

Item, avons droict de prendre tous les samedys de lan, sur chascun mercyer ou autre vendant fil en destail demy mettoiez (?) de fil, excepté les samedy de Pasques et Penthecoste.

Les mercyers vendans parmy la dicte ville doibvent ès deux festes de Thoussainct et Noël chascun demy de leur mercerye ou une esguille.

Les megissiers ou corroieurs doibvent chascun deux lasnières à chascune des six festes à paier la veille.

Les thonneliers à besongner de leur mestier sur le pavé de Melun, nous doibvent à chascun demy corvée.

Nous avons droict de prendre sur les filles d'amour venans de nouveau à Melun quatre deniers parisis ou l'estendue.

UNE ANCIENNE HABITATION BOURGEOISE DE MELUN

PAR M. G. LEROY,

Membre fondateur (**Section de Melun**).

Les transformations que le temps entraîne avec lui n'ont pas épargné un ancien hôtel bourgeois de Melun qui était jadis, avec le pavillon de l'Hôtel-de-Ville, le principal édifice de la rue Neuve. Reprenons-nous cependant : la façade extérieure de l'hôtel Leconte existe encore ; elle a même été restaurée avec soin il y a quelques années, mais l'intérieur n'offre plus aucune de ses dispositions primitives. Le logis patrimonial a disparu pour faire place à des salles de classes et à des dortoirs dans lesquels s'agite une jeune population dont les allures bruyantes doivent passablement troubler les ombres recueillies des possesseurs d'autrefois, s'il leur arrive, par aventure, de venir errer dans ces parages.

L'ancienne demeure des Leconte, bourgeois de Melun de père en fils, est un bel hôtel du temps de Louis XIII, construit en grès et en briques suivant le goût du temps. (1) Il a bonne apparence et fière tournure. Ses grandes cheminées, ses lucarnes à frontons, ses fenêtres surexhaussées, son portail élégamment agencé, ses panneaux de briques disposés dans la façade, ses balcons de fer historié, tout lui donne grand air et fait pressentir une origine de bonne bourgeoisie dont s'accommoderait plus d'une habitation rurale décorée, de nos jours, du nom pompeux de château. Et d'ailleurs, de l'ancienne bourgeoisie à la noblesse actuelle il y a moins qu'un pas. Nous verrons dans le cours de cette notice, plus d'une fille des bourgeois de céans s'allier aux meilleures maisons de l'ancienne France et accoler son nom plébéien au nom des Gontaut, des d'Aguesseau, des Noailles et des d'Ayen.

L'aspect des édifices contemporains de Louis XIII a lieu de séduire. L'alliance du grès sombre à la brique rouge de feu plait à l'œil. Imaginez un soleil couchant venant illuminer de ses derniers rayons ces vieilles façades ; supposez de grands massifs de verdure s'étendant à l'entour et vous aurez le plus agréable tableau

(1) Rue Neuve, n° 12.

qui puisse charmer la vision d'un artiste ou d'un rêveur. Ces tableaux se rencontrent assez souvent dans nos environs, sans qu'on ait besoin, pour en jouir, de faire effort d'imagination. Fleury-en-Bierre, Lésigny, Livry et d'autres édifices de même style nous en offrent des exemples.

Il fut un temps où, comme ces anciennes demeures seigneuriales, l'hôtel Leconte, se détachait sur un fonds de verdure. Les maisons du boulevard Saint-Jean n'étaient pas encore venues faire obstacle à la perspective qui s'étendait sur les prés des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, sur les hauteurs du parc de Vaux, et sur la vallée de la Seine où la vue allait se perdre dans les horizons de la Rochette et de Brolles. Non seulement le vieil hôtel n'a plus son encadrement de verdure et son panorama, mais c'est à peine si les maisons dont il est environné permettent à quelques rayons de soleil de venir illuminer sa rouge façade et donner aux vitraux de ses grandes fenêtres des reflets d'incendie. Sous l'action des ans il a presque perdu sa topographie.

C'est assez nous arrêter devant sa façade. Pénétrons plus intimement dans cette demeure où s'écoulèrent les existences patriarcales de plusieurs générations de bourgeois melunais. C'est ici que l'imagination doit faire revivre ce qui n'est plus. Le passé a disparu de l'intérieur de la maison des Leconte. Une école communale de filles y a été établie récemment, et cette destination nouvelle a nécessité la transformation dont nous parlions en commençant.

Dans cet intérieur, tout était aisé, vaste, quasi monumental. Sous des plafonds élevés on respirait à pleins poumons; près de larges cheminées on se chauffait commodément; dans l'escalier, à la rampe en cœur de chêne artistement travaillé, on circulait avec facilité et sans fatigue. C'était tout à la fois une demeure confortable et heureusement appropriée aux goûts simples et réguliers de ses hôtes.

Les principales pièces étaient garnies de boiseries de chêne à panneaux moulurés et sculptés. Le salon et une chambre à coucher attiraient particulièrement l'attention. C'était là que se révélait davantage le goût artistique des bourgeois du lieu.

Dans les boiseries du salon on avait ménagé l'emplacement de peintures sur toiles, au nombre de neuf, représentant des paysages de l'école de Gaspre Ducher, dont les élèves, parmi lesquels figure Francisque Milé qui est le plus connu, ornèrent tous les hôtels de Paris et des environs sous le règne de Louis XIV. Ces peintures

représentaient la nature sous l'aspect conventionnel qui constitua, plus tard, le paysage classique dont Nicolas Poussin est resté l'inimitable maître. Inspirés des œuvres du Gaspre Ducher, les tableaux décoratifs du salon des Leconte étaient agréables à des titres divers. La touche en était vive et accentuée, la lumière brillante, le dessin correct, les effets bien disposés.

La chambre à coucher de la maîtresse du logis avait été décorée avec un soin particulier : La galanterie d'un mari pour une femme aimée avait certainement présidé à l'ornementation. Ici, les boiseries n'avaient plus le dessin fantaisiste des autres appartements. Elles étaient conçues sur un plan régulier emprunté à l'ordre dorique ; des pilastres sur lesquels étaient taillés en plein bois les initiales entrelacées L. C. (Leconte) et M. L. (Madeleine Ligne) supportaient une corniche moulurée et dentelée, courant autour d'un caisson ornée de peintures murales. Dans les angles étaient figurées des arabesques avec la tête de Diane surmontée d'un croissant, style renaissance de la dernière période. Au milieu, on voyait une gracieuse composition qui fut souvent imitée dans la décoration des boudoirs du règne de Louis XV : *L'amour au lever de l'Aurore*. De nuages roses sortait l'Amour entouré de génies ailés soutenant de légères guirlandes de fleurs.

La variété des plaques de cheminées constituait une autre particularité de l'hôtel Leconte. Au salon, un soleil, emblème de Louis XIV, avec les armes de France, attestait, à défaut d'autre preuve, l'époque des derniers travaux. Quatre autres plaques aux armes de France, une avec la date de 1659, se voyaient dans différentes pièces. Ailleurs on trouvait : Une tête de femme dans le goût des mascarons de la Renaissance ; un génie portant des palmes, deux sujets mythologiques et une Diane chasseresse.

De cette décoration, à laquelle les artistes employés par Fouquet à Vaux-le-Vicomte, avaient peut-être prêté leur concours, il ne reste plus rien. Tout a été détruit ou dispersé sans qu'on ait songé à déposer le moindre souvenir au musée de la ville.

Maintenant que l'hôtel Leconte nous est connu, il faut voir ses anciens possesseurs, nous les représenter édifiant le logis patrimonial, y vivant selon les coutumes bourgeoises du temps, et s'y succédant dans le calme d'une existence honorable et honorée.

La famille Leconte était fixée à Melun dès la première moitié du xvi^e siècle. Un de ses membres prit part à la rédaction de la Coutume sous la présidence de Christophe de Thou en 1560. Avec ses concitoyens, députés du Tiers-Etat, tous manants, habitants

et bourgeois de Melun, comme on disait alors, Jean Leconte signa les délibérations qui dotèrent le bailliage d'un recueil spécial de lois coutumières et d'ordonnances. La famille était nombreuse, à en juger par le retour fréquent de son nom sur les registres des paroisses de la ville.

Au moment où le roi Henri IV entra de vive force à Melun, un Claude Leconte était pourvu d'une charge de conseiller au bailliage. En récompense de sa fidélité à la cause royale, il fut annobli par le monarque victorieux avec plusieurs magistrats, ses confrères, qui avaient souffert, comme lui, des persécutions des ligueurs. A partir de cette époque, la fortune des Leconte prit un accroissement rapide.

Un fils du précédent, Antoine Leconte, conseiller du roi, lieutenant en l'élection, épousa, le 18 novembre 1618, Marguerite Barbin, sœur du procureur de ce nom, personnage important sous la régence de Marie de Médicis. Cette alliance servit merveilleusement les Leconte jusqu'au jour où Barbin, dépossédé de son titre de contrôleur général des finances, tomba en disgrâce et fut incarcéré au Fort-Lévêque. (1)

En 1625, lorsque la prospérité de Barbin était à son apogée, Antoine Leconte ajouta à son titre de lieutenant en l'élection celui de « secrétaire ordinaire de la Reyne, mère du Roy », tandis que Louis, un de ses frères, conseiller et garde des sceaux au présidial, adjoignait à ses fonctions celles de « maître des requêtes ordinaire de la Reyne ». Plus tard, il fait précéder son nom de la qualification de « noble homme ». Nous sommes loin de Jean Leconte, figurant en 1560 à la rédaction de la coutume dans les rangs des manants et habitants.

Il devint de règle chez les habitants de l'hôtel de la rue Neuve, de se pourvoir de charges de cour, achetées à prix d'argent. En 1626, Jean Leconte, second du nom, s'intitule « secrétaire de la Chambre du Roy et commis de MM. les secrétaires du Conseil ». En 1628, Florent, autre membre de la famille, prend le titre de « secrétaire ordinaire de la reyne-mère ». Tous tentent de rayonner autour de la Cour ou plutôt de Barbin, leur parent, dont le crédit était alors illimité.

Mais la mort du maréchal d'Ancre et la chute de Barbin ralentirent ce désir de s'élever. Les Leconte se résignèrent à un rôle

(1) L'histoire de Barbin est rapportée par le marquis de Montglat, dans ses Mémoires, tome I, page II, édition de 1728.

plus modeste, et se contentèrent d'être, pour un temps, et comme jadis, magistrats au bailliage. Le 20 août 1633, quand Antoine Leconte fut inhumé à Saint-Aspais, le prêtre qui rédigea l'acte mortuaire, le qualifia simplement de lieutenant en l'élection. Le noble homme et le titre des offices de cour avaient disparu.

La construction du gros-œuvre de l'hôtel de la rue Neuve se place entre 1622 et 1633 ; mais son achèvement intérieur est plus récent. En l'année 1622, Antoine Leconte devenait propriétaire de deux maisons dans la rue Neuve, comprises dans la censive de la Commanderie de Saint-Jean, et faisait édifier sur leur emplacement l'habitation qui nous occupe (1).

Louis, son fils, conseiller du roy, prévost, juge ordinaire civil de la ville, prévosté et banlieue de Melun, et premier conseiller au bailliage et siège présidial, recueillit l'hôtel patrimonial. Il l'agrandit en 1661, par l'adjonction d'une maison contiguë, au moment où sans doute il faisait compléter la décoration intérieure (2).

Le 2 novembre en 1653, il avait épousé la veuve d'un magistrat melunais, Madeleine Ligne, dont les initiales accolées à celles des Leconte, furent sculptées sur les boiseries de la chambre à coucher ornée du sujet : *L'Amour au lever de l'Aurore*.

Louis Leconte suivit les traditions de sa famille en devenant, comme ses ancêtres, titulaire de charges de cour. Avocat en Parlement, prévost de Melun, nommé le 19 mai 1652, il acheta le 27 juin 1677, l'office de secrétaire des finances de MONSIEUR, frère unique du roy, qui lui octroya, deux mois plus tard, des lettres-patentes pour l'exercice de sa charge, avec tous honneurs et profits en dépendant. Louis XIV autorisa le cumul de ces nouvelles fonctions avec celles de prévost, par lettres données à Fontainebleau, le 19 septembre de la même année, contre-signées Colbert.

Gens de mœurs douces et pieuses, attachés aux vieux usages, les Leconte se montraient néanmoins glorieux de leur état de bourgeoisie, de leurs titres de nobles hommes, rigides même à l'endroit de ces prérogatives. Ils professaient, en dépit de ce léger travers, des habitudes simples, des goûts modérés, une excessive régularité dans la vie. En ce temps, n'était pas bourgeois qui vou-

(1) Voir une déclaration passée, à la date du 26 avril 1669, au terrier de la commanderie de Saint-Jean de Melun, par M. Leconte, prévost (Archives départementales de Seine-et-Marne).

(2) Déclaration à terrier précitée.

lait ; on ne s'implantait pas dans l'ancienne bourgeoisie de Melun. Être bourgeois, cela voulait dire qu'on possédait un avoir, autant que possible en biens-fonds au soleil, que le public pouvait tarifier et estimer *de visu*. Une note officieuse, conservée dans les papiers de l'Élection, évaluait à 8,000 livres la valeur de l'office de prévost, possédé par Louis Leconte. La note ajoute : « M. Leconte est accomodé de la fortune, il a du bien qui ne produit pas. » Avoir du bien ne produisant pas, c'était être doublement bourgeois, surtout quand on pouvait y ajouter les somptuosités relatives de l'hôtel de la rue Neuve.

Antoine Leconte, constructeur de cette demeure, avait eu quatre enfants avec Marguerite Barbin : Antoine, Jeanne, Louis et Florent.

Ce Florent, qui succéda à son père dans son office de lieutenant en l'Élection, quitta Melun à la suite d'un incident dont les détails sont consignés dans un registre du temps. L'harmonie faisait défaut entre ce magistrat et ses confrères de l'Élection. Un jour, le 4 juillet 1680, le dissentiment se manifesta plus fort que de coutume. C'était dans l'auditoire du Châtelet, où les Élus siégeaient habituellement. Le président Raymond Musnier prononçait une sentence relative au fermier des aydes, quand il fut interrompu par Florent Leconte qui trouvait la cause mal jugée. Rappelé à l'ordre, Leconte, au lieu de garder le silence, se leva, en proie à une émotion de colère mal contenue, et porta contre le président l'accusation d'avoir mis au greffe un procès-verbal faux, de recevoir de toutes parts et de toutes mains, et l'invectiva comme si la scène se fût passée aux halles. Musnier, abandonnant son siège, se retira dans la chambre du Conseil pour rédiger ses protestations. Comme on peut le penser, le scandale eut du retentissement ; il avait eu pour témoins les procureurs, leurs parties, et les magistrats de l'Élection, MM. Lefebure, assesseur, Guérin, Noël, Colleau, élus, Pilloust, procureur du roy.

Florent Leconte conserva néanmoins son office pendant quelques années. Il s'en dessaisit en 1684, et quitta Melun pour aller habiter la paroisse Saint-Louis-en-l'Île à Paris, grave résolution s'il en fût, à une époque où l'on vivait et mourait presque toujours sous le toit paternel.

Son frère, le possesseur de l'hôtel de la rue Neuve, le suivit dans la capitale après s'être démis de ses fonctions de prévost, juge ordinaire, civil, criminel et de police, en faveur de Louis-Pierre Leconte, son fils aîné.

Nous ne suivrons pas davantage les membres de cette famille dans les phases de leur existence ; la généalogie de ces modestes personnages présente peu d'intérêt. Qu'il nous soit permis cependant de reproduire l'acte d'inhumation de Louis Leconte , d'après les registres paroissiaux de Saint-Aspais (1). Ces quelques lignes écrites par un prêtre contemporain, initient incidemment aux mœurs, à la condition, aux relations de famille et d'amitié des anciens habitants de l'hôtel de la rue Neuve.

« L'an mil six cens quatre-vingt-sept, le mercredi treiziesme
« jour du mois d'août, est décédé en la ville de Paris, paroisse
« Saint-Gervais, ayant reçu auparavant les sacrements de l'Eglise,
« avec une singulière piété et une vénération exemplaire, noble
« homme, M^e Louis Leconte, âgé de soixante-et-trois ans, en son
« vivant conseiller du Roy, licencié ès-lois, secrétaire des finances
« de Son Altesse Royale Monsieur le duc d'Orléans, frère unique de
« Sa Majesté, et cy-devant prévost et juge de police de Melun ; le
« corps duquel ayant esté apporté de la dite ville de Paris en cette
« ville de Melun, a été inhumé en cette esglise S.-Aspais, auprès
« de ses ancestres, ainsi qu'il a requis par sa dernière volonté. A
« son inhumation, convoi, service et enterrement, ont assisté
« noble homme, M^e Louis-Pierre Leconte, aussi conseiller du
« Roy, magistrat, prévost et juge de police de cette ville ; M^e Jean
« Ducayet, officier de Son Altesse Royale Monsieur le duc d'Or-
« léans, frère unique du Roy ; M^e François-Paul Lefebure, con-
« seiller de Sa Majesté et président au présidial de Melun ; noble
« homme, M^e Claude Gault, écuyer, sieur de Clérisse, aussi con-
« seiller de Sa Majesté et lieutenant-général au bailliage et siège
« présidial de Melun, et plusieurs autres qui ont signé avec nous,
« prêtre-vicaire de cette paroisse. »

(Signé) LECONTE, DUCAYET, LEFEBURE, GAULT,
DUMONDÉ, DE ROCBINE, LEFRANC, prêtre.

En 1769, après une possession de cent trente ans environ, l'hôtel Leconte sortit des mains de la famille qui l'avait édifié. Pierre-Thomas Leconte, écuyer, officier d'infanterie, contrôleur général des fermes, l'aliéna pour 400 livres de rente, en faveur de Pierre-Aspais Guibert, conseiller au Châtelet. Après différentes transmissions, la ville de Melun l'acheta en 1863.

Quelques observations en terminant cette notice :

(1) Archives municipales, série G G, 42.

C'est une curieuse étude que celle des destinées d'une famille. Ce que l'historien observe pour les sociétés et les nations, qui ne sont, en définitive, que l'agglomération de races souvent issues d'une même origine, le généalogiste l'observe pour les existences individuelles. Assujetties aux lois irrésistibles de l'histoire, les nations prospèrent ou s'abaissent, brillent soudainement d'un éclat inconnu dans leurs fastes ou tombent dans l'obscurité qui précède une décadence quelquefois irrémédiable. Les familles ont de même leurs jours de fortune diverse.

Les hôtes de l'hôtel de la rue Neuve nous en offrent plus d'un exemple. Marchands, bourgeois et magistrats, ils finissent par marcher de pair avec les meilleures maisons de l'ancienne monarchie. C'est la gradation de leur prospérité. Au contraire, en la personne d'autres membres, on trouverait peut-être des symptômes de décadence, mais il ne convient pas de les rechercher.

Marie Leconte, sœur d'Antoine, épouse au milieu du dix-septième siècle, le président de Rochine, dont les descendants firent alliance avec les d'Esquidy de Chailly, les de Boisemont, aïeux maternels des Gontaut-Biron.

Une arrière-petite-fille de Louis Leconte, mariée à Louis Dupré, seigneur de la Grange-Bléneau et de Courpalais, vit ses descendants entrer dans la famille d'Aguesseau de Fresnes, s'allier aux Noailles d'Ayen, et devenir aïeux de Mesdames de Noailles-Mouchy, de Montagu, de La Fayette, de Grammont et de Thézan.

Dans un temps où les principes de l'égalité civile n'avaient pas encore été proclamés, les classes inférieures pouvaient ainsi s'élever jusqu'à la noblesse. De son côté, reconnaissons-le, celle-ci ne perdait rien à se retremper dans leurs mérites et leurs vertus.

DE LA JUSTICE DANS LE BAILLIAGE DE MELUN

SPÉCIALEMENT A L'ÉPOQUE IMMÉDIATEMENT ANTÉRIEURE

A 1789

PAR M. ERNEST AUBERGÉ,

juge, docteur en droit,

Secrétaire de la Section de Melun.

Ce titre même, des quelques notes qui suivent, recueillies dans les archives du tribunal de Melun, indique que nous n'entendons parler que de la Justice ordinaire ; les tribunaux extraordinaires, élections, greniers à sels, etc., avaient des ressorts distincts de ceux des bailliages.

En ce qui concerne donc les affaires de droit commun, nous trouvons, pour rendre la justice civile, commerciale et criminelle : à Melun, le grand et le petit Châtelet, et dans le ressort du grand Châtelet de Melun, — 233 justices royales, seigneuriales et municipales.

La dénomination de Châtelet servait à désigner, comme à Paris, le siège de la juridiction et la juridiction elle-même. Le grand Châtelet, siège du bailliage présidial était situé sur la rive droite de la Seine, au débouché du Pont-aux-Fruits. La rue passait sous ses voûtes, trop basses pour les charrettes chargées de paille ou de foin ; ce qui occasionnait fréquemment des éboulements de chargements et par suite des plaintes de la part des cultivateurs et marchands.

Le petit Châtelet occupait une situation semblable, dans l'île, à l'extrémité du Pont-aux-Moulins. C'était le siège de la Prévôté, tribunal inférieur, compétent seulement pour les affaires civiles et de police de minime importance. Son ressort ne dépassait pas les faubourgs de Melun. Encore existait-il dans la ville même un prévôt spécial de la corporation de l'arquebuse, et aux portes de la ville plusieurs autres prévôts : du Mée et de la Grand'Cour, du Mont-Saint-Père, de Pierre-Percée et Marché-Marais, du Larré, de Saint-Liesne et Vaux-à-Pénil. L'institution des cas royaux et prévôtaux diminua progressivement l'importance des prévôts

royaux et seigneuriaux, en attribuant aux baillis et aux prévôts des maréchaux la connaissance d'un grand nombre d'affaires criminelles. Dès 1560, l'ordonnance d'Orléans avait même supprimé les prévôtés dans les villes où existait un bailliage. Ils s'y maintinrent cependant jusqu'en 1749, époque à laquelle une nouvelle ordonnance les fit disparaître de ces villes. Les registres de la prévôté de Melun s'arrêtent au mois de juin 1749. Le prévôt en exercice était alors un sieur Lefébure, qualifié avocat au Parlement, juge ordinaire civil et criminel de la ville, faubourgs et banlieue de Melun, commissaire enquesteur et examinateur dudit Melun.

Comme aujourd'hui le juge de paix, le prévôt jugeait seul. Les fonctions du ministère public étaient remplies près de lui, au siège du bailliage, par un avocat royal et dans les justices particulières par un procureur fiscal.

En même temps que l'importance des prévôtés avait diminué, celle des grands bailliages avait augmenté. Un édit de 1551 leur avait attribué, avec le titre de présidiaux, le droit de juger en dernier ressort, sans appel au parlement, les affaires d'un chiffre inférieur à 250 livres de capital ou 10 livres de rente, et par provision jusqu'à 500 livres de capital ou 20 livres de rente. En matière criminelle aussi, les présidiaux avaient une compétence en dernier ressort, réglée par les ordonnances de 1690 et 1702.

Le grand Châtelet de Melun était bailliage présidial. Nous venons de voir ses attributions comme présidial. En tant que bailliage, il jugeait en appel les causes qui lui étaient déférées des justices inférieures de son ressort, sauf appel définitif au parlement ; après quoi, il pouvait encore y avoir pourvoi devant le Conseil du roi. La compétence en première instance du bailliage portait spécialement sur toutes les causes du domaine du roi (attribuée en dernier lieu aux Trésoriers de France), sur toutes les causes des nobles, les matières bénéficiales, etc. Au criminel, il connaissait seul des cas royaux, qu'on s'était bien gardé de définir d'une manière précise, afin de mieux battre en brèche les juridictions seigneuriales, et qui comprenaient tous les crimes et délits qui portaient atteinte à la majesté royale, soit dans la personne du roi, de ses officiers ou de ceux placés sous sa protection, soit dans les droits, fonctions et autorité du roi, ou qui nuisaient à la sûreté publique. Le bailliage connaissait en outre, concurremment avec les prévôts des maréchaux, ou même par préférence s'il avait commencé l'information le même jour, des cas dits prévôtaux, c'est-à-dire des vols à main armée, vagabondage, etc.

A la tête de la compagnie, figurait nominalemeut le grand bailli ou bailli d'épée, de robe courte. A l'époque de la Révolution, cette charge était occupée par le marquis de Gouy d'Arcy. Le procès-verbal de son installation est du 3 février 1789. Nous y voyons que l'audience qui suivit cette installation, fut, comme cela avait lieu d'ordinaire en pareille circonstance, tenue sous sa présidence, mais pour la forme seulement. Le lieutenant-général présidait alors pour lui en sa présence, comme il le faisait le reste du temps en son absence, et prononçait les jugements dans cette forme spéciale : « M. le bailli dit et nous disons ; M. le bailli les a mis et nous les mettons hors de cause, etc. » Reçu en épée, le grand bailli terminait ses fonctions judiciaires, le jour même où il les avait commencées. Possesseur d'un titre qu'il avait acheté sans avoir besoin d'être gradué, il percevait les émoluments attribués aux magistrats ; et les formules exécutoires des sentences étaient libellées en son nom, sans qu'il participât personnellement à l'administration de la justice.

Tous les bailliages n'avaient pas de bailli d'épée. Mais là où il en existait, comme à Melun, c'était le lieutenant-général qui avait la présidence effective. Le siège de lieutenant-général civil était occupé, avant la Révolution par M. Despatys de Courteille, ancien conseiller au bailliage d'Auxerre, qui devint ensuite député, procureur au criminel près le tribunal et président. Le lieutenant-général civil avait pour le suppléer un lieutenant particulier, qui, à la même époque était M. Moreau fils. Les simples juges avaient titre de conseillers. Il devait y avoir sept magistrats aux audiences du présidial, non compris le ministère public ; trois suffisaient pour les audiences du bailliage, qui se tenaient *issue de celle du présidial*. Comme il n'existait pas à Melun, non plus qu'aujourd'hui, — de tribunal de commerce, les conseillers du bailliage étaient en même temps juges consuls. Deux audiences par semaine étaient consacrées aux audiences civiles et commerciales. Les différences caractéristiques qui les distinguaient de celles de nos jours étaient la part considérable faite aux écritures (que les besoins du fisc empêchent encore malheureusement de réduire au stricte nécessaire), et l'absence de motifs dans beaucoup de jugements ; les magistrats n'étaient pas légalement obligés de motiver leurs sentences.

Au criminel, tout était secret ; pas d'avocats, pas de débats publics ; par conséquent pas d'audience, au sens ordinaire du mot. Quand l'affaire avait passé par les diverses phases de l'information,

des récolements de témoins et des confrontations, elle arrivait à la chambre du Conseil où l'accusé était interrogé et jugé. Le jugement lui était lu dans la prison, par le greffier, en présence du juge rapporteur. La juridiction criminelle était placée sous la direction du lieutenant-général criminel, assisté comme le lieutenant-général civil d'un lieutenant particulier. Ces fonctions étaient remplies à Melun, dans les derniers temps de l'ancien régime, par M. Eicher de Rivière, qui devint, après la Révolution, président du tribunal.

Les sentences ainsi rendues en la chambre du Conseil sous la présidence du lieutenant-général criminel, l'étaient sur le vu des pièces de l'instruction, conformément à un système de preuves légales minutieusement organisé, qui enfermait les juges dans l'obligation de se décider pour ou contre l'accusé, non d'après leur conviction morale principalement, mais d'après la pondération de ces preuves divisées en pleines, demi-pleines, vocales, littérales, conjecturales, affirmatives, négatives, etc. Dans les affaires capitales, l'arrêt devait mentionner l'opinion individuelle des magistrats qui y prenaient part. L'issue de la poursuite pouvait être non-seulement la condamnation ou l'acquittement, mais encore un arrêt de plus ample informé, qui laissait l'accusé pour un temps plus ou moins long, quelquefois indéfini, dans une situation intermédiaire, sous le coup de la possibilité de nouvelles poursuites.

La surveillance et la défense des intérêts du roi et de la chose publique, de l'Église, des mineurs et des communautés étaient confiées à un procureur du roi assisté d'un substitut et à un avocat royal spécialement chargé de porter la parole aux audiences. Les gens du roi composant le ministère public étaient, comme les membres de la magistrature assise, propriétaires de leurs charges, et conséquemment jouissaient de la même inamovibilité.

Il se tenait au bailliage de Melun, ainsi que dans la plupart des grands bailliages, deux sessions d'assises par an. Mais ces assises n'avaient de commun que le nom avec nos assises actuelles. Elles avaient pour objet non le jugement des causes criminelles, mais la surveillance des justices du ressort, et l'évocation des causes que ces justices laissaient en souffrance. L'ouverture de ces assises, qui duraient habituellement huit jours, avait lieu le lundi d'après la Saint-Martin et le lundi de Quasimodo. Le lieutenant-général civil les présidait, assisté de plusieurs conseillers. A la session de Quasimodo 1789, les assises furent tenues par MM. Despatys de Cour-

teille, lieutenant-général civil ; René-Aspais Moreau, lieutenant particulier civil ; Pierre-Philippe-Clair-Antoine Moreau de Maisson-Rouge, conseiller honoraire ; Louis-Nicolas-Maria, doyen ; Aspais-Pierre Guibert, sous-doyen ; Louis-Jacques Venard, et Jean de Julienne, écuyers ; MM. l'avocat et le procureur du roi présents.

Tous les juges du ressort du bailliage étaient convoqués à ces audiences solennelles. On y donnait lecture des ordonnances nouvelles, on entendait les plaintes que les justiciables pouvaient avoir à élever contre les juges et officiers de justice, et l'on condamnait à l'amende ceux de ces derniers qui étaient trouvés en faute, on cherchait à corriger les abus signalés ; enfin, l'on jugeait, séance tenante par évocation, les affaires civiles et criminelles qui étaient en état ou en retard.

Les procès-verbaux de ces assises offrent l'intérêt particulier de nous donner le dénombrement et la composition exacts des justices inférieures, royales, seigneuriales ou municipales du bailliage de Melun. Beaucoup de ces justices ne justifiaient encore que trop au xviii^e siècle, ce que le jurisconsulte Loyseau disait au xvi^e siècle, de ces sortes de juridictions, dans les termes suivants : « Il n'y a si petit gentilhomme qui ne prétende avoir en propriété la justice de son village ou hameau. Tel qui n'a qu'un moulin ou une basse-cour près sa maison, veut avoir justice sur son meunier ou son fermier. Tel qui n'a ni basse-cour ni moulin, veut avoir justice sur sa femme ou sur son valet... Et il ne faut pas dire que c'est le soulagement du peuple de lui rendre la justice sur les lieux. Car, à bien prendre, les frais sont plus grands en ces petites mangeries de village qu'aux amples justices des villes. Au village, pour avoir un méchant appointement d'audience, il faut saouler le juge, le greffier et le procureur de la cause, en belle taverne, qui est le lieu d'honneur où les actes sont composés et où bien souvent les procès sont vidés à l'avantage de celui qui paie l'écot. »

En tête de la liste des officiers du bailliage appelés aux assises, figurent : le lieutenant particulier de Moret, le prévôt de Fontainebleau et Samois, le prévôt royal du Châtelet en Brie, le bailli de Milly en Gâtinais et le bailli de la Chapelle la Reine, tous juges royaux. Puis, viennent les noms des avocats, notaires, procureurs, huissiers, sergents, jurés priseurs, exerçant à Melun. Il y avait alors au siège du bailliage treize procureurs, quinze huissiers ou sergents, six avocats. Ces chiffres indiquent un fait, du reste bien constant et général, que les procès abondaient plus qu'aujourd'hui. Le nombre plus grand des officiers de

justice s'explique encore autrement : plusieurs avocats plaidants étaient en même temps pourvu d'offices de notaires ; en outre, plusieurs procureurs, avocats et notaires remplissaient les fonctions de prévôt, souvent même dans des sièges multiples de justices seigneuriales ou municipales, et trouvaient ainsi une occupation lucrative en dehors de leur profession ordinaire. Les noms de Sevenet, Havard, Tournefier, Chamblain, Deroullède, Brissot, tous procureurs ou notaires, reviennent fréquemment, sur la liste des prévôts du bailliage de Melun, dressée pour les assises de 1789.

Nous ne pouvons reproduire ici cette liste, à cause de son étendue. Rappelons seulement que Fontainebleau, Milly, Moret, Nangis, Rozoy, etc., situés maintenant hors de l'arrondissement de Melun, faisaient partie de son bailliage ; tandis que Brie et Tournan ressortissaient au Châtelet de Paris, qui était, pour les juridictions de ces petites villes, tribunal d'appel, ainsi qu'à l'égard des prévôtés de Monthéry, St-Germain en Laye, Corbeil, Gonesse, la Ferté Alais et Chaillot. En somme le ressort du bailliage était plus étendu que celui du tribunal actuel de première instance.

Les prévôts de ces justices inférieures n'avaient pas besoin d'être gradués. Le seigneur, la communauté religieuse ou municipale, dont dépendait la justice, les nommait et révoquait, ainsi que les procureurs, greffiers et huissiers attachés au siège. La nomination n'avait lieu toutefois qu'à charge d'investiture au siège royal voisin. Les droits de justice étaient perçus pour le seigneur par un procureur fiscal remplissant le rôle de ministre public.

A titre d'exemple d'un acte de nomination de prévôt seigneurial, nous demandons la permission de donner un extrait des registres d'audience de la petite justice de Courquetaine. La paroisse ne comptait qu'environ 150 habitants, et néanmoins indépendamment de la justice du chef-lieu, il y en avait une autre à Malassise, écart de la paroisse, et propriété des Carmes Billettes. La prévôté de Malassise avait dans sa mouvance cette habitation et deux ou trois maisons du hameau de Villepayen.

L'acte dont s'agit est du 29 novembre 1779. Il est ainsi conçu :

« Nous soussignée, Marie Guillemine Guichard, veuve de haut et puissant seigneur Claude Jacques de Vigny, marquis de Courquetaine, sur le bon et louable rapport qui nous a été fait de la personne de M^e Vincent Mercier, notaire royal à Brie-Comte-Robert, de ses sens, suffisance, capacité et expérience en fait de

judicature et de pratique, et de sa religion cath. ap. et Rom. à ces causes nous lui avons par ces présentes donné et octroyé, donnons et octroyons l'état et office de prévôt, juge civil, criminel et de police de nos hautes justices et seigneuries du marquisat de Courquetaine, Villepayen en partie et autres fiefs en dépendant, pour par lui en exercer les fonctions et en jouir aux honneurs, autorités, prééminences, prérogatives, privilèges, fonctions, droits, revenus et émoluments, fruits et proffits généralement qui y sont attachés; prions M. le bailliy de Brie-Comte-Robert ou son lieutenant de recevoir led. M^e Mercier aud. office, après serment par lui prêté, et mandons à tous nos justiciables et vassaux de le reconnaître dans led. office et lui obéir en sad. charge et exercice dud. office. En foi de quoi nous avons signé ces présentes et fait sceller du sceau de nos armes. Donné en notre château de Courquetaine le 18^e jour de septembre 1779. »

La justice de Courquetaine, comprise dans le petit bailliage de Brie, ressortissait en deuxième degré au Châtelet de Paris. Mais il nous a paru sans inconvénient de céder, dans le choix de cet exemple, à un sentiment de préférence pour le lieu de notre naissance.

La plupart des justices du bailliage de Melun étaient basses ou moyennes; quelques-unes étaient hautes justices. La compétence du haut comme du moyen justicier, s'étendait, en premier ressort, à toutes matières, avec cette différence, que dans les moyennes justices on ne pouvait faire d'adjudication par décret. Le bas justicier ne connaissait au civil que des cens et rentes et autres droits dus au seigneur, et de toutes matières personnelles jusqu'à 60 sols parisis. Au criminel, la juridiction de ce dernier était restreinte aux dégâts causés par les animaux et aux injures légères; dans les autres affaires, il ne pouvait faire que les premiers actes d'information. Le moyen justicier connaissait de tous les délits punissables par une amende de 50 sols parisis au plus; et le haut justicier pouvait condamner même à la peine de mort, sous la condition d'être assisté de deux gradués et sauf confirmation par le parlement.

Revenons au siège du bailliage, hors duquel les assises nous ont fait faire une excursion qui nous a permis de jeter un coup d'œil sur les justices secondaires du ressort.

Ces assises étaient une institution actuellement disparue. Une autre particularité, qui a cessé d'exister, était celle des commissaires enquêteurs et examinateurs. Au Châtelet de Paris, les

commissaires enquêteurs étaient des officiers spéciaux, qui ne faisaient pas partie à proprement parler de la compagnie. Au Châtelet de Melun, ces fonctions étaient remplies par le prévôt pour les affaires de sa compétence, et par les lieutenants civil et criminel. Les procès-verbaux de leurs informations forment de volumineux dossiers : la procédure de l'enquête était en effet fréquemment usitée dans les procès entre particuliers, et ce nombre s'accroissait encore des affaires criminelles qui étaient converties en procès-civils, ce qui avait lieu souvent.

Une autre institution remarquable de notre ancienne organisation judiciaire était celle du lieutenant de police. On sait que la séparation des pouvoirs existait fort incomplètement, sous l'ancien régime, et quel rôle important l'enregistrement des édits donnait aux parlements dans la sphère législative et administrative. Dans les tribunaux du deuxième degré, c'était par les attributions du lieutenant de police que la justice sortait le plus de ses fonctions spéciales. Ces attributions et le titre de lieutenant de police appartenaient au Châtelet de Melun, au lieutenant général civil. En cette qualité, il avait la surveillance de tout ce qui intéressait la police, la sûreté et l'ordre public, et par suite le droit d'accorder ou de refuser certaines permissions et licences, de prendre des arrêtés et ordonnances, le tout après communication au procureur du roi.

Le relevé de quelques-uns de ces actes nous a paru assez curieux, et nous avons pris au hasard l'année 1749, alors que Claude Renouard, seigneur de Lissy, était grand bailli; Guérin de Vaux procureur du roi, et Letenneur lieutenant général civil et de police :

Permission à Jean Renault de faire le commerce de grains.

Permission à André d'Argenson de tenir boutique ouverte et faire le métier de perruquier, barbier et baigneur étuviste.

Semblables permissions à d'autres d'exercer les métiers de charcutier, tisserand, charpentier, boulanger, épicier, menuisier, faïencier, potier, cordonnier, etc.

Licence à Grégoire Tocanno de vendre en cette ville un antidote spécifique ou contre-poison dont lui seul a le secret, et d'ouvrir un théâtre en la place publique.

Diverses ordonnances d'alignement de maison.

Procès-verbaux d'incendie, rue Neuve, etc...

Nomination des messieurs de la Rochette.

Procès-verbal contre Montcouvant, huissier, pour refus de

service et prévarications, suivi de suspension et remise de la peine.

Procès-verbal contre M. Poiret, maire, à l'occasion d'ordres par lui donnés à la milice bourgeoise de s'assembler en armes pour accompagner les processions de Saint-Aspais et Saint-Etienne (ce qui ne pouvait être autorisé que par le gouverneur de l'Ile-de-France).

Procès-verbal contre Pinchard fils, notaire, pour ivrognerie, extravagances, folie.

Ordonnance prescrivant de tendre les maisons pendant la procession du Saint-Sacrement.

Ordonnance défendant de se masquer et déguiser dans les noces, bals et autres assemblées avec des habits qui imitent ceux des religieux.

Condamnation à l'amende pour contravention à des règlements de police, défaut de balayage, etc.

Nomination d'un préposé au nétoisement et enlèvement des boues de la ville.

Adjudication au sieur Robillard, boucher, du droit exclusif de vendre de la viande, pendant le Carême, au prix de 7 sols la livre, à la charge de fournir à l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques 120 livres de viande et 75 livres à celui de Saint-Nicolas, à la charge aussi de payer la somme de 90 livres audit Hôtel-Dieu Saint-Jacques, 30 livres à celui de Saint-Nicolas et 30 livres à la Charité des Dames, avec prohibition de tuer vaches et taureaux pendant le Carême et prescription de prendre aux autres bouchers la viande en magasin, qu'ils n'auraient pu débiter avant le mercredi des cendres.

Bien d'autres notes seraient à ajouter à celles qui précèdent. Mais notre cadre s'oppose à plus de développements.

S'il nous était permis, en terminant, d'exprimer une appréciation générale sur notre ancienne magistrature : laissant de côté les justices seigneuriales, nous dirions des justices royales, bailliages et parlements, que la vénalité des charges de judicature et l'usage des épices, qui en étaient la conséquence, avaient de graves inconvénients. L'opposition entre l'intérêt et le devoir, quand elle ne ferait que donner prise au soupçon, serait un grand mal. Les cas de corruption étaient excessivement rares, quelque usage qu'en ait fait la satire. Mais les procédures étaient longues et coûteuses. En revanche, le magistrat, propriétaire de sa charge, n'ayant rien à attendre ni à craindre du pouvoir, puisait dans cette situation véritablement inamovible, une remarquable indépendance, et

tirait de l'esprit de corps et des habitudes traditionnelles de dignité qui le distinguaient un caractère incontestable de grandeur. Dédouée à la royauté, mais gardienne jalouse de la légalité, la magistrature était demeurée le seul des pouvoirs publics qui osât résister aux abus d'autorité et essayer de faire respecter les usages qui, à défaut de constitution, représentaient le Code des libertés publiques.

« Nous étions, a dit M. de Tocqueville, dans son livre sur l'ancien régime et la révolution, nous étions devenus un pays de gouvernement absolu, par nos institutions politiques et administratives ; mais nous étions restés un peuple libre par nos institutions judiciaires. La justice de l'ancien régime était compliquée, embarrassée, lente, coûteuse ; c'étaient de graves défauts sans doute ; mais on ne rencontrait jamais chez elle la servilité vis-à-vis du pouvoir, qui n'est qu'une forme de la vénalité et la pire. »

OBSERVATIONS SUR UNE DES STATIONS DE L'ÂGE DE PIERRE

DES ENVIRONS DE NEMOURS

PAR M. E. DOIGNEAU,

Vice-Président de la Section de Fontainebleau.

Messieurs,

Au mois de mai 1867 j'ai eu l'honneur de communiquer à la section de Fontainebleau une notice sur les preuves du séjour des hommes de l'âge de pierre, dans les environs de Nemours (1). Vous vous rappelez, peut-être, qu'en décrivant les lieux sur lesquels on trouve les vestiges de l'industrie primitive de l'homme, je m'arrêtai un peu plus longtemps sur une de ces stations, située au sommet d'un monticule de rocher, qui avoisine Nemours et qu'on appelle les Beaux-Regards. J'ai signalé alors les particularités qui la distinguent des autres stations, en accompagnant ma description d'une foule de points d'interrogation, qui, pour la plupart, attendent encore une réponse.

Depuis cette époque, j'ai revu cent fois les lieux ; j'y ai fait de nouvelles fouilles, qui ont confirmé et complété mes premières observations, et je ne suis jamais descendu de ce plateau sans être affermi dans la conviction que je manifestai en 1867, qu'il y avait là plusieurs problèmes à résoudre et des plus intéressants pour l'étude des temps pré-historiques.

C'est, je ne dirai pas la solution, mais seulement une explication de quelques-unes de ces nombreuses difficultés que je me propose de vous soumettre aujourd'hui.

Pour plus de clarté, je dois retracer en quelques mots la description du pays, et rappeler succinctement, en les complétant, certains détails déjà donnés au mois de mai 1867.

Aux environs de Nemours, on remarque, dans la disposition du sol, trois niveaux ou étages distincts : l'étage inférieur, le fond de la vallée du Loing, au niveau de la prairie et de la rivière, et qui est aujourd'hui à 61 mètres d'altitude, au sud de

(1) 5^e Bull. de la Société, p. 19^o.

Nemours (dernier nivellement) ; l'étage supérieur, au niveau de la grande plaine du Gâtinais, et qui s'élève à 115, 120 mètres, c'est-à-dire par conséquent à 50 ou 60 mètres au-dessus du précédent ; et enfin l'étage moyen, qui, autour de Nemours, atteint à peu près le milieu entre les deux autres, selon les endroits, c'est-à-dire 70 à 85 mètres d'altitude.

Entre Souppes et Nemours (au sud) l'étage moyen n'existe, pour ainsi dire, pas : le plateau supérieur s'abaisse brusquement en pentes rapides, de chaque côté de la vallée, jusqu'à la prairie et à la rivière (1) ; mais vers Nemours, ces pentes s'écartent à l'est et à l'ouest, et le niveau des terrains descend à l'étage moyen dont les plaines ondulées entourent la ville et s'étendent vers le nord. Entre ces deux niveaux, la transition est tout aussi brusque ; les pentes très-escarpées qui bordent l'étage supérieur, s'avancent irrégulièrement sur l'étage moyen et présentent autour de Nemours l'aspect d'une côte sinueuse, avec ses baies et ses promontoires, entièrement couverte d'énormes blocs de grès, dont la formation commence à se montrer à 2 kilomètres au sud. Ces pentes abruptes, qui donnent au pays un aspect si pittoresque, se relieut sans interruption avec les rochers de Fontainebleau, en décrivant la grande courbe d'un golfe, dont le marais de Larchant occupe le fond en passant par Fay, Ormesson, Puiset, Bonnevault, Larchant, Villiers, Recloses, etc. — A l'est, cette côte, couverte de rochers, se prolonge jusqu'à la vallée du Lunain en s'écartant, comme celle de l'ouest, à angle droit de la direction de la vallée.

C'est principalement sur les plateaux supérieurs que se trouvent les éclats de silex, produits par le travail des tribus qui ont occupé ces stations. On les rencontre surtout sur les terrains secs, pierreux, vers le bord des plateaux, autour des petits vallons

(1) La coupure du grand plateau supérieur, produite par le passage des eaux, lors du cataclysme diluvien qui a creusé la vallée, a mis à nu les formations suivantes, dont on peut voir les affleurements sur les talus de cette énorme tranchée : 1^o la craie blanche, avec ses lits de silex pyromaque ; 2^o l'argile plastique et ses immenses amas de silex roulés, souvent agglutinés en poudingues (restes du cordon littoral d'une ancienne mer, carrières inépuisables où venaient s'approvisionner les hommes de l'âge de pierre ; cette formation s'élève un peu au-dessus de l'étage moyen, mais c'est seulement au-delà de Souppes qu'elle atteint le plateau supérieur) ; 3^o au-dessus, le calcaire lacustre inférieur ; 4^o les grès et sables marins ; 5^o et enfin le calcaire d'eau douce supérieur.

De cette disposition il résulte qu'on ne peut trouver, dans les environs de Nemours, sur le plateau supérieur, que les silex qu'on y a transportés.

aboutissant à la vallée principale, et aussi très-loin dans l'intérieur des terres. (1)

Parmi ces campements, le plus remarquable, à certains égards, est situé sur un de ces monticules qui dominent l'étage moyen et qu'on appelle rochers des Beaux-Regards.

Son plateau couvert de sable et de blocs de grès, au niveau de l'étage supérieur, se termine par un talus escarpé, au bas duquel coule la rivière. La nature du sol, la disposition des lieux, n'ont jamais permis de le cultiver; les observations y sont donc plus faciles que partout ailleurs, et un coup d'œil suffit pour reconnaître que tous les silex qu'on y trouve sont étrangers à ce terrain, qu'ils ont été tirés des amas de galets situés à 15 ou 20 mètres plus bas et transportés sur le haut pour y être taillés.

En pratiquant des fouilles dans ce terrain, entre les roches, on remarque : 1° Une couche de sable léger, noircie par les matières végétales (la terre de bruyère) et pouvant avoir de 30 à 40 centimètres d'épaisseur, plus ou moins; 2° au-dessous et avec les dégradations de teintes du gris-noir au jaune, un sable *gras*, argileux, jaune d'ocre plus ou moins foncé, ou gris-jaune, d'une épaisseur variable, selon les endroits, de 50 à 80 centimètres et plus; et 3° le sable pur, blanc, avec des teintes ferrugineuses, et enfouis dans ces différentes couches, des blocs de grès, plus ou moins gros, qui en ont pris la teinte.

C'est dans les deux premières couches, — terre de bruyère et sable jaune, — que se trouvent les éclats de silex; non par lits superposés, mais de ci, de là, dans toutes les positions horizontales, verticales, obliques, à toutes les profondeurs et depuis la surface du sol jusqu'au fond de la couche de sable gras. On les trouve non-seulement autour des rochers, mais encore au-dessous de certains de ces énormes blocs de grès. La couche de sable pur inférieure n'en contient pas.

Ces éclats y sont en quantités considérables; il suffit de fouiller le sable pendant quelques heures, pour en retirer des centaines. Je dirais que nous sommes ici sur un atelier, si des observations faites sur un grand nombre de stations de notre localité, ne m'autorisaient à croire qu'on taillait la pierre partout où campait la tribu, pour remplacer un outil perdu ou réparer l'outil endommagé, et qu'il y avait ici, par conséquent, à cette époque, autant d'ateliers que de campements.

(1) J'ai indiqué, dans la notice communiquée en 1867, les lieux sur lesquels j'ai reconnu la trace des principales stations de notre pays.

Mais celui des Beaux-Regards se distingue complètement des autres, par l'espèce des éclats de pierre et surtout par la quantité dominante de certaines formes.

Parmi des centaines d'éclats sans valeur, de toutes formes et de toutes grosseurs, qui ne sont que des déchets, on trouve çà et là ces belles lames étroites, longues de 2, 4, 8, 10 centimètres, larges de 1, 2 et 3 centimètres sur quelques millimètres d'épaisseur, enlevées en quelques coups du *nucleus* et qu'on a appelées *couteaux*, les unes intactes, les autres ayant servi, ainsi que l'indiquent certaines parties mousses du tranchant. Les unes sont arrondies à l'extrémité et reproduisent exactement les grattoirs du Périgord; les autres sont retaillées sur les bords, d'autres très-fines ont été taillées en pointes; puis viennent des éclats plus épais aussi arrondis aux extrémités; d'autres éclats enfin plus larges, retaillés sur les bords et de diverses formes, et quantité de nuclei de toutes dimensions.

En somme c'est le type *couteau* et ses dérivés, qui domine. Dans ces silex, le plus grand nombre a conservé la teinte grise et la transparence du silex fraîchement taillé; d'autres moins nombreux, trouvés à la même profondeur ou plus avant, ont subi cette action des agents atmosphériques qui blanchit et modifie sa pâte, plus ou moins profondément, selon la durée de l'action et la nature de la pierre.

Quand on les trouve dans la couche superficielle, dans la terre de bruyère, ils en sortent nets, propres, le sable n'y adhère pas; mais quand on les retire du sable jaune ou gris, et surtout du fond de cette couche, dans certains recoins entre les roches, ils sont enduits d'un empâtement de ce sable, mêlé d'une argile grasse, dont on ne peut les débarrasser qu'après un lavage.

Mais, chose singulière! on n'y rencontre pas (ou du moins je n'en ai pas encore trouvé malgré des recherches attentives, continuées pendant six ans) quantité d'outils communs sur tous les autres campements. Ainsi, je n'y ai pas vu ces pierres usées ou arrondies par les choes répétés et qu'on appelle marteaux (si ce n'est quelques galets, portant certaines traces de choes mais qu'on ne peut appeler marteaux), ni les petites hachettes triangulaires, ni les pointes de flèches de formes diverses (car je ne vois pas des pointes de flèche dans tous les éclats pointus, comme on est trop porté à le faire); je n'ai trouvé là ni ébauches de hache, ni fragments de hache polie, ni ces casse-têtes grossiers à deux pointes ou deux tranchants, etc.; aucun enfin de ces instruments qui

existent en grand nombre sur toutes les autres stations de ce pays (1).

Un seul fragment d'outil de pierre polie, ne paraissant pas avoir appartenu à une hache, était à la surface du sol où il a pu être apporté plus tard.

On a pourtant taillé la hache sur ce point. J'en ai trouvé une dans un endroit dont je parlerai tout-à-l'heure, et dans des conditions qui me portent à croire qu'elle est contemporaine de la plus grande partie des éclats. Elle est longue de 17 centimètres, large de 6 sur la plus grande partie de sa longueur, le tranchant a 5 cent. et l'autre extrémité 3. Sa coupe longitudinale est celle d'un fuseau, c'est-à-dire que la plus grande épaisseur se trouve vers le milieu, le tranchant est légèrement arrondi vers les coins. Cette hache n'est pas polie, mais éclatée avec le plus grand soin. L'arête très-vive du tranchant et se prolongeant sur tout le pourtour, indique qu'elle a été perdue ou abandonnée peu de temps après la terminaison du travail de la taille, il ne lui manque que le polissage. (On verra plus loin pourquoi j'en parle aussi longuement).

On ne trouve là aucun ossement d'homme ou d'animaux, les quelques rares fragments d'os que j'ai retirés du sol sont tellement petits et usés qu'on peut à peine en reconnaître la matière.

On n'y remarque *aucune* trace de cendres ni de charbons, aucun morceau de poterie ou de terre cuite.

Qu'on ne trouve pas aux Beaux-Regards certains outils très-communs sur d'autres stations, rien de plus naturel ; on en peut seulement conclure que ces stations ne sont pas contemporaines de la nôtre, et que tel outil en usage à certaine époque était inconnu aux gens des Beaux-Regards ; mais il est plus difficile d'expliquer, sinon l'absence (car rien ne dit qu'on n'en trouvera pas), au moins l'extrême rareté des ébauches de hache ou des fragments de cet outil, le plus commun partout, des marteaux, etc., au milieu d'un si grand nombre de nuclei et d'éclats de toutes sortes.

J'ai dû mentionner ces particularités si remarquables : la quantité des éclats, l'espèce des outils et l'absence des autres, bien que je ne sois pas à même d'en donner l'explication ; elles peuvent avoir, avec les observations qui suivent, une relation que je ne vois pas, mais que de plus habiles trouveront.

(1) Des fouilles ultérieures pourront peut-être amener la découverte de certaines formes non encore remarquées ; mais il est certain que le nombre en sera relativement très-restreint, et que nos observations n'en seront pas modifiées.

Les points sur lesquels j'appelle surtout l'attention, sont : la disposition des éclats dans le sol, la place où on les trouve enfouis avec des blocs de grès et quelquefois sous des blocs énormes, la nature du terrain et la position élevée de la station.

Pourquoi ces silex se trouvent-ils ainsi enfouis, en désordre et à diverses hauteurs, au lieu de se présenter par lits superposés, comme on le remarque sous certains abris-sous-roche, dans les cavernes ; comme il arriverait enfin si un atelier de tailleur de pierre était recouvert...?

Pourquoi trouve-t-on presque à fleur de terre, aussi à 1 mètre 50 centimètres et plus, des éclats de silex ayant servi, dont la teinte indiquerait qu'avant d'être enterrés ils ont été longtemps exposés à la lumière, et, à côté, ou à la même hauteur, des éclats dont la cassure fraîche ferait croire qu'ils ont été enfouis peu de temps après avoir été taillés ?

Pourquoi trouve-t-on ces silex, gris ou blanchis, sous d'énormes blocs de grès, qui n'ont pu être remués par les hommes ?

Comment se fait-il que ces silex tirés du sable jaune, rouge ou gris, soient empâtés, par une argile, qu'on ne remarque pas dans la couche superficielle ou sur les pentes ?

Pourquoi ne trouve-t-on pas les cendres et les charbons des foyers qui certainement devaient couvrir ce plateau étroit, ni aucun débris d'ossements des animaux dont les hommes se nourrissaient ?

Et enfin quelle est la raison du choix de ce plateau élevé, quand on se trouvait au pied du rocher, au nord, beaucoup plus près des rognons de silex et de la rivière ?

Pour qui a vu les lieux (n'oublions pas que nous sommes à 120 mètres environ d'altitude, c'est-à-dire à 50 mètres au-dessus du fond de la vallée, au niveau de la grande plaine supérieure, et qu'aucun terrain, à plusieurs lieues à la ronde, ne domine ce plateau), pour qui connaît les lieux, il est impossible d'expliquer ces effets, par l'action, même prolongée, des causes naturelles *actuelles*.

Les averses les plus violentes, les pluies les plus persistantes ne produisent sur nos coteaux sablonneux que des effets très-peu sensibles ; les eaux immédiatement absorbées ne modifient presque pas les pentes.

Ces terrains ont donc été remaniés à une époque reculée ?

Toutes les investigations que j'ai poursuivies sur divers points de ce rocher, me semblent le démontrer. Pour qu'on puisse apprécier la valeur de telles constatations, pour faire disparaître

toute incertitude sur ce point capital, il est nécessaire d'entrer dans quelques détails sur la position anormale des éclats de silex.

Le faite du talus qui termine le plateau du côté de la rivière, est couvert d'énormes blocs de grès, entassés confusément. L'un d'eux mesurant peut-être 4 à 500 mètres cubes, a été brisé à une époque géologique antérieure; une des parties est restée en place, ses strates horizontales l'indiquent; l'autre ravinée en dessous, s'est inclinée et écartée. Il s'est ainsi formé, dans le sens de la pente, un couloir de deux à trois mètres de large, de huit à dix mètres de long, dont les deux parois parallèles et verticales ont environ quatre à cinq mètres de haut. L'extrémité inférieure de ce couloir, dont la pente est d'environ 45°, s'est trouvée obstruée par plusieurs grosses roches, mais l'entrée supérieure qui n'est qu'à quelques mètres au-dessous du bord du plateau est restée ouverte.

En descendant dans ce couloir, je le trouvai tout encombré de roches dont quelques-unes peuvent être remuées par un homme; on supposerait, à première vue, que ces blocs ont été précipités là par des carriers, pour s'en débarrasser; mais, en fouillant autour de ces grès, en déplaçant les moins lourds, ce que l'inclinaison du sol permet de faire plus facilement, je reconnus que les couches de sable qui les entouraient se présentaient dans le même ordre, avec les mêmes teintes que sur le sommet, là où elles n'ont pas été dérangées, — terre de bruyère, sable jaune ocreux, gras; que les éclats s'y trouvaient en grand nombre, dans les mêmes positions, qu'ils consistaient, comme ailleurs, en lames, grattoirs, déchets, nuclei, etc; qu'on les trouvait non-seulement sous les blocs de grès que je déplaçais, mais encore dans une anfractuosité latérale de la paroi du couloir, — sorte de fente horizontale n'ayant pas plus de 30 à 40 centimètres d'ouverture, se prolongeant sous la plus grosse roche, et produite par la superposition de cette roche sur d'autres, et enfouie elle-même dans le sable jaune qui la remplissait en partie. On trouvait ces silex à 50 centimètres et plus du bord de la paroi, dans un endroit où ils n'auraient pu arriver s'ils étaient tombés, s'ils avaient glissé du haut du talus, *dans les conditions actuelles* du sol; en effet, ces pierres, après avoir suivi dans leur chute la verticale (ou plutôt la direction que suit une pierre roulant sur un talus), se sont écartées et ont pris une direction perpendiculaire à la première; je ne parle pas seulement de petits éclats légers, comme il s'en trouve, mais d'un gros nucleus, entr'autres, pesant plus d'un kilogramme.

C'est près de cette anfractuosité que se trouvait la hache dont j'ai parlé, et qui n'a pu y arriver qu'en tombant du sommet comme les autres pierres que j'ai trouvées en cet endroit.

Ce couloir ne peut être pris, un seul instant, pour un abri sous roche. L'éboulement des blocs de grès, entassés en désordre, la disposition des éclats de silex dans le sable jaune, etc., tout indique l'action de la cause dont on remarque les effets sur divers points du plateau. Car ce n'est pas seulement là qu'on peut observer ces singulières anomalies; j'ai trouvé des silex sous d'énormes blocs de cinq à six mètres de largeur et plusieurs mètres d'épaisseur reposant sur le plateau, là où ils n'ont pu glisser sur une pente; si je me suis arrêté à décrire aussi longuement ce couloir, c'est que les anomalies y sont plus apparentes qu'ailleurs. On y voit mieux que le sol a été remué profondément à une époque reculée, et depuis que les hommes ont occupé ce plateau.

Comment expliquer de tels faits si les causes naturelles *actuelles* sont, comme nous l'avons dit, absolument insuffisantes?

Supposons que ces terrains aient été pendant un temps assez prolongé abondamment inondés, de manière que les sables, jusqu'à une certaine profondeur, se soient trouvés détrempés et dans certains endroits, selon la disposition des lieux, à l'état de boue épaisse, de mortier; alors, tout s'explique.

En effet, les lits de silex taillés qui couvraient le sol sont enfouis, plus ou moins, et en désordre, selon leurs formes et les obstacles qu'ils rencontrent, selon le degré de liquidité pâteuse de cette boue; ils sont moins nombreux dans la couche superficielle qui était plus liquide. Ils s'arrêtent au sable pur dans lequel l'eau n'a pas pénétré suffisamment pour le détremper, et qui, par cette raison, n'a pas été imprégné de limon jaune ou gris, et n'a pas pris cette teinte. Les roches mal assises ou mal appuyées, font un mouvement de bascule, ou s'inclinent et se renversent, et recouvrent en certains endroits les éclats qui, auparavant, étaient à côté. Celles qui s'élevaient au bord du talus glissent sur la pente, les blocs qui étaient en face de l'ouverture du couloir, sur le haut du talus, glissent et tombent dans ce couloir, s'enfoncent dans la boue de sable jaune, qui les y a précédés, et refoulent dans la fente latérale où nous les trouvons aujourd'hui le sable et les silex mélangés. Comme l'extrémité inférieure du couloir est fermée, ils s'y arrêtent en plus grand nombre. Ces eaux lavent le sable et font disparaître les traces de foyers, les cendres et les charbons qui, plus légers et placés à la surface du sol ont été les premiers balayés; les

eaux déposent ou font descendre dans la couche inférieure du sable cette argile rouge, jaune ou grise, ce limon que nous remarquons à une certaine profondeur et qui auparavant était sans doute à la surface (1).

Selon toute apparence, on doit donc voir ici les effets d'une grande inondation.

Mais comment admettre que le sommet de ce rocher ou, ce qui revient au même, tout le plateau du Gâtinais, qui est à la même altitude moyenne, put être couvert d'eau ; c'est-à-dire que la plus grande partie du bassin de la Seine fût noyée de telle sorte que le niveau actuel de la Seine, à Paris, ait été recouvert d'une nappe d'eau de cent mètres et plus, sans occasionner des courants très-violents, soit lors de l'arrivée, soit loin du retrait de ces eaux ?

Or, la légèreté de ce sable, la ténuité de certains éclats ne permettent pas de supposer un courant d'eau rapide. Il aurait entraîné au bas des pentes sable et silex, et laissé le roc à nu, tandis que nous trouvons ce sable et les silex sur le faite du talus.

Cette grande inondation aurait laissé d'ailleurs d'autres traces qui n'ont pas, que je sache, été reconnues. — On voit bien, dans tous nos environs, les preuves évidentes du passage d'un courant d'eau considérable, d'une extrême violence ; mais c'est assurément à une époque géologique antérieure que s'est produit ce cataclysme diluvien, auquel est dû le relief actuel de nos contrées.

Ainsi pour expliquer l'énigme des Beaux-Regards, il nous faut, d'une part, faire intervenir l'eau en quantité considérable ; et, de l'autre, nous ne pouvons admettre que ces plateaux, à leur hauteur, aient dû être couverts d'eau.

Il nous eût été difficile de concilier ces deux conditions, en apparence contradictoires, sans le secours des études de plusieurs savants, et entr'autres de M. Belgrand, l'auteur d'un grand ouvrage sur le bassin de la Seine aux temps pré-historiques.

Selon ces savants, il paraît démontré que le régime des eaux, le climat, la température, pendant la première période de l'âge de pierre (la pierre taillée), étaient tout différents de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Je cite textuellement les sommaires de certains chapitres de l'ouvrage de M. Belgrand :

(1) Le sable jaune, qui me paraît composé de sable siliceux, d'argile et d'oxyde de fer, ne fait pas effervescence avec les acides.

« Les cours d'eau de l'âge de pierre (pierre taillée) avaient des dimensions considérables, leur grandeur est justifiée par les observations des crues de la Seine et de ses affluents, leurs lits étaient beaucoup plus élevés et ne se sont abaissés qu'à la fin de cette période. L'abondance des pluies était telle, que l'eau ruisselait à la surface des terrains les plus perméables, comme aujourd'hui sur des terrains imperméables, comme sur le pavé de nos rues elles occasionnaient des crues énormes dont nous pouvons à peine nous faire une idée exacte : ainsi la Seine, à une certaine époque, n'avait pas moins de six kilomètres de large, à l'endroit où se trouve Paris, elle a coulé à trente-sept mètres au-dessus du niveau actuel... etc. »

Ne pouvons-nous pas puiser dans ces indications le moyen d'expliquer une partie des difficultés que nous avons mentionnées ?

En effet : « l'abondance des pluies était telle, que l'eau ruisselait sur les terrains même les plus perméables. »

Mais avant de ruisseler sur ces terrains, les pluies avaient naturellement imbibé, détrempe le sol jusqu'à une certaine profondeur, de telle sorte que ces terrains n'avaient plus que la consistance d'une boue plus ou moins épaisse ; et c'est précisément ce que nous avons dit pour les sables des Beaux-Regards. C'est la condition la plus satisfaisante, on peut dire la seule suffisante, pour expliquer la disposition des silex dans les couches de sable, l'enfouissement en désordre des blocs de grès avec les silex, etc.

Nous avons la quantité d'eau que nous supposons nécessaire et nous ne nous heurtons plus contre l'impossibilité d'une inondation couvrant presque tout le bassin de la Seine.

Ainsi une pluie extraordinairement abondante, telle que notre époque géologique n'en a, je crois, jamais vue, peut expliquer les anomalies que nous avons reconnues dans la disposition de ces terrains.

Ces effets ont-ils été produits en une seule fois, en une seule saison, ou sont-ils le résultat de plusieurs pluies successives ?

Evidemment ce n'est pas là l'œuvre d'une action lente et prolongée, mais violente et rapide, et si ce que nous avons avancé ne suffit pas pour le démontrer, la vue des lieux le prouve surabondamment.

Mais, que le phénomène se soit reproduit à plusieurs reprises, ou qu'il ne se soit pas renouvelé, il n'est pas douteux que si ces pluies étaient revenues périodiquement, normalement, avec la violence

dont nous avons les preuves sous les yeux, la position sur le plateau des Beaux-Regards n'aurait pas été tenable, ou, pour mieux dire, le pays n'eût pas été habitable.

Il en faudrait donc conclure : qu'à l'époque où ce plateau a été occupé, les pluies, quelque abondantes et persistantes qu'on les suppose, n'avaient pas ordinairement l'intensité capable de produire ces effets ; et que, postérieurement à l'occupation, ou peut-être pendant le séjour de la tribu, une perturbation atmosphérique tout à fait extraordinaire, comparable à celle des anciens temps, inonda ces contrées de ses torrents de pluie et produisit le désordre que nous avons décrit.

Je vous laisse à penser ce que devinrent les hommes et les animaux qui habitaient ce pays, lorsque ses points les plus élevés étaient ainsi inondés (1).

Si l'on en juge par la fraîcheur de la cassure du plus grand nombre des silex, cet événement n'est pas arrivé bien longtemps après le séjour de la dernière tribu qui y a laissé ces nombreux vestiges de son travail en admettant que ces malheureux n'y ont pas été surpris par le déluge), car ces silex ne sont pas restés assez longtemps exposés à la lumière pour avoir subi la moindre altération. Quant aux éclats blanchis, que l'on trouve enfouis aussi profondément, on peut supposer qu'ils avaient été apportés antérieurement et abandonnés depuis longtemps par une autre tribu, autour de ses foyers, qu'ils avaient blanchi à la surface du sol et s'y trouvaient mêlés aux autres plus récemment taillés, lorsqu'arriva la pluie torrentielle qui les enfouit tous ensemble dans les endroits d'où nous les tirons aujourd'hui (2).

Nous pouvons encore trouver, dans cet événement, l'explication d'une circonstance très-remarquable que nous avons signalée en 1867, sans toutefois en donner la raison.

Le choix de cet emplacement se comprend aisément, disions-

(1) Si ce phénomène n'a pas étendu très-loin ses ravages, il est impossible, cependant, qu'on n'en trouve pas la trace sur les monticules de la forêt de Fontainebleau, couverts, comme ceux des Beaux-Regards, de sables et de rochers. — Remarquons, toutefois, qu'il serait impossible de le reconnaître, *sans la présence des éclats de silex* ; on verra bien des blocs de grès bouleversés, enfouis dans le sable jaune : mais comment reconnaître qu'ils ont été dérangés par la même cause, à la même époque ? Comment distinguer ces effets de ceux produits antérieurement par le cataclysme diluvien, si les silex taillés n'indiquent pas la présence de l'homme ?

(2) Le cacholon que l'on remarque sur un grand nombre de silex enfouis dans l'argile rouge, pourrait sans doute être attribué à l'action de cette argile ?

nous ; l'homme y trouvait des abris naturels contre les intempéries, tels que grottes, roches surplombant, assez nombreuses dans cet endroit ; on les rechercherait de nos jours , à plus forte raison devait-on le faire alors ; or, nous nous sommes assuré que ces abris, contrairement à toute probabilité, ne présentaient aucune trace du séjour de l'homme.

Ne devons-nous pas en conclure que, par l'effet de ces grandes pluies, les abris qui existaient ont été détruits ou recouverts, et que ceux que nous trouvons aujourd'hui n'existaient pas à cette époque ?

Comme vous voyez, la plupart des difficultés indiquées plus haut s'expliquent, si nous admettons que les terrains des Beaux-Regards ont été postérieurement au séjour de l'homme profondément détrempés par les eaux d'une pluie diluvienne, plus violente encore que celles qui caractérisent l'époque des grands cours d'eau.

Pouvons-nous en tirer la conséquence que notre station remonte à ces temps reculés ?

Pour être parfaitement fixé à cet égard, il serait nécessaire de trouver, avec les pierres taillées, des ossements d'animaux contemporains de l'homme, et, malheureusement, il n'en existe pas. Les rares petits fragments d'os que j'ai retirés des mêmes terrains sont, comme je l'ai dit, méconnaissables ; et leur disposition ne pouvant s'expliquer par l'effet de l'inondation, les chimistes trouveraient peut-être dans la nature du terrain la cause de leur décomposition ?

Il ne nous reste donc pour élucider cette importante question de date, que la forme des outils et les autres circonstances de fait particulières à cette station. Nous verrons plus loin les raisons qui peuvent s'opposer à lui reconnaître cette haute antiquité.

Les diverses observations qui précèdent tendent, ce nous semble, à la faire admettre, et nous avons encore d'autres motifs de penser que ce pays a été habité à l'époque des grands cours d'eau. Nous trouvons dans les mêmes parages, voisins des Beaux-Regards, la trace de cet état de choses si différent de celui d'aujourd'hui.

« Les cours d'eau de l'âge de la pierre taillée, dit M. Belgrand, « avaient des dimensions considérables, leurs lits étaient beaucoup plus élevés et ne se sont abaissés qu'à la fin de cette « période. »

Le Loing, affluent de la Seine était nécessairement soumis au

même régime; on peut voir en effet la preuve de l'élévation de son lit, dans un terrain d'alluvion ancienne, apparente au-dessus de la craie, à quatre kilomètres au sud de Nemours, le long de la côte qui borde la route de Montargis.

De nombreux fragments de bois de cerf fossiles s'y trouvaient engagés dans la couche supérieure de la craie, qui a été délayée par le courant, et où ils ont été déposés par les eaux. J'en ai présenté plusieurs gros fragments dans une de nos séances de 1807). Nous savons en outre qu'à l'époque de cette élévation du lit de la rivière, ses rives étaient habitées, car nous avons trouvé dans ce terrain en 1868, avec M. de Montmahon, une hache de pierre éclatée très-ancienne.

Ce terrain se trouve aujourd'hui à 10 mètres au-dessus du niveau de la rivière, et à 80 mètres environ de la rive. Si nous supposons qu'il était recouvert de trois à quatre mètres d'eau, seulement, lorsqu'il faisait partie du lit de la rivière (et pour les temps de crue, ce ne serait certainement pas suffisant, puisque la rivière a aujourd'hui cette profondeur au même endroit; une couche d'eau peu profonde, n'aurait pas d'ailleurs délayé aussi profondément la craie, et entraîné les lourds bois de cerfs), nous trouvons un abaissement du niveau de l'eau d'au moins 13 à 14 mètres.

En ajoutant ce chiffre aux cotes de nivellement de différents points du territoire, on reconnaît que la rivière occupait alors tout l'étage inférieur actuel, qu'elle atteignait en divers endroits l'étage moyen, et qu'à certaines époques tous les points de cet étage dont aujourd'hui l'altitude est inférieure à 74 ou 75 mètres environ (dernier nivellement), étaient inondés ou détrempés, soit par infiltration, soit par communication directe avec les eaux de Loing (1).

Si l'on tient compte ensuite de l'effet des pluies abondantes qui amenaient ces crues, — quand on sait que de nos jours, une partie des terrains de l'étage moyen est presque inabordable après une pluie persistante, — on reconnaîtra que certains points de cet étage étaient alors inhabitables. Si donc nos stations sont contemporaines de cet état de chose, nous aurons l'explication d'un

(1) Ainsi : l'eau coulait à 13 ou 14 mètres au-dessus de la prairie de Doyers. Le marais de Larchant, aujourd'hui à sec et qui est précisément au même niveau, était recouvert de la même nappe d'eau. Pleignes, Basse-Pleignes, sur l'autre rive, en avaient 18 ou 20 mètres. A l'entrée de la vallée d'Ormessou, l'eau s'élevait à 3 ou 4 mètres, etc., etc.

fait qui s'applique aussi bien aux Beaux-Regards qu'aux autres stations des plateaux des deux rives du Loing.

Comme nous le disions en 1867, un grand nombre de stations se trouvaient à l'étage supérieur, sur les bords des plateaux voisins de la rivière, et aussi assez loin dans les terres, mais autour des petits vallons aboutissant à la vallée principale. Nous faisons remarquer qu'on était surpris en suivant sur la carte, et mieux sur le terrain, les traces de pierres taillées laissées par les tribus, de les voir contourner les sinuosités irrégulières et profondes de cette rive des plateaux, couverte de rochers, comme si les tribus avaient été arrêtées sur ces hauteurs et empêchées de descendre à l'étage moyen ; et nous demandions s'il n'y avait pas lieu de s'étonner de cette circonstance, lorsque la proximité de l'eau et du silex devait les engager, au contraire, à s'établir plus bas, au bord de la rivière, si elle *avait été dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui*.

Avec notre hypothèse, ce fait s'explique de la manière la plus naturelle.

Les pluies abondantes détrempant le sol, pourraient encore nous donner la raison du choix que faisaient les tribus, de terrains secs, arides, sur lesquels la couche de calcaire est aujourd'hui à peine recouverte de quelques centimètres de terre végétale, pour y établir leurs campements : circonstance remarquable que nous avons cru expliquer suffisamment, en disant que ces terrains formaient sans doute des clairières, au milieu des épaisses forêts qui couvraient toute la contrée, et qu'il était plus facile de s'y installer. Mais les motifs d'un tel choix auraient été bien plus puissants. On comprend combien le sol des forêts, toujours plongé dans l'ombre, devait être imbibé d'eau, couvert de plantes et de bois en décomposition ; l'air qu'on y respirait devait être humide et malsain ; ainsi l'on comprend pourquoi les tribus de l'époque des grandes pluies, choisissaient, pour y camper, les terrains secs, le sommet d'un rocher ou les berges d'un grand fleuve.

C'est peut-être encore la raison par laquelle on expliquerait les traces de silex taillé remarquées sur le sommet du rocher de Saint-Pierre, lequel s'élève isolément au-dessus de l'étage moyen, à 7 ou 800 mètres de la plaine supérieure et à égale distance de la rivière. Quelques hommes, surpris par une de ces pluies subites extraordinaires, se sont sans doute réfugiés sur ce rocher, où ils ont été retenus pendant quelques jours. Ils y fabriquèrent, entr'autres, ces pointes très-fines ayant pu servir à armer une

flèche et qu'on y a recueillies au milieu de quantité de petits éclats, qui couvraient la roche sur laquelle ils ont dû s'arrêter.

Nous n'avons pu reconnaître sur les stations des plateaux, comme sur celle des Beaux-Regards, la trace de ce fait positif, évident, facile à vérifier par la disposition des éclats dans le sol, et que nous attribuons à une inondation pluviale : tous ces terrains ont été cultivés. Ces stations semblent d'ailleurs, par la forme des outils, n'être pas contemporaines de la première, et ce qui est vrai pour l'une peut ne pas s'appliquer aux autres ; cependant les diverses circonstances que nous venons d'indiquer, s'accordent si bien avec cette hypothèse « que ces stations étaient occupées à l'époque des grands cours d'eau, » que nous n'hésiterions pas à l'admettre pour toutes si une difficulté très-sérieuse ne nous arrêta.

Il est généralement reconnu que les deux grandes périodes de l'âge de pierre sont séparées par un intervalle dont la durée n'est pas déterminée, qu'il n'existe dans notre pays entre ces deux époques aucun point de contact, et qu'à l'époque où la pierre polie était en usage dans nos contrées les rivières avaient identiquement le même régime qu'aujourd'hui.

Or, comme d'une part la forme de la hache des Beaux-Regards bien que simplement taillée, est celle d'une hache polie ; et, d'autre part, comme sur les autres stations des plateaux, situées au même niveau, j'ai trouvé un grand nombre de fragments de haches polies, n'en pourrait-on pas conclure qu'à l'époque où ces stations étaient occupées, le régime des grands cours d'eau n'existait plus, et que, conséquemment, les explications des diverses circonstances énumérées plus haut pécheraient par la base ?

Mais les faits sont là, et l'objection ne me semble pas suffisante pour abandonner notre hypothèse ; en effet :

On est d'accord pour reconnaître la durée extrêmement longue de la période de la pierre polie, mais est-on bien éclairé sur ce qui s'est passé dans les premiers temps de cette période ? Est-on bien fixé sur la durée de la lacune, sur les conditions de l'existence de l'homme dans notre pays, pendant cette lacune ? Et le phénomène ainsi que les autres circonstances dont nous avons rendu compte, ne peuvent-ils pas appartenir à la fin de l'époque précédente ou au moins au commencement de la dernière, la nôtre ?

Il est certain que la faune qui accompagne les pierres taillées de la première époque a disparu pour faire place à la nôtre ; il est probable que cet événement fut la conséquence d'une révolution

météorologique qui modifia complètement le climat, et enfin il y a lieu de croire que c'est aux mêmes causes qu'est dû le changement dans le régime des eaux.

Cette modification, si on en juge par ce qui se passe à notre époque géologique (1), a dû demander un laps de temps extrêmement long; mais, quelle que soit sa durée, il est infiniment probable qu'elle ne s'est pas produite sans transition aucune; la nature ne procède pas par sauts. On doit supposer qu'il a existé entre ces deux régimes une époque intermédiaire, pendant laquelle reparurent, à des intervalles de plus en plus éloignés les uns des autres et en s'affaiblissant de plus en plus, les violentes perturbations atmosphériques qui caractérisent l'époque précédente; enfin que cette révolution, comme toutes les autres, ne s'accomplit pas sans troubles graves.

D'un autre côté, il nous faut nécessairement admettre une transition entre le travail de la pierre, de la première époque, et celui de la seconde; et si l'on ne trouve pas dans nos contrées le produit de cette époque de transition, si les anciens habitants ont disparu avec les animaux qui peuplaient le pays, ou si les hommes ont pu continuer à l'occuper sans faire aucun progrès dans le travail de la pierre, il faut bien supposer que cette période de transition s'est passée quelque part, dans une autre région, d'où sont venus à certaine époque les hommes qui ont apporté chez nous les outils de pierre perfectionnés, ou l'art de les fabriquer.

Ces nouveaux habitants sont-ils arrivés seulement lorsque l'état normal actuel du climat était définitivement fixé, ou antérieurement, lorsque régnait encore l'état intermédiaire qui a séparé l'ancien régime du nouveau?

Toute la question est là.

Or, les différentes constatations indiquées plus haut nous permettent (je crois) de dire : qu'à l'époque où les hommes occupèrent le sommet des Beaux-Regards et peut-être aussi les autres stations des plateaux, si le niveau des cours d'eau s'était abaissé, si le climat s'était modifié, il n'était cependant pas arrivé à une stabilité complète; qu'il survenait encore, de temps en temps, de ces pluies extraordinairement abondantes et persistantes de l'époque précédente, qui rendaient, au moins en certaines

(1) On sait que depuis 1800 ans le régime des eaux de la Seine n'a, pour ainsi dire, pas varié.

saisons, les terrains de l'étage moyen impraticables et obligeaient les hommes à se tenir sur les parties les plus arides des plateaux, d'où ils ne descendirent que plus tard ; que nous voyons sur les terrains des Beaux-Regards, la trace d'une de ces dernières grandes perturbations atmosphériques ; enfin, que les stations des plateaux supérieurs ont donc été occupées par les premières tribus de la pierre polie qui arrivèrent dans ce pays.

Ce qui confirmerait notre manière de voir c'est que, pour la station des Beaux-Regards, le type dominant des éclats est celui des *couteaux*, généralement considéré comme caractéristique de l'âge du renne ; et que, pour les autres stations des plateaux, nous trouvons sur les mêmes terrains, dans les mêmes conditions, avec les fragments de haches polies, et en bien plus grand nombre, différents types de haches taillées, de la même forme que celles trouvées par Boucher de Perthes dans les graviers de fond de la Somme et qu'il appelle *diluviennes*.

La collection des instruments de l'espèce, trouvés dans ces derniers terrains, présente toutes les formes transitoires entre le casse-tête le plus grossier et les haches polies de la dernière époque (1) ; ce qui ne peut s'expliquer qu'en supposant que ces tribus campèrent précisément sur les mêmes lieux antérieurement occupés par les hommes de la pierre taillée (et il en faudrait conclure que les raisons qui avaient obligé ceux-ci à se tenir sur les plateaux existaient encore), ou qu'elles y rencontrèrent les descendants des anciens habitants moins avancés dans le travail de la pierre : — différents cas qui impliquent leur haute antiquité.

En résumé, parmi les stations des environs de Nemours, celle des Beaux-Regards se distingue par des particularités très-remarquables : sa position, le grand nombre d'éclats de silex du type couteau, et, malgré cette grande abondance d'éclats et de *nuclei*, l'extrême rareté, sinon l'absence d'instruments ou d'outils très-communs sur toutes les autres stations de la même contrée ; l'absence complète de cendres, de charbons, d'ossements, au milieu de cette grande quantité d'éclats, dans un terrain qui n'a jamais été cultivé ; enfin, la nature du sol et la disposition des éclats dans le sable.

Ces dernières circonstances ne peuvent s'expliquer que par

(1) Pour qu'on ne suppose pas que je raisonne d'après quelques spécimens isolés d'outils de pierre, il n'est pas inutile de dire que j'en ai réuni plus de deux mille.

l'effet d'un phénomène météorologique, qui n'a pas, je crois, été observé dans nos contrées : une pluie d'une abondance et d'une persistance tout à fait extraordinaire, qui semble ne pouvoir appartenir à l'époque géologique actuelle.

On y a cependant trouvé une hache simplement taillée, mais d'une forme relativement récente (1).

Les autres stations de la plaine supérieure, sur lesquelles on trouve au contraire presque tous les types connus des outils de pierre, y compris ceux de la pierre polie, présentent aussi cependant des particularités (la forme de certaines haches, la situation élevée sur les terrains secs, etc) qui nous porteraient à croire que ces stations remontent aux premiers temps de l'époque actuelle, si non à la fin de l'époque des grands cours d'eau.

En tout cas, si l'occupation des plateaux, autres que celui des Beaux-Regards, peut s'expliquer par des motifs que j'ignore; si les différentes raisons indiquées plus haut ne suffisent pas pour conclure que ces stations appartiennent à l'époque des grands cours d'eau ou à la fin de cette époque, il resterait à examiner si le phénomène dont nous voyons sur ces rochers les effets surprenants, peut appartenir à notre époque géologique. Et, s'il est reconnu que cette inondation, ce déluge d'eaux pluviales capables de labourer des roches énormes ne peut s'être produit qu'à l'époque précédente, nous serons encore autorisés à dire que le pays a été occupé à l'époque des grands cours d'eau et des grandes pluies, ou à la fin de cette époque, par les hommes de l'âge de pierre et peut-être de la pierre polie, en admettant que la hache soit contemporaine des autres outils.

Si je ne m'abuse, si je ne suis pas aveuglé, comme il arrive souvent, par le désir de trouver la solution d'un problème longtemps cherché, mes hypothèses rendraient suffisamment compte des particularités que présentent nos stations et qui, sans ces hypothèses, resteraient inexplicables.

Toutes les conséquences que j'ai tirées peuvent n'être pas admises, on pourra en déduire d'autres que je n'ai pas entrevues ;

(1) La trouvaille d'une seule hache, au milieu d'un si grand nombre d'éclats, ne nous paraîtrait pas suffisante pour appuyer nos dires s'il n'était presque impossible d'expliquer sa présence dans l'endroit où elle a été trouvée, sans la considérer comme contemporaine des autres éclats.

dans tous les cas, il m'a paru utile de vous communiquer ces observations, qui, rapprochées de celles faites en d'autres contrées, contribueront à éclairer certains points encore obscurs dans l'étude si intéressante de ces temps reculés, comme la lacune existante entre les deux périodes de l'âge de pierre, l'époque de l'apparition de la pierre polie dans nos contrées, et l'état du climat de notre pays aux premiers temps de cette époque.

NOTES SUR L'ADMINISTRATION DE LA FORÊT DE BIERRE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME,

PAR M. PAUL DOMET,

Membre fondateur (**Section de Fontainebleau**).

Notre étude ne remontera pas aux temps où la forêt ne faisait pas encore partie du domaine royal; il est impossible de savoir à quelles mains l'avaient confiée les seigneurs à qui elle appartenait. Nous ne connaissons même que fort peu de chose sur l'administration forestière, pendant les onzième et douzième siècles. Les forêts couvraient alors le sol de la France, si nombreuses et si vastes; les chemins étaient tellement rares que le bois sur pied était sans valeur; abattu, il n'avait que celle du travail employé à le façonner, et les premiers forestiers durent plutôt s'occuper de faire faire des défrichements, de préparer les chasses, d'assurer la fourniture de la table du souverain en gibier et en poisson, que de gérer et de conserver les bois qui leur étaient confiés.

C'est à partir de Philippe-Auguste qu'on chercha à organiser une administration plus régulière. On institua par tout le royaume des *maîtres des eaux et forêts*. La manière dont les nouveaux agens remplirent leurs fonctions laissa longtemps fort à désirer, il fallut leur interdire de résider ailleurs qu'auprès des domaines dont ils avaient la direction (1); encore dût-on revenir sur cette prescription : on permit d'abord aux maîtres qui demeuraient dans des maisons appartenant au roi ou à un prince du sang, puis à tous les autres, de se faire remplacer, tant par des lieutenants généraux, pour l'étendue entière du ressort, que par des lieutenants particuliers pour chaque forêt, à la condition, toutefois, de demeurer responsables de leurs suppléants (2). Beaucoup pillaient effrontément ce qu'ils étaient chargés de faire respecter. Louis IX fut obligé de leur défendre expressément de rien recevoir sur le

(1) Edits de 1313 et du 25 février 1318.

(2) Edit de février 1345, ordonnances de juillet 1376, mars 1388, septembre 1402, mars 1515.

produit des coupes. Des édits de Philippe VI et du roi Jean font voir que, de tous côtés, ils exploitaient les bois à leur profit, et opéraient des achats et des ventes par personnes interposées. Charles V se plaignait amèrement de ce que le revenu des forêts était mis à néant par toutes ces malversations. Cependant peu à peu le chaos se débrouilla. En 1318 le département de chaque maître cessa d'être variable. Le nombre de ceux-ci fut fortement diminué par l'ordonnance de juillet 1376, qui leur enjoignit de faire annuellement deux inspections dans leurs circonscriptions et d'adresser au roi un rapport sur l'état des forêts. Non-seulement ils régissaient celles-ci, ils présidaient à l'adjudication des coupes, mais ils jugeaient tous les délits ayant trait aux eaux et forêts et à la chasse, ainsi que ceux commis contre les personnes dans les forêts et sur les eaux : réunissant par là les pouvoirs judiciaires et administratifs, et prononçant eux-mêmes sur les contraventions qu'ils signalaient. Deux fois par an, après l'Ascension et la Toussaint, un jour solennel d'assises était fixé, pour rendre justice à tous ceux qui avaient à se plaindre : forestiers, marchands, ouvriers, etc. (1) A partir de 1544, les maîtres cessèrent de transporter de ville en ville le siège de leur juridiction. En 1546, ils avaient pour gages cent livres par an et dix sols par jour; de plus, lorsqu'ils allaient en campagne pour le fait de leur charge, ils touchaient quarante sols tournois par jour et étaient chauffés. Plus tard leur chauffage fut fixé à cent moules, ou à peu près soixante-quatre de nos stères (2), et leurs gages annuels à quatre cents livres tournois (3). Les plus anciens documents que l'on connaisse nous montrent la forêt de Bierre faisant partie du département du maître de Champagne et de Brie.

Sous ces agens supérieurs se trouvaient des *gruyers*, dont l'origine remonte à une époque inconnue. Leur nom dérive, dit-on, du même mot gaulois que druide : *drus*, *chêne*. Ils avaient également juridiction, sauf appel à la maîtrise, mais sans pouvoir prononcer de condamnations supérieures à soixante sols. Ils devaient visiter tous les quinze jours les bois à la surveillance desquels ils étaient commis, et adresser leurs rapports aux maîtres des eaux et forêts (4). De plus, ils étaient tenus de fournir un cautionne-

(1) Ord. d'octobre 1501, mars 1513, janvier 1518.

(2) Ord. de juillet 1376, septembre 1388, septembre 1402, mars 1515.

(3) Ord. de mars 1515.

(4) Ord. de 1376.

ment à leur entrée en charge. A Fontainebleau on désignait cet agent sous le nom de *forestier*. Celui-ci recevait de gages, sous Saint-Louis, trois sols par jour, juste neuf fois plus que les ouvriers du pays, dont les journées n'étaient alors payées que quatre deniers.

En 1318 on institua, en sous ordre, des *sergents à garde*, pour la surveillance matérielle des forêts ; ils étaient nommés par le roi, et devaient *porter bigarrures*, afin de se faire reconnaître ; on exigeait d'eux une caution de deux cents livres (1). Ils étaient responsables des délits qu'ils n'avaient pas constatés, et pouvaient faire toutes sortes de visites et perquisitions pour arriver à découvrir les auteurs de ceux dont ils s'étaient aperçus. Dans le principe on laissait prendre aux sergents à garde, pour leur chauffage, du bois versé ou sec, proportionnellement à l'importance de la famille qu'ils avaient à leur charge.

En 1357 des lettres patentes du dauphin Charles, régent du royaume, instituèrent un *souverain et général grand-maître, inquisiteur, ordonnateur, odeveur, dispositeur et réformateur de toutes les eaux et forêts, isles, garennnes et fleuves de France*.

Les jugements des maîtres étaient sujets à appel devant ce haut personnage ou plutôt devant un tribunal qui le remplaça dans cette partie de ses fonctions. Ce tribunal, dont les arrêts ont eu longtemps force de loi, en matière d'eaux et forêts, et des décisions duquel on pouvait, du reste, encore appeler devant le parlement, — résidait à Paris, et portait le nom, devenu célèbre, de *siège général des eaux et forêts de la table de marbre*. La table de marbre de Paris ne suffisant pas à juger toutes les affaires portées devant elle, on en créa une seconde à Rouen en 1508, une à Vannes en 1544, puis d'autres à Toulouse, Bordeaux, Dijon, etc.

François I^{er}, dont le nom se rencontre dans toute étude sur Fontainebleau, trouva son domaine de Bierre insuffisamment protégé contre les délits qui allaient croissant avec la population du pays ; il créa, spécialement pour la forêt et ses dépendances, une charge de *grand maître de l'Isle de France* ou *grand forestier*, car les titulaires portèrent ces deux noms avec résidence à Fontainebleau (2). Nous ignorons à qui fut confiée cette charge tout d'abord. Le père Dan cite, comme en ayant été investi, un M. Daugas, mais sans indiquer de date. Jean d'Ange entra en

(1) Ord. de mai 1346, 11 juillet 1376, mars 1515, février 1534, mai 1597.

(2) Ord. d'avril 1532 et août 1534.

fonction en juillet 1571. Jean Lefauve, seigneur de Lambrière, occupait la place en 1586. Henri IV en pourvut, au mois de septembre 1594, M. de L'Hospital, baron de Vitry-Miraumont, dont la famille la conserva jusqu'en 1630, époque à laquelle M. de Souvré fut mis en possession. En 1646, ce dernier eut pour successeur Son Éminence le cardinal de Mazarin. Cette bizarre fantaisie, de la part d'un si grand personnage, dura trois ans; et, en 1649, M. le comte de La Chapelle le remplaça. M. Sublet, marquis d'Heudicourt, eut à son tour la charge en 1655, qu'en cette même année il céda à M. François-Gaspard de Montmorin, marquis de Saint-Hérem, dont les descendants conservèrent le titre jusqu'en 1792.

C'est sous François I^{er} et sous son successeur que l'administration forestière, en France, prit définitivement la forme qu'elle garda jusqu'à la révolution. On supprima les places de maîtres des eaux et forêts, pour remplacer ceux-ci par des *maîtres particuliers*, institués dans chaque bailliage, sénéchaussée et juridiction royale (1). Dans le principe, les maîtres particuliers des bailliages de Nemours et de Melun se partagèrent la forêt de Bierre; mais bientôt elle fut, tout entière, dans les attributions de ce dernier dont la résidence fut fixée à Fontainebleau et la charge réunie à celle du grand forestier. On créa des places de *procureurs du roi*, pour remplir les fonctions de ministère public (2), puis de *lieutenants*; ceux-ci, qui devaient être qualifiés, suppléaient les maîtres particuliers. Lieutenants et procureurs étaient gradués (3). Ils assistaient aux audiences en robe longue, tandis que le maître était de robe courte, c'est-à-dire militaire et non magistrat, et montait au tribunal l'épée au côté. Le personnel se compléta par des *greffiers* (4), puis par des *huissiers audienciers* chargés d'exécuter les ordonnances, jugements et commissions des tribunaux des différents degrés. Les gruyers continuèrent, sous les ordres des maîtres particuliers, à administrer les petites forêts isolées. La réunion de tous les agents de la maîtrise était prescrite pour chaque opération forestière de quelque importance, telle que le martelage, le récolement, etc.

On appliquait ainsi aux actes purement administratifs les mêmes

(1) Ord. de février 1554.

(2) Edits de mai 1523, juillet 1544, février 1554, janvier 1583.

(3) Edit de mai 1597.

(4) Edits de juillet 1544 et février 1554.

formes qu'au jugement des contraventions. Quant aux gages, immunités, prérogatives attribuées aux charges des eaux et forêts, on alloua, à l'origine, aux maîtres particuliers trois cents livres tournois de fixe, aux lieutenants, cent, aux procureurs, cinquante, aux greffiers, vingt-cinq, mais ces traitements varièrent souvent. Des vacations, payées pour chaque journée employée aux principales opérations forestières, les augmentaient, d'ailleurs, dans une assez notable proportion. Un édit d'août 1594, exempta les officiers des eaux et forêts du bailliage de Melun des tailles, aides, et autres impositions et subsides. Ce privilège ne fut étendu aux autres maîtrises qu'en mars 1637.

Cette administration, fort complète, était appelée à rendre de grands services. Malheureusement elle fut frappée au cœur presque aussitôt sa création. Jusqu'à Henri II les charges des eaux et forêts étaient à la nomination du roi ou du grand maître ; mais le souverain, par un motif tout fiscal, les érigea en titres d'offices vénaux, à sa disposition (1). Les postulants n'eurent plus que faire de connaissances forestières qu'on ne leur demandait pas, ils n'eurent besoin que d'argent ; les seules conditions exigées étaient de savoir lire et écrire (2), et d'être d'une notoire moralité, — deux choses assurément fort recommandables, mais dans ce cas tout à fait insuffisantes.

Cette manière de battre monnaie était trop commode pour qu'on ne s'en servit pas jusqu'à l'absurde. On commença par créer beaucoup de places nouvelles qui n'avaient, pour la plupart, aucune raison d'être : c'étaient des offices *d'avocats du roi*, pour aider les procureurs ; de *substituts*, pour aider les avocats ; de *gardes-marteau*, dont les titulaires, spécialement chargés des martelages et de la surveillance des exploitations, avaient le droit d'assister aux audiences l'épée au côté (3) ; de *contrôleurs généraux des forêts*, pour le récolement des ventes (4) ; de *sergents collecteurs d'amendes confiscations*, etc. avec attribution, comme traitement, du tiers de ce qui était perçu (5) ; de *maîtres gardes*, de *sergents chevaucheurs*, (6) de *sergents traversiers* ; ceux-ci devaient *brasser et traverser*

(1) Edit de février 1554.

(2) Ord. de janvier 1563 et 1667.

(3) Edits de janvier et d'août 1583.

(4) Mars 1576.

(5) Edits de février 1554, janvier 1583.

(6) Edit d'août 1572.

incessamment les forêts (1), etc., etc. Henri III, en 1575, supprima définitivement la charge de souverain grand maître, dont était pourvu M. de Fleury, et partagea la France entre six *grands maîtres enquesteurs, généraux réformateurs des eaux et forêts*, y compris celui de l'Isle-de-France institué à Fontainebleau par François 1^{er}. Ce dernier office fut définitivement séparé de la maîtrise particulière du bailliage de Melun dont le titulaire garda seulement, encore pendant plusieurs années, le nom honorifique de grand forestier. Les grands maîtres centralisaient toute l'administration de leur département sous l'autorité du contrôleur général des finances ; ils rendaient la justice en première instance, et avaient voix délibérative aux audiences des juges en dernier ressort. Le pouvoir des grands maîtres, au point de vue de la gestion du sol forestier, était très-grand : ils tranchaient toutes les questions d'aménagement et d'exploitation ; chaque année, après leurs tournées, ils transmettaient aux agents des maîtrises leurs mandements pour les coupes annuelles et procédaient en personne aux ventes. Henri IV, en 1597, rétablit M. de Fleury, qu'il affectionnait particulièrement, à la tête de toute l'administration, avec le titre de *surintendant des forêts de France*. Il réunit, de plus, à cette charge deux des grandes maîtrises : celle de Normandie et celle de l'Isle-de-France. A la mort de M. de Fleury, arrivée en 1612, la place éminente qu'il occupait fut définitivement supprimée. Plusieurs édits prononcèrent le rachat de tous ces offices *juxta posés* les uns à côté des autres, mais de pressants besoins d'argent ne tardaient jamais à les faire rétablir, et chaque fois tout le monde s'empressait d'en acheter, depuis le personnage qui, pour 100,000 livres, avait une grande maîtrise lui donnant, outre l'intérêt de son argent à quatre pour cent, le titre de Monseigneur, jusqu'au plus petit bourgeois qui, moyennant 500 livres obtenait, avec une charge de sergent, l'exemption de la taille, du logement des gens de guerre, etc., sans compter les lapins.

Quand on ne sut plus sous quels noms créer de nouvelles places, on s'avisa de nommer plusieurs titulaires pour la même ; chacun d'eux l'occupait à son tour, un an sur deux, sur trois, sur quatre, et s'appelait officier *alternatif, triennal, quatriennal*. C'est à peine si on peut croire maintenant à une pareille organisation. Rien n'est plus vrai cependant, et il y eut à Fontainebleau des maîtres particuliers, des lieutenants et des gardes-marteau

(1) Edit de janvier 1583.

alternatifs, triennaux et quadriennaux. Du reste, les forêts souffrirent moins de cet ingénieux expédient qu'on pourrait le supposer, car, le plus souvent, les anciens possesseurs rachetaient ces nouveaux offices pour les joindre au leur. D'autres fois c'était le corps des agens de la maîtrise qui le faisait à frais communs, et le tout se bornait à un petit emprunt prélevé sur la bourse de MM. les forestiers.

Sous Louis XIII, le personnel de la maîtrise particulière, comprenant alors les bailliages de Melun, Montereau et Moret, était ainsi composé : un maître particulier, un lieutenant, un procureur du roi, un garde-marteau, un greffier, deux sergents traversiers, un receveur, un contrôleur, un sergent appréciateur, un sergent collecteur des amendes (dit dangereux), deux huissiers audienciers, et enfin huit sergents à garde entre lesquels la forêt se trouvait partagée. Chacun des huit *triaux* avait reçu le nom d'une des croix élevées en son milieu : *Croix de Guise, de Saint-Héran ou Hérem, de Souvré, de Franchard, du grand Veneur, Belle-Croix, croix de Vitry, croix d'Augas.*

Les gardes-chasse de la capitainerie concouraient aussi à la surveillance, et réprimaient les délits forestiers. Un *sous-lieutenant* était établi à Montereau, pour la pêche et la chasse, et un juge gruyer au Châtelet en Brie. Tous deux avaient droit de juridiction. Les audiences étaient tenues tous les quinze jours, en l'hôtel du grand prévôt de France, vis-à-vis le portail de la cour des cuisines du château de Fontainebleau. Ces différents officiers recevaient par an : le maître particulier mille, puis un peu plus tard douze cents livres et vingt-cinq cordes de bois ; le lieutenant cent, puis trois cents livres et quinze cordes ; le procureur deux cents, puis quatre cents livres et dix cordes ; le garde-marteau trois cents, puis quatre cents livres et dix cordes ; le greffier cinquante livres et dix cordes ; les sergents chacun cent livres et de quatre à six cordes. Les vacations augmentaient les émoluments du maître de deux à trois cents livres, et ceux des autres en proportion.

Cependant la forêt était dévastée par des délits de toutes sortes auxquels venaient s'ajouter les malversations de ceux qui l'administraient. M. Barillon d'Amancourt, maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du roi, chargé de la réformation de la forêt de Bierre, en 1664, condamna à de fortes amendes, — en tout 4,340 livres parisis, sans compter les restitutions, — le lieutenant, le procureur, le greffier, le receveur, le sergent appréciateur, les deux sergents traversiers et cinq sergents à garde sur huit ; les trois

autres en furent quittes pour des admonestations. Le lieutenant, le procureur, un des traversiers et trois sergents à garde durent se défaire de leurs offices. Un grand nombre d'autres condamnations à l'amende furent aussi prononcées contre des particuliers.

L'ordonnance de 1669 organisa toutes les maîtrises, sauf de très-légers changements, sur le modèle de celle de Fontainebleau. Les gruyers purent connaître des affaires dont l'amende allait à douze livres, les sergents traversiers et dangereux furent remplacés par des *gardes généraux* qui portèrent des casques brodées aux armes du roi et reçurent trois cents livres par an; deux arpenteurs furent attachés à chaque maîtrise particulière et durent fournir un cautionnement de 1,000 livres. Le cautionnement des sergents à garde fut porté de deux à trois cents livres, et nul ne put remplir un office des eaux et forêts avant vingt-cinq ans. La maîtrise particulière de Nemours fut supprimée et réunie à celle de Fontainebleau, mais pour bien peu de temps, car un édit royal d'août 1672 la rétablit.

L'ordonnance de 1669 avait enlevé aux forestiers la connaissance des crimes commis dans les bois et sur les eaux. Ces attributions judiciaires étaient malheureusement loin d'être une sinécure, du moins à Fontainebleau. La forêt de Bierre toute remplie de nombreuses grottes, traversée par des grands chemins, servit souvent de repaire à des bandits, surtout à la suite des guerres civiles et intérieures qui désolèrent la France aux treizième, quatorzième et quinzième siècles; il n'était pas sûr d'y voyager seul ou avec une trop faible escorte. Le nom de *Cave aux brigands*, que porte depuis un temps très-reculé un canton proche la croix de saint Hérem, est assez significatif. On sait aussi que les deux premiers ermites de Franchard furent assassinés. Saint Louis, isolé de ses gens au milieu d'une chasse, eut à se défendre contre l'attaque de plusieurs bandits. En 1610 le sieur de Marigny, qui s'était retiré à l'ermitage de La Madeleine, y fut tué par des voleurs qui croyaient trouver de l'argent chez le cénobite grand seigneur. En 1675 et 1676 les juges de Fontainebleau condamnèrent, pour vols et assassinats, une troupe de gens de mauvaise vie qui s'étaient installés dans ce même ermitage. Celui de la butte Saint-Louis dut être démoli en 1701, plusieurs religieux y ayant été tués successivement; enfin, quelques années après on démantela ce qui restait du convent de Franchard, et la tour qui avait été construite, pour la reine Marie-Thérèse, à l'entrée des gorges, de crainte que ces bâtiments ne devinssent un asile pour les débauchés ou les voleurs.

Les abus que nous avons vus se produire sous les derniers Valois se renouvelèrent vers la fin du règne de Louis XIV. On était alors, comme un siècle avant, dans une grande pénurie d'argent, et on battit monnaie en créant une multitude de nouveaux offices forestiers. On augmenta le nombre des grands maîtres. La vente de leurs places, rapportait d'autant plus à l'État qu'un édit d'août 1693 avait rendu à ces fonctionnaires les 40 livres par jour de vacation dont ils jouissaient autrefois. Les appointements de celui de l'Isle-de-France s'élevaient, en 1689, à 13,333 livres 6 sols 8 deniers, plus 500 livres pour chauffage, et 800 livres pour un secrétaire. On créa successivement dans chaque maîtrise particulière des offices de *conseillers rapporteurs des défauts* (1) de *conseillers enquêteurs et commissaires ordonnateurs* (2), de *gardes sceles* (3), d'*inspecteurs des eaux et forêts* qui avaient spécialement pour fonctions de mettre les marchands en possession des ventes dont ceux-ci étaient adjudicataires (4). Toutes ces places avaient deux ou trois titulaires.

Un édit du mois d'octobre 1716, supprima les offices nouveaux et rétablit le personnel des maîtrises sur le pied où nous l'avons vu en 1669. Depuis lors jusqu'à la révolution il y eut peu de changements dans l'administration forestière : les sergents furent supprimés, et les grands maîtres chargés de commettre, chacun dans son département et sous sa responsabilité, qui lui convenait pour la garde matérielle des forêts de Sa Majesté (5) ; il en fut fait autant pour les places de gardes généraux (6). Vers 1730, les droits de chauffage en nature dont jouissaient les forestiers de la maîtrise de Fontainebleau furent convertis en argent. Le maître particulier reçut annuellement deux cent cinquante livres, le lieutenant cent cinquante, les gardes généraux trente-six, etc. Les offices d'arpenteurs vacants furent supprimés (7), ainsi que ceux des receveurs des bois et collecteurs d'amendes qui furent remplacés par des administrateurs (8), le tout à condition de remboursement aux titulaires du prix de leurs

(1) En 1694.

(2) En 1693.

(3) En 1696.

(4) En 1708.

(5) Arrêt de novembre 1719.

(6) Arrêt du 12 février 1778.

(7) Déclaration d'octobre 1750.

(8) Edit d'août 1777.

places, ou au moins des intérêts en attendant. Enfin, dans toute l'étendue de la grande maîtrise de l'Isle-de-France, le salaire des gardes fut augmenté (1). Ceux-ci étaient de plus soignés gratuitement, en cas de maladie.

Malgré les exemples qu'avait faits M. Barillon, la plaie des concussions et des délits était loin d'être fermée à Fontainebleau. Le Conseil d'état, par arrêt du 27 septembre 1683, dut condamner Denis Desrousseaux, procureur du roi, à restituer à S. M. 5,800 livres pour dilapidations par lui commises en la forêt de Bierre. Un jugement du 14 avril 1686 condamna Jean Baillet, sergent à garde du triage de la croix de St-Hérem, à 4000 livres d'amende, et autant de restitution, pour n'avoir pas fait rapport que neuf cent soixante dix arbres avaient été coupés du pied sur son canton, et leurs souches recouvertes de mousse. En 1690 un arrêt du Conseil, du 26 décembre, chargea M. le grand maître de Bruillevert de se transporter exprès à Fontainebleau, pour informer contre les abus, délits et malversations qui se commettaient journellement. Le procureur du roi, le garde-marteau et le greffier furent forcés de se demettre de leurs offices. La forêt était littéralement au pillage. Malgré toutes défenses et règlements, Fontainebleau était plein de gens qui ne vivaient qu'aux dépens des bois du roi, et dont le prix des fagots qu'ils allaient couper était le plus clair revenu. Pendant les séjours de la cour c'était bien autre chose encore; les cochers et les palefreniers de toute la famille royale s'étaient arrogé le droit d'aller, avec des chariots, chercher du bois qu'ils ne se contentaient pas d'appliquer à leur usage, mais qu'ils vendaient par toute la ville que l'exemption de la taille peuplait chaque jour davantage. Ils étaient généralement en nombre afin de pouvoir résister aux gardes et prêtaient même leurs surtout à des étrangers. Le grand maître Du Vaucel estimait, en 1750, à plus de deux mille cordes, le bois qui était coupé annuellement en délit dans la forêt, principalement aux environs de Fontainebleau, où quatre des sergents à garde avaient dû être spécialement chargés de surveiller les habitants. Plus on s'éloignait de la ville, moins on rencontrait de ces dégâts; cependant les gens de Melun et de Moret se signalaient aussi par leurs déprédations. Les habitants de cette dernière ville avaient notamment, pendant l'hiver de 1724 à 1725, coupé pour ainsi dire à blanc trente deux arpents, au canton de la garenne de Grosbois. Deux

(1) Arrêt du 21 février 1789.

arrêts du Conseil (1) leur interdirent l'entrée de cette partie de la forêt, les rendant tous solidairement responsables des délits qui pourraient y être commis ; en vertu de ces décisions ils furent condamnés, par le grand maître, à 1500 livres d'amende et autant de restitution (2). Les habitants de Melun, pendant l'hiver de 1740 à 1741, firent les mêmes dégâts sur vingt cinq arpents dans le canton du bois Coulant ; ils y allaient par troupe et armés de pistolets.

Le seul moyen de mettre fin à ces dévastations était d'augmenter le nombre, devenu insuffisant, des sergents à garde. On le comprit, et un arrêt du Conseil d'État du 30 octobre 1730 ordonna la création d'un poste à la garenne de Grosbois ; le titulaire fut chargé du triage de la Croix du Grand maître qui, jusque là, n'avait fait qu'un avec celui de la Croix de Guise. Un autre arrêté du Conseil, du 7 mars 1741, nomma un nouveau garde à Melun, pour surveiller une partie du triage de la Croix de Vitry, avec trois cents livres de gages et soixante livres pour chauffage. Un arrêt du Conseil, du 19 décembre 1762, et des lettres patentes du 6 juin 1768 ordonnèrent la création de 5 places de gardes à cheval, aux appointements de cinq cent cinquante livres portés presque aussitôt à sept cent trente. Les dix gardes à pied durent demeurer dans les communes riveraines de la forêt : aux Sablons, à Grosbois, Bourron, Recloses, Achères, Arbonne, Chailly, La Rochette, Boisleroi et Samois ; tandis que les nouveaux, en résidence à Fontainebleau, partagés en deux bandes commandées l'une par le garde général, l'autre par le premier huissier audiencier, faisaient des rondes incessantes autour de la ville. Ils étaient aussi tenus d'entretenir la correspondance avec leurs collègues à pied qui leur remettaient les procès-verbaux qu'ils avaient dressés. Enfin ce nombre fut porté, un peu avant la révolution, à seize pour les gardes à pied, et à huit pour les gardes à cheval, sans compter les aides gardes et les surnuméraires.

Les maîtrises, telles que nous venons de les voir organisées, furent une des parties de l'administration française que la révolution modifia des premières : une loi du 11 septembre 1790 supprima la juridiction des eaux et forêts. Les tribunaux de district eurent dans leurs attributions toutes les infractions aux lois forestières. Les procureurs du roi des maîtrises restèrent, toutefois,

(1) Des 27 février et 20 mars 1725.

(2) Le 12 février 1729.

investis du rôle de ministère public. La loi si éphémère du 26 mai 1791 créa, en même temps que la liste civile, une place d'intendant de celle-ci. Nous ne citons ce fait que pour mémoire. Une loi du 29 septembre de la même année ordonna la suppression des maîtrises, et institua, pour les remplacer, une administration spéciale sous le titre de conservation générale des forêts; mais presque aussitôt (1) il fut sursis à cette réorganisation, et les officiers des anciennes maîtrises continuèrent leurs fonctions. Un décret des 15-20 avril 1792, maintint leurs anciens traitements; un autre du 5 février 1794, fixa le maximum des gages et indemnités réunis à onze cents livres pour les gardes à cheval, et cinq cents pour les gardes à pied. A partir de 1796 on distribua aux gardes, dont le nombre varia plusieurs fois pour la forêt de Fontainebleau, pendant ces temps de troubles, des uniformes de couleur bleue, dite bleu de Berry; on leur donna même des chaussures. Enfin ils reçurent du bois, pour leur chauffage, pendant toute la révolution.

Mais si les cadres ne changèrent pas, les hommes se succédèrent rapidement.

Dénonciations suivies de destitutions, réclamations suivies de réintégrations, telle est l'histoire du personnel d'alors à tous les degrés de la hiérarchie. Nous ne nous occuperons que du premier. Les anciens officiers étaient, pour la plupart, ou massacrés comme le fut le 2 septembre 1792, à la conciergerie, le dernier maître particulier, M. Louis-Victoire-Luce de Montmorin, ou en fuite, ou en prison. Il fallut en nommer d'autres. Au mois d'octobre 1793 le ministre des contributions publiques y pourvut, et sur la présentation de la municipalité du district de Fontainebleau, plaça à la tête du service forestier, sous le contrôle immédiat du pouvoir exécutif, un sieur Noël, maire de Moret, avec le titre de lieutenant. En avril 1798 la place de maître particulier fut rétablie et confiée au citoyen Dantigny. Celui-ci ne s'appela plus bientôt que *premier administrateur provisoire* et, en avril 1800, céda la place à M. Marrier de Bois d'Ilyver, ancien lieutenant de la maîtrise, dont la famille avait occupé cette position depuis 1736. La partie administrative était alors réunie à la régie de l'enregistrement, et les agens de Fontainebleau correspondaient avec le directeur en résidence à Melun.

Au milieu de tous ces changements, l'administration forestière,

(1) Loi du 11 mars 1792.

toujours sous le coup d'une réforme complète, vivant pour ainsi dire au jour le jour, subissant en outre la défaveur qui s'attachait à tout ce qui rappelait le passé, voyait son autorité s'amoindrir de plus en plus, alors qu'elle avait à lutter contre des désordres croissants. Dès 1789 on avait été obligé, par une loi du onze décembre, de mettre les bois sous la protection *de la nation, de la loi, du roi, des tribunaux, des assemblées administratives, des municipalités, des communes, des gardes nationales*. Malgré tous ces défenseurs, les années 1790, 1791, 1792, 1793, 1794 furent pour le domaine de Fontainebleau une période de pillage et de dévastations effrénées. Les délinquants allaient au bois par bandes de vingt, cinquante et jusqu'à deux cents, avec des coignées, coins, serpes, voitures et chevaux. Les forestiers n'osaient sortir qu'en nombre et bien armés. On fut obligé de requérir, pour leur prêter main forte, les troupes en garnison dans la ville. En 1791 douze cavaliers vinrent d'une manière permanente au secours des gardes, et il fallut une fois faire sortir jusqu'à 40 hommes, commandés par un capitaine. C'était surtout du côté de Melun que la plupart des délits avaient lieu.

Enfin, la loi du 6 janvier 1801 mit fin au provisoire, et, balayant tout vestige du passé, organisa définitivement l'administration forestière telle, ou à peu près, qu'elle est restée depuis. Malheureusement on ne peut dire que sous ce nouveau régime, toute dévastation ait cessé dans notre belle forêt. Un décret ne change pas les mœurs, et, en France, nos populations n'ont toujours été que trop portées à considérer les bois, surtout ceux de l'Etat, comme un peu à tout le monde et à agir en conséquence. Faisons des vœux, en terminant, pour que des idées plus nettes de droit et de justice pénétrèrent dans les masses, et que, devant l'opinion publique, le vol d'un arbre soit mis sur la même ligne que celui d'un épi.

FONTAINEBLEAU ET LES BAILLIAGES DE MELUN ET DE MORET

EN 1789,

PAR M. CH. CONSTANT,

Membre fondateur (**Section de Fontainebleau**).

Quand on parle de la révolution de 1789, on est toujours tenté de faire plutôt de la politique que de l'histoire ; c'est un tort selon nous, et nous voulons ici résister à cette tentation, en renfermant ce petit travail dans des limites purement historiques. Cette époque mémorable est déjà assez loin de nous pour que nous puissions aujourd'hui la juger froidement et sans passion, et apporter, dans nos appréciations, cette indépendance de plume et cette absence de parti pris que recommande en première ligne Quintilien à ceux qui veulent écrire l'histoire.

Avant de montrer l'attitude des habitants de Fontainebleau aux élections de 1789, il nous paraît bon de remettre en mémoire les quelques grands faits qui précédèrent, et de résumer les graves questions qui occupaient alors tous les esprits. Prêtant l'oreille à ce bruit sourd de l'Europe entière, dont parle Necker, qui favorisait confusément toutes les idées d'équité générale, Louis XVI rendit le 4^{er} janvier 1789 un arrêté, appelé par Barère les étrennes du peuple, dans lequel était fixé le nombre des députés qui devaient se rendre aux États-généraux et composer les trois ordres ; le 24 janvier suivant, paraissait le règlement pour la convocation des États-généraux. Ce règlement, affiché aux portes des églises, des couvents et des mairies, reconnaissait à tout Français, âgé de 25 ans, domicilié et compris au rôle des impositions directes, le droit de participer aux élections ; les prêtres possédant bénéfices et les curés avaient droit de se présenter ou d'envoyer des procureurs fondés à l'Assemblée des bailliages ; quant aux autres ecclésiastiques ils ne pouvaient envoyer qu'un député sur un certain nombre de membres. Les membres de la noblesse avaient aussi le droit de se présenter aux bailliages, mais ceux-là seuls qui possédaient des fiefs, pouvaient s'y faire représenter. Enfin, pour le Tiers-État, on votait par bailliages et sénéchaussées : les paroisses, les communautés, les bourgs et les

villes s'assemblaient à la maison commune devant un officier public, et nommaient à haute voix deux députés à raison de deux cents feux; ces députés du Tiers, élus ainsi dans chaque ville ou bourg, rédigeaient des cahiers de doléances et allaient ensuite les porter au bailliage de leur ressort. Là une réduction des trois quarts s'opérait sur le nombre des députés du Tiers, dans une assemblée préparatoire, et tous les cahiers étaient réunis en un seul.

Tel était le mécanisme de ces élections à plusieurs degrés d'où sortirent ces noms fameux, qui sont encore sur toutes les lèvres, et qui allèrent, non pas seulement comme nos députés actuels, représenter la nation, mais surtout porter aux pieds du roi *les cahiers des plaintes et doléances*, cahiers si gros de révélations sur les abus du pouvoir absolu.

Une fois le règlement du 24 janvier répandu de toutes parts, et pendant ce laps de temps que nous appellerions aujourd'hui la période électorale, un flot de brochures vint grossir le nombre de ces pamphlets déjà célèbres et qui avaient nom : *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* de l'abbé Sieyès, *les Assemblées des bailliages*, de Mgr le duc d'Orléans, *les Réflexions d'un patriote sur la prochaine tenue des Etats-généraux*, et tant d'autres.

Le bailliage de Melun, dont Fontainebleau faisait partie, ne resta pas étranger à cette éclosion de libelles, et la ville de Melun produisit un grand nombre de ces écrits. Nous lisons, en effet, dans une lettre adressée à M. le garde des sceaux, par le lieutenant général du bailliage, que les imprimeurs de Melun sont tellement occupés par la grande quantité d'écrits politiques qui inondent le public, qu'il leur est impossible de satisfaire aux commandes de M. le lieutenant général, et que celui-ci se voit obligé d'avoir recours aux imprimeurs de Sens pour faire tirer ses circulaires, ses placards, ses affiches et les lettres de convocation pour l'Assemblée du bailliage.

La prévôté de Fontainebleau fut fort avide de ces brochures. Depuis plusieurs mois les habitants avaient dû parcourir en tous sens de nombreuses gazettes, car en février 1789, lorsqu'il s'est agi pour eux de nommer les députés qui devaient porter au bailliage de Melun leurs cahiers et en préparer la rédaction, ils se sont montrés très-désireux d'user de tous leurs droits. Nos aïeux ont été même turbulents aux élections de 1789 lorsqu'il leur a été permis de faire entendre leurs plaintes et de demander justice.

En constatant l'humeur tapageuse et l'esprit de réforme des citoyens de Fontainebleau en 1789, nous ne croyons pas que l'on puisse voir en eux des cabaleurs, de ces gens *qui cherchent à fomenter des divisions*, comme les désigne M. l'intendant de Paris (1). Nous sommes loin d'avoir à signaler des troubles comme en Bretagne, en Provence ou en Lorraine, et certes M. l'intendant a été bien exagéré dans ses qualifications. Et d'ailleurs, l'exagération, pour un intendant, n'est-ce pas là son moindre défaut ?

Ce qu'il faut voir dans ce petit mouvement dont la ville de Fontainebleau a été le théâtre, ce sont des gens paisibles jusqu'alors, qui depuis bien longtemps supportent sans se plaindre les corvées, les tailles, la gabelle, l'impôt du vingtième, le ravage de leurs champs sur lesquels passent sans pitié de nombreux chasseurs, avec meutes et chevaux ; ce sont des gens dociles *qui se lèvent un beau jour sur leurs pieds*, comme dit La Bruyère, *qui montrent une face humaine, et en effet ils sont des hommes !* Ils se réveillent tout-à-coup animés par cette fièvre, pleins de cet enivrement, de cette sorte de vertige qui s'emparait alors de tous les esprits ; et, lorsque nous allons les voir tout à l'heure marchant un peu tumultueusement à la maison commune pour nommer leurs représentants, ils ne font que montrer au grand jour le fruit, aussi bien de cette longue éducation philosophique et morale dont l'honneur revient aux philosophes du XVIII^e siècle, que de ces longs gémissements, de ces mille sanglots étouffés, dont la honte restera toujours au pouvoir monarchique et absolu d'un Louis XIV ou d'un Louis XV.

Les jeudi 26 et vendredi 27 février 1789, chez le sieur Louis-Gabriel Jamin, alors maire à Fontainebleau, dont la demeure (2) servait de maison commune, se tinrent deux réunions pour parvenir à la nomination des députés du Tiers, qui devaient se trouver à Melun le 2 mars suivant à l'assemblée des bailliages de Melun et de Moret. Le premier jour notre petite ville est en émoi dès le lever de l'aurore ; la foule circule et se presse dans toutes les rues ; toutes les corporations passent et repassent, bannières déployées, devant la maison de M. Jamin ; des groupes se forment sur les places, tout le monde discute, tout le monde se meut, les cabarets retentissent de cris divers, des marchands parcourent les rues et de petites brochures se passent de mains

(1) Lettre du 28 février 1789 de l'intendant au garde des sceaux.

(2) Existant encore aujourd'hui, rue du Château, n° 10.

en mains ; on les lit, quand on sait lire, on les commente avec feu. Puis chacun se dirige vers la maison de M. Jamin, en chantant, en criant : *Vive notre bon roi !* comme c'était l'usage. Enfin, devant M. Jamin, revêtu de son manteau noir bordé de blanc, la toque en tête et l'épée au côté, assisté des échevins et des syndics en habit noir, avec une écharpe noire sur le cou, chacun se présente et, à haute voix, nomme son député dont le nom est aussitôt inscrit sur un registre.

La prévôté de Fontainebleau ne comptait alors que de dix-huit cents à deux mille feux, et n'avait droit, conformément à l'arrêté du 24 janvier, qu'à vingt députés, lesquels devaient être réduits à cinq, lors de la réunion préparatoire du bailliage. Les habitants de Fontainebleau, comme bien d'autres, doutaient encore de la sincérité des promesses royales ; le malheur rend méfiant, et pensant sans doute que plus ils nommeraient de représentants, plus ceux-ci seraient en force pour soutenir leurs droits, ils voulaient absolument nommer treize députés de plus que ne le prescrivait l'article 46 du règlement. Leur insistance fut grande, et ce fut là l'origine d'un premier incident que nous avons cru intéressant de relever.

Les députés que nommaient ainsi les habitants de Fontainebleau étaient des hommes instruits, habitués aux affaires, imbus d'idées morales très-saines, très-humanitaires et nullement révolutionnaires. L'un d'eux, celui que l'on nous désigne comme le principal auteur de ces *menées et séditions* (toujours des grands mots pour de bien petits faits !) était le sieur Chevrier, qui avait été receveur des deniers communs avant l'établissement du corps municipal. Un autre, le docteur Will, de la faculté de Strasbourg, professait hautement des doctrines qui font son éloge ; il demandait l'établissement à l'hôpital d'Avon de 40 lits pour les malades des deux sexes, et, avant tout, la suppression d'un article du règlement dudit hôpital, qui obligeait un malade à se munir, avant d'être reçu à l'infirmerie, d'un certificat du médecin, qu'on ne trouvait pas toujours chez lui, et d'un billet du commissaire des guerres ou de son subdélégué, qui étaient souvent sortis : formalités bien scrupuleuses et funestes lorsqu'il s'agit de secourir un homme qui souffre et qui est peut-être en danger de mort !

Le lendemain vendredi 27, les mêmes enthousiasmes se reproduisent, peut-être avec une vivacité croissante, car la municipalité a résisté la veille et a refusé d'inscrire sur les registres les 13 dépu-

tés de plus que réclamaient les citoyens. On se rend de nouveau chez M. Jamin, on insiste avec acharnement, on force pour ainsi dire la main des échevins et l'on finit par faire admettre sur les registres l'inscription des 13 fameux représentants. Vainement M. Jamin fait observer que c'est illégal, que ces élections seront cassées, que les députés seront réduits au bailliage à leur nombre réglementaire, — ce qui arriva en effet à Melun (1), — les citoyens de Fontainebleau ne veulent rien entendre; mais dès qu'on leur a cédé, le calme se rétablit et la petite ville retombe bien vite dans son calme accoutumé. — Tels sont les faits dans leur simplicité; et c'est pour qualifier cette effervescence des esprits que l'intendant de Paris traite les habitants de Fontainebleau de séditieux, de meneurs, de cabaleurs, et qu'il écrit au Garde des Sceaux « que
« les particuliers de Fontainebleau insistent tellement, malgré
« toutes les remontrances qu'on leur fait de toutes parts, que les
« officiers municipaux sont décidés à laisser faire *cę ramas illégal*
« de députés, à leur fantaisie, si on ne leur vient pas en aide. » —
Ne semble-t-il pas que c'est un peu la fable de la *Montagne qui accouche*, de notre bon La Fontaine?

Transportons-nous maintenant dans le couvent des Carmes à Melun, tout décoré par les tapisseries royales, le 5 mars 1789. Sur une estrade siègent MM. de Gouy d'Artsy, président du bailliage, M. Despatys de Courteille, lieutenant général, ainsi que le Procureur du Roi; à droite de l'estrade sont les *respectables* membres du clergé, à gauche les *honorables* membres de la noblesse, au centre les *estimables* membres du Tiers-Etat. Les procès-verbaux des 17 séances que tint l'assemblée des bailliages de Melun et de Moret, ont soin de nous apprendre que tous les membres de l'assemblée étaient assis sur des banquettes semblables et sans distinction de rang, mais, dès le début, ils nous montrent aussi trois espèces de citoyens bien distinctes, les respectables, les honorables, les estimables. C'est qu'en effet tout le monde n'était pas encore très-persuadé que l'égalité est la première règle de la justice (2).

(1) Les cinq députés définitivement admis aux bailliages de Melun et de Moret, pour représenter la prévôté de Fontainebleau, sont :

Charles-Maurice Will, — Adrien Odinet, — Pierre-Rosalie Rondeau, — Auguste-François Chevrier, — et François-Pierre Auger.

(2) Et du reste, à Versailles, M. de la Fare, évêque de Nancy, prêchant le dis-

Dans un discours d'ouverture, que nous regrettons de ne pouvoir citer en entier, tant il est rempli de grandes vérités et de sages conseils, tant il fait honneur au digne représentant de la noblesse de notre bailliage, dont vous pouvez voir le portrait dans le grand tableau de David, *le Serment du Jeu de Paume* (1), — dans son discours d'ouverture, disons-nous, M. le Marquis de Gouy d'Arsy, président, fait appel à la concorde, à la charité du clergé, à la bienfaisance de la noblesse, à la modération du tiers, à l'oubli de soi-même pour ne plus songer qu'à l'intérêt de tous, afin de pouvoir repousser bien loin tous *ces privilèges* qui pèsent depuis si longtemps sur une certaine classe de citoyens, *privilèges qui n'honorent plus les nobles, lorsqu'ils avilissent le peuple.*

Si l'on ne peut analyser tous ces discours, qui nous semblent aujourd'hui empreints de tant d'emphases, qu'il nous soit du moins permis d'en détacher seulement une toute petite page, extraite d'un des discours de M. de Gouy d'Arsy, et que l'on serait tenté d'appeler : *le manuel du parfait député ou le vade-mecum des électeurs.* Voici les conseils que cet homme de grand sens donnait aux députés des bailliages de Melun et de Moret, au moment où ceux-ci allaient choisir quelques-uns d'entre eux pour les représenter aux États-Généraux.

« Un député, disait-il, il faut qu'il soit revêtu de toutes les qualités qui peuvent le rendre recommandable ; qu'il soit inaccessible à l'espoir des dignités qui flattent l'ambition et au désir d'acquérir une grande fortune qui flatte la cupidité ; à l'esprit de vengeance qui égare la vertu même, à l'esprit de corps qui entretient le préjugé. Qu'il soit doué d'un caractère ferme et décidé, d'une conception prompte, de cette modération si précieuse dans les affaires, de cet esprit de conciliation qui seul peut les conduire au succès. Qu'il soit vertueux par goût, qu'il soit honnête par principe, que son âme brûle de l'amour de la patrie ; qu'il soit encore doué de talents, que ses bonnes idées ne restent point perdues dans son cœur, qu'il ait ce don de la parole qui appelle l'attention, cette logique qui persuade les esprits, cette éloquence qui gagne les âmes ; qu'il se preserve de la séduction de la cour, des manèges de l'ambition,

cours d'ouverture des États-Généraux, à la messe du Saint-Esprit, fait la même distinction entre les trois ordres : « Sire, dit-il, recevez les *hommages* du clergé, les *respects* de la noblesse, et les très-humbles supplications du Tiers-Etat. »

(1) A gauche, entre Malouet et Maupetit de la Mayenne, — lequel, disons-le en passant, était originaire de Claye.

(T. L.).

« des insinuations des compagnies puissantes ; qu'il soit l'homme
« de la Patrie, l'homme de la nation, le rocher contre lequel vien-
« dront se briser toutes les vagues de l'intrigue ; qu'il s'astreigne
« surtout à suivre le pouvoir qu'on lui confie, que les ministres ne
« soient rien pour lui ; que sa propre fortune soit oubliée, que nos
« intérêts ne le soient jamais ; que nos lois soient son Dieu et que
« son serment soit un lien indissoluble qui l'attache également et
« à nos intérêts et à ses devoirs. »

De tels conseils se passent de commentaires ; tout honnête homme en comprend la portée et en saisit la justesse. C'est à la suite de ce discours que notre bailliage procéda à l'élection des quatre députés et des quatre députés suppléants qui nous représentèrent aux Etats-Généraux de 1789 (1).

Nommer des représentants aux États-Généraux n'était pour chaque bailliage que la seconde et la moins importante partie de sa mission. Celle qui devait attirer tous ses soins, c'était la rédaction des cahiers, « cette première pierre de l'édifice de la liberté française, » comme le dit très-bien M. de Gouy d'Artsy. Rien ne ressemble plus aux cahiers d'un bailliage que les cahiers d'un autre bailliage, tous semblent calqués sur le *plan de délibération* qui avait été dressé par l'abbé Sieyès ; et, comme le fait remarquer avec finesse le savant professeur de législation au collège de France, M. Laboulaye, « prenez aujourd'hui la circulaire d'un candidat de l'opposition, dit-il, vous aurez toutes les circulaires de tous les candidats de l'opposition » : il en est de même pour les cahiers de doléances.

Si nous ouvrons les cahiers des trois ordres des bailliages de Melun et de Moret, et que nous rendions préalablement à César ce qui revient à César, c'est-à-dire si nous faisons la part de Louis XVI dans les réformes unanimement demandées sous son règne (2), nous voyons, comme nous le pourrions remarquer dans

(1) Ces députés sont :

Pour la noblesse : MM. Fréteau de Saint-Just ; — de Gouy d'Artsy (suppléant).

Pour le clergé : l'abbé Thomas, curé de Mormant ; — de Calonne, abbé commendataire de Saint-Pierre, à Melun (suppléant).

Pour le tiers : Tellier, avocat du roi, à Melun ; — Despatys de Courteille, lieutenant général ; — Maria, doyen des conseillers au châtelet (suppléant) ; — Dubois d'Arneuville, procureur du roi à la maîtrise de Fontainebleau (suppléant).

(2) Dans le conseil du 27 décembre 1788, le roi ne reconnaît-il pas à la nation

presque tous les autres bailliages, que les trois ordres sont d'accord à demander l'égalité de l'impôt; « une seule exception « pécuniaire, dit un bailliage de la Champagne, serait un vol fait « au reste de la nation. » Ils réclament aussi l'égalité civile qui rend tous les postes accessibles à tous les citoyens, la suppression des droits féodaux, « ces entraves de la liberté, disent les cahiers « du clergé de Paris », la suppression des douanes intérieures, des monopoles, jurandes et maîtrises, la rédaction d'un même code civil et criminel pour toute la France; ils veulent tous conserver le gouvernement monarchique, mais ils demandent que le pouvoir législatif, ainsi que le droit de voter les impôts, appartienne aux Etats-Généraux qui seront désormais périodiques. Et, pourvu qu'on laisse au clergé l'éducation de la jeunesse, qu'on ne tolère pas la liberté religieuse, qu'on censure un peu la presse, que les nobles, entichés de leurs droits, conservent leurs privilèges honorifiques, les trois ordres étaient prêts à s'unir, persuadés, comme le leur faisait remarquer M. de Gouy d'Arisy, que « tous, nous « sommes nécessaires à tous, et que tout est chaîné dans l'ordre « social, où le moindre anneau brisé culbute les trônes. »

Ce qui est spécial aux cahiers des bailliages de Melun et de Moret, c'est la partie relative à l'abolition des capitaineries, abolition demandée unanimement par les députés du bailliage dès la première séance, et qui explique suffisamment, suivant nous, l'empressement que les habitants de nos contrées mirent à se rassembler. Il est à remarquer en effet que l'assemblée de Melun est une des premières qui se soit tenue en France et qui ait répondu le plus vite à la convocation royale.

Dès le 6 mars, c'est-à-dire le second jour de l'assemblée des bailliages de Melun et de Moret, une lettre est rédigée pour demander la destruction entière des lapins, et une diminution très-considérable de bêtes fauves dans la capitainerie de Fontainebleau. Des commissaires sont aussitôt nommés à l'effet d'aller de suite porter au roi ces plaintes, sans souci des chasses royales, car, disent les rédacteurs de la lettre, « le plaisir du roi doit finir là où les peines de ses sujets commencent. »

Qu'avait donc de si terrible le voisinage d'une capitainerie?

le droit de consentir l'impôt; n'admet-il pas le retour périodique des États, la condamnation des privilèges pécuniaires, la proscription des actes de l'autorité arbitraire, et l'établissement d'assemblées provinciales?

nous ne sommes vraiment plus habitués à ces invasions de tyrans, à ces amas d'abus, de vexations, de concussions dont parle l'abbé Gaucher, chapelain de la collégiale de Milly, dans un rapport considérable sur les abus des capitaineries et sur les remèdes à y apporter. Après avoir lu ce mémoire, l'on hésite à en rapporter quelques extraits, tellement les plaintes qu'il renferme sont navrantes; cependant, comme dit Mirabeau, *quand le peuple se plaint il a toujours raison*; et il nous faut bien voir si, dans cette occasion, il avait tort de se plaindre des capitaineries..

Au milieu des champs les plus fertiles existaient des remises de gibier qui dévastait tout; « c'étaient les lapins qui dévorent les grains à plusieurs reprises, abrutissent les jeunes plans de bois, arrêtent le recru des anciens, détruisent en toute saison les arbres fruitiers et champêtres quoique soigneusement épinés et n'épargnent pas même les grossiers légumes si nécessaires à la subsistance des malheureux cultivateurs. » Et ces réserves, à quoi servaient-elles? — Il en existait une dans la paroisse de Montarlot, sur le finage de la capitainerie de Fontainebleau, elle appartenait à M. le comte d'Artois (1) et celui-ci n'y était venu chasser que six fois en quinze ans. Près de cette réserve se trouvait une canarderie, la canarderie de M. de Caumartin! Quand la récolte avait échappé aux lièvres qui brouillent l'herbe de la pousse du blé, ou aux perdrix qui en piquent le cœur, une nuée de canards venait s'abattre sur elle lorsqu'elle était à maturité et la saccageait de toutes parts. Eh bien, cette canarderie ne rapportait à son propriétaire que 200 livres par an et en coûtait 3,000 aux habitants par suite des dommages qu'elle causait.

On peut déjà se faire une idée des préjudices causés aux paysans par les capitaineries, mais ce n'est rien encore. Voyez-vous ce pauvre vieux que des gardes traînent en prison, il n'a pas pu payer sur le champ l'amende arbitraire à laquelle il a été condamné parce qu'il a excité la vengeance d'un garde, il va rester dans son cachot « jusqu'à ce qu'il se rappelle qu'il a laissé en sa cabane une femme et des enfants sans secours, et qu'il consente à vendre ses bestiaux, même jusqu'à son lit, pour retourner, dénué de toutes ressources, retirer sa famille de la plus horrible misère. » — Malgré sa pauvreté, il lui faudra pourtant faire la corvée, comme les autres, refaire, réparer, entretenir les murs et

(1) On y voyait seulement un poteau avec cette inscription : « plaisirs de M. le comte d'Artois, » comme sur certaines autres réserves.

les treillages de la capitainerie, — travaux très-lourds pour les paroisses ; celle de Chailly par exemple, dépensait de 20 à 60,000 livres par an à cet effet.

Depuis des siècles les paysans n'avaient pu se plaindre, et le gibier croissait toujours avec le nombre des gardes qui se divisaient et se subdivisaient en nombreuses classes. Ohose assez curieuse, et que constate l'abbé Gaucher dans son mémoire : plus il y avait de gardes, plus il y avait de gibier ; et ajoute-t-il, il n'y a rien là de bien étonnant, puisque « le garde c'est le colombier des lapins et des bêtes fauves ! »

Vous comprenez facilement que de ces dissensions, qui régnaient entre les gardes et les paysans, devaient surgir journellement des querelles et des rixes dans lesquelles les gardes sortaient toujours vainqueurs, grâce à l'aide des élèves-gardes qui doubtaient leurs forces et ne les rendaient que plus intolérants. A La Chapelle-Gauthier, un jour de fête, les habitants sont obligés de se munir de fusils pour accompagner une procession du saint-Sacrement, afin d'intimider les gardes, postés pour les assaillir au passage. — Dans la paroisse du Vaudoué, un jeune maçon revenait de son ouvrage et abritait dans ses bras un pauvre petit chien, appartenant à un voisin de l'enfant et qu'un garde poursuivait depuis longtemps. Le garde s'inquiète peu de l'enfant, il veut à tout prix tuer le petit animal qui sans doute avait délogé un lapin d'un terrier, il tire et le jeune maçon tombe atteint par la balle, le garde achève sa victime en la frappant avec la crosse de son fusil. — Sur la seigneurie des dames de Chelles, un nommé Pierre Mérienne, de Noisy, est un jour pris par des gardes qui l'attachent à la queue d'un cheval, le font trainer ainsi jusqu'aux portes de Fontainebleau et le ramènent à Noisy tout ensanglanté par ce supplice (1).

(1) Ce dernier fait nous a paru tellement odieux que nous avons cru devoir nous enquéir sur les lieux mêmes où cet acte de barbarie se serait passé, et en recueillir le récit de la bouche même des contemporains. Grâce aux bienveillantes communications de M. Delafoy, maire de Noisy-sur-École, nous sommes en droit de rectifier ce dernier fait constaté dans le mémoire de l'abbé Gaucher, et de le ramener à de plus simples proportions.

Voici du reste la lettre de M. Delafoy :

« Monsieur,

« Au reçu de votre lettre j'ai pris, dans ma commune, des renseignements près de diverses personnes, et voici ce que j'ai recueilli au sujet d'un nommé Mérienne (Pierre), dont vous me parlez.

« Deux habitants, âgés de plus de 80 ans, déclarent que cet individu, qui se livrait au braconnage, aurait été pris par les gardes dans la forêt, lesquels l'auraient

En essayant d'esquisser ici quelques-unes des particularités qui ont signalé les élections de 1789 dans le bailliage de Melun, ainsi que la rédaction des cahiers de doléances, notre intention était moins de traiter complètement cette intéressante question, que d'indiquer une source abondante de recherches et d'études pour ceux qui aiment à préciser les moindres faits de notre histoire locale.

Ne serait-ce pas en effet une étude utile et sérieuse, que celle qui consisterait à réviser, par voie d'enquête, l'exagération de certains faits sur lesquels il est possible d'avoir encore le dernier mot, comme pour l'histoire de Pierre Mérienne ? Mais à côté de cette révision complète des documents publiés ou produits en 1789, quel intéressant travail que celui qui consisterait à faire la biographie de chacun des députés qui ont représenté notre département aux États-Généraux, de les suivre à l'œuvre, de relever leurs moindres travaux, de constater leurs moindres votes ! C'est là une série de sujets d'études que nous nous permettons de recommander aux amis de l'histoire vraie et sincère, et que, pour notre part, nous essaierons de traiter quelque jour.

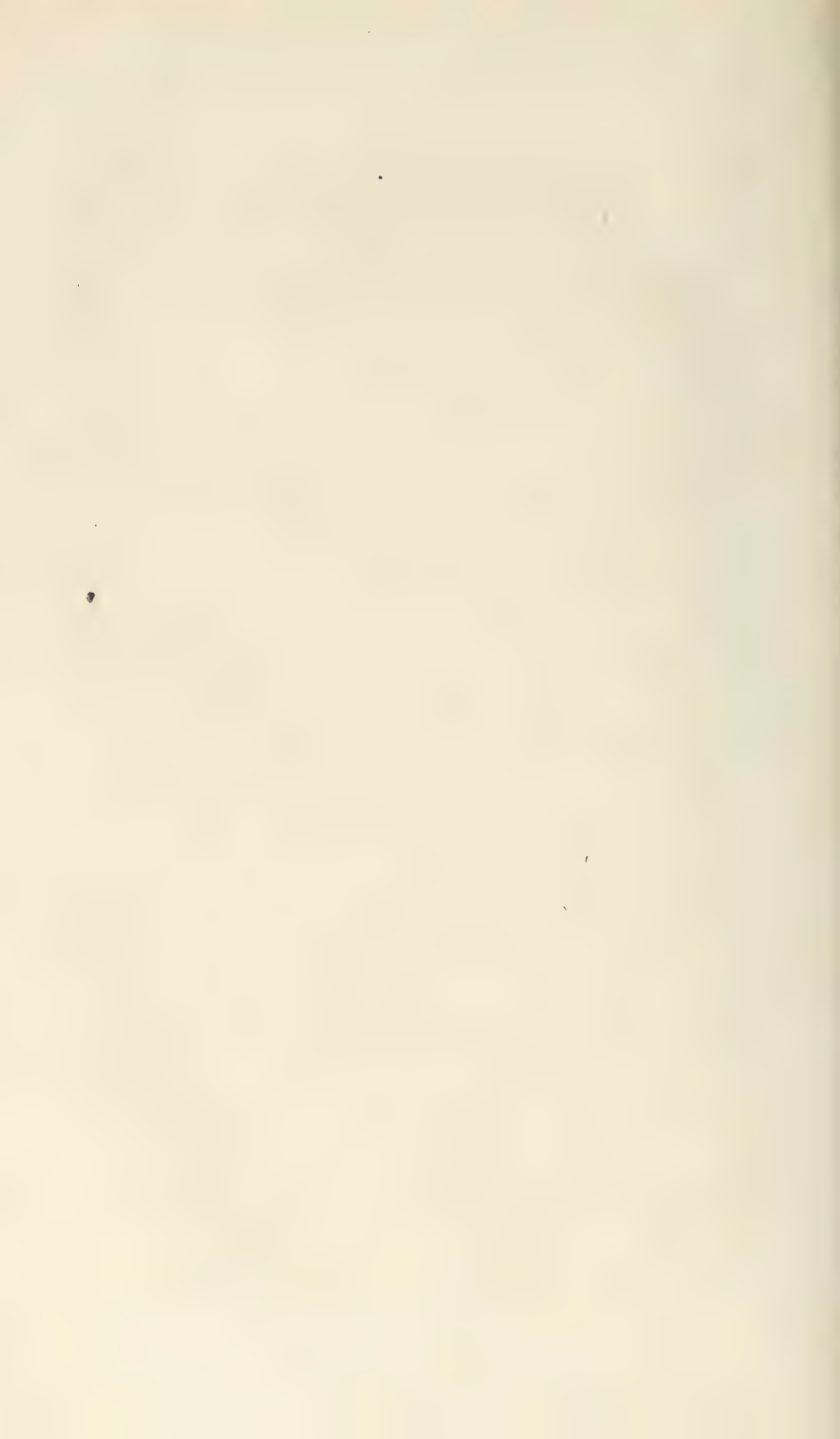
emmené à Fontainebleau où il a été détenu pendant huit jours, au bout desquels il a été mis en liberté.

« Son petit-fils Mérienne (Pierre), fait une autre déclaration. D'après lui, les gardes qui connaissaient son grand-père comme un braconnier, seraient venus chez lui, lui auraient lié les mains dans son domicile et l'auraient emmené pour le conduire à Fontainebleau, mais, dit-il, au milieu de la forêt ils l'auraient renvoyé en lui faisant promettre de ne plus recommencer.

« Personne n'a connaissance qu'il ait été attaché à la queue d'un cheval et trainé jusqu'à Fontainebleau.

« Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations empressées,

« *Le maire, DELAFOY.*



NOTICE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

SUR

LA COMMANDERIE DE BEAUVAIS EN GATINAIS ⁽¹⁾

PAR M. TH. LHUILLIER,

Secrétaire général de la Société.

I.

Peu de provinces furent aussi riches en maisons de religieux militaires que le pays que nous habitons.

Comme le remarque M. l'abbé Denis, dans son intéressante notice sur Choisy-le-Temple (2), il ne faut pas s'en étonner. « Ne se souvient-on pas combien de manoirs féodaux s'élevaient au moyen-âge dans l'Île-de-France et dans la Brie, combien de chevaliers issus de nos anciennes familles seigneuriales prirent part aux expéditions de Terre Sainte et se signalèrent dans les combats d'outre-mer ? N'était-il pas naturel que sous cette inspiration à la fois chrétienne et guerrière, il se fondât dans ce même pays des établissements fixes d'ordres religieux et militaires ? »

(1) Depuis la lecture de cette notice devant les Sections de Fontainebleau et de Melun, j'ai eu connaissance du travail que M. E. Mannier a publié au commencement de 1873, sur les Commanderies du Grand-Prieuré de France.

Par une coïncidence facile à comprendre, puisque nous avons puisé aux mêmes sources, notre érudit confrère a consigné dans son livre, en ce qui touche la Commanderie de Beauvais en Gâtinais et les membres qui en dépendaient, bon nombre de renseignements que j'avais moi-même relevés de mon côté.

L'ouvrage de M. Mannier est très-complet, bien divisé et plein d'excellentes recherches ; sa publication récente enlève à ma modeste étude presque tout l'intérêt qu'elle pouvait avoir, car beaucoup de détails que je croyais indiquer pour la première fois ne sont plus inédits. Après avoir lu le chapitre consacré par M. Mannier à Beauvais, j'ai été frappé beaucoup moins de la similitude parfaite de nos données que de la façon savante avec laquelle elles ont été mises en œuvre.

Il y a, de ma part, quelque témérité à publier le résultat de mes recherches, en présence du livre de M. Mannier ; néanmoins, comme nos renseignements se contrôlent et se complètent, et que chacun de nous a traité le sujet à sa façon, je livre telle quelle la notice que j'avais écrite au mois d'août 1872.

Th. L.

(2) Société d'agriculture de Meaux, 2^e sem. 1860, p. 82.

Ajoutons que la fertilité du sol n'était pas une considération à dédaigner pour ces sortes de créations.

Sans entrer dans les détails de la fondation des Templiers en 1118, par un chevalier de la maison des comtes de Champagne, sans retracer la prompte et brillante extension de leurs établissements, qu'il suffise de rappeler ici que l'ordre s'étendit tellement en Asie et en Europe qu'on dût le diviser en grands prieurés ayant sous leur dépendance un certain nombre de Commanderies, bénéfices confiés à la garde d'un chevalier dignitaire choisi par le grand maître. Ces bénéfices étaient à la fois métairies et habitations féodales, monastères d'un caractère particulier et refuges hospitaliers ; on y construisit des églises en même temps qu'on pourvut à leur défense en y élevant des tours, des remparts, et en les entourant de fossés. Le commandeur avait avec lui plusieurs frères, qui menaient de front la pratique des exercices religieux et des exercices militaires ; il administrait le temporel de la maison et jouissait des droits seigneuriaux qu'on y attachait peu à peu. Un bailli ou un prévôt rendait en son nom la justice, sauf appel direct au Châtelet de Paris : c'était une des nombreuses prérogatives de cet ordre privilégié, qui avait su s'affranchir de la juridiction épiscopale aussi bien que de l'autorité du roi.

Toutes les possessions des Templiers, dans le pays formant aujourd'hui le département de Seine-et-Marne, dépendaient du Grand-Prieuré de France, dont le siège était à Paris, et qui avait pour membre principal Choisy, près Claye, — Commanderie à laquelle on réunit successivement celles de Puisieux, de Monthyon et de Dieu-l'Amant.

Il existait d'autres Commanderies à Moisy (comprenant Montaigny, à Villiers-sur-Morin), à Chevru, à Maison-Neuve, près Coulommiers, à Coutran, près La Ferté-Gaucher, à La Croix en Brie (comprenant Provins, Rampillon, Coutançon et Châteaubleau), à Melun, à Savigny-le-Temple (liées à Saint-Jean de Corbeil), et enfin à Beauvais-en-Gâtinais (comprenant les membres de Dormelles, Ville-Saint-Jacques, Paley, Fourches, La Brosse, etc.)

Beauvais, situé dans la paroisse de Grèz, se trouvait par exception dans un pays aride, sablonneux, couvert de bruyères et de bois, mais ses domaines s'étendaient au loin sur des terres qui rachetaient par leur importance le manque de fertilité du chef-lieu.

C'est de cette dernière Commanderie que j'ai l'intention de vous entretenir.

II.

Dans la vallée du Loing, sur la lisière du Gâtinais et à une lieue de Nemours, s'élève le village de Grèz, aujourd'hui commune de 600 âmes, — ancienne ville, disent quelques chroniqueurs qui appliquent faussement l'ancienne appellation de *Villa*, — mais, en tout cas, ancien château royal, dont on voit les derniers vestiges, restes d'un donjon nommé *tour de Galles*.

Une tradition qu'on retrouve autour de beaucoup de ces manoirs, veut que celui-ci ait été élevé par la reine Blanche, mère de saint Louis. Nous ne contestons pas que Blanche ait été dame de Grèz; au contraire, nous savons que Louis IX après que sa mère eut fondé l'abbaye de Lys, près Melun, dota cet établissement de 300 arpents de bois dans la forêt de Bierre et d'une rente de 54 muids d'avoine à prendre sur ses terres patrimoniales de Grèz et de La Chapelle-la-Reine. Cette redevance se percevait encore à la révolution.

Mais il est hors de doute que le château remontait un peu plus haut encore. Le continuateur du chroniqueur Aymoin (*Histoire de France*, tome XII, page 123) rapporte qu'en 1127 le roi Louis-le-Gros fortifia Chaumont, Lorrez-le-Bocage et Grèz, et que ce prince acheta douze autres lieux circonvoisins, notamment Meret, pour la défense du pouvoir royal attaqué par des seigneurs puissants.

Quoi qu'il en soit, Grèz a encore dans la suite, en 1338, fait partie du douaire d'une autre reine Blanche. Cette petite place à appartenu aussi à Jeanne de Bourgogne, première femme de Philippe VI, à Charles VI, qui la donna au roi de Navarre (1404); — rentrée dans le domaine de la couronne en 1478, elle passa plus tard aux ducs de Nemours.

Là mourut, après une maladie soignée à Fontainebleau, la comtesse d'Angoulême, mère de François I^{er}, le 22 septembre 1531.

De ce château qui a eu, comme on voit, son illustration, les souvenirs ont disparu avec les hautes et solides murailles. Déjà au xvii^e siècle, ce n'était plus qu'un massif délabré, et Claude Chastillon l'a gravé alors sous le titre de *Vestiges d'Antiquités*.

En ventôse an 2 le district de Nemours eut la pensée de faire disparaître toutes les constructions qui rappelaient la féodalité, et la destruction de ces ruines pittoresques fut ordonnée; cependant elles ont survécu et elles s'encadrent encore dans un bouquet de grands arbres qui borde la rive gauche du Loing.

A côté, florissait la communauté des Templiers de Beauvais,

Commanderie importante, dont aucune construction n'a triomphé du temps.

On montre — écrivait en 1839 Louis Michelin, dans ses *Essais historiques sur Seine-et-Marne*, — sur le bord du petit bois de Villiers, près de la route d'Antibes, le lieu où existait cette maison. Sur l'emplacement de partie des bâtiments a été construite une habitation de garde.

Pourtant, il y a quelques mois, on signalait encore dans une feuille locale cet emplacement comme digne d'attention. Un ecclésiastique distingué, M. l'abbé Pougeois, dans l'*Abeille de Fontainebleau*, faisait remarquer le mur d'enceinte de la Commanderie apparent au-dessus du sol, l'ouverture de caves béantes au milieu des ronces, des broussailles et des débris sous lesquels sont ensevelis des souvenirs intéressants. Provoquant quelque membre de notre Société à entreprendre une étude historique sur Beauvais, la note livrée à la publicité contient aussi le vœu que des fouilles soient faites non-seulement à l'ancienne Commanderie, mais aussi à Grèz, cité bouleversée, dont les débris ont servi, dit-on, à édifier Nemours et dont les portes du moyen-âge, les caves monumentales, les galeries souterraines sont dignes de piquer la curiosité des archéologues.

Nous avons devancé le vœu pour les recherches historiques relatives à Beauvais.

Quant aux fouilles, produiraient-elles à Beauvais autre chose que la mise à jour de sépultures enfouies sous les décombres de l'église? C'est fort douteux.

A Grèz, peut-être une exploration serait plus fructueuse, et nos confrères de la Section de Fontainebleau y songeront certainement à l'occasion.

III.

Dès 1184, les Templiers avaient des biens à Grèz; une charte signée à Fontainebleau par Philippe-Auguste, pour régler les droits des chevaliers sur les pâturages de cette localité, attribue le tiers des prés contestés, « vers le lieu le plus bas, » aux habitants de la paroisse (1).

Quinze ans après, Raoul de Brouilly ratifie la donation faite par Guillaume, son père, d'une rente en grains sur le moulin de Genouilly, près Bransles, en faveur des frères hospitaliers qui, en 1207, reçoivent encore de Robert de Villermottier une rente

(1) Arch. nationales, S, 5167, supp. n° 3.

annuelle de douze mines de grains, mesure du Gâtinais, à prendre sur le moulin de Chantereine.

En 1220, non-seulement les Templiers étaient établis à Beauvais, mais déjà ils avaient placé à Dormelles des frères, constitués en petite Commanderie particulière, à laquelle des donations ne tardèrent pas à être faites; cette année même, les Templiers de Dormelles reçoivent de Girard, chevalier, des biens qui firent un peu plus tard retour à leur maison de Beauvais.

Au mois de mai 1226, Pierre de Bullon donne « à Dieu et aux frères de la milice du Temple » moitié de deux pièces de terre, situées à Beauvais (ou, comme on disait alors, à Beauvoir-lès-Grèz); les donataires achetèrent l'autre moitié moyennant 33 livres, et Nicolas Boquerel, écuyer, leur fit remise de 12 deniers de cens qu'il avait droit de lever sur ces parcelles.

Les chevaliers achètent, au mois de février 1240, de Nicolas de Hautvillars, du consentement de Marguerite, sa femme, des prés au-dessus de Grèz, proche ceux de Barbeau et ceux du Roi, longeant le fossé vers Moncourt, jusqu'à la rivière du Loing, moyennant 118 livres parisis. Louis d'Augerville consent à l'amortissement, et la vente est ratifiée par les seigneurs féodaux, Jean de Nemours, chanoine de Noyon, et Philippe, seigneur de Nemours, chambellan du roi (avril 1243).

Vers le même temps les religieux chevaliers reçoivent la terre de Souppes, à titre d'engagement, de Renaud Polin, pour 60 livres parisis; Guillaume, vicomte de Fesart, seigneur féodal, approuve cet engagement. (Janv. 1241, c'est-à-dire 1242).

Une contestation s'était élevée entre les hospitaliers de Beauvais et Guillaume de Mollecourt; celui-ci après avoir revendiqué des dîmes sur les terres de la Commanderie à Beauvais (*Bello visu*) et « Hulay, » finit par se désister de ses prétentions, ainsi que le constatent des lettres de Nicolas de Hautvillars, bailli du roi, données à Paris en 1242.

Pierre de Blennes, chevalier, et Marie, sa femme, vendent le 1^{er} août 1244 aux frères du Temple la moitié des moulins d'Ullé, sur le Loing, avec l'eau et la pêche, moyennant 245 livres parisis; Adam de Blennes, écuyer, et Ermangarde, sa femme, leur cèdent aussi sous la garantie de Nicolas de Hautvillars et de Philippe et Jean de Nemours, seigneurs féodaux, tout ce qu'ils possèdent à Ormoy, paroisse d'Aufferville; Barthélemy, prévôt de Nemours, et Emeline, sa mère, y ajoutent d'autres biens (mai 1246), en même temps qu'Errant de Grèz leur fait donation de 20 arpens de terre

à Bonnevan (Larchant) et de 2 arpens de vigne à Buissel. En 1248 Nicolas de Hautvillars leur vend la terre et seigneurie de Genouilly à Bransles ; d'autres suivent le mouvement des libéralités, ce sont Adam Leclerc de Tremerville, Guillaume de Donnemarie et Isabelle, sa femme, Adam dit Lasnier, Payen de Villars, etc.

Cinq ans plus tard, Perrin de La Brosse abandonne aux Templiers ses droits seigneuriaux et ses biens de Morville, conjointement avec Robin, son frère, et Isabelle, sa sœur (avril 1253). Godefroy de La Chapelle, chevalier, y ajoute « en pur don » à charge de célébrer un anniversaire dans leur chapelle, deux pièces de vigne, l'une au-dessus d'Ullay vers Grèz, l'autre près de La Chapelle-la-Reine (novembre 1257). En 1258 les hospitaliers complètent leur fief de Morville par de nouvelles acquisitions de Jeanne, veuve de Jean de Lolainville.

Quelque longue et aride que puisse être la nomenclature dont nous poursuivons le détail, nous ne devons pas la négliger parce que chaque alinéa signale un titre original qui, le plus souvent, a disparu (1), enseigne un fait nouveau, un nom inconnu, lesquels non-seulement prouvent l'accroissement rapide de la fortune des Templiers de Beauvais au xii^e siècle, mais encore fournissent autant de renseignements pour l'histoire d'une localité voisine.

On voit, au mois de décembre 1259, Eustache, Robert et André Froment ratifier le don fait aux Templiers par Adam Froment de Fargeville, leur père, chevalier, de ses biens situés à Fonteneilles, près Souppes, et à Villeneuve (Dordives), comprenant terrage, cens, censives, hommes, hôtes, tailles, coûtures, oublies, corvées et rentes. L'année suivante Gautier de Villebéon, maréchal de France, seigneur de Nemours, qui possédait la haute justice sur Fonteneilles, approuve un échange consenti entre Gilles dit Lepoivre, chevalier, et les frères du Temple. En 1262 ceux-ci obtiennent de Jean de Jacleville (Jacqueville), écuyer, fils d'Ansel, moyennant 830 livres, les quatre cinquièmes de ses droits seigneuriaux sur Jacqueville et Masières, paroisse de Tousson ; cette acquisition est immédiatement confirmée par Paul de Beaumont, Drocon de Beaumont, et leurs épouses, seigneurs des fiefs. Peu après, ils y

(1) Les Archives nationales, à Paris, possèdent des titres relatifs à la Commanderie de Beauvais et à ses dépendances, mais une partie de l'ancien Chartrier a été dispersée à la fin du dernier siècle. Les Archives départementales de Seine-et-Marne ne conservent que quelques rares documents, peu anciens, provenant de cette Commanderie, et un précieux inventaire de titres dressé par l'archiviste Dolé au xviii^e siècle.

réunirent le dernier cinquième conservé jusque-là par Malthide, sœur de Jean de Jacleville, et par Isabelle, sa mère.

En 1264, Jeanne, épouse de Pierre, sieur de Blaumont (*Albomonte*), leur vend encore ses biens seigneuriaux de Blaumont, près Larchant, moyennant 2440 livres. Saint Louis, en signant l'acte d'amortissement, nous apprend qu'il s'agit, outre les maisons, de 104 arpents et 15 quarraux de terre dans le gaignage de Blaumont, du droit de terrage sur 280 arpents, de 40 hostises 1½, tenues à raison de 3 sols parisis de cens par arpent, de cens et terrages sur 115 autres arpents, de 70 sols de censives, de 6 coutumes à prendre annuellement sur 4 arpents, enfin d'un droit de justice.

L'année suivante (juin 1265) les Templiers « *de Bellovidere* » achètent de Gautier de Nemours, maréchal de France, et d'Alix, sa femme, tout ce que ceux-ci possèdent à Fargeville, paroisse d'Aufferville, c'est-à-dire une dizaine de fiefs et arrière-fiefs, le domaine des Charbonniers, plus 305 arpents de bois en la forêt de Moliserve, à Poligny, moyennant 1300 livres parisis ; cet acte est ratifié par Guillaume des Barres, seigneur de Dianz, par Aveline, sa femme, et par le roi saint Louis.

En mai 1266 Jean de Nemours, seigneur de Guercheville et chanoine de Tours, donne aux frères de la chevalerie du Temple, pour le repos de son âme, la 5^e partie de son domaine de Guercheville.

À la même époque « l'hospital de Dormelles » s'agrandit et recueille des biens de Jean Le Hongrois, chanoine de Chartres, de Raoul Lemaire de Dormelles, qui veut être enterré dans le cimetière des Templiers, de Gillon de Bellefontaine, de Milon d'Avelly, d'Anseau de Dormelles, de Renaud de La Celle, prévôt de Vernou, de Jean et Pierre de la Forteresse, de Adam Peniers de Saint-Mamèz, qui donne aussi 7 arpents de bois aux frères de Savigny, en 1277, de Jean Grattereau de La Genevraye, etc.

Gilles Dorins de Dordives, écuyer, abandonne sa terre de Dordives à son oncle, « gouverneur de l'église du Temple de Dormelle, » et Jean de Digny lui vend ses biens de Ville-saint-Jacques (1284).

Les frères de Beauvais traitent de leur côté avec Pierre de Saint-Léon (1262), Richard et Arnoul de Rüemont (1266-79), Gautier Hatis, bourgeois de Courchamp (1280), les héritiers de Thibault de La Chapelle, Guillaume et Jean de La Coudre. Adam de Lalleu leur donne une maison à Château-Landen, rue Saint-Pellerin

(1278), et Mathieu dit Chambellan, sire de Villebéon, leur abandonne 420 arpents de bois à La Gerville. Jean de La Coudre, et Melisande, sa femme, vendent devant Simon de Soissons, prévôt de Château-Landon, au mois de janvier 1280 (c'est-à-dire 1281), au trésorier du Temple à Paris, leur maison de La Coudre entourée de murs et fossés, relevant de Bonneveau (Larchant), plus divers droits à Bonneveau et Corbeval, une vigne à Buisseau (Villiers-sous-Grès) et un pré voisin de la Maladrerie de Nemours. Quelques mois après, Pierre de La Coudre vendit à son tour aux Templiers 52 arpents de terre près de la maison de La Coudre, moyennant 200 livres parisis (1). Des lettres du prévôt de Melun, datées du mois de janvier 1281, conservées autrefois au chartrier de Beauvais, constataient l'achat de maisons et terres arables dans la censive du roi, à La Brosse, provenant de Gillet de Blennes, d'Héricy, *croisé*.

En 1282, devant le garde de la prévôté de Château-Landon, Raoul de Fromonville, écuyer, cède aux hospitaliers ses droits sur les moulins d'Ullay, auxquels Geoffroy Putier de Trémenville ajoute des censives et des terres à *Jacque-le-ville*.

Le dimanche avant la Saint-Jean 1287 Adam dit Tolart, de Larchant, reconnaît par contrat passé en présence du prévôt de Grès, s'être *dévoué* comme frère à la maison des Templiers de Beauvais, moyennant l'abandon de son bien; Jean de Flory, de Beauvais, confesse s'être également donné corps et biens, à charge de nourriture et d'entretien.

L'année suivante, Philippe de Saint-Jean, clerc, bourgeois de Château-Landon, vend aux chevaliers du Temple ses droits seigneuriaux de Ville-saint-Jacques, tandis que Mathieu de Villebéon les exempte du minage pour leurs héritages de Château-Landon. Par lettres datées du vendredi après la Saint-Michel 1288, le même Mathieu de Villebéon (*Villa Bayonis*), dit le Chambellan, déclare que, pour sa très-grande affection, il leur a donné tout ce qu'il possédait à La Gerville, à charge d'un anniversaire dans l'une des églises du Temple, après son décès. (*Arch. nat. S, 5170, suppl. n° 5.*)

En 1289, Godefroy de Trémenville, écuyer, reconnaît devant l'official de Sens, avoir donné aux frères de la milice du Temple sa maison et une vigne derrière « *apud Tremervillam* » avec un fief de 12 arpents au lieudit *la Motte*; il y joint la seigneurie et la

(1) Archives nationales, S, 5168; S, 5244.

justice, mais à condition que les frères n'en jouiront qu'après sa mort. (*Arch. nat. S, 5169, suppl. n° 6.*)

Ils achètent en janvier 1290 de Robert Gaingnart, chevalier, moyennant 106 livres parisis, la maison *de la Barre*, à Château-Landon, pour accroître leur fief de Bethléem ou de Montfort, qui ne consistait qu'en cens et rente.

Peu après, leurs possessions de La Brosse-Héricy s'accroissent aussi de nouvelles acquisitions en censive de Pierre de La Brosse et de Jehan Lechot, écuyers ; mais ce domaine resta toujours assez modeste, une maison et une cinquantaine d'arpents de terre. Alors, Pierre Gaude est à la fois commandeur de Beauvais et de Dormelles, réunissant dans sa main les deux communautés. Par la suite on installa encore à Ville-Saint-Jacques, autre membre voisin, des chevaliers qui ne tardèrent pas à rentrer à Beauvais.

Ainsi s'accroissait le domaine des Templiers dans la contrée ; les donations consenties pour le secours de la Terre Sainte s'élevaient dans une proportion remarquable. En même temps, les religieux avaient à suivre des procédures renouvelées avec une singulière persistance, soit que leurs richesses excitassent l'envie des seigneurs d'alentour, soit qu'eux-mêmes fussent portés à s'agrandir encore aux dépens de leurs voisins.

Nous n'avons pas à rappeler ici les phases du trop fameux procès qui, sous Philippe-le-Bel, anéantit cet ordre célèbre. Disons seulement que plusieurs chevaliers de Beauvais en Gâtinais figurent dans les pièces de l'instruction et dans les interrogatoires livrés à la publicité depuis une vingtaine d'années.

Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte achetèrent les biens provenant des Templiers. Ces biens avaient une valeur considérable ; d'après Monteil ce n'était pas moins de 30,000 manoirs, tous défendus par une haute et grosse tour. Les acquéreurs eurent à verser de ce chef une importante finance au roi, quoiqu'on prétende généralement qu'ils furent dotés de cet opulent héritage par le seul effet du concile de 1311.

La nouvelle corporation non moins célèbre que sa devancière, envoya un de ses commandeurs prendre possession de Beauvais, avec douze frères qui furent réduits à cinq, puis à trois seulement dans la suite.

Occupés exclusivement, à leur origine, du soin des pauvres et des malades, les chevaliers de Malte s'étaient armés aussi contre les infidèles. Partageant leur table frugale avec les pèlerins, soignant les malades et hébergeant les voyageurs avec dévouement et

humilité, ils n'étaient pas moins dévoués lorsqu'il s'agissait de tirer l'épée pour la défense de la croix : la protection de la papauté avait été la récompense de leur zèle. Victimes de la faiblesse humaine, a dit un écrivain distingué, si les guerriers effaçaient parfois les religieux, si quelque relâche fut apportée dans la pratique austère de leurs vertus, ils donnèrent pendant longtemps l'exemple de la pureté des mœurs et de l'intrépidité dans le péril.

Plus tard, il faut le constater aussi, un grand nombre de cadets de familles nobles et même de familles princières s'enrôlaient sous la bannière de cette milice célèbre, sans trop en saisir le but charitable et chrétien, et sans songer à en partager les périlleux travaux (1) ; ils tenaient simplement à porter le titre de chevalier de Malte et à joindre la croix à leurs armes.

Les chevaliers qui s'installèrent à Beauvais nous apparaissent joignant au mérite de leurs prédécesseurs cette tradition fâcheuse qui les portait à soutenir, presque sans cesse, contre leurs voisins, des procès longs et coûteux.

Dès 1317 ils plaident contre un Jehan de La Brosse, qui transige; la même année, Philippe-le-Bel leur fait remise de huit setiers et mine d'avoine, avec 15 sols parisis et 1 denier tz. de cens à prendre sur l'hôpital de La Brosse.

En 1325 Guillaume Le Rat, commandeur, épuise toutes les juridictions contre les prétentions de Pierre de Campigny, prieur-curé de Grèz, à propos d'un domaine foncier, de cens et hostises sur Bonneveau et La Coudre. L'abbé de Saint-Jean de Sens, nommé pour vider le différend, donne gain de cause à Guillaume Le Rat.

Quarante ans plus tard, une affaire criminelle fit mettre sous la main du duc de Valentinois la haute justice des hospitaliers à Ville-Saint-Jacques; un homicide avait été commis et la malignité publique accusait des religieux de Dormelles, mais le prévôt de Moret les déclara innocents et ordonna la main-levée de la saisie induement pratiquée. (Inv. de Beauvais, folio 220).

Vers le même temps aussi se présente un fait que nous ne pouvons omettre.

Les hospitaliers devaient au roi de France des sommes importantes, notamment d'anciennes redevances des Templiers dont ils avaient été chargés de poursuivre le recouvrement. A plusieurs reprises, pour ces dettes, Philippe-le-Long fit saisir les revenus des hospitaliers qui avaient dû réparer la plupart des fermes et

(1) M. J. Chautard. Notice sur le chevalier d'Aumale ; Nancy, 1872.

des églises provenant des Templiers; ils venaient aussi de prendre Rhodes et devaient faire des dépenses considérables pour fortifier cette île. Charles VI, parvenu au trône, comprit leur gêne et leur proposa en 1325 de constituer sur sa tête et sur celle de la reine une rente viagère de 1,200 petits tournois pour s'acquitter; afin de garantir cette transaction, les frères déléguèrent au roi les revenus de plusieurs Commanderies, — celle de Beauvais entre autres.

A peine le traité fut-il conclu que de nouvelles difficultés surgirent. Le ^{xv}^e siècle était proche. Les guerres intestines, fatales à la plupart des communautés, n'épargnèrent pas l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui eût toutefois l'avantage de se relever promptement de ses souffrances, grâce à l'appui efficace de la cour de Rome. Les chevaliers s'étaient montrés tout dévoués à la papauté, pour les récompenser le pape Innocent VIII leur attribua de sa propre autorité les biens de l'ordre de Saint-Lazare, supprimé sans consulter le grand maître ni le roi de France (1490). La bulle du pape, il est vrai, fut annulée dans la suite par un arrêt du parlement (1547), mais le coup était porté et Malte sut en profiter habilement.

Le 27 juillet 1476 le commandeur de Beauvais échangeait la terre de Jacquerville avec Jean Le Boulanger, chambellan du roi et premier président au parlement de Paris, contre la seigneurie de Maurepas (à Blennes). Louis XI amortit cet échange le 21 novembre de l'année suivante.

De 1507 à 1516, on suit la trace d'une longue procédure relative à 172 arpents de bois appelés La Borde-Gastesel, à Féricy, que dom Macé, abbé de Barbeau, et les chanoines de la Sainte-Chapelle de Paris contestaient au commandeur de Beauvais. Ce dernier ne paraît pas avoir obtenu gain de cause, car en donnant à ferme 15 ans plus tard l'hôpital de La Brosse avec les terres d'alentour, sur Héricy et Féricy, il ne se trouve plus que 30 à 40 arpents, qu'il loue moyennant 2 muids 6 setiers de blé et un porc gras valant 3 l. 10 sols.

Après avoir cédé à Adrien de Villiers leur terre de Genouilly, les hospitaliers en reprirent possession le 5 juin 1574, sur Prégent Popine, sieur de Frolle, et Jeanne de Villiers, sa femme, veuve en première nocces de P. Raulin.

En 1614, la chambre établie par le roi pour la réformation générale des hôpitaux et maladreries de France constata qu'à La Brosse, membre dépendant de la commanderie de Beauvais, « de

la vénérable langue de France, » et malgré l'appellation qui avait prévalu dans les titres, il n'existait point d'hôpital.

Depuis longtemps déjà, Ville-Saint-Jacques, Dormelles, Fourches n'avaient plus de frères en résidence. Le commandeur La Motte-Houdancourt, en 1673, fit cependant réparer les chapelles Saint-Eloi de Ville-Saint-Jacques et Saint-Blaise de Fourches; en 1674, le prieur-curé de saint Jean de Nemours fut autorisé à célébrer la bénédiction de ces édifices relevés et rendus dignes du culte.

Par acte du 16 avril 1695, le commandeur Louis de Fleurigny cède par échange à M. de Caumartin les seigneuries de Ville-Saint-Jacques et Dormelles, à charge d'une rente annuelle de 1,000 l. à employer en acquisition d'une terre de pareil revenu; à cette époque existait encore au territoire de Dormelles « la chapelle de l'hôpital, au milieu d'une grande pièce de terre (120 arp.), avec mâsures et vieux vestiges de colombier. »

Enfin en 1736, un autre échange avec M. Lallemand de Betz réunit à la Commanderie une ferme sise à Bonnevaux, et enleva du domaine des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem 86 arpents de terre et bois à Nanteau.

A diverses reprises, dans le cours des deux derniers siècles, les contestations presque incessantes dont nous avons parlé se réveillèrent plus ardentes entre les hospitaliers de Beauvais et leur voisin le prieur-curé de N.-D. de Grèz, qui revendiquait toujours quelque droit, quelque dîme, quelque héritage dont sa cure se trouvait dépouillée.

En 1630 le prieur Pierre Le Rocquais se vit débouter de ses prétentions, et ses successeurs ne furent guère plus heureux. En 1686 pourtant, François Dubois, prieur-curé, soutenait encore à propos de dîmes sur un canton de 800 arpents de sables, une de ces instances, terminée par une transaction le 4 septembre 1687; ce qui n'empêcha pas Nicolas Tournay, chanoine régulier de Prémontré, l'un de ses successeurs, de s'adresser aux tribunaux pour obtenir sa part des dîmes de la paroisse.

Les commandeurs plaidèrent pendant tout le xviii^e siècle contre les curés de Châtenoy, qui ont confié leurs doléances aux registres paroissiaux. Le 11 juillet 1719 Eustache Dumoustier, curé, obtint arrêt au Grand-Conseil, pour les vertes et menues dîmes, contre Guillaume de La Salle, commandeur; celui-ci ne s'en tint pas là, et le successeur d'Eustache Dumoustier se plaint à son tour « des vexations qu'il supporte. » Il lui faut revenir du Conseil

d'Etat au bailliage de Nemours, puis aller en appel au Parlement : l'ordre de Malte est condamné, mais on lui enlève néanmoins la dime ; des soldats gardes-suissees s'en mêlent et frappent le malheureux prêtre. « Dieu sait, écrit-il sur son registre de baptêmes de 1744, Dieu sait ce que j'ai souffert et ce que je souffre encore pour soutenir un tel procès ; il a été obtenu des arrêts cruels contre moi, qui ont été exécutés avec la dernière cruauté... »

Les commandeurs, les curés de Châtenoy se succèdent, et les sentences continuent toujours... Condamné encore en 1745 à 4,000 livres de restitution, le commandeur interjette appel. Il est puissant, les paroissiens se rangent de son côté et le pauvre curé constate encore sur ses registres qu'aucun procureur ne veut occuper pour lui, que le lieutenant général et les officiers du bailliage ne veulent pas l'écouter. « Point de justice en ce monde ! écrit-il désespéré, — mes paroissiens eux-mêmes regrettent de ne pouvoir payer la dime aux chevaliers de Malte et ils n'en payent point du tout. Ils jurent contre leur curé d'avoir formé procès contre le commandeur à qui ils veulent que cette dime soit due et non à leur b... de curé. » (Reg. par. de 1743).

A partir de 1784 c'est contre André-François Le Petit, conseiller du roi et seigneur de Nanteau-sur-Lunain, que plaide le commandeur Texier d'Hautefeuille, à propos de certains droits féodaux ; la révolution mit fin à ce procès en faisant disparaître l'ancienne Commanderie.

Les religieux militaires n'avaient plus qu'un pied-à-terre à Beauvais depuis le milieu du xviii^e siècle. La communauté n'existait plus de fait, et dans les baux de la Commanderie on se contente de réserver les chambres de maître du premier étage de la ferme, avec la place convenable dans l'écurie pour loger les chevaux lorsque quelqu'un de l'ordre vient à Beauvais. Le locataire était tenu à l'entretien du luminaire de la chapelle et à l'acquit des trois messes d'obligation par semaine (1). Dès 1733, nous voyons que ce sont les Pères Récollets de Nemours qui desservent la chapelle de la Commanderie, moyennant 150 livres et 200 fagots (2).

Lorsqu'on vendit nationalement le domaine de Beauvais, avec les terres d'alentour et 740 arpents environ de bruyères et de

(1) Fondées en 1290, par Nicolas de Bromeilles : lundi, messe des morts, mercredi, messe du Saint-Esprit, et samedi messe de la Vierge (Inv. de Beauvais).

(2) Bail des revenus fait par le commandeur Tambonneau (id.).

friches, sans valeur, les mêmes conditions étaient toujours imposées au fermier (1). C'est M. Lefebvre de La Boulaye, ancien notaire à Paris, qui acquit le tout au district de Nemours, le premier thermidor an IV, moyennant 29,337 livres 6 sols.

IV.

A l'époque où le féodiste Jacques-Adrien Doligé dressa l'inventaire des titres du chartrier de Beauvais (2), — travail qui nous a fourni d'utiles renseignements, à défaut des titres eux-mêmes, — le chef-lieu de cette Commanderie se composait « d'un manoir seigneurial avec ses aisances, fermes et dépendances. » Cette description de 1758, comme on voit, est assez vague. Dom Morin, un siècle plus tôt, dans son Histoire du Gâtinais (1640), signale « plusieurs beaux et antiques bâtiments, » plusieurs cours, dont une de trois quarts d'arpents toute environnée de logis. Il y avait là une ferme de 908 arpents 91 perches de terres labourables, plus 103 arpents de bois.

Nous ne saurions dire quel degré d'intérêt l'église de la Commanderie offrait un point de vue architectural ; ni les renseignements consignés par dom Morin, ni le procès-verbal dressé au district de Nemours pour la vente nationale ne nous instruisent suffisamment à cet égard. Toutefois, on sait qu'elle remontait au ^{xiii}^e siècle, comme celle de la paroisse de Grèz, et il est permis de penser qu'elle n'était pas dépourvue de caractère. L'église Notre-Dame de Grèz, dont la tradition populaire attribue l'édification à la reine Blanche, comme pour le château voisin, — appartient à une intéressante époque de transition ; les baies cintrées de la nef, la variété de dessin des chapiteaux, les modillons à têtes grimaçantes, les tores zigzagüés des portails dénotent le faire de 1200 à 1220. A côté de ces détails il est facile de remarquer que la voûte de la nef a été refaite à la Renaissance, et celle de la petite nef, sans arceaux, à une époque postérieure. La tour basse adossée au portail, malgré son escalier en encorbellement, est une des parties anciennes de l'édifice.

L'église de la Commanderie, dédiée à saint Eloi, était longue d'une centaine de pieds et large de trente, au rapport de Louis

(1) Bail au profit de Jean-François-Guillaume Bouvery, receveur de la Commanderie, y demeurant, devant Jollivet, notaire à Nemours, le 4 mai 1786.

(2) Manuscrit, petit in-f^o de 243 feuillets ; — Arch. de Seine-et-Marne, série H, 687.

Michelin (*Essais historiques sur le département de Seine-et-Marne*). Dom Morin dit qu'elle mesurait de la porte au chœur vingt pas de long et huit dans sa largeur ; qu'elle était fort bien construite, séparée en nef et en chœur, où l'existence de chaires de part et d'autre prouvait, selon lui, que les chanoines de Saint-Jean de Latran l'avaient desservie.

Le sol était couvert de tombes plus ou moins ornées. Dans le chœur on lisait, autour d'une de ces pierres tumulaires. « *Hic jacet Galterus ...situs (prepositus) de Nemosis, dictus Neogermanus.* »

Plusieurs sépultures consacrées à la mémoire des commandeurs avec l'image des défunts, revêtus du manteau blanc à la croix rouge, existaient encore à la fin du XVIII^e siècle ; Dom Morin a cité celles de Jacques de Censiers (*sic*), mort en 1372, d'Antoine de Chalmaison, mort vers 1554, de Nicolas Durand de Villegagnon, l'un des plus célèbres membres de l'ordre, mort en 1571. Cette dernière dalle funéraire portait l'inscription suivante : « Cy gist noble et religieuse personne Frère Nicolas Durand, en son vivant seigneur de Villegagnon, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Hierusalem, commandeur de Beauvais, lequel décéda le neuvième jour de janvier 1571. »

Nous avons vu ailleurs, à Rampillon, à Châteaubleau, à La Croix-en-Brie, par exemple, des tombes de Templiers et de chevaliers de Malte, simples pierres où se trouve gravée la croix latine et rien de plus. Si la règle, comme on l'a souvent rapporté, défendait aux humbles hospitaliers de placer des inscriptions sur le lieu de leur sépulture, nous pouvons remarquer en passant, à notre tour, que cette règle n'a pas été rigoureusement observée par les commandeurs de Beauvais. D'ailleurs ce suprême degré d'abnégation, cet excès d'humilité s'accordent assez mal avec la réputation d'orgueil laissée par les Templiers aussi bien que par leurs successeurs, et dont Monteil n'a pas oublié de faire mention (xiv^e s. épître xxvii).

Suivant un ancien registre conservé jadis à la chancellerie du Grand-Prieuré de France et cité par l'auteur de l'inventaire manuscrit où nous avons souvent puisé, les revenus de la Commanderie de Beauvais et de ses membres s'élevaient en 1373 à 529 livres 2 sols 8 deniers ; les charges comprenant réponsions, aumônes, nourriture et entretien du commandeur, de deux frères et d'un donné, montaient à 536 livres 10 sols. En 1495, après les guerres du xv^e siècle, Beauvais ne rapportait plus que 180 livres. En 1548

le bail général des mêmes revenus rapportait 2,000 livres, en 1375 4,000 livres plus les faisances; en 1389 et 1394, un religieux de l'ordre, François-Jean Boullet, qui fut tour à tour commandeur de Saint-Samson de Douay et de Valcanville, prenait ce bail pour 4,200 écus d'or, outre les charges. En 1642, Beauvais rapportait 3,817 livres par an, 7,500 livres en 1695, 8,500 livres en 1733, et 49,650 livres en 1787.

Parmi les dépendances de cette maison se trouvaient à la fin du xv^e siècle un hôtel à Nemours, près du château, plusieurs maisons en la grande rue de la même ville, « tirant des halles au château, » l'une d'elles assise sur les fossés mêmes. Le commandeur percevait des droits seigneuriaux et des dîmes dans la plupart des paroisses voisines : les deux moulins d'Ullay lui appartenaient, l'ermitage Saint-Blaise de Fourches, paroisse du Vaudoué (qu'il affermait), les hôpitaux de Ville-Saint-Jacques et Dormelles, les granges dimeresses et champarteresses de Maison-Rouge, les champarts de Blaumont, les dîmes de Châtenoy, cinq fiefs à Rumont, le fief du Ménil, à Chenou, le fief de la Vache, la grande et la petite Coudre (266 arpents) à Larchant, etc.

Nous voyons figurer du xv^e au xviii^e siècle, comme membres dépendant de Beauvais : les fiefs de Blomont, Bonnevau, Trémerville et la Coudre à Larchant, les terres et seigneuries de Jacquerville, Fargeville, les Charbonnières (à Poligny), La Gerville, l'hôpital de Fourches, au Vaudoué, celui de Château-Landon, le temple de Dormelles, la maison de La Brosse, Nemours, Lazeroy, les Rogeats, Vougoulay, Fromonville, Ulay, Grèz, Aufferville, Morville, Châtenoy, la Malosse, Genouilly, à Bransles, le Mesnil, Bethléem à Château-Landon, Montfort, Bouchereau (à Rémauville), Molicerf, le fief Saint-Michel d'Effondré, Fonteneilles, Thomery, Souppes, Ville-Saint-Jacques, Chain-treaux, La Cuillère, etc.

Un mesurage des biens de la Commanderie, que fit dresser Jacques de La Mothe-Houdancourt au xviii^e siècle, comprenait encore les fermes de Maurepas, de Bouy (à Boissy-aux-Cailles), les terres d'Ormoy et Dormelles, l'hôpital de La Brosse, les terres et bois de Moliserve, les bois des Piqueliers à La Gerville, etc.

V.

La Commanderie de Beauvais, comme la plupart des maisons appartenant aux ordres nobles, religieux et militaires, eût à sa tête des personnages distingués, quelques-uns du pays même de

Brie et de Gâtinais; nous en donnons ci-après la liste chronologique qui terminera cette imparfaite monographie.

COMMANDEURS DE BEAUVAIS EN GATINAIS.

§ 1^{er} ORDRE DU TEMPLE.

1. Frère SIMON, 1260.

Au mois de novembre 1260, il échange des biens avec Gille de L'Epinay. (*Inventaire manuscrit de 1758, conservé aux Archives départementales de Seine-et-Marne; H. 687, folio 152.*)

En juin 1263, du temps de fr. Simon, frère Humbert de Péraut, commandeur des maisons du Temple en France, échangea aussi des biens, au nom des templiers de Dormelles, avec l'abbaye de Roset. (*id.* f^o 212.)

2. Fr. THIEBAULT, 1272.

Le 19 octobre 1273, Robert dit Corbellon, d'Espizy, et Aveline, sa femme, vendent pardevant le prévôt de Château-Landon divers immeubles à frère Thiebault, commandeur de Beauvoir, moyennant 40 liv. 10 s. (*Invent. cité, f^o 88*).

3. Fr. RAOUL, 1289.

Lettres du prévôt de Grèz, datées de juillet 1289, pour un échange avec Geoffroi Putiers de Tremeville, écuyer. (*Invent. cité, f^o 83*).

En septembre 1292, on trouve Henri de Villiers « chapelain de la maison des Templiers de Beauvais. » (*id.* f^o 84).

En juillet 1293, Guillaume de Voys, official de Reims, vend aux Templiers ses biens de la Ville [St-Jacques] près Flagy, mais c'est Jean de Tours, trésorier du Temple à Paris, qui conclut cette acquisition. (*id.* f^o 217). Pourtant, fr. Raoul est encore cité à la même date. (*id.* f^o 105).

4. Fr. PIERRE GAUDE, 1299.

Transige avec Guillaume dit Marniau, doyen de Tavers, et sa femme. (*id.* f^o 218).

En 1303, il revendique la haute justice de Genouilly contre le bailli de Sens, et prend le titre de commandeur de Beauvais et de Dormelles. (*id.*)

§ 2 ORDRE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM.

5. FR. GUILLAUME LE RAT, 1325.

En 1324 il est cité comme gouverneur de l'hôpital de Dormelles, (*Inventaire de 1758, f° 219*); en 1325, le 5 mai, il transige en qualité de commandeur de Bauvais, avec P. de Campigny, prieur-curé de Grèz au sujet de droits seigneuriaux sur Bonneveau (Larchant), la Coudre, etc. (*Arch. de Seine-et-Marne, H, 687, f° 57.*) La même année, il plaide contre le procureur du roi et la reine Clémence, sœur de Sa Maj., pour conserver sa haute justice de Bouchereau (*Inventaire cité, f° 133*). A la Toussaint 1330, Guillaume Le Rat est encore à « Beauvoir. » (*Procès verbal de Jean Lullier, de Château-Landon; id. f°, 134.*)

Le frère de ce commandeur, — Simon Le Rat, était à la même époque grand prieur de France; en considération des services que lui a rendus, ainsi qu'à son ordre, maître Geoffroy du Boisson, clerc de Nemours, Simon Le Rat, « prieur de la maison de l'hôpital de St-Jean de Jérusalem en France, » accorde à ce clerc l'amortissement de deux arpents de vigne, tenus en censive de la commanderie de Beauvais, au lieudit Vaugoulay. Les lettres d'amortissement ont été signées au chapitre général tenu à Corbeil en juin 1325. (*id.*)

6. FR. JEAN DE DUYSON, 1351.

Nommé Duyn et J. de Duisen, dans diverses pièces de procédure. (*id.*)

C'est Jean de Duyson qui devint commandeur d'Avalterre (Belgique) en 1357 et de St-Marc d'Orléans en 1355, puis grand-prieur en 1359.

7. FR. JACQUES DE CERISIERS, 1369.

Et non DE CENSIERS, comme l'appelle Dom Morin, historien du Gâtinais. Ce commandeur est mort le 11 avril 1372 à « Dormelles l'hospital, » il a été enterré à Beauvais. L'inscription de sa tombe lui donnait le titre de « maître des bois et eaux de l'hôpital au prieuré de France. »

Jacques de Cerisiers était commandeur de Baudelu en 1355.

Dans un aveu qui lui est présenté le 22 juillet 1369, son nom est orthographié Serisiers (*Inventaire cité, f° 90*).

8. FR. PHILIPPE EVRAT, prêtre, 1373. *Aliàs* Evrart.

C'est lui qui afferma les revenus de Beauvais et des membres en dépendant, pour une somme de 529 l. 2 s. 8 d. (*id.*)

9. FR. ROBERT DE MASINGUEHEN, 1388.

D'une famille flamande; il reçoit plusieurs aveux et dénombrements (*Inventaire cité*, f° 221); une quittance du 5 octobre 1406, le qualifie commandeur de la Baillie de Beauvais (*id.* f° 42). En 1396 il ajoute à ce titre ceux de commandeur de l'hôpital de Dormelles et procureur de MM. de St-Jean de Jérusalem (*id.* f°, 153); en 1410 et 1415, « le chevalier de Masinguehan » passe encore plusieurs actes relatifs à Beauvais (*id.* f° 148).

9 bis, N.....

10. FR. ODINET MANGOT, 1449-81, *aliàs* Oudin Mangot.

D'une ancienne maison, qui devait plus tard fournir un garde des Sceaux. Armes : « *d'azur à trois éperviers d'or, chaperonnés, grillés et longés de même, 2 et 1.* »

Le 14 octobre 1449 Odinet Mangot fait dresser un censier de sa Commanderie (*Inventaire*, f° 242). Il achète, le 25 juillet 1477, une place à Nemours, devant le château, tenant à la grange du commandeur (*contrat devant J. Dumès, substitut juré du notaire de la prévôté de Nemours ; Arch. Nat.*).

En 1458, le fr. Mangot tout en conservant Beauvais, fut en même temps doté de la Commanderie d'Orient (Aube).

11. FR. PIERRE DARTHOIS, 1484.

12. FR. JEAN DE BOURBON, 1485.

En 1487, le grand-prieur Emery d'Amboise l'aide à rentrer dans certains droits appartenant à sa Commanderie de Beauvais; — le 22 novembre 1489, Jean de Bourbon achète de Jean Fourquier, de Moret, une ile attenant au moulin d'Ulay, moyennant 100 sols tournois; et la même année, il donne à bail emphytéotique divers héritages à charge de les défricher. En 1491-95 il comparait à la rédaction de plusieurs contrats, avec Pierre Herre, son chapelain. (*Inv. de 1758.*)

Jacques de Bourbon qui devint grand-prieur de France (1536) était neveu de ce commandeur.

13. HUGUES DE BRUNEFAY-QUINCY, 1499.

D'une famille Briarde en possession des terres de Quincy et la Courouge, près Provins, il avait été reçu chevalier dès 1498 et fait commandeur la même année.

Armes : « *d'argent à la fasce de gueules, le canton dextre chargé d'un écusson bandé d'argent et de gueules.* »

Au mois d'octobre 1498, c'est le chevalier Guy Le Picart qui loue les terres des Commanderies de Beauvais et de Dormelles, en qualité d'*administrateur* ; l'année suivante, Hugues de Brunefay donne à bail l'*hostel* de Beauvais, avec 200 arpents de terres laboureables, à Jean Mauny, laboureur à La Joye Notre-Dame-lès-Nemours. En 1500, le commandeur laisse pouvoir à son frère « Regnault de Brunfay, » de passer les contrats en son absence (*Inventaire cité*).

Un membre de cette famille qui, alors, possédait Ormeaux et Fontenailles en Brie, — Esprit de Brunefay-Quincy, se retrouve en 1555 dans l'ordre de Malte.

14. FR. JEAN DU MESNIL-FAY, 1503-1504.

Avait été reçu chevalier de Malte au chapitre tenu en 1484.
D'une famille des environs de Beauvais en Picardie.

15. FR. JEAN DE CUVILLIER, 1504.

De la famille des Pestivien de Cuvillier, au diocèse de Soissons.
Armes : « *Vairé d'argent et de sable.* »

16. FR. ADAM DU FAY, 1507.

De la même famille que Jean du Mesnil-Fay, qui précède.
Armes : « *d'argent semé de fleurs de lys de sable.* »

Les 2 juin 1508 et 5 avril 1510 ce commandeur passe plusieurs contrats importants, pour l'accroissement de revenu de la terre de Beauvais.

16 bis. FR. JEAN DU FAY, reparaît en 1512 (*Inventaire déjà cité*).

Il est mort sans-doute en 1515, car à cette date et en 1516 fr. Jacques de Saint-Marry, commandeur d'Ivry-le-Temple, est qualifié « administrateur » de la Commanderie de Beauvais (*Inv. id. f° 193.*)

En 1520 encore, Denis de St-Marry, seigneur de Guercheville, renonce à un bail consenti par le chevalier de Fay, et cette renonciation est acceptée, en même temps qu'un nouveau bail est conclu par fr. Charles des Ursins, commandeur de Saint-Jean de Latran, bailli de la Morée, par François de Bourdon, prieur de St-Jean-en-l'Île, et Jérôme de Homblières, commandeur de Chantereine, commissaires députés par le chapitre provincial.

17. FR. JEAN DE VILLIERS, 1525.

D'une famille locale qui portait : « *d'azur à trois croissants d'argent*, » et qui a fourni un grand maître de l'ordre, Philippe de Villiers, lequel défendit Rhodes avec courage et mourut à Malte le 21 août 1534.

Les Villiers-l'Île-Adam étaient une branche des seigneurs de Livry, Chailly, Milly en Gâtinais, etc.

Vertot (histoire de Malte) cite à tort Jean de Villiers, avec le titre de commandeur de Beauvais, en 1544 ; dès 1539 il était remplacé par le suivant.

18. FR. PHILIPPE DE PROISY.

Gentilhomme Picard. Armes : « *de sable à trois lions d'argent*. » En mars 1539 il vend la coupe des bois de Moliserve ; en 1548 il afferme les revenus de Beauvais moyennant 2,000 livres. (*Inv. de 1758*).

Philippe de Proisy mourut au commencement de 1549. Le 20 septembre de la même année, fr. Charles de Hangeot, procureur et receveur du trésor du grand-prieuré de France, donne à loyer pour l'année du vacant les revenus de Beauvais ; l'une des conditions du bail est de faire célébrer 3 messes par semaine dans la chapelle de la Commanderie. (*Contrat devant Mathurin Vaux, notaire à Grèz ; — Archives départementales, II. 687*).

19. FR. ANTOINE DE CHALLEMAISON, 1531.

De l'ancienne famille seigneuriale de Balloy. Armes : « *d'argent à la fasce d'azur, chargée d'une rose d'or, cotoyée de deux étoiles de même*. »

Reçu chevalier en 1528, Antoine de Challemaison était commandeur de Saint-Marc d'Orléans en 1544 ; il comparut en 1552 à la rédaction de la coutume de Sens, pour la terre de Châtenoy, et en 1552-54 fit dresser un terrier de sa Commanderie de Beauvais.

Il a été inhumé dans l'église de Beauvais, mais Dom Morin (hist. du Gâtinais) qui cite l'inscription de sa pierre tumulaire avec la date de 1552 se trompe évidemment. Outre l'erreur que commet le studieux bénédictin en le nommant « Antoine de Chalemans, » il est certain que le 6 juin 1554 Antoine de Challemaison loue les moulins d'Ullay, devant Barthélemy Thévenon, substitut-juré du notaire de Grèz (*Inventaire cité, f° 36*), et, le 22 août suivant, les droits seigneuriaux que la Commanderie de Beauvais possède à Blaumont (*id. f° 52, 168*).

En 1557, le 12 août, Jean-de Challemaison, prêtre, donne encore à bail, comme mandataire de Antoine de Challemaison, commandeur de Beauvais, la seigneurie de Ville-Saint-Jacques (*id.* f^o 236).

D'après Dom Morin, ce commandeur aurait composé un livre de controverse contre les hérésies de Calvin.

20. FR. NICOLAS DURAND DE VILLEGAGNON.

Né à Provins, vers 1510, fils de Louis Durand, conseiller du roi, seigneur de Villegagnon, lieutenant ordinaire du bailli de Meaux au siège de Provins et marguillier de la paroisse Saint-Pierre de cette dernière ville, Nicolas Durand était un ami et un condisciple de Calvin. Entré en 1531 dans l'ordre de Malte, grâce à la protection de son parent Villiers de l'Île-Adam, qui devint grand-maître après avoir été commandeur à La Croix-en-Brie, il s'est distingué parmi les plus valeureux chevaliers et s'est fait encore une réputation comme voyageur et comme écrivain controversiste. Un de nos confrères, M. Auguste Lenoir, lui a consacré une intéressante notice (Provins 1866).

Villegagnon mort le 9 janvier 1571, a été inhumé à Beauvais en Gâtinais, où Dom Morin a vu son épitaphe. Il était échanson ordinaire du roi.

On le voit figurer dans les titres de cette Commanderie de 1561 à 1570.

Les armes de sa famille étaient : « *d'argent à trois chevrons de gueules, accompagnés de trois croix recroisettées et au pied fiché de sable.* »

21. FR. JEAN DE CUVILLIER DE COUSSY, 1570.

Chevalier dès 1541, il portait : « *de gueules à la bande d'or, brisée en chef d'un lion d'azur.* »

En 1569 on le trouve commandeur de Slype (Belgique).

Le 11 février 1570, il donne à loyer les dîmes d'Ormoy, Aufferville et Morville, devant Jean Leblanc, notaire royal à Nemours. (*Inventaire manuscrit de 1758, f^o 120*).

22. FR. ANDRÉ DE SOESSONS DE POTHIERES.

De la famille seigneuriale de Villeneuve-la-Lionne, Gastins et Pécy en Brie. Reçu chevalier en 1547, dès son bas-âge, il porta les titres de lieutenant du grand-prieur de France et de commandeur de Beauvais de 1574 à 1585.

Armes : « d'argent à deux fasces de sable surmontées d'un lambel de même. »

En 1574 il plaida contre les héritiers du commandeur J. de Villiers pour rentrer en possession de la terre de Genouilly (*Inventaire, f° 140*), et l'année suivante contre Anne de Piseleu, duchesse d'Etampes et dame de Bransles, pour soutenir la banalité du moulin de ce village en faveur des chevaliers (*id. f° 142*).

De 1576 à 1585 il fait dresser un terrier, et, en 1588, il est qualifié commandeur de Boux et Merlan (*id. f° 84*).

En 1589, André de Soissons fut pourvu du prieuré-cure de Pecy et en 1593 de la Commanderie de Boncourt; il mourut fort âgé, revêtu de la dignité de chanoine de Courpalay, près Rozoy en Brie. Il a été inhumé dans l'église de Pecy le 7 mai 1627. (*M. l'abbé Denis, notice historique sur Pecy, p. 14*).

23. FR. ALOF DE VUIGNACOURT, 1586.

D'une famille noble du Beauvoisis, neveu d'Adrien de Vuignacourt, grand maître de l'ordre de Malte, il a été reçu chevalier en 1565 et est devenu lui-même grand maître.

Armes : « d'argent à trois fleurs de lys au pied coupé de gueules, surmonté d'une lambel de sable. »

D'abord commandeur particulier de l'hôpital de Ville Saint-Jacques-lès-Dormelles (1575-1579), il administre les biens de son bénéfice par l'intermédiaire de son frère Joachim de Vuignacourt, gentilhomme ordinaire du roi. Devenu commandeur de Beauvais en 1586, il poursuit pendant plusieurs années son prédécesseur, pardevant les supérieurs de Malte, pour avoir aliéné certains droits et laissé s'amoinvrir les biens de sa Commanderie. (*Inventaire cité, f° 85*).

Le portrait d'Alof de Vuignacourt a été gravé par Cars. D'après le P. Anselme, et par suite d'une confusion entre ces divers personnages, Joachim de Vuignacourt, sieur du Lys, qui épousa Marie de Villiers, dame de Livry, Chailly et Montigny-sur-Loing (1578) serait à son tour devenu grand maître de Malte.

24. FR. FRANÇOIS HEU, 1589.

Afferme les revenus de Beauvais au fr. Jean Boulet, moyennant 1,200 écus d'or par an; en 1593, il loue la ferme de Genouilly et vend la coupe des bois de sa Commanderie. (*Inventaire cité*).

25. FR. CHARLES DE GAILLARBOIS-MARCOUVILLE, 1593.

D'une famille du diocèse de Rouen; reçu chevalier en 1570, il

portait : « *d'argent à six tourteaux de sable, 3, 2 et 1,* » et se trouvait en même temps à la tête des Commanderies de Beauvais, de Sainte-Vaubourg et de Villiers-lès-Bailleul. Plus tard il obtint celles de Villiers-le-Temple et d'Ivry (1614).

28 mai 1593, bail de la métairie de la Coudre, à Jean Miger.

22 mars 1594, vente de la coupe des bois taillis de Moliserve. (*Inventaire cité, f^{os} 77, 129*).

26. FR. CLAUDE DE LENHARÉ DE TIERCELIEU, 1594.

D'une famille qui possédait des biens à Montceaux-lès-Provins et Gastins, il était entré dans l'ordre de Malte en 1579. Armes : *d'argent à deux bandes de sable.* »

Au mois de mai 1594, Claude de Lenharé administre Beauvais et donne pleins pouvoirs à noble homme Hercule d'Anglaze, sieur de Saint-Girons, de passer des baux en son absence. Déclaré exempt du ban et de l'arrière-ban (1597), il habite ordinairement Paris. Il loue en 1601 plusieurs membres dépendant de Beauvais, « où avaient autrefois résidé des chevaliers hospitaliers, » et charge Vincent Amyot de rendre, comme prévôt et juge-maire, la justice en son nom. — Vincent Amyot dans une requête (1603) expose « qu'il a exercé pendant 30 ans l'office de greffier à Bonnevaux, pour les commandeurs, et qu'il n'y a pas gagné trois écus. » (*Inventaire cité, f^o 68*).

27. FR. FRANÇOIS DU MANSEL DE SAINT-LÉGER, 1614.

Aliàs Dumancel Saint-Léger (bail du 13 septembre 1615). D'une famille du diocèse de Chartres. Reçu chevalier en 1588, il portait : « *écartelé au 1^{er} et au 4^e d'argent, à la croix de gueules, chargée de cinq coquilles d'argent; aux 2^e et 3^e de sinople, à trois molettes d'éperon d'or.* »

Ce commandeur avait orné l'église de Beauvais d'un tableau d'autel représentant N.-D., où le donateur était figuré les mains jointes, avec un chapelet et son épée au côté. (*Dom Morin, histoire du Gâtinais*).

Il passa en 1621 à la tête de la Commanderie de Boncourt.

28. FR. JEAN DE MYDORGE, 1621.

Originaire de Paris, reçu chevalier en 1598. Armes : « *d'azur au chevron d'or, accolé de trois épis d'orge de même.* »

Le 23 juin 1621, il concède la chapelle de Saint-Blaise de Fourches

à Julien Bardenne, ermite de l'ordre de saint Antoine, pour y finir ses jours selon Dieu, et avec permission de bâtir à l'entour.

Le 26 juillet 1626, il loue la Commanderie de Beauvais et ses revenus à Jean Lamy, gendarme de la compagnie du maréchal de La Chastre, demeurant à Roziers, paroisse de Poligny (devant Sauvegrain, notaire à Chaintreaux). (*Inventaire cité*).

29. Fr. LOUIS DE FERRIN DU BUS, 1629.

Originaire de Beauvais, reçu chevalier de Malte en 1602. Armes : « *de gueules à la bande d'or chargée de trois lions de sable.* »

Au mois de novembre 1629, il loue les terres de la Commanderie de Beauvais ; en 1636 il afferme les bâtiments de Beauvais « où il y a colombier, » à charge notamment d'acquitter les 3 messes basses qui se disent chaque semaine en la chapelle du lieu, ainsi que les jours de la décollation de saint Jean-Baptiste et de saint Eloi.

Le 9 décembre 1642, Louis du Bus loue les revenus de sa Commanderie pour 5,817 l. par an ; le locataire doit en outre fournir le gros dû à l'abbesse de La Joye-lès-Nemours (3 setiers de froment, autant de seigle) sur la ferme de Blossmont.

En 1651, il signe encore des contrats en sa qualité de commandeur. (*Inventaire cité, f^{os} 143, 144, etc.*).

30. Fr. JOACHIM DE CHALLEMAISON, 1655.

De la même famille que Antoine, nommé plus haut. Reçu chevalier en 1611 ; armes : « *d'argent à la fasce d'azur, chargée d'une rose d'or cotoyée de deux étoiles de même.* »

Le 20 mai 1655, c'est lui qui loue les moulins d'Ullay à Léger Durand, devant Débonnaire, notaire à Nemours. (*Inventaire, f^o 38*).

On le retrouve en 1663 commandeur de Coulours.

31. Fr. CHARLES DE GOURMONT DE GIÉ, 1661.

Du diocèse de Coutances ; admis dans l'ordre de Malte le 10 octobre 1622. Armes : « *d'argent au croissant de sable, au chef de gueules, chargé de trois roses d'or.* »

32. Fr. JACQUES DE LA MOTHE-HOUDANCOURT, 1665.

D'une famille illustre du Beauvoisis. Né en 1611, reçu chevalier le 17 novembre 1625, il devint à la fois commandeur de Troyes, de Beauvais, et maréchal des camps et armées du roi.

C'était le cinquième fils de Philippe de La Mothe, sieur d'Houdancourt, Sacy etc., et de Louise-Charles du Plessis-Piquet, sa 3^e femme.

Armes : « *d'azur à la tour d'argent, écartelé d'argent, au levrier rampant de gueules, accolé d'or, accompagné de trois tourteaux de gueules, surmonté d'un lambel de même.* »

Jacques de La Mothe s'est distingué au siège de La Rochelle, où il eût les deux jambes coupées à la tête des brigantins qu'il commandait, et au siège de Privas, où il eût un bras cassé. Il est mort le 15 juin 1693, laissant un fils naturel, Jacques de Mas, qui lui survécut jusqu'en juin 1707. (*Le P. Anselme, dict. hist.*).

33. FR. LOUIS DE FLEURIGNY-LECLERC, 1694.

D'une famille de Sens, qui portait : « *écartelé au 1^{er} et au 4^e de sable à trois roses d'argent, au pal de gueules brochant sur celle de la pointe (qui est Leclerc), au 2^e et au 3^e de sinople au chef d'or, au lion de gueules brochant sur le tout (qui est Fleurigny).* »

Reçu chevalier de Malte en 1658, il était en 1594 commandeur de Beauvais, receveur du commun trésor de l'ordre au grand-prieuré de France, et capitaine de la galère patronne de Malte.

C'est lui qui, en avril 1695, réalisa un échange depuis longtemps projeté, des terres de Dormelles et Ville-Saint-Jacques, avec M. de Caumartin.

Le 15 avril 1701 il renouvela la concession de la chapelle Saint-Blaise de Fourches, à un ermite, pour y faire sa résidence assidue. (*Inventaire cité, f^{os} 172, 208*).

Un frère de Louis de Fleurigny-Leclerc, Antoine-Jean-Baptiste de Fleurigny était, à peu près à la même époque, commandeur de La Croix-en-Brie.

34. FR. GUILLAUME DE LA SALLE, 1718.

Parisien, reçu chevalier en 1678, commandeur de Chanu en 1715, de Beauvais en 1718, puis grand-croix de l'ordre de Malte. Armes : « *d'azur à deux éperons d'or, celui de la pointe contourné, ayant leur dessous de gueules, liés en cœur l'un à l'autre, d'un ruban de même.* »

7 août 1718, déclaration des bois de la Commanderie de Beauvais ;

3 juillet 1725, sentence pour les dimes des Rogeats, contre la veuve Bordier ;

En 1728, « le bailli » Guillaume de La Salle a pour fondé de

pouvoir fr. Honoré Marion, prieur-curé de Saint-Jean-de-Latran. (*Inventaire cité, f^{os} 131-176, etc*).

33. FR. ANTOINE COSTAR LA MOTTE-HOTTOT, 1733.

Du diocèse de Bayeux, il fut d'abord commandeur de Villedieu-la-Montagne (1729). Armes : « *d'argent au lion de sable, armé et lampassé de gueules.* »

Passé des baux devant Chahuet, notaire à Nemours, en janvier 1733, pour la Commanderie de Beauvais. (*Inventaire cité, f^o 176*).

En 1740, on le retrouve commandeur de Puisieux.

36. FR. URSE-VICTOR TAMBONNEAU, 1733.

D'une famille parisienne, qui possédait la terre de Beton-Bazoches, près Provins. Reçu chevalier en 1696, il devint à la fois commandeur de Beauvais et de la Feuillée, en Aquitaine.

Armes : « *d'azur à la fasce d'or, accolée de trois molettes d'éperon en chef et d'une aigle à deux têtes en pointe, aussi d'or.* »

En 1733, Victor Tambonneau afferme les revenus de Beauvais pour 8,500 l. par an, outre les charges. Ces charges consistaient à faire exercer la justice civile et criminelle, à faire dire les messes d'obligations dans la chapelle de Fourches, etc. Le locataire payait aux Récolats de Nemours, en déduction de son fermage, pour la desserte de la chapelle de Beauvais, 150 livres et 200 fagots, plus pour l'entretien de cette chapelle 50 l. ; au curé de Châtenoy sa portion congrue de 300 l., à celui d'Aufferville 18 setiers de blé, autant d'orge, et 50 l. d'argent.

En 1735, ce commandeur est qualifié receveur et procureur général de l'ordre de Malte au Grand-Prieuré de France, dans un acte d'échange de la terre de Bonneveau, passé avec M. Lallemant de Betz, seigneur de Nanteau.

37. FR. CHRISTOPHE-EDOUARD-FRANÇOIS DE THUMERY DE
BOISSISE, 1745.

De la famille seigneuriale de Boissise-le-Roi, près Melun, Christophe de Thumery, reçu chevalier de Malte le 19 novembre 1689, en même temps que son frère Jean-Antoine, portait : « *d'or à la croix de gueules, cantonnée de quatre boutons de rose au naturel.* »

Il fut d'abord commandeur de Chanu (1731).

En 1745, il fit procéder à l'arpentage général du domaine de

Beauvais, par Pierre Helluin de Lannois, arpenteur royal en la maîtrise des eaux et forêts de Fontainebleau.

De Beauvais, il passa à la tête de la Commanderie de Hautavesne.

38. Fr. JEAN-FRANÇOIS FRAGUIER, 1751.

Fils de Nicolas Fraguier, conseiller du roi au parlement, seigneur du Mée, près Melun, et proche parent de l'abbé Claude-François Fraguier, de l'Académie française, dont il était l'élève, — ce commandeur était entré dans l'ordre de Malte le 20 décembre 1701.

Armes : « d'azur à la fasce d'argent, accolée de trois grappes de raisin d'or, deux en chef, une en pointe. »

Lorsque son père mourut, le chevalier Fraguier assista à la cérémonie religieuse qui eut lieu à l'église Saint-Barthélemy de Melun et signa l'acte sur les registres de la paroisse, à la date du 19 novembre 1720 : « Le chevalier Fraguier de Bussy. » (*Arch. de la ville de Melun, série G. G.*).

Ce commandeur de Beauvais est mort à Paris, à l'âge de 73 ans.

39. Fr. HERVÉ LEFEBURE DU QUESNOY, 1755.

Reçu chevalier le 17 mai 1709 ; devint commandeur de Saint-Marc d'Orléans, puis de Beauvais, enfin de l'hôpital ancien ou Saint-Jean de Latran, à Paris (1773), et en même temps grand-prieur. Armes : « d'azur à la fasce d'or surmontée de deux croix fleur-de-lysées, aussi d'or. »

Son fondé de pouvoir, fr. Pierre Denier, prieur-curé de Saint-Jean de Latran, chancelier, garde des archives et promoteur du grand-prieuré de France, passe bail, en son nom, des bâtiments et dépendances de Beauvais, le 17 janvier 1756. (*Inventaire cité*).

40. Fr. HUBERT-LOUIS DE CULANT, 1767.

De la famille des seigneurs de Châtenoy en Gâtinais, de Saint-Ouen et Savins en Brie.

Né le 27 septembre 1719, reçu de minorité en 1724, il était fils de Louis-Alphonse, marquis de Culant, sieur de Savins et Jutigny, et de Marie-Edmée Chevalier de Ribourdin.

Armes : « d'argent semé de tourteaux de sable, au sautoir de guantes, brochant sur le tout. »

41. Fr. MARIE-GABRIEL-LOUIS TEXIER D'HAUTEFEUILLE, 1775.

Originaire de Paris, il était le 3^e fils de Jacques-Etienne-Louis

Texier, sieur d'Hautefeuille, Charny, Malicorne en Bourgogne, et de Marie-Catherine Sorel.

Armes : « *de gueules à la levrette courante en fasce, d'argent, accolée et bouclée d'or, surmontée d'un croissant de même.* »

Reçu chevalier de Malte à l'âge de trois mois, ce commandeur de Beauvais était en même temps commandeur de Villedieu-lès-Bailleul et prieur-commendataire de Saint-Gengoulphe de Varennes.

Il habitait ordinairement Paris, laissant le soin des intérêts de sa Commanderie à J.-B. Bezout, avocat en parlement à Nemours.

42. FR. CHARLES-GUY-LOUIS DE VALORY, 1786.

Né à Etampes le 8 août 1753.

Assigné en 1789 pour comparaître à l'assemblée du bailliage de Nemours, comme seigneur de Grèz en partie, il fit défaut (Procès-verbal du 9 mars 1789 ; *Archives départementales, B. 265*).

Il dût se retirer à la Révolution ; arrêté le 1^{er} octobre 1793, il recouvra sa liberté le 9 brumaire an III et revint finir ses jours à Nemours, dans le département de Seine-et-Marne.

Avec M. de Valory, se clot la liste des commandeurs de Beauvais.

MOLIÈRE A FONTAINEBLEAU

PAR M. CHARLES CONSTANT,

Membre fondateur (**Section de Fontainebleau**).

La biographie de Molière et de ses comédiens semble aujourd'hui n'avoir plus pour nous de mystères, et depuis longtemps nous ne nous contentons plus de dire, avec Tallemant des Réaux, en parlant de l'auteur du *Misanthrope* : C'est un garçon qui a fait des pièces où il y a de l'esprit. Pourtant, la critique trouve toujours à glaner dans les nombreux documents publiés par les *Moliéristes*, et l'on peut espérer encore découvrir quelques pièces inédites concernant la vie et les œuvres de cet homme de génie.

En essayant de grouper ici tout ce qui a été dit jusqu'à présent sur les différents séjours de Molière à Fontainebleau, nous avons surtout voulu reconstruire en quelque sorte la salle de la comédie qui existait alors dans le château de cette ville, et nous nous contentons d'ajouter, aux documents déjà connus, quelques actes de l'état civil inédits, concernant l'acteur De Brie et sa famille, ainsi que la procuration donnée par Molière, en 1667, à un bourgeois de Melun.

Notre petit travail est, on le voit, d'un intérêt presque exclusivement local; d'ailleurs notre but, en le composant, n'a été que d'ajouter une simple note à l'histoire archéologique du département de Seine-et-Marne.

I.

Anne d'Autriche avait toujours aimé la belle et délicieuse résidence de Fontainebleau, et Louis XIV semble avoir également cheri

..... Ces retraites tranquilles,
Où l'on se vient sauver de l'embarras des villes.

Le grand roi vint souvent, en effet, résider dans cette maison des siècles; souvent, il vint chasser dans ces beaux déserts de Franchard, et peut-être qu'en jetant ses regards sur les jardins du palais, sur la belle forêt qui l'entoure, se surprenait-il répétant ces vers du poète :

Ces arbres, ces rochers, cette eau, ces gazons frais,
Ont pour moi des appas à ne lasser jamais.

Les mois de juillet et d'août 1661 et 1664 furent marqués par les voyages de la Cour les plus importants, et les fêtes somptueuses qui se donnèrent alors au château de Fontainebleau rendirent, en quelque sorte, indispensable la présence de Molière et de sa troupe

..... ayant la pratique
Du sérieux et du comique.

A côté des actes de piété accomplis à cette époque à la petite église d'Avon ou bien à l'église des Carmes des Basses-Loges, au sujet de la grossesse de Marie-Thérèse, la musique, la danse, la poésie trouvèrent leur place ; tous les artistes, chanteurs, danseurs et comédiens se réunirent à l'envi pour divertir la jeune reine et surtout le jeune souverain, qui semblait présider en demi-dieu à toutes ces fêtes mythologiques.

Les concerts et les mélodies,
Collations et comédies,
Les promenades et le bal,
Les délices du grand canal,
A la Cour point ne diminuent
Mais de plus en plus continuent.

Si l'on ouvre les gazettes ou les mémoires du temps, partout il n'est question que de *promenades en calèche*, que de chasse à courre ; aujourd'hui « le roi, la reine, Monsieur et Madame, étant « sur le canal, dans un bateau doré en forme de galère, où prenant « le frais, le prince de Condé leur sert une collation en qualité de « grand-maître ; » le soir, les vingt-quatre violons du roi se font entendre dans les appartements de la reine, ou dans les jardins du palais ; ici, un orchestre improvisé exécute des airs de Lulli, et la cour se livre aux plaisirs de la danse ; là-bas, les comédiens du roi interprètent les chefs-d'œuvre de Molière, de Racine ou de Corneille ; ils ne font qu'alterner avec la comédie italienne ou la comédie espagnole, qui, elles aussi, revendiquent leur place au milieu de tous ces divertissements. En sorte qu'en songeant aux duchesses de Noailles et de Chevreuse, à la comtesse de Soissons, qui brillent par leur beauté, à Mademoiselle de la Vallière, qui commence à attirer à elle toutes les attentions du roi, à toutes ces dames, enfin, qui errent dans les jardins du palais, l'on peut bien dire avec les chroniqueurs : « les différents jardins de

« Fontainebleau paraissent des palais et des jardins enchantés ;
« ses déserts sont de véritables Champs-Élyséens. »

La première représentation théâtrale, donnée par Molière à Fontainebleau, date de la fin de juin ou du commencement de juillet 1661. Les comédiens de la troupe de Monsieur venaient de jouer avec succès, sur la scène du Palais-Royal, la comédie de l'*Escole des Maris* (24 juin 1661), pièce dont le sujet fut reconnu

Si riant et si beau,
Qu'il fallut à Fontainebleau,
Pour reines et roi contenter,
L'aller encor représenter.

Cette première représentation aurait eu lieu, si l'on en croit certaines notes manuscrites, près de la My-Voie, maison de plaisance au milieu du parc, que Catherine de Médicis avait achetée, et où elle avait fait dresser une ménagerie avec quelque bétail et une belle laiterie. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que deux mois plus tard, le 24 août, la comédie de l'*Ecole des Maris* figure au programme de la représentation théâtrale, offerte au marquis Durazzo, l'envoyé de Gênes, et donnée dans les appartements mêmes de la reine, Marie-Thérèse d'Autriche.

Ce qui d'ailleurs met hors de doute l'époque de ce premier séjour de Molière à Fontainebleau, à la cour de Louis XIV, c'est la mention que porte l'édition princeps de l'*Escole des Maris*, « à Paris, chez Guillaume de Luyne, libraire juré, au palais, à la Salle des Merciers, à la Justice (1661. Avec privilège du roi). » Et ce privilège est daté de Fontainebleau, « le neuvième jour de juillet 1661. »

Les représentations données, comme on vient de le voir, dans les appartements de la Reine, n'étaient qu'exceptionnelles ; presque toujours elles avaient lieu dans la belle salle dite de *la grande cheminée*.

C'est cette grande salle qui, transformée en 1733 en un théâtre bas, étroit, sans dégagement, tout à fait à l'usage de Madame de Pompadour, fut incendiée en 1856. Nous allons essayer de la reconstruire telle qu'elle était du temps de Molière, à l'aide des documents écrits que nous avons pu rassembler.

L'auteur de la *Muse historique*, en relatant les moindres détails d'une fête dramatique, offerte à cette époque dans le palais de Fontainebleau, nous apprend que c'était *d'un étang sur les bords*. Et c'est, en effet, sur les bords de l'étang actuel du parc anglais, dont la disposition était à peu près la même sous Louis XIV, dans l'aile gauche de la *Cour de la Fontaine*, que se trouvait la grande galerie, une des plus vastes du château, connue et désignée par Du Cerceau, dom Morin et le père Dan, sous le nom de *Salle de la Grande Cheminée*, à cause du chef-d'œuvre du sculpteur Jacquet, de Grenoble, qui en faisait le principal ornement.

Le corps de bâtiment qui contenait la *Grande Salle*, c'est-à-dire celui qui sépare la *Cour de la Fontaine* de la petite cour que décore le *Pavillon Maintenon*, est attribué à Sébastien Serlio, dit Bastiannet, « peintre et architecteur, » venu de Bologne-la-Grâce le 27 décembre 1541, et retenu au service du roi François I^{er}, aux gages de 400 livres par an. La construction de cette partie du château fut achevée en 1559, et les façades de ce bâtiment sont aujourd'hui telles qu'elles existaient à leur origine. L'on peut admirer encore l'escalier à deux rampants, dit *Escalier des Sphinx*, et seules, les niches de la façade principale sont demeurées vides des statues qui les décoraient. L'*Apollon du Belvédère* et le *Commode*, qui sont aujourd'hui dans les jardins des Tuileries, se trouvaient dans les deux niches qui sont de chaque côté de la porte qui fait communiquer la *Cour de la Fontaine* avec le parterre ; deux énormes sphinx ornaient les piédestaux de l'escalier à deux rampants. Ces diverses œuvres d'art avaient été moulées et coulées en bronze par les soins des Jacquet, des Leroux, des Durand, avec les moules en terre rapportés de Rome, et renforcés avec l'argile prise au port de Valvins, sur les bords de la Seine, à quelques kilomètres de Fontainebleau.

La galerie dont nous parlons était la plus grande de toutes celles du château, nous dit le père Dan ; « aussi estoit-elle autrefois appelée la Grande Salle, ayant vingt toises de long et cinq de large. « Par la suite, on la nomma la Salle de la Belle Cheminée, depuis « qu'en l'an mil cinq cens quatre vingts dix neuf, Henry le Grand « y fit édifier, à l'une de ses extrémités, celle qui y est, laquelle « luy donne ce nom, et qui est bien une des plus belles qui se « voient point en quelque lieu que ce soit. Elle est encore appelée la Salle de la Comédie, à cause d'un grand théâtre, lequel « y est à l'un des bouts qui regarde directement la dite cheminée, « et sert pour cet effet. »

Le père Dan, qui nous donne si exactement les dimensions de cette grande galerie, ne nous en indique pas l'élévation. Il sera facile de se faire une idée de sa hauteur, lorsqu'on aura lu, dans le même écrivain, la description de la Belle Cheminée.

Elle a vingt-trois pieds de haut, dit-il, et vingt de large, laquelle consiste en quatre grandes colonnes corinthes d'un marbre brogatelle bien diversifié, fort rare et exquis, avec les bases et les chapiteaux de marbre blanc ; elles posent (ces colonnes) sur deux grands piédestaux enrichis de diverses figures de petits enfants en basse-taille de marbre blanc, qui soutiennent les chiffres de ce grand prince (Henri IV) ; où là sont encore aux quatre coins des consoles de bronze.

Au milieu de chacun piédestal est une niche où il y a un beau et grand vase de bronze, avec plusieurs enrichissements et ornements de divers marbres fort précieux.

Dans le milieu de cette cheminée entre les colonnes, est une grande table de marbre noir, sur laquelle est la figure et statue à cheval du roy Henry-le-Grand à demy relief, et grande comme le naturel ; il est armé, et a la teste couronnée d'un laurier, où au-dessous de ses pieds est un casque de marbre blanc ; et plus bas dans un quadre de même matière et couleur, est une basse-taille, où est représentée la bataille d'Ivry, et la reddition de la ville de Mante.

Aux deux costés de cette figure du roy, entre deux colonnes de part et d'autre, il y a deux autres grandes statues, encore de marbre blanc ; l'une figure l'Obéissance, qui tient en main un joug avec une dépouille de lion ; et l'autre la Paix avec un flambeau d'une main, duquel elle semble mettre le feu dans un amas d'armes qui sont à ses pieds...

Tel était le chef-d'œuvre de Jacquet, dit de Grenoble, auquel l'artiste consacra cinq années de labeurs assidus. Ce Jacquet, dont les registres paroissiaux de la petite église d'Avon, constatent la présence à Fontainebleau de 1556 à 1576, était venu dans la contrée vers 1540. Il commença par nettoyer, aux gages de quinze livres par mois, tous les stucs, toutes les fresques de la chambre et de la salle du roi, de la chambre de la reine, de la grande galerie et des trois chambres des Etuves (1) ; puis il prit part à tous les travaux de fonte et de moulage des statues en bronze ; le Tibre, le Laocoon, Cléopâtre, Apollon, Vénus, Commode, etc., et finit enfin sa longue carrière par son vrai chef-d'œuvre, la *Belle-Cheminée* (1590), dont nous venons de donner la description.

Pierre Poligny, conducteur des *étrangers* qui viennent voir la

(1) Voir les comptes de Nicolas Picart de 1540 à 1550.

maison royale de Fontainebleau (1700), est en désaccord avec le père Dan, lorsqu'il dit, dans son *Abrégé des choses les plus remarquables et les plus curieuses du château*, que le bas-relief qui se trouvait au-dessous de la statue équestre de Henri IV, représente, non la bataille d'Ivry, mais la bataille de Vitry, « où est encore Henri IV comme il gagna la couronne de France. » Nous croyons pouvoir nous ranger, sans hésitation, de l'avis du père Dan ; qu'il nous suffise de rappeler que la bataille d'Ivry,

« *Près des bords de l'Iton et des rives de l'Eure,*

a eu lieu le 14 mars 1590, et qu'une table de marbre noir, placée au fond de la *Belle Cheminée* contenait l'inscription suivante : »

*Henricus IV, Francorum et Navarræ rex
Bellator, Victor et Triumphator, bello civili confecto
Regno recuperato, restauratoque, pace domi forisque constituta,
Regiis penatibus, regali sumptu socum extruxit.
M. D. I. C.*

Du chef-d'œuvre de Jacquet que nous reste-t-il aujourd'hui?... Vainement, croyons-nous, chercherait-on une reproduction d'ensemble de la *Belle Cheminée* ; dans les belles collections de gravures que nous avons parcourues, nous n'en avons rencontré aucune. Mais heureusement l'œuvre de Jacquet n'a pas été détruite tout entière, la statue équestre de Henri IV est encore aujourd'hui placée au-dessus de la cheminée de l'ancienne chambre de saint Louis, au château de Fontainebleau, et lorsque Louis-Philippe a fait restaurer la *salle des gardes*, il sauva de l'oubli les restes de la *Belle Cheminée* en faisant entourer le buste de Henri IV, « des diverses figures de petits enfants en basse-taille » dont nous avons parlé.

En admirant la cheminée actuelle de la *salle des gardes*, qui nous conserve ainsi quelques morceaux de l'œuvre de Jacquet, il faudra bien se garder de croire que les deux statues qui la décoraient sont celles du sculpteur de Grenoble que nous a décrites le père Dan. Les nouvelles représentent la Force et la Paix et sont l'œuvre du sculpteur Francaville, tandis que les deux statues de Jacquet représentaient la Paix et l'Obéissance.

Si nous voulons pousser plus loin nos recherches, écoutons

encore l'abbé Guilbert ; il nous raconte qu'en 1725, (les anciens registres de la maîtrise disent 1726), le comte de Toulouse fit élever dans la forêt une croix, qui portait son nom, sur une colonne de marbre rougeâtre (sans doute marbre brocatelle), provenant d'une magnifique cheminée démolie depuis peu dans le palais. Nous avons en effet signalé la démolition de la *Belle Cheminée* vers cette époque, puisqu'en 1733 le petit théâtre de madame de Pompadour remplaçait la grande galerie.

Enfin, si l'on en croit la chronique, la croix de Toulouse a été démolie en 1793, et la colonne qui en provenait fut transportée sur la place de la Montagne, l'*Étape aux Vins* aujourd'hui, à Fontainebleau, et servit à supporter le buste de Marat. Mais ce dernier monument fut de courte durée, comme tout ce qui est élevé d'ailleurs en temps de révolution, et quelques semaines plus tard le buste de Marat et la colonne de Jacquet de Grenoble étaient broyées en place publique.

Avant de terminer la description, aussi complète que possible, de la grande galerie dans laquelle la troupe de Molière donnait ses représentations théâtrales, il nous reste à parler du théâtre lui-même et des décorations qui vraisemblablement ornèrent à certaines époques cette salle de la comédie.

La scène sur laquelle jouait Molière avait été élevée à l'une des extrémités de la *grande salle*, en face de la *Belle Cheminée* ; et c'est sur l'emplacement de ce petit théâtre que fut, en 1633, le 14 mai, élevée une chapelle pour la cérémonie à la suite de laquelle quarante-neuf seigneurs ont été institués chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit. Une gravure conservée au cabinet des estampes de la Bibliothèque Nationale et qui représente cette cérémonie, ne laisse pas de doute à cet égard.

Le père Dan nous dit qu'Henri IV avait eu dessein d'enrichir de tableaux la *salle de la Belle Cheminée*, et qu'il avait déjà fait commencer quelques bordures en stuc qui n'ont pas été continuées. Dès lors, quelle a été l'ornementation définitive de cette galerie?... Les documents précis nous manquent, nous ne saurions être affirmatifs à cet égard ; mais il est probable que la décoration de la salle de la comédie variait suivant les cérémonies accomplies dans cette partie du château, et nous ne serions pas éloignés de croire que les douze tapisseries, représentant les *Mois*, et dont nous allons parler avec quelques détails, furent une des tentures habituelles de cette belle salle.

Cinq de ces belles tapisseries ornaient encore, il y a vingt ans,

la *Salle dite des Tapisseries*, et Vatout, dans son ouvrage sur le palais de Fontainebleau (1852), nous en donne la description. Que sont devenues aujourd'hui ces cinq tapisseries? Que sont devenues surtout les sept autres? Nous l'ignorons, mais nous avons vu, reproduits par la photographie à quatre exemplaires, les douze dessins des douze tapisseries dont nous parlons. L'histoire de ces douze dessins très-curieux mérite de prendre place ici.

Il y a quelques années, M. Paccard, alors architecte du palais de Fontainebleau, reçut en communication douze vieux dessins. Le premier de ces dessins portait cette inscription : *Les maîtres de Fontaine-Bleau*; et sur le douzième on lisait : *Cecy est du temps de François I et des peintres de Fontaine-Bleau*. Frappé de la beauté de ces dessins, ainsi que de leur originalité, M. Paccard demanda l'autorisation de les faire reproduire par la photographie. Le soin de cette reproduction fut confié à un amateur des plus habiles, M. Regnault, et voici comment quatre épreuves photographiques de ces dessins se trouvent encore aujourd'hui entre les mains de trois personnes de Fontainebleau (MM. Cazeneuve, Gouvenin et Regnault), alors que l'original a été remis entre les mains de son propriétaire qui nous est resté inconnu.

Les dessins que nous venons de signaler sont, suivant nous, quelques-uns de ces patrons sur grand papier, faits par le peintre Claude Badouyn, dont nous parlent quelques auteurs, et qui servaient de modèles pour la confection des tapisseries qui se fabriquaient dans des ateliers créés à cet effet, dès 1539, au palais de Fontainebleau. Quant aux tapisseries elles-mêmes des douze mois, ce sont peut-être celles de Jules Romain, données en garantie par le duc de Guise (1662), pour une somme de 83,000 livres, que lui avait prêtée Mazarin.

Chaque dessin se compose d'une grande figure principale placée à droite, dans une sorte de demi-niche, qui soutient un écusson ou un cartouche sur lequel est représenté un des signes du zodiaque. Cette disposition commune à tous les dessins ne varie que dans celui qui représente le *mois de février* : la figure est au milieu et la niche est entière. Chacun de ces dessins est en outre orné de nombreuses arabesques où les feuillages, les fruits, les draperies, les rubans et des sujets de tous genres sont merveilleusement groupés et enlacés avec art. Les détails de ces douze compositions sont peut-être encore plus finis, plus soignés, plus intéressants à étudier que les sujets principaux eux-mêmes, et les personnages

accessoires, les animaux fantastiques qu'ils recèlent, sont d'une délicatesse et d'un goût exquis.

Voici d'abord la description sommaire de ces douze planches :

Le *mois de janvier*, dans lequel il n'y a pas de grande figure, nous offre entre autres détails un faune, un singe, des chimères, des oiseaux, puis un paon à côté duquel devait se trouver vraisemblablement une Junon.

Dans le *mois de février*, Neptune tenant un écusson sur lequel est le signe des poissons. Dans le bas, Neptune, armé de son trident, conduit deux chevaux. A droite, un personnage est traîné dans un char par des poulets. Des caryatides, des chimères et des trépieds embrasés complètent ce dessin.

Au *mois de mars*, Pallas tient de la main droite une lance et appuie sa main gauche sur un cadre qui contient le signe du bélier. Au-dessous, un homme cultive un champ; des faunes, des centaures et des chimères achèvent cette composition.

Sur le *mois d'avril*, c'est Vénus qui nous apparaît tenant de la main droite Cupidon et soutenant un cartouche de la main gauche. Un centaure, qui présente une corbeille de fleurs, passe un enfant sur ses épaules; plus loin une femme trait une vache, une autre bat le beurre; de chaque côté des cariatides, puis Thésée et le minotaure.

Dans le *mois de mai*, Apollon, armé d'un arc, soutient de la main gauche l'écusson orné du signe des gémeaux; au-dessous, deux vieillards, l'un porte une lyre, l'autre est dans l'attitude de la prière; deux faunes basculent non loin de là sur une planche, puis au milieu des chevaliers plantent l'arbre de mai. C'est une des plus riches compositions qui se complètent d'ailleurs par des trophées d'armes, par des génies portant des cornes d'abondance, et des vases en coquillages de toute beauté.

Au *mois de juin*, c'est un Mercure avec son caducée; au *mois de juillet*, c'est Jupiter, armé de la foudre, soutenant le signe du lion, et retenant un aigle entre ses jambes, puis des singes, des perroquets, une femme qui porte une quenouille; un guerrier qui sonne de la trompette, deux paysans, les rateaux à la main, et enfin à gauche un sujet représentant la fenaison.

Au *mois d'août*, c'est Cérès une faucille à la main, un homme qui joue de la guitare, un amour qui danse, un vieillard portant une amphore et versant de l'huile dans une lampe; enfin, à gauche un tableau représentant la moisson.

Dans le *mois de septembre*, vous voyez Vulcain, le marteau sur l'épaule droite, autour de lui l'enclume et les tenailles; au-dessus, un guerrier terrasse un géant, puis des fruits, des palmes, des oiseaux et un laboureur en train de herser son champ.

C'est au *mois d'octobre* qu'apparaît Mars armé d'un bouclier et portant une épée; à ses pieds, des lances, des javelots, des casques; puis au-dessus, dans les coins, des chiens savants qui traversent des cerceaux, et un tableau qui nous transporte dans un pressoir en pleine activité.

Au *mois de novembre*, Diane tient son cor de chasse et porte son carquois; son fidèle levrier l'accompagne; au-dessous d'elle, on court le cerf, au-dessus à gauche, l'on bat le grain dans la grange. »

Enfin dans le *mois de décembre*, Cybèle, coiffée de tours, caresse un lion; tout près, un petit Saturne est assis sous une guirlande de feuillage, à droite un faune monté sur une chèvre, à gauche un faune monté sur un lion; puis, sous un dais, dans un médaillon, l'on est en train de préparer la Noël : on vient de tuer le cochon gras. (1)

L'on voudra bien nous pardonner cette digression en quelque sorte archéologique, mais ne fallait-il pas, avant de parler des comédies représentées par Molière au palais de Fontainebleau, essayer de décrire le théâtre sur lequel elles étaient jouées? Il sera plus facile maintenant de comprendre de quelles magnificences, de quelles splendeurs brillaient les soirées dramatiques

De cette noble cour de France
Abondante en réjouissance,

qui, non contente de ces merveilles de chaque jour, inventait encore à chaque instant, comme pour le *Ballet des Saisons*, de Benserade, par exemple, ou bien encore pour les représentations de la *Princesse d'Élide*, de nouvelles surprises, et faisait dresser, dans les jardins du palais, une sorte de théâtre en plein vent,

(1) Il serait à désirer, dans l'intérêt de l'art, que les heureux possesseurs de ces douze dessins, reproduits par la photographie, voulussent bien mettre de côté certaines retenues, peut-être exagérées, et consentissent à laisser reproduire à un plus grand nombre d'exemplaires des pièces dont l'étude et l'examen sont si curieux.

Roulant sur les fortes échines
De plus de cent douze machines,
Lesquelles on ne voyait pas,
S'étant avancé de cent pas.

II.

Nous avons vu que la troupe de Molière était venue à Fontainebleau vers la fin de juin 1661 ; le 17 août, elle était à Vaux-le-Vicomte, chez le surintendant Fouquet, pour y donner la première représentation des *Fâcheux*, « cette revue des ridicules de la Cour, cette excellente satire dialoguée, cette galerie de portraits pris sur le vif, dans une antichambre de Versailles ; » et c'est, *par commandement exprès*, que le 27 août, la seconde représentation de cette pièce était donnée au palais de Fontainebleau « avec les mêmes beaux apprès, » c'est-à-dire avec la belle féerie des eaux jaillissantes et toutes les machinations, nouvelles alors et inouïes, nous dit Cosnac dans ses Mémoires.

Tout le monde connaît la manière dont Molière composa son personnage de Dorante, le chasseur infatigable. « Voilà, aurait dit Louis XIV à Molière, en voyant passer le marquis de Soyecourt, un grand original que vous n'avez pas encore copié ! » le grand roi ayant ainsi *ouvert les idées* au poète, celui-ci s'empressa d'aller trouver le marquis, l'amena à parler de chasse à courre, ce qui n'était pas difficile, et prit ainsi sur le vif le portrait si curieux du chasseur Dorante. Nous ne rappelons cette anecdote que pour mémoire, et pour constater surtout que c'est à Fontainebleau, à la seconde représentation des *Fâcheux*, qu'apparaît pour la première fois sur la scène ce nouveau personnage, décrit par Molière avec une verve mordante, et dont le récit si vif, si animé, d'un tour si naturel et si pittoresque, n'a d'égal que celui d'Alcippe, contant à Éraste sa fameuse partie de piquet.

La représentation des *Fâcheux* fut, pour ainsi dire, l'événement théâtral du voyage de la cour à Fontainebleau durant la belle saison de l'année 1661 ; le répertoire ordinaire des comédiens de la troupe de Monsieur alimenta sans doute les autres soirées dramatiques jusqu'en novembre, époque à laquelle les brouillards et les pluies d'automne ramenèrent Louis XIV à Paris, et le contraignirent à quitter sa résidence d'été ; car, comme le dit fort justement Loret,

Le plus riant pays de France
Ne l'est plus quand l'hiver s'avance (1).

Au printemps de l'année 1664, Louis XIV est au plus beau moment de son règne ; nulle partie de l'administration intérieure n'était négligée, dit l'auteur du *Siècle de Louis XIV*, son gouvernement était respecté au dehors... Il était beau, après cela, de donner des fêtes !

Versailles venait en effet d'être, pendant sept jours (du 7 au 14 mai 1664), le théâtre des *Plaisirs de l'île enchantée*. Ces fêtes, « si agréables et si diversifiées, » offertes surtout à mademoiselle de La Vallière, Molière en était l'âme pour ainsi dire. Les comédies des *Fâcheux*, le *Mariage forcé*, la *Princesse d'Elide*, ainsi que les trois premiers actes de *Tartuffe*, y furent tour à tour représentés. C'est à la suite de ces divertissements, le lundi 21 juillet 1664, que les comédiens de Molière se rendirent à Fontainebleau où ils demeurèrent jusqu'au 13 août suivant.

Dans cet espace de près d'un mois, la *Princesse d'Elide* a été représentée quatre fois devant le légat du pape, Monseigneur Chigi ; la *Thébaïde* a eu une représentation, et le dernier ouvrage de Corneille le *Couronnement d'Othon* fut donné pour la première fois le 31 juillet. Enfin l'*Œdipe* fut joué le 3 août, et si l'on ajoute quelques autres pièces du répertoire dont les gazettes ne parlent pas, mais qui, vraisemblablement, ont été représentées, on aura le programme complet de la saison théâtrale de 1664, au palais de Fontainebleau.

Le légat du pape, qui était venu, le 28 juillet 1664, offrir à Louis XIV réparation pour l'insulte dont avait été victime Monsieur le duc de Créqui, notre ambassadeur à Rome, assista le 30 juillet à une représentation de gala. Les comédiens du roi donnèrent la *Princesse d'Elide*, cette comédie-ballet que le légat voulut bien trouver « tout à fait agréable et digne des plaisirs d'une cour si galante. » Nous hésitons aujourd'hui à partager

(1) Nous trouvons dans la *Collection Colbert* (vol. 264, fol. 41), le montant des dépenses occasionnées par suite des séjours de la troupe de Molière à Fontainebleau. Nous y lisons la mention suivante : « 15,428 livres pour la représentation « de l'*Escole des Maris* et des *Fâcheux* ; décorations, baladins, danseurs, nourriture et récompense des comédiens. » C'était là une dépense importante pour l'époque, et qui prouve avec quels soins et quel luxe les soirées dramatiques dont nous parlons étaient organisées.

l'admiration de Monseigneur Chigi ; mais, afin d'être juste, il ne faut pas oublier que pour cette représentation, comme en 1661 pour le *Ballet des saisons* de Benserade, l'on avait travaillé sans relâche à la confection

De neuf cents habits de bon compte ;

que d'ailleurs toutes ces riches parures qui ornaient les baladines et les danseuses,

Donnèrent bien moins dans les yeux
Que mille grâces naturelles
Qu'on voyait éclater en elles ;

et qu'enfin, au milieu d'un parterre de ducs, de comtes et de marquis,

On lorgnait cent et cent beautés
Dont les radieuses prunelles
Eclairaient mieux que les chandelles !...

Dès lors nous comprenons mieux l'enthousiasme du légat, qui, bien certainement, adressait ses éloges moins à la comédie en elle-même, qu'à ses interprètes, à ses auditeurs et au luxe féerique dont les uns et les autres donnaient le plus éblouissant spectacle.

Des énormes dépenses, inscrites sur les registres de Colbert, pour toutes les représentations dramatiques de l'année 1664, détachons celles qui sont spéciales à la troupe de Molière pendant son second séjour au palais de Fontainebleau.

Mobilier pour la comédie.	437 livres 10 sols.
Indemnité aux comédiens.	2,000 —
Leur séjour à la suite de la cour	300 —
Carrosses à leur service	500 —
Total	3,237 livres 10 sols.

Si l'on ajoute les dépenses faites pour la troupe des comédiens espagnols, pour lesquels une maison fut louée à Fontainebleau (probablement dans la rue appelée aujourd'hui rue des Pins), et ce, à raison de 300 livres pour deux mois et demi, ainsi que les indemnités accordées aux musiciens de la chapelle du roi, nous voyons s'élever à 10,747 livres 6 sols les dépenses totales faites

en 1664 pour les soirées théâtrales de la cour à Fontainebleau.

Pendant le séjour de Louis XIV à Fontainebleau, du 16 mai au 13 août 1664, la nouvelle pièce de Molière, *Tartuffe ou l'Hypocrite*, dont les trois premiers actes avaient été joués le 12 mai, au milieu des fêtes brillantes de Versailles, et dont la représentation publique avait été aussitôt interdite (14 mai), — la nouvelle pièce de Molière, disons-nous, fut l'objet d'une lutte très-vive. C'est « en son château royal de Fontainebleau (1) » que le grand roi reçut du curé de Saint-Barthélemy, Pierre Roulès, l'opuscule que cet ennemi implacable du poète venait de publier sous ce titre : « *Le roi glorieux au monde ou Louis XIV, le plus glorieux de tous les rois du monde.* »

Dans cet écrit où l'auteur se portait à des excès de flatterie presque idolâtrique pour le grand roi, Molière est traité de « démon vêtu de chair et habillé en homme ; » c'est, au dire du curé de Saint-Barthélemy, le plus signalé impie et libertin qui fut jamais, et ce n'est que de son esprit diabolique que pouvait sortir une pièce si pleine d'impiété et d'abominations où l'on ne trouve rien qui ne mérite le feu.

Les attaques contre le *Tartuffe* ne venaient pas seulement du curé Pierre Roulès ; une véritable cabale s'élevait contre cette pièce « que maint censeur daubait nuit et jour ; » et c'est afin, comme dit Loret, de repousser l'outrage, que Molière fit coup sur coup (du 20 mai au 21 juillet) plusieurs voyages à Fontainebleau, pour représenter *le bon droit de son travail persécuté*, et mettre, comme il le dit lui-même dans son premier placet au roi, ses intérêts entre les mains de Sa Majesté, la suppliant de lui accorder « pour justifier à tout le monde l'innocence de son ouvrage, » l'autorisation de jouer *Tartuffe* en public et de faire voir en un mot que sa comédie n'est rien moins que ce qu'on voudrait qu'elle fût.

Dans ce premier placet, qui nous est parvenu sans date, mais qui certainement est postérieur au 28 juillet et peut-être même au 13 août 1664, Molière, en rappelant à Louis XIV que lui-même a bien voulu trouver sa nouvelle pièce fort divertissante, constate qu'il a d'ailleurs l'approbation de la plus grande partie des prélats,

(1) « Sa Majesté est maintenant en son château royal de Fontainebleau, qu'elle a pris très-grand soin elle-même qu'il fût fait beau, délicieux, agréable, parfait et accompli de toutes parts, sans que rien n'y manque pour sa gloire..... » (*Le Roi glorieux*, page 47).

et notamment celle de M. le légat du pape, monseigneur Chigi, qui était arrivé le 28 juillet 1664 au palais de Fontainebleau, comme nous l'avons dit plus haut, et qui avait assisté à plusieurs soirées dramatiques données par la troupe de Monsieur.

Cette approbation du cardinal romain, Molière l'avait obtenue à la suite d'une lecture particulière qu'il lui fit de ses trois premiers actes de *Tartuffe*, une après-midi, dans les appartements de la Cour ovale occupés à cette époque au château de Fontainebleau par monseigneur Chigi. Si l'on en croit J. Michelet, c'est à l'aide d'un petit artifice de langage que Molière parvint à obtenir une audience du légat : « Il avait observé, aurait-il dit au légat, que « certaines gens laïques, sans caractère et sans autorité, sans « ombre de piété, se mêlaient de *direction*, chose impie et contraire « à tout droit ecclésiastique. Ces intrus, intrigants hypocrites, « usurpaient le spirituel pour s'emparer du temporel... Rien ne « pouvait donc mieux servir la religion que de démasquer ces di- « recteurs laïques. » Quoi qu'il en soit de cette petite comédie, jouée par Molière auprès de Monseigneur Chigi pour lui faire accueillir la lecture des trois premiers actes de *Tartuffe*, il n'en reste pas moins acquis, comme un fait hors de doute, qu'au palais de Fontainebleau cette lecture eut lieu dans les premiers jours d'août 1664, et que le légat du pape a donné son approbation à l'*Hypocrite*, comme plus tard il accordait la même faveur à *Don Juan*, « ce tartuffe d'amour, » qui lui aussi eût sa petite persécution.

Cette intervention du légat du Pape, à propos de *Tartuffe* et de *Don Juan*, fit même dire à un critique du xvii^e siècle, qu'il semblait à entendre Molière, que M. le légat n'était venu en France que pour lui donner son approbation et lui apporter un bref particulier du Pape pour jouer des pièces ridicules ; mais, comme l'a fait justement remarquer M. Ed. Fournier, est-ce qu'à chaque pas, dans la vie de Molière, nous ne rencontrons pas des prêtres qui le recherchent et le choient, tant il semble qu'il y ait en lui quelque chose qui séduit et qui attire ?

Il séduisait et il attirait si bien à lui toutes les intelligences élevées de son temps, comme il retient encore aujourd'hui toutes nos sympathies, que malgré l'interdiction du grand Roi, partout, à la cour aussi bien qu'à Villers-Cotterêts, chez Monsieur, frère du Roi, que chez les bourgeois du Marais, à la ville, chacun se disputait le plaisir d'entendre le *Tartuffe*, et l'on se rappelle ces deux vers de Boileau, dans sa troisième satire, disant, surtout ne manquez pas à notre réunion :

Molière, avec *Tartuffe*, y doit jouer son rôle,
Et Lambert, qui plus est, m'a donné sa parole.

III.

Molière n'a pas dû revenir avec sa troupe au château de Fontainebleau après 1664, mais ses pièces y furent jouées sous Louis XV et Louis XVI. En 1725, le 5 septembre, *Amphytrion* et le *Médecin malgré lui* furent représentés dans la salle de la Grande-Cheminée, et le 14 octobre 1783, dans la salle de la Comédie, l'*Amphytrion* y fut de nouveau joué.

Nous ne voulons pas parler de Molière à Fontainebleau, sans mentionner aussi un acte notarié qui laisse supposer que l'auteur du *Misanthrope* a peut-être possédé quelques propriétés dans Seine-et-Marne, ou qui indique tout au moins qu'en 1667 il avait quelques créances à recouvrer dans l'arrondissement de Melun.

Le 28 juin 1667, Molière donnait à Paris au sieur Claude Le Long, bourgeois de Melun, procuration pour recevoir des sommes qui lui étaient dues dans ce pays. L'original de cet acte notarié a été acheté, au prix de 950 francs, à la vente de la belle collection d'autographes que possédait M. Lajarriette, de Nantes. Cet acte porte la signature *rarissime* de Molière, où le nom de Poquelin est en toutes lettres. Voici d'ailleurs la désignation de cette pièce telle qu'elle est donnée à la page 249 du *Catalogue des Autographes* dont nous parlons : « Acte notarié, sur papier, signé J.-B. Po-
« quelin Molière ; Paris, 28 juin 1667 ; 1/2 p. in-fol. »

Quel était en 1667 le débiteur de Molière dans la Brie, nous l'ignorons, mais il y a lieu de supposer qu'il s'agissait de créances provenant de son avoir personnel qui, bien que fortement endommagé par ses aventures de jeunesse, n'était cependant pas tout à fait dissipé.

IV.

Parmi les comédiens qui composaient en 1661 et 1664 la troupe de Molière et qui, par suite, vinrent au palais de Fontainebleau à ces deux époques, nous rencontrons un sieur De Brie, originaire du département de Seine-et-Marne, et qui, à ce titre, retiendra notre attention.

Edme Villequin, plus connu sous le nom de De Brie, est né à Ferrières en Brie, dans le canton de Lagny (Seine-et-Marne), le 24 octobre 1607 ; et nous pouvons publier aujourd'hui, pour la première fois *in extenso*, l'acte de baptême de ce comédien qui, pendant vingt ans, fit partie de la troupe de Molière.

« Cejourd'hui vingt-quatre octobre, an que dessus, a été baptisé
« Edme, fils de Jehan Villequin et de Philiberte Vernet, qui a été
« nommé par Edme Vallon, le second parrain se nomme Roch
« Fatras, et la marraine François Vernet. Fait le jour et an que
« dessus. (Signé) Dupré. »

(Extrait des Registres paroissiaux de Ferrières en Brie,
année 1607.)

Non-seulement le document inédit que nous venons de transcrire fixe de la manière la plus précise la date de la naissance du comédien De Brie, mais il nous apprend aussi l'orthographe du nom de Villequin qui a souvent varié dans les actes de l'état civil, ou bien suivant certains auteurs qui eurent occasion de mentionner dans leurs ouvrages, soit le comédien de Molière, soit le peintre Estienne Villequin, son frère, dont nous allons aussi parler. Ce n'est plus *Wilquin*, *Vilquin*, *Villequain* ou bien encore *Villelain* comme dans le *Mercur de France* de 1740, qu'il faut écrire ce nom, lorsqu'on parle de l'acteur de Molière ou du peintre de *Jésus guérissant l'aveugle de Jéricho* (1), mais bien *Villequin*, conformément à l'acte de baptême rapporté ci-dessus. Et d'ailleurs, à défaut de cet acte de baptême, peut-être aurait-on pu trouver la véritable orthographe de ce nom en se rappelant le rôle que l'acteur De Brie remplissait dans le *Sganarelle* de Molière, le personnage de *Villebrequin*, dont le nom n'était autre que la parodie du nom du comédien lui-même.

L'on rencontre aussi parfois le nom de théâtre de Villequin écrit en un seul mot, *Debrie*, ou même en deux mots : *De Briæ* ; il est évident que c'est encore là une erreur. Lorsque La Grange note dans son journal, à la date d'octobre 1659, l'accouchement de mademoiselle De Brie, il écrit ce nom en deux mots, et l'on s'explique fort bien que Villequin n'ait cherché son nom de théâtre que dans la dénomination de son origine : Edme Villequin, originaire de Brie. Enfin l'en ne s'arrêtera pas non plus au prénom

(1) Tableau conservé au musée du Louvre.

d'*André* qui lui est donné sur un registre paroissial de 1670 ; c'est évidemment le résultat d'une erreur commise par le rédacteur de l'acte. Aucun de ses parents n'a d'ailleurs porté ce prénom.

Les cinq portraits qu'on a conservés de l'acteur De Brie, et notamment l'eau-forte reproduite d'après l'estampe de J. Sauvé, sur le dessin de P. Brisart, nous permettent d'esquisser sa physionomie. Sa figure était maigre, allongée, le nez très-long et presque droit. Si l'on en croit Molière, Villequin était fort laid, d'un caractère détestable, difficile à vivre ; et c'était de bon cœur, paraît-il, qu'à son entrée en scène, sous l'habit du notaire dans l'*Ecole des Femmes*, Arnolphe pouvait s'écrier en prenant la fuite :

« La peste soit de l'homme et sa chienne de face ! »

Comme Molière, l'acteur Villequin eut fort jeune la douleur de perdre sa mère, Philiberte Vernet, car douze ans après sa naissance, le 3 mai 1619, l'acte de baptême de son frère Estienne Villequin nous indique que celui-ci est fils de Françoise Harmarin. Son père était donc remarié dès cette époque. Voici d'ailleurs la copie exacte de l'acte de baptême de Estienne Villequin, conservé comme celui de son frère dans les archives de la mairie de Ferrières en Brie.

« Cejourd'hui troisième des susdits mois et an, j'ai baptisé
« Estienne Villequin, fils de Jehan Villequin et de Françoise
« Harmarin, qui a esté nommé par Estienne Cochet, l'autre par-
« rain se nomme Jacques Thuillier, et la marraine Françoise
« Lepic. » (Le curé n'a pas signé.)

(*Extrait des Registres paroissiaux de Ferrières,
mois de mai 1619.*)

Estienne Villequin, le frère consanguin d'Edme Villequin, comédien de Molière, devenu peintre du roi, fut admis à l'Académie de peinture le 21 avril 1663. Il est cité par Félibien, par l'abbé de Marolles, par Mariette qui nous apprend qu'Estienne Villequin était un peintre lourd et d'un genre assez froid, mais non sans valeur et sans réputation.

Edme Villequin, notre comédien, épousa Catherine Leclerc du Rozet ; mais à quelle époque, c'est ce qu'il est encore impossible de préciser, aucun acte constatant ce mariage n'ayant été découvert ; nous savons qu'en 1653, vers le mois de septembre,

Edme Villequin et mademoiselle De Brie, sa femme, faisaient tous deux partie d'une troupe de comédiens en représentation à Lyon, et personne n'ignore que c'est du démembrement de cette troupe que celle de Molière s'accrut, par suite de l'engagement des Du Parc et des De Brie. D'après trois miniatures à l'huile, sur cuivre, et faites à des âges différents, c'était une femme grande, bien faite et fort jolie que cette Catherine du Rozet; certaine incertitude dans le regard (elle clignait un peu de l'œil gauche) lui donnait des mines fort piquantes, et sa beauté se conserva dans tout son éclat jusqu'à plus de soixante ans, car en jouant encore à cet âge le rôle d'Agnès de l'*Ecole des Femmes*, rôle qu'elle n'avait pas voulu céder à mademoiselle du Croisy, ses charmes inspiraient l'auteur du quatrain suivant que nous a conservé Grimarest :

Il faut qu'elle ait été charmante
Puisqu'aujourd'hui, malgré ses ans,
A peine des charmes naissants
Egalent sa beauté mourante.

Le portrait que donne de mademoiselle de Brie M. Hillemacher dans sa *Galerie de la troupe de Molière*, confirme ce quatrain, et nous avons préféré la description de ce portrait à celui, plus fantaisiste, mais assurément moins vrai, que nous en donne un auteur du xvii^e siècle lorsqu'il dit que la De Brie était « un vrai squelette. »

C'est sans doute pour confirmer la vérité de son portrait que le même auteur rapporte ce mot de Molière à un de ses amis qui s'étonnait de le voir aller quelquefois chez la De Brie : « Je suis accoutumé à ses défauts ; je n'ai ni le temps, ni la patience de m'accommoder aux imperfections d'une autre. »

Autant Edme Villequin, son mari, était d'un caractère violent et emporté, difficile à vivre, autant mademoiselle De Brie, sa femme (1) était d'un caractère doux, conciliant et paisible; et, ces différences de caractères se trouvent parfaitement accusées dans les rôles divers que Molière avait soin de distribuer à ces deux comédiens. Il est d'ailleurs fort curieux de remarquer combien notre grand poète comique était soucieux de la distribution des rôles dans

(1) On désignait alors sous le nom de *demoiselle* les femmes mariées, filles de parents nobles. « Ah ! qu'une femme demoiselle, s'écrie Georges Dandin, est une étrange affaire ! »

toutes ses pièces; chaque acteur jouait toujours le personnage qui se rapprochait le plus de son caractère propre, et comme cette remarque semble ne rencontrer nulle part une plus juste application que pour les époux De Brie, nous allons donner la liste complète des différents rôles tenus par ces deux acteurs dans le répertoire de Molière :

RÔLES DE VILLEQUIN DE BRIE. — La Rapière, dans le *Dépôt amoureux*; Almanzor, dans les *Précieuses ridicules*; Villebrequin, dans le *Cocu imaginaire*; un commissionnaire, dans l'*Ecole des maris*, à Vaux, le 12 juin 1661; un notaire, dans l'*Ecole des femmes*; La Ramée, dans le *Festin de Pierre*; un garde de la Maréchaussée, dans le *Misanthrope*; monsieur Loyal, dans *Tartufe*, le 5 février 1669; un maître d'armes, dans le *Bourgeois gentilhomme*, à Chambord, le 24 octobre 1670; le dieu d'un fleuve, dans *Psyché*, aux Tuileries, en janvier 1671; Nérine, en 1671, puis Scapin, dans les *Fourberies de Scapin*; Trissotin, dans les *Femmes savantes*, peut-être aussi Gros-René, dans l'*Etourdi*, à partir de 1664, c'est-à-dire lors du départ de Du Parc qu'il remplaça dans la plupart de ses rôles; enfin, suivant un ancien dessin, il aurait encore joué Sosie, dans *Amphytrion*.

RÔLES DE MADEMOISELLE DE BRIE. — Célie, dans l'*Etourdi*; Lucile, dans le *Dépôt amoureux*; Madelon, dans les *Précieuses ridicules*; la femme de Sganarelle, dans le *Cocu imaginaire*; Isabelle, dans l'*Ecole des maris*; Climène, dans les *Fâcheux*, à Vaux, le 16 août 1661; Agnès, dans l'*Ecole des femmes*; Marianne, dans l'*Avare* et le *Tartufe*; Claudine, dans *Georges Dandin*; Armande puis Henriette, dans les *Femmes savantes*, ainsi qu'un grand nombre de rôles, dans les ballets où sa beauté et sa grâce étaient fort appréciées; enfin Antigone, dans la *Thébaïde*, de Racine, le 20 juin 1664, à Fontainebleau.

Ainsi, en résumé, à Villequin les rôles de bretteur, de spadassin; toujours il jouera de fâcheux personnages. A Mademoiselle De Brie, au contraire, engagée dans la troupe pour jouer « de grand tragique et le noble comique, » les personnages sympathiques, doux et conciliants. Impossible après cela de s'étendre davantage sur le caractère et sur les habitudes des deux comédiens dont

nous essayons d'esquisser les portraits, Molière les a peints en véritable maître en leur distribuant leurs différents rôles.

Du mariage d'Edme Villequin et de Catherine du Rozet naquirent deux enfants (1) : une fille, Catherine-Nicolle, en 1659, et un garçon, Jean-Baptiste, qui se maria le 3 avril 1691, à la paroisse Saint-Sauveur, sous le nom de Villequin, qualifié bourgeois de Paris. La naissance de Catherine-Nicolle est mentionnée au journal de La Grange à la date du mois d'octobre 1659; mais l'acte de baptême de cette enfant, autrefois conservé dans les registres paroissiaux de Saint-Germain-l'Auxerrois, est bien plus précis et ainsi libellé à la date du 10 novembre 1659 : « ce jourd'hui a été baptisée Catherine-Nicolle, fille de Edme Vilquin, comédien de monseigneur le duc d'Anjou et de Catherine Leclerc, qui a esté nommée par Estienne Villequin, et la marraine Nicolle Ravanne. » Estienne Villequin, le parrain, était le peintre, frère de notre comédien, et Nicolle Ravanne était la mère de Catherine Leclerc, alors remariée à un sieur Brouart, l'un des vingt-quatre violons de la chambre du roi.

L'acte de baptême du fils de l'acteur De Brie, Jean-Baptiste Villequin, nous est demeuré inconnu, et nous n'avons eu sous les yeux que l'acte du 3 avril 1691 mentionné plus haut.

Si nous voulons suivre quelque peu la vie de Catherine-Nicolle, nous apprenons par un acte de 1687 qu'elle épousa Jean-Baptiste Vuix, écuyer, sieur des Plantes, capitaine au régiment de Picardie; mais nous avons hâte de revenir plus spécialement aux acteurs De Brie dont on rencontrait encore les noms dans quelques autres actes de l'état civil, le 10 septembre 1669, le 25 avril et le 12 décembre 1672, enfin le 10 mai 1688 (2).

(1) Nous avons été puissamment aidé dans nos recherches sur les actes de l'état civil que nous allons analyser, par M. Lhuillier, secrétaire-général de la *Société d'Archéologie de Seine-et-Marne*, auquel nous sommes heureux d'adresser ici tous nos remerciements.

(2) Le 10 septembre 1669, à Saint-Roch, « Catherine du Rozet, femme d'Edme de Brix (*sic*), officier du roi, rue Saint-Honoré, » est marraine d'une fille de Romain Toutbel, marchand; Jean-Baptiste Poplain (*sic*) Molière, valet de chambre du Roy, demeurant aussi rue Saint-Honoré, est le parrain.

Le 25 avril 1672, à Saint-Germain-l'Auxerrois, Edme Villequin et sa femme assistent au mariage de Charles Varlet de la Grange; et, le 12 décembre suivant, M^{lle} De Brie est marraine, avec Molière, d'une des filles jumelles de ce même La Grange.

Le 10 mai 1688, à Saint-Sulpice, la veuve de De Brie est marraine avec La

Mademoiselle de Brie eut une sœur, Jeanne-Françoise Brouart, fille de Nicolle Ravanne mariée en secondes noces. Cette Françoise Brouart épousa, le 25 avril 1672, Jean Barillon ou Barillonnet, le tailleur des ballets du roi. Les époux Barillon suivaient partout la troupe de Molière, ils eurent même deux rôles à remplir dans *Psyché*.

Il est presque impossible de parler de Mademoiselle De Brie, sans relever la légende qui, cherchant à suppléer à la vie intime de Molière, voudrait donner les complaisances amoureuses qu'aurait eues cette actrice pour le poète, comme motifs et de l'engagement théâtral des époux De Brie en 1653, et de l'irritation continue dans laquelle semblait se tenir Molière vis-à-vis de Villequin. Mademoiselle De Brie était-elle donc sans talent, et faut-il aller chercher dans une sorte de chronique scandaleuse des coulisses du temps, le motif qui détermina Molière à l'engager, elle et son mari, dans sa troupe d'excellents comédiens ? Il faut, selon nous, faire bon marché de ce mauvais livre, publié en 1688 à Francfort, chez Fraus Rottemberg, et qui avait pour titre : *La fameuse Comédienne ou histoire de la Guérin*. Ce petit roman graveleux ne doit être consulté qu'avec une extrême réserve ; et que peut d'ailleurs nous importer la rivalité qui aurait existé, au dire de l'auteur du libelle, entre mademoiselle De Brie et mademoiselle Duparc ? Il nous suffit de savoir que ces deux actrices avaient du talent pour justifier leur présence au milieu des comédiens de Molière et les soins attentifs dont celui-ci les entourait.

Edme Villequin demeura avec sa femme dans la troupe de Molière jusqu'à la mort du poète et jusqu'à la dissolution du théâtre du Palais-Royal en 1673. Ces deux artistes passèrent alors à la salle Mazarine, dite Guénégaud, où ils continuèrent à jouer, Villequin jusqu'à sa mort en 1676, mademoiselle De Brie jusqu'au 14 avril 1685, date de sa retraite du théâtre ; elle avait, dit-on, alors soixante-cinq ans. Elle serait née, en effet, suivant quelques auteurs, en 1620, et Mazurier indique le 19 novembre 1706 comme étant la date de sa mort, à l'âge par conséquent de quatre-vingt-six ans. Ces différentes dates ne sont appuyées par aucun acte authentique, et les dires des biographes des De Brie n'ont pu jusqu'ici être contrôlés.

Grange, d'un fils de François Gosmond, maître charpentier de l'artillerie de France.

Nous avons pourtant lieu de les croire exactes, car, avec la date précise de la naissance de Villequin, que nous venons de donner pour la première fois dans ce petit travail, nous savons qu'en 1653 Edme Villequin avait quarante-six ans, et il était déjà marié avec mademoiselle De Brie qui en aurait eu alors trente-trois. Les proportions d'âge entre les époux De Brie nous apparaissent ainsi dans les limites ordinaires, et il nous serait difficile d'admettre qu'elle fut née vers 1630 ou 1635, par exemple, comme on a essayé parfois de l'insinuer, puisqu'alors, en 1685, elle n'eût été âgée que de 50 ou 55 ans : ce qui ne justifierait plus le quatrain qui lui était adressé et que nous avons rapporté. De plus, en 1653, déjà mariée avec un homme âgé de 46 ans elle n'en aurait eu que 18 ou 23, ce qui eut constitué une bien grande disproportion d'âge.

Quant à Edme Villequin il est mort à Paris, pour ainsi dire sur la brèche, en combattant, ou plutôt encore acteur du théâtre Mazarine, le 9 mars 1676, à l'âge de soixante-neuf ans. Son acte de décès, inscrit sur les registres de l'église Saint-André-des-Arts, et analysé par Jal dans son *Dictionnaire historique*, porte cette mention : « Est décédé Edme de Brie, bourgeois de Paris, rue Guénégaud. »

Tels sont les seuls renseignements précis que nous avons pu recueillir sur deux des comédiens de Molière. Il reste, on le voit, beaucoup à découvrir encore pour compléter le récit de cette vie d'artistes et de comédiens nomades ; notre but aura été atteint si, dans l'avenir, l'on veut bien nous citer comme un des premiers biographes des acteurs De Brie.

UNE DALLE FUNÉRAIRE DU XIV^e SIÈCLE.

PROJET DE RÉTABLISSEMENT DANS L'ÉGLISE SAINT-ASPAIS
DE MELUN.

Rapport présenté à la Section de Melun,

PAR M. G. LEROY,

Membre fondateur (**Section de Melun**).

Messieurs,

En posant la base de ses statuts, notre Société s'est donné notamment la mission d'étudier le passé de notre pays, de veiller à la conservation de ses monuments, d'écarter dans la mesure de son action, les causes de destruction qui pourraient les menacer. Si nous consultons les bulletins de ses travaux, nous voyons qu'en diverses circonstances elle a rempli cette partie de son programme, soit en appelant l'attention des autorités locales sur certains édifices livrés à l'indifférence ou à l'oubli, soit en faisant relever à ses frais des monuments lapidaires que leur disposition dans le pavage des églises vouaient à une destruction certaine.

Désireux de continuer cette tradition, vous avez nommé, dans une de vos récentes séances, une commission à l'effet d'examiner une dalle funéraire qui vous était signalée et dont la conservation vous était demandée pour son intérêt artistique, outre le souvenir historique local qui peut s'y rattacher. Cette commission composée de MM. Gillet, Lhuillier et Leroy, s'est réunie, elle a délibéré sur l'objet de sa mission, et je viens, en son nom, vous présenter les propositions auxquelles elle s'est arrêtée.

Il s'agit d'une dalle funéraire provenant de l'Hôtel-Dieu St-Jacques qui existait à Melun, rue de l'ancien Marché au blé. Sa hauteur est de 2^m20 et sa largeur de 1^m09. Elle date du xiv^e siècle et se trouvait originairement placée dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu, sur la sépulture d'un frère ou administrateur de cet établissement. Transportée à Saint-Aspais, elle y fut employée comme table d'autel à la chapelle de la Vierge et resta ainsi ignorée jusqu'à la réfection de cette chapelle, il y a sept ou huit ans. Ce fut alors qu'on la

déposa dans le chantier de M. Andoque, marbrier, où votre commission l'a examinée.

Une croix d'un dessin correct et pur, qui rappelle les lignes harmonieuses du ^{xiii}^e siècle, en est l'ornement principal. A la jonction des branches, l'agneau crucifié; aux extrémités, les animaux symboliques des évangélistes, le lion de saint Marc, le bœuf de saint Luc, l'ange de saint Mathieu, l'aigle de saint Jean. Au sommet des lignes verticales de l'inscription, l'écusson du défunt, chargé d'un oliphant, accompagné de trois feuilles de lierre, deux en chef, une en pointe. Enfin cette décoration générale est complétée par une inscription en lettres gothiques, le tout d'une gravure et d'un dessin très-remarquables. Les estampages que j'ai l'honneur de vous soumettre vous feront mieux apprécier cette décoration qu'une description si minutieuse et si détaillée qu'elle puisse être.

Deux lignes manquent à l'inscription. En rectifiant certaines incorrections provenant sans doute du graveur, le reste peut être lu ainsi :

1^{re} ligne. *Reg...* (le reste manque).

2^e — *Sub pede Ranulphus jacet appulsus nece stratus*

3^e — *Hujus dapsilitas discretio maxima regis*

4^e — *Hospicii probitas remanent quasi regula legis*

5^e — (Manque.)

6^e — *Pro tanto digno domino det quisque precamet. Cœlesti regno sibi lucida vita sit. Amen.*

Raoul, le défunt, emporté par une mort violente, se distinguait par sa bienfaisance, sa discrétion, sa probité, qui lui faisaient garder les règlements de l'Hôtel-Dieu, hôpital royal, comme dit l'inscription. Enfin une prière est demandée pour un si digne seigneur, afin que les joies du céleste royaume lui soient acquises.

Le personnage paraît être le même que *Radulphus nobilis*, frère de la Maison-Dieu Saint-Jacques, dont il est question dans un acte de l'an 1335 conservé aux archives de l'hospice de Melun.

Quoi qu'il en soit, votre commission a pensé que ce monument, intéressant au point de vue de l'art et rappelant le souvenir d'un établissement hospitalier qui rendit des services aux populations de l'ancien Melun, ne devait pas être délaissé. A l'unanimité, elle vous propose d'en assurer la conservation et le rétablissement dans l'église de la paroisse dans l'étendue de laquelle se trouvait saint

Jacques, c'est-à-dire à Saint-Aspais. D'accord avec MM. le maire, le curé et l'architecte, elle a déterminé l'emplacement qu'il occupera, dans un endroit apparent, si, comme votre commission l'espère, vous acceptez ses propositions.

Les fractures et dégradations, la mise en place et l'inscription constatant le rétablissement sous les auspices de la Société archéologique, nécessiteront des travaux dont le devis, dressé par M. Andoque, s'élève à 65 francs, prix ferme et à forfait.

Dans ces conditions, votre commission vous propose de voter le rétablissement, dans l'église Saint-Aspais, de la tombe de l'ancien frère ou administrateur de l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques, et de l'autoriser à compléter sa mission en convenant avec M. Andoque du prix de 65 francs pour tous frais occasionnés par ce rétablissement. Cette somme sera prélevée sur le budget particulier de la Section de Melun.

Votre intervention dans la conservation de ce monument, ainsi préservé d'une destruction fatale, sera constatée par l'inscription suivante, à l'exemple de ce qui s'est fait en pareille circonstance dans les églises de La Croix-en-Brie, Jouy-le-Châtel, etc.

*Dalle funéraire
de Raoul, administrateur
de l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques de Melun,
au XIV^e siècle.*

*Rétablie par les soins de la Société archéologique
de Seine-et-Marne.
M.DCCC.LXXII*

Dans sa séance du 1^{er} décembre 1872, la Section de Melun, adoptant les propositions du rapport qui précède, a décidé le rétablissement, dans l'église Saint-Aspais, de la dalle funéraire de l'ancien administrateur de l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques. Cette décision a été exécutée dans le courant du même mois.

ÉTUDE SUR LA VIE ET LES ŒUVRES DE SAUVÉ DE LA NOUE

PAR M. E. BOQUET-LIANCOURT,

Vice-Président (**Section de Meaux**).

Cette étude commencée il y a longtemps déjà, fut arrêtée par le manque de renseignements authentiques. En la publiant aujourd'hui, je ne me dissimule pas qu'elle n'est encore qu'une ébauche fort incomplète. J'espère que de nouveaux documents me permettront d'en modifier et d'en compléter certaines parties. Je demande à tout le monde ces documents qui me font défaut.

En attendant, je dois indiquer les sources où j'ai puisé les éléments de cette esquisse, ce sont :

La biographie de Michaud et quelques autres biographies ;

Les *Œuvres de Théâtre* de Sauvė de Lanoue, éditées par Duchesne en 1765 ;

De précieuses communications dues à M. Lhuillier, notre confrère, auteur de travaux biographiques et bibliographiques sur Seine-et-Marne ;

Quelques faits glanés de côté et d'autres ;

Enfin la correspondance de Voltaire, véritable journal du dix-huitième siècle, qui a été pour moi une mine inestimable.

I

C'est une triste chose que la gloire, souvent usurpée ou acquise par des moyens peu honorables, toujours précaire et courte ; elle est bornée comme la mémoire des hommes qui ne peut apprendre un nouveau nom, sans en oublier un autre aussitôt. Je ne connais pas d'image capable de mieux donner sa juste mesure que ces grands tableaux de bois noir sur lesquels on trace à la craie des noms, des figures, des chiffres ; quand on veut y inscrire de nouveaux caractères, une éponge mouillée efface les anciens.

Cependant de pauvres mortels qui n'ont qu'une heure pour être heureux, se donnent mille tracas pour procurer à leur nom ce retentissement éphémère.

Aujourd'hui les grands hommes du dix-neuvième siècle sont en instance pour prendre rang sur ce tableau changeant. Les illustrations du dix-huitième siècle pâlisent comme les étoiles au matin. Combien sont déjà invisibles qui eurent leur moment d'éclat.

Parmi ces pauvres renommées qui s'éclipsent, il en est une qui ne fut pas des plus éclatantes, mais qui eut cependant sa raison d'être, et dont, nous, ses compatriotes, nous devons réunir les titres, pour les préserver d'un trop rapide oubli. Je veux parler de Sauvé de Lanoue, l'auteur de *Mahomet II*, de la *Coquette corrigée*, et de plusieurs autres productions qui ne leur sont pas inférieures.

Jean Sauvé naquit à Meaux le 20 octobre 1701 et fut baptisé le 23 du même mois à la paroisse Saint-Christophe. Les doutes qui pouvaient exister sur l'époque précise de sa naissance doivent disparaître devant l'acte de baptême de notre compatriote dont nous devons la connaissance à M. Lhuillier.

Le père de Jean Sauvé se nommait Louis Sauvé, sa mère Louise-Angélique Bourjot. Son père était chaudronnier. Il y a quelques années il existait encore à Meaux un chaudronnier du nom de Sauvé. La comédie humaine dans sa diversité, à côté de familles qui changent incessamment de milieu, d'état et de fortune, nous présente le spectacle opposé de certaines familles qui s'immobilisent malgré tout, et semblent rivées par un génie particulier, à certains lieux et à certaines conditions. Les pauvres que Jean Racine secourait de ses aumônes à La Ferté-Milon, ont eu des enfants qui, pauvres comme leurs parents, étaient encore dernièrement, après cinq ou six générations, assistés par la charité publique.

Il ne faudrait pas croire cependant que tous les membres de la famille Sauvé, fussent voués fatalement à la chaudronnerie. Un abbé Sauvé, chanoine de Faremoutiers avant la révolution, fut arrêté à Meaux, sous le Directoire, déporté à l'île d'Oléron, puis après le concordat, devint vicaire de la cathédrale de Meaux et mourut en 1809. Un autre Sauvé... mais je me réserve d'en parler plus tard.

Les parents de Jean Sauvé n'étaient pas riches. Sa marraine, Geneviève Lefranc ne savait pas même signer. Ce fut à la protection de Monseigneur de Bissy, évêque de Meaux, qu'il dut son éducation.

Bossuet, mort en 1704, avait jeté un tel éclat sur le siège épiscopal de Meaux, qu'il ne fallut pas moins qu'un grand seigneur,

un prince de l'église, pour occuper la place illustrée par son génie. Tel était Monseigneur Thiard de Bissy, cardinal en 1715, homme de cour, mêlé à toutes les affaires de cette époque, et l'un des plus riches prélats de ce royaume.

Grâce à sa protection, méritée sans doute par quelques signes d'une intelligence précoce, le jeune Sauvé commença ses études au collège des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève, collège établi dans l'ancien hôpital Jean-Rose et devenu plus tard le séminaire de Meaux. Ses succès le firent juger digne de parfaire son éducation au collège d'Harcourt qui était alors en grande réputation. Puis ses études terminées, en 1721, à l'âge de vingt ans, il débuta à Lyon, comme... comédien !

Cette conclusion singulière d'une éducation cléricale présente une énigme qu'aucun document ne résout, et laisse deviner un de ces drames intimes où la jeunesse lutte avec la misère et subit la loi de la nécessité.

Bien d'autres rencontrent cette épreuve au début de la vie. N'ayant pour patrimoine qu'une éducation libérale, présent souvent dangereux, ils subissent une série de déboires, et sont trop heureux de trouver à la fin quelque gagne-pain vulgaire, bien éloigné des rêves de leur jeunesse.

Il est probable que le cardinal de Bissy avait destiné Sauvé à l'état ecclésiastique, et que sa protection finit avec l'espoir qui l'avait suscité.

La biographie de Michaud nous apprend que Sauvé eut l'espérance de devenir précepteur dans une noble famille. Cette famille, d'après un autre renseignement, était celle de M. de Brou, ancien garde des sceaux. Le préceptorat était, au dix-huitième siècle, la carrière naturelle de tous ceux dont l'instruction dépassait la fortune : elle offrait au mérite des perspectives indéfinies et devait séduire une imagination jeune et ardente. Bossuet, Fénelon, Fléchier, Fleury, Dubois avaient ainsi commencé leur fortune. On pouvait se rendre nécessaire à son élève, agréable à sa famille, et que sait-on ? Eginhard fut aimé de la fille de Charlemagne. La sœur, la mère du jeune élève pourraient n'être pas insensibles, que ne rêve-t-on pas à vingt-ans ! Ce beau rêve eut un triste réveil, Sauvé qui était petit et laid, fut jugé sur l'apparence. Quelque bellâtre obtint la place refusée à son mérite inconnu.

Il fut très-mortifié de cet échec qui peut-être lui épargnait bien des chagrins. Un siècle plus tard, par une coïncidence remarquable, un autre Sauvé, comme lui enfant de Meaux, et fils d'un

chaudronnier, après avoir fait comme lui de brillantes études au collège de Meaux, donné de grandes espérances, obtenait la place que le premier Sauvé s'était vu refuser : il devenait précepteur dans une grande famille ; mais au lieu du bonheur, il n'y trouvait qu'un amour sans espoir et une mort prématurée.

Rebuté dans ses premières démarches, il est probable que Sauvé fit encore d'autres projets, se rattacha à plus d'une espérance chimérique, jusqu'au jour où l'inflexible nécessité vint frapper à sa porte. Elle lui fut bonne cette marâtre, à tant d'autres néfaste, car elle lui conseilla le courage, le travail et l'honneur.

On peut croire aussi qu'une certaine vocation l'attirait vers le théâtre : cette supposition est corroborée par le talent qu'il y déploya tout d'abord, et plus encore par les obstacles naturels qui le devaient éloigner de cette carrière, obstacles qu'une énergique vocation pouvait seule surmonter. En effet, Sauvé n'avait rien des qualités extérieures que demande la scène. Le pauvre garçon était petit, il avait une si triste figure que le public ne pouvait s'empêcher d'applaudir, dans ses rôles, quelque allusion à sa laideur, comme il arrivait dans *l'Epoux par supercherie* où il récitait ce vers lamentable :

« Mon visage est ingrat pour exprimer la joie. »

Il avait en outre un voix sourde, des gestes empruntés, une tournure disgracieuse, mais il possédait une intelligence vive, juste, et il prouva une fois de plus qu'en toute carrière, l'intelligence est le premier élément du succès et qu'elle peut au besoin remplacer tous les autres.

On commettrait d'ailleurs une grave erreur, si l'on supposait que l'état de comédien était, au dix-huitième siècle, plus déconsidéré que de nos jours. Si les comédiens étaient excommuniés, point sur lequel règne toujours une certaine obscurité, s'ils éprouvaient quelque difficulté pour se faire enterrer (voir ce qui arriva à la mort de Molière et de mademoiselle Lecouvreur), en revanche, ils étaient très-bien traités pendant leur vie. Molière, par son exemple, les avait mis hors page. Après Molière, beaucoup d'autres faisaient bonne figure dans le monde ; Baron, qui jouait les grands seigneurs, menait lui-même la vie d'un grand seigneur. On ne dérogeait pas à la noblesse en montant sur les planches de l'Opéra. Bref, pour un jeune homme sans argent, sans figure, sans protection, le théâtre était un pis-aller fort acceptable.

En débutant, Sauvé prit le nom de Lanoue, qui lui est resté.

C'était l'usage au théâtre, dans les lettres et dans la bourgeoisie, de se fabriquer ainsi des noms plus appropriés au rôle qu'on voulait jouer dans le monde. Poquelin de Molière, Arouët de Voltaire, Casanova de Seingalt, et cent autres en ont donné l'exemple. Le dix-huitième siècle n'était pas sévère pour ces usurpations de nom, et si on se livrait aujourd'hui à un examen sérieux des noms nobles qui subsistent encore, on trouverait que le plus grand nombre n'a d'autre origine qu'une usurpation d'un ou deux siècles. Cette bonne tradition, du reste, ne s'est pas perdue, elle se continue tous les jours. Il est probable que Sauvé fut inspiré dans le choix de ce nom par un souvenir du pays, car le nom de Lanoue figure avec honneur dans l'histoire de Meaux. Il fut porté par un des plus braves capitaines de Henri IV, blessé au siège de Meaux, et, depuis, on le rencontre fréquemment dans les vieux titres de la ville.

Sauvé de Lanoue débuta donc à Lyon en 1721, dans les jeunes-premiers rôles. Il triompha facilement de la défaveur attachée à sa figure ; à Lyon, comme à Strasbourg, comme à Rouen, à Lille, à Paris, à la ville et à la cour, dans les rôles comiques et dans les rôles tragiques, le succès ne l'abandonna jamais. Lanoue fut un des plus grands acteurs de son siècle. Le naturel et l'expression étaient les qualités dominantes de son talent. Il excella surtout dans les rôles tragiques. Voltaire, juge si compétent sur cette matière, n'hésite pas à le mettre au-dessus de tous ses contemporains.

« Vous croyez peut-être, écrivait-il à M. d'Argental, le 5 mai 1741, que je blasphème en disant que Lanoue, avec sa physionomie de singe, a joué le rôle de Mahomet mieux qui ne l'eût fait Dufresne. Cela n'est pas vraisemblable, mais cela est vrai. »

Ailleurs, le 5 juin de la même année : « Je sais que Lanoue a l'air du fils rabougri de Baubourg, mais aussi il joue, à mon avis, d'une manière plus forte, plus vraie et plus tragique que Dufresne. »

Enfin, le 25 décembre de la même année, faisant part d'un projet d'engager Lanoue à Berlin, il écrit : « C'est faire venir un singe de bien loin, mais ce singe-là joue très-bien, et je ne connais guère que lui qui pût mettre dans notre Mahomet et la force et la terreur convenables. »

Nous ne pousserons pas plus loin les citations. Notons seulement que Voltaire était un juge des plus difficiles à satisfaire dans un art où il excellait lui-même ; que son témoignage, qui n'est pas moins explicite sur la laideur que sur le talent de Lanoue, étant

adressé à un tiers, ne peut être suspect de flatterie, et n'a rencontré aucun contradicteur.

Un témoignage, c'est, hélas ! ce qui reste de tous les triomphes de la scène, de l'âme qu'on y a prodiguée, du frémissement électrique qui a fait battre tant de cœurs, des larmes qu'on a versées ; de Madame Malibran, de Rachel, de Rose Chéri, de tant de sublimes inspirées, il ne reste qu'un souvenir ! Heureusement pour la mémoire de Sauvé de Lanoue, nous le verrons débiter dans une autre carrière, où l'intelligence laisse des traces plus durables, et nous pourrons le juger sur pièce, sans demander à l'écho d'un siècle passé la raison de ses succès.

De Lyon, Lanoue se rendit à Strasbourg, cette ville si française, postée à l'extrémité du territoire, comme une vaillante sentinelle en face de l'ennemi, sentinelle aujourd'hui prisonnière, mais toujours française par le cœur ; Strasbourg était alors un centre littéraire et dramatique d'une certaine importance. Son théâtre renommé, où Adrienne Lecouvreur fit ses premiers pas, avait été l'école de beaucoup d'acteurs distingués. Il y avait quelque gloire à y réussir. Lanoue y eut le même succès qu'à Lyon, et débuta heureusement, comme auteur, par une comédie allégorique, en un acte et en vers, *Les deux bals*, qui fut représentée en 1734. Il avait alors trente-trois ans.

Ce début est presque un chef-d'œuvre. Je ne crois pas exagérer en me servant de ce grand mot dont je serai sobre en appréciant les œuvres de Lanoue. Esprit distingué, il fit toujours preuve de talent, de goût, d'imagination, mais il ne dépassa pas, à mon avis, l'éclat de ses débuts.

Je prie les incrédules de vouloir bien lire cette comédie. La lecture en est facile, agréable, et seule elle peut donner une idée du ton, du charme de ce genre de pièces délicatement brodées sur le plus simple canevas.

Comus et Mercure donnent chacun un bal. Comus a invité les dieux, et espère avoir les déesses à leur suite. Mercure fait le calcul opposé, il invite les déesses, et grâce à elles, réussit à attirer tous les dieux.

Sur cette donnée on ferait aujourd'hui quelque bouffonnerie grotesque comme *Orphée aux enfers* ou *la belle Hélène*. Ce genre de parodie à outrance n'était pas inconnu de nos pères. Le théâtre italien de Ghérardi en fait foi ; mais rien n'est plus éloigné de la plaisanterie voilée, de la gaieté délicate, du badinage élégant, et des fines allusions de la pièce de Lanoue.

La mythologie est aujourd'hui passée de mode, et pourtant c'était un cadre gracieux qui avait de grands avantages à la scène : avec des personnages connus depuis deux mille ans, les caractères étaient indiqués d'avance. L'auteur et les spectateurs, débarrassés de ces longues expositions qui retardent l'action, entravent l'intérêt, s'abordaient avec plus de vivacité.

Quand on n'a pas le génie créateur de Molière ou de Shakespeare, on est heureux de trouver des types connus de tout le monde. La comédie italienne a vécu des siècles avec des personnages qui ne sont guère moins vieux que les dieux d'Homère. La tragédie n'en a pas fini encore avec la famille d'Agamemnon. Après tout les noms changent, les choses restent. Léandre s'est appelé Eraste, Horace, il s'appelle aujourd'hui Léon, Maurice ou Lucien ; il est toujours amoureux d'Isabelle ou d'Agnès, et toujours avec l'aide de Mercure ou d'Arlequin, de Figaro ou de Scapin, et surtout avec l'aide de sa jeunesse, il trompe le docteur Bartholo, Sganarelle ou maître André.

La comédie humaine au fond est toujours la même. Quand elle est vive, gaie, spirituelle, peu importe les noms.

Par cet heureux début, Lanoue avait trouvé sa voie. Compté immédiatement parmi les espérances du monde littéraire, il acquit une position prépondérante au théâtre. Arbitre et interprète de ses camarades, il fut chargé de composer les compliments qu'on adressait au public. Il s'en acquittait à merveille, en vers comme en prose. En même temps il entra en relation avec les notabilités de la littérature, recevait de Paris les félicitations et les invitations les plus flatteuses, formait à Strasbourg même de brillantes relations et, sans abandonner la pratique de son art, préparait dans le travail du cabinet, les autres pièces qui achevèrent sa réputation.

Il quitta Strasbourg au milieu de l'année suivante, pour faire représenter au théâtre Italien de Paris *le Retour de Mars*, comédie allégorique en un acte et en vers, qui fut jouée le 20 décembre 1735.

Cette comédie est le pendant exact des *Deux bals* : même grâce, même esprit délicat, des détails charmants sur une fable limpide.

Mars va revenir, Venus rappelle à sa cour la Fidélité qu'elle avait exilée et se dispute avec elle. Thémis, Plutus, Apollon prennent congé de la déesse. On rapporte à Venus l'Amour qui avait accompagné son amant. Il est mourant. Mars l'a exténué de

fatigue, grisé dans les cabarets, oublié auprès de quelque Maritorne. Enfin paraît le dieu des combats, habillé en officier français. Vénus le querelle d'abord, et bientôt lui pardonne en faveur de son nouveau costume.

Voilà tout et c'est charmant. Je ne redirai pas ici ce que j'ai dit des *Deux bals*. C'est le même talent, ce fut le même succès, rendu plus vif encore par l'importance du théâtre où il se produisit. Ce succès ouvrait à deux battants les portes du théâtre Italien à Lanoue, comme acteur et comme auteur. Le duc de La Trémouille l'engageait vivement à y entrer, mais un attrait plus puissant l'appelait ailleurs.

II

Il y avait alors à Paris une jeune actrice, Mademoiselle Gauthier, d'un certain talent, quoi qu'un peu froide, au dire de Voltaire, mais aimable, belle, gracieuse. Elle avait obtenu pour cinq ans le privilège du théâtre de Rouen. Lanoue en devint amoureux, et Mademoiselle Gauthier eut assez de discernement pour apprécier son mérite. Lanoue s'associa à son entreprise, il la suivit à Rouen, à Douai, à Lille. Plus tard à son tour, elle le suivit à Paris ; ces deux existences furent longtemps unies, et, au milieu des liaisons éphémères du théâtre, donnèrent un rare exemple de constance.

Il paraît cependant que cette union eut ses jours d'orage. « Il faut, dit Voltaire, dans une lettre du 13 mai 1741, adressée à Cideville, il faut que Mademoiselle Gauthier ait récompensé en lui (Lanoue) la vertu, car ce n'est pas à la figure qu'elle s'était donnée, mais à la fin elle s'est lassée de rendre justice au mérite. »

Dans une lettre antérieure, du 28 janvier, au roi de Prusse, Voltaire, qui est la gazette et même la gazette fort indiscreète de son temps, — ne nous en plaignons pas ! — Voltaire indique l'époque précise de cette brouille qui eut lieu à la fin d'octobre 1740, et fit connaître à Lanoue les tourments d'une jalousie trop justifiée. Cependant l'orage ne fut que passager. La paix se rétablit dans ce ménage artistique qui se continua longtemps encore. La correspondance générale nous en fournit de nombreux témoignages.

Ne nous appesantissons pas sur la moralité de ce genre d'unions. Le dix-huitième siècle était pour elles plein d'indulgence, toutes les fois qu'elles rachetaient, par leur durée, l'irrégularité de leur origine. Ce siècle n'est pas austère, c'est là son moindre défaut.

Lanoue passa donc cinq années à Rouen, cinq années laborieuses, car il était à la fois directeur, acteur, auteur et amoureux. C'est pendant son séjour à Rouen qu'il fit représenter à Paris, sa tragédie de *Mahomet II*.

A cette époque où la muse tragique jouissait d'une déplorable fécondité, où les vers alexandrins pullulait, où tout écolier sortait du collège avec une tragédie en poche, ce n'était pas chose facile que de faire distinguer une tragédie au milieu de tant d'autres tragédies. Lanoue eut ce bonheur. La tragédie de *Mahomet II*, représentée le 23 février 1739, fut regardée comme une tentative aussi heureuse que hardie, et fit événement dans les fastes tragiques. Les meilleurs acteurs de la Comédie française, Dufresne, Granval, Legrand, Sarrazin, Fierville, Mademoiselle Gaussin lui prêtèrent leur concours, et le succès fut digne de leurs efforts!

Le bruit de ces applaudissements se fit entendre jusqu'à Cirey. Voltaire dressa l'oreille : *Qu'est-ce que Mahomet?* écrivait-il à Thiriot, le 28 février, cinq jours après la première représentation. Le 7 mars, son impatience était au comble. Il écrivait à Cideville, qui habitait Rouen et qui était l'ami de Lanoue et le sien, pour le prier de lui procurer la pièce dont il entendait tout le monde faire l'éloge ; par avance, il en avait une si haute idée, qu'il priait Cideville d'engager l'auteur à dédier sa tragédie à Madame du Châtelet. Ce désir ne fut pas réalisé, je ne sais pourquoi.

Bientôt Voltaire eut enfin *Mahomet II*. Il en fut charmé, étonné, et trouva cette tragédie si fort de son goût, qu'il voulut avoir sa part du succès. Voltaire n'était pas précisément jaloux de ses rivaux, qu'il écrasait par sa prodigieuse universalité, mais il était avide de gloire, et, véritable dictateur de la république des lettres, il ne permettait pas qu'un fait important se produisît dans ses domaines, sans être marqué de son cachet.

Il imagina de faire une sorte de préface à la pièce de Lanoue. Voici ce qu'il écrivait à Cideville, le 3 avril :

« Mon cher ami, je vous remercie d'un des plus grands plaisirs que j'aie goûtés depuis longtemps. Je viens de lire des morceaux admirables dans une tragédie pleine de génie, et où les ressources sont aussi grandes que le sujet était ingrat. Mon cher Pollion, si ami des arts, qui vous connaissez si bien en vers, qui en faites de si aimables, je vous adresse mes sincères compliments pour M. de Lanoue. Si vous trouviez que mes petites idées valussent la peine de paraître à la queue de sa pièce, je m'en tiendrais honoré. Dites, je vous prie, à l'auteur, que je suis à jamais son partisan et son ami. »

Par le même courrier il écrivait à Lanoue :

« Votre tragédie est arrivée à Cirey, comme les Kœnig, les Bernouilly en portaient. Les grandes vérités nous quittent ; mais à leur place les grands sentiments et de beaux vers qui valent bien des vérités, nous arrivent... Votre ouvrage étincelle de génie et d'imagination, c'est presque un nouveau genre. »

Puis viennent les petites idées de Voltaire, fort longuement déduites, et qui ne sont autre chose qu'une poétique de la tragédie telle qu'il la concevait à cette époque.

L'admiration de Voltaire était sincère, car il éprouva le besoin de la faire connaître en termes à peu près semblables à M. d'Argental, à Lefranc, à tous ses correspondants. Trois mois après, l'enchantement n'avait pas cessé.

« Je trouve, disait-il à M. d'Argenson, qu'il faut beaucoup de génie pour faire porter une tragédie à un terrain si aride et si ingrat (4 juin 1739). »

Le jugement de Voltaire fut le jugement de tous ceux qui ont parlé de cette tragédie. On trouva généralement le sujet défectueux, le style inégal ; mais on reconnut que des vers sublimes, des situations pathétiques et un certain souffle héroïque qui traverse toute la pièce, avaient justifié le succès éclatant qu'elle obtint. Laharpe, venu plus tard, se montre un peu plus sévère, en qualité d'aristarque et de rival malheureux, qui

« Tout meurtri des faux pas de sa muse tragique,
Tomba de chute en chute au trône académique. »

Mais en résumé, il arrive à peu près aux mêmes conclusions.

Tel fut le verdict du dix-huitième siècle. Je suis heureux de le pouvoir consigner : ces fantômes tragiques qui ont passionné nos pères, sont si loin de nous aujourd'hui, qu'il faut un grand effort d'abstraction pour comprendre les motifs qui ont décidé de leur fortune. Il est plus facile et peut-être plus sûr de s'en rapporter à l'opinion des contemporains, qui les ont aimés, compris et admirés.

A distance, cependant, on peut porter un jugement plus général. Après que Corneille et Racine eurent élevé la tragédie française à un point de perfection difficile à dépasser, leurs successeurs, désespérant de faire mieux, essayaient de faire autrement, sans briser toutefois le cadre tragique qui stérilisait leurs efforts. Il fallut

un siècle pour opérer cet affranchissement. En attendant, chacun s'évertuait à innover. Voltaire introduisait sur la scène des Américains, des Scythes, des Chinois, même des Français, et leur faisait débiter, en tirades sonores, des pages de l'encyclopédie. Crébillon remplaçait la grandeur par l'emphase, et cherchait le succès dans l'exagération de la terreur, en faisant massacrer tous ses héros dans la coulisse. Lanoue essaya d'innover à sa manière, en resserrant encore l'unité déjà si restreinte du cadre tragique, et en concentrant l'intérêt sur un seul personnage. Aux trois unités classiques, il aurait voulu ajouter une quatrième unité, l'unité du personnage. Heureusement pour lui, sa pièce ne réalisa qu'imparfaitement cette déplorable théorie qui eût réduit la tragédie à n'être plus qu'un long monologue : étrange système qui ne pouvait germer que dans l'esprit d'un grand acteur. Et il déploya tant d'habileté, de verve, d'imagination et de force, qu'il parvint à rendre intéressant son héros, un monstre qui poignarde sa maîtresse pour apprendre la discipline à ses soldats.

Rien ne manqua à ce succès, pas même les parodies ; l'une est un opéra-comique intitulé *Moulinet I^{er}* : elle est de Favart, qui la dédia à Lanoue lui-même ; et celui-ci, d'humeur beaucoup moins irascible que Voltaire, la trouva si juste, qu'il ne put s'en offenser. (Des Boulmiers, Histoire de l'Opéra-Comique). Une autre parodie de Romagnési et Riccoboni avait pour titre : *La querelle du tragique et du comique* (Lhuillier.)

Mais un procès plus grave devait être intenté à Lanoue, à propos de *Mahomet II*, un procès en revendication de paternité.

Sénac de Meilhan, fils du premier médecin de Louis XV, administrateur distingué, auquel Marseille doit *les Allées de Meilhan*, et qui mourut dans l'émigration, ami du prince de Ligne et de la marquise de Créqui, après avoir publié plusieurs ouvrages plus estimables que connus, — Sénac de Meilhan, dans un ouvrage publié en 1795 sur l'ancienne société française, affirme que l'auteur de *Mahomet II* n'est pas Lanoue, mais M. Gayot. Ce M. Gayot, qui devint plus tard intendant de la guerre, était subdélégué de l'intendance à Strasbourg ; il était lié avec Lanoue, qui lui adressa, en 1735, une pièce de vers des mieux tournés, à l'occasion du jour de l'an.

Dès 1765, quatre ans après la mort de Lanoue, une affirmation semblable s'était glissée dans le *Journal encyclopédique*.

On peut hésiter en présence de pareilles autorités. Néanmoins, toutes réflexions faites, et sans réclamer pour mon opinion une

importance qu'elle ne saurait avoir, je pense que Lanoue doit être maintenu dans ses droits sur *Mahomet*.

Remarquons d'abord que Lanoue était parfaitement capable de faire une tragédie. Il en a fait ou plutôt il en a commencé trois autres que la mort seule l'empêcha de terminer, et dont les fragments ne paraissaient pas inférieurs à *Mahomet*.

Ensuite, on ne comprend pas les motifs qui auraient engagé M. Gayot à ce profond mystère. Qu'il n'ait pas voulu affronter les hasards d'une première représentation, on le conçoit ; que plus tard même, un respect exagéré de sa dignité, car il n'était alors que subdélégué de l'intendance, l'ait empêché de donner ostensiblement son nom à la pièce applaudie et imprimée, on le concevrait encore ; mais rien ne l'obligeait à être aussi discret avec ses amis et à se refuser, en petit comité, devant les initiés du Parnasse, à la petite gloire qu'il avait méritée. Le masque ne convient pas aux triomphateurs. La poésie n'était pas d'ailleurs à cette époque un crime capital. Elle n'empêchait pas l'abbé de Bernis, et quelle poésie ! de devenir ambassadeur, premier ministre et même cardinal.

Et ce secret, un secret de comédie, a été si bien gardé que pendant toute la vie de Lanoue, personne n'en a rien soupçonné ! Pendant vingt-deux ans, tous ses contemporains ont été dupes de cette supercherie ! Voltaire lui-même y a été pris, Voltaire si curieux de tous les cancans littéraires, si sceptique, si bien renseigné par sa correspondance presque universelle ! Il n'a pas été désabusé par les Choiseul dont M. Gayot était l'homme de confiance ; il n'a pas été désabusé par Lanoue lui-même, dont la probité bien connue repousse cette duplicité ! Réunissez toutes ces invraisemblances, elles constitueront, à peu de chose près, une véritable impossibilité. Il faudrait en tout cas, pour les combattre, autre chose que des assertions sans preuves.

Il est au surplus fort possible que M. Gayot, ami de Lanoue, n'ait pas été absolument étranger à la naissance de *Mahomet*. Peut-être en eût-il la première idée, peut-être aida-t-il Lanoue de ses conseils. Il aurait été, dans ce cas assez probable, son collaborateur, comme Thiriot, les Cideville, les d'Argental étaient les collaborateurs de Voltaire, ce qui n'empêcherait aucunement Lanoue d'être l'auteur véritable et responsable de la tragédie représentée.

Cette époque est la plus brillante de la vie de Lanoue, *Mahomet* donnait une dernière consécration à sa renommée. Pei é, estimé

de tout le monde, comme acteur, comme auteur et même comme homme de bonne compagnie, il n'avait que trente-huit ans, et tout semblait lui permettre de hautes espérances que l'avenir ne réalisa pas complètement.

Au commencement de 1740, il était à Douai, *directeur de la comédie*, toujours accompagné de Mademoiselle Gauthier; en 1741, il était à Lille, *entrepreneur des spectacles* (je copie la suscription des lettres qui lui étaient adressées), lorsqu'une perspective assez brillante s'ouvrit devant lui.

Frédéric le Grand venait de monter sur le trône de Prusse. Ce prince, amoureux de la gloire, assiégeait toutes les voies qui peuvent y conduire. Avant de l'emporter de vive force, sur les champs de bataille, il s'efforçait de la séduire, en devenant le protecteur et l'émule de tous les gens de lettres. Il correspondait avec les hommes les plus marquants de l'époque et projetait d'établir à Berlin une académie et un théâtre français. Il songea à Lanoue pour son théâtre. Voltaire fut chargé de la négociation. Voici ce que lui écrivait Frédéric, quatre mois après avoir monté sur le trône, en octobre 1740.

« Voudriez-vous engager le comédien, auteur de Mahomet deux, et lui enjoindre (expression toute royale !) de lever une troupe en France et de l'amener à Berlin le 1^{er} juin 1741. Il faut que la troupe soit bonne et complète, pour le tragique et pour le comique, les premiers rôles doubles. »

Lanoue avait été préparé d'avance par une lettre très-flatteuse de Voltaire du 20 août 1740. Néanmoins, il hésitait beaucoup à s'expatrier, et ne se décida, paraît-il, que par dépit amoureux. Nous laisserons Voltaire raconter cette petite histoire scandaleuse, dans sa lettre du 28 janvier 1741, adressée au roi de Prusse :

« Si après avoir donné des lois à l'Allemagne, votre majesté veut quelque jour se réjouir à Berlin, ce qui n'est pas un mauvais parti, qu'elle remercie la petite Gauthier !

« Pourquoi remercier la petite Gauthier ? me dira votre majesté. Voici le fait, sire : c'est que Lanoue, comme de raison, ne voulait pas quitter sa maîtresse tant qu'elle lui a été ou lui a paru fidèle, mais depuis qu'il l'a reconnue très-infidèle, votre majesté peut se flatter d'avoir Lanoue.

« Je crois devoir envoyer les mémoires et lettres que je reçus de Lanoue, lorsque je lui écrivis par ordre de votre majesté; elle verra, si elle veut s'en donner la peine, qu'il demandait d'abord quarante mille écus. Ensuite par la lettre du 23 octobre il ne veut plus s'en-

gager. Mais le 28 octobre il s'engagea, parce qu'il fut quitté par sa donzelle, du 23 au 28 octobre.

« A présent, sire, cet amant malheureux attend vos derniers ordres pour fournir ou ne pas fournir baladins ou baladines pour Berlin. Il presse beaucoup et demande des ordres, à cause des frais qu'un délai entraînerait. »

Quel que soit le motif qui le détermina, Lanoue accepta les propositions du roi de Prusse, réunit une troupe d'acteurs excellents, et vint attendre à Lille les derniers ordres du roi. Malheureusement le 1^{er} juin 1741, le roi de Prusse était au camp de Strélen, il venait de gagner la bataille de Molwitz, et tout au dieu des combats, ne songeait plus à son théâtre.

Il en résulta que ce fut Voltaire qui profita de l'excellente troupe engagée pour le roi de Prusse. Voltaire était alors à Bruxelles, pour suivre un interminable procès de la famille du Chatelet. Il se délassait de la chicane en polissant sa tragédie de *Mahomet*, la plus travaillée, la plus aimée de ses tragédies, celle où se manifeste le plus complètement son système de composition et sa haine contre le fanatisme sacerdotal. Lille n'est pas loin de Bruxelles. Voltaire profita de ce voisinage et des acteurs de Lanoue, pour essayer devant le public de Lille l'enfant chéri de ses veilles.

Mahomet fut représenté à Lille près d'une année avant de l'être à Paris. Lanoue créa le rôle de Mahomet, Mademoiselle Gauthier, réconciliée, prêta à Palmyre ses grâces touchantes, et un très-jeune acteur, portant l'heureux nom de Baron, eut le talent de faire pleurer tous les spectateurs dans le rôle de Séide. Le succès fut immense. On fut obligé de donner quatre représentations consécutives, et le clergé demanda, en sa faveur, une représentation particulière qui eut lieu dans les bâtiments de l'intendance.

Voltaire fut enchanté de cette victoire et des acteurs qui l'avaient si vaillamment remportée. Nous avons déjà eu occasion, au commencement de cette étude, de citer les éloges qu'il donna personnellement à Lanoue; il n'est pas moins explicite sur les autres acteurs que Lanoue avait formés et électrisés par son exemple.

« C'est, dit Voltaire, la meilleure troupe d'acteurs qui ait jamais été en province.

« Je doute fort qu'on trouve à la Comédie française quatre acteurs comme ceux qui ont joué *Mahomet* à Lille. (Lettre à M. d'Argental du 5 mai 1741.)

Toutes les lettres de Voltaire à cette époque sont également pénétrées de cet enthousiasme pour Lanoue et ses acteurs.

C'est à cette occasion que Voltaire adressa à Lanoue une pièce de vers où se trouve condensée toute la quintessence de son esprit :

« Mon cher Lanoue, illustre père
De l'invincible Mahomet,
Soyez le parrain d'un cadet
Qui sans vous n'est pas sûr de plaire.
Le vôtre fut un conquérant;
Le mien a l'honneur d'être apôtre,
Prêtre, filou, dévot, brigand ;
Faites-en l'aumônier du vôtre. »

Cependant au milieu de ces éloges et de ces prospérités apparentes, Lanoue se trouvait dans une position des plus critiques. Il n'avait pu enrôler pour Berlin la meilleure troupe d'acteurs qui ait jamais été en province, avec les premiers rôles doubles pour le tragique et pour le comique, suivant les instructions du roi de Prusse, sans prendre de lourds engagements. Le roi de Prusse n'était pas parfait. Voltaire, qui l'encensait alors, lui reconnaissait déjà un défaut : les autres se manifestèrent plus tard. Ce défaut était une extrême parcimonie. Le roi de Prusse tirait la négociation en longueur, déclinait les promesses qui avaient été faites en son nom, proposait à Lanoue un engagement personnel, fort différent de ses premières propositions, ne lui envoyait pas d'argent, mais en compensation, lui promettait une pension à Berlin, et finalement refusait de faire droit à ses justes réclamations.

Cette négociation traîna jusqu'au commencement de 1742. Voltaire, qui en était l'intermédiaire naturel, reconnaissait le bon droit de Lanoue, mais il gardait une neutralité plus prudente que glorieuse.

« Je n'ai pas écrit à Lanoue, disait-il à M. d'Argental, le 19 janvier 1742. Entre les rois et les comédiens, il ne faut mettre le doigt, non plus qu'entre l'arbre et l'écorce. Je ne veux me brouiller ni avec le roi de Prusse, ni avec un roi de théâtre. »

Le 28 du même mois, il écrivait à Lanoue : « Mon cher Mahomet, mon cher Thraséas, j'ai envoyé votre lettre à celui qui serait heureux s'il se bornait au plaisir que les hommes tels que vous peuvent lui donner. S'il vous connaissait, je sais bien ce qu'il ferait, ou du moins ce qu'il devrait faire. Je ne doute pas que vous n'obteniez les choses très-justes que vous demandez. »

Notons que Voltaire, le premier promoteur de ce projet, préfère-

rait alors que Lanoue n'allât pas à Berlin. Il aimait bien mieux l'avoir à Paris pour jouer *Mahomet* et ses autres tragédies.

« Ce qui me rassure, écrivait-il à M. d'Argental, le 25 décembre 1741, c'est que Lanoue aime fort Mademoiselle Gauthier et que sûrement on ne peut quitter ce qu'on aime pour le roi de Prusse. La place de premier acteur à Paris vaut bien une pension à Berlin. »

Et à Cideville, le 19 janvier 1742 : « Je ferai jouer Mahomet (à Paris) s'il (Lanoue) vient dans la troupe. »

Trompé dans ses plus légitimes espérances, Lanoue congédia les acteurs qui devaient le suivre à Berlin, et les indemnisa avec une exactitude scrupuleuse. Sa fortune, péniblement gagnée par un travail de vingt années, succomba sous ce fardeau qui mit sa probité dans tout son jour. Un pauvre comédien de province donna au conquérant de Silésie cette leçon sévère de probité. Ensuite, laissant de côté les fumées de l'ambition et la carrière hasardeuse des directions; simple acteur comme devant, il chercha son gagne-pain dans l'exercice de son art, qu'il continua sans relâche, jusqu'au jour où ses forces épuisées trahirent son courage.

III

Il n'eut, au surplus, en fait de théâtre, que l'embarras du choix. On le demandait de plusieurs côtés à la fois. Depuis quelque temps déjà, Messieurs les ducs d'Aumont et de Rochechouart, qui, en qualité de gentilshommes ordinaires de la chambre, avaient la haute surintendance des théâtres royaux, l'engageaient à venir à Paris. Il suivit leur conseil, débuta à Fontainebleau, où se trouvait la cour, le 14 mai 1742, dans le *Comte d'Essex*, de Thomas Corneille, et quelques jours après à Paris, où il fut reçu avec un applaudissement universel. Dès lors il fit partie de la Comédie française, où il mérita pendant quinze ans la faveur du public et l'estime de tous ceux qui le connurent.

Cette estime justifiée par sa probité, par son talent, lui attira d'honorables protections et des distinctions flatteuses. Il put regarder comme une des plus glorieuses, d'avoir été choisi en 1746, conjointement avec Voltaire, pour travailler aux divertissements par lesquels fut célébré le premier mariage du dauphin. Les auteurs des deux *Mahomet* se trouvèrent ainsi émules et presque rivaux. Voltaire composa la *Princesse de Navarre*, et Lanoue *Zélisea*, comédie-ballet en trois actes et en prose, qui fut représentée pour la première fois le 3 mai 1746, à Versailles.

Le sujet choisi par Lanoue se prêtait merveilleusement à toutes les pompes qu'on voulait déployer à cette occasion : deux frères rivaux, pour plaire à la princesse qu'ils courtisent, évoquent l'un tous les prestiges de l'art, l'autre, les charmes de la simple nature. Inutile de dire que le champion de la nature l'emporte sur son rival. Cette conclusion prévue était de rigueur au dix-huitième siècle, qui avait la prétention d'adorer la nature. Les pastorales de Florian, les bergeries de Trianon n'étaient pas loin. Lanoue eut l'esprit de deviner la mode, ce qui fit son succès.

Du reste, toutes les ressources de l'art furent employées dans ce plaidoyer de la nature. Les meilleurs acteurs de la Comédie française, de l'Opéra et de la musique du roi, les peintres décorateurs les plus habiles, avaient été réunis pour concourir au spectacle, qui fut des plus splendides et arracha au prince blasé, qui l'avait ordonné, un sourire de satisfaction.

Il y a dans cette pièce un prince Zalaïr, qui a le privilège de faire évanouir par sa présence tous les artifices qui déguisaient la nature. On croyait être dans un palais magnifique ; on s'aperçoit subitement qu'on n'a autour de soi que des rochers arides. La lecture de *Zélisca* produit malheureusement un effet du même genre. Les grâces de mademoiselle Gaussin et de mademoiselle d'Angeville, les décorations de Slods, la musique de Jéliotte, chantée par mademoiselle Lemaure, les douze mille bougies qui éclairaient le fond de la scène, tout ce qui fit le succès de *Zélisca* s'évanouit pour le lecteur : il ne reste plus qu'un conte de fée, composé sur le motif le plus commun, dialogué dans un style assez élégant, mais sans originalité, sans invention, et digne de figurer dans les œuvres de Berquin.

On n'en jugeait pas ainsi en 1746. Le roi fut très-content, le public aussi. On trouva même généralement, étrange aberration, que *Zélisca* l'emportait sur la *Princesse de Navarre*. Mahomet deux battait Mahomet premier. L'un et l'autre, du reste, reçurent des marques de la munificence royale. Voltaire eut, pour sa part, la charge de gentilhomme de la chambre et d'historiographe de France. Lanoue fut nommé répétiteur des spectacles des petits appartements, avec mille livres de pension. Il fut également nommé, par le duc d'Orléans, directeur de son théâtre de Saint-Cloud.

On jouait alors la comédie un peu partout, et souvent on avait recours à l'obligeance et à l'expérience de Lanoue. Le maréchal de Luxembourg, le duc d'Aumont, le duc de la Trémouille, nombre de personnes notables de la noblesse et de la bourgeoisie

se faisaient un honneur de le compter parmi leurs amis. Lanoue eut encore un autre triomphe : par ses sages conseils il sut conserver aux sciences, où il s'illustra, et à la vie publique où l'attendait une mort héroïque, l'illustre Bailly qui avait eu dans sa jeunesse un accès de métromanie. La destinée le réservait pour des spectacles plus sérieux et des tragédies plus sanglantes !

Le reste de la carrière théâtrale de Lanoue n'offre rien de remarquable. Bientôt relégué au second rang par l'apparition de Le Kain dont l'astre plus jeune et plus brillant avait éclipsé le sien, il continua néanmoins à tenir son emploi sans trop de désavantage à côté de ce terrible rival. Il créa avec distinction des rôles importants, et, comme tous ses camarades, eut à subir quelques tracasseries de la part de Voltaire qui s'occupait de ses pièces et des moindres détails de chaque rôle, avec une sollicitude ombrageuse et exigeante. Lanoue, successeur de Dufresne, tenait naturellement à garder tous les rôles de son emploi ; Voltaire voulait lui enlever ceux qu'il jugeait ne pas lui convenir : de là quelques différends empreints d'une certaine aigreur, mais qui mettent en lumière le plus beau côté de Lanoue, l'estime et l'affection qu'il inspirait à tout le monde.

Voltaire obligé de se justifier devant ses meilleurs amis, devant M. d'Argental lui-même, Voltaire protestant de son estime pour le talent et la personne de Lanoue, Voltaire craignant d'être brouillé avec le duc d'Aumont à cause de Lanoue ! Quelle preuve de la haute considération que Lanoue avait su conquérir !

Cette estime, malgré ses tracasseries et ses épigrammes, Voltaire l'éprouva lui-même jusqu'à la fin. Il consultait Lanoue sur ses pièces et les changements qu'il projetait d'y introduire, lui donnait des conseils sur la manière de les interpréter. Enfin, le 20 décembre 1756, il écrivait encore au duc de Richelieu, pour lui demander comme une faveur *de la dernière importance* de faire jouer *Rome sauvée*, avant la retraite de Lanoue qui faisait Cicéron.

Avant de quitter le théâtre, Lanoue livra une dernière bataille littéraire, *la Coquette corrigée*, comédie en cinq actes et en vers, dédiée au maréchal de Luxembourg, qui fut représentée au théâtre Italien le 23 février 1756. Lanoue joua lui-même le rôle de Clitandre. La représentation fut précédée d'un discours en prose, où l'acteur-auteur réclame en fort bons termes, à ce double titre, l'indulgence du public.

Cette pièce eut une fortune assez singulière. Froidement accueillie à son début, elle n'eut qu'un petit nombre de représen-

tations. Deux tentatives de reprise ne furent pas plus heureuses. La pièce pouvait passer pour enterrée lorsque, plusieurs années après, une jeune et charmante actrice, Mademoiselle Contat, s'éprit du rôle de Julie, exhuma la pièce et la ressuscita si bien, qu'elle se maintint longtemps au répertoire : nouvelle preuve de l'influence prépondérante des acteurs sur les pièces de théâtre.

Les jugements de la critique sur cette comédie ne varièrent pas moins. Pour quelques-uns, *la Coquette corrigée* est le chef-d'œuvre de Lanoue. Les caractères sont finement observés, les scènes habilement conduites, et le style est excellent. Les éditeurs semblèrent partager cette opinion favorable, car *la Coquette corrigée* eut une publicité beaucoup plus étendue que les autres pièces du même auteur. Imprimée une première fois en 1757, peu de temps après son apparition sur la scène, elle eut d'autres éditions en 1776, 1784, 1785, 1786, 1818, et figure en outre dans plusieurs recueils de pièces choisies. Ajoutons que les deux vers les plus connus de Lanoue, appartiennent à cette comédie, deux vers que tout le monde cite, sans connaître leur auteur :

« Le bruit est pour le fat, la plainte pour le sot.
L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot. »

(Acte 1^{er}, scène 2).

Cependant, cet engouement fut loin d'être universel. Voltaire, en cet endroit, simple écho de l'opinion publique, écrivait à sa nièce, Madame de Fontaine, le 17 mars 1756 : « La comédie de Lanoue lui fera quelque bien, quoi qu'on dise qu'elle ne vaut pas grand' chose. » Plus tard, lorsque cette comédie fut rappelée à la vie par Mademoiselle Contat, Laharpe fulmina contre elle un véritable réquisitoire, qu'il termine en concluant qu'il n'y a dans cette pièce ni intrigue, ni caractères, ni situations, ni comique d'aucune espèce.

La vérité, je pense, se trouve entre ces deux extrêmes, assez justement exprimée dans le petit mot de Voltaire. *La Coquette corrigée* ne vaut ni plus ni moins que beaucoup d'autres comédies de l'époque. En attendant Beaumarchais, et malgré Marivaux, on faisait alors beaucoup de comédies ennuyeuses, à preuve les comédies de Destouches, celles de Dorat et même de Voltaire. Julie, la coquette corrigée par l'amour, est un caractère très-heureux et très-bien observé; on comprend la séduction qu'il exerça sur Mademoiselle Contat, et par Mademoiselle Contat, sur le public.

Malheureusement les autres rôles sont fades, odieux ou impossibles ; l'action se déroule avec une lenteur désespérante, et le vrai comique est complètement absent. Enfin, c'est là le défaut le plus choquant, comme l'a fort bien remarqué Laharpe, les personnages qui appartiennent tous au plus grand monde, parlent souvent comme des laquais. On est révolté quand le marquis dit à Julie :

« Après six mois d'épreuve, on dit décence encore,
Ah ! parbleu, finissez, ou je vous déshonore. »

Et Clitandre l'honnête homme, l'homme aimable de la pièce, qui finit par épouser Julie, lui dit entre autres gracieusetés :

« On peut vous désirer, mais vous aimer, jamais. »

En somme cette comédie, interprétée par une grande comédienne, pouvait être fort intéressante, mais elle ne saurait se passer d'une grande comédienne. Et pourtant le rôle de Julie est une heureuse conception, à laquelle il n'a manqué qu'un cadre plus sévère, plus travaillé, un meilleur entourage pour prendre place parmi les grandes créations du théâtre. Elle a quelque chose de Célimène, cette Julie, mais elle est moins complète, plus naïve, et peut-être plus réelle : quant à moi, je n'ai jamais rencontré Célimène, mais j'ai beaucoup connu Julie. L'amour l'a corrigée, comme Lanoue l'avait deviné, et elle est aujourd'hui une excellente mère de famille.

Il arriva à *la Coquette corrigée* ce qui est arrivé à *Mahomet II* : on en dénia la paternité à Lanoue. Miger, de Nemours, affirme que cette pièce est de M. de Montenault dont il avait été le secrétaire. Je ne discuterai pas longuement cette revendication. Lanoue ne perdrait peut-être pas beaucoup à n'être pas l'auteur d'une médiocre comédie. Il a de meilleurs titres à la gloire. Remarquons cependant qu'il serait bien singulier que Lanoue eût dédié au maréchal de Luxembourg une pièce dont il n'était pas l'auteur, plus singulier encore qu'en remerciant le maréchal de sa protection, il eut osé dire, dans sa dédicace, que c'est grâce à cette protection, qu'il lui a été possible d'observer le grand monde et d'y saisir les travers qu'il a retracés dans cette comédie. On pourrait de plus signaler entre *Mahomet II* et *la Coquette* une certaine ressemblance de composition, un système d'unité exagérée, un parti pris de subordonner tous les caractères au caractère principal,

qui trahissent la même origine. Mais plutôt que d'entrer dans ces considérations qui m'entraîneraient trop loin, j'aime mieux dire qu'en général ces revendications tardives me sont très-suspectes, quand l'auteur présumé des pièces contestées n'est plus là pour défendre ses droits ; et que, sauf en des cas exceptionnels, elles doivent être tenues pour nulles toutes les fois qu'on ne prouvera pas, par lettres authentiques de l'auteur, qu'au lieu d'être le père, il n'a été que leur parrain.

La carrière théâtrale de Lanoue touchait à sa fin. Sa voix, qui n'avait jamais été forte devenait insuffisante, sa santé était usée. Il quitta la scène en 1757, à la clôture de l'année théâtrale qui avait lieu à Pâques. Il fit ses adieux au public dans un discours modeste, ému et digne, qui se termine ainsi :

« Une santé affaiblie et incapable désormais des efforts qu'exige l'art que j'exerçais sous vos yeux, me réduit à une retraite précipitée, mais nécessaire.

« Je sens tout ce que je perds, messieurs, accoutumé depuis quinze ans à toutes les preuves de votre bienveillance, j'en reçois aujourd'hui le dernier témoignage ; permettez-moi de le regretter, permettez-moi de vous en marquer la reconnaissance la plus vive et la plus sincère : mon cœur est pénétré... Mais ce serait abuser de cette bienveillance généreuse, que de vous entretenir plus longtemps d'une perte qui ne doit être sensible que pour moi. »

IV

Lanoue avait alors cinquante-six ans. Il comptait employer le reste de sa vie à de nouvelles compositions dramatiques, mais il survécut peu à sa retraite et mourut à Paris, à l'âge de soixante ans, le 15 novembre 1761.

Ses loisirs n'avaient pas été inoccupés. On trouva dans ses papiers l'ébauche de plusieurs tragédies et une comédie en un acte et en vers, entièrement terminée, *l'Obstiné*, qu'il destinait au Théâtre-Français et qui fut jouée à l'Odéon en 1810.

Il y a peu de chose à dire de ses ébauches tragiques. Elles devaient former trois tragédies, *la mort de Cléomène*, *Thraseas* et *Antigone*. Cette dernière, un peu plus avancée, avait été conçue à la manière antique, avec des chœurs, et, par ce qu'on en connaît, se rapprochait beaucoup de *l'Antigone* de Sophocle. Fragments tronqués mais imposants, ils font pressentir par la grandeur de leur dessin, la majesté de l'édifice dont ils devaient faire partie.

Mais il faut recommander *l'Obstiné* à tous les amateurs de bonnes comédies. C'est, à mon avis, ce que Lanoue a fait de plus complet. Il est malheureux pour sa gloire que cette pièce n'ait pas été jouée pendant sa vie. Elle l'eût certainement classé parmi les meilleurs auteurs comiques du siècle. C'est une petite comédie de mœurs, alerte, vive, gaie, où les caractères agréablement diversifiés, habilement soutenus, sont mis en jeu par une action rapide, comique et amusante, que termine Lisette par ce trait de satire :

« Enfin pour le moment, les voilà tous d'accord.
Il se dit corrigé, mais moi j'en doute fort.
Une femme pourtant est son plus sûr remède,
Si têtu qu'il puisse être, il faudra bien qu'il cède. »

Il y a une ombre à ce tableau, les vers sont trop souvent durs, mal liés, mal coupés; s'il leur manque ce dernier coup de lime que recommande Horace, la comédie n'en est pas moins charmante, Il est surprenant qu'elle n'ait pas inauguré le nouveau théâtre de Meaux, ouvert en 1845, — surprenant qu'aucun des directeurs qui se sont succédé dans cette ville, n'ait songé à mettre en scène cette pièce à laquelle le patriotisme Meldois, à défaut de son mérite très-réel, assurait un succès lucratif. Peu de personnes la connaissent; c'est la seule explication de cet oubli.

On a encore de Lanoue quelques pièces de vers, entre autres une épître adressée au roi et une ode composée en 1747, après la victoire de Lawfeldt et la prise de Berg-op-Zoom. Ces pièces sont des plus médiocres. Lanoue a échoué dans la poésie officielle comme Boileau, comme Voltaire, comme presque tous les poètes de cour. L'éloge réussit moins que la satire. Il semble que les Muses, qui longtemps habitèrent la Grèce, y sont devenues républicaines.

Et cependant Lanoue savait tourner un compliment avec la meilleure grâce du monde. Je demande à citer encore, pour le prouver, une petite pièce adressée à Madame de P... Prononcez hardiment : la marquise de Pompadour. Ce sera ma dernière citation :

« Par Apollon cette nuit transporté,
De vos secrets j'ai vu tout le mystère ;
J'ai vu les Dieux, l'un par l'autre excité
Perpétuer en vous le don de plaire.
.....
Vénus en souriant vous donna sa ceinture.

Apollon dans vos mains mit le sceptre des arts,
L'amour malignement vous offrit tous ses dards,
Vous n'en prîtes qu'un seul, dont l'atteinte était sûre :
J'en ignore l'effet, mais Junon en murmure. »

Voltaire n'eût pas desavoué ce dernier trait. Mentionnons encore une lettre au sujet de *Mahomet II*, une autre lettre à propos de *la Coquette corrigée*, adressée à l'abbé Desfontaines et insérée dans *le Mercure*, quelques discours de théâtre, voilà tout ce que nous connaissons de Lanoue.

Ses œuvres ne sont pas bien considérables ; un seul volume les contient, un seul volume, qu'importe ? L'esprit ne se mesure pas à la toise, et il y a véritablement bien de l'esprit dans ce volume. Sauvé de Lanoue, il faut le reconnaître, n'a produit en aucun genre, une de ces œuvres hors ligne qui dépassent le niveau des progrès déjà accomplis, et ouvrent à l'esprit humain de nouvelles perspectives. En tout ce qu'il a fait, il a suivi le goût et le génie de son époque, mais partout il a déployé un talent souple, ingénieux, brillant et varié. Dans le genre un peu secondaire des pièces allégoriques, je ne lui connais pas de supérieurs ; dans la tragédie, il est à peu près l'égal de tous les tragiques de son temps ; dans *la Coquette*, il vaut Destouches, et il le dépasse beaucoup dans *l'Obstiné*, où il arrive presque jusqu'à Regnard. Tous ces *accessits* valent bien, je pense, un prix d'excellence !

Mais quelle singulière mobilité dans la direction de ce talent ! Il débute par des pièces allégoriques et réussit si bien qu'il fait une tragédie. Sa tragédie réussissant, il fait une sorte d'opéra qui est accueilli avec la même faveur ; et, pour couronner cette carrière, où il n'y a de constant que l'inconstant et le succès, il termine par une grande comédie de caractères ! Comme un brillant météore, il parcourt successivement toutes les régions du monde dramatique. Il lui suffit de prouver que, dans tous les genres, il pouvait faire aussi bien que ceux qui faisaient le mieux ; puis, dédaignant de pousser plus loin sa victoire, il passe à une autre conquête. Était-il, comme Don Juan, poursuivi par le rêve d'un idéal supérieur, qu'il n'a rencontré nulle part ? Il est plus probable que ses goûts étaient flottants, que, doué d'une imagination brillante, d'un talent souple et facile, accoutumé, comme acteur, à prendre tous les tons, il suivait l'inspiration du moment et manquait de ce génie propre qui est le signe des grandes vocations.

Une assez bonne édition des œuvres de Sauvé de Lanoue, précédée d'une notice qui m'a beaucoup servi, a été publiée chez Du-

chesne, en 1765. Son portrait avait été dessiné par Monnet et gravé par Littret, en 1763, deux ans après sa mort. Je n'ai pu me le procurer. Je n'ai trouvé non plus aucun de ses autographes ; la collection des archives nationales, si riche en documents de ce genre, ne possède rien de Lanoue.

J'arrive au terme de cette étude trop incomplète. Je me suis efforcé, du moins, de ne pas surfaire le personnage qui en est l'objet, et de vous le présenter tel qu'il m'est apparu dans sa réalité. Sauvé de Lanoue ne fut pas un génie transcendant, ni un héros, ni un saint. Il fut, il l'a prouvé, un honnête homme, un artiste éminent, et un auteur dramatique d'un incontestable talent.

Sa vie a été modeste, mais heureuse. S'il ne fut pas favorisé sous le rapport de la fortune et des avantages du corps, il fut par compensation généreusement doté du côté de l'esprit. La bonne éducation qu'il avait reçue ne lui donna ni la richesse ni une haute position dans la société, mais elle le mit à même d'exceller dans la profession qu'il avait adoptée par choix ou par nécessité. Demander plus à l'éducation, ce serait s'exposer à de graves mécomptes. En somme, il réussit à peu près dans tout ce qu'il entreprit : comme acteur et comme auteur, il ne connut guère que le succès ; il eut même, chose rare, des succès posthumes. Par son talent, par sa probité, par son caractère, il conquit l'estime de tout le monde. En vérité, quand toutes ces qualités, quand tous ces bonheurs, instruction et intelligence, talent et succès, honorabilité et considération, se trouvent réunis chez un homme, sa destinée si modeste qu'elle soit, n'a rien à envier aux plus brillantes.

La ville de Meaux fit un acte de justice, quand pour perpétuer le souvenir de notre célèbre compatriote, elle donna à une de ses rues le nom de Sauvé de Lanoue.

Espérons que la ville de Meaux, lorsqu'elle ouvrira de nouvelles rues, trouvera pour les baptiser, de nouvelles illustrations parmi ses enfants.

NOTES.

Acte de baptême de Sauvé de Lanoue, tiré des registres de la paroisse Saint-Christophe de Meaux, année 1701.

« Ce 23^{me} jour d'octobre, a été baptisé Jean, né le vingtième du présent mois et an, fils de Louis Sauvé, M^e chaudronnier, et de

Louise-Angélique Bourjot, ses père et mère. Le parrein Jean Mutel, demeurant à Isles-Villenoy, la marreine Geneviève Lefranc, laquelle a déclaré ne scavoir signer.

« Signé : L. SAUVÉ, J. MUTEL, HOUBERT. »

Il est plus que probable que Sauvé de Lanoue est né rue du Grand-Cerf, n° 39, dans la maison qu'occupe aujourd'hui un chaudronnier nommé Leroux, qui a succédé au chaudronnier Sauvé dont nous avons parlé. Cette maison paraît avec été consacrée à la chaudronnerie et habitée par la famille Sauvé pendant des siècles. Remarquons que l'église Saint-Christophe, où fut baptisé Sauvé de Lanoue, avait une entrée rue du Grand-Cerf.

Si quelque personne, ce qui nous surprendrait, était curieuse de plus amples renseignements sur Sauvé de Lanoue, elle pourrait peut-être les trouver à Berlin, dans les papiers de Frédéric-le-Grand; à Rouen, à Lille, à Strasbourg, dans les archives de ces villes, et enfin dans les archives du Théâtre-Français. On annonce que M. Regnier, l'illustre professeur d'un art dont il a été le parfait modèle, doit publier un livre sur tous les acteurs qui ont marqué au théâtre français; on peut espérer que ce travail contiendra quelques détails sur les dernières années si peu connues de notre compatriote.



LE TRÉSOR DES ROCHOTTES

PAR M. AUG. LENOIR,

Secrétaire de la Section de Provins.

A peu de distance et au sud-ouest du petit village de Lizines, que traverse la voie romaine de Chailly à Sens, au sommet d'une légère éminence appelée dans le pays *la Butte des Rochottes*, existait autrefois, si l'on en croit la tradition, un château féodal qui portait le nom des *Roches* ou des *Rochottes*. Quelles mains élevèrent jadis ce château, aujourd'hui disparu ? C'est un point sur lequel la tradition ne s'explique pas. Fut-il construit sur l'emplacement d'un établissement romain, comme le voisinage de la voie pourrait le faire supposer, par un des seigneurs de Lizines ? N'était-ce qu'une simple forteresse isolée destinée à servir de refuge dans les temps malheureux où les guerres civiles et religieuses désolaient la France ? C'est ce qu'aucun document écrit ne permet de reconnaître. Les gens du pays assurent qu'au moment où la route de Coulommiers à Bray fut ouverte sur l'emplacement du perré des Romains, quelques fouilles faites à la butte des Rochottes, amenèrent la découverte de médailles et d'objets antiques, mais ces précieuses épaves qui eussent sans doute jeté le jour sur l'histoire ignorée et problématique du château des Rochottes, furent disséminées à tous vents.

Aujourd'hui, l'éminence dont je parle ne présente aucun vestige de constructions anciennes. Le sol, bouleversé par les excavations des carriers qui puisent en ce lieu des grès et du sable, permet, jusqu'à un certain point, par sa configuration, au milieu d'une plaine vaste, à peu de distance du chemin perré, d'adopter l'hypothèse d'une résidence fortifiée, sorte d'avant-poste placé aux confins de la petite province du Montois. On domine en effet de ce point tout le plateau qui s'étend depuis la tour de Lizines jusqu'à l'imposante église de Rampillon, et depuis la grande route de Paris à Bâle jusqu'au ravin de Cessoy, mais, nous le répétons, aucun pan de mur n'est resté debout pour établir la valeur de notre hypothèse.

Quoi qu'il en soit, c'est une opinion bien accréditée qu'un

château féodal existait autrefois sur la butte des Rochottes, et qu'il a disparu au temps des grandes guerres probablement au temps où les Bourguignons, ravageant le pays, brûlaient dans la vieille tour de Mons, où elle s'était réfugiée et où elle se défendait avec un courage admirable, la petite garnison du village, après un siège qui mérite de figurer au nombre des plus belles pages de notre histoire locale. On sait que, jusqu'à la révolution, une messe d'*Obit des onze-vingt-quatorze* rappelait, avec le nombre des victimes, l'héroïque défense des habitants de Mons.

Avec cette opinion admettant l'existence du château des Roches, il en circulait une autre, plus mystérieuse, qui prétendait qu'un trésor considérable avait été déposé dans les caves du château, lors du passage des ennemis. On ajoutait qu'après la ruine de l'édifice, ce trésor dont l'existence était ignorée des dévastateurs, était resté enfoui sous les décombres. Le temps avait passé sur ces événements lointains, mais la légende du trésor des Rochottes, restée intacte, se posait comme un problème décevant à l'imagination populaire.

On comprend ce que la découverte de ce trésor, grossi encore par la crédulité, dut allumer de convoitise dans le cœur des habitants des villages voisins. La butte des Rochottes devint sans doute le point de mire de tous les ambitieux et de tous les aventuriers; mais les recherches, pour être fructueuses, ne devaient avoir lieu que dans certaines conditions, sous certaines formes mystérieuses où se mêlaient les rites étranges de la sorcellerie et les prières empruntées aux cérémonies religieuses. Malgré les rigueurs de l'église et les poursuites criminelles dirigées contre ceux qui s'y livraient, ces pratiques bizarres, ces idées superstitieuses se perpétuèrent longtemps dans les campagnes.

En 1753, la croyance dans l'existence du trésor était encore vivace; elle donna lieu à un procès assez curieux dont toutes les pièces, qui existaient dans les archives de la prévôté de Lizines, ont été conservées en partie au vieux greffe du tribunal de Provins. Nous les avons trouvées reproduites en grande partie dans l'*Almanach du Montois*, publié en 1860 par notre savant confrère, M. Delettre, de Donnemarie, à qui la petite province du Montois est redevable d'une histoire très-intéressante, fruit de patientes et laborieuses recherches.

De ces pièces ont été extraits les détails qui suivent :

En janvier 1753, Gérard Moynet, vigneron à Chaumes, quittait sa résidence et venait s'établir à Bécherelles, sur la paroisse de

Dontilly. Il avait entendu parler du fameux trésor, et voulait étudier sur les lieux les moyens de le découvrir. Le hameau de Bécherelles qu'il avait choisi, n'est qu'à une faible distance du hameau des Rochottes, ce qui lui permettait d'explorer à son aise le climat qui recélait le précieux dépôt.

Pour l'aider dans son entreprise, Gérard Moynet s'associa secrètement Fiacre Serpillon, berger à Lizines. Après une étude approfondie du terrain, tous deux convinrent qu'ils choisiraient le jour du dimanche des Rameaux, pour mettre le projet qu'ils avaient conçu à exécution.

Les pratiques usitées en pareil cas voulaient que les recherches eussent lieu pendant « la lecture de la passion du sauveur, » qui est comme on le sait, l'évangile du jour. A l'heure de la messe, Gérard Moynet et Fiacre Serpillon se trouvèrent sur la butte des Rochottes, avec un certain nombre d'habitants de Lizines et de Sognolles, attirés par la curiosité et l'étrangeté du spectacle.

Les fouilles commencèrent, pendant que le prêtre à l'autel lisait l'évangile de saint Mathieu. Elles n'amenèrent la découverte d'aucun trésor. Après une heure d'inutiles recherches, les deux compagnons se retirèrent déçus, mais non découragés, et résolus à recommencer le vendredi saint, pendant la lecture de la passion que l'église emprunte cette fois à l'évangile selon saint Jean. Les curieux rassemblés se dispersèrent et racontèrent la scène de sorcellerie à laquelle ils avaient assisté.

Mais ce dimanche-là, l'église de Lizines n'avait pas été remplie du nombre accoutumé de fidèles, et M. le curé, mécontent, se fit conduire, après l'office, à la butte des Rochottes, afin de reconnaître et faire punir les curieux qui avaient déserté l'église pour les sorciers. Il se plaignit. L'affaire ébruitée parvint bientôt aux oreilles de la justice. Dès le lendemain, à la requête du procureur du roi de la généralité de Paris, au département de Provins, les cavaliers de la maréchaussée arrêtaient Moynet et Serpillon qui furent emprisonnés dans cette dernière ville.

Une instruction minutieuse fut commencée contre les deux accusés, qui subirent un premier interrogatoire devant l'assesseur en la maréchaussée de Provins. Plusieurs témoins furent entendus dans cette instruction qui se termina, après un nouvel interrogatoire des accusés en la chambre du Présidial, par un jugement d'incompétence rendu le 22 août 1753. Ce jugement renvoyait les deux accusés devant le prévôt de Lizines.

Un troisième interrogatoire eut lieu le 28 août 1753, par M. Jacques-Nicolas Letellier, avocat en parlement, prévôt, juge civil, criminel et de police, en la prévôté de Lizines.

Moynet, accusé principal, fut interrogé le premier. Aux questions qui lui furent faites par M. Letellier, Moynet, placé sur la sellette, répondit :

« Qu'il était âgé de 30 ans, qu'il professait la religion catholique, apostolique et romaine ; que la veille des Rameaux, il s'était rendu à Sognolles, chez Jean de B..., et que le lendemain ils étaient allés ensemble à Savins, à six heures, pour assister à la première messe ; puis qu'ils étaient revenus à un endroit où l'on assure qu'il y a un trésor de caché, et ce, dans l'espérance de le découvrir et d'en profiter ; qu'ils portaient des outils, qu'ils ont fouillé la terre durant trois à quatre heures, et qu'ils ont remarqué une espèce de voûte remplie de terre.

Interrogé sur les motifs qui lui avaient fait choisir le dimanche des Rameaux, et l'heure de la messe pour accomplir les fouilles, Moynet répondit :

« Qu'on choisit l'heure pendant laquelle on chante la passion, le dimanche des Rameaux, pour chercher les trésors, parce qu'à cette heure, les portes des trésors enfouis s'ouvrent d'elles-mêmes. »

Interrogé s'il ne faisait pas invocation au diable pour l'appeler à son secours, et s'il était parvenu à le faire venir, Moynet répondit :

« Qu'il se servait d'un petit livre qu'il tenait d'un berger de la Brie ; qu'il ne s'en était encore servi que pour le trésor de Lizines ; que n'ayant pas réussi le dimanche des Rameaux, il se proposait de continuer ses recherches le vendredi saint, s'il n'eût pas été mis en prison, et si le seigneur, M. de Mari-court, eût voulu le permettre. »

Interrogé s'il n'avait pas employé ou récité quelques prières ou proféré d'autres paroles, Moynet a répondu :

« Qu'il n'avait récité d'autres prières que l'une de celles qui se disent à l'église le jour des Rameaux et qui commence par ces mots : *Attolite portas principes vestras...*, qu'il fit quelques signes de croix, et qu'il n'a dit aucune parole de malice ; que c'était selon les anciens, la manière de trouver les trésors, parce que le diable était enchaîné par la vertu de la Passion que l'on chante, et pendant laquelle il n'a plus aucun pouvoir. Moynet ajoute qu'ils avaient piqué des rameaux en terre pour en fixer les points. »

Le petit livre cabalistique ayant été saisi et déposé au greffe, on lit dans le procès-verbal de description :

« Qu'il contient six petites feuilles écrites à la main; qu'au quatrième feuillet il y a la figure d'une poule noire, et sur les autres, des caractères irréguliers; que sur les trois premières pages se trouve une espèce de discours ou raisonnement, en français dans les onze premières lignes, et en mauvais latin dans le surplus, avec différentes figures de petites croix en divers endroits; que des invocations au démon sont écrites à la dernière page; que la manière de se servir de la poule noire est indiquée à la septième page. »

Le prévôt a procédé ensuite à l'interrogatoire de Fiacre Serpillon qui a répondu :

« Qu'il s'était présenté sur le lieu des fouilles, le dimanche des Rameaux, et que, d'après l'opinion des anciens du pays et de la commune renommée, Moynet avait fouillé *cinquante pas trop bas*; que lui, Serpillon, était allé là comme les autres habitants, pour satisfaire sa curiosité et qu'il n'avait donné que des conseils. »

Parmi les dépositions des témoins entendus par le prévôt de Lizines, nous citerons celles seulement qui nous ont paru plus intéressantes.

Etienne Billet, garde-vert à Lizines, a déclaré :

« Qu'il avait trouvé la veille des Rameaux deux individus à lui inconnus alors; que Moynet lui demanda s'il était homme de résolution et s'il voulait l'aider à chercher le trésor des Rochottes; qu'il avait un livre pour conjurer le diable et qu'il saurait bien le forcer à lui en ouvrir la porte. »

Voici la curieuse déposition du recteur des petites écoles à Lizines; elle établit qu'au XVIII^e siècle, il ne fallait point apporter de mauvais vouloir et de négligence dans l'accomplissement des devoirs religieux, si l'on ne voulait encourir l'amende et les disgrâces de son curé. Louis Sénard, âgé de 20 ans, a déclaré :

« Que le dimanche des Rameaux, après la messe, il a été requis par M. le curé de l'accompagner aux Rochottes, afin de reconnaître et faire condamner à l'amende les personnes qui s'étaient absentées de la messe, sous prétexte de voir des particuliers travailler à la découverte d'un trésor, que les gens du pays disent d'ancienneté être caché en ce lieu; qu'ils ont trouvé Serpillon et Moynet qui revenaient au village.

Interrogé par M. le curé s'ils avaient trouvé le trésor, Moynet

a répondu : « qu'il n'avait pu le découvrir parce que M. le curé « avait chanté la Passion trop précipitamment; mais que s'il était « libre, il y retournerait le Vendredi-Saint; qu'il viendrait à bout « de faire sa découverte, si M. le curé mettait *plus de temps à « chanter la Passion*; il ajouta qu'il avait un livre par le « secours duquel il obtiendrait le trésor; que lorsqu'il lisait dans « son livre, la terre s'enlevait et volait dessus pour l'empêcher de « lire, s'il ne se trouvait pas placé à la bonne place (la place du « trésor); mais que, arrivé dessus, la terre s'ouvrait d'elle-même « pour donner accès dans la voûte, et faciliter l'enlèvement du « trésor; que Moynet et Serpillon avaient apporté un sac à blé « pour emporter l'or et l'argent. »

Comme on le voit, Moynet et Serpillon étaient parfaitement convaincus de l'existence du trésor et savaient à quelle cause imputer l'insuccès de leur entreprise.

L'instruction ainsi terminée, il fut sursis au jugement et le prévôt rendit, le 5 septembre, une ordonnance par laquelle il relaxait, sur sa requête, Fiacre Serpillon, en sa qualité de domicilié sur la paroisse de Lizines, mais maintenait la détention préventive de Gérard Moynet, principal accusé.

Moynet réussit, le 25 septembre, à briser la porte de sa prison et à s'évader. On le chercha longtemps. Enfin le 21 février 1754, les cavaliers de la maréchaussée de Chaumes l'arrêtèrent dans cette ville et le ramenèrent devant le prévôt de Lizines.

Grâce à ces incidents divers, la procédure fut longue et laborieuse. Le dossier du procès fournirait la valeur d'un gros volume. Voici une rapide énumération des actes qu'il comprend :

Procès-verbal de capture des deux accusés, 16 avril.

Acte de saisie du livre dont Moynet était porteur.

Interrogatoires subis en la maréchaussée de Provins, 17 avril.

Ordonnance au bas d'iceux de soit communiqué, du 1^{er} juin.

Requête du Procureur du Roi, signée le 3 juin.

Ordonnance au bas, rendue par l'assesseur en ladite maréchaussée, portant permission d'informer.

Information au même siège, le 13.

Ordonnance de soit communiqué.

Conclusion du Procureur du Roi, 14 juin.

Décret de prise de corps contre les accusés par l'assesseur en ladite maréchaussée, du 23 juin.

Interrogatoires subis par Moynet et Serpillon, le 22 août, en la chambre du présidial de Provins.

Jugement d'incompétence rendu au présidial le même jour.

Requête du procureur fiscal de la prévôté de Lizines, portant plainte contre les accusés.

Ordonnance portant permission d'informer, du 27 août.

Interrogatoire desdits accusés, le 28 août.

Information faite à la requête du procureur fiscal, le 29 août, composée de six témoins.

Ordonnance de soit communiqué.

Conclusion du Procureur du Roi, du 5 septembre.

Ordonnance portant décret de prise de corps contre Gérard Moynet et d'ajournement personnel contre Fiacre Serpillon, du 5 septembre.

Procès-verbal d'effraction, bris de prison et évasion dudit Gérard Moynet, du 23 septembre, contenant commission d'informer des faits énoncés audit procès-verbal et interrogatoire subi par Fiacre Serpillon, du 23 septembre.

Requête de Serpillon pour être relaxé.

Conclusion du procureur fiscal.

Ordonnance portant que Serpillon sera relaxé, comme domicilié dans le ressort de la justice de Lizines.

Soumission du sieur Serpillon, élisant domicile à Lizines.

Procès-verbal de la nouvelle capture de Moynet par les cavaliers de la maréchaussée de Chaumes, du 21 février.

Requête du procureur fiscal.

Nouvel interrogatoire de Moynet à la date du 4 mars.

Ordonnance de communiqué.

Conclusions du procureur fiscal, du 5 mars, tendant à ce que les témoins entendus dans l'information faite à la maréchaussée de Provins et à celle de Lizines soient récolés en leur déposition et au besoin confrontés aux accusés.

Jugement conforme rendu par le prévôt.

Interrogatoire de Serpillon (3 mars).

Ordonnance de communiqué.

Récolement des témoins.

Ordonnance de communiqué.

Confrontation des six témoins entendus à Lizines, avec Gérard Moynet.

Confrontation des six témoins entendus à Lizines, avec Fiacre Serpillon.

Ordonnance de soit communiqué.

Interrogatoire du 9 mars subi par les deux accusés.

Ordonnance de soit communiqué.

Conclusions définitives du procureur fiscal.

Enfin le 26 mars 1754, le prévôt de Lizines rendait, sur les conclusions conformes du procureur fiscal, le jugement suivant :

« Tout *vue* et considéré, lesdits accusés dûment atteints et convaincus, savoir :

« Ledit Moynet d'avoir, le dimanche des Rameaux de l'année
« dernier, avant et pendant la Passion, fouillé la terre au lieudit
« les Rochottes, finage de ce lieu, et fait par voix superstitieuse la
« recherche d'un prétendu trésor; d'avoir, à cet effet, employé et
« abusé des prières de l'église, même d'avoir été trouvé saisi d'un
« petit cahier de papier écrit de sa main, contenant plusieurs pratiques superstitieuses et invocations au démon;

« Et ledit Serpillon, d'avoir assisté ledit Moynet dans les recherches du prétendu trésor, et d'avoir participé à cet égard aux mêmes pratiques superstitieuses;

« Pour réparation de quoi, avons condamné et condamnons :

« Ledit Moynet à être banni pour neuf ans du ressort de ladite
« prévôté; ledit Moynet, préalablement mis et attaché au carcan de la place *public* de ce lieu de Lizines, pour y demeurer
« exposé pendant deux heures, ayant devant et derrière la tête un
« écriteau portant ces mots: *Superstitieux abusant des prières et
« des cérémonies de l'Eglise*; enjoint à lui de garder son ban sous
« les peines portées en la déclaration du Roi, et avons en outre
« condamné ledit Moynet en la somme de dix livres d'amende applicable au fisc.

« Et à l'égard dudit Serpillon, l'avons condamné à être banny
« pendant trois ans du ressort de cette prévosté, à lui pareillement
« enjoint de garder son ban, aussi sous les peines portées par la
« déclaration du Roy et avons en outre condamné ledit Serpillon
« en trois livres d'amende envers le fisc.

« Ce fut fait et donné en l'auditoire et lieu juridictional de cette
« justice, par nous, Jacques-Nicolas Letellier, avocat en Parlement, prévôt juge de cedit lieu, assisté de M^{es} Jean Grisard
« et Louis Bertin, avocats en Parlement, gradués, appelés suivant
« l'ordonnance, le mardi 26 mars 1754, avant midi. »

Suivent les signatures.

Ainsi se termina ce procès qui avait duré plus d'un an. Le jugement que nous venons de transcrire reçut sans doute sa rigoureuse exécution. Sans doute le pauvre berger de Lizines fut contraint d'abandonner pendant trois années son pays natal, et Gérard

Moynet dût subir, pendant deux heures, le supplice du carcan sur la place publique du village.

En des temps plus reculés, Moynet eût trouvé certainement de la compassion dans l'âme et dans le regard de ceux qui furent les spectateurs de son supplice. Superstitieux, qui ne l'était quelque peu dans nos campagnes, en ces temps sombres et tristes du moyen âge ?

Ainsi que le remarque un historien (1), le commencement du xiv^e siècle fut surtout une époque terrible, époque où l'or fit comme son avènement dans le monde et, pour ainsi dire, devint dieu.

Alors on n'estima de richesse que celle qui, selon l'expression du poète, avait des ailes et permettait des transactions rapides. La grande épopée des croisades était finie, mais le seigneur avait rapporté des pays d'Orient un rêve éblouissant, féérique, et pour le réaliser, c'est de l'or surtout qu'il fallait. Que le serf apporte sa redevance, son blé, ses fruits, ses animaux, le maître le repoussera d'un geste : c'est de l'or qu'il veut !

Mais l'or, hélas ! où le trouver ? Il n'a pas d'armes, lui, pour s'en aller piller les villes de Flandre. Creusera-t-il la terre pour lui ravir son dépôt ? Oh ! si du moins il était guidé par l'esprit des trésors cachés.

C'est du xii^e siècle, dit notre savant confrère M. Maury, que datent les pactes étranges conclus avec le démon. Avant cette époque, ils sont fort rares. Un jour, pensif devant les calamités de la guerre, de la famine, de la peste, las de regarder au ciel, de demander justice et pitié, le pauvre serf, égaré par la douleur, regardera ailleurs. Dieu semblant rester sourd aux prières des hommes et insensible devant les malheurs du pays, c'est au diable qu'on s'adressera. Rien n'est plus douloureux que de suivre, dans l'histoire, les progrès de ce désespoir sans remède qui aboutit au pacte fatal.

Aussi, à cause des persécutions dont ils sont l'objet, sorciers et sorcières passeront, aux yeux des naïves populations des campagnes, pour de pauvres martyrs. On aura foi en leur prétendue science ; on les craindra bien un peu comme des êtres armés d'un pouvoir surnaturel, mais souvent aussi on ira les consulter sur la guérison des maux, sur les moyens d'acquérir la fortune, et, pour se consoler des tristesses du présent, leur demander le secret de l'avenir.

(1) M. Michelet, *Histoire de France*.

A l'époque où nous sommes arrivés, en 1754, ces croyances populaires n'existent plus heureusement que dans le fond des hameaux, où elles vont s'affaiblissant chaque jour sous les railleries et sous les quolibets. Gérard Moynet fut bafoué par les curieux, et ses deux heures de carcan durent lui paraître longues.

Cependant, en dépit de l'esprit nouveau qui commençait à pointer et malgré le sévère jugement du prévôt Letellier, l'idée qu'un trésor existait à la butte des Rochottes se perpétua longtemps dans l'esprit des gens de la contrée. Aujourd'hui encore, le climat des Rochottes est appelé dans le pays le *Climat du trésor*.

Si des fouilles étaient faites en ce lieu, peut-être constaterait-on la découverte d'objets intéressants au point de vue de l'archéologie et de l'histoire locale. Ce ne serait pas la première fois qu'une tradition populaire amènerait un semblable résultat.

LES ENSEIGNES ET LES VIEILLES HOTELLERIES DE PROVINS

PAR M. ALPHONSE FOURTIER,

Membre titulaire (**Section de Provins**).

Les enseignes figurées s'en vont ; dans peu de temps nous pourrions dire elles sont mortes. Encore une institution qui aura disparu, non sans avoir joué un rôle important dans la décoration de nos rues.

Dans nos villes de province, les hôtels et auberges sont les derniers établissements qui se placent encore sous l'invocation d'un nom, d'un titre, d'ordinaire écrit sur la muraille en lettres apparentes et non plus représenté par une peinture explicative due à quelque Vernet du lieu.

Autrefois, il n'en était pas de même. Le numérotage des maisons n'existant pas, on avait pris l'habitude, dès les temps les plus reculés, d'imposer un nom à chacune d'elles et de pendre à l'extérieur une plaque de tôle sur laquelle était figuré ce nom : c'était l'enseigne. Celle des particuliers était de forme et de dimension modestes, mais les enseignes des marchands luttaient entre elles de volume et d'éclat. L'enseigne affectait parfois la forme de l'écusson : on y voyait des emblèmes et des devises, plus ordinairement des armes, des animaux, des plantes, des signes hiéraldiques, la figure d'un saint choisi pour patron, d'un personnage historique ou légendaire. On recherchait enfin ce qui était capable d'attirer le regard et de se fixer dans la mémoire du passant.

Pendant des siècles, les enseignes furent appendues en travers des rues, à l'aide de fortes barres de fer historiées, scellées dans la muraille.

« Quand le vent soufflait, dit Mercier, dans son tableau de
« Paris, toutes les enseignes devenues gémissantes, se heurtaient
« et se choquaient entre elles, ce qui composait un carillon plaintif
« et discordant, vraiment incroyable pour qui ne l'a pas entendu.
« De plus, elles jetaient, la nuit, des ombres larges qui rendaient
« nulle la faible clarté des lanternes. Ces enseignes avaient, pour
« la plupart, un volume colossal et en relief. On voyait une épée de
« six pieds de haut, une botte grosse comme un muid, un éperon

« large comme une roue de carosse, un gant qui aurait logé un
« enfant de trois ans dans chacun de ses doigts. »

Les particuliers ne recouraient pas toujours à l'emploi d'une enseigne pour distinguer leurs demeures; les riches décoraient leurs portes d'entrée de niches où étaient placées de saintes images qu'on éclairait pendant la nuit. Quelquefois aussi, c'étaient de curieux bas-reliefs. C'est ainsi qu'à Provins, la maison à pignon formant le coin de la Grande rue et de la rue aux Aulx, tombée ces jours-ci sous le marteau des démolisseurs, avait une porte avec un linteau en accolade au-dessus duquel se montraient sculptés Adam et Eve, l'arbre de la science du bien et du mal, avec cette inscription :

Honni soit qui mal y pense (1).

A partir du XIII^e siècle, nous pouvons, grâce aux documents historiques qui nous sont parvenus, trouver, en ce qui a trait à Provins, la désignation d'un assez bon nombre d'enseignes appendues soit aux hôtels et demeures des nobles et bourgeois de la ville, soit aux auvents des marchands et des nombreuses hôtelleries que la grande affluence des voyageurs, au temps fortuné des foires, avait forcé d'ouvrir dans la cité des Thibault.

C'est ainsi que nous connaissons, rue du Murot : l'hôtel de *la Crosse*, ancien fief; l'hôtel des *Brébans*, l'hôtel de *Lalan*, rue Froid-Manteau; celui des *Bristauds*, rue Sainte-Croix; celui de *Jean Desmares* au pied de la grosse tour; et l'hôtel des *Chevaliers de la table ronde*, dans la rue de ce nom.

Plus tard viennent l'hôtel de *Villegagnon*, au coin de la rue de Jacy; l'hôtel de la *Rose Blanche*, au coin de la rue du Murot, où mourut le poète Bernard Lelleron, en 1691.

En 1506, on signale rue Sainte-Croix une maison portant pour enseigne *la Couronne d'Or*; une autre placée plus loin, chaussée Sainte-Croix, avait pour enseigne : *les Chats qui Pèchent*, et dans une ruelle, tout près de l'église, pendait l'enseigne de *la Teste noire*. L'ancienne demeure de M. Bourquelot avait étalé une *image de saint Jean*, et au-delà, sur le pont au poisson, se dressait l'hôtel des *Voutes* ou des *Pucelles*.

Dans nos *Recherches sur l'imprimerie à Provins*, nous avons signalé l'enseigne de la *Queue de Renard*, rue Hugues-le-Grand,

(1) E. Lefèvre, *Les rues de Provins*, étude qui nous a fourni plus d'un renseignement utile.

vers 1552. Il existait une autre maison dite la *Queue de Renard*, dans la Grand'rue, en 1634, laquelle maison était tenue en roture. (A. Monteil, *Traité des matériaux* mss. ch. 26).

Certaines hôtelleries à Provins ont des parchemins, de véritables titres de noblesse, remontant jusqu'au moyen-âge.

L'hôtellerie de la *Croix Blanche* a, pendant des siècles, occupé en face de son installation actuelle, la maison dite des lions et des vieux bains, — curieuse construction en pans de bois de chataignier qui forme l'angle de la montée de Saint-Pierre, et dont la charmante façade a disparu sous un affreux plâtrage.

L'auberge de l'*Ecu* est citée par Cl. Haton, dans la seconde moitié du xvi^e siècle.

L'hôtellerie de la *Levrette* fermée depuis quelques années, et dont la construction remontait à 1545, avait remplacé un établissement sous la même enseigne, existant sur la place du Châtel dès le xiv^e siècle, tout près de l'auberge de la *Corbeille* et de celle du *Petit Ecu*, au coin de la rue Couverte. Cette dernière était tenue en 1476 par ce Laurens Garnier pendu pour meurtre d'un collecteur et réhabilité pompeusement deux années après.

Les hôtelleries de l'*Écu de Bourgogne* et de la *Cloche* se rencontraient rue de l'Hormerie, et entre le Bourg-Neuf et la rue de Jouy était l'auberge des *Loups*; l'enseigne de la *Pie* pendait au front d'une maison de cette dernière rue.

Descendant de la ville haute à la ville basse, le voyageur n'avait que l'embarras du choix; à droite ou à gauche ce n'étaient que grands bras de fer soutenant les enseignes les plus engageantes. Presque au bas de la côte, parvenu à la hauteur de l'Hôtel-Dieu, en face de l'échelle patibulaire, se trouvaient, d'un côté le Pilier rouge et les Trois pas; de l'autre, l'auberge d'*Enfer* ou de la *Croix de fer* citée dès 1280. C'est l'ancienne maison Debray-Papaut.

L'hôtellerie des *Quatre Fils Aimon* avait pendu son enseigne au coin de la rue du Moulin de la ruelle, non loin de la poissonnerie, où se balançaient les enseignes de l'image *St-Nicolas*, du *Mortier d'Or* et de la *Galère*. Précisément en face des *Quatre Fils Aimon*, se trouvait l'imprimerie avec son enseigne de *l'Homme sauvage*. On rencontrait ensuite, dans la Grande-Rue, les hôtelleries du *Paon*, de *Clairvault*, et on arrivait enfin (en face la maison Simon actuelle) à une maison richement sculptée des écussons de France, de Bavière et d'Angleterre, et de diverses figures, — un berger, un mouton, un loup et un chien : c'était l'hôtellerie du *Grand Mouton*, qui abrita pendant quelque temps Isabeau de Bavière (1418) et que

Cl. Haton désigne sous le nom du *Gros Mouton*. Elle avait pour concurrente, de l'autre côté de la rue, l'auberge de l'*Ecrevisse* signalée en 1400 et qu'on retrouve encore en 1519.

Après avoir dépassé l'hôtellerie du *Cygne*, devenue du *Signe de la Croix* et du *Seigneur de la Croix*, tout près de la maison Bellanger actuelle, on parvenait à l'hôtellerie qui fut pendant plusieurs siècles la plus importante de la ville : c'était celle de la *Coupe d'Or*. Il y a une trentaine d'années, les bâtimens ont été occupés par M. Verrine-Clairin, marchand de meubles, qui avait conservé l'enseigne aujourd'hui disparue. Précisément en face, se trouvait l'auberge du *Petit Mouton*, appelée de la *Cornaille* en 1210.

En 1460, à quelques pas de la *Coupe d'Or*, rue de la Terrasse, était l'hôtel de la *Calende* qui avait probablement remplacé l'hôtel de la *Kalendre*, souvenir des drapiers, cité en 1424.

Après la Grande Rue que nous quittons, nous devons un coup d'œil, en passant, à l'auberge du *Coq à la Poule*, qui garde la tombe du père Barrier, à celle disparue du *Toupet*, signalée par Cl. Haton, pour entrer dans la rue de Culoison ; le voisinage des changes, du poids public y avait groupé la plus nombreuse réunion d'hôtelleries, ayant à l'époque des grandes foires une clientèle spéciale. C'étaient celles d'*Aurillac*, de *Toulouse*, de *Cambrai*, de *Reims*, de *Troyes*, de *Limoges*, de *Bar-sur-Seine*, de *Rouen*, de *Châlons*, d'*Arras*, de la *Souche* et des *Trois-Poissons*. Toutes les contrées de la France y comptaient des représentants affairés, ardents à la vente et à l'achat, qui portaient au loin les produits de l'industrie provinoise et en vantaient la supériorité.

Terminons ce tableau écourté des vieilles hôtelleries provinciales par une citation. Le poète Villon (xv^e s.) dans son grand testament, composé après que Louis XI lui eût fait grâce de la vie, rédige ainsi son 147^e huitain :

Item, je donne aux Quinze-Vingtz
Qu'autant vaudroit dire trois cens
De Paris, non pas de Provins ;
Car à eulx tenu, je le sens,
Ils auront et je m'y consens,
Sans l'estuy, mes grandes lunettes,
Pour mettre à part, aux Innocens,
Les gens de bien des deshonetes.

M. Prompsault, dans son édition des œuvres de Villon (1835),

dit que les *Quinze-Vingts de Provins* étaient probablement un cabaret dont l'enseigne renfermait un mauvais calembourg.

Où pouvait-il être situé ?

C'est ce que de nouvelles recherches nous apprendront peut-être un jour.

RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES ET HISTORIQUES

SUR LE

BOURG DE JOUARRE ET SES ENVIRONS,

PAR M. G. RÉTHORÉ,

Membre titulaire (Section de Meaux).

CHOQUEUSE

La belle terre de Choqueuse est située à 4800 mètres au sud de Jouarre, vers le milieu du fertile plateau compris entre le Grand et le Petit-Morin. Elle est complètement enveloppée par la forêt de l'Etat, appelée autrefois les bois de Jouarre et forêt de Choqueuse depuis le commencement du siècle. Les terres labourables et les prairies dont se composent le domaine couvrent une superficie de 124 hectares. Vers le centre se trouve le corps de ferme, construction moderne de belle apparence et intelligemment disposée, mais, par cela même, exempte de pittoresque. Par contre, on rencontre là les plus riches moissons que puisse produire un sol généreux, fécondé par le labeur humain.

Les conditions géologiques et topographiques de ce territoire, communes d'ailleurs à tout le plateau, expliquent en majeure partie la nature des cultures qui y sont usitées aujourd'hui. La couche végétale présente ici une grande épaisseur ; formée par un dépôt diluvien argilo-sableux très-riche, elle se trouve ainsi particulièrement favorable à la production du blé, de l'avoine et des prairies artificielles. Les ondulations naturelles de la surface et la culture par sillons, en facilitant l'écoulement des eaux pluviales neutralisent les fâcheux effets que le peu de perméabilité du sous-sol pourrait exercer sur les racines des plantes. La couche épaisse d'argile à meulière qui occupe le fond des dépressions du terrain, retient les eaux en ces endroits et tend à y former des marécages. Au moyen-âge on ne manqua pas d'utiliser cette disposition naturelle des lieux pour établir des étangs, dont le plus grand subsista jusque vers 1835. Aujourd'hui ces étangs, desséchés et drainés, sont

transformés en magnifiques prairies. Dans ces bas-fonds on rencontre, presque en affleurement, la pierre meulière, ce précieux élément de la prospérité industrielle de la contrée.

La forêt qui forme autour de la terre de Choqueuse une splendide enceinte de verdure, a fait partie, depuis le ^{vi}^e siècle, du domaine privé de l'abbaye de Jouarre. Elle est passée entre les mains de l'Etat en vertu des lois de 1790, attribuant à la nation les biens ecclésiastiques. Sa superficie est de 400 hectares ; le sol qu'elle recouvre montre dans toutes ses parties les éléments constitutifs que l'on rencontre à Choqueuse. Aussi, en raison de la fertilité du sol, peut-on rationnellement prévoir qu'un jour, après le reboisement des côteaux arides, la charrue fécondante en reprendra possession pour y régner en souveraine, comme aux âges lointains de la domination romaine dans les Gaules.

Cette dernière affirmation pouvant paraître douteuse, je vais en démontrer l'exactitude en énumérant les substructions de *villæ*, en décrivant les tronçons des voies romaines conservées jusqu'à nous sur ce territoire et dont j'ai pu directement constater les vestiges. L'étude de ces témoins irrécusables de l'occupation de Choqueuse par des représentants de la civilisation romaine servira de point de départ à notre esquisse historique.

Des vestiges prononcés de deux tronçons de voies romaines subsistent encore, recouverts d'humus, dans la forêt de Choqueuse. On peut constater leur antiquité en étudiant le caractère de leur empierrement et leurs directions différentes. Convient-il de rattacher ces tronçons à de grandes voies de communications mettant en rapport des cités éloignées les unes des autres ? Pour l'un deux, au moins, cette conjecture ne serait pas invraisemblable ; mais avant de rien avancer à cet égard, il faudrait découvrir sur un long parcours le prolongement des tronçons reconnus, et c'est ce qu'il ne m'a pas été donné de pouvoir entreprendre. Quoi qu'il en soit, on reconnaîtra que ces tronçons ne sont pas sans importance, en raison de leur étendue constatée et de leur direction.

Le premier tronçon traversant de part en part la terre de Choqueuse et la partie ouest de la forêt, présente un parcours constaté d'au moins 4,500 mètres et va se marier, près du hameau de la Courte-Soupe, commune de Pierre-Levée, à une voie romaine importante, celle de Chailly à Meaux. Je suppose, avec quelque raison, qu'on retrouverait le prolongement au sud-est de Choqueuse, dans les bois dits des Quatre-Cents et même jusqu'à l'ancien grand chemin de Paris, commune de St-Germain-sous-Double,

lequel présente, en maints endroits empierrés, le caractère d'une voie antique. J'ai pu constater à 1,000 mètres au sud de Choqueuse, sur la lisière de la forêt, le point extrême du tronçon dont je m'occupe. L'empierrement, arraché depuis une quinzaine d'années, arrivait jusqu'à 300 mètres de la ferme, puis, se courbant vers l'ouest, gagnait la forêt. En cet endroit l'empierrement existe encore ; il coupe, dans son parcours, l'allée des Abbesses, avec laquelle il fait un angle de 45 degrés.

Là, comme sur tout son parcours dans la forêt, l'empierrement est recouvert d'une couche d'humus d'environ 0^m30. Des terrassements exécutés en 1869 ont permis d'étudier la structure de la voie. Sa largeur ne dépasse pas 3^m80. Elle se compose de deux lits bien distincts de pierres meulières du pays : le lit inférieur est formé de petits blocs juxtaposés sur le plat et mesurant 15 à 30 centimètres de côté sur 10 à 20 c. d'épaisseur ; le lit supérieur se compose de cailloux analogues à notre macadam, mais plus gros. Ces cailloux, comblant les interstices des blocs inférieurs, forment une couche variable ne dépassant pas 0^m15. En raison de sa composition cette voie me paraît devoir être classée parmi celles du deuxième ou même du troisième ordre, et simplement destinée à favoriser les relations des *ville* du plateau avec le chef-lieu du *pagus Meldensis*.

Des bois de Jouarre jusqu'à l'ancien chemin de Fay-le-bac, je n'ai point rencontré les vestiges de l'empierrement. Peut-être a-t-il été enlevé depuis longtemps, peut-être est-il recouvert d'une couche de terre suffisante pour le dérober aux atteintes de la charrue. Mais à partir du chemin de Fay jusqu'à la Courte-Soupe, l'empierrement a été parfaitement reconnu et je l'ai constaté moi-même, il y a 30 ans, d'abord dans l'ancien étang Mousseaux, puis dans l'ancien étang du Parc, puis dans le bois d'Orléans, puis enfin dans l'étang Nizet, à quelques mètres au-dessous de la chaussée. C'est là, à 560 mètres au sud du hameau de la Courte-Soupe, que le tronçon de Choqueuse se reliait à la voie de Chailly à Meaux.

Cette dernière voie que j'ai signalée dès 1858 à la Commission de la carte des Gaules touchait les points suivants : Chailly, Pontmolin, l'Hôpital, le Fourchaux, l'ancien étang de Villers, l'ancien bois des Quarante-Arpents, la Courte-Soupe, la forêt du Mans. Il y avait donc trois voies de Chailly à Meaux : celle-ci, une autre par Coulommiers, enfin celle qui passait par St-Augustin et Pommeuse.

Le second tronçon de voie traverse la partie est de la forêt de

Choqueuse, au lieudit les Tailles de Goin, dans la direction de l'est au nord-ouest. J'ai reconnu le prolongement de cette voie vers le sud-est, au hameau des Taillis, commune de Doue. De cet endroit, sur un parcours de 11,000 mètres, la voie atteignait les points suivants : Doue, où les vestiges romains sont abondants, le Pont-de-Pierre, le chemin du Pont de Pierre, le bois de Doue, les Tailles de Goin, où l'empierrement existe encore, le Bois-Vert, la Borde au Bois, le Champ du Puits, Glairét, le Puits Certain, faubourg de Jouarre ; le chemin vicinal de Jouarre à Sept-Sors, l'emplacement du vicus gallo-romain de Jouarre, le bois de Fay, commune de Sept-Sors, elle traverse au-dessus de Condetz la voie romaine de Meaux à Châlons, passe à la Haute-Borne, traverse la Marne à Fay-le-Bac, atteint les substructions romaines du Buisson, de Voyart, commune d'Ussy, et de là prend la direction de Soissons.

Dans le travail adressé en 1858 au comité de la carte des Gaules, j'ai indiqué les faits prouvant l'exactitude du parcours que je viens d'indiquer. Je me contenterai de signaler ici que l'empierrement de cette voie, subsistant encore dans le bois de Doue et dans la forêt de Choqueuse, présente un ensemble de conditions analogues, sinon identiques, à celles énumérées plus haut pour le tronçon de Choqueuse à la Courte-Soupe.

A défaut de preuves plus directes, on pourrait déjà induire de l'existence de ces deux voies antiques sur un plateau aussi fertile, que des *villæ agrariæ* furent établies de bonne heure aux abords de ces voies, surtout quand on se rappelle la prédilection des Romains pour la vie rurale et pour l'agriculture. C'est en effet, ce qui eut lieu : les vestiges de substructions romaines que je vais énumérer le démontrent directement.

J'ai reconnu ces vestiges, consistant principalement en tuiles à rebord et débris de fondations sur les emplacements suivants : 1° au lieudit l'Etang de l'Uselle, à 800 mètres au sud-ouest de Choqueuse, sur la lisière de la forêt, près du hameau de la Ville-Jourdain ; 2° au lieudit les Tailles de Goin, dans la forêt, à 80 mètres au sud de la voie romaine ; 3° dans le verger de la Borde au Bois, à 1,500 mètres au nord-est de Choqueuse et à une faible distance de la voie de Doue à Jouarre ; 4° près du hameau de Goin, au lieudit la rue de Villeneuve, à 500 mètres au nord de la voie précitée. En outre, il est très-probable qu'une exploration complète tant de la forêt de Choqueuse que des bois limitrophes de Doue et de St-Germain amènerait la découverte d'autres substructions de la même époque.

Bien qu'il ne m'eût pas été possible d'établir par des fouilles régulières la destination des édifices représentés par les substructions dont j'ai constaté l'existence, je crois néanmoins qu'il faut les considérer comme appartenant à des *villæ agrariæ* ou métairies, habitées par des colons et des esclaves cultivateurs. Ce point admis, si l'on se rappelle que généralement le domaine attaché aux *villæ agrariæ* comprenait une superficie considérable, on sera conduit à reconnaître que la majeure partie du territoire dont je m'occupe dût être mise en culture aussi longtemps que la civilisation romaine resta florissante dans notre contrée, c'est-à-dire jusqu'à l'époque du passage des hordes d'Attila.

Le fait fondamental de l'occupation du territoire de Choqueuse antérieurement à la chute de l'empire romain se trouvant, je crois, bien établi, je vais essayer d'indiquer les transformations principales que subit ce territoire depuis les invasions barbares du v^e siècle jusqu'à nos jours. Cet historique contiendra nécessairement des lacunes importantes, résultant de l'insuffisance des documents. Néanmoins, si je ne me trompe, les indications que je fournirai, quoique restreintes, permettront d'apprécier assez convenablement l'enchaînement des modifications apportées dans l'état de la propriété foncière et de l'agriculture, par l'évolution de la société française.

Dans cet ordre d'idées, il convient d'abord de rechercher les causes générales qui amenèrent la destruction des *villæ* et l'abandon des voies romaines, non-seulement du territoire de Choqueuse, mais de tout le plateau compris entre Rebais, Jouarre, la forêt du Mans et Coulommiers.

A défaut de témoignages écrits suffisamment explicites, des indices nombreux, et tout au moins plausibles, permettent de conjecturer que les hordes menées par Attila au siège d'Orléans en 451, commencèrent la destruction des habitations et des cultures gallo-romaines dans notre contrée. Les ruines accumulées par ces hordes soit dans leur premier passage, soit dans leur fuite d'Orléans vers le Rhin, n'avaient pu être qu'imparfaitement réparées, lorsqu'en 486 les légions romaines, en se retirant devant le flot des barbares, rendirent inévitable et prochain l'écroulement de l'imposant faisceau des institutions romaines. Alors l'antique civilisation agonisante s'éteignit presque complètement. Il fallut que trois longs siècles de chaos social, de ruines, de misères et de ténèbres fussent écoulés avant qu'on ne vit poindre les verdoyants rameaux de la civilisation renaissante sous l'influence du régime catholico-féodal. Durant cette

immense perturbation sociale, la population, les *villæ*, les cultures du territoire de Jouarre (*saltus Joranus*), le *vicus* lui-même (*Jora*) disparurent presque complètement, frappés par les calamités de toutes sortes. Le peu qui était resté debout après le passage d'Attila, dans nos riches campagnes, les hordes de Sigebert le renversèrent (en 575). De tant de ruines accumulées, il ne resta pour ainsi dire, d'autres souvenirs que les débris enfouis sous le sol et exhumées en partie depuis un demi-siècle.

Au commencement du ^{vii}e siècle, sous l'impulsion éminemment civilisatrice de l'irlandais saint Colomban, un des hommes les plus remarquables de la cour de Dagobert, Adon, fils d'Autaire, entreprit de grouper les éléments sociaux qui subsistaient encore dans le *saltus Joranus* et de ramener la vie dans ce territoire que son aïeul peut-être avait saccagé. Avec le concours d'Agilbert, qui fût évêque de Paris, d'Ebrégisile, qui fût évêque de Meaux, et de plusieurs autres personnages des deux sexes ayant avec lui des relations de famille, Odon fonda, vers l'an 630, près des ruines de l'ancien *vicus* de *Jora*, un monastère double que lui et ses coopérateurs dotèrent de leurs biens, dont on peut, sans exagération, estimer l'étendue comme égale à celle du *saltus Joranus*. J'indiquerai ailleurs les motifs qui servent de base à cette opinion ; je dois me contenter de signaler ici que Choqueuse et le plateau environnant firent certainement partie de ces biens.

Les débris des familles de colons et d'esclaves qui avaient survécu aux désastres antérieurs vinrent se grouper autour et sous la protection du monastère où leurs maîtres s'étaient retirés et dont ils devaient, par leur travail, assurer la subsistance. Faibles par le nombre et privés, comme ils l'étaient, de puissants instruments aratoires, ces pauvres esclaves récemment christianisés ne durent certainement pas étendre leurs cultures à de grandes distances du monastère. Il est vraisemblable qu'ils appliquèrent de préférence leurs efforts aux champs voisins de l'ancien *vicus*, où toute trace de la culture romaine n'avait probablement pas encore disparu. Mais au-delà de Glairét, notamment, les terres restèrent incultes. Les anciennes voies romaines de Douc à Jouarre, de Choqueuse à la Courte-Soupe, de Chailly à Meaux continuèrent à n'être plus fréquentées, et peu à peu se couvrirent d'humus ; les *villæ* incendiées, saccagées et dépeuplées, croulèrent sous l'étreinte du temps, et devinrent ignorées au milieu des broussailles. Ainsi, avec les siècles, sur le plateau de Choqueuse, la vieille forêt gauloise, arrachée par les Romains, se reconstitua non moins épaisse et non moins ma-

récegeuse, et subsista immense jusqu'à ce que des besoins nouveaux eussent rendu son défrichement partiel progressivement nécessaire.

Le trésor des chartes de l'abbaye de Jouarre ayant été livré aux flammes en 1427, après la prise du bourg par les Anglais, on manque aujourd'hui de renseignements pour déterminer, avec précision, à quelles dates il convient de rapporter les défrichements successifs de la grande forêt qui s'étendait au viii^e siècle du hameau de Glairét à Aulnoy et de Doue à la banlieue de Meaux. J'incline à penser que l'abbesse séculière de Jouarre Hermentrude, qui épousa Charles-le-Chauve en 842, dut faire entreprendre ce défrichement sur divers points rapprochés de son monastère. Une semblable opération devait être en effet le complément des entreprises rénovatrices dont elle prit l'initiative, soit durant son séjour à Jouarre, soit après être parvenue à la dignité de reine. Parmi ces entreprises d'Hermentrude, je citerai : la restauration des cryptes, l'érection d'une église paroissiale, la fondation du monastère de la bienheureuse Marie, en remplacement du monastère d'Adon, détruit, le comblement de l'ancien étang gallo-romain, sur l'emplacement duquel on éleva, au x^e siècle, le bourg de Jouarre. En raison de ces travaux et de l'accroissement de la population servile du lieu, en raison de la nécessité d'assurer convenablement la subsistance tant de nombreuses religieuses attirées dans le monastère reconstitué, que du clergé et des officiers de justice, chargés les uns du spirituel, les autres du temporel, il fallut indubitablement accroître les cultures et conséquemment défricher. C'est à cette époque qu'il faut rapporter, selon moi, la fondation ou l'accroissement des petits groupes de population appelés la Borde au Bois, Glairét, la Borde-Gennelle.

Quoi qu'il en soit, il est probable que le défrichement de la forêt, surtout vers le centre, ne fut rigoureusement entrepris que vers le milieu du xii^e siècle, alors que l'éminent abbé Suger, secondé par Louis le Gros, faisait de louables efforts pour le développement de l'agriculture et donnait l'exemple de la fondation des *villes neuves*. Ce mouvement régénérateur, commencé sur les terres de l'abbaye de St-Denis, se propagea rapidement au moins dans les environs de Paris. Les riches abbesses de Jouarre ne furent certainement pas les dernières à suivre l'exemple fructueux que leur donnait l'abbé Suger. Aussi convient-il d'attribuer à cette impulsion et de faire remonter à cette époque, la fondation de la *ville neuve* de Goin, dont les terres bordaient au nord la forêt des Abbesses. On peut

conjecturer également que l'établissement du village de Choqueuse eut une semblable origine. Plus loin, je prouverai que Choqueuse fût en effet un village au début et non une simple métairie. Pour le moment, je me contenterai de signaler dans les dispositions de groupement des anciennes maisons de ce village, les caractères propres aux villes neuves, dont Goin nous offre encore aujourd'hui un spécimen presque intact.

Les *villæ novæ* du ^{xii}^e siècle, que l'on appela plus tard des *villages*, se composaient en général d'un certain nombre d'habitations groupées, avec leurs granges et étables, autour d'une vaste cour rectangulaire n'ayant le plus souvent qu'une seule issue, munie d'une porte défendue quelquefois par des tourelles à meurtrières. L'insécurité des temps rendait ces dispositions nécessaires en vue des attaques soudaines, toujours imminentes. De petits jardins, protégés par de fortes haies vives, se développaient à l'extérieur des habitations; ces haies constituaient une sorte de première ligne de défense. Dans notre contrée, ces *villages* furent presque toujours établis à une faible distance des ruines de *villæ* romaines. C'est ce qui eut lieu en effet pour Choqueuse, la Ville-Jourdain, Goin, la Borde, la Masure. Un tel choix s'explique naturellement par la plus grande fertilité du sol en ces endroits, en raison des dépôts d'humus dus à la culture romaine.

Pour activer le peuplement de leurs villes neuves, Suger et ses imitateurs accordèrent aux serfs cultivateurs des immunités et des droits propres à les attirer et à les fixer sur le sol. Chaque famille recevait un certain nombre d'arpents de terre dont les fruits devaient lui appartenir, à la charge toutefois de payer certaines redevances et notamment le cens. Ces familles avaient en outre la jouissance commune d'une certaine étendue de marais ou de friches, pour le pâturage des bestiaux, et généralement le seigneur leur concédait, moyennant redevance spéciale, la faculté de prendre dans un canton déterminé de la forêt voisine d'abord le mort-bois, pour le chauffage, et ensuite le bois de charpente nécessaire, soit à la réparation, soit à la réédification des logis.

La charte de fondation de Choqueuse n'étant pas parvenue jusqu'à nous, il devient impossible de déterminer exactement le nom primitif du village, la date de son érection, les avantages accordés aux habitants par les abbesses de Jouarre, non plus que la nature et l'étendue des redevances que celles-ci avaient dû imposer. Néanmoins, à cet égard, des conjectures rationnelles sont autorisées par les faits suivants : un état des biens et revenus de

l'abbaye de Jouarre, dressé vers 1275 (Manusc. de la Biblioth. nation. n° 1175), porte cette énonciation : « *Sauqueuses*, xxvi *sols de cens*. » De là on peut inférer d'abord que la date assignée plus haut à l'établissement du village n'est pas très-éloignée de la vérité; puis, que la dénomination primitive du lieu correspondait par sa racine à *soca*, *socca*, dans le latin du xii^e siècle, *soche* dans le français d'alors; puis enfin, que les terres accensées aux habitants du lieu s'élevaient à 78 arpents, mesure de Jouarre, la perche valant 18 pieds 1 dour, expression correspondant à 4 pouces. Cette détermination résulte de ce que, sur toute l'étendue de la seigneurie de Jouarre, le taux du cens établi antérieurement aux accensements du xv^e siècle, fut presque sans exception de 4 deniers par arpent.

En second lieu, la dénomination d'Étang de l'*Uselle*, synonyme d'*Usage*, que porte encore aujourd'hui un canton de la forêt voisine de Choqueuse, nous indique très-clairement qu'au moyen-âge les habitants du village jouissaient du droit de faire pâturer leurs bestiaux aux abords de cet étang, dépendant du domaine privé de l'abbaye.

De plus, si l'on veut se rendre un compte exact de l'étendue défrichée dès l'époque dont nous parlons, il convient d'ajouter aux 78 arpents accensés aux serfs du lieu, la superficie des étangs établis par l'abbaye du xi^e au xiii^e siècle dans les bas-fonds de la forêt. Ces étangs, au nombre de six, occupaient ensemble une superficie d'au moins 60 arpents. Le plus considérable d'entr'eux, le grand étang de Choqueuse, couvrait pour sa part 33 arpents. Trois de ces étangs furent abandonnés à la suite des guerres des Anglais et se recouvrirent de bois. Les trois autres, situés au milieu des terres de Choqueuse, ne furent que tardivement desséchés.

Enfin le nom même de Choqueuse, en raison de son étymologie que je vais établir, permettra d'induire que parmi les droits octroyés aux serfs du village se trouvait celui d'extraire des souches dans la partie de la forêt contiguë à leurs héritages, c'est-à-dire d'effectuer, dans des conditions particulières restées ignorées, le défrichement d'une certaine quantité d'arpents de bois de manière à augmenter progressivement les *novales* de Choqueuse.

Un texte cité par Du Cange, au mot *choca* (choque, chouque, dans l'ancien dialecte picard), nous apprend que l'établissement des *novales* s'effectuait par l'arrachage des souches. Le droit payé au seigneur en raison de cette opération s'appelait *chocagium* et dans le dialecte picard *choucage*. Si le nom du village eût toujours

été écrit et prononcé comme aujourd'hui, il serait naturel de le faire dériver de *chocagium*, et du radical *choca*, souche ; mais si la prononciation picarde a fini par prévaloir depuis 1660, antérieurement on écrivait et on prononçait différemment. Ainsi, en suivant la filiation ascendante, on trouve *Chocheuse*, en 1650 sur les registres de baptême ; *Socheuse*, en 1640, mêmes registres ; *Soqueuse*, en 1620, mêmes registres ; *Saulqueuse*, en 1602, au terrier de la seigneurie de Jouarre ; *Saulqueuse*, en 1553 et 1544, sur les titres du fief de Nolongue, et en 1501, sur un titre de la Maladrerie du Ru de Vérou ; enfin *Sauqueuses*, en 1275, sur l'état des biens de l'abbaye. Par suite, je suis conduit à donner pour racine à cette dénomination le bas-latin *soca* ou *socca* (souche), correspondant au vieux mot français *soche*. Aujourd'hui encore, les bûcherons de la localité prononcent *soche*, *choche*, pour *souche*. Le droit de prendre des souches dans le bois seigneurial s'exprimait en bas-latin par *socagium*, en vieux français *soquaige*, *sochaige* et *socage* ; par le fait de la prononciation, *soquaige* s'est facilement transformé en *soquaise* et *Sauqueuses*. Du reste, la prononciation vulgaire du xvi^e siècle *Socheuse*, *Chocheuse*, traduite par le registre des baptêmes, ne laisse à mon sens aucun doute sur l'étymologie *soca*, *socca*, que l'on écrivait aussi *socha*. Il serait difficile d'expliquer pourquoi, vers 1660, on abandonna l'ancienne prononciation locale *Soqueuse*, *Socheuse*, pour lui substituer la prononciation picarde *Choqueuse*. Il en est sans doute de cette transformation comme de toutes celles que la philologie constate dans l'évolution du langage ; une cause inconnue inaugure une modification, puis l'usage la consacre jusqu'à ce qu'une modification nouvelle apparaisse.

Si l'on admet avec moi que *Choqueuse* dérive de *socagium*, *socage*, ou de *chocagium*, *chocage*, on sera conduit à reconnaître que le droit d'extraire des souches, conféré aux habitants, servit à désigner le lieu où ce droit s'exerçait. Cette opinion, d'ailleurs, est confirmée par le nom de *bocage*, conservé jusqu'à nos jours par nombre de lieux où, au moyen-âge, les habitants du voisinage avaient le droit de prendre du bois pour leur usage, droit exprimé en bas-latin par *boscagium*, en vieux français *boschage*.

En ce qui regarde le défrichement de la grande forêt de l'abbaye, que l'on appelait au moyen-âge les bois de *Cladariesse*, selon un manuscrit de la fin du xvi^e siècle, ce déboisement commencé vraisemblablement par Hermentrude fût accéléré durant les xi^e,

xii^e, xiii^e, xiv^e siècles, par l'établissement de la *cense* de l'Hôtel-Dieu du Bois, des hameaux de la Guillonnerie, de la Mazure-Michel, des Courrois, du Rû-de-Véron, etc. ; mais la création à cette époque de nombreux et vastes étangs contribua, non moins que l'érection des villages, à restreindre la forêt aux proportions que nous lui voyons aujourd'hui. Ces étangs, qui furent pour le monastère et pour le pays une source considérable de richesse, couvraient encore à la fin du xviii^e siècle, sur la paroisse de Jouarre, une superficie d'environ 400 arpents. Leur dessèchement, opéré progressivement depuis trois quarts de siècle, fut éminemment favorable à l'agriculture, d'une part, et, de l'autre, à la santé publique, compromise par les miasmes fébrifères dont ces étangs étaient le foyer.

Cependant, par suite des dévastations exercées de 1405 à 1430 par les Anglais, sur le territoire compris entre Coulommiers et Jouarre, de vastes étendues de terrain, privées de leur population, restèrent incultes pendant trois quarts de siècle ; et, de nouveau, le bois reparut et l'antique forêt tendit à se reconstituer. J'ai pu constater ce fait, notamment dans les vieux titres de l'Hôtel du Bois, des Courrois et de Nolongue. Sans aucun doute, il en fut de même pour le village et les terres de Choqueuse. J'en trouve la preuve dans les titres de la fin du xvi^e siècle ; à cette date, environ la moitié des habitations du village et notamment la ferme de la Marserie, se trouvaient à l'état de masures. Or, comme on ne peut attribuer ces ruines aux guerres de la réforme et que la prospérité fut très-réelle sur le territoire de Jouarre à cette époque, on est forcé, pour les expliquer, de les attribuer au passage des Anglais. D'ailleurs, j'établirai plus amplement ce point en traitant dans un autre mémoire du séjour des Anglais à Jouarre.

La perturbation causée par l'occupation anglaise fut si profonde que pendant un demi-siècle, l'abbaye appauvrie se trouva dans l'impuissance de remettre en culture ses domaines ravagés aux environs de Choqueuse. Pour y parvenir les abbesses durent se résigner à les concéder à des bourgeois, enrichis par le travail et l'épargne. Ce furent ceux-ci qui, de 1480 à 1530, opérèrent l'essartage des terres couvertes de ronces et de broussailles et réédifièrent les fermes détruites. Les paysans, eux, aussitôt la tourmente passée, mûs par l'amour du sol et servis par de robuste bras, s'étaient rués sur leurs héritages pour en tirer le pain de la famille et pour les garantir de l'invasion des ronces. Aussi, au commencement du xvi^e siècle étaient-ils plus riches en terre, et celle-ci mieux cultivée qu'avant la guerre. Ceux d'entr'eux qui se trouvèrent trop

pauvres pour rebâtir leur logis s'éloignèrent après avoir vendu à vil prix à leurs voisins, qu'ils contribuèrent ainsi à enrichir, la pauvre maisonnette incendiée, le petit jardin et les lopins de terre provenant de leurs ancêtres.

J'ai dit plus haut que les terres accensées en 1275 aux serfs de Choqueuse comprenaient 78 arpents, qu'en outre 60 et quelques arpents d'étangs pouvaient appartenir à l'abbaye. J'ignore si le défrichement opéré alors s'étendait sur une plus grande surface ; mais, ce qui me paraît très-vraisemblable, sinon certain, c'est qu'au ^{xiv}^e siècle l'abbaye possédait, sur le territoire de Choqueuse, la ferme de la Marserie composée d'environ 210 arpents, en y comprenant les six étangs. La concession de cette ferme par les abbesses vers 1480, moyennant 10 livres 10 solz, plus sept boisseaux de blé, mesure de Jouarre, de surcens ou rente foncière perpétuelle, constitue, avec la destruction d'une partie des maisons du village, la modification la plus considérable qu'ait subi le territoire de Choqueuse après le passage des Anglais. Quoique les preuves absolues de ce fait fassent défaut, j'en ai trouvé la confirmation indirecte dans certaines énonciations contenues dans le terrier de la seigneurie de Jouarre, en date de 1602 (Archives de Seine-et-Marne, H. 508.). On y voit en effet que la rente foncière précitée frappe les héritages dépendant de la *Marserie*, tandis que les parcelles des petits propriétaires n'en sont point chargées. De plus, en comparant le taux de cette rente avec des concessions faites à la même époque par l'abbaye, par exemple avec celles des 400 arpents de la Grange du Corroi, des 100 arpents de l'étang Picot et des 276 arpents de la *cense* de l'Hôtel-Dieu, on est conduit à reconnaître que les 10 livres 10 solz et 7 boisseaux de blé, correspondent à une cession de 210 arpents environ, à raison de *un sol* l'arpent.

J'ignore le nom de l'acquéreur de la *Marserie*, mais il est vraisemblable que l'obligation de réédifier les logis détruits lui fut imposée, car cette condition fut stipulée dans tous les baux à rente que l'abbaye consentit vers la fin du ^{xv}^e siècle, en vue de se créer des ressources pour effectuer la reconstruction des bâtiments conventuels incendiés par les Anglais. Toutefois les anciens bâtiments de la Marserie ne furent point relevés ; il est probable que l'on construisit un nouveau corps de logis, représenté en partie par la ferme actuelle. J'ai été amené à cette opinion en constatant, sur des titres de 1501, que Poncelet Gauthier, maître-maçon, avait séjourné temporairement à Choqueuse. (Arch. Hosp. de Jouarre).

Quoi qu'il en soit, les terres de la Marserie passèrent vers 1530 entre les mains de Morelet, seigneur de Montretout, de Morelet de Museau, et de Marie Briçonnet, leur mère. A la même époque, messire Abel Leroy, seigneur de Nolongue, possédait près de Choqueuse une fosse à poisson. (Arch. de S.-et-M., série H.)

Vers 1580, l'Hôtel-Dieu de Jouarre possédait sur le territoire de Choqueuse une ferme d'une contenance approximative de 80 arpents, qui fut appelée plus tard le Petit-Choqueuse. Cette propriété se trouvait-elle depuis longues années dans la dépendance de l'Hôtel-Dieu ? Je n'ai pu le découvrir. Toujours est-il que les administrateurs de cet établissement charitable durent vendre le Petit-Choqueuse vers 1580, moyennant 20 livres de rente foncière, à M^e Nicolas Leclerc, contrôleur à Coulommiers, dont le nom figure sur le terrier de 1602, parmi les propriétaires du terroir de Choqueuse. Cette vente ne peut avoir été consentie antérieurement, car le taux de la rente n'aurait pas été aussi élevé. Les biens de Nicolas Leclerc passèrent à sa fille, demoiselle Philippe Leclerc, qui épousa en premières noces M^e Louis Moreau, bailli de Jouarre, mort en 1628, et convola en secondes noces avec messire Pierre Bourdon, seigneur du château de Signets. En 1659, Jean Robinet fermier du Petit-Choqueuse, paya à l'administrateur de l'Hôtel-Dieu cette rente de 20 livres, au nom de messire Henri Bourdon, seigneur de Signets, fils et héritier de Pierre Bourdon et de demoiselle Philippe Leclerc, ci-dessus nommés. Cette rente constatée au compte des recettes de l'Hôtel-Dieu de l'an 1659, dût être remboursée entre 1708 et 1711. Toutes les pièces durent être remises alors car, à partir de cette date, il n'en est plus fait mention dans les titres et comptes de l'Hôtel-Dieu.

Le terrier de la seigneurie de Jouarre de l'an 1602, dressé sous le gouvernement de l'abbesse Jeanne de Bourbon, quoique malheureusement incomplet, me permettra de fournir des indications précises sur l'état du territoire de Choqueuse, à la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e.

Si nous nous rappelons avec quelle lenteur se modifièrent, dans les campagnes, l'aspect du sol, la nature des cultures, la condition des personnes, les dispositions des habitations, en un mot tous les éléments de la vie sociale, on pourra, d'après les renseignements authentiques que je vais produire, se former une idée approximative de ce que fut Choqueuse depuis le milieu du xvi^e siècle jusqu'au milieu du xvii^e siècle.

Ce territoire, d'après le terrier précité et d'autres pièces postérieures, comprenait en l'année 1600 une superficie d'environ 345 arpents divisés entre quatorze propriétaires, dont la moitié seulement résidaient sur les lieux. — Le hameau, que l'on appelait alors le village de Saulgueuze, se composait de 7 ou 8 habitations ou petites fermes et de quelques masures groupées pour la plupart autour d'une cour. Les maisons habitées étaient couvertes de tuiles et comprenaient généralement une grange, une étable et un toit à porcs, avec un jardin. Elles étaient situées partie sur l'emplacement de la ferme actuelle, partie de l'autre côté du chemin, aux abords de l'étang qui servait de limite aux jardins de plusieurs d'entr'elles. Le chemin de la Borde aux Courrois, dans la traverse du hameau, portait le nom de rue de Saulgueuze. A peu de distance du groupe principal se trouvait la petite ferme en ruines appelée la Marserie.

Le territoire, divisé en un grand nombre de parcelles dont la contenance variait de 50 perches à 5 arpents, se composait en majeure partie de terres labourables et d'étangs en eau, aux abords desquels se trouvaient des pâturages marécageux. On y rencontrait aussi des prés, des aunaies, des lisières de bois, des friches et des broussailles. La superficie en étangs se décomposait ainsi : grand étang de Choqueuse 33 arpents 35 perches ; étang Saint-Méry 5 arpents ; la Forcière 2 arpents 50 perches ; étang de l'Uselle 9 arpents 35 perches ; une autre Forcière 5 arpents ; le Petit-Etang 5 arpents.

Parmi les propriétaires non-résidants, et c'étaient les plus riches, je citerai d'abord Madame de Bonacourey et le seigneur de La Faye, représentant les Morelet du xvi^e siècle ; Claude Leclerc et Nicolas Leclerc ; ce dernier occupait à Coulommiers la charge de contrôleur. M^e Jehan Leplaideur, procureur au siège présidial de Meaux, né à Jouarre d'une famille de procureurs, détenait pour sa part, depuis 1570, 14 arpents 62 perches de terre, pré, jardin et masures, tenant le tout à l'étang et à la cour commune. Il payait de ce chef à Madame l'abbesse de Jouarre quatre sols dix deniers de cens, plus une part proportionnelle de la rente seigneuriale de Choqueuse que j'ai dit être de dix livres six sols tournois et sept boisseaux de blé. Ceci prouve que l'ancienne ferme de la Marserie avait été divisée au xvi^e siècle.

Nicolas du Courroy et Nicolas Rivière, de Coulommiers, étaient propriétaires des masures, ci-devant en maison, appelées la Marserie, nom qui me paraît dériver de Mareschia, en vieux français

Marçaille, Marchesse, blé trémois, blé marsois. L'humidité naturelle du sol et les procédés défectueux de l'agriculture au moyen-âge expliquent assez que là, le blé de mars devait être cultivé de préférence. Ces propriétaires possédaient en outre 19 arpents 1/2 de terre en dix pièces, ils payaient pour l'ensemble six sols, plus six deniers de cens leur part de la rente foncière, se montant à deux sols six deniers. C'est cette ferme, divisée en un certain nombre de lots, que je regarde comme ayant été baillée à rente par les abbesses de Jouarre vers la fin du xv^e siècle.

Nicolas Marion, admodiateur de la terre des Marets, demeurant au Châtel, près Provins, possédait deux maisons dans la rue de Saulgueuze, et 2 arpents 14 perches de terre en deux pièces tenant à l'étang.

Parmi les propriétaires habitant Choqueuse, je citerai :

Marion Maulx, veuve Pierre Margot, pauvre paysanne qui ne possédait qu'une chambre, un appentis et 25 perches de jardin ;

Hubert Rubentel, mort le 4 janvier 1636, et Jehanne Thessier sa femme, étaient laboureurs et possédaient 7 arpents de terre et une travée de grange ;

Jacques Villain, moins favorisé, possédait seulement une maison et un jardin de 25 perches ; mais il eut le privilège assez rare de pouvoir présenter au baptême, le 17 juillet 1610, trois filles jumelles issues de son mariage avec Nicolle Boudier ;

Enfin Denise Carillon, les héritiers Denis Lefèvre, Nicolas Thibault et Jehan Moussot, avec leur famille, complétaient la population de Choqueuse.

A cette époque la condition politique et économique des paysans s'était sensiblement améliorée : le poids des obligations seigneuriales était devenu plus léger, nombre de petites prestations, soit personnelles, soit foncières, avaient disparu. Les droits dus par la terre de Choqueuse aux abbesses de Jouarre se réduisaient au cens de 4 deniers par arpent, à la rente seigneuriale de dix livres dix sols et sept boisseaux de blé, aux lots et ventes, saisine et dessaisine. Les deux premiers de ces droits ne représentaient plus qu'une somme infiniment minime par suite de l'avisement progressif de la valeur de l'argent. Les lots et ventes seuls constituaient une lourde charge, car ils se percevaient à raison de trois sous six deniers pour livre sur chaque mutation d'héritage ; et, dans le cas de non-paiement du droit dans la huitaine du contrat, l'amende était de sept sous six deniers. Elle était portée à trois

livres, si le non-paiement du droit dépassait une année. Si l'on ajoute à ces charges le prélèvement de la grosse dime consistant dans la treizième botte de tous les grains recueillis, et des menues dimes frappant sur les pois, les haricots, la vesce, les œufs, les volailles, etc., on reconnaîtra que les conditions faites à la propriété roturière étaient encore assez dures. En effet, le dîmage de Choqueuse fut affermé pour neuf années, en 1668, à Prosper Rassicot, maître chirurgien à Jouarre, moyennant 100 livres. Or, si l'on considère qu'à cette époque on vendait 60 livres un arpent de terre valant aujourd'hui de 12 à 1,500 francs, et si l'on prend ces deux termes pour indiquer le rapport de la valeur de l'argent, on verra que la contribution prélevée par le seigneur seulement, dépassait de beaucoup la quotité actuelle de l'impôt. Il fallait en outre acquitter la taille royale; dès lors, on comprend que les plaintes des paysans étaient fondées, surtout quand la récolte était mauvaise, ce qui arrivait fréquemment.

Après avoir montré Choqueuse naissant avec le xii^e siècle, son territoire s'agrandissant, sa population et son agriculture prospérant jusqu'au xv^e siècle; après avoir laissé entrevoir la dévastation au moins partielle du village par les Anglais, et indiqué la cause générale du morcellement du territoire, au commencement du xvi^e siècle, j'ai prouvé en dernier lieu que le hameau avait réparé une partie de ses ruines durant le xvi^e siècle et que la population, quoique amoindrie et appauvrie, possédait encore une partie du sol et y restait attachée. Arrivé à ce point, il me faut maintenant essayer de déterminer la transformation de ce territoire entre les années 1630 et 1660, transformation qui eut pour résultat la disparition complète du hameau et des petits propriétaires, qui firent place, le premier à deux grandes fermes, les seconds à des fermiers. Cette transformation nous conduira en 1692 à une concentration plus grande encore du sol, à la réunion des deux fermes, le Grand et le Petit Choqueuse, dans une même main, c'est-à-dire à la constitution du domaine actuel.

Il est regrettable que des documents complets relatifs à cette transformation ne soient point venus jusqu'à nous, car nous eussions pu ainsi exposer en détail et avec une précision rigoureuse le mode de production d'un des faits économiques les plus intéressants de l'âge moderne : la constitution de la grande propriété terrienne roturière.

Comme ce fait, à ma connaissance du moins, n'a pas été suffisamment mis en lumière, et comme son importance historique et

sociale me paraît avoir été méconnue ou ignorée, je vais essayer de le mettre en relief, en ébauchant succinctement l'évolution de la propriété roturière dans notre contrée, le pays Meldois. Je fais cette réserve, parce que dans le pays au-delà de la Loire, l'évolution a commencé plus tôt, mais sans atteindre le même développement.

La transformation de l'esclavage en servage, graduellement opérée du ^{vi}^e au ^{xi}^e siècle, eut pour corollaire l'abandon de la grande culture romaine et la division du sol labourable en parcelles d'une faible étendue. Aux ^{ix}^e et ^x^e siècles, alors que la propriété roturière n'avait pas encore surgi, la terre noble ou le fief, à l'exception des forêts, des landes et des marais, se trouvait divisée pour la culture en petites métairies, ne comprenant guère au-delà de 20 à 25 arpents, c'est-à-dire la superficie qu'une famille de serfs pouvait cultiver avec les moyens restreints dont disposait l'agriculture d'alors. Au ^{xi}^e siècle, lorsque furent inaugurés par les chartes d'accensements, les premiers rudiments de la propriété servile ou roturière, fait qui coïncida avec le défrichement en grand du sol, ce nouveau genre de propriété se traduisit par un morcellement plus considérable du sol. Il devait en être ainsi, en effet, puisque les nouveaux possesseurs cultivateurs se trouvèrent, par leur pauvreté même, réduits aux procédés les plus élémentaires de culture. Pour se rendre un compte exact de l'extrême division du sol au moyen-âge, il faut de toute nécessité avoir étudié les cartulaires et les terriers. Les résultats de cette étude, en ce qui regarde le point qui nous occupe, peuvent se résumer ainsi : d'une part, de vastes territoires nobles, dont une partie parfois considérable composait le domaine direct du seigneur, lequel comprenait principalement des bois, des étangs, des moulins et des métairies d'une certaine étendue; d'autre part, ces vastes territoires se décomposant en petites terres nobles feudataires que le maître faisait exploiter ou que, parfois, il exploitait lui-même, ce qui constituait une seconde sorte de grandes propriétés nobles. Enfin, le surplus du territoire, tout en restant marqué du sceau seigneurial, était possédé avec droit de transmission par les serfs qui s'appelèrent les vilains, et en dernier lieu les roturiers. Ces terres serviles, agglomérées autour de hameaux très-nombreux alors, présentaient, surtout dans les vallées, un morcellement presque égal à celui que constatent les terriers du ^{xviii}^e siècle.

Jusqu'au ^{xv}^e siècle, la petite propriété foncière roturière,

soumise au cens, fut constamment cultivée par son possesseur. Les plus favorisés, parmi ces petits laboureurs, ne possédaient que bien rarement au-delà de 15 à 20 arpents d'héritages, formés souvent de 30 à 40 parcelles. En moyenne, les cultures du paysan ne dépassaient guère 6 arpents, se décomposant en petits lopins de quelques perches d'étendue. Cet émiettement du sol se justifiait par les nécessités, pour chaque ménage, de récolter à la fois des légumes, du chanvre, du foin pour son bétail, du froment, ou plus souvent du méteil pour l'alimentation de la famille. A cette date on aperçoit bien, en quelques endroits, des fiefs possédés par des bourgeois, qui peu à peu devinrent des nobles, et plusieurs métairies dans une même paroisse se trouvant réunies dans la main d'un homme de loi ou d'un homme d'église enrichi ; mais la grande propriété foncière, la ferme moderne, celle qui seule est compatible avec la grande culture, n'existait pas. Il ne pouvait en être autrement dans l'état d'enfance où se trouvaient alors les procédés agricoles.

Vers le milieu du xv^e siècle, à partir du règne de Louis XI, si favorable aux bourgeois, la grande propriété roturière commence à poindre. Tandis que les nobles, les châtelains, les évêques, les abbés se trouvaient appauvris, ruinés par la longue guerre des Anglais ; tandis que leurs terres ravagées restaient incultes, que leurs métairies incendiées restaient inhabitées, les gens de robe, les bourgeois, industriels ou commerçants, avaient conservé intacts, à l'abri des murailles de leurs cités, les richesses que depuis deux siècles ils accumulaient en silence et avec une louable opiniâtreté. Aussi lorsque les grands possesseurs songèrent, la paix revenue, à réparer les désastres de la guerre, à reconstruire leurs métairies et leurs manoirs détruits, à se former de nouvelles sources de revenus, par la mise en culture de leurs terres désolées, ils s'estimèrent très-heureux de recourir à l'épargne de la bourgeoisie et à lui abandonner, sous forme de bail à rente, une partie de leurs domaines, afin de conserver et d'améliorer l'autre partie. C'est ainsi que, pour rester sur le territoire de Jouarre, les fermes de l'Hôtel du Bois, de la Masure-Michel, des Courrois, d'Hideuse et de Choqueuse sortirent du domaine noble de l'abbaye pour passer entre les mains de bourgeois, de roturiers et même d'artisans.

L'évolution commencée au xv^e siècle, s'accéléra au xvi^e, grâce aux progrès réalisés en agriculture et à la richesse toujours croissante de la bourgeoisie, non-seulement urbaine, mais

encore rurale ; elle ne se contenta pas de continuer à absorber, autant qu'elle le pût, les terres nobles : elle commença à disputer la terre au paysan, à restreindre peu à peu l'étendue du domaine afférent aux petits hameaux du moyen-âge, surtout dans les plaines propres à la grande culture.

Ce fut principalement au *xvii^e* siècle que la grande propriété roturière fit les plus louables efforts pour se constituer. Les paysans, il est vrai, y perdirent bon nombre d'héritages, et tendirent à devenir des prolétaires ruraux ; souvent même leurs habitations leur furent disputées et leurs hameaux disparurent ; mais il surgit de cette transformation un développement considérable et nécessaire de l'agriculture. Les paysans, au lieu de végéter sur leurs petits patrimoines, devinrent serviteurs à gages ou temporaires des fermiers, ce qui était alors une assez dure condition. Par contre, la société a bénéficié des avantages immenses qui résultèrent pour elle, abstraction faite de certains inconvénients, de l'abandon de la culture propre au moyen-âge du morcellement exagéré du sol, qui constituait une entrave au développement même de la richesse agricole. D'ailleurs, la petite propriété ne fut que partiellement atteinte ; elle continua à prévaloir dans les vallées où la population se trouvait plus dense et où la culture à bras était pour ainsi dire la seule praticable.

C'est en raison de cette tendance de la bourgeoisie à constituer de grands domaines roturiers, égalant en étendue ceux de la noblesse, que les villages de Balleau, la Borde-Genelle, la Guillonnerie et Choqueuse disparurent, et que les autres hameaux du plateau de Jouarre, Glairét, la Borde, la Masure, les Courrois, Bibartaut-les-Vannes, virent leur population rester stationnaire ou même diminuer au fur et à mesure que leurs lopins d'héritages se restreignaient.

Je pourrais, par des exemples, montrer cette évolution continuant sa marche, d'un pas mesuré, il est vrai, jusqu'à l'époque où, par le fait de la grande révolution, toutes les terres devinrent nobles, c'est-à-dire égales devant le devoir et devant l'impôt ; mais j'ai hâte d'abrégér cette digression et d'indiquer comment et à quelle date le village de Choqueuse se transforma en une grande ferme, et son territoire morcelé en un domaine unique.

Il est certain pour moi que, vers la fin du *xvi^e* siècle, Madame de Bonacourcy, M. de La Faye et maître Nicolas Leclerc commencèrent à réunir à leurs petites fermes de Choqueuse, un certain nombre d'héritages achetés au décès des petits propriétaires ;

mais ce fut vraisemblablement entre les années 1625 et 1640 que dût être terminée l'absorption des petites parcelles, la destruction des dernières habitations du hameau, et que fut entreprise à peu près simultanément la construction des deux fermes, qui, en raison de leur importance respective, furent appelées, l'une le Grand-Choqueuse, l'autre le Petit-Choqueuse. L'ensemble des matériaux qui servirent à l'édification de ces fermes fut certainement fourni par la démolition des vieilles maisons et masures du hameau.

Damoiselle Philippe Leclerc et son premier mari, Louis Moreau, bailli de Jouarre, doivent être regardés comme les fondateurs du Petit-Choqueuse, car à la fin du ^{xvii}^e siècle, une certaine quantité de terre, située aux environs du bourg, se trouvait jointe à cette ferme. L'héritier de cette dame, morte vers 1650, messire Henri Bourdon, écuyer, seigneur du château de Signets, marié à Rosanne de Formont, ne conserva pas longtemps la propriété; soit par suite de décès, soit pour toute autre cause, la ferme fut vendue par sentence du bailliage de Meaux, le 15 juillet 1672, à M^e Philippe Bonnot, prêtre chanoine de l'église collégiale Saint-Benoît de Paris, lequel, par testament, transmet, vingt ans plus tard, la propriété à M^e François Tassin, prêtre.

Je ne saurais indiquer le fondateur du Grand-Choqueuse, qui remplaça l'ancienne ferme de la Marserie. Ce nom de Grand-Choqueuse n'apparaît sur les registres de l'état civil que vers l'année 1658, date de la mort de Julien Daâge, qui, le premier, en fut qualifié de fermier. Cette ferme fût acquise en 1692 par M^e François Tassin, prêtre, lequel réunit ainsi entre ses mains la totalité du territoire de Choqueuse.

A partir de là, je puis établir exactement les transmissions successives de ce domaine, grâce aux bienveillantes communications de M. le vicomte de Villiers de la Noue.

Le 31 mai 1694, M^e François Tassin en fit donation à M^e Remy Legrain, bourgeois de Paris, ancien consul, et à sa femme Marguerite Tassin, nièce du donateur. Cette dame, peu après la mort de son mari, déclara au terrier de la seigneurie de Jouarre, le 9 décembre 1716, que les fermes du Grand et du Petit-Choqueuse, ainsi que divers autres immeubles situés tant dans le bourg qu'aux environs de Jouarre, lui appartenaient conjointement et par indivis avec ses enfants : M^e Remy Legrain, prêtre chanoine de l'église Saint-Benoist de Paris, M^e Philippe Legrain, clerc tonsuré du diocèse de Paris, M^e Jean-Baptiste

Legrain, marchand, bourgeois de Paris, M^e Pierre Grégoire, conseiller du roi en l'élection de Paris, époux de Françoise-Marguerite Legrain, et M^e Joseph-Claude Salmon, marchand, bourgeois de Paris, époux de Marie-Marguerite Legrain.

A cette date, les 344 arpents 86 perches composant le domaine, consistaient en logis, bâtimens, cours, jardins, terres labourables, prés, pâtures, étangs, forcières, aunaies et lisières de bois. Cette terre était chargée envers l'abbaye de Jouarre de six livres huit sous trois deniers de cens, payables à la Saint-Remy, chef d'octobre, et en outre de dix livres dix sous et sept boisseaux de blé de surcens ou rente seigneuriale, payable à la Saint-Martin d'hiver. La rente foncière due anciennement par cette terre à l'hospice avait été remboursée.

En conséquence du partage des biens de la succession de Remy Legrain, le 18 août 1717, sa veuve, Marguerite Tassin, devint seule propriétaire des deux fermes de Choqueuse. Après la mort de cette dame le domaine échut en 1722 à ses deux fils, Remy et Philippe Legrain, qui en jouirent indivisément. Ce dernier mourut en 1729, laissant pour héritiers ses frères et sœurs.

Lorsque Remy Legrain, chanoine de Saint-Benoît, mourut en 1743, sa sœur, Madame Pierre Grégoire et son frère Jean-Baptiste Legrain n'existaient plus. La partie du domaine afférente à Philippe Legrain se partagea entre Pierre-Remy Grégoire, conseiller en l'élection de Paris, fils de Pierre Grégoire et de Françoise Legrain, d'une part; dame veuve Salmon, d'autre part; et enfin, les deux filles de Jean-Baptiste Legrain, qui en jouirent indivisément.

En 1769, M^e Pierre-Remy Grégoire décéda, et sa part du domaine de Choqueuse passa tant à sa fille Françoise-Marguerite Grégoire, femme de M. Prudent de Villiers de la Noue, qu'à son petit-fils mineur, Prudent de Villiers de la Berge, fils de Anastasie-Françoise Grégoire, décédée femme de M. Louis-François de Villiers de la Berge, conseiller au parlement.

En 1773, Marie Legrain, religieuse feuillantine, fille de Jean-Baptiste Legrain, vendit sa part de Choqueuse au mineur Prudent de Villiers représenté par son père. En 1775, M. Salmon céda également la part qu'il avait héritée de sa mère. Enfin la même année, Monsieur et Madame Prudent de Villiers de la Noue vendirent leur part à leur neveu qui réunit en sa main tout le domaine.

Monsieur Prudent de Villiers de la Berge décéda à Paris, rue

Saint-Dominique-Saint-Germain, le 27 juillet 1846, laissant entre autres héritiers, Monsieur le vicomte Prudent-Jules de Villiers de la Noue, propriétaire actuel de Choqueuse.

RECHERCHES HISTORIQUES ET ÉTYMOLOGIQUES

SUR LA

LANGUE ANGLAISE

(HISTOIRE ET GRAMMAIRE)

PAR M. E. DROUIN,

Secrétaire-adjoint de la Section de Melun.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

§ 1. La langue anglaise qui occupe aujourd'hui une place si importante dans la famille des langues de l'Europe, est un mélange d'anglo-saxon et de normand, c'est-à-dire de germanique et de roman. — Son histoire est fort intéressante et elle se mêle intimement à l'histoire politique du pays; elle suit les variations de celle-ci et ses grandes périodes coïncident avec les grands événements historiques.

Comme nous le verrons, tout en ayant subi, à un haut degré, l'influence latine, l'anglais n'en est pas moins resté au fond une langue germanique, et c'est à ce titre qu'on le classe, comme le hollandais, le flamand, au nombre des dialectes *bas-allemands*.

Tout le monde à peu près sait aujourd'hui ce qu'il faut entendre par langues *indo-européennes* ou *indo-germaniques* (1). On comprend sous cette dénomination presque tous les idiomes parlés par les peuples de l'Europe ancienne et moderne et par quelques peuples de l'Asie. Ils ont été groupés en différentes branches qui sont :

(1) On les appelle aussi langues *Aryennes* du nom de leur berceau, l'*Arya*, situé sur le plateau central de l'Asie. Les autres familles de langues sont : la famille tartare, la famille sémitique, celles des langues de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie. Consulter sur cette matière un excellent ouvrage élémentaire, de M. A. Maury : *La Terre et l'Homme*, 1 vol., 1867.

La branche *italo-celtique* comprenant : le grec ancien, le latin, les langues italiques (sauf l'étrusque (1) au sujet duquel les études ne sont pas encore assez avancées et les dialectes celtiques ;

La branche *germanique* sur laquelle nous aurons à nous expliquer plus loin ;

Et la branche *letto-slave*, vraisemblablement la plus jeune, c'est-à-dire la dernière qui se soit séparée du tronc commun. Elle renferme tous les dialectes slaves (slavon, russe, polonais, tchèque, bulgare, ruthène, vinde, illyrien, serbe, etc.) et les dialectes lithuaniens (borussien, letton, haut-lithuanien et jémaïtique).

A quoi il faut ajouter les idiomes iraniens (zend, ancien perse, persan moderne) et même l'arménien.

Il existe encore en Europe d'autres langues qui n'appartiennent pas à la famille indo-européenne. Ce sont le finnois ou suomi, le laponais, le hongrois et quelques langues de la Russie d'Europe qui, comme l'osmanli ou turc de Constantinople, relèvent de la famille tartare à laquelle il faut aussi peut-être rattacher le basque.

Les analogies frappantes qui existent, tant au point de vue de la grammaire qu'au point de vue du vocabulaire, analogies qui n'ont pas été trouvées certes tout d'un coup, et dont la découverte est d'autant plus certaine qu'elle a été plus lente et plus méditée, ont établi la communauté d'origine de tous les peuples de l'Europe ; c'est aujourd'hui un fait parfaitement acquis à la science que le plateau central de l'Asie, limité au sud par l'indo-kush et l'himalaya, est le berceau de la famille aryenne, et que c'est de ce point que sont parties successivement les diverses migrations qui peuplèrent l'Inde, la Perse et l'Europe.

Parmi les peuples indo-européens, deux doivent arrêter quelques instants nos regards, ce sont :

1° Les Celtes ;

2° Les Germains.

§ 2. Les *Celtes* paraissent avoir été parmi les peuples de la race aryenne, les premiers arrivés en Europe, s'installant d'abord sur la mer Noire, puis avançant toujours vers l'ouest, refoulés par des migrations postérieures et finissant par gagner la Gaule et les îles Britanniques. Ils se divisent en deux branches bien distinctes,

(1) On a cherché successivement à le rattacher au sémitique et à l'aryen. Ne serait-ce pas une langue touranienne parlée par les populations préhistoriques que l'on retrouve partout et dont feraient partie les Etrusques ?

suisant le système de M. Amédée Thierry : La branche *gaëlique* et la branche *kimrique*. Toujours d'après le même auteur, les Gaëls pénétrèrent les premiers dans les Gaules à une époque anté-historique, et ils y étaient installés depuis longtemps, lorsqu'eut lieu la première grande invasion des Kimris ou Cimbres, en 587 avant Jésus-Christ, sous la conduite d'Hésus. Ceux-ci fuyaient eux-mêmes les bords du Pont-Euxin où ils étaient également établis depuis plusieurs siècles, lorsque les Scythes les en expulsèrent : Les Kimris remontèrent alors le Danube, le Dniester et gagnèrent l'ouest de l'Europe pour fondre sur la Gaule (1).

Quoique ayant même origine et parlant à peu près la même langue, les Kimris et les Gaëls étaient devenus étrangers l'un à l'autre par l'effet d'une longue séparation ; aussi l'apparition des Kimris, en 587, fut-elle une véritable invasion ennemie ; les Gaëls furent jetés hors de la Gaule, ils traversèrent la Manche et pénétrèrent en Bretagne ; quelques-uns cependant se réfugièrent dans le sud, dans les Alpes et en Italie. Quant aux Kimris, ils occupèrent la totalité de la Gaule, finirent même par entrer à leur tour en Bretagne, repoussant peu à peu les Gaëls jusqu'aux extrémités. Vers 350 eut lieu la seconde invasion des Kimris restés de l'autre côté du Rhin, dans le pays des Boïes, et fuyant devant l'invasion germanique. Ces populations franchissent le fleuve et s'établissent les unes au nord de la Gaule sous le nom de Belges ou Volkes, les autres au sud sous le nom de Volkes-Tectosages. C'est au rameau kimrique qu'appartiennent les populations gauloises des temps historiques, c'est-à-dire celles qu'eurent à subir les Romains en Italie à partir de 530 (2), celles qui pillèrent la Grèce sous le nom grec de Κίμμερι, les aventuriers qui fondèrent le royaume de Gala-

(1) Dès le **xi^e** siècle avant J.-C., les populations celtiques occupaient l'Europe centrale. Il est vraisemblable qu'à cette époque la race germanique n'était pas encore arrivée. V. sur cette intéressante époque de l'histoire de nos pères, le remarquable ouvrage de M. Amédée Thierry : *Histoire des Gaulois*, surtout l'introduction. — Toutefois, nous devons faire remarquer que ces vues ont été depuis combattues par divers auteurs, notamment par M. Roget de Belloguet, dans son ouvrage intitulé : *Ethnogénie gauloise*. Suivant eux, les Gaulois ou Galls formaient une population homogène, divisée seulement en deux branches parlant des dialectes d'un même idiome. Les Cimbres, population d'origine germanique, n'auraient rien de commun avec les Kimris du pays de Galles dont l'arrivée en Europe ne serait pas séparée par un long espace de temps de l'époque de la migration des Gaulois proprement dits.

(2) L'invasion de Bellovèse (en 587) provenait du mouvement des populations gaéliques (Am. Thierry, I, p. 149).

tie, en Asie Mineure (280 avant Jésus-Christ), et enfin les Cimbres du Jutland et du Palus Méotide.

§ 3. Au point de vue philologique, il est très-important de distinguer la branche kimrique de la branche gaëlique et, dans le vocabulaire, on remarque à peu près, bien que les deux idiomes soient de la même origine, la même différence qu'entre l'italien et l'espagnol, par exemple. Il n'entre pas dans notre sujet de donner, même sommairement, les principaux caractères distinctifs de ces deux dialectes, car nous n'avons pas ici pour but de traiter des langues celtiques (1), mais il ne sera pas inutile de dire quelques mots des divers dialectes qui nous sont restés.

Au moment de la conquête romaine, la langue kimrique était depuis longtemps celle de l'ancienne Gaule. Malheureusement, à part peut-être l'armoricain ou bas-breton, nous n'avons d'autres traces du kimri des Gaules que dans quelques noms de lieux, de peuples et de personnes; et encore l'orthographe latine a-t-elle tellement défiguré ces noms qu'il est souvent très-difficile de distinguer si tel mot appartient à la branche kimrique ou à la branche gaëlique. Aussi, de tous les dialectes de la branche kimrique, les trois qui nous aient été conservés par des monuments écrits et que l'on parle encore, sont :

1° Le *Gallois* parlé et écrit dans la pays de Galles, appelé *Welsh* par les Anglo-Saxons et les Anglais, *Cymraeg* (c'est-à-dire kimrique) par les Gallois eux-mêmes ;

2° Le *cornique* parlé et écrit dans la Cornouaille, jusqu'à la fin du xvi^e siècle (2) ;

3° L'*armoricain* parlé et écrit dans la Bretagne française; il se divise en plusieurs dialectes qui sont ceux de Léon, Vannes, Tréguier et Kerné.

La langue gaëlique qui, d'après ce que nous avons vu, était celle des premières populations de la Gaule, avant l'invasion kimrique, est aujourd'hui reléguée dans les extrémités du royaume britannique. Elle ne comprend que trois dialectes principaux, savoir :

1° L'*irlandais*, dont certains auteurs ont fait remonter les monuments écrits jusqu'au v^e siècle ;

2° Le *manx* de l'île de Man et de l'île Anglesey ;

(1) V. Zeuss, *Grammatica celtica*, édit. de Elbel, 1866-1874.

(2) The old Dull Penrhynian, the last who spoke Cornish, died in 1778. Le gallois est encore parlé aujourd'hui dans le pays de Gwynedd, mais, relativement, fort peu, ici, comme en Irlande, on peut dire que c'est l'exception.

3° *L'erse* ou gaélique d'Ecosse (1).

Cette distinction entre deux branches de la langue celtique doit, selon nous, être maintenue, parce qu'elle repose sur des preuves philologiques, nonobstant les consciencieux travaux de M. de Belloguet, tendant à supprimer la dualité. Certainement entre le kimrique et le gaélique l'analogie est grande ; mais, de même que pour les langues slaves, les langues néo-latines et, dans une autre famille, les langues araméennes, s'il y a de remarquables identités, il y a aussi des différences grammaticales et lexicologiques qui sont suffisantes pour admettre la diversité des idiomes. Les travaux de Zeuss, Ebel, Stokes, Prichard, Latham et tous les celtologues en font foi.

§ 4. La branche germanique comprend, dans son sens le plus étendu, tous les idiomes du haut et du bas-allemand et le scandinave. Il est vraisemblable que les Germains ne sont arrivés en Europe qu'après les Celtes et que ceux-ci avaient déjà occupé toute l'Europe centrale depuis le Pont-Euxin jusqu'à la Chersonèse Cimbrique. Quoi qu'il en soit, les Germains ont formé dès leur début, deux peuples qui avaient chacun son dialecte bien tranché. Soit qu'elles soient arrivées ensemble, soit ce qui est le plus probable, qu'il y ait eu, comme pour les Celtes, deux migrations successives, les tribus qui s'établirent au nord, le long des côtes de la Baltique et dans la péninsule Scandinave parlaient divers dialectes notablement différents de ceux des populations du midi. L'ensemble de ces dialectes du nord, ayant tous des caractères communs entr'eux, constitue ce que l'on a appelé le *bas-allemand* (*platt deutsch*) par opposition au *haut-allemand* (*hoch deutsch*) nom réservé à la langue des pays élevés du centre et du midi de l'Allemagne. La principale différence qui existe entre ces deux catégories d'idiomes, celle qui est la plus caractéristique, consiste dans la manière dont sont traitées les consonnes en passant d'un idiome à l'autre : Ainsi, par exemple, nous verrons plus loin (§ 21) que les consonnes douces du haut-allemand *g, d, b*, correspondent en bas-allemand aux consonnes aspirées *ch, th, f* ; que *th, d, t*, du bas-

(1) Ainsi que nous avons pu le constater nous-mêmes, l'Irlandais est parlé surtout dans les comtés de l'ouest (Kerry, Limerick, Clare, Galway, Mayo, Sligo) et dans les highlands de Donégal. Le Manx a à peu près disparu comme langue vulgaire. Le gaélique d'Ecosse (qu'il ne faut pas confondre avec l'écossais moderne, qui est un dialecte anglais), n'est plus parlé que dans les highlands et les comtés de l'extrême nord. Sauf dans le pays de Galles et les comtés ouest de l'Irlande, les dialectes celtiques tendent tous les jours à disparaître en Angleterre.

allemand, correspondent à *d*, *dh*, *t*, du haut-allemand, etc. Il s'opère ainsi dans l'échelle des consonnes une sorte de déplacement, de substitution régulière, dont les lois ont été parfaitement étudiées et qui fait qu'un mot a telle ou telle physionomie bien facile à reconnaître suivant qu'il appartient à un dialecte bas-germanique ou à un dialecte haut-allemand. Il n'en est pas de même à l'égard des langues scandinaves qui se rattachent par leur vocabulaire au bas-allemand, car il n'existe à proprement parler aucune substitution de consonnes d'un dialecte à l'autre; toutefois la grammaire s'oppose d'une manière absolue à ce que l'on confonde dans la même origine les tribus qui parlèrent bas-allemand avec celles qui ont importé le scandinave. Nous allons voir notamment que l'article et le verbe présentent en islandais, en suédois, en danois, des particularités que l'on ne retrouve pas dans le reste de la famille germanique et cela suffit, en philologie comparée, pour faire réserver la question de parenté immédiate. Ainsi :

1° En germanique comme dans toute la famille indo-européenne, l'article défini précède toujours le substantif et est complètement isolé de lui, exemple : ὁ λογος, *der mann*, *the book*, *the king*. En scandinave au contraire l'article défini est affixe au substantif; en islandais il est *in*, *it*, *nn*, *t*, *nir*, en danois et en suédois *en*, *et*, *ene*, exemples :

Isl.	<i>Dagr</i>	jour,	<i>dagr-inn</i>	le jour,	plur. <i>dagar-nir</i>	les jours.
	<i>Konungr</i>	roi,	<i>konungr-inn</i>	le roi,	— <i>konungar-nir</i>	les rois.
	<i>Fat</i>	pied,	<i>fat-in</i>	le pied,	— <i>fat-in</i>	les pieds.
Dan.	<i>Mand</i>	homme,	<i>mand-en</i>	l'homme,	— <i>mand-ene</i>	les hommes.
	<i>Bog</i>	livre,	<i>bog-en</i>	le livre,	— <i>boger-ne</i>	les livres.
	<i>Huus</i>	maison,	<i>hus-et</i>	la maison,	— <i>huus-ene</i>	les maisons.
Suéd.	<i>Konung</i>	roi,	<i>konung-en</i>	le roi	— <i>konungar-ne</i>	les rois.

La flexion casuelle du génitif se met même après l'article, ainsi : Dan. *hus-et-s* de la maison, *stuer-ne-s* camerarum; suéd. *konung-en-s*, *konungar-ne-s*; l'isl. *dags-in-s*, *fats-in-s* contient la flexion avant et après l'article (1).

2° Le passif dans les dialectes du haut et du bas-allemand, se forme à l'aide des auxiliaires *être* ou *devenir*. En scandinave

(1) Lorsque le substantif est précédé de l'adjectif, l'article est alors isolé, ainsi Dan. *den unge Dronning*, la jeune reine; *de store huse*, les grandes maisons, etc. — L'article scandinave *en*, *et* est un débris de *hun*, *hint*. — V. Dietrich, *Altnordisches Lesbuch*, 1864.

comme en grec et en latin, le verbe passif se distingue de l'actif par l'addition d'un suffixe : *sk* (= *sik* soi) devenu *s*, puis *z*, en isl ; *es*, *et*, *s*, en danois et en suédois, ainsi :

Isl. *Gefa* donner, *gefask* il se donne, il est donné.

Sigra vaincre, *sigraz* être vaincu.

Dan. *Elske* aimer, *elsk-es* être aimé.

Jog elskes je suis aimé.

Vi elsked-es nous étions aimés.

Sued. *Jog elskar* j'aime.

— *elskas* je suis aimé.

— *elskade* j'aimais.

— *elskades* j'étais aimé. (1)

3° La particule préfixe *ge* qui sert à exprimer le passé dans les différents dialectes germaniques, conjointement avec l'*ablaut*, est inconnue au scandinave, qui ne connaît que l'*ablaut*.

4° L'islandais offre encore une particularité que l'on ne retrouve pas en germanique, c'est le sens négatif exprimé par les suffixes *at* (ou *t* ou *a* ses dérivés) *gi*, *ki* : *verdrat* il n'est pas, *erot* ils ne sont pas, *fannaka* je ne trouvai pas, *manngi* aucun homme, *cingi* aucun, *vaetki* quid non, etc.

§ 5. Ces phénomènes, on le voit, ont leur importance, et comme ils sont en quelque sorte isolés, au moins pour l'article, dans le reste de la famille aryenne, il faut nécessairement donner au scandinave une place à part dans cette famille. Nous croyons que les Scandinaves tout en faisant partie de la branche germanique ont dû former une tribu bien distincte et venir séparément, peut-être même les premiers, s'installer sur les bords de la Baltique.

C'est dans la péninsule danoise que paraît avoir été tout d'abord le centre de ces migrations ; car les traditions du nord nous apprennent que les tribus qui peuplèrent la Norvège et la Suède venaient du Danemark et parlaient le danois (*Donsk Tunga*). Peu à peu le danois de la péninsule scandinave se développa de son côté et devint l'ancien idiome scandinave distinct du danois du Jutland, et il prit le nom de *Norraena Tunga* ou *Norraent mál* (langue du nord) (2). Plus tard il subit des altérations et changements, suivant qu'il était parlé en Suède ou en Norvège, de manière à constituer deux dialectes distincts : le suédois et le norvégien auquel

(1) Le suffixe scand. *es* rappelle tout à fait le *se* latin de amor = amo + se.

(2) V. Bergmann. Poèmes islandais, 1 vol. in-8°, 1838, passim.

fut plus spécialement appliqué le terme de *Norraena tunga*. C'est ce norvégien ancien qui a été importé en Islande, lors des premiers établissements des colons norvégiens dans cette île, au ix^e siècle, et qui a donné naissance à l'islandais ancien, connu aussi sous le nom de *vieux norrois* (all. *altnordisch*, angl. *oldnordish*) ou *norrain*. Le norrain de Norwège a commencé à disparaître au xv^e siècle et actuellement le norvégien et le danois, comme langue littéraire au moins, se confondent et n'en forment plus qu'une seule.

Nous n'avons point à nous occuper ici des langues scandinaves. Nous verrons pourtant que l'anglais leur a fait quelques emprunts et que les Danois par leur assez long séjour en Angleterre, n'ont pas été sans laisser quelques traces de leur propre langue dans celle du pays vaincu. Mais c'est plus particulièrement au bas-allemand qu'il faut se référer pour étudier les origines de l'anglo-saxon et c'est dans les différents dialectes du bas-allemand que nous prendrons le plus souvent nos comparaisons quand nous entrerons dans le détail des flexions. Avant de reprendre notre historique, il ne nous reste plus qu'à parler en peu de mots des dialectes germaniques que nous aurons souvent occasion de citer.

§ 6. Le *haut-allemand* commence à paraître comme langue littéraire dès le vii^e siècle et il vit encore aujourd'hui, mais notablement altéré, dans l'allemand moderne. Son histoire se divise en trois périodes à chacune desquelles correspond un dialecte bien tranché :

1^o Le haut-allemand *ancien*, qui s'étend du vii^e au xi^e siècle. Il nous reste surtout de cette époque des commentaires sur l'Écriture sainte, des prières, des professions de foi, des formules de confession, des catéchismes, des sermons, des chants d'église, des traductions en prose de quelques hymnes latines et un poème national dont Jacques Grimm a publié des fragments sous le titre de *Chanson de Hildibracht enti Hadubrant*. La version interlinéaire de la règle de saint Benoît, par Kéron, moine de Saint-Gall (vers 750), la traduction de l'Harmonie évangélique, du syrien Tatien, faite vers 880 par un inconnu, le livre des Évangiles d'Ottfried, moine du couvent de Weissenburg, en Alsace (vers 870), et la traduction des psaumes, par Notker, autre moine de Saint-Gall (vers l'an 1000), sont les monuments les plus importants du haut-allemand ancien (1). Ce sont eux qui ont servi de base aux travaux de Grimm, Bopp, Hahn, Heyne, etc.

(1) V. dans les *Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire* (tome XXI,

2° Le haut-allemand *moyen* va depuis l'époque des croisades et des empereurs Souabes de Hohenstaufen (1137) jusqu'à la réforme marquée par la traduction de la bible de Luther (1534). C'est le temps des poètes, des troubadours, de la chevalerie; des Meistersaenger et des Minnesaenger, et par conséquent la plus brillante période de l'histoire de la littérature allemande. Le fond de la langue de la cour de Hohenstaufen, qui devint la langue littéraire, la langue écrite de toute l'Allemagne cultivée, était l'idiome souabe ou alemannique, un des principaux dialectes du haut-allemand ancien. Les plus remarquables représentants de cette époque, comme aussi les plus connus sont le *Nibelungen*, le livre des héros (*Heldenbuch*) et le miroir de Saxe (*Sachsenspiegel*).

3° Le haut-allemand *néo-germanique*, qui commence à la traduction de la bible, par Luther. La base de la langue de Luther est le dialecte de la haute Saxe qui tient le milieu entre le haut et le bas-allemand. Cette langue se propagea avec la réforme même et envahit peu à peu toute l'Allemagne (4).

§ 7. Le *gothique* est le plus ancien et le plus important de tous les dialectes du bas-allemand. Aussi a-t-il été l'objet d'études fort nombreuses et très-consciencieuses principalement en ce qui concerne le plus riche et le plus curieux de ses monuments : La traduction de la bible, faite par l'évêque Ulphilas, à la fin du iv^e siècle. Il ne reste malheureusement que des fragments de cette traduction, et le manuscrit qui les renferme, trouvé à la fin du xvi^e siècle, dans l'abbaye de Werden, a été, après bien des vicissitudes, acheté en 1662 pour le compte de la Suède. C'est la bibliothèque d'Upsal qui possède aujourd'hui ce précieux manuscrit dont la couverture est presque tout en argent, d'où son nom de *Codex argenteus*. Le *Codex carolinus*, les palimpsestes de Milan, Rome, les deux actes de vente écrits à Ravenne, au vi^e siècle, prouvent que la langue des Ostrogots d'Italie était la même que celle des Goths d'Ulphilas.

Les autres dialectes bas-allemand sont :

L'*ancien saxon* qui est une langue littéraire importante et

année 1867) un très-remarquable article de M. Diez, intitulé : *Monuments littéraires du vieux haut-allemand*. — La *Grammatik der Deutschen Sprache* de M. Westphal (Léna, 1869, in-8°), contient une notice fort intéressante sur tout ce qui nous est resté de ce dialecte. — Consulter aussi le grand travail de Graff : *Althochdeutsche Sprachschatz*.

(1) V. Regnier, Académie des Inscriptions, *Mémoire des savants étrangers*, 1853.

prédominante jusqu'au ^x^e siècle. Aussi nous est-il resté beaucoup d'écrits dont le plus connu est *Héliand* (le Sauveur) poème avec allitération, composé au ^{ix}^e siècle, sous Louis le débonnaire.

L'*ancien frison*, qui n'a jamais été une langue littéraire, car il en reste fort peu de chose dans les manuscrits. Le frison moderne est un mélange de l'ancien avec le hollandais du ^{xiv}^e siècle.

Le *flamand* ou *duitsch* ne formait qu'un seul dialecte littéraire pour les Flandres et la Hollande. Aujourd'hui encore il n'y a que fort peu de différence, comme langue écrite, entre le flamand et le hollandais. Ces deux dialectes demeurent les représentants les plus purs du bas-allemand et on peut dire que ce sont les seuls littéraires.

Enfin l'*anglo-saxon* qui n'est autre, comme nous le verrons, que l'ancien saxon transporté dans les îles Britanniques par les Angles et les Saxons de l'embouchure de l'Elbe (1).

§ 8. Comme nous l'avons dit (§ 3), les îles Britanniques au moment de la conquête romaine, en 55 avant Jésus-Christ, étaient peuplées par les Celtes des deux branches kimrique et gaëlique et ces deux dialectes principaux y étaient parlés. Il est probable que même, dès l'arrivée de César, les populations qui soutinrent les premiers chocs du vainqueur, c'est-à-dire celles du sud et du centre de l'Angleterre, ne parlaient que le kimrique, les dialectes gaëliques étant déjà refoulés dans les extrémités par suite des invasions antérieures (2). Quoique de même race, ces deux branches de populations celtiques étaient, nous l'avons dit, très-hostiles l'une envers l'autre, les Kimris jouant vis-à-vis de leurs congénères le rôle d'envahisseurs et de vainqueurs; mais aussi les Gaëls prirent leur revanche, et, sous le nom de *Pictes* et *Scots* (3) descendirent à plusieurs reprises des hauteurs de leurs Highlands dans

(1) Il existe encore beaucoup de dialectes bas-allemands échelonnés tout le long de la mer du Nord et de la Baltique. A Brême, à Hambourg, à Stettin, notamment, tout le monde parle le dialecte local bas-allemand, indépendamment, bien entendu, de la langue courante, qui est le haut-allemand moderne.

(2) Tacite nous apprend (*Vie d'Agricola*, XI) que les Gaulois et les Bretons parlaient la même langue (kimrique), sauf quelques petites différences « *sermo haud multum diversus*. » Ce fait est, du reste, confirmé par tous les travaux des celtologues modernes.

(3) On sait que le mot *Scotia* a désigné pendant longtemps l'Irlande, ce qui porte à croire que les *Scoti* étaient bien de même race gaëlique. Quant aux Pictes, il paraît certain qu'ils ne parlaient pas la même langue que les Scots : mais quelle était leur origine ? On y a vu des Germains, des Scandinaves et même des Kimris.

les plaines et les vallées du sud, pour inquiéter les populations et ravager le pays.

La conquête romaine fut longue et difficile, et, il faut le dire, ne fut jamais complète. Les populations kimriques luttèrent longtemps pour leur indépendance tant contre les Romains que contre les Gaëls du nord et, dans leur impuissance vis-à-vis de ces derniers, elles finirent par accepter la domination latine à titre de protectrice. Agricola conquît presque tout le territoire connu de la Bretagne et, pendant les huit années de prospérité que dura son gouvernement, il organisa un système de défense naturelle. Adrien fit construire de l'embouchure de la Tyne au golfe de Solway, une forte muraille ou rempart (*vallum*), destiné, comme la grande muraille de Chine contre les Tartares, à protéger les populations celto-romaines contre les invasions des Pictes et des Scots. Antonin le pieux fit élever une deuxième muraille beaucoup plus au nord, entre la Clyde et le Forth, et Septime Sévère la fit consolider et restaurer en 210 de Jésus-Christ.

D'après les traditions galloises, l'île était divisée à cette époque en trois parties : Lloegria (*Logriens*) à l'est, Cambria à l'ouest et au centre, et Alban (*Ecosse*) au nord. Tout ce pays parlait kimrique, sauf pourtant les Calédoniens. Le long séjour des Romains dut introduire dans la langue indigène un grand nombre de mots latins vulgaires, mais malheureusement il ne nous reste aucun monument littéraire de cette époque, les plus anciens documents celtiques étant postérieurs à l'introduction du christianisme (597) ; pourtant il n'est pas douteux que certains noms de lieux terminés en *cester* (*castrum*), *coln* (*colonia*) *port*, *pont*, *strate*, ne remontent à la période payenne. C'est tout ce qui, dans l'anglais, est resté du latin de cette époque, le surplus étant évidemment d'origine postérieure.

Après le départ des légions romaines rappelées pour la défense de l'empire attaqué de toutes parts (411), les populations bretonnes se trouvèrent de nouveau en proie aux invasions des Gaëls du nord. C'est alors, comme on le sait, qu'elles appelèrent à leur secours les pirates saxons déjà connus d'elles par suite de nombreuses descentes qu'ils avaient faites dans l'île (1). Cet appel à l'interven-

(1) Il paraît même que des colonies saxonnes s'étaient établies du temps de la domination romaine * et on trouve, en effet, dans la *Notitia vtriusque imperii*

* Dans le Northumberland et dans le comté de Forfar en Ecosse.

tion étrangère fut fatal à la Bretagne en ce sens qu'elle perdit à tout jamais son indépendance. Après de longues luttes, les Saxons finirent par occuper presque entièrement l'île; les Bretons furent détruits ou dispersés en grande partie, le reste se réfugia dans l'ouest ou en France, dans l'Armorique. Et c'est ainsi que s'effaça peu à peu l'élément celtique aujourd'hui fort restreint au point de vue linguistique, car il n'y a plus de population celtique parlant le kimri que dans le pays de Galles et dans la Cornouaille, la branche gaëlique étant reléguée dans les extrémités, c'est-à-dire en Ecosse et en Irlande. (V. *suprà*, § 3, note.)

§ 9. Il est nécessaire de rappeler ici, au point de vue historique comme au point de vue philologique, que ces premiers pirates du nord qui abordèrent en Angleterre sous la conduite de Hengist et Horsa, étaient non des Saxons ni des Angles, mais des Jutes (*Geaten* dit la chronique saxonne, c'est-à-dire *Goths*) mélangés de Frisons. Ils débarquèrent, d'après la tradition, à Ypwinesfleet (aujourd'hui Ebbsfleet) en 450 (1), dans l'île de Thanet et peuplèrent le comté de Kent et l'île de Wight. Ils furent bientôt suivis des Saxons qui, sous la conduite de Ella, 477, Cerdic, 495 et en 530, s'établirent dans les pays que l'on désigne aujourd'hui sous les noms de Sussex, Wessex, Essex et Middlesex (Saxons du sud, de l'ouest, etc.) Quant aux Angles, ils vinrent une première fois vers 500, alors que Cerdic était déjà roi de Wessex, et occupèrent ce qu'on a appelé l'*Estanglie* qui comprenait les peuples du sud (South-Folk, Suffolk), du nord (Norfolk), Cambridge et Northampton. La seconde invasion des Angles eut lieu en 547, sous leur chef *Ida* qui fonda tout d'abord le royaume de Pernicie (Northumberland et Durham), et plus tard les deux autres royaumes de Deira (Yorkshire) et Mercie (au centre) capitale Lincoln.

Ces populations, venues du nord, étaient d'origine germanique : Les Saxons (appelés aussi Chérusques) habitaient l'embouchure de

(document du *iv^e* siècle), la mention d'un *comes littoris saxonici per Britannias*. Le Dr Guest ap. Marsh, p. 7 (*English language*, 1 vol. in-12) qui n'admet pas qu'il y ait eu des colonies germaniques en Bretagne, avant l'invasion de 450, donne de ces mots une explication qui ne nous paraît pas très-plausible.

(1) Qq savants anglais tels que sir Francis Palgrave, Lappenberg, Kemble et Macaulay ont cherché à mettre en question l'existence des deux héros du Jutland ainsi que de Wyrtegeorne, roi des Bretons, qui les avait appelés à son secours; mais les écrits de Gildas (en 564), de Bède (vers 700), et la chronique saxonne (rédigée à la fin du règne d'Alfred), sont trop positifs sur les détails de l'invasion et sur les aventures de ces personnages pour que le doute soit permis.

l'Elbe et le Holstein; les Angles habitaient primitivement avec les Lombards le bas Elbe, mais après le départ de ceux-ci vers le sud, ils quittèrent les bords du fleuve et se réfugièrent dans le Schleswig. Quant aux Jutes, ils se trouvaient au nord des Angles, dans le Jutland actuel (1). Tous ces peuples parlaient la même langue, c'est-à-dire le bas-allemand, sauf des différences dialectales; quant au haut-allemand il n'avait pas cours parmi eux, car autrement, il en serait resté des traces dans les dialectes actuels de la Grande-Bretagne, notamment en ce qui concerne la substitution des consonnes. (2)

Ces trois dialectes angle, jute et saxon furent d'abord parlés dans l'île, chacun par les populations distinctes qui les avaient importés, quoique le nom de *Anglia* fût déjà très-vraisemblablement le seul employé comme nom collectif du pays et de ses habitants.

La réunion, en 827, de tous les royaumes fondés par les Angles et les Saxons (Heptarchie), sous le sceptre d'Egbert-le-Grand, qui appartenait aux Saxons de l'ouest (Wessex) entraîna l'unité de langage et fit adopter le dialecte saxon, déjà le plus important, comme le seul officiel et littéraire de la nation *angle* (3). Ce n'est que beaucoup plus tard, et à une époque moderne, que le mot *anglo-saxon* a été formé et employé pour distinguer la race conquérante et la langue de la Grande-Bretagne jusqu'à la fusion avec le Normand (4). Nous avons vu de même dans notre pays, lors de l'unification de la monarchie française sous Louis XI, le dialecte

(1) *Anglia vetus sita est inter saxonos et Giotos, habens oppidum capitale, quod sermone saxonico Sleswic nuncupatur, secundum verò Danos Haithaby* (Ethelwerd cité par Zeuss, *die Deutschen und die Nachbarstaemme*, p. 496, et par Marsh *English language*, p. 13. — Les Frisons habitaient spécialement les îles de la mer du Nord.

(2) Fiedler *Wissenschaftl. Grammat. der Englischen Sprache*, § 12. — Le dialecte du Lancashire nous offre pourtant une terminaison haut-alem. dans *we lov-en* au lieu de la terminaison *ath* de l'anglo-sax. et du frison : *luftath*, cf. Marsh op. l. p. 13.

(3) Tel était le nom que la nation avait déjà; mais les kimris continuèrent à appeler leurs vainqueurs *Sassenach* (Saxons), et le terme de Saxon est resté également le seul employé dans l'histoire de la lutte des races germanique et normande, par opposition à cette dernière.

(4) La première fois que ce terme se rencontre est dans la vie d'Alfred-le-Grand, par Asser, son contemporain (de *Rebus gestis Alfredi*), il appelle Alfred *Angul-Saxonum rex*, c'est-à-dire roi des Saxons de l'Angleterre, par opposition aux Saxons restés sur le continent (Allemagne du Nord) que la philologie moderne a désignés sous le nom de *Vieux-Saxons*. cf. Marsh op. l. p. 15, Fiedler, op. l. § 16.

de l'Ile-de-France devenir la langue officielle et presque exclusivement littéraire ; et, par sa fusion avec les autres dialectes de la langue d'oïl : normand, picard, champenois et bourguignon, former la langue française des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Mais quoique le saxon de l'ouest devint la seule langue littéraire, l'*angle* resta comme dialecte populaire du nord ; et à partir de ce moment, la distinction entre les deux langues est conservée dans l'histoire de la littérature anglaise.

§ 10. Autant les Bretons avaient été rebelles à la civilisation romaine, autant ils se montrèrent faciles envers les nouveaux vainqueurs ; aussi eurent-ils bientôt adopté les mœurs et le langage anglo-saxons, au point que l'élément celtique disparut presque complètement, tout au moins du centre et de l'est de l'Angleterre, les populations qui ne voulurent pas accepter le joug germanique s'étant retirées dans le pays de Galles et la Cornouaille où elles conservèrent leur langue. Le mélange des deux idiomes germanique et celtique ne se fit donc pas. Ce dernier fit place au premier et on trouve en anglo-saxon fort peu de mots celtes en dehors de quelques désignations de lieux comme *denn* (vallée), *pen* (tête), *aber* (confluent), étant bien entendu que l'on ne doit prendre pour tels ni les mots qui sont communs aux deux langues par suite de leur origine indo-européenne, ni ceux qui ne sont employés que dans les comtés restés peuplés par des celtes, ni enfin ceux qui ont été introduits plus tard dans l'anglais moderne et emprunté notamment au gallois (1).

L'influence celtique sur l'anglais est donc presque insignifiante. Il en fut de même de l'influence latine. A la fin du ^{vi}^e siècle, des missionnaires latins introduisirent le Christianisme chez les Anglo-Saxons, mais l'emprunt se borna aux mots concernant le culte, la liturgie, tels que :

Anglos. *maesse*, lat. *missa* ; *mynster*, *monasterium* ; *munuc*, *monachus* ; *deofol*, *diabolus* ; *cleric*, *preost*, *clauster*, etc. ; car dans les plus anciens monuments (qui sont tous postérieurs à cette période), on ne trouve en dehors des termes religieux que de l'anglo-saxon pur. Ainsi le poème du *Beowulf*, qui date du ^{vii}^e siècle, est tout entier germanique, il n'y a pas non plus de trace d'influence latine dans le dialogue de Salomon et de Saturne, conservé dans l'*Archéologia* de Kemble, ni dans le chant, en 70 vers, sur la

(1) Les listes de mots que l'on croit d'origine celtique et qui seraient conservés dans l'anglais comme dans le français, sont le plus souvent fausses ou très-exagérées.

bataille de Brunanburg (année 934) rapporté par Augustin Thierry (1).

Pour avoir une idée de l'anglo-saxon au commencement du viii^e siècle, nous ne pouvons mieux faire que de prendre l'oraison dominicale, parce que la traduction en est facile. Voici un fragment de la version qui a été faite sur le latin (langue savante) en anglo-saxon (langue vulgaire) : « Urin fader thie arth in heofnas; sic gehalgud thin noma; to cymeth thin ryc; sic thin willa is in heofnas and in eorþo; urin hlaf offirwistlio sel us to daig; and forgesse us scylda urna, sue we forgefian scyldgum urum, etc. » (2).

Nous verrons plus loin le même texte en langue vulgaire des siècles postérieurs.

§ 11. A côté des invasions des Jutes, des Angles et des Saxons, il faut placer celle des *Danois*. On donnait ce nom aux pirates de la péninsule scandinave et du Jutland qui infestaient depuis longtemps les côtes de la mer du Nord et qui vinrent en France sous le nom de Northmen. Leur première apparition en Angleterre, d'après la chronique saxonne, date de 787 et ils n'en furent chassés qu'en 1066, par Harold, après la défaite de Stamfordbridge. Ce séjour de près de trois siècles fut une série de luttes presque continuelles. En 878, ils contraignirent Alfred-le-Grand à un traité qui leur abandonnait une forte portion de territoire au nord de la Tamise et le long des côtes orientales; mais ils ne s'en tinrent pas à ces limites restreintes, et on sait qu'au siècle suivant, ils occupaient presque tout le nord de l'Angleterre, jusqu'à Edimbourg, ayant pour capitale Jorvik (3). Leur ligne au sud était formée

(1) Lehericher, *Histoire du Normand et de l'Anglais*, dans le tome III^e des Mémoires de la Société archéologique d'Avranches (1864), p. 368. — Thommerel, *Recherches sur la fusion du Franco-Normand et de l'Anglo-Saxon* (1841), p. 12. — D'après le recueil de Kemble (*Chartæ Anglo-Saxonicae*) la première charte est de l'année 604 et ne contient que qq mots anglo-saxons. L'hymne attribué à Caedmon et conservé dans la traduction de Bède par le roi Alfred, est de 660. — Consulter l'ouvrage de Latham, *English language*.

(2) Lehericher op. l. p. 368. — La plus ancienne version germanique du *Pater* est la traduction qu'en a faite l'évêque Ulphilas en langue gothique (vers 360). Elle est intéressante à connaître comme comparaison :

Atta unsar thu in himinam, veihnai namo thein, Qimai thiudinassus theins, vairthai vilja theins sve in himina jah ana airthai. Hlaif unsarana thana sinteinan gif uns himma daga; jah aflet uns thatai skulans sijaima svasve jah veis afletam thaim skulam unsaram, jah ni briggais uns in fraistubnjai, ak lausei uns af tham-ma ubilin..... amen (Ulphilas, édit. Gabelentz et Loebe, in-4^e, Leipzig, 1843, 3 vol., dans le fragment de Saint-Mathieu, VI, 9 à 14).

(3) Ags. Heoforwic, c'est la traduction du latin Ebor — (acum) avec la terminaison

par une route connue sous le nom de Wætlinga-Straet qui traversait l'île dans la direction de Londres à Chester.

Dans cette portion du territoire occupée par eux et qu'on appelait *Danelagh* (*Dane's community*), l'élément danois fut constamment renouvelé par des immigrations scandinaves et il n'est pas étonnant de retrouver, dans les noms de lieux et dans les noms de familles, des racines tout à fait scandinaves et étrangères à l'anglo-saxon. Telles sont :

Bye, by, la terminaison la plus commune, signifie en danois ferme, enclos, puis ville; on la retrouve en angl. notamment dans Derby, dont l'ancien nom était Northweorthig, Whitby (anc. Streoneshalch, Celtiq), Naseby, Wiloughby, Westby, etc., et dans le substantif *by-law* == statut, loi du bourg (*by*). En Normandie, elle est restée sous la forme *bu* (Carquebu, Tournebu, etc.), à moins que celle-ci ne soit le *boe* danois.

Vik avec le sens de retraite, port, est d'origine scandinave, cf. Vikingr pour Vik-Kingr, roi du port, pirate. Dans le dialecte des Shetland, *wick* signifie encore *open-bay*, comme *vig* en dan., et *vik* en suéd. Ce radical se retrouve en Angleterre dans quelques noms de port : Berwick, Norwich, Ipswich, Greenwich, Wolverich, etc. Le *vik* scandinave est vraisemblablement le même que le *vicus* latin lequel se rapporte au grec *αἶος* et au skr. *veṣa*.

Ness, avec le sens de cap, promontoire, est d'origine nordique (*nes* et *naes* : Naesse Kongar, le roi des caps); il signifiait primitivement *nez* et a été appliqué à une pointe de terre s'avancant dans la mer. (1) Sur les côtes de la Manche, nous avons : les caps Grisnez, Blancnez, Cornez, mots dans lesquels le sens du suffixe s'est perdu pour nous puisque nous y ajoutons le mot 'cap ce qui fait un pléonasme; mais dans nez de Carteret, nez de Josbourg (Cotentin), le vrai sens de promontoire reparaît. L'anglais moderne nous offre de même : Holderness, Langness, Saturness, Aikerness, Dearness, Carness, Fairsness, etc. Le danois : Scudesness, Hornsness, Eastness. Le norvégien a conservé *nase* avec la même signification.

Ey, île en ancien nordique, se présente en anglo-saxon sous la forme *ey*, *ieg*, mais il est certain que la forme scandinave est *ey*, employée comme suffixe; c'est celle qui termine les noms d'un

vici. Eboracum était une ville déjà importante sous les Romains; Septime Sévère (211) et Constance Chlore (306) y moururent. C'est la ville d'York.

(1) Les Arabes disent *rash* tête, et nous *cap* (caput).

certain nombre d'îles telles que : dans la Manche, Jersey, Chausey, Guernesey ; dans la Baltique la même finale apparaît ; c'est celle qui se retrouve dans l'allemand moderne *ei-land* (île).

Firth et *frith* (golfe), répond visiblement au scandinave *fiord* et *fjord*. C'est le latin *fretum*, gael. *frith*, détroit, resté dans le normand, Honfleur, Harfleur, Barfleur etc ; tandis que *ford* (anc. angl. *forð*), de Oxford, Waterford, Stamford a le sens de *gué* et à la même origine que l'all. mod. *furt*, dans *Ochsenfurt*, *Frankfurt*, *Schweinfurt*, dan. et suéd. *fjerd* : c'est la racine germanique *faran*, partir, aller, traverser.

On cite encore comme noms de lieux usités en anglais et d'origine danoise : *toft* (isl. *toft* enclos, normand *tot*, lequel se reconnaît dans Criquetot, Sassetot, Wattetot) ; *tarn* (scand. *tjörn*, lac) ; *fell*, rocher (suédois *fjall*, all. mod. *felse*) ; *haugh*, *how* (scand. *haugr*, colline) (1).

La forme des noms propres terminés en *son*, comme Dickson, Jameson, Johnson, Robinson, est tout à fait scandinave et spécialement norvégienne et danoise ; elle était inconnue en anglo-saxon et dans les dialectes germaniques. En allemand moderne on trouve des Levysohn, Wolfsohn, Chwolsohn, mais ce sont là des noms juifs de fabrication récente, destinés à rappeler la généalogie comme le *ben* hébreu et arabe et le *bar* araméen.

§ 12. La langue danoise ayant beaucoup d'analogie avec celle des Angles (2), il est fort difficile de déterminer exactement la part d'influence que la première a exercée sur la seconde, par suite de l'occupation territoriale, et de dire si tel mot appartient à l'un ou à l'autre de ces idiomes. C'est seulement, nous l'avons vu, lorsqu'un mot ne se retrouve pas en anglo-saxon qu'on peut affirmer son origine scandinave. Il ne faut pas du reste oublier que les

(1) En Normandie il est resté d'autres noms de lieux d'origine danoise, tels que : *bec* (rivière) ; *leuf* (demeure, ancienne forme boev, boe, Dan. Holmboe, frodeboe) ; *bosc* (bocage) ; *skof* dans Roskof, Escouves, Dan. et Suéd. id. ; *hou*, *hom* dans Escrehou, les Hommets, le Houmel, Engo-homme, etc. (Scand. *holm*, île ; Bornholm, Stockholm) ; *heu* dans Jordheue, Trentheue (Dan. *jordhoi*, redoute) ; *gard*, *crotte*, *gatte*, etc. — cf. Lehericher, mémoire cit. chap. X ; Depping, *Expédit. marit. des Normands*, p. 341 et sq. — M. Wersaae, savant Danois, dans son « *Account of the Danes and Norwegians in England* » London, 1852, a compté 1300 de ces mots empruntés par l'anglais au scandinave.

(2) « *Lingua Danorum Anglicanae loquelæ vicina est*, dit la chronique danoise (A. Thierry, conquête normande, livre II. — L'histoire d'Alfred-le-Grand, s'introduisant déguisé en barde dans le camp danois, est regardée comme une fable, il en est de même de l'histoire d'Athelstan.

danois étaient un peuple inculte, barbare, au moment de leur apparition sur nos côtes, et qu'en mettant le pied sur le sol britannique, ils trouvèrent une langue, le saxon, qui, aux neuvième, dixième et onzième siècles, était une langue littéraire très cultivée et contre laquelle leur langue propre ne pouvait lutter. Aussi, même sous la dynastie danoise (1017-1040), ne fit-on aucune tentative pour introduire le danois comme langue officielle, et nous savons que les lois de Canut le Grand ont été écrites en pur anglo-saxon (1).

Ce fut donc seulement dans la langue vulgaire des pays occupés par eux, c'est-à-dire le dialecte angle, que, en dehors des noms de lieux, la grammaire danoise put s'infiltrer.

Nous en saisissons en effet aujourd'hui quelques vestiges dans le dialecte du Northumberland qui est aussi parlé dans le Yorkshire, le Westmoreland, etc. Ainsi dans ce dialecte, le verbe *être*, à l'indicatif présent, a tout à fait la forme danoise.

<i>i is</i> (je suis) ;	dan. et suéd. : <i>jeg er</i> (2) ;	cf. island. : <i>em</i>
<i>thou is</i>	— <i>du er</i>	— <i>ert</i>
<i>he is</i>	— <i>han er</i>	— <i>er</i>
<i>we are</i>	— <i>vi ere,</i>	— <i>erum</i>
<i>ye are</i>	— <i>i ere, eren</i>	— <i>erudh</i>
<i>they are</i> (3)	— <i>de ere, ero</i>	— <i>eru</i>

De même dans d'autres verbes :

Northumbr. : <i>i thinks</i> ,	dan. : <i>jeg taenker</i>	
<i>thou —</i>	<i>du —</i>	
<i>he —</i>	<i>han —</i>	etc.

L'anglo-saxon ne connaissait pas non plus l'usage de la préposition *of*, mais on la voit apparaître au XII^e siècle dans le semi-saxon; et elle est d'origine scandinave. La disparition du préfixe

(1) Fiedler, Wiss. gram. § 17.

(2) *Er* pour *es*, avec changement de *r* en *s*, si fréquent dans les langues germaniques et en latin (v. la deuxième partie de notre Mémoire).

(3) L'anglais moderne procède de l'anglo-saxon pour le singulier, et du scandinave pour le pluriel. Ainsi :

<i>i am</i> (je suis) —	anglo-av. com
<i>thou arth</i>	» <i>eart</i>
<i>he is</i>	» <i>ys</i>

mais le pluriel *we are*, etc., est danois, tandis qu'en anglo-sav. primitif on met *synd* à toutes les personnes. — cf. Marsh, op. l. p. 35. 17.

anglo-saxon *ge* dans le participe passé des verbes, doit être attribuée à l'influence de la langue danoise, langue à laquelle cet augment est inconnu.

L'infinitif en *a* est scandinave, l'anglo-saxon le faisait en *an* ; ce dernier employait devant les verbes la particule *to* qui est restée dans l'anglais moderne ; le Northumbrien se sert pour le même objet de la particule *aet*, *at* qui marque l'infinitif en islandais en suédois et en danois. Les autres particules telles que *hethen*, *thethen*, *Whethen*, (devenues en anglais moderne *hence*, *thence*, *whence*), *sum* (= *as*, exemple *sva sum* = *so as*, de même que), *at*, *fra* (devenu *from*), *till* etc., sont d'origine scandinave et non anglo-saxonne, il en est de même de certains mots, comme *the same* (en ags. *ylca*), *billow* (forte vague). Enfin certaines orthographes, comme *cloke* (*clutch*), *kirke* (*church*), *croke* (*cross*), *skrike* (*screech*), *quat* (*what*) etc., sont tout à fait danoises (1).

§ 13. En résumé, au milieu du XI^e siècle (2), c'est-à-dire au moment de la conquête normande, l'Angleterre proprement dite tout entière, sauf les pays extrêmes où le Kimri s'était conservé, parlait la langue anglo-saxonne.

Cette langue se divisait comme nous l'avons vu, en deux dialectes principaux.

1^o Le *west-saxon* ou *anglo-saxon* proprement dit. Celui qui était primitivement parlé par les Saxons de l'ouest et qui devint la seule langue littéraire et officielle à partir d'Egbert-le-Grand. C'est dans ce dialecte que sont écrits : Les traductions faites par le roi Alfred (849-901), celle de l'histoire ecclésiastique de Bède et de la consolation de Boèce ; le poème de Béowulf, les homélies d'Aelfric (1006), la chronique saxonne (XI^e siècle), la collection des lois saxonnes d'Ethelbert à Canut, la traduction des évangiles etc. ;

2^o Et le dialecte *angie* ou *northumbrien*, parlé dans les différents

(1) Nous ajouterons que la prononciation particulièrement forte et gutturale des comtés du Nord, que tout *Londoner* sait si bien discerner, est vraisemblablement due à l'influence danoise.

(2) Comme spécimen de l'anglo-saxon du XI^e siècle, voici l'oraison dominicale ; on peut la comparer avec le texte que nous avons donné ci-dessus (§ 10) :

Faeder ure, thu the eart on heofenum, si thin nama gehalgot
To be come thin rice
Gewurthe thin willa on eorþan swa swa on heofenum
Urne daeghwamlicam hlaf syle us to daeg
And forgif us ure gyltas, swa swa we forgifað urum gyltendum
And ne gelaed thu us on costnunge
Ac alys us of yfele, soðlice.

comtés du nord et qui a eu aussi sa littérature, mais une littérature populaire dont il nous reste d'assez nombreux spécimens. Les plus anciens sont des vers cités par Bède, à son lit de mort, l'inscription de Ruthwell Cross, le fragment de Caedmon (vii^e siècle), les évangiles et le rituel de Durham (x^e siècle). Nous avons vu que ce dialecte était celui qui avait subi l'influence danoise. Au xiv^e siècle il était très-cultivé comme langue littéraire, car il nous reste des poèmes ou traités en vers très-importants comme les *sunday sermons* (1330), le poème de l'abbé de Hampole : *the Pricke of conscience* (1340), composé en latin et en northumbrien, les poèmes de Lawrence Minot (1352); nous en reparlerons plus loin (1).

Plus tard ces deux dialectes du nord et du sud, finirent par se confondre et celui du nord tomba au rang de simple patois, tel qu'il est resté aujourd'hui.

§ 14. Nous arrivons à un des événements les plus importants de l'histoire de la littérature anglaise: nous voulons parler de l'invasion normande, si bien racontée dans tous ses détails dans le savant ouvrage de Aug. Thierry, auquel on ne peut que renvoyer pour tout ce qui concerne la partie historique

On sait que les Normands (Northmen), étaient des peuples aussi d'origine scandinave, probablement les mêmes que les Danois et que, dès les premières années du ix^e siècle, sous Charlemagne, ils commencèrent à infester les côtes de la France. Après plus d'un siècle de ravages, ils finirent par s'établir légalement à l'embouchure de la Seine (912), et perdirent dès lors toute idée de retour vers la mère-patrie; oublièrent leur langue et adoptèrent celle du pays qui les accueillait, au point que cent ans plus tard on ne parlait en Normandie que le Français du xi^e siècle (2).

Dès 1002, des rapports s'étaient établis entre la Normandie et l'Angleterre, par suite du mariage d'Ethelred avec Emma, fille

(1) V. Morris, *Early language*; A. Ellis, *Early English pronunciation*, 3 vol. 8°, London 1871. Un peu plus tard, c'est-à-dire aux xiii^e et xiv^e siècles, il y a trois dialectes de l'Early English: celui du Nord, *northern*, qui est le northumbrien, celui du centre, *midland* (lequel se divise en *west* et *east-midland dialect*) ou mercien, borné au sud par la Tamise, et le dialecte du sud, *southern*, ou west-saxon. Ces trois dialectes, tout en ayant naturellement des caractères communs, ont des différences grammaticales importantes.

(2) Il n'est guère resté en Normandie de mots scandinaves, si ce n'est dans les noms de lieux, quelques noms propres et quelques substantifs isolés. Ceux que les glossaires donnent comme d'origine danoise sont, le plus souvent, des mots communs au français et à l'anglais, et provenant de la fusion anglo-normande, qui s'est faite dans les siècles postérieurs. — V. Thommerel, p. 9.

de Richard II. De ce mariage, naquit Edouard dit le Confesseur, qui fut élevé en France. Lors de son avènement au trône, en 1041, on commença à parler français à la cour d'Angleterre et ce fut le point de départ de la lutte entre deux langues qui devaient se réunir et se fusionner pour donner naissance à l'Anglais moderne.

La conquête de 1066 introduisit tout à fait le franco-normand comme langue officielle. Ce n'est pas que Guillaume ait voulu proscrire l'usage de l'anglo-saxon ; nous savons au contraire qu'il chercha sans succès à l'étudier (1), mais les moyens odieux qu'il employa pour soumettre l'Angleterre, les persécutions violentes qu'il exerça contre les seigneurs saxons en les spoliant pour distribuer leurs biens à ses compagnons d'armes, la concession de toutes les places et de toutes les hautes fonctions à la noblesse normande, tous ces procédés ne pouvaient que discréditer, officiellement du moins, l'idiome national, au profit de la langue des nouveaux arrivés. Le peuple saxon, l'histoire nous l'apprend, fut traité en paria, en *outlaw*, et sa langue dédaignée. Le dialecte franco-normand (langue d'oïl), devint donc la langue de la cour, des tribunaux, des églises et même des écoles (2).

Cet état de choses dura longtemps et on peut lire dans les historiens les diverses méprises et les aventures dramatiques auxquelles donnèrent lieu cette ignorance et ce dédain de l'anglo-saxon, de la part des grands seigneurs normands et même des rois. (3) Au xiv^e siècle, le français était encore la seule langue qui fût enseignée dans les écoles, et Jean de Trévisé, écrivain anglais de cette époque, nous apprend, dans sa traduction du *Polychronicon*, de *Higden*, que « les enfants dans les écoles, contrairement à l'usage et aux mœurs des autres nations, sont forcés d'abandonner leur propre langue, de rédiger leurs leçons en français. » *For chyldren in scoles agenes the usage and manere of al othere nacions buth*

(1) ... Ut sine interprete querelam subjectæ legi posset intelligere, dit Orderic Vital (lib. IV).

(2) Il devint de bon ton de parler la langue du vainqueur, et l'évêque Vulstan, en 1072 était traité de sot parce qu'il ignorait le normand : homo quasi idiota qui linguam Gallicanam non noverat (Guill. de Malmesb, lib. III).

(3) Ainsi Richard Cœur-de-Lion, pas plus que ses prédécesseurs, ne connaissait la langue de ses sujets. L'histoire nous a conservé notamment la réponse qu'il fit un jour à un Gallois, qui, s'approchant de lui, s'était écrié : « God hold ye King. » Dieu conserve le roi (*ye pour the*). Rex autem dixit Gallicè militi qui frenum tenebat : « Inquire a rustico illo an hæc somniaverit. » V. A. Thierry, IV, 26, Thommerel, p. 19.

compelled for to leve her oune longage and for to construe here lessons and here thingis a Freynsch. Et il ajoute : il en a toujours été ainsi depuis l'arrivée des Normands en Angleterre, *and habbeth suththe the Normans come furst to Engelond* (1).

§ 13. Cependant les Anglo-Saxons n'éprouvèrent pas autant de dégoût pour le normand que les Normands en éprouvaient pour l'anglo-saxon, et quand ils virent que le français était devenu en quelque sorte la langue nationale, celle qui faisait arriver aux honneurs et aux dignités, ils furent obligés de l'apprendre pour communiquer avec ceux qu'ils regardaient comme les ennemis de la patrie et même pour tâcher de les renverser (2) ; il s'opéra donc peu à peu un mélange, un échange entre les deux idiomes, pour former une langue littéraire dans laquelle l'élément germanique conserva pourtant la prédominance tout en subissant, même dans sa grammaire, de notables modifications par suite de l'influence française. Mais cette fusion ne se fit pas, on le conçoit, tout d'un coup, et pendant longtemps (XI^e, XII^e et XIII^e siècles) les deux langues anglo-saxonne et normande restèrent à côté l'une de l'autre, parlées l'une par le peuple, l'autre par la cour, la noblesse et l'administration.

Cette langue populaire, qui n'est plus l'anglo-saxon des siècles antérieurs et qui n'est pas encore l'anglais du XIV^e siècle, a été appelée le *semi-saxon*. Elle offre, en effet, l'image d'une décomposition qui n'est en quelque sorte que transitoire, et qui sert à préparer la fusion avec la simplicité du normand : Les désinences de l'anglo-saxon, les flexions, les genres, tout est profondément altéré et modifié, c'est ce que l'on pourrait réellement appeler le *Early English*, parce qu'on y trouve la substance de tout l'anglais moderne, abstraction faite, bien entendu, de l'élément français. Les ouvrages que nous avons de cette époque et qui méritent d'être cités sont :

1° *L'Ormulum*, sorte de paraphrase en vers non rimés du nouveau testament : il renferme 2,300 mots différents dont pas un d'origine franco-normande et à peine dix tirés directement du latin. C'est un vrai thesaurus du semi-saxon pur du XIII^e siècle. En voici un spécimen avec la traduction en anglais du XVI^e siècle :

(1) V. Morris, *Specimen of Early English*, p. 338. — Fiedler, § 18. Ingulph (*Histor. monast. Croyl.*), dit de même : *ut pueris etiam in scholis principia litterarum grammatica gallicè ac non anglicè traderentur.*

(2) V. Thommerel, p. 22.

And whase wilenn shall thiss boc
 Effth otherr sithe writenn
 Himm bidde ic that het write riht
 Swa summ thiss boc himm tæcheth,
 All thwerre ut affterr thatt itt iss
 Uppe thiss firrste bisoe,
 With all swille rime alls her iss sett
 With all se fele wordess ;
 And tatt he loke well thatt he
 An bocstaff vrite twiyyess,
 Eyyinhær thær itt uppe thiss boc
 Iss writenn o that wise.
 Loke he well thatt het write swa,
 Forr he ne mayy noht elless
 Onn English writenn riht te word
 Thatt wite he wel to sothe.

And who so willett this my book
 To write again here after
 Him bid i, that he write it right
 So as this book him teacheth,
 Throughout according as it is
 In this the first example
 With all such rhythm ashere is set,
 With words, eke, just so many ;
 And let him look to it, that he
 Write twice each single letter,
 Wherever it, in this my book,
 In that wise is ywritten.
 Look he well that he write it so,
 For otherwise he may not
 In English write the words aright,
 That, wete he well, is soothfast (1).

2° Le *Metrical saxon* ou traduction du roman de Wace (*le Brut*), en vers non rimés par *Layamon*, prêtre de Ernleye, près Severn, sous Henri II ; c'est la même langue que celle de l'*Ormulum*. (2)

3° La traduction en vers de la Genèse et de l'Exode, due à un auteur inconnu de la fin du XIII^e siècle. Le dialecte est celui de l'*Ormulum*. L'ouvrage a été publié par la Early English text Society, en 1863 (Lond. 8°).

4° Le roman de *Havelok the Dane*, par un poète du Lincolnshire qui vivait vers 1280, publié par Fr. Madden, en 1828, et par Walter Skeat (Lond. 1869). Le dialecte est empreint de scandinavismes.

5° Le poème de Nichole of Guldeforde, écrit en 1250, intitulé *Hule and the nightingale*.

6° Et les poésies de Geoffrey of Monmouth.

(1) V. Marsh. *English Language*, p. 308. Nous possédons encore le manuscrit original de l'*Ormulum* ; il date du XIII^e siècle et est remarquable (chose rare à cette époque) par l'uniformité de son orthographe. — Voici la traduction de ce passage de l'*Ormulum* ; c'est l'auteur qui parle : « Celui qui va (veut) recopier mon livre, savoir : Je le prie de l'écrire correctement, afin que ce livre lui apprenne qu'il y trouvera le premier exemple d'un ouvrage rimé comme celui-ci ; qu'il y mette juste autant de mots qu'il y en a ; qu'il prenne garde d'écrire deux fois une lettre qui doit être simple partout où elle est écrite de cette manière dans mon livre. Qu'il veille bien à copier exactement, car autrement il ne peut écrire correctement les mots anglais. Ceci, qu'il le sache bien, est la vérité. » — L'*Ormulum* a été publié par R. Meadows White, Oxford, 1852, 2 vol. in-8°.

(2) Il a été publié par F. Madden, 3 vol. in-8°, London, 1847.

Les plus anciens textes du ^{xiii}^e siècle sont deux chansons qui nous ont été conservées avec la musique du temps. L'une est *the cucu song*, composée vers 1240; l'autre est *the Prisoner's prayer*, avec traduction en franco-normand et musique, de l'année 1270. (Ellis op. I. p. 419 et sq.)

Nous possédons en outre deux traductions de l'Oraison dominicale en semi-saxon, mais à un siècle de distance l'une de l'autre, la première est de 1150, la deuxième de 1260; il suffit d'une simple lecture pour juger des changements de la langue à cent années de date. La version du ^{xiii}^e siècle est presque encore de l'anglo-saxon, l'autre commence à prendre la forme de l'anglais moderne avec l'adoption de quelques mots français :

XII^e SIÈCLE :

Ure faeder, thu the on heofene eart,
Syo thin name gehaleged ;
To cume thin rice
Geworde thin wille on heofene and on
eorthe
Syle us to daig urne daigh-wamliche
hlaf ;
And forgyf us ure geltes, swa we forgyfath
aelcen thare the with us agylteth
And ne laed thu us on costnunge
Ac alys us fram yfele.

XIII^e SIÈCLE :

Our fader that art in hevenes,
Halewid be thi name ;
Thy kingdom come
To be thi wille do as in hevene and in
erthe
Gyff us this day oure brede over other
substance ;
And forgyve to us oure *dettis* as we for-
gyven to oure *dettours*
And lede us not into *temptatioun*
But *delyve* us fro yvel (1).

§ 16. Vers 1250 finit le règne du semi-saxon et commence ce que les philologues anglais appellent le *Old English* qui va jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle et qui est caractérisé par l'apparition (dans le dialecte northumbrien et dans le dialecte du sud, mais principalement dans ce dernier), de mots français dont le nombre devient de plus en plus grand. A cette période de la langue vulgaire appartiennent les poésies originales et les traductions des romans français sous Edouard I, la chronique rimée de Robert, abbé de Gloucester, écrite vers 1290; la *Vie des saints*, du même auteur, etc.; la traduction en vers de la Bible dite *Cursuro World* (1320); les psaumes de Richard Rolle, abbé de Hampole (1340); les poèmes historiques de Lawrence Minot vers 1350; les *Voiage and travaille of sir John Maundeville* écrits vers 1356; et enfin la *Vision of Piers*

(1) V. ci-dessus, §§ 10 et 13. les autres versions en gothique et en anglo-saxon des ^{viii}^e et ^{ix}^e siècles.

Ploughman, poème composé en 1363, par William Longlande, qui renferme un très-grand nombre de mots français.

A cette époque de l'histoire, pendant que le français envahissait de plus en plus la langue nationale, une ordonnance célèbre d'Edouard III le proscrit comme langue officielle (1362). En voici le texte : (1)

« Pour ce que monstre est soventfoitz au Roi, par Prélatz, Ducs, Counts, Barons et tout la commune les grantz meschiefs qui sont advenuz as plusours du realme de ce que les leyes, custumes et estatutz du dit realme ne sont pas conuz communement en mesme le realme, pour cause qils sont pledez monstrez et juggez en la lange franceis, qest trop desconue en dit realme; issint que (2) les gentz qui pledent ou sont empledez en les courtz le Roi et les courtz d'autres, nont entendement ne conissance de ce qest dit par eulx ne contre eulx par lour sergenteantz et autres pledours; et que resonablement les dites leyes et custumes seront le plus tost apris et conuz et mieultz entenduz en la langue usee en dit realme, et par tant chescun dudit realme se pourrait mieultz gouverner sanz faire offense a la leye et le mieultz garder sauver et defendre ses heritages et possessions; et en diverses regions et païs, ou le Roi les nobles et autres dudit realme ont este, est bon gouvernement et plein droit fait à chescun pour cause que lour leyes et custumes sont apris et usez en la langue du païs : le Roi desirant le bon gouvernement et tranquillite de son poeple, et de ouster et eschure les maulx et meschiefs qui sont advenuz, et purront avener en ceste partie; ad par les causes susdites, ordeigne et establi del assent avant dit (3), que toutes plees qui seront a pleder en ses courtz queconques, devant ses justices queconques ou en ses autres places ou devant ses autres ministres queconques ou en les courtz et places des autres seigners qeconques deinz le realme, soient pledez, monstretz, defenduz, responduz, debatuz et juggez en la lange engleise; et qils soient entreez et

(1) Cette ordonnance, que nous avons eu beaucoup de peine à nous procurer, est la fin d'une plus longue ordonnance intitulée : *Statutum factum in parlamento tento (tenu) apud Westmonasterium in quendena (15^{ne}) sancti Michaelis, anno tricessimio sexto* (36^e année du règne). Elle se trouve dans le recueil fort curieux et fort rare intitulé : *Statutes of the Realm*, from original records, etc. London, 1810, in-f^o, vol. I, p. 375. Bibl. nat, Na, 207.

(2) « De telle sorte que. »

(3) « Avec le consentement (des pairs) dont il est parlé ci-dessus. »

enroullez (1) en latin..... et est acorde del assent avant dit que cestes ordeignances et estatutz de pleder comenceent et tiegnent lieu al quinzeine Saint Hillere pourchein avenir. »

Les savants de leur côté se mirent à l'œuvre pour battre en brèche l'enseignement du français, et, en 1383 dans toutes les écoles de grammaire de l'Angleterre, les enfants ne composaient plus qu'en anglais. C'est ce que nous apprend encore Jean de Trevisa cité ci-dessus (§ 14) : « John Cornewal, a maystere of gramere, chaungede the lore in gramere scole and construccion of Freynsch into Englysch; so that the year of oure Lord, a thousand thre hondred foure score and five of the secunde kyng Richard, in al the gramere scoles of Engeland, childern leveth Freynsch and construeth and lurneth an Englysch. » Cette réaction, ce retour à la langue nationale eut son bon côté, mais il eut aussi un désavantage car le même écrivain ajoute : « Disavauntage ys that now childern of gramere scole conneth no more Freynsch and gentil men habbeth now moche yleft for to teche here childern Freynsch, etc. (2) »

Nonobstant les dispositions royales, la cour et le parlement conservèrent l'usage de la langue française encore pendant près d'un siècle, le parlement jusqu'en 1487. Mais, dès 1425, à l'avènement de Henri VI, la chambre des communes commence à rédiger ses actes en anglais, simultanément avec le français. (3)

(1) « Enregistrés et enrôlés. »

(2) Morris, op. l. p. 339 ; Fiedler, § 20 ; Marsh, p. 78. Voici la traduction des deux passages de Jean de Trévisa : Jean de Cornouailles, professeur de grammaire, changea dans les écoles l'instruction, et établit l'interprétation du français en anglais, de telle sorte que, en l'année de N.-S. 1380, la cinquième du roi Richard II, dans toutes les écoles de grammaire de l'Angleterre, les enfants avaient abandonné le français et faisaient leurs devoirs en anglais. — Le désavantage est que, maintenant, les enfants des écoles de grammaire ne connaissent plus le français, et que les nobles ont oublié de faire apprendre le français à leurs enfants.

(3) Lehericher, mémoire cité, p. 418. — Le premier monument royal écrit en français est un statut de Édouard I^{er}. Il est intitulé : « Les premiers estatutz de Westmuster, » année 1275. Ensuite, les chartes sont écrites tantôt en français, tantôt en latin ; les ordonnances de Édouard III sont presque toutes en français. A partir de l'ordonnance de 1362, et malgré ses dispositions, on continua l'usage de la langue française, car les statuts de 1363, 1364, 1368, 1370, 1372, 1373, 1376, sont en français seulement. Sur 24 statuts de Richard II (1377-1399), 21 sont en français, 3 en latin. Les 9 ordonnances de Henri IV (1399-1413) sont toutes en français, sauf une seule (1401), qui est rédigée en français et en latin. La collection des 33 statuts de Henri V et Henri VI (1413-1461), nous donne 27 documents en français, 3 en latin et 3 dans les deux langues. Toutes les ordonnances d'Édouard IV

§ 17. La fin du xiv^e siècle est marquée par trois hommes qui, chacun dans son genre, ont fondé la langue populaire et en ont fait l'idiome national en la fixant par l'écriture et la littérature. Ces trois auteurs sont : Gower (1325-1408), Wycliffe (1324-1384), et Chaucer (1330-1405).

Le premier, que Chaucer appelle *the moral Gower*, a contribué beaucoup à perfectionner la langue, sans en retirer une gloire proportionnée à son mérite, car ses ouvrages sont peu connus : il est l'auteur d'une sorte de trilogie en vers dont chaque partie est écrite dans une langue différente. La première *speculum meditantis* est en français de l'époque ; la deuxième *vox clamantis* est en latin, et la troisième *confessio amantis* est en anglais. Cette dernière a été composée en 1393 et imprimée pour la première fois par Caxton en 1483.

Wycliffe, indépendamment de ses querelles religieuses, est célèbre dans l'histoire littéraire par sa traduction de la Bible, d'après la Vulgate, en langue vulgaire (1380). C'est le style de la *Piers Ploughman Visio*. Voici, comme spécimen, la traduction de l'Oraison dominicale ; elle diffère assez peu de celle de la fin du xiii^e siècle que nous avons donnée ci-dessus :

Our fadyr, that art in heaveness,
Halloed be thy name
Thy Kingdom come to ;
Be thy will done in erthe as in hevене ;
Geve to us this day our bread, over other substance ;
And forgif to us our dettis, as we forgeven to our detters
And leed us not into temptatioun
But deliver us from evel. Amen (1).

Enfin Geoffroy Chaucer (en français Chaussier), le plus impor-

(1461-1483) sont en français. Il en est de même pour Richard III. La langue anglaise apparaît pour la première fois, accompagnée du texte français, dans une ordonnance de Henri VII, 1485 ; mais à partir de 1489, l'anglais seul est usité (V. la collection des chartes et ordonnances des rois d'Angleterre, dans les *Statutes of the Realm* et dans le *Recueil*, de Rymer).

(1) Thommerel, *Recherches, etc.*, p. 80. — La traduction de la Bible est en langue vulgaire, mais les autres écrits de Wycliffe sont en langue littéraire (qui se reconnaît à l'abondance de l'élément français). Cette différence entre les deux styles employés par un même écrivain a fait croire à Th. More que la traduction dite de Wycliffe existait bien avant lui, et que ce dernier s'était borné à un travail de révision. — V. Marsh, op. l. p. 446.

tant de tous et qui est considéré comme le père de la littérature anglaise. Ses écrits très-nombreux sont presque tous en vers. On les a divisés en poèmes allégoriques, tels que *the court of love*, *the assembly of fowls*, *the book of the duchess*, une traduction partielle du roman de la rose, *the flower and the leaf* et *the Chaucer's dream*, songe imité des romans de l'époque etc., et en contes et récits comprenant *Troilus and Cresseide*, poème en 5 chants dont l'idée première se retrouve dans le *roman de Troie* livre anonyme du XIII^e siècle, *the legend of good women*, sorte de biographie en vers, de femmes appartenant à la fable ou à l'histoire, et enfin *the Canterbury tales*, la plus considérable de ses compositions (1390), attendu qu'elle comprend près de 20 mille vers (1). C'est aussi la plus remarquable et la plus intéressante, car elle nous offre, avec autant d'esprit que de finesse et d'exactitude, le tableau et la critique de la vie et de la société anglaise du XIV^e siècle : Allant en pèlerinage au tombeau de Thomas Becket à Cantorbéry, le poète rencontre dans une hôtellerie, vingt-neuf personnes de conditions différentes que le hasard avait réunies ; ils nous donne la description de chaque personnage et nous voyons défiler successivement un digne chevalier, le type des nobles aventuriers du moyen-âge, accompagné de son fils dans lequel Chaucer représente un élégant de l'époque ; dame Eglantine, sorte d'abbesse fort gourmande, mais délicate, distinguée et sensible. C'est à elle que se rapportent ces 3 vers bien connus et qui sont encore si vrais aujourd'hui pour la plupart de ceux qui parlent les langues étrangères :

And frenche she spake ful fayre and fetisly
After the scole of Stratford-atte-bowe,
For Frenche of Paris was to hire unknowe (2).

(1) Les œuvres en prose de Chaucer sont, à part une partie des *Récits* de *Canterbury*, une traduction de *Boèce*, *the Boke of consolation* ; *the Testament of Love* et *a Treatise on the astrolabe*. V. Morris, op. l. p. 346. — Villemain : *Journal des Savants*, avril 1837. — Delécluze : *Revue française*, février 1838. — H. Goumont : *Geoffrey Chaucer*, 1 vol. in-42, 1847. — Chaucer a été édité par John Urry, in-f^o, et par M. Tyrwhitt, 6 vol. in-18, London, 1845. — Lire, sur cette époque, les brillantes pages de Taine, *Histoire de la littérature anglaise*.

(2) Traduction : « Elle parlait français bien et purement, comme on l'enseigne à Strafford-sur-Bow, mais quant au français de Paris, il lui était inconnu. » Ailleurs (préface du *Testament of Love*), Chaucer dit, en parlant de Gower et autres, qui, quoique anglais, faisaient des vers en français : « There ben some that speke theyr poisy mater in frenche, of whyche speche the frenche men have as good a fantasye as we have in hearing of french mennes Englyshe. »

Nous voyons ensuite dans la galerie, un moine, un marchand, un clerc d'Oxford, un sergent de la loi, un frankelain (riche propriétaire), lord des sessions et *knight* de sa province, un marin, un médecin (1), une bourgeoise de Bath, (a goodwif of Bathe), veuve de cinq époux, un curé, un valet de charrue (a plowman), un meunier, un économiste (manciple), un intendant, un huissier épiscopal, un porteur d'indulgences (pardonnerer) et nombre d'artisans.

Tous ces portraits sont dessinés de main de maître et avec une grande richesse de détails. — Ensuite chaque personnage se met en route, et, pour abrégier les ennuis du voyage, raconte une histoire. C'est le chevalier qui parle le premier et son récit (l'histoire de Palamon et d'Arcite), est le morceau capital de l'ouvrage. On cite encore parmi les autres récits, celui du sergent de la loi, sorte de fabliau, emprunté presque textuellement à Gower, l'histoire de la commère de Bath et de ses cinq époux (son dernier ménage surtout est le plus réjouissant), le récit du clerc d'Oxford, qui n'est guère que l'histoire de Grisildis, telle qu'elle était déjà racontée par Boccace (la dernière nouvelle du *Décameron*), le conte du frankelain, celui du pardonnerer et enfin l'histoire de l'élégante abbesse à laquelle succèdent les *Rimes de sire Thopas* qui est le conte que Chaucer est obligé de fournir à son tour à la société. Un sermon en prose est le dernier morceau des *Canterbury tales* (2). Il n'y a rien de plus instructif, et disons le mot, de plus amusant, que toutes ces histoires racontées avec tant d'esprit et d'*humour*, et il faut lire Chaucer pour avoir une idée de la société au moyen-âge.

§ 18. La langue de Chaucer est à peu de chose près, de l'anglais moderne, sauf bien entendu pour la proportion de mots français qui, naturellement y est moins grande que dans les écrivains postérieurs (3). Cependant il a été accusé d'avoir corrompu et altéré

(1) Voici ce que Chaucer dit de ce Docteur of Phisike :

« He knew the cause of every maladie
Were it of cold, or hote, or moist, or drie
And wher engendred, and of what humour,
He was a veray parfite practisour. »

(2) V. Gomont, op. l. passim.

(3) Elle est de 10 à 12 pour cent dans Chaucer, et de 15 à 20 pour cent dans Shakespeare.

l'idiome anglais, par un mélange immodéré de mot normands :
« he was (dit Verstegan, ap. Tyrwhitt) a great mingler of english with french unto which language he carried a great affection. »
« Chaucerus poeta, remarque de son côté Skinner, pessimo exemplo, integris vocum plaustis ex eadem gallia in nostram linguam invectis, eam nimis antea à Normannorum victoria adulteratam, omni fere nativa gratia et nitore spoliavit. »

D'après ce que nous avons vu, ce reproche n'est pas fondé, le mélange existait depuis fort longtemps dans la langue populaire, et Chaucer n'a fait que reporter dans l'écriture le langage du temps et lui donner en qq. sorte une consécration officielle en l'élevant au rang de langue littéraire.

C'est surtout au point de vue de la grammaire que Chaucer à produit une vraie révolution dans la langue. Ainsi dès son époque, l'article invariable *the* a remplacé l'article anglo-saxon *se*, *seot* *that*; les six déclinaisons sont réduites à une seule, l'accusatif est semblable au nominatif, il n'y a plus qu'un seul cas à flexion, c'est le génitif ou possessif, qui se forme en *es*; l'adjectif est invariable. Les conjugaisons dans Chaucer, ne sont pas très-fixes, le système de l'anglais moderne y est pourtant déjà presque en entier, quoique fréquemment mêlé avec les anciennes formes. Dans Jean de Trévis le pluriel des verbes au présent est en *eth*, exemple, *beth*, *kunneth*, *findeth*, (mod. *be*, *can*, *find*); sir John Maundeville et Chaucer font ces pluriels en *en* : *yetellen*, *we shullen*, *willen*, *connen*, *there ben*, *loveden*. L'impératif est en *eth* : *maketh pees* (faites silence), *lysteneth* (écoutez) etc., Enfin l'infinitif est en *en* ou *n* reste de la terminaison anglo-saxonne *an*; il est aussi, mais rarement, en *e*; plus tard cette terminaison a complètement disparu (1).

§ 19. De Chaucer et Gower à Shakespeare (1360-1575), s'étend la période de l'anglais moyen, *middle-Englisk*. La langue demeura sensiblement stationnaire au xv^e siècle et même cette langue, telle que Chaucer venait de la reconstituer, ne fut pas tout d'abord généralement adoptée en Angleterre, car les monuments littéraires de cette époque appartiennent aux dialectes provinciaux. Tels sont : *Towneley mysteries*, dans le dialecte du Yorkshire,

(1) V. Sur l'état de la Grammaire à cette époque, Loth, op. l., p. 24; Fiedler, § 37, et *Essay on the language and versification of Chaucer* by Tyrwhitt, dans son édition des œuvres du poète.

Chester plays, dans le dialecte du Cheshire; les poésies de Andelay, dans celui du Shropshire, le *Promptorium parvulorum*, dictionnaire latin-anglais du Norfolk (1440); le *chronicon Vilodunense* (1420), nous offre le dialecte du Willshire (1). Mais au siècle suivant l'imprimerie et la réforme donnèrent, ici comme partout, une impulsion vigoureuse aux travaux de l'esprit. En 1523, paraît la traduction du nouveau testament de W. Tyndale, ouvrage très-important qui fixe le style théologique. La même année, lord Berner publie sa traduction de Froissard. Les querelles de religion de la seconde 1/2 du xvi^e siècle, donnèrent lieu à de remarquables travaux de polémique qui contribuèrent également à imprimer à la langue une forme de plus en plus fixe, et Mullcaster pouvait dire en 1582 : « *the English tung cannot prove fairer than it is at this daie.* » Nous sommes arrivés en effet à la brillante époque de Marlowe, Spenser, Drayton, Massinger, Fletcher, Ben Jonson, Shakespeare et des prosateurs Ascham, Sidney et Raleigh; et les changements que l'anglais a subis depuis le règne d'Elisabeth ne portent guère que sur l'introduction de qq. mots nouveaux empruntés aux langues classiques, suivant la manie des xvi^e et xvii^e siècles et aux langues modernes, par suite du contact et du commerce avec les peuples voisins, enfin sur la disparition de qq. mots anciens, ou sur des variétés d'orthographe (2).

§ 20. Résumons en quelques mots ce qui précède :

I. En 1041, au moment de l'apparition du normand à la cour d'Edouard le Confesseur, la langue nationale était l'anglo-saxon, qui se divisait en : 1^o dialecte *angle* ou *northumbrien* qui était plutôt l'idiome populaire fortement imbreigné de scandinavisme; 2^o le *west-saxon* ou *southern*, qui était la langue littéraire.

II. De 1041 à 1250, le normand règne comme langue officielle, à côté de l'anglo-saxon du nord et du sud, devenu langue du peuple vaincu; mais l'anglo-saxon s'abatardit et passe au *semi-saxon* ou *early English* (1150-1250.)

III. Vers 1250, le mélange commence à se faire entre les langues romane et germanique, d'abord dans le langage populaire, et plus tard, vers 1300, dans la langue écrite. C'est la période de l'anglo-normand ou *old English* (1250-1363).

(1) Fiedler, op. l., § 37.

(2) Consulter spécialement, sur les variations et modifications de l'anglais moderne, d'intéressants chapitres épars dans l'ouvrage cité de Marsh, *English language*, et Spalding, *history of English literature*, 1 vol., London, 1856.

IV. En 1363, le français est rejeté comme langue officielle et la langue populaire devient avec Chaucer et Gower, l'idiome national (*middle English*) ; la fusion des deux éléments français et germanique est consacrée. Stagnation pendant le xv^e siècle au profit des littératures locales ; mais au xvi^e siècle, le français est complètement abandonné comme langue littéraire et l'anglais moderne se constitue définitivement.

Telles sont, aussi sommairement qu'il nous a été possible de le dire, les principales phases de l'évolution de l'anglais ; nous allons maintenant compléter cette exposition au point de vue philologique en étudiant la valeur des lettres et des formes grammaticales. Mais nous devons préalablement faire une remarque, c'est qu'il n'entrait pas dans le cadre du présent travail, de nous occuper de l'influence que la langue française a exercée sur la formation de l'anglais, sur sa grammaire ainsi que sur son vocabulaire. Cette influence a été si considérable qu'il serait impossible d'en exposer les éléments sans lui consacrer un mémoire tout spécial. Ce serait d'ailleurs un travail d'un tout autre caractère que le nôtre, qui exigerait de longs développements sur la grammaire des langues romanes. Nous nous bornerons conséquemment à mettre en lumière le rôle de l'élément germanique dans l'anglais, rôle qui, bien que perdant graduellement de son importance à mesure qu'on descend le cours des siècles, continue d'occuper une assez grande place pour que cet idiome garde jusqu'à nos jours un caractère essentiellement germanique. Le fond de sa grammaire est en effet du saxon, et le peu de flexion resté, soit dans la déclinaison, soit dans les verbes, est également d'origine saxonne, ainsi qu'on s'en convaincra par les pages qui suivent :

DEUXIÈME PARTIE

LETTRES (VOYELLES ET CONSONNES)

1^o CONSONNES

§ 21. L'étude des lettres considérées, soit dans leurs rapports réciproques, sont comparées à celles des autres idiomes, est ce qu'on appelle la *phonétique*. Il ne saurait entrer dans notre pensée

d'en exposer ici les règles et les lois, mais nous ne pouvons dans un travail philologique, ne pas faire connaître sommairement en quoi consistent en anglo-saxon et en anglais les permutations de consonnes.

Dans les mots anglais d'origine française, il ne s'opère pas d'autres changements de lettres que ceux en petit nombre qui s'observent, en passant du latin au français; il en est de même dans les mots modernes, c'est-à-dire ceux qui ont été introduits dans la langue depuis sa formation, et qui ne font dès lors pas partie de l'ancien fonds; ces mots empruntés ont été pour ainsi dire tirés tout d'une pièce, sans tenir aucun compte des lois phoniques propres à l'anglais. Nous savons qu'il en a été ainsi dans toutes les langues, et qu'en français notamment on reconnaît de suite, et à première vue, si un mot est d'origine savante et postérieure, ou si au contraire il appartient au fonds populaire.

Ce n'est que pour les mots qui proviennent réellement de l'anglo-saxon, que se présentent ces phénomènes curieux de permutation, ou plutôt de substitution que l'école allemande désigne depuis longtemps sous le nom de *Lautverschiebung*.

La partie du vocabulaire anglais qui est d'origine germanique, étant de l'anglo-saxon, c'est-à-dire du bas-allemand, on devra y trouver tous les caractères qui distinguent ce dialecte de ceux du haut-allemand et dont nous avons dit un mot au début de ce travail (§ 4). La différence essentielle entre ces deux branches des langues germaniques est la manière dont se comportent les consonnes actuelles par rapport à la consonne primitive. Celle-ci est-elle aspirée, elle sera représentée en bas-allemand par la consonne douce correspondante et par la forte en haut-allemand. La consonne primitive était-elle douce, ce sera la forte qui lui sera substituée en bas-allemand, et l'aspirée en haut-allemand. Enfin une consonne aspirée en bas-allemand et douce en haut allemand correspond à une forte primitive. En appliquant ces principes aux trois ordres de consonnes dentales, gutturales, labiales, nous aurons le tableau suivant :

<i>Primit.</i>	t	d	dh, th		k	g	kh		p	b	bh, ph
<i>B.-all.</i>	th	t	d		h	k	g		ph, f	p	b
<i>H.-all.</i>	d	dh, th	t		g	kh, h	k		b, f	ph	p

§ 22. — EXEMPLES.

INDO-EUROPÉEN PRIMITIF		Haut-All. ancien	BAS-ALLEMAND		
Sanskrit ou aryen	Grec ou latin		Gothique	Ang-Sax.	Anglais ancien
hard	καρδια	herza	hairto	heorte	heart
kalpa	κλῆος	helfan	hilpan	helpan	help
pada	*ποδ-ς (1)	vuoƿ	ƿōtus	fōt	foot
saptan	ἑπτά	sibun	sibun	seofon	seven
bha	φω	pūan	bauen	beo	be
ghanas	γενος	chunni	kuni	cyn	cunne
tan	τεινω	dennan	thanjan	thenian	thene
tarsh	torreo (rac. tors)	durst	thaur̥s-tei	thyrst	thurst
bhrātar	frater	pruoder	brothar	brōdhor	brother
dakru	δακρυ	zahar	tagr	teher	tear
vadan	*Fuδωρ	wazar	vato	vaeter	water
dhu-ma	θυ-μος, θυ-ος	toum	dauns	dus-t	dus-t
madhu	μεθυς	metu	»	meodo	»
rudh	rubus	ruota	»	rōd	rod
guā	γυνη	chēna	qinō	cvēn	queen
maha	μεγαλος	michil	mikil	micel	mickle
dik	δείκ-(ναι)	zigan	teihañ	teohan	»
dūk	duco	ziohan	tiuhañ	teogan	»
ghaman	homo	komo	guma	gumo	gome (mod. groom)
puru	πολυς	filu	filu	fela	fiel (h. cross.)
hart	χαρτος	karto	gards	geard	garden
trah	traho	traƿan	dragan	dragan	draw
mak	μακ-ρος	magan	mahan	magan	mowen, may
prak	precor	fragen	frahan	fraegn	fraine

(1) Les mots précédés d'un astérisque sont les formes restituées par la philologie; c'est ainsi que nous indiquerons ces formes dans le courant de ce mémoire.

Telles sont, sauf quelques exceptions propres à chaque dialecte, et, pour chaque dialecte, à chaque époque, les règles générales, concernant la substitution des consonnes (1).

§ 23. Appliquons maintenant ces règles à l'anglais, afin de nous rendre compte de la valeur étymologique de chaque lettre.

L'anglo-saxon comprenait les consonnes suivantes :

<i>Dentales :</i>	t	d	dh, th
<i>Labiales :</i>	p	b	f (= ph)
<i>Gutturales :</i>	c	g	h
<i>Liquides :</i>	m, n	l, r	
<i>Semi-voyelles :</i>	v ou w	i ou j	
<i>Sifflantes :</i>	s, z		

L'anglais a les mêmes consonnes correspondantes, sauf quelques différences dans l'écriture qui sont dues au changement de prononciation et aux altérations qu'a subies forcément une langue dans le cours de plusieurs siècles.

La semi-voyelle anglo-saxonne *v* ou *w* (car dans les manuscrits elle est écrite indifféremment *u* et *uu*), correspond au *w* du haut-allemand au *v* gothique et au *w* anglais. Elle représente un *v* primitif : ags. villan = all. wollen, goth. viljan, angl. will, latin velle — ags. vitan = goth. id. all. wissen, angl. anc. wot (to wit), sanscr. vid, grec *φοῖδω.

Dans le corps ou à la fin des mots et après certaines consonnes ou voyelles, elle se vocalise tout à fait en anglo-saxon pour disparaître en anglais moderne : *criman* est devenu *cuman* puis *to come* ; *svister*, *suster*, *sister* ; *sâvul*. *soul* ; *feovre*, *four* ; *treov*, *tree* ; *cneov*, *knee* etc., Quant au *v* de l'anglais moderne, il est d'origine étrangère, et n'est généralement adopté que dans les mots latins ou français. Pourtant au milieu des mots il représente l'*f* anglo-saxon : *give*, *live*, *drive*, *évil* = ags. *gifan*, *lifjan*, *drifan*, *yfel*.

L'autre semi-voyelle *i* ou *j* (prononcez *ye*), est primitive en anglo-saxon : *joc* (*jugum*), *julius* ; mais elle se rencontre fort rarement, car elle est presque toujours transcrite par *g*. (en angl.-

(1) Nous n'insisterons pas plus longuement sur la *Lautverschiebung*. Les Allemands ont beaucoup écrit sur cette matière, et nous-même publierons-nous peut-être, dans le présent recueil, un travail assez étendu, depuis longtemps terminé.

mod. par y) : geogodh, geong, gear, geolo, gese, pour jugodh, jung, jear, jese (mod. youth, young, year, yes) (1).

Les labiales *b*, *p* ont la même valeur en anglais et en anglo-saxon, et ne présentent aucune particularité. Le *f* qui est l'aspirée labiale, correspond à un *p* primitif : pater, father; piscis, fish, etc. Au milieu de certains mots il a disparu, ainsi : *head* (ags. heafud, caput); *lord* (hlâford), *lady* (hlaefdige), *had* (haefde).

§ 24. *Dentales*. Le *t* angl.-saxon et anglais, correspond comme on l'a vu à la dentale douce primitive : *teon*, *ten*; *teôdh*. tooth etc. La dentale douce *d* correspond à l'aspirée primitive : *θαρπος*, dors-te, durst (prét. de *dare*); *θυρα*, dor, door; *θυγατηρ*, dohtor, daughter.

La dentale aspirée est représentée en anglo-sax., par deux caractères différents *th* et *dh* qui ont la même origine étymologiquement parlant; ils servaient seulement à indiquer la différence de prononciation entre le *th* dur et le *th* doux correspondant, le premier au *θ* grec, et le second au *ð* (du grec moderne principalement). Les manuscrits les confondent souvent, et aujourd'hui on représente les deux sons par le même caractère *th*, depuis que l'alphabet latin a été employé aux lieu et place de l'alphabet anglo-saxon. Ce changement d'alphabet a entraîné des variations dans l'orthographe de la langue (2). Ainsi au xv^e siècle, lors des premières impressions typographiques, le *dh* fut quelquefois remplacé, pour le distinguer du *th* dur, par *d*, et on écrivait *fader* pour *fadher*; il s'en est suivi une confusion au point que cette consonne douce *d* fut prononcée avec l'aspiration, même dans les mots où elle était radicale, comme *adoption*, *adversary* et la préposition latine *ad* que l'on prononçait *athoption*, *athversary*, *ath*, corruption contre laquelle s'élève Palsgrave dans sa grammaire (3). Mais plus tard cette prononciation vicieuse fut abandonnée, ainsi que cette transcription du *th* doux par *d* (4), et il n'y eut plus comme nous

(1) Le *j* anglais moderne, qui a le son de *dj*, est d'origine romane.

(2) La confusion du *th* avec *y*, dans *ye* pour *the*, *yt* pour *that*, est due à l'ignorance des premiers imprimeurs anglais et à leur origine étrangère. V. Marsh. *English Language*, p. 310.

(3) Marsh, op. l., p. 331.

(4) Le *d* est pourtant resté dans qq. mots comme *murder* (anglo-sax. *mordlaw*); *fiddle*, *fidhele*, *deck*, *theccan*, etc. Le *dh* médial est tombé dans les composés comme *norfolk*, *suffolk*, *sussex*, *worship*. Le *th* moderne est organique dans *rather*, *whether*, bien que l'ang.-sax. écrivit *môdor*, *weder*; en effet, il représente la dentale primitive *t*, et d'après les lois de permutation il doit être aspiré.

l'avons dit qu'un seul signe, celui usité aujourd'hui, auquel on donne le son de l'aspirée douce comme dans *mother, those, that, brother*, ou de l'aspirée dure comme dans *through, thank, worth, mouth*, suivant la tradition qui remonte à l'ancienne langue.

§ 25. *Gutturales* : La plus intéressante et celle qui a subi les changements les plus importants est la consonne douce *g*. Dans toutes les langues on remarque la tendance des peuples à la mouiller, puis à la semi-vocaliser, puis à la faire disparaître. En français par exemple elle a le son de *j* devant les voyelles douces ou claires ; en italien elle se prononce *dj* devant les mêmes voyelles et en arabe nous voyons le *g* se prononcer *dj* ou *gue* suivant les pays.

Dès l'époque où l'anglo-saxon était encore parlé, cette consonne gutturale avait subi des modifications dans sa prononciation, et, suivant les contrées, le même mot était prononcé dur ou avec un *g* semi-vocalisé, c'est-à-dire ayant le son français de *je*. Ainsi *geard, geat, gelu, gist* etc., se prononçaient suivant les dialectes, *gueard, gueat*... ou *yeard, yeat*... ; il est probable pourtant que cette dernière prononciation, qui est la plus conforme aux lois phoniques d'adoucissement des consonnes devant les voyelles claires, était aussi la plus généralement reçue, car c'est elle qui est restée dans l'anglais moderne *yard, yate, yellow, yest*, et la quantité de mots anglais commençant par *y* est grande (1).

Cette tendance à semi-vocaliser le *g* a été au point de faire disparaître dans le cours des temps toute trace de cette gutturale ; nous verrons en effet plus loin (§ 48). que le préfixe *ge* qui était en anglo-saxon et dans l'ancien anglais, la caractéristique du participe passé, a disparu tout à fait du langage moderne. Devant les voyelles dures au contraires, comme devant les consonnes, le *g* avait conservé le son guttural qui lui est resté en anglais et qui est celui de notre *gue* français. Ainsi *gliw* (angl. *glee*), *glôf* (*glov.*), *grafan* (*grave*), *grânjan* (*groan*), *galga* (*gallow*).

Quelques mots anglais comme *ghost, guild, guest*, quoique d'origine saxonne, ont adopté l'orthographe française *gh* ou *gu* employée chez nous pour durcir le *g* ; de même la prononciation romane ou plutôt une prononciation analogue (*dj* au lieu de *j*), a été conservée dans les mots empruntés à notre langue, lors de la conquête ou depuis, tels que *giant, gem* (prononcez *djaïant, djem*), et dans quelques mots saxons ; dans ce cas le son palatal est

(1) Mais dans *geac, getan, gifan, be-giuan*... la prononciation dure s'est maintenue, ainsi que nous le montrent les mots modernes *gawk, get, give, begin*.

représenté par *dg* : *hedge* (anglo-sax. hege), *pledge* (français plaid. placitum), *ledge* (lectum) ; remarquons que *dg* représente aussi le groupe saxon *cg* : *bridge* (ags. brycg), *ridge* (hrycg), *edge* (ecg), lequel est aussi rendu en anglais par *ck* (clock, ags. clucge), ou par *y*, *ie* : *lie*, *lay*, *say*, *buy*.

§ 26. De même qu'en français, nous avons rendu par *y* la finale *icus* si commune aux noms propres d'origine germanique (Mery, Féry, Landry...), et la finale *icum* d'un grand nombre de noms de lieux, de même les Anglais ont rendu par *y* la terminaison *ic* également usitée dans les anciens noms de villes et la terminaison *ig* des adjectifs tels que *thirty* (thrittig), *empty* (emetig). Mais quand cette finale était précédée d'un *l*, *r*, de même que dans les groupes *lg*, *rg*, l'anglais moderne adopte les formes *low*, *row*. Exemples : *sallow* (ags. salig), *willow* (villig), *barrow* (beorg), *follow* (folg-jan), *morrow* (morgen), *burrow* (burg). — Exceptés *harbour*, *tiller* (hereberge, telgor). La prononciation seule peut expliquer ces mutations.

Le *g* anglo-saxon, autre que l'initial, subit deux autres variations en passant dans la langue moderne : il est le plus souvent transcrit par *gh*, mais avec deux prononciations différentes, suivant les cas :

1° Lorsque *gh* anglais représente le *g* anglo-sax. médial, il est muet :

<i>Neighbour</i>	(ags. hnaegan).
<i>Plough</i>	— (ploug).
<i>Dough</i>	— (dâg).
<i>Weigh</i>	— (wegan).

prononc. nébeur, plô, dô, ouè.

2° Lorsqu'il représente un *g* final ags. ou un *h* provenant d'un *g*, il a la prononciation aspirée qu'avait vraisemblablement le *g* ou le *h* dans cette position en ags. : *enough* (genôg et genôh), *rough* (hreoeh), *trough* (troh), *laugh* (hleahan), prononc. éneuf, reuf, trof, lâf.

§ 27. Le *c* anglo-sax. est représenté en anglais mod. par *c*, *k* ou *ch* et correspond, ainsi que nous l'avons vu, à la gutturale douce primitive : γωω, enio, knee ; γενητος, eneoh, knight ; scr. gau, cû, kow ; scr. guru (gravis), caru, care ; scr. djousch, ceosan, choose ; germ. kind, ags. cild, child, etc. Le son palatal *ch* (prononcez teh) est donc ici comme partout et notamment en sanscrit, d'origine gutturale. Le même son *teh* dans l'angl. stitch, stretch, thatch, fetch,

fitch, provient aussi du *c* anglo-sax., le plus souvent le *c* redoublé (cc), ainsi sticcan, streccan, theccan, etc. Le *sh* anglais (= *ch* français) est la transcription du *sc* anglo-sax. et est primitif comme tous les *sk* de la famille indo-européenne (le sanscrit seul dans la plupart des cas a rendu cette consonne double par *kh*). Le groupe *qu* dans *queen*, *quick*, *qualm* (ags. *cvæn*, *cvic*, *cvealn*) est organique dans les mots d'origine germanique comme dans ceux tirés du français : il représente un *gv* ou un *kv* primitifs. L'*x* (= *ks*) correspond à *x* ou à *hs*, anglo-sax. : *ox* = *oxa*, *next* = *neahst*, *fox* = ags. *fox*, all. *fuchs*, etc.

§ 28. Le *h* remplace en anglo-sax. et en anglais la gutturale aspirée des autres dialectes germaniques (*ch*, *hh* ou *kh* et correspond au point de vue étymologique à la gutturale forte primitive, ainsi : *healm* calamus, *hol* *καλός*, *heafud* caput. Quelquefois pourtant il provient d'un *g* radical dont il prépare ainsi la chute : *fleôgan*, *fleah*, (mod. *fly*) ; *slôgan*, *slôn* (*slay*). L'angl. mod. l'a rendu dans certains cas par *gh* : *buruh* *borough*, *thurh* *through*, *theah* *though* ; principalement devant le *t* : *leoht*, *neaht*, *riht*, *eahta*, *wiht* (mod. *light*, *night*, *eight*, etc.)

Les groupes *hn*, *hr*, *hl*, *hv*, fréquents en anglo-saxon et dans les anciennes langues du nord, ont au contraire disparu des dialectes modernes. L'aspiration était difficile à conserver devant les consonnes et dès les *xiii^e*-*xiv^e* siècles dans les monuments écrits comme l'*Ormulum*, le *Metrical saxon* de Layamon et quelques anciens auteurs saxons, le *h* est tombé. Le groupe *hv* seul est resté en danois et en suédois sous la même forme, mais en anglais mod. sous la forme *wh*, ainsi : *wheel* (ags. *hveohl*), *where* (*hvar*), *who* (*hva*) etc. (1). Pour les autres mots commençant par *n*, *r*, *l*, il est intéressant au point de vue étymologique de restituer le *h* initial, parce qu'il représente une ancienne gutturale primitive. Nous citerons comme exemples, angl. mod. *nap* (ags. *hnappjan*), *nasty* et *nasky* (*hnesce*, goth. *hnasqvus*), *neck* (*hnecca*), *neif* (isl. *hneffi*), *ring* (ags. *hring*), *rough* (*hreoht*), *rother* (*hridher*), *loaf* (*hlâf* d'où *hlâf-ord*, *lord* et *hlâf-idge*, *lady*), *leer* (*hleor*), *leap* (*hleapan*), *loud* (*hlûd*), *rail* (*braegel*). Le *h* initial est resté dans *horse* (il est tombé dans l'all. mod. *ross*).

(1) Dans *whole*, *whore*, ags. *hvil*, *hôr*, le *w* n'est pas radical. On a écrit *ho/e* jusqu'à la fin du *xvi^e* siècle, et depuis on écrit *whole*. L'adj. *hot* (chaud) s'est écrit longtemps *whot* avec *w* prosthétique, la rac. en germanique est *hut*, *héd*, *hoisiz*, suivant les dialectes. — Cf. Marsh, op. l., p. 356.

§ 29. *Liquides*. Nous aurons peu d'observations à faire sur ces consonnes, car elles sont en général invariables dans toute la famille d'un dialecte à l'autre. Dans quelques mots anglais le *l* a disparu, ainsi *which*, ags. *hvilik*; *each*, *ylca*; *such*, *swyle*; *as*, *eals*; certains dialectes, notamment l'écossais, ont conservé la forme entière: *whilk*, *ylk*, *silk*. Dans d'autre mots, cette liquide reste écrite mais on ne la prononce pas: *calm*, *calf*, *half*, *wolk*, *world*, *talk*, *folk*. Le *n* a également disparu en anglais moderne et déjà en anglo-saxon, de certains mots où il est pourtant radical. Ainsi: *tooth*, ags. *tôdh* pour *tondh* (dent); *sooth*, *sôdh* pour *sondh* (dan. *sand*., isl. *sann*, vérité); *mouth*, *mûdh* pour *mundh* (all. *mund*), et de même *other*, *couth*, *soft*, *goose*, *us*, etc. Il y a lieu aussi de constater la chute de *r* dans *pin*, ags. *preon*; *speak*, ags. *spraecan*; cette liquide a au contraire été introduite dans *groom*, ags.-*guma*, all.-*gam*, dans *brydguma*, *braeutigam*, anglais mod. *bridegroom* (1).

§ 30 *Sifflantes*. La sifflante anglo-saxonne *s* avait, de même que le *th*, deux prononciations, une dure comme dans le français, *son*, *ses*, et un son doux comme dans *chose*, *pose*. Le premier a été transcrit en anglais moderne par *ce*. Exemple: *mice*, *lice*, *pence*, *whence*, (ags. *mys*, *lys*, angl.-anc. *pennies*, *whenes*); le second par *z*: *freeze*, *drizzle*, *graze*; ags. *freosan*, *dreosan*, *grasjan* — ou par *s* (avec le son de *z*): *choose*, *loose*, etc.

Le changement de *r* en *s* se retrouve ici comme dans toutes les langues, on le rencontre également dans le prétérit de certains verbes anglo-saxons en *s*: *ceosan*, *curon*; *leosan*, *luron*; *freosan*, *feuron* (permutation qui existe aussi dans l'allemand. *kûren*, *verlieren*, *frieren*), mais l'angl. moderne a rétabli le *s* primitif à tous les temps: *choose*, *chose*, *chosen*; *lose*, *freeze*; il l'a conservé de même dans *was* (all. *war*) mais non dans le pluriel *were* par analogie avec l'anglo-saxon *waes*, plur. *waeron* (2).

§ 31. Tableau résumé indiquant la correspondance des consonnes dans les deux langues:

(1) Loth, *Engelsaechs Gr.*, § 14. Fiedler, § 51, et sq., *yeoman* (ags. *gumman*), a conservé la vraie forme *guma*.

(2) Loth, § 45, p. 81; Fiedler, § 65. — Il existe un cas de *s* épenthétique, c'est le mot *island* (anc. angl. *yle*, qui ne vient pas, comme on l'a cru, de *insula*, mais qui est une contraction de l'anc. *caland*, *iq land* (terre d'eau).

ANGLAIS		ANGLO-SAXON	ANGLAIS		ANGLO-SAXON
b	correspond à	b (qqf. p)	c	correspond à	} c
p	—	p	k		
f	—	f	ch		
v	—	f	ck	—	cg
v	—	v (latin)	h	—	h
w	—	v, g	qu	—	cv
d	—	d, th, dh	wh	—	h, hv
t	—	t	l, m, n, r	—	l, m, n, r
th	—	th, dh	r	—	s
j	—	d'orig. romane	s	—	s doux
g	—	g	z	—	s id.
gh, gu	—	g, h	ce	—	s dur.
dg	—	g, cg	s	—	r
y	—	j, g	sh	—	sc

2° VOYELLES

§ 32. Les trois voyelles fondamentales sont *a, i, u* qui, par leurs combinaisons entr'elles et par leur renforcement, ont produit les signes suivants en anglo-saxon, savoir : sept voyelles brèves et autant de longues : *a â, æ æê, e ê, i î, o ô, u û, y y*, deux dipthongues *ea eo* (avec accent) et deux groupes brefs *ea, eo*, provenant par suite de l'influence de la consonne subséquente, l'un de *a*, le second de *i* ou de *e* substitut de *i*.

L'anglais moderne possède un système complet de voyelles capable de rendre tous les sons, sauf celui de l'*u* français qui est inconnu à la langue et est même fort difficile à articuler pour un organe britannique. Chacune de ces voyelles a plusieurs prononciations qui ne sont assujetties à aucune règle apparente; nous disons *apparente*, car l'étymologie seule peut donner raison au moins dans la plupart des cas, de ces variétés de son pour un même signe graphique. Un traité de prononciation anglaise devrait par conséquent remonter jusqu'à l'anglo-saxon et donner les concordances entre les voyelles des deux idiomes, sans oublier toutefois la part, si petite qu'elle soit, de l'influence romane. Ce serait à coup sûr le meilleur moyen de formuler quelques règles précises, si tant est que l'on puisse exprimer par écrit la nature et la variété des sons et de l'accentuation. L'anglais est remarquable par la

grande flexibilité de ses voyelles et on sait que sa prononciation est particulièrement difficile à saisir pour un néo-latin comme pour un germain ; dans cette langue, plus que pour toute autre, l'audition est nécessaire pour se rendre compte de la valeur phonique.

Voici le tableau de la concordance des voyelles entre l'anglais moderne et l'anglo-saxon (1).

		ANGLO-SAXON
a	anglais correspond, suivant sa prononciation à	a, â, ae, aê, e, î, ea, eo.
e	id.	â, âe, e, ê, y, éa, éo.
i	id.	e, î, î, y, y, éa, éo, ea, eo.
o	id.	a, â, î, o, ô, u, y, éa, éo, eo.
u	id.	u, û, y, eo.
ai	id.	a, ae, âe.
au	id.	ea.
ea	id.	â, ae, âe, e, ê, î, y, éa, éo, ea, eo.
ee	id.	âe, e, î, î, éa, éo, eo.
ei	id.	â, âe, éa, ea.
ie	id.	î, éa, éo.
oa	id.	â.
oo	id.	â, ê, ô, u, û, y, éa, éo.
ou	id.	o, u, û, ea.
ow	id.	û, éo.
ui	id.	y long.
ye	id.	eo.
yo	id.	éo.

TROISIÈME PARTIE

FLEXIONS

§ 33. On sait combien la grammaire anglaise est simple, quant aux formes ; c'est qu'il ne reste presque plus rien aujourd'hui de

(1) On remarquera que nous n'entrons pas dans le détail des exemples comme nous l'avons fait pour les consonnes ; c'est que le système de vocalisation, tout en ayant son importance, notamment au point de vue des flexions, n'a pas la même valeur étymologique que les consonnes, qui forment la charpente osseuse du mot. Du reste, comme nous ne comprenons guère un travail sur le jeu des voyelles en anglais sans attaquer la prononciation, nous réservons cette étude pour un mémoire spécial dans lequel la question du vocalisme sera spécialement traitée. Ajoutons que l'histoire de la prononciation anglaise, depuis le ^{xiii} siècle, a été traitée par M. Ellis, dans son savant ouvrage déjà cité « *On early English pronunciation.* »

l'ancien système de flexions et de toutes les distinctions de genre de l'anglo-saxon. Ainsi, dans l'anglais moderne, sont masculins tous les êtres vivants mâles, et du genre féminin tout ce qui appartient à l'autre sexe ; quant au reste, il est du genre neutre. Telle est la règle générale bien facile à retenir, et qu'on aimerait à rencontrer dans tous les autres idiomes.

Dans l'anglais ancien, la distinction des trois genres ne reposait pas sur les mêmes principes, elle suivait, en général, ceux de la grammaire anglo-saxonne. Ainsi, par exemple, les êtres abstraits, qui sont neutres dans la langue moderne, étaient autrefois masculins, féminins ou neutres, suivant leur origine. Étaient masculins *sterre* (mod. *star*, ags. *steorra*), *del* (*deal*, *daél*), *drem* (*dream*, *dream*) ; étaient féminins *sauel* (*soul*, ags. *sawel*), *herte* (*heart*, *heorta*), *dore* (*door*, *duru*), *ben* (*prière*, ags. *bèn*) ; — tous substantifs qui sont aujourd'hui neutres. Au contraire *wife*, *child* (ags. *wif*, *cild*), actuellement du féminin et du masculin, étaient neutres, ainsi que *bern* (*enfant*), dans l'ancien anglais. Ces distinctions de genres étaient, il faut le dire, très-importantes pour des idiomes qui avaient conservé les flexions, c'est-à-dire des déclinaisons variables suivant le genre et suivant le cas. Aujourd'hui que la langue n'a, pour ainsi dire, plus de terminaisons flexionnelles pas plus que de désinences casuelles, la différence sexuelle a beaucoup moins d'intérêt.

L'anglo-saxon, comme tous les dialectes germaniques, avait la déclinaison *forte* et la déclinaison *faible*, celle-ci incontestablement la plus jeune dans l'histoire des langues, et ainsi appelée parce qu'elle ne forme ses cas qu'à l'aide d'un *n*, élément étranger. En outre, pour chacune des déclinaisons forte ou faible, il y avait trois classes correspondant aux trois genres, et pour chaque genre on distinguait, dans la déclinaison forte, les thèmes en *a*, les thèmes en *ja*, ceux en *u* et ceux en *i*.

Ce système est, comme on le voit, fort compliqué, mais il n'est pas personnel à l'anglo-saxon, car non-seulement dans les autres langues germaniques, mais encore en slave, en latin et en grec, comme en sanscrit, nous retrouvons les mêmes distinctions caractéristiques. Nos idiomes modernes en ont, pour la plupart, fait justice, et les différences casuelles se réduisent à bien peu de chose ; aussi a-t-il fallu toute la science et toute la pénétration de Grimm, de Bopp, et de leurs successeurs, pour restituer les terminaisons originelles.

§ 34. Sans entrer ici dans le détail de la formation des cas dans

les langues de la famille indo-européenne, détail qui est du ressort de la grammaire comparée, nous croyons utile, au point de vue non-seulement de l'anglo-saxon (qui en réalité n'est pas le but de notre travail), mais de l'anglais ancien qui a conservé la plupart des flexions quoique altérées, et de l'anglais moderne qui a, comme nous le verrons, le génitif et quelques pluriels dits irréguliers, de donner le résumé des notions acquises à la science philologique, en matière de désinences casuelles. Nous ne parlerons que des quatre cas qui sont restés en germanique, savoir : le nominatif (le vocatif qui donne toujours le thème simple sans désinence est plutôt une interjection), le génitif, le datif et l'accusatif (1).

Nominatif. — A. La caractéristique du nominatif singulier des thèmes masculins et féminins dans les langues indo-européennes est *s*, débris du pronom démonstratif aryen *sa*, fém. *sá* (2). Ainsi, sanscrit : *dêva-s* (le dieu), *sûnu-s* (le fils), *pṛiti-s* (l'amour), *vâk* pour *vâtch-s*, etc.; lat. *ped-s*, *milet-s*, *arbo-s*, *homon-s*, *dominu-s*, et dans l'anc. langue *rosa-s*, *equa-s* (devenus *rosâ*, *equâ*, puis *rosa*, *equa*) ; grec *ῥοι-s*, *ποιμην-s*, *μελαιν-s*, *τιθει-s*, *ἑππος*, *φουσι-s*, etc. Dans les langues germaniques, le gothique et le scandinave sont les seuls qui aient conservé le *s* du nominatif singulier, les autres dialectes l'ont perdu à l'époque de leurs plus anciens monuments écrits ; ainsi : goth. *fisk-s*, *brothar-s*, *gast-s*, *vulf-s*, *sunu-s*, au mascul. ; *maht-s*, *handu-s* au fém. ; mais ags. *fisc*, *brôdhor*, *wulf*, et au fém. *meaht*, *hand* ; aha. *visc*, *kast*, *sunu*, *maht*, hant. Ce dernier dialecte a pourtant conservé le *s* du nominatif, mais sous la forme *r* (3) dans le pronom *i-r* (= ille), goth. et lat. *i-s*, et dans les adjectifs forts (4) tels que *plintê-r*. C'est sous la même forme *r* que l'isl. présente ce signe casuel, mais seulement au masculin : *fisk-r*, *son-r*,

(1) V. sur cette matière Bopp, *Gramm. comparée*, §§ 112 à 290 ; Schleicher, *Compendium*, § 246 et sq. ; les ouvrages allemands de Grimm, Westphal, Scherer, Leo Meyer, Heyne, etc.

2, Qui se retrouve dans le goth. *sa*, *sô* ; gr. *ὁ*, *ἡ*, pour *σο*, *σι*.

3, On sait que dans presque toutes les langues on trouve cette permutation entre *s* et *r*. Une particularité est que tous les thèmes en *r*, comme *pater*, *mater*, *dator*, *soror*, ont perdu le *s* du nominatif. Le seul exemple dans toute la famille, qui nous montre *r* final d'un thème suivi de l'*s* du nominatif, est le mot *zead dtar-s* « feu. » (V. Bopp, § 145.)

4, Les substantifs *forts* sont ceux à thèmes terminés par une voyelle (Bopp, § 281), les substantifs *faibles* sont ceux terminés par un *n*. De là, dans toutes les langues germaniques, deux sortes de déclinaisons : la forte et la faible, distinction créée par Grimm, et dont Bopp a donné la vraie explication (§§ 281, 286 et 287). La déclinaison des adjectifs suit celle des substantifs.

gest-r, ûlf-r, brôdhir-(r) ; quant au neutre, le nominatif singulier est le plus souvent le thème nu, en sanscrit, en zend et en latin : la caractéristique est souvent *m*, devenu *v* en grec, et en borussien (Bopp, § 132) : sanscr. kulam (famille) ; zend datem (présent), lat. templu-m, donu-m, gr. ὄωρον, ἐργον, etc. Cesigne casuel manque en germanique, comme en lithuanien.

§ 35. — B. Le nominatif pluriel se forme par l'addition d'un second *s*, c'est *sa* répété (*sa* + *sa*). La caractéristique est donc *sas* pour les noms masculins et féminins ; elle est devenue : en sanscr. *as* : vâch-as, durmanas-as, patar-as ; en gr. *es* (sauf pour les thèmes en *α*) : ὀπ-es, *δυσμενεσ-es, πατερ-es ; en latin, -es : soror-es *frater-es, *fructu-es. Les nominatifs pluriels *magistreis*, *vireis*, *domineis*, sont d'anciennes formes (qu'on a trouvées) de *magistri*, *vir*, *domini*. Les féminins en *ae* sont aussi d'anciennes formes en *as*, témoin l'ombrien qui les a conservées : totas = lat. totae, pas = quae. Le pluriel neutre est en -a, dans presque toute la famille. D'après Bopp (*Gr. comp.*, § 231), qui a découvert ce fait, cet *a* est un reste de la désinence complète *as*, appartenant au masculin et au féminin.

En germanique, le pluriel ne se forme pas partout de la même manière : le gothique a tous ses pluriels masculin et féminin (déclin. forte ou faible) en *s*. Ainsi fisc-ôs, gib-ôs, gast-eis, maht-eis, sun-ju-s, han-an-s, tugg-ôn-s, manag-ein-s. Le vieux saxon n'en a que quelques-uns : fisc-ôs, hird-jô-s, mais geb-a, cunn-i, gest-i, sun-i, et à la décl. faible en *a* : han-un, tung-un, hêrt-un. L'anglo-saxon n'a la désinence *s* qu'aux thèmes masculins en *a* de la décl. forte : fisc-âs, dag-âs, tous les autres pluriels sont terminés par des voyelles. La décl. faible a le pluriel en *n* : han-an, tung-an. Les dialectes haut-allemand ont tous leurs pluriels terminés par des voyelles aux trois genres de la décl. forte, et en *n* à la décl. faible. Quant à l'island., il a conservé, comme au singulier, la désinence casuelle *s*, mais sous la forme *r* : fisk-a-r, gíaf-a-r, hird-a-r, syn-i-r, c'est la voyelle qui précède le *r*, qui distingue du singulier. Le neutre est invariable.

L'ancien saxon et le vieux haut allemand ont aussi quelques pluriels neutres en *ir*, ainsi : Aha, huon-ir, ret-ir, vort-ir, hûs-ir, qui sont restés en allemand moderne : hûhn-er, raed-er, woer-ter, hacus-er. La plupart des substantifs neutres du reste, forment dans ce dernier dialecte leurs pluriels en *er*, non pas parce qu'il en était de même en moyen et en vieux haut allemand, où au contraire cette sorte de pluriel était restreinte, mais par analogie et par

extension, de même que les pluriels en *en* (1). Il est évident que cette désinence casuelle *r* n'est autre que en scandinave que le suffixe *as* du pluriel de toute la famille. Nous aurons à nous occuper plus loin du pluriel en angl. mod. (V. § 42.)

§ 36. *Génitif* — A. La forme organique du génitif singulier est *-as, s* (débris de *sa*) et *sya* (*sa* + *ya*). En sanscrit, les thèmes terminés par une consonne font leur génitif (pour les trois genres) en *as*. Quant aux thèmes terminés par une voyelle ils prennent soit *sya* (devenu *hya* et *ho* en zend), soit *s* avec renforcement (gouna) de la voyelle, soit *ās* (āo en zend) sans gouna.

En grec la désinence est *-os* : *πατρ-ος, γενν-ος*; ou *ως πολε-ως* = skr. *ās*; ou en *io* pour *σio* = skr. *sya*, *ὑπο-ιο,, το-ιο, ζυγοιο* (devenus *ὑποῦ* etc.); *Βορέξιο, Ἀλφείξιο* d'Homère sont aussi pour *Βορέα-ιο, Αἰνεία-ιο*.

La terminaison aryenne *as* est devenue *-os, -es, -us* dans le vieux latin; *senatu-os, domu-os, salut-es, avi-es, vener-us, nomin-us*; la forme sanskrite *ās* du féminin se retrouve dans les anciens génitifs : *familias, escas, terras* (en osque *eis, ous, ombrien er, ur*). Les génitifs en *aes* : *dimidi-aes, su-aes* reportent à une forme *ais, ayas*. Ceux en *ae, i*, des première et seconde déclinaisons sont d'anciens locatifs.

De toute la famille germanique, le gothique est, comme toujours, le plus complet : il a conservé le *s* à toutes les déclinaisons et à tous les genres, il a même le gouna dans certains thèmes, comme en sanscrit. Le haut allemand *a*, dès la période la plus ancienne, abandonné pour tous les féminins le signe du génitif dans la déclinaison forte; quant aux thèmes terminés par une consonne le *s* ne se retrouve à aucun des trois genres (2).

L'islandais a conservé le signe du génitif à toutes ses déclinaisons, soit sous la forme *s* : *fisk-s, hior-s*, soit sous la forme *r* : *gíafa-r, festa-r, sona-r*.

En anglo-saxon on ne retrouve le *s* du génitif singulier qu'aux thèmes en *a* masculin et neutre de la déclinaison forte : *fisc-es, her-es, vord-es*. Les féminins de cette même déclinaison et les

(1) Le haut-all. moderne, qui a des pluriels en *e, er, en*, les tire, savoir :
Ceux en *e* des thèmes forts anciens qui ont leur plur. en *o, a, i*.

— *er* — — — *en ir.*
— *en* des thèmes faibles anciens — — — *en un, in.*

Ces derniers ont été très-étendus, et indistinctement aux déclinaisons fortes et faibles.

(2) Cf. Bopp, § 183 et sq.; Bornhaek, *Gr. der Hochd. Spr.*, 2^e part., § 17; Schleicher, *Compend.*, § 252.

thèmes terminés par une consonne n'ont plus ce signe casuel : suna, gife, hanan, brôdhôr. Nul doute qu'ils l'aient eu autrefois et qu'on ait dit comme en gothique par exemple, *sunas*, *gifes*, *hanans*, etc. Mais les peuples qui parlaient les dialectes saxons à une époque antérieure à l'écriture, ne prononçaient probablement pas le *s* final et c'est ainsi qu'il a disparu. On peut en dire de même du haut allemand qui a supprimé, comme on l'a vu, l'*a* caractéristique dans un grand nombre de cas. C'est notamment presque partout à la déclinaison dite *faible* que l'on constate cette suppression : il semble que la syllabe étant déjà fermée par la consonne finale du thème, tout élément arrivant après devait disparaître ; au contraire dans les thèmes ouverts, c'est-à-dire dont la finale est une voyelle, la sifflante avait beaucoup plus de chance de se maintenir. Ce n'est qu'en germanique que l'on constate cette différence que Grimm a, le premier, reconnue et dont il a fait la base de sa distinction en déclinaison forte ou faible, inconnue au sanscrit et aux langues classiques (1).

B. Le génitif pluriel est en *sâm*, devenu en sanscrit *âm*, en grec *ων* (pour *ωμ*) et resté en latin dans les thèmes en *a* : rosa-sum, die-sum, puero-sum, et en *i* : bovi-sum, lapidi-sum (boverum et lapiderum de Varron), mais abrégé en *um* dans les autres thèmes : voc-um, patr-um.

Le gothique et le haut-allemand ont les deux suffixes casuels : *sâm* et *âm*, devenus *zô* et *ô* par suite de la chute de *m* ; *zê*, *zô*, *zê* (en haut-all. ancien *rô*), sont restés comme désinences casuelles des adjectifs ; *ô* comme désinence du génitif pluriel dans les substantifs : goth. fisk-ê, gib-ô, suniv-ê ; ancien haut-all. visc-ô, këpon-ô, sune-ô.

En islandais tous les génitifs pluriels sont en *a* (pour *am*) : fisk-a, fest-a, hiorv-a, gumn-a, broedhr-a. Il en est de même en anglo-saxon : fisc-a, sun-a, gif-a, hanen-a.

§ 37. *Accusatif*. A. Le signe de l'accusatif masculin et féminin est *am* et *m* en sanse. zend et latin, affaibli en *-v* ou en *α* (pour *αμ*) en grec. Exemple : sanse. açman-am, bharant-am, mâtar-am, avi-m, pati-m, açva-m. — Grec, ἄππο-ν, γλοχου-ν, ποιμέν-α, πατέρ-α. — Latin, voc-em, patr-em, fructu-m, navi-m, rosa-m. Dans les langues germaniques, même en gothique, le *m* est tombé partout, sauf dans le pronom où il s'est affaibli en *n* (en gothique *na* = *n* + *a*

(1) Ainsi donc, la terminaison *en* du génitif caractéristique de la déclinaison faible n'est pas autre chose qu'une ancienne terminaison forte, puisqu'elle était *ens*.

de renfort) : *tha-na* ; anc., moy. et nouv. h.-all. *de-n* = scrit *tâ-m* ; mais dans les substantifs l'accusatif est : ou terminé par une voyelle : goth. *gib-a* (pour *gib-an*), *har-i(n)* ; aha. *këp-a(n)*, *her-i(n)*, *sun-u(n)*, — ou le thème nu : goth. *fisk* (pour *fisk-an*), *gast(in)*, *maht(in)* — et dans la déclinaison faible l'accusatif se termine par la voyelle du thème, c'est-à-dire par conséquent sans signe casuel : goth. *hanan* (pour *hanan-an*), *tuggôn (-an)*, *managein(-an)* ; de même en haut-allemand. Les mêmes principes se retrouvent dans les autres dialectes de la famille ; ainsi en ancien-saxon et en anglo-sax. *fisc*, *gife*, *fôt*, *gast*, sans flexion (pour *fisc-an*, *gif-an*, *fôt-an*) : la déclinaison faible est le thème nu.

B. Pour le neutre, la loi est générale dans toute la famille : l'accusatif singulier est identique avec le nominatif. (Bopp § 148.)

C. L'accusatif pluriel masculin et féminin se forme en aryen par l'addition d'un *s* à l'accusatif singulier, ce qui donne *-ans*, *ans*, *us*. La désinence *us* est devenue en sancr. *n* pour le masculin, *asvâ-n*, *patî-n*, *sunû-n* ; *s* pour le féminin : *priti-s*, *hanû-s*. Le grec et le latin ont perdu également la nasale (1), et les accusatifs sont en *s* et *s*.

En gothique nous retrouvons la désinence complète *us* dans les thèmes à voyelle finale : *vulfa-us*, *harja-us*, *gasti-us*, *sunu-us*, sauf quelques exceptions. Les thèmes finissant par une consonne n'ont que *s* : *hanan-s*, *tuggon-s*, *managein-s* ; le haut-allemand a perdu toute désinence casuelle : le signe de l'accusatif est en général l'allongement de la voyelle finale du thème : *visc-â*, *këp-ô*, *sun-i*, et dans la déclinaison faible *zunk-ûn*, *herz-ûn*, *manak-în*. L'islandais subit à peu près le même sort pour tous les thèmes : *fisk-a*, *hird-a*, *son-u* ; mais les thèmes féminins ont le signe casuel *us* abrégé en *s* sous la forme *-r* : *giata-r*, *festa-r*, *tenn-r* (déclinaison forte), *gamm-a*, *han-a*, *tungu-r* (déclinaison faible).

L'anglo-saxon n'a conservé le *s* (pour *us*) à l'accusatif pluriel que dans les thèmes où il a le *s* (= *as*) du génitif singulier, c'est-à-dire les thèmes forts masculins en *a* : *fisca-s*, *hera-s* ; tous les autres thèmes sont terminés à l'accusatif par une voyelle ou par la consonne finale ; les mêmes raisons que celles indiquées ci-dessus sont la cause de cette perte de la désinence casuelle qui a certainement existé autrefois.

1) Pourtant, dans qq. mots grecs la nasale a été conservée sous la forme de *u* : tous *τιπους* = tous *τιπους* de même que *περους* vient de *περους* qui lui-même est pour *περυντι* (Bopp, § 236 ; Schleich., 2^e éd., p. 547.)

D. En sanscr., grec et latin, l'accusatif pluriel neutre est semblable au nominatif: kulâni, lambhi, δῶρ-α, ταλαν-α, εἶδοτ-α, ἀνώγειω pour ἀνώγει-α. Mêmes règles dans les langues germaniques: goth. vaurd-a, arb-ja, hairtôn-a; anglos. vord, ricu, fatu, eagan; isl. foet, riki, fioer, hioertu.

§ 38. *Datif.* — A. La caractéristique du datif singulier dans la famille est *ai* devenu *é* en scr. pour les trois genres (quelquefois *ai* pour le féminin): manas-ê, bharat-ê, mâtr-ê, avy-âi. Le grec n'a de vrai datif que dans les thèmes en *a*: ἡπποῦ = ἡπποῦι (ἡππο + οἰ) χωρᾶ = χωρᾶ + αἰ, τιμῆ = τιμᾶ + αἰ; les autres datifs en *i*, *ei*, λαμπραδ-ι, τριηρ-ει sont de vrais locatifs (cf. Schl. § 367). De même en latin pour les datifs en *i* (ovi, patri, corpori) et en *ei* (senatuei) tandis que ceux en *oi*, equoi, populoi, romanoi, quoi (devenus equo, populo, etc.), et en *ai* devenu *ae*: equae, rosae, istae = rosa + ai, etc., nous ont seuls conservé la vraie désinence casuelle. Le datif singulier goth. est tantôt *a* fisk-a (pour ai), tantôt en *ai*: gib-ai, maht-ai, mais la déclinaison faible n'a pas de flexion: tuggôn pour tuggôn-ai, managein pour managein-ai. En haut-all. le datif est en *a* ou *e* ou sans désinence, de même en anglo-saxon. En islandais ce cas est le plus souvent en *i* et *u*.

B. Le datif pluriel comme l'ablatif pluriel se forme en indo-europ. par la terminaison *bhyams* composée de bhi + am + s du pluriel. Le singulier bhyam se retrouve dans le scrit. tubhyam (= à toi), lat. ti-bei (m), si-bei (m), mi-hei (h pour bh), grec Homère τειν, ἔμιν pour τεισιν, εμεσιν. Au pluriel bhyams est devenu en sanscr. *bhyas*; en latin *fios* (car f = bh) *fis*, *fus*, puis *bus*: nomini-bus, matri-bus, no-bis, et les vieilles formes parvi-bus, amici-bus filia-bus, etc. Seulement dans certaines déclinaisons où l'aspirée *fios*, *fis*, ne s'est pas durcie en *b*, elle a disparu en passant par le *h* intermédiaire, ainsi bhios, *fios*, hios, ios et is, voilà la gradation descendante et nous trouvons quelques anciens datifs comme suois, gnatois, equois, silvais, etc. (1)

Les datifs grecs en *σι* sont d'anciens locatifs: ἑλλησι, ποταμῶ-σι = ποταμῶν-σι, ἑλλήν-σι, γλυκε-σι. etc. Ceux dits en *οις* et *αις* ont même origine, car *οι*, *αι*, appartiennent au thème et *ς* est un débris de *σι*: ἡπποῖς, ποικταῖς sont pour ἡπποῖ-σι, ποικταῖ-σι.

En gothique, anc.-h.-alle., anglo-saxon et isl., la marque du

(1) V. Zeitschrift de Kuhn. XVI, p. 307, article de M. Corssen, — et sur toutes ces formes anciennes latines, le Dictionnaire italique de Fabretti, 1 vol. in-4°. 1868.

datif pluriel, pour tous les thèmes est *m* : *fiska-m*, *viscu-m*, *fisc-um*, etc. On s'accorde généralement à considérer ce *m* comme un affaiblissement ou une modification du *b* de *bhyams* dont il est la nasolabiale correspondante. Le lithuanien nous offre la même particularité, et dans l'ancienne langue le datif pluriel était en *mys*; aujourd'hui la désinence est réduite à *ms*.

§ 39. Après cet exposé général de la déclinaison dans les langues indo-européennes, nous allons revenir aux deux idiomes qui forment spécialement le but de notre travail, c'est-à-dire l'anglo-saxon et l'anglais.

L'anglo-saxon possède la distinction très-marquée entre la déclinaison *forte* et la déclinaison *faible* et, dans chacune d'elles, les trois genres forment chacun une classe particulière. Répétons qu'il n'y a que quatre cas : le nominatif, le génitif, le datif et l'accusatif; quant à l'instrumental, il a presque disparu et n'existe plus que dans quelques noms neutres au singulier. Voici un résumé aussi succinct que possible des flexions casuelles :

1^o DÉCLINAISON FORTE :

Substantifs masculins : (1)

N et A. Sing. Thème nu. N et A. Plur. — as (ce sont les seuls plur. en -as)

G.	—	es.	G.	—	a.
D.	—	e.	D.	—	um.

Exemples :

N. A. Sing. Cyning (roi). N. A. Plur. Cyning-as.

G.	—	es.	G.	—	a.
D.	—	e.	D.	—	um.

N. A. Sing. Ende (fin). N. A. Plur. end-as.

G.	—	s.	G.	—	a.
D.	—	(+ e).	D.	—	um.

Quelques noms en *u*, comme *sunu* (fils), ont leurs flexions en *a* à tous les cas du singulier et du pluriel sauf le datif pluriel : *sunum*.

Substantifs féminins :

Au singulier le nominatif représente le thème nu, les trois

(1) Nous ne parlerons pas des exceptions.

autres cas sont en *e*. Le pluriel est en *a*, sauf le datif qui est, comme au masculin, en *um*.

N. Sing. Cwên (reine). N. G. A. Plur. Cwên-a.
G. D. A. — e. D. — um.

Substantifs neutres.

La déclinaison des neutres est semblable, au singulier, à celle des substantifs masculins; au pluriel, le nominatif et l'accusatif sont en *u*. Le datif pluriel est toujours en *um* et le génitif toujours en *a*.

N. A. Sing. Baedh (bain). N. A. Plur. Baedh-u.
G. — es. G. — a.
D. — e. D. — um.

Quelques substantifs comme *word*, *blôd*, *folc*, ont le nominatif et l'accusatif pluriel semblables au singulier.

2° DÉCLINAISON faible.

A. Masculin.

Les substantifs masculins sont tous en *a* au nominatif singulier, les trois autres cas sont en *an* (caractéristique de la déclinaison faible). Au pluriel le nominatif et l'accusatif sont en *an*, le génitif en *ena*, le datif en *um*. — Exemple :

N. Sing. Cnapa (garçon). N. A. Plur. Cnap-an.
G. D. A. — n. G. — ena.
D. — um.

B. Féminin.

Sauf le nominatif singulier qui est en *e*, tous les autres cas du singulier et du pluriel sont les mêmes qu'au masculin.

N. Sing. Cyrice (église). N. A. Plur. Cyrican.
G. D. A. — Cyrican. G. — Cyricena.
D. — Cyrican.

C. Enfin les substantifs neutres sont en *e* comme le féminin, avec cette différence que l'accusatif est semblable au nominatif (comme dans toute la famille indo-européenne), c'est-à-dire en *e* :

N. A. Sing. Cliwe (clew). N. A. Plur. Cliwan.
 G. D. — Cliwan. G. — Cliwena.
 D. — Cliwum.

L'anglo-saxon avait en outre quelques substantifs masculins et féminins qui, indépendamment de la syllabe casuelle, modifiaient leur voyelle intérieure radicale (inflexion, *umlaut*). Tels étaient : *brôdhor*, *dôhtor*, *môdor*, *mann*, *fôt*, *gôs*, *lûs*, *mûs*, *turf*, *cû*, *tôdh*, etc., ainsi :

SINGULIER.	PLURIEL.
N. Mann, fôt, cû.	Men, fêt, cy.
G. Mannes, fôtes, cûs.	Manna, fôta, cûna.
D. Men, fêt, cy.	Mannum, fôtum, cûnum.
A. Mann, fôt, cu.	Men, fêt, cy.

Nous verrons plus loin (§ 42), que la plupart de ces substantifs dits irréguliers sont restés dans l'anglais moderne, mais seulement pour le nominatif pluriel, les autres cas ayant disparu.

§ 40. En semi-saxon (l'Ormulum et le Layamon, v. § 15), les flexions commencent à se simplifier, le génitif et le datif pluriel sont partout en *ene*, *en*; le génitif singulier est en *es*, au masculin (thèmes en *a*) et au neutre de la déclinaison forte. La déclinaison faible emprunte quelques cas à la forte, notamment les pluriels en *es*.

Dès la période de l'anglais ancien (1) (1250-1363), la simplification est encore plus grande, la distinction entre les deux déclinaisons, forte et faible, et entre les genres commence à disparaître; les cas n'ont plus la même utilité car on se sert des prépositions *of*, *to* pour exprimer les rapports rendus autrefois par le génitif et le datif. Suivant que le mot est précédé ou non de l'article, on conserve ou on rejette la terminaison casuelle. Ainsi on disait : *in londe*, *to tune*, *to grounde*, *on folde*, mais si l'article était employé le substantif devenait invariable : *in the lond*, *to the town*, *to the ground*, *on the field*. C'est ainsi que les flexions tendent à disparaître, et dans le *Middle English* (1363-1550), dont Chaucer est le

(1) Nous parlons du dialecte du Sud (West-Saxon), le seul vraiment littéraire. Le dialecte northumbrien évite de bonne heure (dès la fin du x^e s.), les pluriels en *en* ou *ren*, et adopte de préférence ceux en *es*. V. Morris, *Early english*, introduction; Heyne, *Altgermanische Grammatik*, p. 278.

représentant le plus illustre, tout le système ancien de déclinaison se trouve réduit presque à un seul type qui est celui des thèmes masculins forts, avec le génitif singulier en *es*, le pluriel en *es*, sauf quelques substantifs qui ont été conservés jusqu'à nos jours et qui, comme nous le verrons, ont leur pluriel en *en*.

Il n'est donc plus resté en anglais moderne, tel qu'il se montre au xvi^e siècle, de tout le luxe de l'ancienne langue, qu'un seul cas, le génitif singulier. D'après ce qui précède, il semble qu'il ne devait y avoir aucune méprise possible sur l'origine de ce cas et sur la valeur du *s* caractéristique de l'idée de possession ou de tout autre rapport. Pourtant les grammairiens n'ont jamais été d'accord sur ce point et il ne sera pas sans intérêt de dire ici quelques mots de la question.

§ 41. Quand on veut rendre en anglais la possession, on ajoute un *s* précédé d'une apostrophe au mot qui représente le possesseur; si ce mot est au pluriel, on met simplement une apostrophe sans *s*. Ainsi : the king's crown, my brother's house (au singulier), et the kings' crown, my brothers' house (au pluriel). Dans ces exemples, la distinction du singulier et du pluriel n'existe que pour l'œil et point dans la prononciation.

Nous avons longuement établi ci-dessus que le *s* est la caractéristique du génitif singulier dans toutes les langues de la famille, et notamment dans les langues germaniques, il n'est donc pas étonnant de retrouver cette sifflante dans l'anglais ancien et moderne et nul doute que telle ne soit son origine.

Pourtant on a cru pendant longtemps qu'elle était le débris du pronom possessif *his*, car on trouve jusqu'au xvi^e siècle, pour exprimer la possession, la tournure suivante :

Christ his sake
Wace his chronicle
Milward his book
God his glory.
Haym hys name (dans R. de Gloucester.)
Brut ys owne name (id.)
Kynge Henry hys wife. (Chronique de 1543.)

Mais on employait en même temps et le plus souvent la terminaison *es*, *is*, *s* pour le génitif, et outre que Chaucer, Gower, Wycliffe se servent uniquement de cette forme et ne connaissent

pas celle avec *his*, Palsgrave nous dit formellement dans sa grammaire (1) que le possessif est formé par l'addition de *s* ou *is* au substantif. Cet usage, fort restreint, il faut l'avouer, car les exemples se comptent dans les textes, du pronom *his*, provient évidemment d'une erreur des écrivains de cette époque qui confondaient le pronom possessif avec le signe du possessif, parce que tous deux exprimaient la possession. Mais cette erreur qui peut s'excuser à une époque où on n'avait aucune idée de philologie, ne s'explique pas chez les grammairiens postérieurs qui auraient dû réfléchir à deux choses importantes et qui renversent complètement leur opinion :

1° Si la forme *s*, *is*, *'s*, du génitif, vient de *his* pour le masculin, de *its* même pour le neutre (quoique en réalité on ne trouve pas *its* employé dans le même sens), comment pourrait-elle venir de *her* ; car *his* fait au féminin *her*, et si l'on a dit : God his high mercede ou Christ his sake, on n'aurait pu dire par analogie que *Marie her sake*, or dans cette locution il n'y a aucune trace du génitif en *s* (2).

2° Si *his*, *its* sont la vraie origine du génitif en *s*, on devrait les trouver dans les textes les plus anciens et cette dernière forme seulement dans les textes plus modernes. Or précisément c'est le contraire qui arrive ou tout au moins est-ce surtout aux *xv^e* et *xvi^e* siècles que l'on rencontre cette tournure périphrastique. — Ajoutons que le souvenir de la forme anglo-saxonne en *es* de la plupart des déclinaisons, aurait dû donner tout naturellement une explication qu'on est allé chercher bien loin et que du reste personne aujourd'hui ne se refuse plus à admettre.

Le *s* en anglais ne s'emploie pas seulement pour exprimer le possessif, il s'emploie aussi quoique plus rarement pour exprimer le rapport, ainsi : the sun's distance, a stone's throw, the arm's length, ici encore c'est un véritable génitif. On se sert aussi souvent de la préposition *of* qui est, comme nous l'avons vu, d'origine scandinave et qui correspond à notre français *de*. Ce génitif, avec *of*, est une construction toute romane introduite, ainsi que nous l'avons dit, dès l'anglais du *xiv^e* siècle, tandis que le génitif en *es* est tout à fait germanique.

1) *Éclaircissement de la langue française*, édition Génin, 1852, in-4°. Malgré le titre, l'ouvrage est tout entier en anglais ; c'est une grammaire du français du *xvi^e* siècle, composée par Palsgrave pour la princesse Marie, fille d'Henri VII. Elle fut imprimée à Londres par Hankyns, en 1530.

(2) Thommerel, p. 77. — Marsh, p. 295.

§ 42. Le pluriel des noms en anglais se forme en *s* (es) : street-*s*, box-*es*, sauf pour un fort petit nombre, tels que child, cow, foot, goose, man, ox, penny, tooth, dont les pluriels sont children, kine, feet, geese, men, oxen, pence, teeth, et que les grammaires traitent de pluriels irréguliers, alors que ce sont les débris des anciens pluriels germaniques. (V. *suprà*, § 39.) Rappelons que, en anglo-saxon, le pluriel des substantifs se formait en *u* et en *a* pour le féminin et le neutre de la déclinaison forte, et en *an* pour les trois genres de la déclinaison faible. Une seule déclinaison, celle des thèmes en *a* masculin de la déclinaison forte, forme le pluriel en *s* : cuning-*as*, fisc-*as*, staf-*as*, hird-*as*. L'anglais moderne combinant cet *s* avec le *s* du pluriel français, a fini par en faire une règle unique pour la formation de son pluriel propre.

Quant aux pluriels d'origine germanique et que toutes les grammaires s'obstinent à appeler *irréguliers*, ils sont de trois sortes :

1° en *en* : oxen ; 2° en *ren* : children ; 3° avec inflexion, c'est-à-dire modification de la voyelle intérieure : feet, geese, lice, men, mice, teeth. Nous avons vu ci-dessus que les substantifs qui les ont conservés sont précisément ceux qui, déjà en anglo-saxon, avaient cette forme irrégulière (§ 39).

Le pluriel en *en*, d'après ce que nous avons dit, est spécial à la déclinaison faible, ce n'est que par analogie que les substantifs forts l'ont adopté et nous savons que l'allemand moderne qui avait une grande quantité de ses pluriels en *en* ou *n* les avait formés comme ceux en *er*, de cas particuliers considérablement étendus. Ces analogies sont très-fréquentes dans les langues qui tendent toujours à simplifier et alors qu'on a perdu la notion des origines des choses ; c'est ainsi par exemple (pour citer un cas qui n'a guère de rapport avec celui-ci, mais qui viendra à l'appui de cette énonciation), qu'en latin les cas obliques *clamosis*, *arbosem* sont devenus (en vertu de la loi concernant l'*s* entre deux voyelles) *clamoris*, *arborem*, ce qui a fait alors croire à l'existence de *clamor*, *arbor*, comme thème radical au lieu de *clamos*, *arbos*, qui sont les vrais thèmes nus. On a dit d'abord *clamos* + *s* du nominatif, ce qui donnait *clamoss*, *arboss* (les neutres *pecus*, *corpus* n'ont pas de *s* pour signe casuel), puis le signe de la désinence est tombé, il est resté *clamos*, *arbos*. V. Bopp, § 147, 1. — Les pluriels en *en* dont il ne reste que quelques traces dans l'anglais moderne sont plus fréquents dans les dialectes, ainsi : *cheezen*, *houzen*, *peazen*, *plazen* (places), *ashen* ; (Dialectes de Somerset et Devonsh.) ; *shoon* (shoes), *exen* (oxen),

een (eyes = ags. eagan), en écossais et dialectes du nord, (Cf. Fiedler, § 138).

Le pluriel en *ren* est un mélange de la terminaison *ru* et du suffixe *n* de la déclinaison faible.

L'anglo-sax. disait *cild-ru* cealf-*ru*, aeg-*ru*, lamb-*ru*; c'est au xiv^e siècle que ce suffixe *ru* est devenu *ren* par analogie avec la déclinaison faible, et on a dit child-*ren*, calv-*ren*, eyr-*en*, lamb-*ren*. L'angl.-mod. n'a plus conservé que *child-ren*. Il faut voir dans ce suffixe *ru*, 1^o le pluriel en *u* de certains noms terminés par *r* tels que brôdhr-*u*, dur-*u* dans lesquels *r* est radical; 2^o une lettre *r* abrégé du suffixe *ir* que nous avons constaté être le pluriel des noms neutres en h.-all.-anc. et qui est lui-même pour *is* = *as*. En sorte que le suffixe *ru* est pour *ir-u*, sorte de double pluriel ags.; l'anglais ancien *ren* qui est resté dans child-*ren* est également un pluriel double, mais à terminaison faible (*ir* + *n*) (1).

Enfin le pluriel par adoucissement de la voyelle radicale (*umlaut*) se rencontre plus ou moins dans toutes les branches de la famille germanique. Très-employé dans les dialectes h.-all., il est plus rare dans ceux du bas allemand et presque inconnu au gothique et au scandinave. Mais on en trouve cependant des traces ainsi que nous l'avons dit dans l'ang.-sax. à l'état tout à fait isolé, ainsi bôc pl. bēc (livre); brôc, brēc; gôs, gēs; lûs, lys; turf, tyrf; burh, byrig; todh, têdh; mûs, mys; gât, gêt, et l'anglais moderne a conservé la plupart de ces pluriels par *umlaut*: breeches, geese, lice, kine (formé des cas obliques cûna, cûnum de l'anglo-sax.; l'Écossais *kye* a conservé le nominatif sax. cy), men, feet, teeth; mouse, mice (2). Quant aux pluriels réellement irréguliers, tels que dice (sing. die), pence, (sg. penny), ce ne sont pas des formes germaniques, mais tout simplement des transcriptions des pluriels plus anciens en *es*; ainsi on a dit: dies (du français dez, dé à jouer), pennies, et la prononciation brève de ces terminaisons a produit *dice*, *pence*, qui ne sont que des contractions, de même que les adv. else, hence, thence, whence,

(1) Il faut également voir un pluriel double dans *brethren* (sing. *brother*), car il a la terminaison faible *en*, plus l'adoucissement de la voyelle radicale. Le dialecte northumbrien avait seulement le changement de la voyelle (*umlaut*): *brether* (Morris, *Early english*, p. XXII).

2) L'anc. langue avait encore *deghter*, pl. de *daughter*; *hœnd*, pl. de *hand*; *geet*, pl. de *goat*, etc.

once, since, thrice etc. (anciens henn-es, one-s, ell-es, thri-es etc.).

§ 43. *Adjectif*. — L'adjectif anglais est invariable, quel que soit le genre et quel que soit le nombre ; mais jusqu'à la fin du xvi^e siècle, il avait son pluriel en *e*, ainsi : my deare = mes chers. Palsgrave fait très-fréquemment le pluriel des adjectifs en *s*, quand l'adjectif suit le nom ; ainsi il dit dans sa grammaire : verbs passives, verbs personnelles. Mais, sauf pour le pluriel, on peut dire que l'adjectif n'a jamais changé en anglais, car dès les écrits du xiv^e siècle on le rencontre invariable. Marsh a cherché à expliquer cette particularité propre à l'anglais par l'embarras dans lequel se sont trouvés Chaucer, Wycliff et autres, en présence des deux systèmes de flexions si différents, que ceux que présentaient la grammaire normande et la grammaire saxonne : « The irreconcilability of the norman and the saxon modes of inflecting adjectives, compelled the english to discard them both. » (1).

L'anglo-saxon avait déjà lui-même perdu beaucoup des anciennes flexions qu'il devait avoir dans l'origine, et que le gothique a seul conservées sous la forme la plus complète. Ainsi, tandis que ce dernier dialecte nous présente les trois flexions blind-s, blind-a, blind-ata (= cœcus, cœca, cœcum), que l'on retrouve en allemand moderne (blind-e-r, blind-e, blind-e-s), (2), l'anglo-saxon, au contraire, n'a plus de terminaison particulière qu'au féminin : blind, blind-u, blind, ayant ainsi perdu les caractéristiques du masculin *s*, et du neutre *t*.

Nous ne nous étendrons pas sur l'adjectif, car sa déclinaison suit celle du substantif.

Les degrés de comparaison se forment en anglais, le plus souvent, à l'aide des suffixes *er* ou *est*, que l'on retrouve dans toute la famille indo-européenne : quick-er, thinn-er, fine-r, upp-er, cool-est, fine-st, mo-st, etc. La forme primitive du comparatif est *yans*, restée en sanscr. : nav-yâs, bhu-yâs, gr. Βελτ-ιον (ς), κακ-ιον (ς) lat. *ius*, *ior* : mag-ius, mag-ior, doct-ior, plo-yus (contracté en

(1) *English language*, p. 211.

(2) Le *s* du neutre *blinde-s*, dans l'allemand moderne, n'a pas, comme on le voit, la même origine que *s* du masculin en gothique *blind-s*. Dans ce dernier dialecte, c'est la terminaison caractéristique du nominatif masculin ; en allemand moderne, *s* représente l'ancienne dentale *t*, qui exprime le neutre comme dans l'angl. moderne, *tha-t*.

plous, plus), = $\mu\lambda\epsilon\text{-}\tau\omega\upsilon$ mag-is pour mag-ius ; goth. *is* (pour *yas*) ou *ôs* (pour *yans*) : blind-oz-a, manag-iz-a. Le haut-allemand qui change suivant son usage le *s* en *r*, a les formes *ôr*, *âr*, *îr*, et enfin *er* : plint-ôr-a, liab-âr-o, blind-er. L'anglo-saxon avec ses comparatifs en *ra* (1) : beorht-ra, leng-ra, faeger-ra, semble avoir adopté le suffixe arien *ra*, qui n'est que rarement employé pour cet usage dans le reste de la famille ; on n'en trouve, en effet, que qq. traces dans le sanscr. ava-ra, apa-ra, gr. $\acute{\upsilon}\pi\epsilon\text{-}\rho$ lat. supe-rus, infè-rus. L'angl. moderne a converti tous les comparatifs en *er*, qui ne paraît être que la transcription phonique de *ra*, après une consonne (2).

Les suffixes du superlatif sont plus variés dans la famille. Les plus usités sont ceux en *tama* (lat. *timus*, goth. *tum*), *tata* (gr. $\tau\alpha\tau\omicron\varsigma$), et en *ista* (gr. $\iota\sigma\tau\omicron\varsigma$, sanscr. *ishtha*), c'est ce dernier que nous trouvons en goth. : hauh-ist, blind-ost, arm-ôst ; haut-all. plint-ost, wirs-ist, blind-est ; angl.-sax. leng-est, scyrt-est ; angl. long-est, short-est, mo-st, fir-st, wor-st (3).

§ 44. *Pronoms.* — Le pronom personnel, en anglais, est presque le même qu'en anglo-saxon, sauf pour le pluriel de la troisième personne *they*, *theirs*, *them*, qui correspond au pronom démonstratif *thâ*, *thâra* et *thâm* de l'anglo-saxon (V. Loth § 64 et 84).

1 ^{re} PERS.			2 ^e PERS.		
Sing. Nom. <i>i</i>	—	ags. <i>ic</i> (4)	<i>thou</i>	—	ags. <i>thû</i>
Poss. <i>mine</i>	—	» <i>min</i>	<i>thine</i>	—	» <i>thîn</i>
Acc. <i>me</i>	—	» <i>mec</i>	<i>thee</i>	—	» <i>thee</i> (5).
Plur. Nom. <i>we</i>	—	» <i>we</i> *	<i>you, ye</i>	—	» <i>ge</i>

(1) A moins que l'on ne décompose *ra* en *r + a*, dans lequel *r* représenterait le *ir*, *er* germanique.

(2) Un autre suffixe de compar., *tara* (= *ta + ra*), aussi rarement employé, est resté en germanique dans *hwa-thar*, angl. *who-ther*, sanscr. *ka-tara*, gr. (χ) $\kappa\alpha\text{-}\tau\epsilon\rho\omicron\varsigma$ lat. *qui-terus* (*uter*), et dan. *hv-thar*, angl. *o-ther*, sanscr. *an-tara*. — Cf. Schleicher, *Compend.*, § 233 ; Bopp, § 291 et suiv., et l'introd. de M. Bréal, au 3^e vol. de la traduction de Bopp. L'angl. *far-ther* (angl.-sax. *far-dhra*), rac. *far* (loin), est encore un comparatif en *tara*.

(3) Les formes de superlatif comme lat. *is-simus* pour *is-timus*, gr. $\iota\sigma\text{-}\tau\epsilon\rho\omicron\varsigma$ (sanscr. *yas-tara*, *ish-tama*), nous offrent l'image de deux suffixes du comparatif *'yans + tama* ou *yans + tara*, accumulés et donnant un superlatif.

(4) Anc. angl. (du Sud) *ich*, *uch*, formes encore usitées dans les dialectes du S.-O. — Le pronom actuel *i* est la forme northumbrienne. — Morris p. xxix.

(5) Dans *mec*, *thee*. Le *e* représente le suffixe sanscrit *ka*, que nous retrouverons plus loin dans *cowie*, *sik*.

Poss. our-s (1) — »	ûre	yours-s — »	eower.
Acc. us — »	ûs	you — »	eow, eowic

3^e PERS.

	masc.		fém.		neutre.	
Sing. Nom.	he	— ags.	<i>he</i>	she	— ags. <i>heo</i>	it — <i>hit</i>
Poss.	his	— »	<i>his</i>	her-s	— » <i>hire</i>	it-s — <i>his</i>
Acc.	him	— »	<i>him</i>	her	— » <i>hire</i>	it — <i>hit</i>

Plur. Nom.	they (2)	— ags.	thâ	} commun aux trois genres.
Poss.	their-s	— »	thâra	
Acc.	them	— »	thâm	

Les formes anglo-saxonnes sont ici relativement mieux conservées que dans les substantifs, et se rapprochent beaucoup de la déclinaison pronominale primitive. Nous allons passer rapidement en revue cette déclinaison, qui se retrouve à peu près la même dans toute la famille.

La première personne contient partout une gutturale ; l'anglais seul l'a réduite à un seul élément *i*. Ainsi, aryen : agam, sanscr. agham et aham pour *ag-* plus l'élément *am*, que l'on retrouve dans *tv-am*, *tubby-am*, etc., gr. *εγω* (*v* pour *μ*, suivant l'usage), lat. *ego*, goth. *ik(am)*, et dans tous les autres dialectes germaniques : *ih*, *ich*, *ic*. — Aux cas obliques, nous retrouvons le *ma*, type de la première personne qui représente partout le moi pensant (rac. *ma* penser, dans scrit. *ma-nu*, homme, germ. *ma-n*), et qui est resté dans le verbe.

L'anglais moderne n'a conservé que le possessif (*mine*, *thine*, *his*, etc.), dont il a fait une sorte de pronom démonstratif séparé, et l'accusatif, qui est le plus souvent semblable au nominatif. L'anglo-saxon avait le datif, cas important à rétablir pour la philologie comparée, car si on peut le confondre avec l'ablatif, il a du moins une physionomie à part, et distincte des autres cas.

Les langues congénères nous offrent les cas obliques suivants à la première personne singulier :

Acc. *ma-m*, *μi-(u)*, lat. *mê-(m)*, et en germanique *mi-ka* de *mi*

(1) Le *s* a été ajouté après coup, par analogie avec le possessif en *s* (cf. § 41 supra).

(2) Anc.-angl. *hii*, *hi*, *heo* ; ags. *hi* (= *eux*).

pour *ma*, et du suffixe *ka* = sanscr. *gha* (*ha* védique), gr. γε (*με·γε) ; ags. *mec*.

Le datif est en *bhyam* : scrit. *ma-hyam*, zend *mai byo*, gr. *με·φιν, lat. *mi-hei* (*ti-bei*, *si-bei*, cf. osque *sifei tefei*). En germanique *mi-s*, *thu-s*, *si-s* (avec le changement de *s* en *r* pour le haut-allemand), proviennent, d'après Kuhn et Schleicher, de l'addition du suffixe bien connu, *sya* : *ma-sya*, *thu-sya*, *sva-sya*.

Le génitif est formé de différentes manières. En grec, c'est à l'aide de ce même suffixe *sya* : *εμου = ε·με·το = *ma-sya*, τσο·το = *tva-sya* ; σε·το, = *sva-sya*. Le latin est en *ya* : *mei*, *tui*, *sui* = *maya*, *tav-ya*, *sav-ya*. Le scrit. nous présente un redoublement *mama(s)*, déjà affaibli en *mana* dans le zend et dans l'ancien perse, et que nous retrouvons sous cette dernière forme dans les langues germaniques : *mein*, *min*, et en anglais mod. *mine*, et, par analogie, à la deuxième personne *theina*, *dîn*, *thine*.

§ 45. Le pluriel se forme à l'aide du suffixe *sma* = *sa-ma*, dans lequel *sa* est le pronom démonstratif, et *ma* un suffixe de formation. *Sma* signifierait donc celui-là, lui, et nous aurons par suite, au pluriel : *ma-sma* (moi et lui, c.-à-d. nous), *tva-sma* (toi et lui, vous). Telles sont les formations primitives qu'il faut évidemment s'attendre à trouver dégénérées (1) ; nous avons en effet en sanscr. première personne : acc. *asman* pour *ma-sma-ms*, abrégé en *mas*, puis affaibli en *nas*, D. *asmabhyam*, G. *asmakam*, Loc. *asmasu* ; grec colien. ἀμε·ς, pour αμες, lat. *nos* = *nas* sanscr. La forme *va-yam* du nominatif pluriel sanscr., dont l'origine est assez difficile à expliquer (2), se retrouve dans le germanique : nous trouvons en goth. *weis* = *vi-s*, haut-all. *wi-r*, angl.-sax. *we* pour *we-s*. Les autres cas *unsi-s* (D. et Ac.), goth., *uns* haut-all., *unc* angl.-sax., ainsi que les formes du duel dans les mêmes dialectes, sont difficiles à expliquer (3).

Le pronom de la 2^e personne au singulier est *tu*, *tva*, qui se retrouve dans toutes les langues sœurs et qui subit les mêmes flexions que le pronom de la 1^{re} personne ; sansc. *tva-m* ou *tv-am*, gr. *σύ* et *σέ*, *σύ·τι*, lat. *tu*, german. *thû*, *dû*, anglo-sax. *thû*, *thîn* au gén. ; thec à l'acc. (goth. *thuk*, haut-all. *dih*, *dich*.) Au pluriel

(1) Cf. Schleicher, § 266.

(2) Schleicher voit, dans *va*, une altération de *ma* ; *am* est la terminaison pronominale connue ; *y* est lettre de liaison (§ 266).

(3) Cf. l'Éthiopien *marra*.

tva-sma (toi et lui, vous), scr. yu-shma dans lequel *yu* est pour *tyu*. gr. ὑμεῖς pour υμεῖς, lat. vos pour tvos, modification qui existait aussi dans le scr. *vas* et le zend *vao*; goth. yus pour tyu-sma, comme le lithuan. yus, possessif izvara, haut-all. iwar, iuwer et euer, angl.-sax. eower et eowic.

La 3^e personne est tantôt le pronom réfléchi *sva*, resté en gothique dans *seina*, sik (= si + ka, le suffixe connu de l'accusatif), tantôt le pronom démonstratif *tata* ou *ta* conservé dans le latin *-tud*. gr. το-τ, goth. thata, angl.-sax. thaet, angl. that. L'anglo-sax. a le pronom de la 3^e pers. sing. he, qui devient au féminin heo, hire et au neutre hit (angl. he, she, her, it). Cet *he* qui existe en gothique (his, himma, hina, hita), et en latin (hi-c, ho-c), paraît être le pron. relat. *ya* sanscr. resté en goth. sous la forme i-s du nom., haut-all. i-r, e-r. L'angl. *she* est le pron. démonst. aryen *sa*, haut-all. sio, siu.

Avant de terminer la matière des pronoms, nous devons mentionner l'angl.-mod. *who* (ancien *hwa huat*), qui est le *hwa* germanique correspondant au *kva* aryen, sanscr. *ka*, *ki* lat. *qui* gr. τις; le neutre *what* est tout à fait le lat. *quod*. *Which* est un mot composé : ags. hwy-lic, goth. hvê-lik, all.-mod. we-lcher; *whose* est un génitif régulier en s (*who's*). Nous passons comme on le voit, bien rapidement sur toutes ces analogies, mais nous devons circonscrire ces recherches qui sont déjà peut-être trop étendues.

§ 46. *Article*. Ce qui sert d'article dans le haut-allemand, et notamment dans l'allemand moderne n'est autre chose que le pronom démonstratif décliné : *sa* et *ta* sanscrit. Il se retrouve en grec dans ὁ, ἡ (pour σο, ση = sa, sâ) το-τ, goth. sa, sô, tha-ta. Aux cas obliques le pronom *ta* seul est resté usité en sanscrit, grec et germanique. Ainsi : sanscr. g. ta-sya, tâ-sham, ac. ta-m, tâ-n, tâ-s gr. τῆς, τοῦ, τού, τούς, etc., goth. thi-s, tha-mma, thi-zô etc. Le haut-all. *der*, *die*, *daz* est le seul qui emploie le pronom *ta* aux cas directs (1); la forme correspondante en sanscrit serait au nominatif : ta-s, tâ, ta-t. L'anglo-saxon a identiquement le même pronom que dans les dialectes bas germaniques : *se*, *seo*, *thaet* etc. L'anglais moderne n'a qu'une seule forme d'article *the*, invariable comme tout le reste; *they*, *those*, *these* sont des vestiges de l'ancien pronom démonstratif. En anglais ancien, l'article se déclinait en

1) Cf. Westphal. *Plat. Grammat. der Deutschen Sprache*. 1869. p. 119 et sq.

genre, en nombre et en cas, c'était plutôt un adjectif démonstratif.

QUATRIÈME PARTIE

VERBES

§ 47. Le verbe anglais est la partie du discours qui a le plus conservé sa physionomie originelle ; on peut dire qu'il est entièrement germanique, bien qu'il ait perdu beaucoup de ses flexions primitives. L'anglais possède encore aujourd'hui les deux catégories de verbes allemands : ceux dont la conjugaison est dite *forte* et ceux dont la conjugaison est dite *faible*. Si, dans la déclinaison du substantif la flexion faible n'est plus restée que chez quelques mots isolés, elle est devenue au contraire, dans le verbe la forme dominante au détriment de la conjugaison forte qui n'est plus considérée que comme l'exception.

Dans toute la famille germanique, on retrouve cette distinction entre la conjugaison forte et la conjugaison faible qui a été établie par J. Grimm. Et il est important que nous entrions à cet égard dans qq. détails qui trouveront du reste leur application pour la langue qui nous occupe. Le savant allemand a le premier remarqué qu'il y a des verbes qui forment leur prétérit et leur participe passé par le simple changement de la voyelle radicale, ainsi : all. ich *fatle* « je tombe, » ich *fiel* « je tombai, » *gefallen* « tombé ; » ich *breche* « je romps, » ich *brach* « je rompis, » *gebrochen* « rompu, » de même *fressen* (manger), *frasz*, *gefressen* ; *fechten* (combattre), *fichtst* (2^e pers. sg.), *gefochten* ; angl. *fly*, *flew*, *flown* ; *begin*, *began*, *begun* ; *know*, *knew*, *known* ; et que d'un autre côté il y a des verbes qui forment leur prétérit et leur participe passé par l'addition au thème verbal d'un élément *ded*, *ed*, *ta*, ou *te* suivant les idiomes, ainsi all.-mod. ich *liebe* « j'aime, » ich *liebte* « j'aimai, » part. pass. *geliebt*. Angl. *i love* et *i loved* ; *dine*, *dined* ; *turn*, *turned* etc. Grimm consacra le nom de *ablaut* (m-à-m déviation du son de la voyelle, *déflexion*) à ce changement de la voyelle que présentent certains verbes, et il appela ces verbes

forts parce qu'ils n'ont besoin d'aucun élément extérieur pour exprimer leurs changements de rapports, réservant l'appellation de *faibles* à ceux qui prenaient une syllabe additionnelle. Pendant longtemps on avait considéré les premiers comme des verbes irréguliers parce qu'en effet ils sont en moins petit nombre que les seconds; mais Grimm a montré que c'était au contraire les plus anciens appartenant à l'essence même de la grammaire germanique tandis que les formes comme *geliebt, loved, turned*, étaient d'origine moderne (1). Quelle peut être la cause de cette altération de la voyelle intérieure? On crut d'abord que son but était d'exprimer le passé « par une sorte d'accord entre le son et l'idée aussi ancien que la parole humaine; » mais Bopp (*Gramm. comp.* §§ 589 et suiv.), a établi par une longue série d'exemples que cette modification intérieure du thème verbal était dans la plupart des cas un reste de l'ancien redoublement, et provenait d'une contraction entre la syllabe redoublante et la syllabe radicale (2). La philologie comparée nous apprend que *l'augment syllabique* et le *redoublement* sont deux procédés employés dans les langues indo Européennes pour exprimer le passé; les langues classiques déjà, comme le sanscrit, nous offrent de nombreux exemples de parfaits dits *redoublés* (3). Ainsi scr. *tu-tûd-ê*, *vi-vaïd-ma* (rac. *tud, vid*), gr. *τε-τροφα, λε-λοιπα* (rac. *τραπ, λιπ*), lat. *tu-tud-i, pe-pul-i* etc. Le germanique présente la même particularité. Dans certains verbes gothiques, le redoublement s'est entièrement conservé, exemples *saizlep, vaivô, faifalth*, parfaits de *slep, vô, fald*, de même en island. *hahilt*, * *gragrit*, *blablis*, rac. *hald, grât, blâs*, et en vieux haut-allemand : *hiaz* pour *hihaz*, parf. de *heiz*, *liaf* pour *lilaf* (goth. *hlaihlaup*), *hialt* pour *hai-halt* (goth. *hai-hald*).

L'anglo-saxon dans ses prétérits suit le même mode de contrac-

(1) C'est l'histoire des verbes en *mi* et en *a*. Les premiers étaient autrefois les seuls qui existassent, ou tout au moins étaient de beaucoup les plus nombreux, mais ils ne tardèrent pas à être envahis par la conjugaison nouvelle, et déjà en grec comme dans les Védas, leur nombre est bien inférieur à celui des verbes en *a, ω*. En latin, on ne trouve plus que deux verbes en *mi* : *inquam* et *sum*.

(2) De même qu'en latin : *cēpi*, pour *cecipi, feci* p. *fecici, legi* p. *leligi, jēci* p. *fejeci*, etc.; v. la remarquable introd. de M. Bréal à sa traduction du 3^e vol. de la *Gramm. comparée* de Bopp, p. 66.

(3) Ce redoublement, ou répétition d'une partie de la racine, n'est pas exclusivement réservé au passé, puisque certains verbes comme *dadami, κηχετημι, τρωτημι* etc., ont le redoublement même au présent; mais plus tard il fut spécialement affecté à l'expression d'un fait accompli.

tion, ainsi *foell*, *heold*, *sveop*, *hleop* etc., sont d'anciens prétérits redoublés; on trouve même qq. verbes forts qui ont à la fois la forme redoublée et celle contractée, ainsi : *léole* et *lêc*, *leolcon* et *lêcon* (rac. *lêc* jouer); *hêht* et *hêt*, *hêhton* et *hêton* (rac. *hât* appeler); mais ce nombre est considérablement restreint, et, ici comme dans les autres idiomes germaniques et comme en latin, le redoublement a disparu de bonne heure pour ne laisser d'autre trace que le changement (qui est le plus souvent un renforcement pour compenser la perte) de la voyelle radicale.

Telle est en quelques mots l'explication des prétérits, ou parfaits se formant par l'*ablaut* (1). A l'égard du participe passé il est toujours terminé en *n* pour les verbes forts; *n* est plutôt le suffixe *na* qui est la caractéristique du participe passif en sanscrit que le suffixe *vân* qui serait devenu *an*, *en*. En anglo-saxon cette règle existe encore, mais en anglais-moderne, un grand nombre de verbes forts ont perdu la nasale, ils ont alors leur participe en *e* ou bien sans suffixe; quelques-uns ont emprunté la terminaison faible au participe, tout en conservant le prétérît fort, ou réciproquement. Nous voyons encore ici, comme nous l'avons vu pour la déclinaison, un exemple du mélange de la forme forte avec la forme faible (2).

§ 48. Celle-ci, ainsi qu'il a été dit, se distingue de la conjugaison forte en ce que le parfait ou prétérît s'obtient par l'addition du suffixe aryen *dha* (= faire), devenu en goth. *dê* et avec redoublement *dêd*; en haut-allemand ancien *tâ* et *t* et en anglo-saxon *de*.

(1) Nous donnons ici l'appellation de verbes à *ablaut* (déflexion), à toute la série des verbes forts; nous devons pourtant faire remarquer que, en réalité, la conjugaison forte comprend deux divisions bien marquées pour toute la famille germanique, savoir : 1^o verbes qui ont conservé le redoublement (six classes); 2^o verbes qui avaient autrefois le redoublement, mais qui n'ont plus que l'*ablaut* (six autres classes). Le gothique, le haut-allemand ancien et l'anglo-saxon ont toutes ces différentes catégories de verbes, mais il n'en est plus de même dans les langues modernes, et aujourd'hui, pour ce qui concerne l'anglais, il est fort difficile, à la seule inspection d'un verbe fort, et sans le secours de l'étymologie et de l'histoire de la langue, de déterminer exactement à laquelle des anciennes douze classes il appartient.

(2) Les participes faibles en *te*, *t*, commencent à paraître sur les verbes de conjugaison forte dès l'anglais du x^v^e siècle (Fiedler, op. l., § 167). Les participes en *e*, comme *rose*, *broke* sont, comme on le voit, des formes raccourcies des anciens participes en *en*.

Ex. goth. sôki-da (je cherchai), nasi-dêd-um (nous avons nourri), haut-all.-anc. soki-ta, neri-t-um, all.-mod. such-t-e (1), anglo-sax. nere-de, lufo-de (i loved), hael-de (i healed) etc. Il est facile de voir par ces exemples que la terminaison *ed* de l'anglais moderne au prétérit, n'est pas autre chose que l'ancien suffixe *da* ou *dad*, en sorte que *i loved* serait pour *i love do* ou *i love did*, absolument comme le français j'aimerai, je dirai est une contraction de « je aimer ai (ego amare habeo), je dire ai, » et du reste autrefois on séparait très-bien les deux verbes et on connaît les locutions, dire vos ai pour je vous dirai, prigar vos ai (je vous prierai), amar l'ai, je l'aimerai, tornar l'an (ils le tourneront) etc. (2).

Quant au participe passé de la conjugaison faible on l'a longtemps confondu comme étymologie avec le prétérit, mais Bopp § 620 et Schleicher § 224, ont établi son origine toute différente. Il est formé comme en sanscrit, en zend, en grec et en latin à l'aide du suffixe *ta* : scr. da-ta; δαδο-τος, datus; en goth. *tha* : soki-th(a), nasi-th(a); en haut-all. *t* : sohi-t, all.-mod. ge-such-t ge-ner-t (h.-all.-moy.), ge-naehr-t, en anglo-sax. *de* (pour dhe) et *d* : lufo-d, ge-hael-ed, ge-dyn-ed (avec *e* voyelle deliaison), qqf. en ags. le *d* caractéristique du participe, comme celui du prétérit, se change en la dentale dure correspondante *t* après certaines consonnes, ex. : dyp-t tach-t, plih-t etc. Nous verrons qu'il en est de même en anglais-moderne (§ 51).

Ainsi, au point de vue étymologique, il est important de distinguer dans la conjugaison faible les terminaisons du prétérit et du participe passé; quoiqu'elles soient représentées par la même lettre *d* ou *t*, chacune d'elles a, on le voit, une origine différente.

Outre le redoublement, nous trouvons aussi en germanique l'augment syllabique *ka* ou *ge*. Le gothique ne l'a pas, ni le haut allem. ancien, il n'apparaît qu'en haut-all. moyen, ge-geben, ge-habt. L'anglo-saxon formait la plus grande partie de ses participes passés (verbes forts ou faibles), à l'aide du même préfixe *ge*, indépendamment de la finale caractéristique, ainsi : ge-crophen, ge-lufod. Dès l'époque du semi-saxon, cet augment commence à s'altérer, surtout en poésie, et il est figuré par *i* ou *y*, qui probablement

(1) Ainsi, tous les prétérits de l'allemand mod. en *te* : *ich such-te, wir lieb-ten*, etc., contiennent, sous une forme réduite, il est vrai, à *t*, l'ancien auxiliaire *dha*.

(2) V. Bopp, *Gr. comparée*, § 620 et sq. — Max. Müller, *Lectures I*, p. 219. — Marsh, op. l., p. 238.

représente la prononciation populaire de *ge* : *i-haten*, *i-hote*, *i-speken*, *i-cald*, *y-bore*, *y-be*, *y-stekke*, *y-honge*, *y-bounde*, *i-grounde* (avec chute, comme on le voit, de *n* final). A partir du *xvi^e* siècle, cette forme devient tout à fait rare ; Spenser et Thomson s'en sont servis en poésie, et l'on trouve dans Milton *y-pointing*, probablement pour *y-pointed*. Aujourd'hui, elle est tout à fait hors d'usage (1).

§ 49. Le nombre des verbes forts est moindre que celui des verbes faibles, et tend toujours à se restreindre dans les langues modernes (anglais et allemand), en sorte que plus que jamais on les considérera comme des verbes irréguliers ; nous avons vu ci-dessus que les verbes forts étaient autrefois plus considérables, et que probablement ils formaient, dès l'origine, le fonds de la langue. Ces verbes sont intransitifs et radicaux ; il y en a quelques-uns de dérivés, mais en fort petit nombre. Au contraire, les verbes faibles sont presque tous transitifs et dérivés, quoique dans les langues modernes ils aient quelquefois l'apparence de verbes radicaux. Leur domaine s'étend de jour en jour, et ici, comme en allemand, tous les mots empruntés ou créés suivent la conjugaison comme la déclinaison faible, qui s'accroissent encore de tous les verbes ou substantifs forts dégénérés (2).

Le tableau des verbes dits irréguliers, que donnent les différentes grammaires modernes, comprend à la fois des verbes forts et des verbes faibles, mélangés entr'eux sans distinction aucune, et sans aucun ordre autre que celui résultant de la place de la lettre initiale du mot dans l'alphabet. Il importe, dans un travail comme celui-ci, de faire deux classes séparées de ces deux catégories de verbes, et, pour chacune d'elles, de noter les particularités étymologiques qui les caractérisent. Ainsi, par exemple, en anglo-saxon et encore dans l'ancien anglais, le prétérit des verbes forts avait une forme pour le singulier, et une autre au pluriel :

(1) V. Marsh, *Engl. lang.*, p. 232. — Le mot *ywiss*, que q. q. personnes écrivent *i-wiss*, et traduisent par « je sais, » n'est pas autre chose que l'adverbe *gewisse*, prét. angl.-sax. de *vitan*, et correspond à l'adverbe allemand qui a le sens de « certainement. » — *Ybe* est le participe p. du verbe *be*, être, il correspond à une forme *gebeen*. Les participes avec *y* préfixe ne sont déjà plus usités du temps d'Elizabeth. M. Abbott (*Shakespearian grammar* London, 1872 § 345), n'a trouvé dans Shakespeare que les trois verbes « *y-clad*, *y-clept*, *y-slaked*. »

(2) Un verbe fort peut devenir faible, mais jamais un verbe faible ne peut suivre la conjugaison forte. — V. cependant § 52.

Ags., inf. belgan ; prét. sing. bealh ; pr. plur. bulgon.				
»	beornan ;	»	bearn ;	» burnon.
»	feallan ;	»	féoll ;	» feollon.
»	niman ;	»	nam ;	» nâmon.
»	findan ;	»	fand ;	» fundon.

Dès Chaucer, le pluriel prétérit perd le *n* final comme à l'infinitif et l'*o* est remplacé par un *e*, comme : felle, come, broke, spake, pluriels de fel, brak, cam, spak, etc. La distinction entre les deux nombres existe encore, mais dans l'anglais-moderne, notamment à partir du *xvii*^e siècle, cette distinction n'existe plus, les deux nombres sont représentés au prétérit, tantôt par la forme ancienne du singulier comme fell, held, crew, blew, knew, shook, took, trod, ran, etc., tantôt par la forme du pluriel comme broke, spoke, swore, stote, forbade (1). Ce sont, comme on le voit, tout les prétérits en *e* (pour *en*, *on*), qui représentent les anciens pluriels. Il faut y ajouter tous les prétérits modernes en *u*, *ou* qui sont également d'anciennes formes plurielles anglo-saxonnes, ainsi qu'on peut s'en convaincre par les exemples suivants :

ANGLO-SAX.		ANGLAIS.
Prét. sing.	Prét. plur.	Prét.
fand	fundon	found
gann	gunnon	(be)-gun
ran	runnon	run
slang	slungon	slung
clamb	clumbon	clomb (pour <i>clumb</i>)
bearn	burnon	burnt (faible)
bearst	burston	burst (id)

et en général tous les verbes qui appartiennent à la 12^e conjugaison de Grimm.

Un grand nombre de prétérits se trouvent avoir la même forme que le participe passé, ainsi drunk, found, strung, slood, etc., mais il faut observer que cette similitude n'est qu'apparente et tient à la chute de la syllabe finale qui n'était pas autrefois la même pour les deux temps. Ainsi :

(1) L'anc. angl. avait le verbe simple *bidden* (demander), dont le prét. sing. était *bad* et le pluriel *bade*.

Anglo-sax. prét. pl. fund-on, part. p. fund-en, angl.-mod. found
 — drunc-on, — drunc-en, — drunk

il y a plus, la voyelle radicale est le plus souvent toute différente en anglo-saxon pour le prétérît et pour le participe, et l'anglais moderne n'a qu'une seule forme, excepté dans certains verbes comme :

ANGLO-SAX.		ANGL.	
Prét. curon	P. p. coren	Prét. chose	P. p. chosen
— clufon	— clofen	clove	cloven
— crupon	— cropen	crept (faible)	
— fruron	— froren	froze	frozen
— svullon	— svollen	svelled (faible)	swollen (forte)
— sudon	— soden	sod	sodden

nous avons vu également ci-dessus (§ 48), que dans la conjugaison faible, le prétérît et le participe s'écrivaient de la même manière quoique de formation et d'origine différentes ; ce qui prouve combien les langues tendent à la simplification : les peuples perdent conscience de la valeur de chacun des éléments de leur langage et finissent par assimiler les formes les plus diverses ; il a fallu toute la puissance des principes philologiques, pour analyser les produits concrets et synthétiques, et en restituer la véritable nature.

Nous aurons donc à tenir compte dans notre tableau des verbes forts, 1° des formes modernes du prétérît qui proviennent de la première personne du singulier du prétérît ancien ; 2° des prétérîts modernes qui proviennent de la 1^{re} personne du pluriel ancien ; 3° des participes passés qui ont une forme distincte de celle du prétérît ; 4° et des participes passés qui ont la même forme que le prétérît.

§ 51. En ce qui concerne les verbes faibles, nous ne parlons, bien entendu, que de ceux qui ont une forme irrégulière. A cet égard nous ferons remarquer :

1° Que les verbes faibles se reconnaissent, en anglais, à l'addition du suffixe *ed*, *d* ou *t* au thème, pour former le prétérît et le participe ;

2° Que, déjà en anglo-saxon et en anglais-ancien, certains verbes faibles terminés par une dentale, se contentaient de la changer en forte, si elle était douce (*bend*, *bent* ; *build*, *built*), ou d'abrégier la

voyelle radicale (bleed, bled ; feed, fed) ou même de conserver le thème sans aucun changement (cut, hit, hurt).

3° Dans ce dernier cas, c'est-à-dire quand la forme du prétérit ou du participe, n'a pas le suffixe caractéristique *ed, d, t*, on pourrait au premier abord croire qu'il s'agit d'un verbe fort, mais un examen tant soit peu minutieux de la structure des voyelles lèvera tous les doutes ; en effet, et c'est là le criterium infaillible, un verbe faible n'a jamais de déflexion (ablaut), la voyelle radicale reste invariable au présent comme au prétérit, ou du moins ne considère-t-on pas comme un *ablaut* l'abrègement de la voyelle comme dans *bled, fed*. Certains verbes comme *dare, durst, dared* ; tell, told ; sell, sold ; buy, bought, ont bien, quoique faibles, un changement dans leur voyelle radicale, mais ici il n'y a pas à s'y méprendre, car par la présence même du suffixe *d* on voit qu'il ne peut être question de verbe fort. Ainsi donc, tout verbe qui n'a pas d'ablaut au prétérit est de la conjugaison faible, quand bien même il n'aurait plus les marques distinctives de cette conjugaison.

Les verbes faibles irréguliers se divisent donc en :

- | | |
|-----------------------------------|--|
| Verbes sans suffixe : | 1° Avec abrègement de la voyelle radicale. |
| | 2° Sans altération de cette voyelle. |
| | 3° Avec changement du <i>d</i> final du thème, en <i>t</i> . |
| Verbes avec le suffixe <i>d</i> : | 4° Sans aucun changement de la voyelle radicale. |
| | 5° Avec changement de cette voyelle. |
| Verbes avec le suffixe <i>t</i> : | 6° Avec abrègement de la voyelle radicale. |
| | 7° Changement de cette voyelle en <i>ou, au</i> . |
| | 8° Sans aucune altération de la voyelle. |

Dans le tableau que nous donnons plus loin des verbes faibles, nous indiquons par un chiffre à laquelle de ces 8 catégories appartiennent le prétérit et le participe passé.

§ 52. VERBES FORTS.

INFINITIF	ANCIEN PRÉTÉRIT SINGULIER	ANCIEN PRÉTÉRIT PLURIEL	PART. PASSÉ différent DU PRÉTÉRIT	PART. PASSÉ ayant même forme QUE LE PRÉTÉRIT	OBSERVATIONS
abide	»	abode	*abidden	abode	Le prét. actuel est faible.
arise	»	arose	arisen	*arose	
awake	»	awoke	»	awoke	
bake	*buiik	»	baken	»	A les 2 formes du p.p. A aussi la forme faible. Id.
bear	*bar	bore	bore	»	
beat	beat, *bett	»	beaten	»	
begin	began	»	begun	»	
behold	beheld	»	»	beheld	
bid	»	bade	bidden	»	
bind	»	bound	»	bound	
bite	bit	»	bitten	»	
blow	blew	»	blown	»	
break	»	broke	broken	»	
chide	chid	»	chidden	chid	Le p.p. est aussi crowded. Actuellement verbe faible.
choose	»	chose	chosen	»	
cleave	»	clove	cloven	»	
climb	clomb	»	clomben	»	
cling	»	clung	»	clung	
come	»	came	come	»	
crow	crew	»	crown	»	
dig	»	dug	»	dug	
draw	drew	»	drawn	»	
dread	*drad	»	»	»	
drink	drank	»	drunk	»	A les 2 formes du p.p. A aussi la forme faible. Id.
drive	»	drove	driven	»	
eat	eat	ate	eaten	»	

fall	fell	"	fought	fallen	"	fought
fight	"	fought	fount	"	fount	fount
find	*fand	fount	flung	"	flung	flung
fling	*flang	flung	"	"	"	"
fly	flew	"	"	flown	"	"
forsake	forsook	"	"	forsaken	"	*forsook
freeze	*frez	froze	fraught	frozen	"	*froze
freight	"	fraught	"	gotten	"	"
get	*gat	"	"	given	"	got
give	*gav	"	"	graven	"	"
grave	"	"	"	"	"	"
grind	"	ground	"	"	"	ground
grow	"	"	"	grown	"	"
hang	grew	"	"	"	"	"
hang	hung	"	"	"	"	hung
heave	"	hove	"	hoben	"	hove
help	*holp	*hope (holpe)	"	*holpen	"	*holpe
hew	"	"	"	hewn	"	"
hide	"	"	"	hidden	"	"
hold	"	"	"	holden	"	held
keep	*kep	"	"	"	"	"
know	knew	"	"	known	"	"
lade	"	"	"	laden	"	"
let	*leit, *loot	"	"	*letten, *luttien	"	"
lie	lay	"	"	lain	"	"
lose	"	"	"	forlorn (adj.)	"	"
melt	*molt	"	"	molten (adj.)	"	"
mow	*mew	"	"	mown	"	"
owe	"	"	"	"	"	"
ride	*rid	*cwe	"	ridden	"	*rode, *rid
ring	rang, *rung	rode	"	rung	"	"
rise	*riz	rose	"	risen	"	*rose, *riz

L* désigne les formes vieilles ou celles encore usitées, mais dialectales (d'après Fiedler, *Wiss. gramm.*, p. 276 et sq.)

A les 2 p.p.

Le prétérit est faible.

A les 2 p.p.

Actuellement verbe faible.
Le prétérit est faible.

Id.

Holden est devenu adjectif.
V. faible.

Le prétérit est faible.
V. faible.

V. faible.

Id.

Le prétérit est faible.
V. faible (owed, ought).

Hrigan est faible en ags.

§ 52. VERBES FORTS.

INFINITIF	ANCIEN PRÉTÉRIT SINGULIER	ANCIEN PRÉTÉRIT PLURIEL	PART. PASSÉ différent DU PRÉTÉRIT	PART. PASSÉ ayant même forme QUE LE PRÉTÉRIT	OBSERVATIONS
rive	*rave	*rove	riven	*riv	Le prét. mod. est faible.
rot	"	"	rotten (adj.)	"	
run	ran	"	run	*ran	Le prét. est faible.
saw	"	"	sawn	"	
see	*see, *zee	saw	seen	"	V. faible. Le prét. est faible.
see the	sod	"	sodden	"	
shake	shook	"	shaken	*shook	
shape	"	*shope	*shapen	*shoope	
shave	"	"	shaven	"	Le prét. mod. est faible. Ce verbe a les 2 pr. et p.p.
shear	*shoor	shore	shorn	"	
shine	"	shone	"	shone	
shite	shit	"	shitten	"	
shoot	shot	"	*shotten	shot	Les 2 pr. et p.p. sont usités.
show	*shew	"	shown	"	
shrink	shrank	"	shrunk	shrunk	
shrive	"	shrove	shriven	"	
sing	sang	*sung	"	sung	V. faible. Les 2 p.p. sont usités.
sink	sank	*sunk	"	sunk	
sit	sat	sate	*sitten	sat, sate	V. faible. Les 2 p.p. sont usités.
slay	slew	"	slain	"	
sleep	*slep	"	"	"	V. faible. id.
slide	slid	"	slidden	slid	
sling	*slang	slung	"	slung	
slink	*slank	slunk	"	slunk	
slit	*slate	"	"	"	
slive	"	"	*slothen	"	
			*sloven	"	

smite	smote	*smit	smitten	*smit, *smote	V. faible. Le prët. mod. est faible.
snow	*snow	"	*snown	"	
sow	*sew	"	sown	"	
speak	*spak	spoke, *spake	spoken	*spoke	Les 2 prët. sont usités.
spin	span	spun	"	spun	V. faible.
spit	*spat	"	*spitten	"	
spring	sprang	*sprung	sprung	sprang	
stand	stood	"	"	stood	
stave	"	stove	"	stove	V. faible
steal	"	stole	stolen	*stole	En ags. le v. était faible.
stick	"	stuck	"	stuck	
sting	"	stung	"	stung	
stink	"	stunk	"	stunk	
*stank	"	"	strown	"	Le prët. est faible.
strow	"	*stride	stridden	*strid	
stride	strode, strade,	"	stricken	*struck	
strike	struck, *stroke	strung	"	strung	En ags. v. faible.
string	"	"	striven	"	
strive	strove	swore	sworen	*swore	
swear	"	"	*sweaten	"	
sweat	swat	"	swollen	"	
swell	*swoll	*swum	swum	*swam	Le p. p. mod. est faible.
swim	swam	swung	"	swung	Prët. mod. faible.
swing	*swang	"	taken	*took	
take	took	tore	torn	"	
tear	"	"	thriven	"	
thrive	throve	"	thrown	"	
throw	threw	*trade	trodden	"	
tread	trad, trod	woke	"	"	
wake	"	"	waxen	"	V. faible.
wax	"	wore	worn	"	Le prët. est faible.
wear	"			*wore	

§ 52. VERBES FORTS.

INFINITIF	ANCIEN PRÉTÉRIT SINGULIER	ANCIEN PRÉTÉRIT PLURIEL	PART. PASSÉ différent DU PRÉTÉRIT	PART. PASSÉ ayant même forme QUE LE PRÉTÉRIT	OBSERVATIONS
wave	»	wove	»	»	V. faible.
wave	»	wove	woven	»	
weep	*wep	»	*bewopen	»	V. faible.
win	*wan	won	won	*wan	
wind	»	wound	wound	»	
wreak	»	*wroke	*wroken	»	V. faible.
wreathe	»	»	*wreathen	»	id.
wring	*wrang	wrung	wrung	»	
write	wrote	»	written	»	
withe	»	»	writhen	»	Prét. faible.

§ 53. VERBES FAIBLES (IRRÉGULIERS) (1).

INFINITIF	PRÉTÉRIT et PARTICIPE PASSÉ	INFINITIF	PRÉTÉRIT et PARTICIPE PASSÉ	INFINITIF	PRÉTÉRIT et PARTICIPE PASSÉ
bend	bent 3	hear	heard 4	rid	rid 2
bereave	bereft 6	hit	hit 2	saw	said 4
beseech	besought 7	hurt	hurt 2	sought	sought 7

bleed	4	keep	6	sell	5
breed	4	knell	6	send	3
bring	7	knit	2	set	2
build	3	lay	4	shed	2
burn	8	lead	4	shod	5
burst	2	leave	6	shred	2
buy	7	lend	3	shut	2
cast	7	let	2	sleep	6
clothe	5	light	1	slit	2
cost	2	lose	8	speed	4
creep	6	make	(=made)	spend	3
cut	2	mean	8	spill	8
dare	4	meet	4	split	2
deal	8	pass	8	spread	2
die	4	pay	4	sweep	6
dwel	8	pen	8	taught	7
feed	4	put	2	told	5
feel	6	quit	2	thought	7
flee	5	read	2	thrust	2
gild	3	reave	6	weep	6
gird	3	rend	3	wrought	7

(1) Ne sont pas compris dans cette liste les verbes qui ont déjà été signalés dans le tableau des verbes forts (§ 52), comme ayant des temps faibles. — Sur l'explication des chiffres qui suivent les formes, v. § 51, in fine.

§ 54. A côté de cette classification, il faut placer les verbes auxiliaires qui sont, en anglais comme partout, très-irréguliers; ce sont outre le verbe *avoir*, et le verbe *être*, les verbes défectifs *can*, *shall*, *will*, *dare*, *must*, *may*, *owe*, *do*, tous verbes faibles.

1° *Can*, dont le prétérit a la forme faible *could* (goth. *kuntha*, ags. *cudhe*). Le *l* que l'anglais a introduit, est comme on le voit, inorganique et probablement pour maintenir à la diphthongue qui précède le son de *ou* qu'elle avait en anglo-saxon; ou plutôt par analogie avec *should* et *would* dans lesquels le *l* est radical;

2° *Shall*, prétérit faible *should*. Goth. *scal*, *scalda*; anglo-sax. *sceal*, *scealde* et *scolde*. L'ancien anglais conjugait ce verbe à toutes les personnes : sg. *schal*, *schalt*, *schal*; plur. *schulen*; prétérit. *schulde*;

3° *Wille*, prétérit faible *would*. Goth. *viljan*, (pas de prétérit). Anglo-sax. *wille*, *wolde*;

4° *Dare*, prétérit faible *durs-t*. Goth. *dars*, *daurs-ta*. Ags. *dear*, *dorste*, anc. angl. *daren*, *dar*, *dorste*. La racine *dars* existe en sanscrit *dharsh*, gr. *θαρσ-*; lith. *dris*, *drasus*. Le suffixe *te* est la marque du prétérit faible. La forme du participe *dared* est moderne et calquée sur les verbes faibles réguliers.

5° *Must* est le prétérit faible d'un verbe *mote*, *môt* (je dois), usité en anglo-saxon, en ancien anglais, et que l'on retrouve encore dans quelques dialectes. *Must* (ags. *môte*, anc. angl. *moste*) est pour *môt-te*. Le *s* appartient donc à la racine comme substitut de *t* (cf. § 55).

6° *May*, prétérit faible *might*; goth. *mag*, *mahta*; ags. *maeg*, *meahte*. C'est la rac. *mag* commune à toute la famille; sanscr. *maha*, lat. *mag-is*, *mag-nus*, gr. *μεγ-ιστος* etc.

7° *Owe* a deux participes faibles, l'un *ought* qui est l'ags. *âhte*; l'autre *owed*, formé depuis sur *owe*. Goth. *aih*, *aigan*, prétérit *aihta* (1). C'est la racine sanscrite *ic*, pour *ik* avec le renforcement (gouna) de la voyelle. Le dialecte de Suffolk a conservé à ce verbe un prétérit fort, *ewe*, que nous avons mentionné à notre tableau des verbes forts

8° Le verbe *être*, nous en disons quelques mots plus loin (§ 56).

9° Le verbe *avoir* est régulier : *i have*, *thou hast* (pour *havest*, ags. *hafast*); *he has* (pour *he hath* encore usité, ags. *hafadh*),

(1) Proprement « posséder. » Le sens de *devoir* qu'a pris ce verbe ne date que de l'ancien anglais. Quant à l'idée de posséder, elle se retrouve en anglais moderne dans le verbe *to own*, et l'adj. *own*.

prétérit et p.p. had (pour haved, ags. haefde), forme faible.

10° Le verbe *do* a dans les langues germaniques le prétérit faible : did (= da + de), ags. dyde; anc.-h.-all. tēta; goth. dēdum en composition. Le participe passé : done, ags. gedōn, h.-all. kitanēr, a la forme forte.

11° Le verbe *go* a le participe fort : *gone* (ags. gān). Le prétérit se forme au moyen de *went*, prétérit faible d'un vieux verbe anglais *wend*, se tourner, se diriger. Chaucer l'emploie même comme participe. L'ags. se servait comme prétérit d'un mot : éode, pl. éodon (goth. iddja), appartenant à un verbe inconnu et qui est resté, sous la forme *yode* dans quelques dialectes anglais (1).

§ 55. *Flexions verbales*. Quel que soit le verbe : actif ou neutre, régulier ou irrégulier, fort ou faible, il n'y a jamais en anglais moderne qu'une seule conjugaison, c'est-à-dire qu'un seul système de flexions. Suivant en cela l'exemple des langues modernes, notamment de l'allemand, l'anglais n'a presque plus rien conservé des terminaisons d'autrefois. Les seules que l'on retrouve aujourd'hui sont au nombre de deux, savoir : la terminaison *-est*, *st* à la 2^e personne du singulier du présent de l'indicatif (thou love-st), et la terminaison *-s* caractéristique de la 3^e personne du singulier du même temps : *he love-s*. Nous ne parlons pas du participe présent qui est toujours en *-ing* pour *end*, lat. *ent* (2), ni de l'infinitif qui était dans l'anglo-sax en *an*, mais qui depuis bien longtemps (dès l'époque du semi-saxon), s'est réduit à la voyelle *e*, puis a fini par être la racine nue du verbe (3).

2^e pers.. La caractéristique de la 2^e personne du singulier est *si*, qu'il est facile de reconnaître en grec dans λεγεις, en lat. legi-s, en goth. steigi-s, et en h.-all.-anc. kipi-s. L'allemand moderne, l'anglo-saxon et l'anglais ont la terminaison plus compliquée *-st*. Quelle est son origine? Il faut l'identifier avec la finale σθς du grec dans Εἴπῃ-σθς, Βαλοῖ-σθς etc., finale dans laquelle σ est un débris de

(1) V. Fiedler, op. l., § 171 et sq. — Loth, *Engelsaechs. Gr.*, p. 127 et 198. — Morris, *Early engl.*, p. LI.

(2) La caractéristique du participe présent dans toutes les langues de la famille, même en germanique, est *ant*. L'anglais seul, de tous les idiomes, présente la terminaison *ing*. D'où vient-elle? Il est probable que ce n'est qu'une transcription particulière de la nasalisation *and*, *ang*. Toujours est-il qu'on la voit apparaître pour la première fois dans *Layamon*, c'est-à-dire en semi-saxon, et qu'on trouve les deux formes *inge*, *inde*, employées simultanément dans l'anglais du XIV^e siècle. — V. Fiedler, § 24 et suiv., et § 164.

(3) Fiedler, loc. l.; Loth, op. l., §§ 20 et 69.

la 2^e personne α (= *ti*, *ta*, *tva* primitifs) et $\theta\alpha$ représente le même pronom *tva* ; c'est donc deux fois *tva* ; et cette accumulation des deux pronoms de la même personne, est une formation postérieure (quoique bien entendu avant la séparation des idiomes) qui ne peut s'expliquer que par l'oubli que *s* représentait déjà ce pronom de la 2^e personne. Les exemples cités par Bopp (gr. comp. § 448) des formes trouvées par lui dans Notker (haut-allemand du XI^e s.) telles que *bis-tu*, *ginnis-tu* à côté de *bis* (tu es) et de *ginnis* (tu commences), nous montrent même le 2^e pronom au complet (1).

Remarquons en passant que le groupe $\sigma\theta\alpha$ dans $\sigma\iota\sigma\theta\alpha$ n'a pas même origine, car $\sigma\iota\sigma\theta\alpha$ est pour $\sigma\iota\delta-\theta\alpha$ (rac. $\mathbf{F}\delta$) de même qu'en allemand *weist*, *most* sont pour *weit-t*, *môt-t* et que dans le parfait latin *leg-isti*, *fec-isti*, *ti* seul est le pronom de la 2^e personne, *is* étant un élément nouveau (*i* de liaison, plus *s* débris de *as*, être) dont l'introduction est de formation nouvelle que l'on retrouve à la 3^e personne *fec-is-ont* (*fecerunt*).

3^e pers. Sa caractéristique est *ti* : sanscr. *dadati*, gr. $\delta\epsilon\delta\omega\text{-}\tau\iota$, lat. *da-t* ; en goth. et ag-sax. *th*, *dh* ; gib-i-*th*, cryp-dh ; en angl.-anc. *th* du moins dans le west-saxon et dans le west-midland ; en angl.-mod. *s* : *he likes*, *he loves*, *she runs* etc. Le *s* remplace donc ici une ancienne aspirée dentale. Nous avons vu ci-dessus qu'il sert aussi à marquer le génitif et le pluriel, ce qui donne trois origines différentes pour une même lettre. La grammaire comparée pouvait seule reconnaître ces distinctions et en déterminer la cause, on a là une nouvelle preuve de la puissance que peut avoir l'analyse philologique, quand elle repose sur une méthode sûre et vraie.

Au pluriel, les 3 personnes étaient terminées pour le présent de l'indicatif en *dh* (anglo-saxon) en *eth* (west-saxon) : *we carieth*, *ye haveth*, *hue (they) weneth* ; en *es* (northumbrien) et en *en* (mercien), puis en *e*. La terminaison *en* est rare dans Shakespeare qui au contraire emploie fréquemment le *s* : *his tears runs down*. Dans la langue moderne il n'y a aucune flexion, *we*, *you*, *they love*, *drink*, *bring*.

§ 56. Le verbe *être*. — Il nous paraît difficile de terminer cette matière sans dire un mot du verbe substantif. En sanscrit, en grec

(1) D'après Schleicher (*Compendium*, § 272), et W. Scherer (*Zur Gesch. d. D. Spr.*, p. 494). Le *st* de la 2^e personne dans les verbes all. et angl., provient d'une fausse analogie avec les racines terminées par une dentale. — Cf. Bopp, §§ 454 et 617. En northumbrien, la 2^e pers. du sing. est en *s* ; on en trouve encore des traces dans Shakespeare : « Thou torments, thou splits. » V. Abbott, op. l., § 340.

et en latin il forme ses temps à l'aide de deux racines distinctes : la racine *as* (asmi, εσμι, esum, esumus etc) et la racine *bhu* (bhavâmi, φωω, fuo, fui etc), toutes deux signifiant « être, exister. » Les langues germaniques ont en outre la rac. *vas* (id. en sanscr), qui a le sens de « demeurer, » goth. visan. L'anglais-moderne les emploie aussi toutes les trois pour la conjugaison de son verbe substantif. Ainsi la rac. *as* entre dans la formation du présent de l'indicatif :

Sing. 1, am,	ags eom	pour as + m	désin. person.
2, art,	» eart	» as + t	id.
3, is.	» is	» is + t	(goth. et hall. is-t).
Plur. 1, 2, 3, are,	» aron	» as + mas.	

L'imparfait s'obtient à l'aide de la racine *vas* :

Sing. 1, was	ags waes	pour was + m.
2, wast,	» waere	» was + si (hall. wâr-i, goth. vas-t).
3, was,	» waes	» was + t.
Plur. 1, 2, 3, were	» waere	» was + am, (goth. vês-um),

Enfin la racine *bhu* se retrouve dans *be*, *be-ing*, *be-en*. Ancien anglais : infin. *beon*, *ben*, *buen* ; impér. *beo*, *beodh* ; part. *ybe*, *buen* ; plur. du présent : *buodh*, *beodh*, *bid*, *bueth*, à côté de *ben* et *are* (1).

L'anglo-saxon avait la forme *sie*, *sî*, *seo*, *sien* etc., employée par le goth. et le h.-all. et correspondant au latin *sim*, *sis*, etc. Cette formation n'a pas été adoptée par l'anglais moderne. La seule trace qu'on en trouve est dans la particule affirmative *yes* qui est pour *yea*, *ye* (encore usité). ags. *gea* (2), et le subjonctif *sî* (lat. *sit*) ; *yes* signifie donc « certes, que cela soit, » c'est une particule elliptique comme le *hoc illud* roman devenu notre *oui*.

§ 57. *Mots dérivés.* — Les mots se forment, en anglais moderne, soit à l'aide de l'infinitif à l'aide de la terminaison *er* pour les noms d'agent, de la terminaison *ing* pour les noms d'action, soit à l'aide de particules.

(1) Voici quel était l'indicatif présent du verbe être en anc. angl. (dialecte du Sud ou West-Saxon), sing. *ich be*, *thu bist*, *he bið* ; plur. *we*, *ye*, *huc*, *buth*. — Cf. l'alle. mod.

(2) Le sens primitif et l'origine de cette particule sont encore obscurs. V. Scherer : *Zur geschichte der Deutschen Sprache*, p. 377.

Voici les principales :

Ship (ags. *scipe*), façon : lordship, hláfordscipe, friendship, freondscipe, penmanship ; — rac. shape, all. schaffen, créer, angl. shift, shaft et scape (dans landscape), goth. skapjan, cf. sanscr. skabh, soutenir.

Hood, head (ags. *had*), art, manière : maidenhead, childhood, falsehood, manhood, godhead ; — goth. haidus, all.-mod. heit et keit, et dans toute la famille germanique.

Dom (ags. id. et doom), jugement, sentence, puis circonscription, étendue de terre soumise à une juridiction, tels que kingdom, bishopdom, puis dans l'ordre moral, domaine : wise dom, sagesse, christendom ; — goth dom, haut-all.-anc. tuam, mod. thum : koenigthum, alterthum ; — rac. sanscr, *dha* (placer, instituer), avec le suffixe *ma*.

Ric (ags. *rice*), même sens : bishopric, évêché ; ags. cynerice, royaume ; all. reich, koenigreich. Ce mot existe dans presque tous les idiomes germaniques avec le sens de royaume, et est vraisemblablement le même que lat. reg-ere, regnum, goth. reikin, sanscr. rāja.

Craft (ags. *craeft*), pouvoir, science, métier : witchcraft, woodcraft. Ce mot s'emploie aussi isolément. La rac. est crēfan, isl. krafa, goth. kriban (avec le suffixe du participe *te*) ; — cf. analog. avec le sanscr. *grabh*, saisir, gr. ἄρπάζω.

Ness (ags. *nys*, *nis*) : careless-ness, like-ness. Cette particule se rattache très-probablement au verbe ags. niotan (jouir, obtenir), goth. niutan, h.-all. niozzan, etc. — Sanscr. *nand* pour *naḍ*, même sens, gr. νῆδ-υμος, lith. nauda, possession (1).

Some (ags. *sum*), pareil, égal : longsome, handsome, winsome. Cf. the *same* (idem), all. mod. *sam* : langsam, gehorsam, gleichsam ; goth. *sama*, et dans toute la famille indo-europ. : sanscr. sama, zend hama, gr. ὅμος, slave sama.

§ 58. *Diminutifs*. — La langue anglaise a fort peu de diminutifs, et surtout elle n'a pas, comme l'italien, l'allemand et le français, la faculté d'en créer arbitrairement ; ceux qu'elle possède lui ont été transmis par l'ancien fonds, et sauf pour les noms propres, elle n'en a guère formé de nouveaux.

Les terminaisons qui se retrouvent aujourd'hui, et qui servent de diminutifs, sont au nombre de trois : *kin*, *ling*, *ock*.

Kin correspond à l'allemand moderne *chen*, il est d'origine

1, V. Fick. *Indogerm. Wörterbuch*, v^o *Nad*.

dialectale, inconnu à l'anglo-saxon et aux langues germaniques, les quelques mots où il est usité sont : *manikin* de *man*, *lambkin*, et par contraction *lakin*, de *lamb* ; *ladikin* et *lakin*, de *lady* ; *kilderkin*, de *kilder* ; *napkin* (nappe), *gurkin* (all. *gürkchen*, petit cornichon), *bumkin* (holl. *boompje*, petit arbre), *firkin* (petit quart, *four*), et les noms propres *Perkin* (*Peterkin*, petit Pierre), *Tomkin*, *Jenkin* *Wilkin* (*William*) *Simkin* (*Siméon*), *Larkin* (*Larry*, *Laurent*), etc.

Ock (anglo-sax. *ŭc*, *ôc*) : *bull-ock*, *hillock*, *paddock* (ags. *pada*), *buttock* (du fr. *bout*), *hummock* (*hump*).

Ling (ags. *ling*) : *darling* (*dear*), *stripling*, *bantling* (de *band*, enfant au maillot), *yearling*, *lordling*, *popeling* (*papelard*, *papalin*) (1).

Il existe encore quelques diminutifs en *let*, d'origine romane ; ils ne doivent pas nous occuper.

Marque du féminin. — La seule terminaison qui soit aujourd'hui employée pour former le féminin des êtres animés est celle *ess*, empruntée du français : nous avons les substantifs féminins *chasseeresse*, *pécheresse*, etc., formes qui nous reportent au latin *-icem* (cas oblique de *-ix*). L'angl. a de même *authoress*, *empress* (2). L'ancienne langue avait une autre terminaison d'origine germanique, qu'elle n'employait également dans l'origine que pour exprimer le féminin, c'est la finale *-ster* : *daunstere*, danseuse, *dwelstere*, habitante, *veilstere*, *syngstere* (*Wycliffe*), *brewstere*, *shepestere* (couturière), dans *Piers Ploughmann* ; — *tombestere* (danseuse), *fruitestere* dans *Chaucer*. Cette forme, qui n'est plus usitée aujourd'hui, n'est restée que dans quelques mots isolés tels que *spinster*, fileuse, vieille fille, *songster*, chanteur (au masculin), *Barrister* (procureur), et quelques noms propres comme *Brewster* (brasseur), *Baxter* (*bakester*, boulanger), *Webster* (tisserand) (3).

(1) V. *Philological Museum*, vol. 1, étude de Sir G. Cornewal Lewis sur les « English Diminutives. » — Loth, p. 407. — Marsh, op. l., p. 217.

(2) On trouve dans le *New-Testament*, de *Wycliffe*, les formes : *spousesse*, *covineisse*, *synneresse*, *saintess*.

(3) Marsh, *English*, *lang.*, p. 217. — *Seamstress* (couturière), est la forme féminine française *ess* ajoutée au diminutif anglo-saxon *seam-ster*. — Cf. Loth, p. 141.

ABRÉVIATIONS.

Ags, *anglo-saxon*. — all, *allemand*. — aha, *anchall*, h. all. anc., *haut-allemand ancien*. — A, acc, *accusatif*. — anc. angl., *ancien anglais*. — D, *datif*. — Dan, *danois*. — G, g, *génitif*. — Goth, *gothique*. — hall, h.-all., *haut-allemand*. — isl, *islandais*. — Loc, *locatif*. — Mod, *moderne*. — P, *pour*. — Pp, *participe passé*. — Pl. plur, *pluriel*. — Pr, *prononcer*. — Prét, *prétérit*. — Qq, *quelque*. — Qqf, *quelquefois*. — Sg, *singulier*. — Scrit, *sanscr, sanscrit*.

L'astérisque * indique une forme restituée ou supposée.

NOTA. — Par suite d'absence de types spéciaux, plusieurs lettres telles que y, o, a, en anglo-saxon, n'ont pu être accentuées.

DU ROLE DE LA CHRONIQUE A DIFFÉRENTES ÉPOQUES

ET SURTOUT DE NOS JOURS

PAR M. LE D^r E. LE ROY,

Secrétaire de la Section de Meaux

Les vrais modèles des historiens sont indiqués dans les termes suivants par J.-J. Rousseau :

« Thucydide rapporte les faits sans les juger, mais il n'omet
« aucune des circonstances propres à nous en faire juger nous-
« mêmes. Il met tout ce qu'il raconte sous les yeux du lecteur ;
« loin de s'interposer entre les événements et les lecteurs, il se
« dérobe ; on ne croit plus lire, on croit voir. Plutarque excelle
« dans ces mêmes détails dans lesquels nous n'osons plus entrer.
« Il a une grâce inimitable à peindre les grands hommes dans les
« petites choses, et il est si heureux dans le choix de ses traits,
« que souvent un mot, un sourire, un geste lui suffit pour carac-
« tériser son héros. »

En d'autres termes, l'ingénuité dans le sentiment, dans l'invention, dans l'emploi de ces facultés maîtresses qu'on peut appeler le fond de l'histoire et l'être même de l'historien, constitue pour Rousseau le véritable art de peindre. Mais cette manière, qui demande beaucoup d'abnégation, est rare chez les historiens, dont le plus grand nombre semble moins préoccupé de raconter avec exactitude et clarté, que d'imposer son propre jugement sur les événements.

Voyons si la raison de cette infériorité, chez certains historiens, ne se trouverait pas autant dans la nature des matériaux à leur disposition que dans le choix qu'ils ont fait au milieu de ceux-ci.

Pour écrire l'histoire à la façon des modèles cités plus haut, les actes et procès-verbaux officiels, les édifices et inscriptions, monnaies et médailles, sont sans doute d'une grande utilité ; mais ils ne font guère que dessiner les contours d'une manière exacte, accuser les lumières et les ombres, tandis que l'emploi fréquent et judicieux de la chronique peut seul fournir au tableau le mouvement, le coloris et la grâce.

Écrite au jour le jour, la chronique frappe par un caractère de simplicité, une connaissance des choses de la vie intime et sociale ;

de plus, elle a le mérite de refléter l'impression produite par chaque événement sur les contemporains, à commencer par le chroniqueur. A ce titre, on doit même lui mesurer le degré de créance, comme on le ferait à l'égard d'un instrument d'optique susceptible de donner à certaines parties d'une scène ou d'un paysage, des proportions exagérées. Quant au secours qu'elle fournit à l'historien d'un pays comme la France, il est très-grand, mais moindre cependant qu'à l'historien d'une province ou d'une ville dans laquelle les archives officielles manquent souvent, ou sont en petit nombre. Dans ce cas, l'absence de la chronique à certaines époques, par suite de la mort de l'auteur ou de la perte d'une partie de son journal, se fait vivement sentir. L'historien aux abois ressemble à ces voyageurs qui, suivant une route bien établie, la voient tout d'un coup finir au milieu des champs, pour faire place à un sentier mal frayé.

Voici la liste succincte des patients et dévoués chroniqueurs auxquels l'histoire de notre pays est si redevable :

Ceux de Provins sont : Claude Haton, longtemps habitant de cette ville, mort en 1606, curé au Mériot près Melz, et dont les mémoires, qui comprennent de 1553 à 1582, ont été imprimés en 1857 à l'imprimerie impériale, par les soins de notre regretté vice-président Félix Bourquelot; Rayet, conseiller au bailliage de Provins, puis chanoine de Notre-Dame-du-Val, mort en 1694; Billatte, Ythier, chanoine et doyen de Saint-Quiriace, ayant vécu avant et après la Révolution de 1789; Opoix, pharmacien, membre de la Convention, dont le principal ouvrage sur Provins parut en 1823. Rivot ferme la liste des chroniqueurs de Provins.

Meaux a les notes de Lenfant, procureur qui vivait au temps de la Ligue, le piquant journal du curé Janvier, dont la vie embrasse la plus grande partie du XVII^e siècle, et celui du médecin Rochard écrit au commencement du XVIII^e siècle.

Les chroniqueurs ou historiens de Melun sont Rouillard, avocat au Parlement, auteur d'une histoire de Melun, publiée en 1628; Bernard de la Fortelle, ancien maire de Melun, décédé il y a une quinzaine d'années; Nicolet, juge de paix de la Chapelle-Gauthier, et enfin notre regretté collègue Grésy, mort en 1867.

Coulommiers a Cordier, juge de paix à la Révolution, membre de la Convention, mort à Bruxelles en 1824; Closier, docteur médecin, mort il y a une vingtaine d'années.

Enfin, il est un chroniqueur, Froissart, qu'on ne peut passer sous silence, quoique n'étant pas notre compatriote, car il a laissé

sur la Jacquerie, dans notre pays, des pages où l'on trouve, avec de la couleur locale, une grâce et une naïveté charmantes.

Comme on peut s'en apercevoir à cette énumération, la chaîne de nos chroniques n'existe qu'à l'état de tronçons, séparés par des lacunes regrettables. Qui plus est, à mesure qu'on se rapproche des événements contemporains, la chronique patiente et régulière dans sa marche, tend à disparaître et à être remplacée par de simples notes.

Plusieurs causes expliquent cette décadence de la chronique. L'alarme continuelle à laquelle étaient exposés les habitants de nos cités, il y a deux et trois siècles, devait exalter au plus haut degré leur amour pour des remparts qui servaient de sauvegarde, pour des institutions et des libertés municipales acquises au prix du sang et des efforts souvent de plusieurs générations. Qu'on joigne à cela le développement outre mesure de l'esprit local chez des populations sédentaires, les jalousies de castes, corporations, ordres religieux, qui faisaient à chaque cité une existence aussi variée que propre, et l'on comprendra que les événements dont elle était le théâtre aient donné à plus d'un de ses enfants l'idée d'en écrire la chronique.

Il n'en est plus de même de nos jours, et depuis 1789 en particulier, l'amour de la patrie a remplacé, quand il l'a remplacé, celui de la province et de la cité. L'étendue, la variété de nos connaissances ont eu pour résultat de nous rendre plus personnels, et, grâce à la centralisation administrative, bien plus dégagés des questions de clocher. Pour la transmission aux générations à venir, des faits historiques, on s'en fie à l'exactitude connue de l'état civil, aux procès-verbaux rédigés sur chaque événement par les préposés spéciaux. Ces procès-verbaux, que l'épithète d'officiels suffit pour classer d'une certaine façon dans l'esprit des contemporains, vont grossir la masse de nos archives, mais sont lettres mortes pour ce qui concerne la vie intime et sociale des populations.

Nous avons des réunions politiques, religieuses, scientifiques, littéraires, réunions ayant toutes aussi leurs procès-verbaux plus ou moins secs, plus ou moins véridiques, mais qui, avec l'impossibilité pour les rédacteurs de dire en face qu'un chat est un chat et Rollet un fripon, sont à la représentation de l'état de la société qu'ils ont en vue, comme l'image d'un squelette nous donne celle du corps. Les traits principaux sont, il est vrai, très-bien accusés, et les Cuvier de l'histoire future pourront décrire longuement les

moindres rouages de notre existence civile ; mais des goûts et des habitudes, de ces nuances si intéressantes que nous faisait connaître la chronique d'autrefois, qu'en sauront-ils ? L'histoire aura gagné comme exactitude et régularité, mais perdu comme ingénuité et poésie.

Autrefois, il faut le reconnaître, les matériaux d'une chronique locale ou provinciale étaient plus faciles à recueillir, tout le pouvoir et l'influence se trouvant entre les mains d'un nombre de personnes, — noblesse d'épée ou de robe, haut clergé, bourgeoisie des villes, — relativement restreint. De nos jours, au contraire, au milieu du flot envahissant de la démocratie, avec la dispersion continuelle des familles, nous avons sous les yeux une multitude d'existences isolées, sans presque d'autres liens que ceux de l'état civil et des procès-verbaux officiels.

Mais, diront les optimistes, nous sommes inondés de journaux offrant la chronique sous toutes les formes ; les mémoires, certes, ne manquent pas non plus ! C'est vrai. Seulement il est difficile d'admettre que la chronique d'autrefois soit remplacée par les journaux, dont les récits constamment exagérés, souvent menteurs, diffèrent autant de la réalité que le Louis XIV de Dangeau diffère de celui de Saint-Simon. La chronique politique des journaux, entachée de parti pris, ne présente pas non plus ces garanties de véracité et d'indépendance réclamées par l'historien. Dans leurs revues littéraires et artistiques, ces journaux se rapprochent un peu de la forme désirée pour une chronique ; seulement, quelle créance accorder à des écrivains épris moins du vrai que de l'étrange, et cherchant, par le récit amplifié des faits scandaleux, à satisfaire la curiosité d'un public blasé ?

Quant à l'homme politique, à l'écrivain, au bourgeois, qui actuellement laisse des mémoires, il n'est, sous prétexte de passer en revue la société de son temps, occupé le plus souvent qu'à dissimuler les points faibles de son existence, à aller au devant des objections ou tout simplement se glorifier. En d'autres termes, les mémoires ne sont, dans la forme actuelle, qu'une façon détournée de se remettre en scène, et de rapporter plus ou moins son époque au rôle qu'on a joué. Enfin, au temps où l'imprimerie était peu ou point répandue, ceux qui notaient leurs impressions sur les événements du jour, le faisaient pour des motifs divers, mais à coup sûr sans avoir, sur la publicité qui leur était réservée, des idées bien arrêtées. Leur style simple, naïf même, se rapprochait plus que le nôtre de la langue parlée, et se prêtait aussi davantage au

récit d'événements contemporains. En effet, le ^{xvii}^e siècle a fait de notre langue française un instrument admirable de précision, tenant de la régularité de son mécanisme un peu de cette monotonie et de cette sécheresse de style, qu'on reproche aux édifices et aux jardins du grand siècle ; instrument plus difficile à manier, et par-là même moins propre aux comptes rendus de la vie familière.

En résumé, il serait à désirer que dans chaque localité un peu importante, une ou deux personnes voulussent bien, en y mettant autant que possible la couleur locale, noter l'impression produite par les événements de chaque jour, et, à côté de l'histoire officielle, en préparer une confidentielle. Je sais bien qu'à une époque où le temps représente de l'argent, il est difficile de trouver des personnes assez dévouées à l'histoire des temps à venir, pour lui faire le sacrifice même de quelques instants de repos ou de distraction, et amasser des matériaux qui ne devront pas leur servir. Cependant celui qui se charge d'un travail d'analyse de ce genre doit y gagner, à la longue, de l'ordre dans les idées, de la rectitude dans le jugement, et une habitude de l'analyse du cœur humain qui conduit nécessairement le chroniqueur à un examen de conscience plus fréquent, et à une moralité personnelle aussi plus grande.

Il va sans dire qu'aux archéologues revient naturellement cette mission, comme aux plus aptes à la remplir. Et la décliner serait de leur part la marque d'une singulière imprévoyance. En effet, au milieu de cette renaissance des études archéologiques à laquelle nous assistons, l'archéologue me paraît ressembler au pionnier qui, établi sur un sol vierge, le livre à une culture épuisante, sans se préoccuper des moissons de l'avenir.

Mais, diront quelques-uns d'entre vous, que deviendront ces matériaux ? Ils pourraient être légués aux sociétés savantes ou aux bibliothèques locales. Dans le cas où il en serait autrement, nul doute que les familles ne se prêtassent à en laisser prendre des copies qu'on reproduirait par l'impression, si le travail en valait la peine.

En dehors d'une source nouvelle d'informations pour les futurs historiens de nos cités, j'ai la conviction qu'il y aurait là un moyen d'influence pour les archéologues investis d'une sorte de sacerdoce, et qui plus est, un moyen de moralisation pour les populations. Je m'explique ; mais auparavant, qu'il me soit permis de citer un exemple. Dans un village de la Champagne, situé sur les bords de la Marne et occupé en totalité par des vigneron,

l'un d'eux, vieux bonhomme, a eu l'idée de tenir une sorte de journal des événements qui frappent son attention. Probablement qu'il y inscrit le mariage des uns, la naissance et le décès des autres, les impressions saisonnières ou bien encore les petits scandales dont ce village a une bonne part; car sa population, pour habiter les champs, n'a pas précisément la pureté de mœurs vantée par les poètes. Personne n'a jamais vu ce livre, mais on sait qu'il existe, on s'en préoccupe à l'occasion, et plus d'une fois, au milieu d'une discussion générale, il est arrivé à certain vigneron qui se sentait dans son tort de dire au chroniqueur : « Tu mettras peut-être cela sur ton livre ; mais cela m'est égal, et je brave le jugement que tu porteras sur moi. »

Eh bien, ces craintes du qu'en dira-t-on, éprouvées au village, donnent une faible idée de celles qu'inspirerait la chronique à une société plus éclairée. Elle seule peut remédier à certains actes de despotisme, à la prévarication et aux abus de pouvoir qui sont le fléau de toutes les administrations. La crainte salutaire qu'on aurait de ces divulgations suffirait à empêcher les usurpations de titres, à refréner les basses intrigues et le marchandage qui résulte des mœurs politiques nouvelles, en général peu exemplaires. Enfin, à une époque où la modestie court le risque de passer pour de la sottise, la chronique peut servir de frein à notre fiévreuse société, en formant une sorte de conscience publique, dont le cri serait redouté par tous les gens accessibles à la crainte de voir leur nom cloué, avec preuves à l'appui, au pilori de l'histoire.

DE QUELQUES CÉRÉMONIES DANS L'ANTIQUITÉ

PAR M. SAEY,

Membre titulaire de la Section de Melun

A côté de l'histoire, qui nous raconte les événements qui se sont succédé sur le théâtre du monde, il y a l'histoire qui cherche à pénétrer les causes générales et déterminantes des faits. A ce titre, elle se préoccupe du côté extérieur des choses, elle étudie et analyse les mobiles apparents, approfondit les véritables origines. Cette étude minutieuse, lente, œuvre de sagacité et de patience, nous montre que la pensée a été, de tout temps, souveraine dans l'organisation des sociétés antiques ; de tout temps (en la subordonnant toutefois au milieu social dans lequel elle se produisait) de tout temps, dis-je, elle a présidé aux arrangements sociaux, établi les institutions, dicté les lois, tracé les régimes.

Il est indispensable de ne pas dégager la pensée de l'état social qu'elle reflète ; ce serait la transformer en une de ces machines de Dédale, ou en un de ces trépieds de Vulcain, qui, selon Homère, se rendaient d'eux-mêmes à la salle du Conseil des Dieux. Montaigne, dans son pittoresque langage, a bien déterminé l'influence du milieu social sur la pensée humaine : « Parce que, disait-il, « nous humons les opinions et les mœurs approuvées et reçues « autour de nous, avec le lait de notre naissance, et que le visaige « du monde se présente en cet estat à nostre première veue, il « semble que nous soyons nayz à la condition de suivre ce train « et les communes imaginations que nous trouvons en crédit autour de nous, et infuses en nostre âme par la semence de nos « pères, il semble que ce soyent les générales et naturelles. »

C'est en étudiant une des manifestations de la pensée qu'il nous a semblé curieux de rechercher quel a été le sens, quelle a été la portée de certaines cérémonies de l'antiquité. Pour reconstituer l'histoire de ces temps obscurs et reculés où les migrations des peuplades n'ont laissé aucun monument matériel qui permette de satisfaire nos investigations, il nous reste quelque chose de plus vivant, de plus instructif, je veux parler des institutions primitives que l'on retrouve en débris dans les institutions postérieures mieux connues. C'est en procédant au triage de ces débris, en les

réunissant, en les agencant entre eux, selon les rapports de conformité ou selon les lois de l'analogie, qu'on peut reconstruire, en partie, les plus antiques édifices que les siècles aient fait crouler. Ce travail n'est autre, dans l'ordre moral, que celui de Cuvier dans l'ordre physique. Au moyen de l'induction, au moyen de quelques fragments d'ossements fossiles, ce génie reconstituait le squelette entier d'animaux anté-diluviens, et nul n'ignore comment la découverte imprévue de squelettes entiers confirma les prévisions, en quelque sorte divinatoires, du grand naturaliste. Il faut, du reste, poser en principe que le passé ne meurt jamais complètement pour l'homme. Nous professons des opinions sur bien des choses, nous avons des manières d'être ou de penser dont on retrouverait le point de départ au berceau même de l'humanité, à la condition de remonter le cours des siècles passés. Ces considérations nous ont paru nécessaires avant d'analyser la signification du culte des morts et du culte du foyer dans l'antiquité, et avant de montrer que c'étaient là les deux bases fondamentales constitutives de la famille ancienne.

La doctrine de l'immortalité de l'âme s'est, dans tous les temps, imposée à l'homme. Toujours l'homme a cru à la perpétuité de son existence, et a considéré la mort comme le passage de la vie à une seconde vie. Si certains peuples de l'antiquité, les Chinois, par exemple, paraissent faire exception à cette croyance générale, c'est plutôt par des apparences que par la réalité. Mais si le fait en lui-même était admis par la conscience humaine, le mode selon lequel il se produisait n'était pas identique dans tous les esprits, ou plutôt il ne ressemblait pas, dans la haute antiquité, à celui qui, à une époque plus rapprochée, a été adopté par les populations. Dans les premiers âges de la civilisation, il était admis comme vérité incontestée et hors de toute discussion que, pendant la seconde existence, l'âme restait associée au corps, et qu'elle s'enfermait avec lui dans le tombeau. L'intelligence humaine, encore dans son enfance, ne concevait rien d'immatériel, sans en excepter la divinité ; pour elle, l'âme n'était qu'une matière subtile et homogène qui pénètre le corps sans se mêler avec les organes.

Les rites de la sépulture qui ont survécu à ces croyances primitives sont certainement nés avec elle et peuvent nous aider à les comprendre ; ils montrent clairement que lorsqu'on mettait un corps au sépulcre, on croyait en même temps ensevelir quelque chose de vivant. A la fin de la cérémonie funèbre, on appelait trois fois l'âme du mort par le nom qu'il avait porté. On lui souhaitait

de vivre heureux sous terre. Trois fois on lui disait : *vale*, porte-toi bien. On ajoutait ce que nous répétons encore machinalement, — bien que sur ce point nos croyances aient si complètement changé — on ajoutait : que la terre te soit légère ! On écrivait sur le tombeau les mêmes épitaphes que de nos jours, en donnant un autre sens aux deux mots : *Ici repose*. L'inscription la plus répandue en Grèce était celle-ci : *Χρηστὴ χάρις, adieu, bon !*

De cette croyance primitive dérivait la nécessité de la sépulture. Pour que l'âme fût fixée dans cette demeure souterraine, qui lui convenait pour la seconde vie, il fallait que le corps auquel elle restait unie fût recouvert de terre. L'âme privée de son tombeau était errante et malheureuse. De là le proverbe : Tu erres comme une âme en peine. L'être qui vivait sous terre n'était pas assez dégagé de l'enveloppe humaine pour n'avoir pas besoin de nourriture. Aussi, à certains jours de l'année portait-on un repas à chaque tombeau, et ce repas funèbre, composé de gâteaux, de fruits, de sel, de lait, de vin et quelquefois du sang d'une victime, n'était pas une sorte de commémoration. La nourriture que la famille apportait était réellement pour le mort, exclusivement pour lui. Ce qui le prouve, c'est que le lait et le vin étaient répandus à la surface du tombeau ; qu'un trou était creusé pour faire parvenir les aliments solides jusqu'au mort ; que, si on immolait une victime, toutes les chairs en étaient brûlées pour qu'aucun vivant n'en eût sa part ; que l'on prononçait certaines formules consacrées pour convier le mort à manger et à boire ; que si la famille entière assistait à ce repas, encore ne touchait-elle pas aux mets ; qu'enfin, en se retirant, on avait grand soin de laisser un peu de lait et des gâteaux dans des vases, et qu'il y avait une grande impiété à ce qu'un vivant touchât à cette petite provision, destinée aux besoins du mort. Ne faut-il pas voir une continuation de cet usage dans l'habitude conservée, même de nos jours, dans certaines contrées de la Brie, de déposer autour de la bière une offrande de pain et de vin ? — Quoi qu'il en soit de cette hypothèse acceptable, selon nous, nous trouvons que ces usages de l'antiquité sont attestés, de la manière la plus authentique, par les poètes et les historiens. La lecture des œuvres d'Homère témoigne, par des preuves irréfragables, que les âmes ne pouvaient pénétrer dans les Champs-Élysées tant que les corps n'étaient pas sous la terre ; ainsi voyons-nous l'ombre d'Elpénor suppliant Ulysse de donner la sépulture aux restes mortels dont elle est séparée. Ulysse lui-même, en danger de faire naufrage, regrette de n'être pas tombé

sous les murs de Troie, mort qui lui eût assuré une sépulture honorable. Sophocle nous montre la touchante Antigone, trouvant dans sa pitié fraternelle la force de braver les colères du tyran Créon, pour rendre les derniers devoirs à son frère Polynice. Personne n'ignore qu'à Athènes et à Sparte certains criminels, mis à mort par jugement, étaient privés du droit à la sépulture, ce qui était une aggravation de la peine. Plutarque parle d'un endroit marqué où on jetait leurs corps. On ensevelissait les suicidés ; mais la main avec laquelle ils s'étaient donné le coup mortel était coupée et enterrée à part. Les corps frappés par la foudre étaient considérés comme sacrés et enterrés dans un coin réservé. C'était comme un cimetière d'honneur pour les morts d'élite.

Comme dernière preuve de la croyance des anciens à l'immortalité de l'âme, je rappellerai le soin que les Grecs prenaient de placer dans la bouche du mort, une obole appelée *δανύζη*, et destinée à payer le passage du Styx, sur la barque de Caron. Juvénal mentionne la même coutume chez les Romains. Il y avait longtemps qu'on ne croyait plus aux idées qui avaient fait instituer ces cérémonies, mais on continuait de les observer. Au ¹¹e siècle de notre ère, on les suivait encore. Le satirique Lucien s'en moquait en ces termes : « Les morts se nourrissent des mets que nous plaçons sur leur tombeau, et boivent le vin que nous y versons ; en sorte qu'un mort à qui l'on n'offre rien est condamné à une faim et à une soif perpétuelles. »

Ainsi, aux yeux des anciens il fallait, comme condition du bonheur des morts, que les offrandes leur fussent régulièrement portées. Si l'on cessait d'offrir aux morts les repas funèbres, ils sortaient de leurs tombeaux, reprochaient aux vivants leur négligence impie, et les punissaient par des maladies ou en frappant le sol de stérilité. L'observance du culte du tombeau chez les anciens fut l'une des principales bases sur lesquelles était assise la famille des anciens. Une autre base fut le culte du foyer. C'est encore un rite d'une antiquité reculée que celui de l'entretien du feu sacré sur l'autel domestique. Jamais on ne laissait s'éteindre son foyer. Cet usage religieux provenait-il de la difficulté que l'on avait à se procurer du feu à une époque où le feu était inconnu, et où, par conséquent, le choc du silex ne pouvait dégager des étincelles incandescentes ? C'est là une hypothèse probable ; mais l'usage était universel. L'entretien du foyer était un acte profondément religieux ; la religion désignait les essences avec lesquelles on pouvait alimenter le feu qui était sacré, qui avait quelque chose de divin,

que l'on adorait, auquel on rendait un véritable culte. Le feu du foyer était la Providence de la famille. Le repas était l'acte religieux par excellence. Le Dieu y présidait ; c'était lui qui avait cuit le pain et préparé les aliments ; aussi lui devait-on une prière au commencement et à la fin du repas.

Plus tard, lorsque l'on personnifia les Dieux, le culte antique du foyer subit une transformation. L'estia, le foyer, devint la déesse Vesta. Les extrêmes honneurs rendus aux vestales, à Rome, et les terribles châtimens réservés aux imprudentes qui laissaient éteindre le feu sacré, devenu, de domestique, national, montrent quelle vénération on professait pour le feu, passé à l'état de symbole après avoir été l'objet d'une intime et profonde croyance.

Le culte des morts et celui du foyer ne faisaient qu'une seule religion. L'un et l'autre avaient pour caractère essentiel d'appartenir en propre à chaque famille. Ils ne pouvaient être rendus par chaque famille qu'aux morts qui lui appartenaient par le sang, et ne pouvaient être accomplis que par le parent le plus proche. On croyait que le mort n'acceptait l'offrande que de la main des siens ; qu'il ne voulait de culte que de ses descendants. La présence d'un étranger à la famille troublait le repos des mânes. Aussi la loi interdisait-elle à l'étranger d'approcher d'un tombeau. De même chaque foyer protégeait les siens et repoussait l'enfant du dehors. Toute cette religion était renfermée dans l'enceinte de chaque maison. Le culte n'en était pas public. Toutes les cérémonies en étaient tenues fort secrètes. On appelait Dieux cachés, le foyer, les lares et les mânes. Il n'y avait ni règles uniformes, ni rituel commun. Chaque famille jouissait d'une indépendance absolue. Nulle puissance extérieure n'avait le droit de s'immiscer dans le règlement du culte et des croyances. Il n'y avait pas d'autre prêtre que le père ; à ce titre, il ne reconnaissait aucune hiérarchie. C'est sur ce sacerdoce que repose surtout son autorité conjugale et paternelle. Chaque famille avait ses cérémonies, ses fêtes particulières, ses formules de prière et ses hymnes. Le père, seul interprète et seul pontife de sa religion, avait seul le pouvoir de l'enseigner, et ne pouvait l'enseigner qu'à son fils. La religion ne résidait pas dans les temples, mais dans la maison. Chacun avait ses Dieux ; chaque Dieu ne protégeait qu'une famille, et n'était Dieu que dans sa maison ; et lorsque par un singulier mélange de spiritualisme et de matérialisme on en vint à personnifier certains agents de la nature physique, à les diviniser, à faire de la foudre Jupiter, du vent Eole, de l'onde Neptune, etc., etc., deux religions se trouvèrent

en présence, mais elles ne se confondirent jamais. Le culte des mânes et des héros subsista à côté de celui des Dieux de l'Olympe, ceux-ci pour la nation, pour l'association entière ; ceux-là pour les familles ou les tribus. Avant d'aller faire ses dévotions à Jupiter, le Romain avait adressé sa prière au Dieu lare, à son foyer. Ce même Dieu veillait à la défense du sol, du domaine de sa famille. A certains jours du mois et de l'année, le père de famille faisait le tour de son champ en suivant la ligne de délimitation ; il poussait devant lui les victimes, chantait des hymnes et offrait des sacrifices. Par cette cérémonie, il croyait avoir éveillé la bienveillance de ses Dieux à l'égard de son champ et de sa maison ; il avait surtout marqué son droit de propriété en promenant autour de son champ son culte domestique. Le chemin qu'avaient suivi les victimes était la limite inviolable du domaine. Si l'on changeait de ville ou de contrée, on les emportait avec soi. Faits de bois ou de métal, ils étaient portatifs à cause des migrations auxquelles leur nature les exposait. Il est aisé de rappeler Énée transportant ses pénates de Troie à Lavinium.

Cette religion ne pouvait se propager que par la filiation. Le père, en donnant la vie à son fils, lui donnait en même temps sa croyance, son culte, le droit d'entretenir le foyer, d'offrir le repas funèbre, de prononcer les formules de prière. Mais il faut remarquer cette particularité que la religion domestique ne se propageait que de mâle en mâle, et par primogéniture. Le père seul possédait le principe mystérieux de l'être, et transmettait l'étincelle de vie. Il est résulté de cette vieille opinion qu'il fût de règle que le culte domestique passât de mâle en mâle, que la femme n'y participât que par l'intermédiaire de son père ou de son mari, et enfin qu'après la mort la femme n'eût pas la même part que l'homme au culte et aux cérémonies du repas funèbre. L'union matrimoniale devenait, pour la femme, une nécessité de changer de religion, de pratiquer d'autres rites, de prononcer d'autres prières, car une même personne ne peut pas invoquer deux foyers ou deux séries d'ancêtres. Elle doit quitter le Dieu de son enfance pour se mettre sous l'empire d'un Dieu qu'elle ne connaît pas. A dater du mariage, dit un ancien, la femme n'a plus rien de commun avec la religion domestique de ses pères : elle sacrifie au foyer de son mari. La morale évangélique, plus tard, ne dit pas autre chose : Tu quitteras ton père, ta mère, tes frères, pour suivre partout ton mari. Cette accession donnait une position inférieure à la femme dans la famille ; veuve, elle ne retournait pas dans sa famille, car elle

avait renoncé à elle pour toujours, par le mariage sacré ; elle passait sous la tutelle de son fils aîné qui, seul, avait le droit de faire les sacrifices, de dire les prières, de présider au culte. Le fils aîné acquitte la dette envers les ancêtres, et doit donc tout avoir. N'est-ce pas là l'origine, la constitution du droit d'aînesse ?

Ce sont de ces opinions transformées en croyances, et de ces croyances converties en usages ou rites, que sont nées, croyons-nous, les règles du droit privé et de la constitution de la famille.

DE L'ÉCONOMIE RURALE CHEZ LES ROMAINS

PAR M. GEORGES,

Membre titulaire de la Section de Melun.

A Rome, l'agriculture fut considérée, au moins jusqu'à l'empire, comme la base principale de l'ordre social et politique. Les laboureurs constituaient, en effet, le fond de l'armée et de l'assemblée populaire. « Ce qu'ils avaient conquis, soldats, à la pointe de l'épée, colons, ils le gardaient et l'utilisaient par la charrue. »

L'agriculture, chez les Romains, comprenait : 1° les domaines, 2° les cultures pastorales, 3° la petite propriété. Cette dernière se gérait absolument comme la grande. En général, les domaines ruraux n'étaient pas d'une étendue considérable, surtout si nous en jugeons par les renseignements que nous fournit Caton, *de Re Rustica*. L'area qu'il décrit comportait 240 jugères, = 60,457 hect. Le plus souvent même, l'area ne mesurait qu'une centurie, c'est-à-dire 200 jugères = 50,377 hect., — et 100 jugères = 25,188 hect. — dans les vignobles, à cause, sans doute, des soins qu'exige la culture de la vigne. L'area le plus considérable, et que l'on divisait habituellement en deux ou trois fermes, n'avait au maximum que 500 jugères = 125,190 hect. Le propriétaire plus riche en capitaux n'agrandissait pas pour cela son domaine, il préférait en acheter plusieurs séparés. Le plus souvent il le faisait valoir non qu'il le cultivât de ses mains, — exploiter par soi-même n'est pas digne; mais il y faisait de fréquentes apparitions, réglait et organisait la culture, surveillait les travaux, recevait les comptes et pouvait ainsi en gérer plusieurs à la fois ou se consacrer aux affaires publiques. S'il prenait quelquefois un fermier, celui-ci se chargeait des frais de l'exploitation, et le prix de la ferme se payait, soit en argent, soit en redevance d'une part des fruits. Ces locations étaient une exception et un pis-aller, car un métayer raisonne, paie mal, et au moment des semailles ou de la récolte, la guerre vient vous l'enlever. Nous pouvons donc affirmer que la classe des fermiers proprement dits n'existait pas, et la langue romaine n'a pas même de mot propre pour désigner le bail à ferme de la propriété. C'est ce que je trouve dans Columelle, livre I^{er}, paragraphe 37.

La nature des cultures, au iv^e siècle de Rome, était fort restreinte. Les Romains cultivaient l'épautre ou froment, l'orge, le millet, la fève, la lentille, le pois, le haricot, le pois-chiche, le lupin, la vesce, le chanvre, le panis, le sésame, le lin. Puis venaient la rave, le raifort, l'ail, le pavot. Le palmier-dattier était connu en Italie 300 ans avant J.-C. ; on le cultivait non pour ses fruits, mais comme arbre d'agrément et à cause de ses feuilles que l'on portait dans les fêtes publiques. Les Romains l'avaient reçu des Grecs, et ceux-ci des orientaux, ce qui est une preuve vivante des relations commerciales et religieuses des peuples de l'Europe et de l'Asie. Ils connaissaient aussi l'avoine, mais elle n'était à leurs yeux qu'une mauvaise herbe. Aussi, sous l'Empire, furent-ils très-étonnés lorsqu'ils virent les Germains la manger en bouillie. Le riz ne fut importé en Italie que vers la fin du xv^e siècle ; le maïs ne fut semé pour la première fois qu'à la fin du xvi^e. La pomme de terre nous vient d'Amérique, ainsi que l'aloès. « Les artichauts, qui semblent avoir été artificiellement obtenus par la culture des cardons, que les Romains connaissaient, sont une variété de production plus récente encore. » Les amandes ou noix grecques, les pêches ou noix persiques, *nux mollusca*, ne furent connues en Italie qu'un siècle avant l'Empire ; le cerisier ne fut planté qu'au temps de Cicéron, avant on ne connaissait que le sauvageon. L'abricot, ou prune d'Arménie, vint encore plus tard. La culture du citronnier se place sous les derniers temps de l'Empire. L'oranger fut importé par les Maures au xii^e ou au xiii^e siècle, et le con-tonnier n'a été cultivé en Europe que par ce peuple. Les vers à soie n'appartiennent qu'à l'Italie moderne.

Les semailles se faisaient habituellement en automne, à moins que la saison ne fût mauvaise et que les pluies abondantes, qui tombent à cette époque dans les contrées méridionales, n'y missent obstacle : alors, mais par exception, les semailles avaient lieu au printemps. On dut donc chercher de bonne heure à assainir les terres ; aussi le drainage fut pratiqué dès les premiers siècles de Rome. Nous verrons plus tard que les céréales étaient au cinquième rang comme rapport, que la culture la plus importante était celle de la vigne, puis celle du jardinage, enfin celle de l'olivier.

Les anciens plantaient la vigne, soit pour en manger le raisin, soit pour en faire du vin ; il fallait donc choisir les espèces propres pour chacun de ces deux usages. Pour le premier il faudra, dit Columelle, livre III, chap. 44, avoir des vignes hâtives et du ma-

roquin, en un mot du raisin pourpré, de celui à gros grains, de celui à longs grains, de celui de Rhodes, de celui de Libye et de celui des monts Cérauniens. Lorsqu'on veut faire du vin, on choisit la vigne qui est forte en fruit et en bois, qui ne se couvre pas trop tôt de feuilles, et qui quitte sa fleur de bonne heure ; celle dont le raisin, sans se pourrir, ne mûrit pas trop tard, qui se défend aisément contre la gelée, le brouillard, la brûlure du soleil. Les premières qualités sont les aminées ; viennent ensuite les vignes de *Nomentum*, les *Eugenice*, la *Bituria*, la *Basilica*, la *Spionia*, et tant d'autres, car, comme dit le poète, « il n'est pas important d'en détailler le nombre, et vouloir les connaître toutes, c'est vouloir savoir combien le Zéphyre agite de grains de sable dans la mer de Libye. »

..... Neque enim numero comprehendere refert ;
Quem qui scire velit, Libyci velit æquoris idem
Discere quam multæ Zephyro versantur arenæ.

Pour les plants, il ne faut choisir ni l'extrémité de ce qu'on appelle la tête de la vigne, c'est-à-dire les derniers fouets et les plus allongés, ni les sarments qui sortent du bois dur, car ils sont également stériles, quoiqu'ils soient très-robustes ; on prend ceux de l'extrémité supérieure, comme étant fertiles et robustes, par la raison qu'ils sortent d'une partie tendre de la vigne, et que toute la nourriture qui est parvenue jusqu'à eux ne se distribue plus ailleurs. Les anciens tiraient généralement leurs plants de l'Italie, parce que la vigne était acclimatée, et qu'ils pensaient qu'en les faisant venir de Grèce, de Gaule ou d'Afrique, ils perdaient leur qualité. Il faut ensuite choisir le terrain auquel on veut les confier. Qu'il soit pierreux, jamais trop gras, ou alors apportez-y du gravier ; qu'il soit surtout bien exposé, c'est-à-dire au midi ou au soleil levant, mais jamais au couchant. Virgile rejette positivement cette dernière exposition. Que vos vignobles, dit-il, ne soient jamais exposés au soleil couchant.

Neve tibi ad solem vergant vineta cadentem.

La manière de tailler la vigne, de la soigner, de fabriquer le vin, en général, ne différerait guère des habitudes modernes. Toutefois, ce qui n'a pas lieu chez les modernes, les Romains greffaient la vigne soit au printemps, soit pendant la fleur. Pour cela,

on coupait la tige que l'on voulait greffer ; on la fendait par le milieu de la cavité médullaire ; on insérait dans la fente les scions taillés en biset, en appliquant moelle contre moelle : ou bien on perforait avec une tarière la souche, et l'on insérait dans la cavité deux scions, taillés obliquement jusqu'à la moelle. La vigne plantée isolément couvrait les coteaux. Souvent, on la mariait aux grands arbres. Généralement, on ne semait rien entre les ceps, à moins qu'elle ne fût cultivée en festons, suspendus aux grands arbres ; c'est ce que nous apprend Caton, chap. 33. Quant aux jeunes vignes, dit-il, multipliez les ligatures, afin que les pampres ne se brisent point. *Vineas novellas alligato crebro, ne caules præfringantur*. Lorsque le raisin se colore, les agronomes latins conseillent de relever les sarments, de les dépouiller de leurs feuilles, de dégager les grappes et de sarcler au pied des souches.

Je vais continuer à examiner les différentes espèces de culture, d'après l'importance de leur rapport. Je parlerai donc maintenant de celle des jardins, que je place au second rang, bien que les auteurs ne soient pas d'accord à ce sujet. Toutefois, les raisons qui me déterminent à penser ainsi, et en cela je suis de l'avis de l'allemand Mommsen, c'est que les anciens n'élevaient les troupeaux que pour la laine et le fumier, et qu'ils ne mangeaient presque pas de viande. De nos jours encore, dans les pays méridionaux où les habitudes romaines se sont conservées plus que partout ailleurs, l'usage de la viande n'est pas très-répandu, et il y a dans les campagnes tel vieillard qui n'en a jamais mangé que les dimanches ; sa nourriture consiste donc principalement en légumes. Pour lui, comme pour les Romains, le jardinage est un des produits les plus utiles. Il ne faut donc pas s'étonner si Columelle a consacré tout un livre aux soins que l'on doit donner à un jardin.

Le choix du terrain est une chose fort importante. Il faut que la terre soit douce, afin que l'on puisse, pour ainsi dire, la mettre en poussière. Le jardin doit être bien défendu contre les attaques des hommes et des bestiaux, parfaitement exposé, c'est-à-dire au soleil, bien fumé et bien arrosé. Les semailles se font à deux époques différentes : au printemps et à l'automne. Les Romains cultivaient principalement des plantes agréables ou désagréables par leur odeur : agréables, telles que la coriandre, dont les racines ont une odeur d'anis et entrent dans la préparation des liqueurs, le cerfeuil que les grecs appellent ἀνίθιον, l'anith, symbole de la joie, et avec lequel les anciens se couronnaient dans les festins, le panais avec ses racines longues, fusiformes, sucrées et fortement

odorantes, le chervi que nous mangeons comme les salsifis, l'aunée aromatique, née, suivant les Grecs, des larmes d'Hélène; — désagréables, telles que la roquette, à saveur âcre et piquante, les oignons ordinaires, les oignons de Cypre, que les Grecs appellent ἀπρὸς κόρδον, composé, comme l'ail, de plusieurs gousses adhérentes, et que l'on plantait vers les calendes d'octobre, la passerage à propriétés âcres et anti-scorbutiques, l'ail, d'une odeur forte et d'un goût piquant bien connu. Les autres légumes cultivés par les anciens étaient le raifort, les carottes, sous le nom de racines, les choux, les laitues avec toutes leurs variétés, le cresson alénois, les asperges, les concombres, les courges, les câpriers, les poireaux, les artichauts et le céleri, qu'ils plantaient ou semaient aux mêmes époques que de nos jours.

Après la vigne et le jardinage, la culture la plus avantageuse était celle de l'olivier. On le plantait au milieu des autres semences, et il était très-répandu dans tout l'Italie. L'olivier mérite, en effet, les plus grands égards, car s'il ne produit habituellement que tous les deux ans, il se soutient du moins sans une grande culture, et ne demande presque aucune dépense. Si on le soigne, ses fruits se multiplient en proportion des soins qu'on lui donne. Lorsqu'on l'a négligé plusieurs années de suite, si on le cultive de nouveau, il rapporte des fruits aussi bons et aussi abondants que si on n'avait pas cessé de le soigner. On le plante généralement sur le penchant des collines ou dans les terrains pierreux et bien exposés au soleil. Une foule de conditions, souvent superstitieuses, sont prescrites par les agronomes latins, au sujet des boutures. Laisant de côté les soins superstitieux, on doit surtout prendre garde d'endommager l'écorce des boutures : il faut les placer en terre dans la même position et la même direction qu'elles occupaient sur l'arbre, enduire le pied et la tête de fumier mêlé avec de la cendre, les enterrer entièrement, de façon qu'elles soient couvertes de terre ameublie et à la hauteur de quatre doigts. Au bout de cinq ans, ce sont de petits arbres bons à être transplantés.

La greffe n'exige pas moins de soins et de précautions que la culture des boutures. Enlevez, dit Caton, avec soin l'écorce de l'olivier sur lequel vous vous proposez de greffer ; mettez à la place une écorce garnie d'un œil, et faites qu'elle recouvre parfaitement la portion dénudée, qui devra avoir trois doigts et demi de long sur trois de large, enduisez toutes les parties de lut, liez-les et recouvrez-les. Il faut aussi tailler un plant d'olivier au bout d'un certain nombre d'années : car, rapporte Columelle, on ne

doit pas oublier un ancien proverbe qui dit qu'en labourant un plant d'olivier, on le prie de rapporter du fruit ; qu'en le fumant on l'en supplie ; mais qu'en le taillant on l'y contraint.

Nam veteris proverbii meminisse convenit, eum qui aret olivetum, rogare fructum, qui stercorel, exorare ; qui cœdat, cogere.

Quand arrive le moment de la cueillette des olives, d'en faire des conserves, de fabriquer l'huile, nouveaux soins, nouvelles précautions. Toutefois, les Romains ne procédaient pas différemment que, de nos jours, procèdent les habitants du midi de la France.

Nous avons déjà dit que chez les Italiens la nourriture végétale faisait le fond des repas, et qu'ils ne mettaient que rarement de la viande sur leur table, viande de porc ou d'agneau, presque toujours : aussi l'élève des bestiaux ne joue qu'un rôle secondaire dans leur économie rurale. Ils ne méconnaissaient pas cependant tout à fait les rapports si utiles entre la production en bétail et celle des champs ; ils n'ignoraient point, assurément, les avantages d'une bonne fumure, mais avec tout cela ils n'ont, ni eux, ni l'antiquité en général, su réaliser, comme les modernes, l'association féconde des travaux de la terre et de l'élève du bétail ; cependant les troupeaux devinrent de plus en plus nombreux : les pâturages s'étendirent à l'infini, car absent ou présent, le maître n'y jouait aucun rôle, raisons nouvelles et non moins fortes qui conduisirent à mettre en prairie, au grand dommage de l'agriculture, des terres à blé excellentes. Le législateur voulut s'y opposer, mais ses efforts furent vains. Le berger devint alors le plus heureux des esclaves, le maître du troupeau, *magister pecoris*, et y tenait la place du régisseur. Durant l'été, les bergers ne couchaient jamais sous un toit. Cantonnés souvent sur les montagnes pendant cette saison, dans les plaines durant l'hiver, à plusieurs milles de toute habitation, ils se logeaient au milieu du troupeau, dans quelques cabanes de paille ou de feuillage. Leur métier voulait des hommes choisis et robustes ; on leur donnait des chevaux et des armes, et ils jouissaient d'une liberté de mouvement refusée aux esclaves de culture.

Les principaux arbres à fruits étaient les figuiers, les poiriers, les pommiers ; on utilisait même, soit pour le bois, soit pour la litière et la nourriture des animaux, les ormes, les peupliers et les autres arbres, et cet usage s'est perpétué jusqu'à nous, non-seulement en Italie, mais aussi dans le midi de la France. Donnez, dit

Caton, donnez à vos bœufs et à vos brebis des feuilles d'orme, de peuplier, de chêne, de figuier, et toutes vos feuilles vertes, autant que vous en aurez. Il recommande de n'avoir en gros animaux que le strict nécessaire pour le labour. Généralement, il y avait dans la ferme autant de chars que de paires de bœufs, de mulets et d'ânes. *Quot juga boverum, mulorum, asinorum habebis, totidem plaustra esse oportet.* Le nombre des brebis varia suivant les époques, mais en général il fut de 100 têtes par 240 jugères = 60,457 hect. — On les envoyait aux champs après la récolte, et l'hiver on les louait quelquefois à un grand possesseur de troupeaux auquel on accordait une partie du croît, et une certaine quantité de lait et de fromage. Les porcs, les poules, les pigeons, se nourrissent seuls dans le domaine, ou on les engraisse en cas de besoin. Là se trouvent aussi des garennes à lièvres, des réservoirs à poissons ; plus tard, ces réserves prendront des accroissements inouïs ! Les bœufs sont seulement attelés à la charrue ; les ânes portent le fumier ou tournent la meule ; le cheval est pour l'usage du maître. Les chevaux, comme les bœufs, sont ordinairement châtrés. Rarement ils sont nés dans le domaine, plus rarement encore doivent-ils, je ne dirai pas y mourir, mais même y vieillir. On n'attend pas, pour s'en débarrasser, qu'ils ne puissent plus servir ; envoyés au marché, ils sont revendus avec les autres objets de rebut. Le propriétaire doit faire argent de tout, même de son semblable. Telle était, dans l'antiquité, la philanthropie de ces hommes si vantés !

A la tête des esclaves, chargés de travailler la propriété et d'avoir soin des récoltes, se trouvait l'intendant ou régisseur, *vilicus*, qui rendait rigoureusement compte de tout ce qui se faisait dans la ferme, et auquel le maître, si la culture était bien conduite et prospère, laissait la perspective de l'affranchissement. Le *vilicus* veillait à tout, était responsable de tout, punissait la paresse, le vol, les disputes des esclaves, mais il devait proportionner la punition à la gravité du délit. Il ne devait prêter à personne ni semence, ni aliments, ni grain, ni vin, ni huile, *satui semen, cibaria, far, vinum, oleum, mutuum dederit nemini*. Il sera seulement en relation avec deux ou trois fermes, afin d'y pouvoir emprunter les instruments dont il manquerait ; mais il ne doit jamais rechercher un festin, et avant tout il doit être sobre. Debout le premier, il se couchera le dernier. Il s'assurera que toutes les portes sont closes, que chacun est couché à son poste, que les animaux ont été soignés et ne manquent de rien : Caton veut qu'il soit marié, qu'il ait

des enfants. Après lui venait la ménagère, *vilica*, que Caton voudrait voir mariée avec le régisseur. C'est elle qui est chargée de tenir la maison, de surveiller la cuisine, le garde-manger, le poulailler et le pigeonnier. Dans le domaine, s'il est de 200 jugères = 50,377 hect. — il y aura deux bouviers ou laboureurs, six valets, un ânier, un porcher et un berger. Là se trouvent aussi les bâtiments de culture, renfermant les étables, les granges pour serrer les fruits et les récoltes, les logements du régisseur et des esclaves, et à côté de ces bâtiments, mais séparée, une habitation pour le maître.

Chaque esclave reçoit, à des époques fixes et en quantité déterminée, tous les objets qui lui sont nécessaires. Pour sa nourriture on lui donne chaque mois du blé, qu'il doit moudre lui-même, du sel, des olives, du poisson salé, du vin et de l'huile. Sa ration est plus ou moins forte, selon les saisons et suivant son travail. Celui qui fatigue moins, comme le régisseur, reçoit une ration moindre. Habituellement, l'esclave n'était point enchaîné pendant le travail, à moins qu'il ne se fût rendu coupable de quelque délit, ou bien qu'il fût soupçonné de vouloir s'enfuir ; enchaîné, l'esclave était soumis aux mêmes travaux que ses compagnons d'infortune, mais alors il recevait son pain cuit, ne pouvant pas moudre, et il passait les nuits dans un cachot bas, percé d'une foule de petites fenêtres, auxquelles il ne pouvait atteindre avec les mains. Sa ration de pain était de quatre livres pendant l'hiver, de cinq depuis l'instant où il commençait à bêcher jusqu'à la maturité des figes. Les travailleurs recevaient, pour l'hiver, quatre boisseaux de froment et quatre et demi pour l'été ; l'intendant et son épouse, l'agent et le bouvier, chacun trois boisseaux. L'esclave qui travaillait dans les champs était beaucoup plus malheureux que celui qui restait pour le service de l'intérieur, surtout sous les empereurs, époque à laquelle on prit l'habitude de les tenir systématiquement enchaînés, même quand ils se livraient aux plus rudes travaux.

Si la famille rurale ne pouvait suffire à rentrer les récoltes, à couper les foins, les blés, on louait alors des hommes libres qui, aidés de leurs enfants, se chargeaient, moyennant salaire, de travaux tels que les vendanges, la fenaison, ou bien de travailleurs à forfait qui coupaient les blés, et auxquels on donnait, pour prix de leur travail, une gerbe sur six, sept, huit et neuf gerbes, selon la qualité du blé et la fertilité du terrain, ou le cinquième du grain quand, en outre, ils le battaient. Comme on le voit, les Romains ne connaissaient que les instruments de culture

qu'ils divisaient en trois genres, savoir : le genre parlant, qui comprend les esclaves ; le genre à voix inarticulée, qui comprend les bœufs ; le genre muet, qui comprend les véhicules. *Atii dividunt in tres partes instrumenti genus vocale, et semi vocale et mutuum ; vocale in quo sunt servi ; semi vocale, in quo sunt boves ; mutuum in quo sunt plaustra* (Varr., I, 17). Mais ils n'avaient aucune idée de la puissance et de l'utilité des capitaux ; pour eux, esclaves ou bœufs, c'était tout un. Il faut en avoir soin tant qu'il peut rendre des services, tant qu'il n'est pas trop âgé pour pouvoir travailler, car l'esclave, cette bête de somme, qui, sous la conduite d'un autre esclave comme lui, travaille et n'a jamais le droit de rien demander ; qui, dans sa vieillesse, peut encore être vendu pour quelques écus, qui enfin n'est jamais digne de marcher sous les aigles romaines, l'esclave est un outil fort utile. Malgré ses services, il sera vendu avec les objets de rebut et les vieilles ferrailles, car il serait mauvais de le garder inutile. C'est un être méprisé auquel, pour ne point profaner sa parole, son maître quelquefois ne parle que par signe, et au besoin par écrit ; vrai gibier de fouet et de prison, il n'est ni mari, ni femme, ni père, ni fille, ni fils, ni frère, ni sœur ; il n'y a donc ni adultère, ni inceste punissable. Également, sur l'esclave nulle prostitution, nulle violence n'est punissable, à moins que le maître de l'esclave n'en éprouve quelque dommage. Il n'y a pas de Dieu pour lui ; il est en dehors du culte public. Il y a pour lui tout au plus quelques rites illégaux, clandestins, superstitieux, que l'on tolère en les méprisant. L'esclave n'est pas homme, il n'a, par conséquent, aucun droit ; l'esclavage est assimilé à la mort. Il est donc sans famille, sans Dieu, sans droit. Point de pitié pour ces malheureux ! point de compassion ! On n'admet même pas qu'ils aient, durant un seul instant de la journée, la liberté de leurs mouvements. On les prive de l'allègement que le paganisme apporte à leurs misères, en éludant le repos obligé des fêtes. On conseille de laisser là la charue, puisqu'il le faut bien, mais alors on les emploie à d'autres travaux qui ne sont pas expressément défendus ! L'esclave doit travailler ou dormir ! Le droit du maître pèse si odieusement sur ces malheureux, que pas un ne s'attache à lui, que pas un ne s'intéresse à voir prospérer le champ qu'il cultive. De là, pour les Romains, autant d'esclaves, autant d'ennemis. De là, mais un peu plus tard, ces immenses soulèvements qui agiterent la République, et qui la menacèrent dans son existence jusqu'au jour où le monde entier, que l'empire romain gouvernait

à l'instar d'une vaste institution d'esclavage, renversa le colosse qui tenait sous ses lois l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Je passe aux soins que les Romains donnaient à la terre, avant de lui confier les semences. Creuser des fossés, dit Varron, biner, aligner, voilà pour les vignobles ou le verger. Labourer, bêcher, voilà pour les céréales et les plantes potagères ; pour certains arbres, selon la longueur de leurs racines, il faut remuer plus ou moins profondément le terrain ; il y a des cultures qui exigent un double labour à la charrue, avant que la semence ne soit confiée à la terre. Quant aux prairies, il n'y a aucun soin antérieur à prendre, si ce n'est de les fumer au commencement du printemps, lorsque la lune n'est pas visible, d'en fermer l'entrée aux bestiaux dès que les poiriers sont en fleurs, et de les arroser en temps opportun. Pour Caton, le premier principe d'une bonne agriculture, c'est de bien labourer, le second, c'est de labourer, le troisième, c'est de fumer. *Quid est agrum bene colere ? bene arare ; quid est secundum ? arare ; tertio, stercorare.*

Les anciens avaient reconnu, comme nous, que la fiente des volailles, en général, celle des oiseaux aquatiques exceptée, était le meilleur engrais. A leurs yeux, celle des pigeons avait la supériorité, à cause, dit Cassius, de cette chaleur qui lui est propre et qui excite puissamment la fermentation de la terre. Varron pensait que la fiente provenant des volières de grives et de merles méritait la préférence, parce qu'elle forme, dit-il, non-seulement un bon engrais pour les terres, mais encore une nourriture pour les bœufs et les cochons, qu'elle rend plus gras. *Ego arbitror præstare ac aviariis turdorum ac merularum, quod non solum ad agrum utile, sed etiam ad cibum ita bobus ac subus ut fiant pingues.* Cassius place, après la fiente des pigeons, les excréments humains ; en troisième ligne ceux des chèvres, des brebis et des ânes. Vient ensuite le fumier de cheval et celui provenant de la litière des bêtes de somme et des autres animaux.

Pour apprécier à sa juste valeur les résultats de l'agronomie romaine, et pour que nous puissions facilement nous rendre compte de l'extension que l'on donnait, au détriment des céréales, à la culture des oliviers, de la vigne, des jardins, surtout aux environs de Rome, où chaque paysan cultivait son carré de fleurs ou de légumes, il faut que nous fassions ici l'étude comparative du prix des céréales. On sait que les Romains sacrifiaient absolument les populations rurales de l'Italie, et qu'ils s'étaient laissés amener aux plus détestables mesures pour favoriser

les prolétaires de Rome, qui, manquant de pain, étaient la cause de tous les troubles intérieurs de la ville, et qui inspiraient tant de terreur aux patriciens. Pour parer à ces inconvénients, dit Mommsen, le gouvernement romain avait forcé les provinces à fournir des blés gratuitement ou moyennant une compensation modique. C'est avec ce blé que l'on nourrissait les armées et les fonctionnaires de l'Etat, et que l'on procurait l'abondance dans Rome. Après la seconde guerre de Macédoine, les armées furent toujours nourries avec le blé étranger. Dans les moments de cherté et de disette, on parait le péril par des importations opportunément faites. Mais plus tard, quand les contributions annuelles des sujets amenèrent des masses énormes de blé qui dépassaient de beaucoup les besoins ordinaires, quand on put facilement se procurer, à très-bon compte, les blés étrangers en quantité à peu près illimitée, les prix tombèrent à un taux dérisoire, et l'Etat livra les six modii = lit. 52,53 — de blé d'Espagne ou d'Afrique, sur le pied de 12 à 24 as = de 80 c. à 1 fr. 78. — En 196 av. J.-C., on débita, à ce même prix, l'énorme quantité de 9,600,000 modii de blé de Sicile = 76,000,000 de litres. Rappelons-nous aussi les distributions extraordinaires, mais fréquentes, de l'annone, faites par l'Etat ou par des magistrats, à des prix inférieurs aux cours, les masses de blé que l'Etat abandonnait aux fermiers des dimes, et qui leur revenait à si bas prix qu'ils pouvaient le revendre, avec bénéfice, à un taux inférieur à celui de la production. Rappelons-nous encore qu'en Sicile, grâce au système de la grande culture servile, la production elle-même coûtait beaucoup moins qu'en Italie, que le fret des blés de cette île ou de la Sardaigne coûtait moins que le transport, dans le Latium, des céréales venues de l'Étrurie, de la Campanie ou du nord de l'Italie; qu'au lieu de frapper les provenances étrangères d'un droit protecteur, on vit s'organiser, en faveur des provinces, tout un système de prohibitions qui imposa de nouvelles gênes au producteur italien; que l'exportation des blés ne se faisait que sur l'Italie; qu'une fois seulement et par grâce, le Sénat permit aux Rhodiens de s'approvisionner en Sicile: nous comprendrons alors facilement pourquoi les Italiens cultivaient, de préférence aux céréales, la vigne, le jardinage, les oliviers, les arbres à fruits, etc. Dans les années d'abondance, comme en 250 av. J.-C., les six modii = 52 lit. 53 cent. de blé valurent 44 cent. Pour le même prix, on pouvait acheter 180 livres r. = 58 kil. 94 de figues sèches, 60 livres d'huile = 49,65 kil., — 72 livres de viande = 24,23 kil., — 6 couges de

vin = 19,70 lit. — Polybe nous apprend que dans les riches pays de Lombardie et des Romagnes, la nourriture à l'auberge, avec le logement pour la nuit, ne coûtait communément qu'un demi-as par jour = 0,03 cent. et demi — : les six modii de blé valaient un demi-denier = 0,38 cent. — Ces systèmes déplorables causèrent donc la ruine de l'Italie. En effet, ce système peut être avantageux pour un grand peuple industriel que son agriculture ne saurait nourrir, mais pour l'Italie qui n'avait aucune industrie, et dont toute la richesse consistait dans les produits de la terre, c'était la ruine, et surtout la ruine des petits propriétaires, de ceux qui cultivaient avec leur famille, à la tête de leurs esclaves, ou avec leur famille seule. De plus, la sobriété des mœurs et les habitudes d'épargne se perdirent insensiblement chez les campagnards : alors la grande propriété absorba entièrement la petite. Pour se défendre contre la concurrence, les grands propriétaires furent obligés, plus tard, à entrer dans les mêmes voies qu'en Sicile, et à substituer ainsi aux familles de libres travailleurs un troupeau d'esclaves, d'accroître certaines cultures, d'en modifier d'autres, de développer sur une plus grande échelle les vignes, le jardinage, les oliviers et l'élevé du bétail.

INTRODUCTION A UNE ÉTUDE SUR BOISGUILBERT

ÉCONOMISTE DU XVII^e SIÈCLE,

PAR M. ERNEST AUBERGÉ

Secrétaire de la Section de Melun.

Pierre Le Pesant de Boisguilbert appartenait à une famille de robe de la Normandie. Il était, vers la fin du xvii^e siècle, lieutenant général au présidial de Rouen. Ces fonctions, comme on le sait, ont pour analogues, aujourd'hui, celles de président d'un tribunal important de première instance. Son frère siégeait, en même temps, comme conseiller au parlement de la même ville.

Notre ancienne magistrature fut féconde en esprits profondément lettrés, nourris des fortes études de l'antiquité. Boisguilbert était de ce nombre. Lui-même nous apprend, dans une de ses préfaces, qu'il avait étudié à l'école des religieux de Port-Royal. Digne élève de pareils maîtres, il trouvait le temps, au milieu de ses importantes occupations judiciaires, de cultiver les belles-lettres et l'histoire. Trois ouvrages, publiés par lui en 1674 et 1675, une traduction d'Hérodien, une traduction de l'*Abrégé de Dion Cassius, de Nicée*, par Xiphilin, et une nouvelle historique en trois volumes, intitulée *Marie Stuart*, furent les fruits de ses studieux loisirs.

Mais l'âme de Boisguilbert, douée d'originalité et d'une rare indépendance, était, par-dessus tout, passionnée pour le bien public. Il ne put rester insensible à la misère générale qui faisait déjà cortège aux triomphes du grand roi, et qui augmenta d'intensité avec les revers. Sans plus de souci de son repos que son illustre contemporain Vauban, jeté à la même époque dans une semblable entreprise, par le même désir d'être utile à son pays, il renonça à ses paisibles travaux littéraires pour d'autres recherches bien plus étrangères aux préoccupations de son temps, et dont il devait avoir l'honneur d'inaugurer l'étude scientifique. Voyant le peuple écrasé d'impôts, la production et la consommation arrêtées, il chercha les remèdes à de si grands maux et fut amené à sonder les sources de la richesse publique, à en examiner la nature, à en analyser les éléments.

Telle fut l'origine des divers traités de finances et d'économie politique de Boisguilbert.

Grâce aux mémoires de Saint-Simon, nous connaissons les circonstances dans lesquelles furent publiés les principaux de ces traités, et l'accueil qu'ils reçurent des ministres de Louis XIV, Pontchartrain et Chamillart. Comme Saint-Simon était lié avec ces derniers, et qu'il avait fait la connaissance du lieutenant général du présidial de Rouen, à l'occasion d'un procès, les renseignements qu'il nous a transmis sur Boisguilbert, les seuls de son temps que nous possédions, ont été tirés de bonne source et méritent d'être reproduits avec leur piquante originalité.

Le duc nous raconte, en ces termes, comment la première tentative de Boisguilbert, pour faire agréer ses projets de réforme, lui valut un affront : « — Pontchartrain était contrôleur général des finances ; Boisguilbert vint le trouver et lui exposer son système, lui disant que d'abord il le prendrait pour un fou, qu'ensuite il verrait qu'il méritait l'attention, et qu'à la fin il demeurerait content. Pontchartrain, rebuté par tant de donneurs d'avis qui lui avaient passé par les mains, et qui était tout salpêtre, se mit à rire, lui répondit brusquement qu'il s'en tenait au premier, et lui tourna le dos. »

Boisguilbert, sans se rebuter du mauvais succès de son voyage, mit la dernière main au premier de ses traités, intitulé : *Détail de la France, la cause de la diminution de ses biens et la facilité du remède, en fournissant en un mois tout l'argent dont le roi a besoin, et enrichissant tout le monde*. Cet ouvrage parut en 1697. L'année précédente il en avait été publié un extrait à Cologne, sans nom d'auteur, sous le titre suivant : *La France ruinée sous Louis XIV, par qui et comment*. « Livre savant et profond sur la matière, dit Saint-Simon, dont le système allait à une répartition exacte, à soulager le peuple de tous les frais qu'il supportait et de beaucoup d'impôts, qui faisait entrer les levées directement dans la bourse du roi, et conséquemment ruineux à l'existence des traitants, à la puissance des intendants, au souverain domaine des ministres des finances. Aussi déplut-il à tous ceux-là autant qu'il fut applaudi de tous ceux qui n'avaient pas les mêmes intérêts. »

Les autres ouvrages de Boisguilbert furent, par ordre de dates :

1^o Le *Traité de la nature, culture, commerce et intérêt des grains, tant par rapport au public qu'à toutes les conditions d'un État*.

2^o Le *Mémoire sur les causes de la rareté de l'argent, avec*

éclaircissements des mauvais raisonnements du public, à cet égard.

3^e La *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs, où l'on découvre la fausse idée qui règne dans le monde, à l'égard de ces trois articles.*

Ces écrits furent suivis, en 1707, du *Factum de la France ou Moyen très-facile de rétablir les finances*, dans lequel, reprenant avec de nouveaux développements les idées et les projets de réforme contenus au *Détail*, Boisguilbert propose de remplacer les aides et les douanes par une capitation en argent du dixième du revenu.

Enfin, le supplément au *Détail*, simple opuscule de quelques pages, eut pour but de répondre à l'objection consistant à dire qu'il était impossible de tenter les réformes financières mises en avant par l'auteur, tant qu'on serait en état de guerre.

Ces divers traités ou mémoires renferment le même fonds d'idées, la plupart justes et neuves, reprises fréquemment par Boisguilbert, qui sentait combien il lui serait difficile de les faire accepter. Partout il s'efforce de démontrer que la richesse publique résulte non de l'accumulation des métaux précieux, mais de la prospérité de l'agriculture et de l'industrie, mais de l'activité de la circulation et de la consommation ; et que, pour obtenir ce résultat, il faudrait faire cesser l'arbitraire et l'inégalité des impôts, réprimer les exactions et les malversations des traitants et autres gens de finances, ne pas recourir aux expédients ruineux des affaires extraordinaires (emprunts, créations d'offices, etc.), réformer la taille, supprimer les aides et les douanes intérieures, ainsi que les droits de sortie du royaume, diminuer les droits d'entrée, et donner au commerce, tant des grains que des marchandises de toute espèce, la plus grande liberté.

Mais voyons comment la persévérance de Boisguilbert fut récompensée. Nous savons quel accueil il avait reçu de Pontchartrain. Depuis, Chamillart était devenu contrôleur général. Le nouveau ministre des finances, dont la médiocrité succombait sous le fardeau des fonctions multipliées dont son talent au billard lui avait attiré la faveur première, joignait, du moins, à une certaine activité, de la modestie et de bonnes intentions. Spontanément, après avoir examiné le *Détail de la France* et en avoir conçu de l'estime pour l'auteur, il le fit venir à sa maison de campagne de l'Étang, et travailla avec lui « en ministre qui ne connaît que le bien, » dit Saint-Simon. Malheureusement pour Boisguilbert, Vauban, justement à la même époque, venait d'irriter Louis XIV par la publication de la *Dîme royale*, et subissait une disgrâce à laquelle

il ne put survivre. Le 14 février 1707 un arrêt du Conseil privé avait ordonné la saisie et la confiscation du livre du malheureux maréchal. Quelques jours après, le *Factum de la France* subit la même condamnation. Les mesures de rigueur ne s'arrêtèrent pas là, à l'égard de Boisguilbert ; elles allèrent jusqu'à l'exil. Nous trouvons encore dans les mémoires de Saint-Simon des renseignements intéressants sur ce point.

« Boisguilbert, que cet événement (la disgrâce de Vauban) aurait dû rendre sage, ne put se contenir. Une des choses que Chamillart lui avait le plus fortement objectées, était la difficulté de faire des changements au milieu d'une forte guerre. Pour y répondre, il publia un livret fort court (le supplément au *Détail*), par lequel il démontra que M. de Sully, convaincu du désordre des finances qu'Henri IV lui avait commises, en avait changé tout l'ordre au milieu d'une guerre autant et plus fâcheuse que celle dans laquelle on se trouvait engagé, et en était venu à bout avec un grand succès. Puis, s'échappant sur la fausseté de cette excuse par une tirade de : Faut-il attendre la paix pour..., il étala avec tant de feu et d'évidence un si grand nombre d'abus sur lesquels il était impossible de ne pas succomber, qu'il acheva d'outrer les ministres, déjà si piqués de la comparaison du duc de Sully, et si impatients d'entendre renouveler le nom d'un grand seigneur qui en a su plus, en finances, que toute la robe et la plume. »

La vengeance ne tarda pas : Boisguilbert fut exilé au fond de l'Auvergne. « Tout son petit bien consistait en sa charge. Cessant de la faire, il tarissait. La Vrillière, qui avait la Normandie dans son département, avait expédié la lettre de cachet. Il l'en fit avertir et la suspendit pendant quelques jours, comme il put. Boisguilbert en fut peu ému, plus sensible peut-être au bien public qu'à ce qu'il lui en allait coûter. Sa famille en fut plus alarmée, et s'empressa à parer le coup. La Vrillière, de lui-même, s'entremît avec générosité. Il obtint qu'il fit le voyage simplement pour obéir à un ordre émané, qui ne pouvait plus se retenir, et qu'aussitôt après qu'on serait informé de son arrivée au lieu prescrit, il serait rappelé. Cependant, Chamillard s'opposa à son retour immédiat. Ce fut inutilement que je parlai au ministre. On le tint là deux mois, au bout desquels j'obtins son retour. Mais ce ne fut pas tout : Boisguilbert, mandé en revenant, essuya une dure mercenaire, et pour le mortifier en tous points, fut renvoyé à Rouen, suspendu de ses fonctions ; ce qui toutefois ne dura guère. Il en

fut amplement dédommagé par la foule de peuple et les acclamations avec lesquelles il fut reçu. »

Cette même année 1707, avait paru, sans nom de lieu ni d'auteur, la première édition complète des œuvres de Boisguilbert. En 1712, il en fut publié deux autres éditions, l'une sous le nom de l'auteur, l'autre sous le titre de *Testament politique du maréchal de Vauban*. Boisguilbert, dans le but de donner plus de crédit à ses ouvrages, avait cru pouvoir emprunter ainsi le nom du grand homme de guerre, du grand citoyen, dont l'avait rapproché une communauté de but et d'infortune, et qui était mort depuis plusieurs années.

Cette circonstance, sans doute, fut cause que Voltaire, dans plusieurs passages de ses œuvres, a attribué à Boisguilbert la paternité de la *Dîme royale*. Erreur manifeste à la simple lecture de cet ouvrage, qui, par sa composition plus méthodique, son style plus simple, plus calme et plus correct, se distingue facilement des traités dus à la plume de Boisguilbert. La disgrâce que la publication même de la *Dîme royale* fit subir à Vauban, les critiques que Boisguilbert, dans son *Factum*, dirige contre le projet de dîme en nature du maréchal, suffiraient, s'il était nécessaire, pour compléter la démonstration de l'erreur où Voltaire est tombé à cet égard.

L'illustre écrivain a commis, du reste, envers Boisguilbert d'autres erreurs encore ; il s'est au moins montré, pour lui, d'une sévérité excessive. « Ce Boisguilbert, dit-il notamment au t. 42, p. 71, de ses œuvres (édition Beuchot), n'était pas sans mérite, il avait une grande connaissance des finances du royaume. Mais la manie de critiquer toutes les opérations du grand Colbert l'emporta trop loin. On jugea que c'était un homme fort instruit, qui s'égaraient toujours, un faiseur de projets qui exagérait les maux du royaume, et qui proposait de mauvais remèdes. Le peu de succès de son livre auprès des ministres, lui fit prendre le parti de mettre la *Dîme royale* à l'abri d'un nom respecté ; il prit celui du maréchal de Vauban et ne pouvait mieux choisir. »

Boisguilbert (pour parler d'abord du reproche le plus injuste de Voltaire) a-t-il donc exagéré les maux du royaume ?

On se rappelle que Voltaire, panégyriste autant qu'historien de Louis XIV, a écrit ces lignes : « Il n'est pas du ressort de l'histoire d'examiner comment le peuple doit contribuer sans être foulé, et de marquer le point précis — si difficile à trouver, — entre l'exécution des lois et l'abus des lois, entre les impôts et les

rapines. » On ne doit donc pas s'étonner qu'il ait vu avec déplaisir le sombre tableau tracé par l'auteur du *Détail*, et qu'il ait trouvé les couleurs trop chargées. Mais le tableau n'était que trop exact ; les couleurs employées par Boisguilbert n'étaient pas trop noires. Prenons un des nombreux passages qu'il a consacrés à ce sujet, et l'on se convaincra — en le rapprochant de plusieurs témoignages contemporains, — qu'il est resté dans les termes de la vérité.

« Hors le fer et le feu qui n'ont pu être encore employées aux contraintes du peuple, dit-il, il n'y a rien qu'on ne mette en usage ; tous les pays qui composent ce royaume sont universellement ruinés ; les tailles sont exigées avec une extrême rigueur et de si grands frais qu'ils vont au moins à un quart de l'impôt. Il est même assez ordinaire de pousser les exécutions jusqu'à dépendre les portes des maisons, après avoir vendu ce qui était dedans, et on en a vu démolir pour en tirer les poutres, les solives et les planches, qui ont été vendues cinq ou six fois moins qu'elles ne valaient. »

Ces lignes accusent, certes, une situation déplorable. Mais le langage de Vauban n'est pas moins affligeant : « Dans ces derniers temps, le menu peuple a beaucoup diminué par la guerre, la maladie et la misère des chères années, qui en ont fait mourir un grand nombre et réduit beaucoup d'autres à la mendicité. Par toutes les recherches que j'ai pu faire, depuis plusieurs années que je m'y applique, j'ai fort bien remarqué que près de la dixième partie du peuple est réduite à la mendicité, et mendie effectivement ; que des neuf autres il en est cinq qui ne sont pas en état de faire l'aumône à celle-là, parce que eux-mêmes sont réduits, à très-peu de chose près, à cette malheureuse condition ; que, des quatre qui restent, trois sont fort malaisées et embarrassées de dettes et de procès ; et que dans la dixième, où je mets tous les gens d'épée, de robe, ecclésiastiques et laïques, toute la noblesse haute, la noblesse distinguée et les gens en charge militaire et civile, les bons marchands, les bourgeois les plus rentés et les plus accommodés, on ne peut compter plus de cent mille familles. Et je ne croirais pas mentir, quand je dirais qu'il n'y en a pas dix mille, petites ou grandes, qu'on puisse dire fort à leur aise ; et, qui en ôterait les gens d'affaires, leurs alliés et adhérents couverts, et ceux que le roi soutient par ses bienfaits et quelques marchands, je m'assure que le reste serait petit nombre. »

Fénelon, dans ses remontrances à Louis XIV, n'était pas moins

expressif, quand il disait : « Vos peuples, que vous devriez aimer comme vos enfants, qui ont été jusqu'ici passionnés pour vous, meurent de faim ; la culture des terres est presque abandonnée, les villes et les campagnes se dépeuplent, tous les métiers languissent et ne nourrissent plus leurs habitants. Tout commerce est anéanti. Vous avez détruit la moitié des forces réelles du dedans de votre État pour faire et défendre de vaines conquêtes au dehors. Au lieu de tirer de l'argent de ce peuple, il faudrait lui faire l'aumône et le nourrir. La France entière n'est plus qu'un vaste hôpital désolé et sans provisions. » Et dans son deuxième mémoire sur la guerre de la succession d'Espagne : « On ne vit plus que par miracle ; l'État est une vieille machine délabrée, qui va encore de l'ancien branle qu'on lui a donné, et qui achèvera de se briser au premier choc. »

Si ces citations n'étaient déjà bien longues, nous y pourrions joindre quelques extraits, tant des mémoires de Jamerai Duval que des rapports des intendants, dressés par ordre de Colbert, où retentit presque à chaque page ce triste refrain : « la guerre, la mortalité, les logements et les passages continuels des gens de guerre, la milice, les gros droits, et la retraite des huguenots, ont ruiné ce pays. »

Même parmi les écrivains les plus près de la cour, il s'en trouvait qui ne pouvaient se contenir. On connaît le portrait que La Bruyère a tracé du pauvre habitant des campagnes. On sait comment Racine, pour avoir osé s'exprimer librement, avec M^{me} de Maintenon, sur la misère du royaume, encourut une disgrâce semblable à celle de Vauban. Le roi le foudroya par ces dures paroles : « Parce qu'il est grand poète, veut-il être ministre d'État ? »

Quels que fussent le respect du pouvoir et la crainte de la répression, ils ne suffirent pas toujours pour maintenir la tranquillité dans les provinces. Les émeutes, qui de 1661 à 1715 éclatèrent successivement dans le Berri, la Bretagne, à Lyon, à Bordeaux, en Gascogne, attestent quel poids intolérable pesait sur les populations.

Concluons, sur ce point, en disant que Boisguilbert reste dans les limites du vrai, quand il nous montre la France de Louis XIV, dans la période même de ses triomphes, désolée et ruinée par la guerre, les disettes, les impôts excessifs, mal répartis et mal perçus, les entraves mises à la liberté du commerce intérieur et extérieur : causes principales et permanentes, dont la mort de

Colbert, la révocation de l'édit de Nantes, les revers de la guerre et les dépenses excessives occasionnées par les résidences royales vinrent aggraver les funestes effets.

En ce qui concerne Colbert, il faut reconnaître que le grief de Voltaire est mieux fondé. Boisguilbert, à tort, semble faire de l'administration de Colbert le point de départ de la décadence de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Volontiers, il se fait *laudator temporis acti* pour le temps écroulé depuis François I^{er} jusqu'à 1660, et plus d'une fois cherche à présenter cette période comme une regrettable période de prospérité publique.

Cette appréciation est loin d'être exacte. Il serait superflu de rappeler les désordres de tous genres et les calamités qu'entraînèrent les guerres de religion. Sully, il est vrai, secondé par la paix et par la sagesse administrative d'Henri IV, avait mis de l'ordre et de l'économie dans les finances, réformé des abus et puissamment encouragé le labourage et le pâturage, ces deux mamelles de l'Etat. Mais l'horreur du luxe le rendait peu favorable aux progrès de l'industrie. En même temps qu'il renchérisait sur les entraves dont la liberté du travail était entourée, il se montrait ardent propagateur du système prohibitif dont le chancelier René de Birague avait été l'introducteur en France sous Charles IX.

Les luttes intérieures et extérieures empêchèrent Richelieu de donner une attention particulière aux questions financières et économiques. Quant à Mazarin et Fouquet, ils se gardèrent bien de réprimer les dilapidations des traitants, dont ils partageaient les profits.

Colbert, au contraire, en arrivant à la direction des finances, eut pour premier soin de sévir contre les concessionnaires et de faire cesser l'abus des créations d'offices et de titres de noblesse, ainsi que les aliénations du domaine royal. La Taille fut l'objet de réductions successives ; et néanmoins, le revenu net de l'Etat qui, d'après Forbonnais, n'était en 1661 que de trente deux millions s'éleva en 1668 à soixante-cinq millions, par suite de l'accroissement de la prospérité publique due principalement aux encouragements que le ministre prodiguait au commerce, à la marine et à l'industrie. L'agriculture même, n'était pas, quoiqu'en dise Boisguilbert, oubliée par Colbert. C'était bien, en effet, lui accorder une protection efficace que défendre de saisir les bestiaux servant à la culture, diminuer l'impôt de la terre, améliorer les voies de communication, rétablir les haras, faire faire des essais de cadastre et réformer les douanes intérieures.

Malheureusement, les dépenses croissantes que Colbert ne pouvait plus empêcher, les guerres continuelles, les influences rivales contrarièrent ses meilleurs desseins et firent avorter beaucoup de ses projets. Dès 1673, désespéré de ne pouvoir résister au torrent, il avait été sur le point de quitter le ministère. Il finit cependant pas rester ; et après sa mort, arrivée dix ans plus tard, la situation ne fit plus qu'empirer.

Quelque grand que soit le mérite de Colbert, on s'explique pourtant, jusqu'à un certain point, le peu de faveur qu'il rencontrait auprès de Boisguilbert. Plusieurs des reproches qu'il lui adresse sont incontestablement fondés. Il est certain, par exemple, que les prohibitions mises à l'exportation des grains, que l'interdiction des baux à long terme (éditée par mesure fiscale), furent très-préjudiciables à l'agriculture. Boisguilbert, ardent défenseur des intérêts agricoles et de la liberté commerciale, devait voir avec peine ces fâcheuses restrictions, ainsi que les droits excessifs dont furent frappés beaucoup de produits étrangers et de matières premières indigènes, aussi bien que la réglementation exagérée qui fut l'un des caractères les plus fâcheux de l'administration de Colbert.

Voltaire enfin, nous l'avons vu, traite Boisguilbert de faiseur de projets, et l'accuse de proposer de mauvais remèdes. N'aurait-il pas dû, avant tout, le louer d'avoir critiqué énergiquement les abus et d'avoir travaillé, de son mieux, au progrès ? L'auteur du *Détail de la France* fut-il, d'ailleurs, un esprit purement chimérique ? N'était-il qu'un rêveur, quand il s'efforçait de démontrer le rôle secondaire des métaux précieux, la solidarité de tous les intérêts privés et publics ? quand il proposait d'établir l'impôt de la Taille sur de nouvelles bases, et de réformer les aides et les douanes, sinon de les supprimer ?

La suite des temps ne lui a-t-elle pas donné raison, et ne resterait-il même encore aucune idée utile à emprunter à ses écrits ! Si l'impôt unique sur le revenu est une erreur économique, beaucoup de personnes, et parmi elles d'éminents esprits, l'ont partagé et la partagent encore. Le projet de Boisguilbert sur ce point était le même au fond, mais plus pratique que celui de Vauban. Mais Boisguilbert et Vauban avaient un tort radical qui suffisait pour empêcher le succès de leur projet de réforme : « Ils ruinaient, dit Saint-Simon, une armée de financiers, de commis, d'employés de toute espèce ; ils les réduisaient à chercher à vivre à leurs dépens et non plus à ceux du public, et ils savaient par là

base ces fortunes immenses qu'on voit naître en si peu de temps. C'était déjà de quoi échouer. » Vauban, dans un chapitre supplémentaire à sa *Dîme royale*, a fait lui-même une énumération curieuse des motifs qui devaient déclencher contre son livre des oppositions de toute nature et l'empêcher de réussir.

Non plus que Boisguilbert, il ne prévoyait l'emprunt que les ministres de Louis XIV, à bout d'expédients, allaient faire à leur projet d'impôt du dixième. Le 30 septembre 1710, cet impôt fut édicté, non pas en remplacement des autres impôts, mais comme impôt supplémentaire, comme moyen nouveau de battre monnaie. Tel fut le résultat inattendu et affligeant pour Boisguilbert des efforts par lui tentés pour le soulagement du peuple. C'est encore Saint-Simon qui nous l'apprend en ces termes : « Vauban fut donc abandonné ; mais on n'oublia pas l'éveil qu'il avait donné de la dime ; et quelque temps après, au lieu de s'en contenter pour tout impôt, on l'imposa sur tous les biens de tous genres, en sus de tous les autres impôts. Voilà, ajoute-t-il, comment il faut se garder en France des plus saintes et des plus utiles inventions, et comment on tarit toute source de biens : Qui aurait dit au maréchal de Vauban (il aurait pu dire et à Boisguilbert), que tous ses efforts pour le soulagement de tout ce qui habite la France auraient uniquement servi et abouti à un nouvel impôt de surcroît plus dur, plus permanent et plus cher que tous les autres. C'est une terrible leçon pour arrêter les meilleures propositions en matière d'impôts et de finances.

« Le pauvre Boisguilbert, dit Saint-Simon en terminant, qui avait survécu à son exil (il mourut en 1714), conçut une affliction extrême de ce que, pour n'avoir songé qu'au bien de l'État et au soulagement universel de tous ses membres, il se trouvait donneur d'avis d'un si exécrable monopole, lui qui n'avait imaginé et projeté le dixième denier qu'en haine et pour la destruction totale de la Taille et de tout monopole ; il soutint constamment que ce dixième denier en sus des monopoles ne produirait presque rien par le défaut de circulation et de débit qui formerait l'impuissance. Et l'événement fit voir en bref qu'il ne se trompait pas. »

Une tentative répondant mieux aux vues de l'auteur fut faite par Chamillart, dans une élection près de Chartres, pour réformer la Taille. Mais des influences hostiles et le peu de bonne volonté des personnes qui furent chargées de cet essai, le firent échouer. Les inégalités, les exactions, l'arbitraire sous toutes ses formes, continuèrent jusqu'à ce que la Révolution de 1789, en supprimant

les privilèges, eut permis la réorganisation de l'impôt foncier.

Si les idées de Boisguilbert étaient condamnées d'avance à l'insuccès par les préjugés et les institutions de son temps, les défauts de composition et de style de ses écrits leur auraient nui à toute époque. L'erreur y est souvent mêlée à la vérité. Quand le principe qu'il pose est juste, ce qui arrive souvent, les déductions ne le sont pas toujours, ou pèchent par l'exagération, Son style est trop fréquemment obscur, emphatique et incorrect, fatigant de répétitions et de manque de liaisons.

Mais à côté de ces défauts, que d'aperçus neufs, de pensées justes et élevées, parfois que de verve et d'éloquence dans leur développement ! D'autres écrivains venus sur un terrain mieux préparé en ont assuré le triomphe, et leurs noms sont entourés d'éclat. Celui de Boisguilbert aussi est digne de ne pas périr. Leur gloire est la sienne, car il forme l'un des premiers anneaux de cette chaîne de penseurs et d'écrivains qui ont fondé la science moderne de l'économie politique. D'autres mérites, rares à toute époque, le recommandent, — son amour désintéressé du bien public, poussé même jusqu'au sacrifice, et son indépendance de caractère. A ces titres encore, la postérité devrait garder son souvenir.

RECHERCHES SUR LE TATOUAGE

PAR M. JULES MICHELIN,

Vice-Président de la Section de Pro vins.

On ne saurait le dissimuler, le travail que nous avons entrepris n'a guère d'utilité, il n'a pas de but déterminé, il ne prouve rien, et il ne paraît pas possible d'en tirer une conclusion quelconque.

On pourrait dire, à la rigueur, que l'idée qui l'a inspiré est peut-être originale : encore, tout le monde ne sera pas de cet avis.

Il s'agit du tatouage.

Si l'on s'en rapporte aux dictionnaires, le tatouage est l'action de tatouer, c'est-à-dire d'imprimer sur le corps des dessins indélébiles.

Cet usage est très-répandu chez toutes les nations sauvages, et surtout chez les peuples de l'Océanie. Chaque insulaire a son moko ou dessin, qui lui sert comme d'armoirie et qui rappelle son mérite individuel. Les naturels de la Nouvelle-Zélande sont, entre tous, remarquables par la beauté et la complication de leur tatouage.

On tatoue chez eux en enfonçant une pointe aigüe dans la chair vive, et en y versant une substance colorée.

Le tatouage est usité chez nous parmi les classes ouvrières, chez les matelots et les soldats. En Europe, pour tatouer, on trace un dessin sur la peau, en le piquant avec une aiguille jusqu'au vif ; la partie dessinée est ensuite couverte de poudre à canon très-fine ; on y met le feu, et l'explosion fait pénétrer, dans la peau, des particules de poudre qui y gravent les traits de telle sorte qu'il devient extrêmement difficile de les effacer. En mélangeant avec la poudre des substances colorées, on peut avoir des dessins rouges, jaunes ou noirs.

Le tatouage est aussi en usage chez les Arabes. La femme arabe et la femme kabyle, dit M. le général Daumas, portent dès l'enfance des petits tatouages sur la figure. Mais le tatouage de la femme kabyle présente une particularité remarquable : il affecte ordinairement la forme d'une croix. Sa place habituelle est entre les deux yeux ou sur une narine. Les Kabyles perpétuent cet usage, sans pouvoir en faire connaître l'origine, qui semble dériver de l'ère chrétienne.

Un fait digne d'être noté viendrait à l'appui de cette conjecture : c'est qu'aucun taleb ou marabout n'épouse une femme ainsi tatouée, sans faire disparaître ces signes par une application de chaux et de savon noir. Il convient aussi de remarquer que tous les tatouages sont défendus par le Koran, qui les flétrit du nom de Ketibet el Chytan, écriture du démon.

Parent-Duchatelet a également signalé dans son ouvrage sur la prostitution, le goût des filles publiques pour le tatouage, mais il fait observer que, contrairement à ce qui se pratique chez les hommes, jamais les figures ne sont imprimées sur les parties du corps habituellement découvertes ou qui peuvent l'être dans les usages de la vie commune. C'est sur le haut du bras, sur le dettoïde, au-dessous des mamelles et sur toute la poitrine qu'on les trouve ordinairement. Presque toujours ce sont des inscriptions, des noms propres ou des initiales, et, ce qu'il faut remarquer, c'est que ces inscriptions ne contiennent jamais rien de contraire à la décence et à l'honnêteté.

Cette opération ne laisse pas que de présenter quelque danger. Elle peut causer des inflammations graves, produire la gangrène et nécessiter des amputations, ainsi qu'il résulte d'observations nombreuses de M. Berchon, soit dans les îles de l'Océanie, soit en Europe et particulièrement en France. Une communication a été faite à ce sujet à l'Académie des Sciences, dans sa séance du 7 avril 1862.

Nous avons vu que l'Arabe fait disparaître le tatouage au moyen d'une application de chaux et de savon noir. En France le procédé a été perfectionné, on emploie pour cela le bleu en liqueur, qui n'est que de l'indigo dissous dans l'acide sulfurique ; à l'aide d'un pinceau on frotte la peau maculée, l'épiderme s'enlève et avec lui la partie du chorion sur laquelle avait été fixé le corps étranger colorant. Il ne résulte de cette opération qu'une petite cicatrice nullement difforme, un peu moins colorée que la peau qui l'entoure et légèrement fripée.

On peut donc présumer avec quelque raison que le tatouage nous a été importé avec la découverte du Nouveau-Monde, en 1492, ou avec celle de l'Océanie, en 1510. Que les matelots, les premiers, durent l'expérimenter, que des matelots il est passé aux soldats, pour se répandre ensuite dans la classe ouvrière.

Étudier le tatouage, ses formes et son caractère sur des citoyens libres, serait chose difficile, pour ne pas dire impossible. Force donc nous a été d'aller les rechercher parmi une classe moins inté-

ressante : celle des vagabonds, des escrocs, des voleurs, et même des assassins.

Le ministère de l'intérieur publie, chaque mois, une feuille de signalements; cette feuille, qui est adressée à tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, contient le signalement, aussi exact que possible, de tous les repris de justice en rupture de ban, évadés des bagnes ou des prisons, qu'il importe de ressaisir. Les tatouages que portent, sur différentes parties du corps, un certain nombre de ces individus, y sont minutieusement décrits. C'est dans ce document officiel que nous avons recueilli les renseignements qui font l'objet de cette étude.

Dans une période de vingt années, nous avons trouvé 294 individus qui se sont soumis à l'opération du tatouage. Dans ce nombre sont compris deux enfants de 15 à 16 ans, et une femme de 25 ans.

Si on les considère au point de vue de la profession, on trouve que 76 d'entre eux n'exerçaient pas ou n'exerçaient plus de métier.

30 étaient journaliers.

21 tisserands.

12 cultivateurs.

11 marins.

10 tailleurs.

8 domestiques.

7 charpentiers.

7 terrassiers.

6 menuisiers.

5 scieurs de long.

5 boulangers.

5 forgerons.

5 cordonniers.

5 maçons.

5 charrons.

4 serruriers.

4 colporteurs.

4 meuniers.

4 charretiers.

3 commis.

3 mécaniciens.

3 bouchers.

3 comédiens.

246

3 tonneliers.

3 tourneurs.

3 militaires.

2 matelassiers.

2 mineurs.

2 peintres.

2 sourds-muets (si toutefois cette infirmité peut être considéré comme une profession).

2 dentistes.

2 ciseleurs.

2 musiciens.

2 bijoutiers.

1 maréchal-ferrant.

1 graveur.

1 faïencier.

1 pharmacien.

1 cordier.

1 vannier.

1 marchand de chevaux.

1 infirmier.

279
1 enrouleur.
1 négociant.
1 perruquier.
1 contrebandier.
1 quincaillier.
1 chaudronnier.
1 armurier.
1 marchand de parapluies.

287

On voit, d'après cette nomenclature, que le tatouage en vieillissant a fait des prosélytes, et qu'il n'est pas resté le privilège des soldats et des matelots.

Si nous le considérons maintenant par rapport à la place qu'il occupe sur le corps, nous trouvons que sur les 294 individus :

85 étaient tatoués sur le bras droit.
48 sur le bras gauche.
109 sur les deux bras.
9 sur les mains.
4 sur les pouces.
6 sur la poitrine.
1 sur l'estomac.
2 sur le front.
8 sur le sein.
2 sur les poignets.
2 sur l'épaule.
1 sur le dos.

277

287
1 marchand de chapelets.
1 papetier.
1 zingueur.
1 doreur.
1 berger.
1 cocher.
1 sabotier.

294

277

2 sur les jambes.
2 sur les genoux.
1 sur le pied.
1 sur l'épine dorsale.
2 sur la cuisse.
4 sur les doigts.
1 sur l'épigastre.
1 sur le sternum.
1 sur la fesse.
2 sur une partie que nous ne voulons pas nommer.

294

Et si nous examinons le nombre de ces figures imprimées sur le corps, nous remarquons que :

77 individus en avaient	1
91 —	2
58 —	3
28 —	4
18 —	5
4 —	6
5 —	7
2 —	8

283

283

4 individus en avaient	9
1 —	10
3 —	12
1 —	13
1 —	20
1 —	25

294

Ces tatouages représentent ordinairement des sujets plus ou moins variés, suivant le goût et la tournure d'esprit de celui qui les a exécutés, ou de celui sur lequel on les applique. Ce sont, en général, les instruments du métier exercé par le sujet : — des hommes ou des femmes tenant des bouquets, — des portraits, — des pots de fleurs, — des guirlandes, — des navires, — des oiseaux, — des étoiles, — des canons, — des armes, — des sirènes, — des arbres, — des noms propres, — des initiales, — des dates, — des hercules, — des sauvages, — des militaires, — des cantinières, — des lions, — des serpents, — des crocodiles, — des chevaux, — des bœufs, — des soleils, — des écussons, — etc., etc.

Mais si le tatouage est, la plupart du temps, le résultat de la fantaisie de l'artiste ou celle du client, il faut reconnaître, néanmoins, que souvent aussi il est inspiré par un sentiment plus élevé. L'amour, d'abord, tient la première place, puis la gloire, et enfin la religion.

144 de nos sujets ont épuisé la série des emblèmes, au moyen desquels on se plaît à représenter l'amour.

Cœurs percés d'une flèche.

Tourterelles.

Cœur sur un piédestal.

Femme entourée de guirlandes.

Femme tenant une rose.

Autel avec deux colombes.

Cœurs enflammés.

Ange portant un cœur enflammé.

Trophée d'amours.

Cœurs surmontés d'une couronne.

Femme sortant d'une fleur.

L'amour tenant un étendard.

Le tout accompagné de noms de femme, d'initiales, de dates, qui rappellent des souvenirs et des phrases dont nous ferons connaître quelques-unes.

34 ont sacrifié à la gloire ; ils portent sur le corps soit le nom de Napoléon, son chapeau, sa redingote, ou sa reproduction à pied, à cheval, en buste ; soit des drapeaux, des aigles, des couronnes, des lauriers, des trophées d'armes et des croix d'honneur.

32 ont fait un retour vers Dieu, et ont affirmé leur croyance au moyen de croix, de Saint-Sacrement, de crucifix, d'autel, d'orgues, de sainte Vierge, d'anges, d'ostensoirs et de chapelle.

8 seulement ont pensé à la mort ; on aperçoit sur leur épiderme des tombeaux, des squelettes et des têtes de mort.

Voici un certain nombre de phrases que nous avons relevées :

Enfant du malheur.

Marie pour la vie.

Pas de chance.

Ma chère amie pour la vie.

Pensez-y bien.

L'amour instruisant la fidélité.

Amour et patrie.

Courage et honneur.

Vive l'amour.

Ils sont réunis pour la vie.

Ernestine Greger, je pense à toi.

J'ai toujours à Lisa Catherine.

Mort aux gueux.

J'aime pour la vie Clarisse Decagny.

Madeleine Parisot règne seule.

Je suis victime de l'injustice des hommes.

Tombeau des femmes infidèles.

Haine, vengeance, mort.

Liberté, égalité.

A la victoire.

La politique aussi a sa place dans le tatouage ; car, si nous considérons que les impérialistes affectionnent la figure de Napoléon 1^{er}, nous voyons que les royalistes ont adopté celles de Don Carlos, de la reine Christine et de Jean Bart. Le gouvernement constitutionnel est représenté par le roi Othon, et la république par le général Cavaignac, avec un faisceau d'armes surmonté du bonnet rouge.

Quelques-uns de ces tatouages présentent un certain intérêt par leur complication, et pourraient presque être considérés comme des œuvres d'art, s'il est permis de qualifier ainsi ce travail peu distingué.

Ainsi nous trouvons :

Une femme avec couronne ducale et un flambeau à la main.

Un homme assis sur un lit de camp.

Une roue entre deux branches d'arbre.

Un homme tenant une bouteille et buvant dans un verre.

Une femme jouant de la guitare.

Un homme se tenant sur un pied.

Un homme frappant une roue avec un marteau.

Une femme posant le pied sur un billot.

Neptune tenant un trident.

Un gendarme les jambes croisées.

Un pompier tenant un crucifix.

Un matelot et une femme se tenant par la main, et présentant un bouquet de fleurs.

Un cœur percé de deux épées.

Un poignard entre deux pistolets.

Un artilleur ayant à ses pieds des boulets et des bombes, etc.

Et comme l'esprit français ne manque pas de s'insinuer partout, nous ne sommes pas surpris de voir des loustics qui se font imprimer sur les épaules, des épaulettes et des contre-épaulettes, d'autres qui portent un œil sur la fesse, et des bottes éperonnées sur la partie opposée.

De tout ce que nous venons de rapporter, il n'y a rien à conclure, comme nous le disions en commençant. Contentons-nous donc de répéter avec Mahomet : *Ketibet el Chytan*, écriture de Satan.

LA BASOCHE

PAR M. EUG. LE BRUN,

Membre titulaire (*Section de Melun*).

Les années s'écoulent, les siècles se succèdent, entraînant à leur suite les débris de nos mœurs, de nos coutumes, de nos traditions et de nos institutions.

C'est d'une de ces épaves des générations passées, que je vais essayer de vous retracer l'origine, les exploits et la décadence.

Je veux parler de la Basoche.

Ce mot Basoche paraît tiré du mot basilique, qui lui-même signifie palais ou maison royale.

La Basoche remontait au règne de Philippe-le-Bel ; ce fut, dit-on, ce monarque qui, de l'avis de son parlement, l'institua sous le titre pompeux de *Cour de justice*.

Elle se composait alors de tous les clercs du parlement et comprenait :

« Un président-roi qui avait droit de porter la toque royale, un chancelier qui avait, lui, le droit de porter la robe et le bonnet, « un maître de requêtes, un référendaire, un grand audiencier, « un procureur-général, un avocat du roi, un procureur de la « chambre des notaires, quatre trésoriers, un greffier, quatre « notaires, huit huissiers ordinaires et un aumônier.

« Elle avait un écusson composé de deux écritaires d'or surmontées d'un casque supporté par deux jeunes filles nues le tout « sur un champ de lys. »

Pour la discipline intérieure, la Basoche était souveraine. Elle tenait des séances publiques les mercredi et samedi de chaque semaine, sur les cinq heures de relevée, dans la chambre Saint-Louis, au Palais.

Les actions, soit en matière civile ou criminelle, qui pouvaient s'élever entre clercs ou contre ces derniers, étaient jugées par eux-mêmes dans leurs audiences.

La formule des arrêts était :

« La Basoche régnante, triomphante ès titres d'honneur,
Salut !

.
« Fait audit royaume le. »

Parmi ses nombreuses prérogatives, figurait celle de délivrer des certificats d'*admittatur* à ceux qui postulaient aux offices de procureurs, comme le font encore les chambres des avoués de nos jours.

Tous les ans, à la Saint-Martin, après l'ouverture de l'audience du parlement, la Basoche ouvrait aussi les siennes, avec un concours de harangues superbes. « Le chancelier y assistait en robe « et bonnet, et les officiers avec leurs toques et bonnets. »

De prime abord, cette institution paraissait sévère ; les règlements d'intérieur, cette discipline si strictement observée et respectée y contribuaient pour beaucoup ; mais elle eut aussi la physionomie de cette gaie science qui la rendit célèbre.

Le jeudi de la deuxième semaine du carnaval de chaque année se plaidait en audience une cause que les basochiens appelaient la *cause grasse*. C'était un procès de pure fiction, dont la nature était toujours à la fois graveleuse et burlesque.

De plus, tous les ans, à un jour fixé d'avance, le roi de la Basoche faisait la montre de ses sujets, c'est-à-dire des clercs et de leurs suppôts.

Cette montre n'était autre chose qu'un superbe carrousel, où les basochiens revêtus d'uniformes aux couleurs éclatantes et ornés de boutons armoriés, exécutaient des passes d'armes et des jeux d'adresse.

A cette occasion il se déployait un luxe rare, et grâce à leur caractère original et excentrique, ces fêtes attiraient un grand nombre de spectateurs. On assure même que François I^{er} vint tout exprès à Paris pour y assister.

La Basoche donnait aussi des représentations théâtrales et l'on peut dire que si elle ne fut pas la fondatrice de la comédie française, elle participa à son entrée dans nos mœurs. Les pièces qu'elle jouait sont connues sous les noms de *farces*, *soties* ou *moralités*.

Que de fois la salle qui servait de théâtre aux clercs de la Basoche, retentit-elle des déclamations véhémentes lancées par ces acteurs improvisés, contre les puissants, contre les mœurs de la Cour, contre le clergé et la noblesse !

Son arme était le fouet de la satire, qu'elle sut parfois manier avec habileté.

Mais la censure ne tarda pas à s'émouvoir de tant de hardiesse ; la Basoche fut obligée de mettre un frein à ses déclamations par trop virulentes.

Un arrêt du parlement du 15 mai 1476, défendit aux basochiens,

sous peine de bannissement et de confiscation de leurs biens, les représentations publiques de leurs pièces.

Cependant les clercs recouvrèrent plus tard ce droit, mais avec quelques restrictions ; Louis XII leur laissa à ce sujet toute liberté « à la condition expresse qu'ils ne parleraient que de lui, de sa cour et des grands, à l'exception, toutefois, de sa femme ; » s'il en était autrement, le roi avait menacé les basochiens de les faire tous pendre.

Il ne nous reste guère de traces de ces représentations théâtrales ; la dernière eut lieu en 1584.

Les Basochiens, à l'occasion, se firent aussi remarquer par leur « patriotisme. On raconte, « qu'en l'année 1584, les habitants de la « Guyenne s'étaient montrés rebelles, au sujet de la gabelle, envers « le roi Henri II qui venait de monter sur le trône, le roi de la « Basoche et ses sujets au nombre de dix mille, se joignirent « volontairement aux troupes conduites par le connétable de « Montmorency, pour combattre cette insurrection, et se condui- « srent avec une si grande valeur qu'Henri II leur donna à choi- « sir la récompense qui leur était due. » Les basochiens n'en voulurent accepter aucune : ce fut alors que le roi leur accorda le privilège de couper dans ses forêts les arbres qui leur seraient nécessaires pour leur cérémonie du mai.

Cette plantation du mai que les basochiens avaient coutume de faire chaque année au pied de l'escalier du palais, n'était pas dépourvue d'un certain cérémonial. Ce jour-là les basochiens revêtus de leurs uniformes, se réunissaient, et sous la conduite d'un colonel et de douze capitaines, se rendaient dans la cour du palais où l'arbre chargé de rubans et de fleurs s'élevait au milieu du bruit des fanfares et des hourras frénétiques de l'enthousiaste jeunesse.

C'était alors l'heureux temps de la Basoche ; honneurs et privilèges lui avaient été distribués avec trop de largesse, pour que la décadence ne fût pas proche.

Le titre de roi de la Basoche et le nombre croissant de ses sujets effraya Henri III qui supprima ce titre de roi pour le remplacer par celui de *Chancelier*.

Cet arrêt fut le signal de la chute de l'institution.

Une avalanche d'arrêts, dont les plus connus sont ceux des 16 février, 14 mai 1670, 19 janvier 1689, 6 février 1698, enlevèrent à la Basoche la plupart de ses bénéfices. Défense fut faite aux clercs de procureurs et de notaires de porter l'épée.

Enfin un arrêt du 21 mars 1722, porte que :

« La Cour a ordonné et ordonne que les arrêts et règlements
« concernant les clercs seront exécutés selon leur forme et teneur ;
« en conséquence, fait inhibition et défense, tant aux clercs de la
« Cour que du Châtelet et autres juridictions, payant pension ou
« sans pension, ensemble aux clercs d'huissiers desdites juridic-
« tions, de porter bâtons ou cannes dans l'enclos du palais et
« autres juridictions, ensemble de porter des épées et des habits
« indécents partout ailleurs et notamment dans les maisons des
« présidents et conseillers de la Cour et chez les autres procureurs
« à peine de trois cents livres d'amende et d'être déclarés inca-
« pables de pouvoir posséder aucunes charges de procureurs,
« huissiers et autres. »

Il y a de plus dans cette prohibition longuement motivée, d'autres articles obligeant les procureurs à faire exécuter les ordres de la Cour.

Ainsi s'anéantit sous les coups redoublés d'arrêts impitoyables, cette corporation dont on retrouve quelques traces dans les anciennes archives de nos provinces ; Meaux, Melun ont eu leurs petites basoches, au ^{xvii}^e siècle, mais nous ne savons rien d'intéressant sur leur compte.

Pendant tout le siècle suivant on n'entendit plus parler de la Basoche ; au moment où la Révolution française éclata, les basochiens relevèrent la tête ; fidèle à ses principes d'autrefois, cette corporation s'élança, avec le peuple de Paris, à la prise de la Bastille.

Là tombèrent ses derniers débris, et la Basoche s'ensevelit dans le triomphe de la nation.

DU DALLAGE DES ÉGLISES

PAR M. LE MARQUIS AD. DE PONTÉCOULANT,

Président honoraire de la Société.

Dès l'année 1847, le Comité historique des arts et monuments institué au ministère de l'Instruction publique, manifestait le désir de réunir la description et les dessins de divers pavés en terre cuite historiée, pour en former une sorte d'album. Le Comité semblait prévoir, dès cette époque, qu'il arriverait un moment où l'on reprendrait l'usage de paver ainsi un grand nombre de monuments.

Ce moment est fatalement arrivé. Les églises de Paris et des environs ont été tellement dévastées en ces derniers temps que toutes ont besoin d'importantes et dispendieuses réparations; le sol surtout a souffert, et cette restauration demande à être faite avec discernement. L'archéologie doit guider les opérations de cette nature, souvent difficiles, pour ne pas laisser entacher les édifices de regrettables anachronismes artistiques.

Il est donc opportun d'examiner si l'emploi du carrelage en terre cuite peut être admis dans les églises du moyen-âge.

Ce fut l'Angleterre qui commença le pavage en carreaux de terre cuite émaillée, et, dans la plupart de ses églises nouvelles, la France suivit cet exemple; à Noyon, à Beauvais, à Marchemont, à Noailles, à Creil, les carreaux furent introduits dans le dallage des monuments religieux. Ce mode de carrelage commence à se répandre dans le département de Seine-et-Marne.

Dans tout travail de restauration exécuté aux édifices publics, on ne doit pas considérer seulement le prix et la durée des matériaux employés, mais encore il faut rechercher si cet emploi a des précédents qui l'autorisent au point de vue historique et artistique. Voyons donc si l'on peut adopter le carrelage en pavés de terre cuite, historiés ou non, unis ou émaillés.

Ces sortes de pavés étaient en usage dans l'Oise aux ^{xii}^e, ^{xiii}^e, ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles; le fait est matériellement prouvé par M. Mathon, ancien bibliothécaire à Neufchâtel, qui en a recolté

une grande quantité, soit à Beauvais, soit aux environs, et dont il a relevé et communiqué autrefois au Comité historique les dessins coloriés.

Ce mode de carrelage a-t-il de la durée ?

Pour répondre à cette question intéressante, nous citerons le carrelage de la sacristie de l'église de Dandlau (Bas-Rhin), dont la construction remonte au ^{xiii}^e siècle ; il existe encore, sauf quelques carreaux brisés, et après sept siècles d'existence ce dallage est pour ainsi dire intact. Les carreaux réunis quatre à quatre, forment des ronds ou rosaces qui se multiplient sur toute l'étendue de la sacristie ; ils sont couverts à la face supérieure d'un émail vert très-vigoureux.

Ainsi, dès lors, la France possédait une espèce de céramique telle qu'on en fabriquait à Gournay-en-Bray (Seine-Inférieure), et qui servait spécialement aux carrelages vernissés. On en a retrouvé, et le musée de Cluny en possède, avec des dessins et ornements noirs ou bruns sur fond blanc ou jaune.

En Italie, Luca, neveu de Luca de la Robbia, couvrit de carreaux historiés le sol des loges de Raphaël, et Géroldo décora de la même façon le château de Madrid en 1530.

Lorsqu'on répara les appartements du château de Blois, on rétablit le dallage avec des carreaux fabriqués exprès sur des dessins empruntés aux anciens pavés.

Il existe dans l'ancienne abbaye de Breteuil (Oise) une chapelle fort intéressante, connue sous le nom de *chapelle de l'abbé* et dont l'édification remonte à l'année 1228. Sa description entraînerait trop loin, je ne m'élèverai pas au-dessus du carrelage, qui est formé de carreaux en terre cuite, émaillés, à fond rouge et à dessins jaunes, en général, se mêlant avec d'autres d'un ton brun ou vert foncé ; on y trouve des fleurs de lys, des rinceaux, des cercles entrelacés, des fleurons, des damiers que figure l'émail jaune. Les carreaux sont découpés suivant des modèles extrêmement variés, dont l'assemblage produit le plus heureux effet.

Dans les ruines de l'abbaye des Bernardins de Foigny (Ain), on voit des pavés noirs et blancs superposés, figurant un damier ; ils sont en terre cuite. Les pavés noirs n'ont pas seulement leur face de cette couleur, ils sont teints dans la masse, et voici comment on leur donnait la teinte noire : le four était chauffé au bois d'aulne préalablement plongé dans l'eau pendant plusieurs mois, on allumait le feu, et au lieu de se consumer par la flamme, le bois imbibé d'eau s'en allait en fumée. On obtenait ainsi une solution

de noir de charbon, dont la vapeur d'eau montait, entraît dans la terre par tous les pores, s'y déposait et la colorait à jamais.

Les pavés blancs de Foigny, se divisent en deux couches, l'une plus épaisse en terre rougeâtre, l'autre qui occupe la partie supérieure en terre blanche à poterie, extrêmement fine et qui sert pour ainsi dire de couverte à l'autre ; ces pavés jouent tellement le marbre et la pierre de liais, que ni l'œil ni le marteau ne sauraient reconnaître si le pavé noir et le pavé blanc sont en calcaire ou en argile cuite : les acides seuls peuvent l'indiquer d'une manière certaine. Moins brillants que les carreaux émaillés, ils sont plus solides et moins coûteux.

Les Romains n'employaient-ils pas, aussi, les pavés en terre cuite ?

On a trouvé aux environs de Wissembourg des carreaux en terre cuite rouge, sans aucun enduit à la surface : les dessins rappellent les types de la fin du ^{xii}^e siècle, on y retrouve les enlacements et la richesse de forme du roman fleuri. Cependant lors de la découverte, au-dessus du sol se trouvait une certaine quantité de monnaies du bas-empire ; ce qui permet encore d'attribuer, non sans raison, une origine romaine à ce carrelage, c'est l'absence d'enduit à la partie supérieure, car la céramique ancienne ignorait l'emploi de l'émail, — c'est-à-dire la couverture des carreaux à l'aide d'un enduit à base métallique que le feu ou le four pétrifie.

En résumé, il nous paraît intéressant de recommander le carrelage en terre cuite, comme préférable à la pierre de liais, toujours froide et terne.

Dans les anciens spécimens, les dessins n'étaient que superficiels et l'émail n'offrait qu'une couche mince, fragile, qui éclatait à la longue. Aujourd'hui, on a cherché et on est parvenu à remédier à cet inconvénient grave.

Un fabricant d'Auneuil, près Beauvais, a eu l'idée de fabriquer les dessins en grès de Bray, et de les incruster ensuite dans les carreaux de même nature, le carreau offrant ainsi un tout homogène. C'est là un perfectionnement remarquable, qui vient encore affermir notre appréciation.

En terminant, disons que nous avons un heureux exemple de l'emploi des carreaux d'Auneuil, dans notre pays de Brie, à Villenoy, près Meaux, paroisse desservie par un prêtre distingué, religieux sans cagoterie, savant sans ostentation, qui sait, dans ses rapports, faire aimer la religion et le savoir. M. l'abbé Petit-

homme (1) a fait récemment carreler le chœur de son église avec des dalles historiées, dont le dessin composé avec les produits de M. Boulanger est léger, élégant et de fort bon goût.

Je n'en saurais dire autant du dessin lourd et trop massif, adopté dans une autre église des environs de Meaux, à Penchard.

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, M. l'abbé Petithomme a été nommé doyen du canton de Nangis.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE 6^e BULLETIN.

	PAGES
Composition du bureau central et des bureaux des Sections.....	V
Liste des sociétaires.....	VII
— des membres correspondants.....	XXII
— des Sociétés correspondantes.....	XXV
Procès-verbaux des séances générales et publiques.....	XXIX
— des séances des Sections.....	LIV

MÉMOIRES.

Chelles aux temps mérovingiens, par M. l'abbé Torchet.....	4
Note pour servir à l'histoire des cryptes de Jouarre, par M. G. Réthoré....	11
Esquisses biographiques. — Guy et Hugues de Crécy, par M. le comte A. de Moustier.....	17
Crécy au x ^v e siècle, par M. Lhuillier.....	23
Hôtel du Grand-Ferrare, à Fontainebleau, par M. Hipp. Gaultron.....	33
Restauration de l'église de Montereau-faut-Yonne, au xvi ^e siècle, par M. Lemaire.....	39
Note sur la dédicace de l'ancienne église de Champdeuil, par M. Gaucher..	91
Notice historique sur Fresnes, par M. Th. Lhuillier.....	105
Comptes de la maison de Henri IV, pendant le séjour du roi à Melun, par M. G. Leroy.....	123
Documents sur la famille de Jacques Amyot, par le même.....	131
De quelques droits du roi de France et du vicomte de Melun, par le même	137
Une ancienne habitation bourgeoise de Melun, par le même.....	149
De la justice dans le bailliage de Melun, par M. Ernest Aubergé.....	157
Observations sur une des stations de l'âge de pierre des environs de Ne- mours, par M. E. Doigneau.....	167
Notes sur l'administration de la forêt de Bierre, sous l'ancien régime, par M. Paul Domet.....	187
Fontainebleau et les bailliages de Melun et Moret en 1789, par M. Ch. Constant.....	201
Notice historique et archéologique sur la commanderie de Beauvais-en-Gât- nais, par M. Th. Lhuillier.....	213
Molière à Fontainebleau, par M. Ch. Constant.....	243
Une dalle funéraire du xiv ^e siècle, par M. G. Leroy.....	267
Etude sur la vie et les œuvres de Sauvê-Delanoue, par M. E. Boquet-Liancourt	271
Le Trésor des Rochottes, par M. Aug. Lenoir.....	297
Les enseignes et les vieilles hôtelleries de Provins, par M. Alphonse Fourtier	307
Recherches historiques et archéologiques sur Jouarre et ses environs; — Choqueuse, par M. G. Réthoré.....	313

	PAGES
Recherches historiques et étymologiques sur la langue anglaise (histoire et grammaire), par M. E. Drouin.....	333
Du rôle de la chronique à différentes époques, et surtout de nos jours, par M. le dr E. Le Roy.....	417
De quelques cérémonies dans l'antiquité, par M. Saby.....	423
De l'agriculture chez les Romains, par M. Georges.....	431
Introduction à une étude sur Boisguilbert, économiste du xvii ^e siècle, par M. Ernest Aubergé.....	443
Recherches sur le tatouage, par M. Jules Michelin.....	455
La Basoche, par M. Eug. Le Brun.....	463
Du dallage des églises, par M. le marquis A. de Pontécoulant.....	467

